











**PRÉCIS**  
**DE**  
**L'HISTOIRE MODERNE,**

*Par M. Michelet,*

**OUVRAGE ADOPTÉ**

PAR LE CONSEIL ROYAL DE L'UNIVERSITÉ DE FRANCE ET PRÉSENTÉ POUR  
L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE MODERNE ;

SUIVI D'UN

**PRÉCIS**

**DE L'HISTOIRE MODERNE DE LA BELGIQUE,**

PAR G. GUÉNOT LECOINTE.

—  
**SIXIÈME ÉDITION.**

**TOME I.**

*Bruxelles,*

**SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE, S<sup>RG</sup>**  
**HAUMAN, CATTOIR ET COMP<sup>®</sup>.**

—  
**1836.**

THE  
MUSEUM  
OF  
THE  
MUSEUM

# **AVERTISSEMENT**

## **DES ÉDITEURS.**

*Le Précis de l'Histoire Moderne de la Belgique* que nous publions à la suite de l'important ouvrage de M. Michelet, a été l'objet de méditations sérieuses et de consciencieux travaux. L'auteur n'a pas eu la prétention de faire mieux que ce qui a été fait avant lui, ou de donner à la Belgique l'histoire qui lui manque ; il a cherché, en adoptant une classification facile et uniforme, à renfermer dans un cadre méthodique ces vieilles traditions flamandes que presque tous les pays limitrophes de la Belgique se disputent et se partagent, comme ils se sont disputé et partagé jadis son territoire. On s'est

TOME I.

A

appliqué dans ce travail préliminaire , à retituer aux événemens généraux leurs véritables causes , aux dates , leur ordre positif. Il était difficile de faire marcher de pair , sans les mêler , sans les confondre l'une dans l'autre , l'histoire de la Belgique et celle de la Hollande , deux histoires inséparables qui se commentent réciproquement , depuis la réunion des dix-sept provinces jusqu'à l'union d'Utrecht qui détruisit la politique de Charles-Quint , et au traité de Munster qui assura l'immortalité de l'œuvre du *Taciturne*. L'auteur en s'attachant au développement et à l'explication de ces faits qui se passent dans deux sphères distinctes, s'est efforcé néanmoins, de montrer les relations intimes qui les unissent : en ce qui touche certaines sympathies nationales, il a cru devoir sacrifier les erreurs populaires à la vérité historique ; lui en saura-t-on gré ? Ceux qui se donneront la peine de lire et de juger l'approuveront peut-être ; il n'a jamais compté sur l'assentiment de ceux qui ont l'habitude de condamner sans entendre.

Ce *Précis*, de même que celui de M. Michelet est divisé en trois périodes : la première, depuis Philippe-le-Bon jusqu'à Charles-Quint, c'est l'agonie de l'âge féodal et l'époque brillante de la puissance des municipes ; la seconde, depuis Charles-Quint jusqu'à la fin du règne des archiducs Albert et Isabelle , dans cette période , les hommes qui avaient d'abord provoqué les révolutions, sont en-

suite entraînés par elles; la troisième période après avoir été signalée par les rêves de la plus absurde politique et de l'ambition la plus démesurée, se termine aux années premières du règne de Joseph II dont les dangereuses innovations suscitent la révolution brabançonne. On s'est arrêté à cette date, parce que là, l'histoire cesse d'être moderne pour devenir contemporaine.

Nous extrairons ici quelques fragments d'une lettre que l'auteur a adressée à M. Michelet, et qui achèveront de faire connaître les sentiments qui l'ont dirigé dans son travail :

« ..... Je me suis efforcé, Monsieur, de réunir et de coordonner ces traditions éparses de l'Histoire Moderne de la Belgique, histoire si instructive mais si compliquée, si dramatique mais souvent si obscure, car elle tend sans cesse à se perdre dans les annales des puissances de premier ordre qui, à diverses époques, asservirent ou dominèrent ces provinces aujourd'hui complètement régénérées.

» J'ai voulu, Monsieur, rendre à la Belgique l'intégrité de la place qu'elle doit remplir dans le grand cadre de l'Histoire Moderne : appuyé sur les autorités les plus incontestables, j'ai voulu montrer sa physionomie intérieure avec le féodalisme des ducs de Bourgogne, les échafauds du duc d'Albe, la politique tortueuse de Richelieu et de Mazarin, l'adorable administration de Marie-Thérèse; j'ai voulu enfin venger ce pays du néant dans lequel on l'a abandonné pendant tant de siècles, en démontrant que plus d'une fois, il fut l'arbitre des destinées de l'Europe.

» Ce plan était trop beau, trop vaste pour que je me flatte de l'avoir réalisé même partiellement. L'ubiquité



historique n'appartient point à tout le monde ; à tout le monde, il n'est pas donné, ainsi qu'à vous, Monsieur, de démêler dans le cahos des faits, le fait ou l'idée dominante pour en déduire les conséquences et en calculer la portée. Mais ce premier livre n'est qu'un essai. En m'appuyant sur votre nom, Monsieur, j'ai compté sur la faveur qui l'accompagne toujours pour voir le mien ménagé, sinon épargné. Plus tard, peut-être, si le courage ne me manque pas et si l'indulgence me vient en aide, j'entreprendrai un travail plus circonstancié, plus complet : jusqu'à présent, j'hésite et je tremble, regrettant presque ce que j'ai écrit, tant l'heure de la publicité qui approche me semble pleine d'idées décevantes et grosse de critiques..... »

Les meilleurs recueils historiques, la plupart des ouvrages originaux qui existent à la Bibliothèque des Ducs de Bourgogne et quelques livres importants dus à des amitiés particulières ont été consultés pour servir à la rédaction de ce *Précis*. Des remerciemens sont dus à M. Marchal le savant conservateur des manuscrits, pour l'obligeance qu'il a mise à communiquer tous les documens qui se trouvaient à sa disposition.

*Hauman, Cattoir & Co.*

Bruxelles, septembre 1836.



C'est surtout dans la composition d'un abrégé, qu'il faut considérer pour qui l'on écrit. Celui qu'on va lire s'adresse au jeune public de nos collèges ; il est destiné à être appris par cœur, et à servir de texte aux professeurs de l'Université.

Si pourtant il tombait entre les mains de cet autre public pour lequel nous n'écrivons point, nous croirions devoir le prévenir sur le but et la forme de notre *Précis*, de crainte qu'il n'y cherchât ce qui ne doit pas s'y trouver.

D'abord nous avons insisté sur l'histoire des évé-

nemens politiques , plus que sur l'histoire de la religion , des institutions , du commerce , des lettres et des arts. Nous n'ignorons pas que la seconde est plus importante encore que la première ; mais c'est par l'étude de la première qu'on doit commencer.

Les faits , les dates ne sont point en grand nombre dans ce petit livre. C'est un abrégé , et non point une table , comme celles que nous avons publiées. Les *Tableaux chronologiques et synchroniques* étaient des espèces de dépôts où l'on pouvait chercher une date , rapprocher et comparer des faits. Dans le Précis , nous nous proposons toute autre chose : laisser , s'il était possible , dans la mémoire des élèves qui l'apprendront par cœur , une empreinte durable de l'histoire moderne.

Pour atteindre ce but , il aurait fallu premièrement marquer , dans une division large et simple , l'unité dramatique de l'histoire des trois derniers siècles ; ensuite , représenter toutes les idées intermédiaires , non par des expressions abstraites , mais par des faits caractéristiques qui pussent saisir de jeunes imaginations. Il les eût fallu peu nombreux , mais assez bien choisis pour servir de symboles à tous les autres , de sorte que les mêmes faits présentassent à l'enfant une suite d'images , à l'homme mûr une chaîne d'idées. Nous disons ce que nous aurions voulu faire , et non ce que nous avons fait.

L'histoire des peuples du nord et de l'orient de

l'Europe occupe relativement peu de place dans cet abrégé. Les limites étroites dans lesquelles nous étions obligés de nous renfermer, ne nous permettaient pas de lui donner les mêmes développemens qu'à celle des peuples qui ont marché à la tête de la civilisation européenne.

Il nous reste à prévenir un reproche, c'est d'avoir étendu plusieurs chapitres un peu au-delà de ce que comporte une leçon ordinaire. Peut-être nous excusera-t-on, si l'on considère que les premières et les dernières pages de chaque chapitre sont ordinairement remplies par des idées plus que par des faits, et que MM. les professeurs peuvent les faire lire à leurs élèves, sans exiger qu'ils les apprennent par cœur.

---



# **PRÉCIS**

DE

## **L'HISTOIRE MODERNE.**

---

### **INTRODUCTION.**

---

DANS l'histoire ancienne de l'Europe, deux peuples dominateurs occupent la scène tour-à-tour ; il y a généralement unité d'action et d'intérêt. Cette unité, moins visible dans le moyen-âge, reparait dans l'histoire moderne, et s'y manifeste principalement dans les révolutions du Système d'équilibre.

L'histoire du moyen-âge et l'histoire moderne ne peuvent être divisées avec précision. Si l'on considère l'histoire du moyen-âge comme terminée avec la dernière invasion des barbares (celle des Turcs Ottomans), l'histoire moderne comprendra trois siècles et demi, depuis la prise de Constantinople par les Turcs, jusqu'à la révolution française, 1453-1789.

L'histoire moderne peut se partager en trois  
1.

grandes périodes. I. Depuis la prise de Constantinople jusqu'à la Réforme de Luther, 1453-1517. — II. Depuis la Réforme jusqu'au traité de Westphalie, 1517-1648. — III. Depuis le traité de Westphalie jusqu'à la révolution française, 1648-1789. — Le Système d'équilibre, préparé dans la première période, se forme dans la seconde, et se maintient dans la troisième. — Les deux dernières périodes se subdivisent elles-mêmes en cinq âges du Système d'équilibre: 1517-1559, 1559-1603, 1603-1648, 1648-1715, 1715-1789.

*Principaux caractères de l'histoire moderne.*

1° Les grands Etats qui se sont formés par la réunion successive des fiefs, tendent ensuite à englober les petits États, soit par la conquête, soit par des mariages. Les républiques sont absorbées par les monarchies, les Etats électifs par les Etats héréditaires. Cette tendance à l'unité absolue est arrêtée par le Système d'équilibre. — Les mariages des souverains entre eux mettent dans l'Europe les liaisons et les rivalités d'une famille.

2° L'Europe tend à soumettre et à civiliser le reste du monde. La domination coloniale des Européens ne commence à être ébranlée que vers la fin du dix-huitième siècle. — Importance des grandes puissances maritimes. Communications commerciales de toutes les parties du globe (les nations anciennes avaient communiqué plus souvent par la

guerre que par le commerce). La politique, dominée, dans le moyen-âge et jusqu'à la fin du seizième siècle, par l'intérêt religieux, est de plus en plus dominée chez les modernes par l'intérêt commercial.

3° Opposition des races méridionales (de langues et de civilisation latines), et des races septentrionales (de langues et de civilisation germaniques). Les peuples occidentaux de l'Europe développent la civilisation et la portent aux nations les plus éloignées. Les peuples orientaux (la plupart d'origine slave) sont long-temps occupés de fermer l'Europe aux barbares; aussi leurs progrès dans les arts de la paix sont-ils plus lents. Il en est de même des peuples scandinaves, placés à l'extrémité de la sphère d'activité de la civilisation européenne.

**PREMIÈRE PERIODE.** *Depuis la prise de Constantinople par les Turcs, jusqu'à la Réforme de Luther, 1453-1517.*

Cette période, commune au moyen-âge et à l'âge moderne, est moins caractérisée que les deux suivantes; les événemens y présentent un intérêt moins simple, une liaison moins facile à saisir. C'est encore le travail intérieur de chaque Etat qui tend à faire un corps avant de se lier aux Etats voisins. Les premiers essais du Système d'équilibre datent de la fin de cette période.

Les peuples déjà civilisés au moyen-âge doivent



être assujétis par ceux qui ont conservé le génie tout militaire des temps barbares. Les Provençaux et Languedociens l'ont été par les Français, les Maures le sont par les Espagnols, les Grecs par les Turcs, les Italiens par les Espagnols et les Français.

*Situation intérieure des principaux États.*—Peuples d'origine germanique, peuples d'origine slave. Chez les premiers, soumis seuls au régime féodal proprement dit, une bourgeoisie libre s'est élevée à la faveur des progrès de l'aisance et de l'industrie, et soutient les rois contre les grands.

Au milieu du quinzième siècle, la féodalité a triomphé dans l'Empire; elle humilie les rois en Castille, elle prolonge son indépendance dans le Portugal, occupé des guerres et des découvertes d'Afrique, dans les trois royaumes du Nord, livrés à l'anarchie depuis l'union de Calmar, en Angleterre, à la faveur des guerres des Roses; à Naples, au milieu des querelles des maisons d'Aragon et d'Anjou. Mais les rois l'attaquent déjà en Écosse; en France, Charles VII, vainqueur des Anglais, en prépare l'abaissement par ses institutions; et avant la fin du siècle, les règnes de Ferdinand-le-Catholique et de Ferdinand-le-Bâtard, de Jean II (de Portugal), de Henri VII et de Louis XI, élèveront le pouvoir royal sur les ruines de la féodalité.

Trois États se détachent de ce tableau. Lorsque les autres États tendent à l'unité monarchique, l'Italie reste divisée. La puissance des ducs de



Bourgogne parvient au comble et s'écroule , tandis que s'élève la république militaire des Suisses.

Les deux grands peuples slaves présentent une opposition qui nous révèle leur destinée. La Russie devient une , et sort de la barbarie. La Pologne , tout en modifiant sa constitution , reste fidèle aux formes anarchiques des gouvernemens barbares.

*Relations des principaux États entre eux.* — La république européenne n'a plus cette unité d'impulsion que la religion lui donna à l'époque des croisades ; elle n'est pas encore nettement divisée comme elle le sera par la Réforme. Elle se trouve partagée en plusieurs groupes qui suivent la position géographique des États autant que leurs relations politiques : l'Angleterre avec l'Écosse et la France ; l'Aragon avec la Castille et l'Italie ; l'Italie et l'Allemagne avec tous les États (directement ou indirectement) ; la Turquie se lie avec la Hongrie ; celle-ci avec la Bohême et l'Autriche ; la Pologne forme le lien commun de l'Orient et du Nord , dont elle est la puissance prépondérante. Les trois royaumes du Nord et la Russie forment deux mondes à part.

Les États occidentaux , la plupart agités au dedans , se reposent des guerres étrangères. — Au nord , la Suède enchaînée depuis soixante ans au Danemark , rompt l'union de Calmar ; la Russie s'affranchit des Tartares (1) ; l'ordre Teutonique

(1) Nous suivrons , pour ce mot , l'orthographe préférée par

devient vassal de la Pologne. — Tous les États orientaux sont menacés par les Turcs, qui n'ont plus rien à craindre derrière eux depuis la prise de Constantinople, et ne sont arrêtés que par les Hongrois. L'empereur, occupé de fonder la grandeur de sa maison, l'Allemagne de réparer les maux des guerres politiques et religieuses semblent oublier le danger.

Nous pouvons isoler l'histoire du Nord et de l'Orient, pour suivre sans distraction les révolutions des États occidentaux. Nous voyons alors l'Angleterre, le Portugal, mais surtout l'Espagne et la France, prendre une grandeur imposante, soit par leurs conquêtes dans les pays récemment découverts, soit par la réunion de toute la puissance nationale dans la main des rois. C'est dans l'Italie que ces forces nouvelles doivent se développer par une lutte opiniâtre. Il faut donc observer comment l'Italie fut ouverte aux étrangers, avant d'assister aux commencemens de la lutte dont elle doit être le théâtre dans cette période et dans la suivante (1).

M. Abel Rémusat, dans la préface des *Recherches sur les langues des Tartares*.

(1) Les limites de ce tableau ne nous permettent pas de faire marcher l'histoire de la civilisation de front avec l'histoire politique. Nous nous contenterons d'en marquer ici le point de départ au quinzième siècle.

Essor de l'esprit d'invention et de découvertes. — En littérature, l'enthousiasme de l'érudition arrête quelque temps le développement du génie moderne. — Invention de l'imprimerie

SECONDE PERIODE — *Depuis la Réforme jusqu'au traité de Westphalie, 1517-1648.*

La seconde période de l'histoire moderne s'ouvre par la rivalité de François I<sup>er</sup>, de Charles-Quint et de Soliman; elle est surtout caractérisée par la Réforme. La maison d'Autriche, dont la puissance colossale pouvait seule fermer l'Europe aux Turcs, semble ne l'avoir défendue que pour l'asservir. Mais Charles-Quint rencontre une triple barrière. François I<sup>er</sup> et Soliman combattent l'empereur pour des motifs d'ambition particulière, et sauvent l'indépendance de l'Europe. Lorsque François I<sup>er</sup> est épuisé, Soliman le seconde, et Charles trouve un nouvel obstacle dans la ligue des protestans d'Allemagne. C'est le *premier âge de la Réforme et du Système d'équilibre, 1517-1550.*

1550-1600. *Second âge du Système d'équilibre et de la Réforme.* — Elle s'est déjà répandue dans l'Europe et particulièrement en France, en Angle-

(1436, 1452) — Usage plus fréquent de la poudre à canon et de la boussole. — Découvertes des Portugais et des Espagnols. — Le commerce maritime, jusque là concentré dans la Baltique (ligue Hanséatique) et dans la Méditerranée (Venise, Gènes, Florence, Barcelone, Marseille), est étendu à toutes les mers, par les voyages de Colomb, de Gama, etc., et passe entre les mains des nations occidentales vers la fin de cette période. — Commerce par terre; négocians lombards; Pays-Bas et villes libres d'Allemagne, entrepôts du Nord et du Midi. — Industrie manufacturière des mêmes peuples, surtout des Pays-Bas.

terre, en Ecosse et aux Pays-Bas. L'Espagne, le seul pays occidental qui lui soit resté fermé, s'en déclare l'adversaire; Philippe II veut ramener l'Europe à l'unité religieuse, et étendre sa domination sur les peuples occidentaux. Pendant toute la seconde période, et surtout dans cet âge, les guerres sont à la fois étrangères et civiles.

1600-1648. *Troisième âge du Système d'équilibre et de la Réforme.* — Le mouvement de la Réforme amène en dernier lieu deux résultats simultanés, mais indépendans l'un de l'autre : une révolution dont le dénouement est une guerre civile, et une guerre qui présente à l'Europe le caractère d'une révolution, ou plutôt une guerre civile européenne. — En Angleterre, la Réforme victorieuse se divise et lutte contre elle-même. — En Allemagne, elle attire tous les peuples dans le tourbillon d'une guerre de trente années. De ce chaos sort le système régulier d'équilibre qui doit subsister dans la période suivante.

Les états orientaux et septentrionaux ne sont plus étrangers au système occidental, comme dans la période précédente. Au premier âge, la Turquie entre dans la balance de l'Europe; au troisième, la Suède intervient d'une manière plus décisive encore dans les affaires de l'Occident. — Dès le second, la Livonie met les Etats slaves en contact avec les Etats scandinaves, auxquels ils étaient jusque là étrangers.

Au commencement de cette période, les souve-

rains réunissent dans leurs mains toutes les forces nationales , et présentent aux peuples le repos intérieur et les conquêtes lointaines en dédommagement de leurs privilèges. — Le commerce prend un immense développement malgré le système de monopole qui s'organise à la même époque.

TROISIÈME PÉRIODE. — *Depuis le traité de Westphalie jusqu'à la révolution française, 1648-1789.*

Dans cette période , le principal mobile est purement politique : c'est le *maintien du Système d'équilibre*. Elle se divise en deux parties d'environ soixante-dix ans chacune : avant la mort de Louis XIV, 1648-1715; depuis la mort de Louis XIV, 1715-1789.

I. 1648-1715. *Quatrième âge du Système d'équilibre*. — Au commencement de la troisième période , comme au commencement de la seconde , l'indépendance de l'Europe est en danger. La France occupe le rang politique que tenait l'Espagne , et exerce de plus l'influence d'une civilisation supérieure.

Tant que Louis XIV n'a pour adversaires que l'Espagne , déjà épuisée , la Hollande , puissance toute maritime , et l'Empire , divisé par ses négociations , il dicte de lois à l'Europe. Enfin l'Angleterre , sous un second Guillaume d'Orange , reprend le rôle qu'elle a joué du temps d'Élisabeth , celui de principal antagoniste de la puissance prépondé-



rante. De concert avec la Hollande , elle anéantit les prétentions de la France à la domination des mers. De concert avec l'Autriche , elle la resserre dans ses limites naturelles , mais ne peut l'empêcher d'établir en Espagne une branche de la maison de Bourbon.

La Suède est la première puissance septentrionale. Sous deux conquérans , elle change deux fois la face du Nord , mais elle est trop faible pour obtenir une suprématie durable. La Russie l'arrête , et prend cette suprématie pour ne point la perdre. — Le système des Etats du Nord tient peu à celui des Etats du Midi, si ce n'est par l'ancienne alliance de la Suède avec la France.

II. 1715-1789. *Cinquième âge du Système d'équilibre.* — L'élévation des royaumes nouveaux de Prusse et de Sardaigne marque les premières années du dix-huitième siècle. La Prusse doit être avec l'Angleterre l'arbitre de l'Europe , pendant que la France est affaiblie , et que la Russie n'a pas atteint toute sa force.

Il y a au dix-huitième siècle moins de disproportion entre les puissances. La nation prépondérante étant insulaire et essentiellement maritime , n'a d'autre intérêt , relativement au continent , que de maintenir l'équilibre. Telle est aussi sa conduite dans les trois guerres continentales entre les Etats de l'Occident. — L'Autriche , maîtresse de la plus grande partie de l'Italie , pouvait emporter la balance ; l'Angleterre , son alliée , la laisse dé-

pouiller de Naples, qui devient un royaume indépendant. — La France veut anéantir l'Autriche, l'Angleterre sauve l'existence de l'Autriche, mais n'empêche pas la Prusse de l'affaiblir et de devenir sa rivale. — L'Autriche et la France veulent anéantir la Prusse ; l'Angleterre la secourt comme elle a secouru l'Autriche, directement par ses subsides, indirectement par sa guerre maritime contre la France.

Sur mer et dans les colonies, l'équilibre est rompu par l'Angleterre. Les guerres coloniales, qui sont un des caractères de ce siècle, lui donnent l'occasion de ruiner la marine de la France et celle de l'Espagne, et de s'arroger sur les neutres une juridiction vexatoire. La révolution la moins attendue ébranle cette puissance colossale. Les plus importantes colonies de l'Angleterre lui échappent : mais elle fait face à tous ses ennemis, fonde dans l'Orient un empire aussi vaste que celui qu'elle perd dans l'Occident, et reste maîtresse des mers.

La Russie grandit, et par son développement intérieur, et par l'anarchie de ses voisins. Elle agite long-temps la Suède, dépouille la Turquie, engloutit la Pologne, et s'avance dans l'Europe. Le système des Etats du Nord se mêle de plus en plus à celui des Etats du Midi et de l'Occident. Les révolutions et les guerres sanglantes qui vont éclater à la fin de la troisième période confondront dans un seul système tous les Etats européens.





---

---

## CHAPITRE PREMIER.

### ITALIE. — GUERRE DES TURCS. 1453-1494.

Splendeur de l'Italie : Venise, Florence, Rome, etc. — Sa décadence réelle : Condottieri, tyrannies et conspirations, politique machiavélique. — Conquête imminente : Turcs, Espagnols, Français. — Prise de Constantinople, 1453. Tentative de Jean de Calabre sur le royaume de Naples, 1460-1464. — Diversions de l'Albanais Scanderbeg, de Huniade et de Mathias Corvin en Hongrie. — Projet de croisade, qui avorte par la mort de Pie II, 1464. — Venise appelle les Turcs ; prise d'Otrante, 1480. Les Vénitiens appellent René d'Anjou — Le pape appelle les Suisses. — Savonarole prédit la conquête de l'Italie.

---

Au milieu de la barbarie féodale dont le quinzième siècle portait encore l'empreinte, l'Italie offrait le spectacle d'une vieille civilisation. Elle imposait aux étrangers par l'autorité antique de la religion et par toutes les pompes de l'opulence et des arts. Le Français ou l'Allemand qui passait les Alpes admirait dans la Lombardie cette agri-

Italie.

Venise.

culture savante, ces innombrables canaux qui faisaient de la vallée du Pô un vaste jardin. Il voyait s'élever des lagunes cette merveilleuse Venise, avec ses palais de marbre, et son arsenal qui occupait cinquante mille hommes. De ses ports sortaient chaque année trois ou quatre mille vaisseaux, les uns pour Oran, Cadix et Bruges; les autres pour l'Egypte ou Constantinople. La *dominante* Venise, comme elle s'appelait elle-même, commandait par ses provéditeurs dans presque tous les ports que l'on rencontre depuis le fond de l'Adriatique jusqu'à celui de la mer Noire.

Florence.

Plus loin, c'était l'ingénieuse Florence, qui, sous Côme ou Laurent, se croyait toujours une république. Princes et citoyens marchands et hommes de lettres, les Médicis recevaient par les mêmes vaisseaux les tissus d'Alexandrie et les manuscrits de la Grèce. En même temps qu'ils ressuscitaient le platonisme par les travaux de Ficin, ils faisaient élever, par Brunelleschi, cette coupole de Sainte-Marie, en face de laquelle Michel-Ange voulait qu'on placât son tombeau. Même enthousiasme pour les lettres et les arts dans les cours de Milan, de Ferrare et de Mantoue, d'Urbain et de Bologne. Le conquérant espagnol du royaume de Naples imitait les mœurs italiennes, et ne demandait, pour se réconcilier avec Côme de Médicis, qu'un beau manuscrit de Tite-Live. A Rome enfin, on trouvait l'érudition elle-même

assise dans la chaire de saint Pierre avec les Nicolas V et les Pie II. Cette culture universelle des lettres semblait avoir humanisé les esprits. Dans la plus sanglante bataille du quinzième siècle, il n'y avait pas eu mille hommes de tués (1). Les combats n'étaient plus guère que des tournois.

Rome.

Cependant, un observateur attentif s'apercevait aisément de la décadence de l'Italie. Cette douceur apparente des mœurs n'était autre chose que l'affaiblissement du caractère national. Pour n'être points sanglantes, les guerres n'en étaient que plus longues, plus ruineuses. Les Condottieri promenaient à travers l'Italie des troupes indisciplinées, toujours prêtes à passer sous le drapeau opposé pour la moindre augmentation de solde; la guerre était devenue un jeu lucratif entre les Piccinino et les Sforza. Partout de petits tyrans, loués par les savans et détestés des peuples. Les lettres, dans lesquelles l'Italie plaçait elle-même sa gloire, avaient perdu l'originalité du quatorzième siècle; aux Dante, aux Pétrarque, avaient succédé les Philelphe et les Pontanus. La religion n'était nulle part plus oubliée. Le népotisme affligeait l'Église et lui ôtait le respect des peuples. L'usurpateur des terres du Saint-Siège, le condottiere Sforza datait ses lettres : *è Firmiano nostro, invito Petro et Paulo* (2).

Condottieri

(1) Machiavelli, *Storie Fiorentine*, t. VII.

(2) Id., liv. V.

inspirations. Le génie expirant de la liberté italienne protestait encore par de vaines conspirations. Porcaro, qui se croyait prédit par les vers de Pétrarque (1), essaya de rétablir dans Rome le gouvernement républicain. A Florence, les Pazzi, à Milan, le jeune Olgiati et deux autres, poignardèrent dans une église Julien de Médicis et Galéas Sforza [1476-87]. Les insensés avaient cru que la liberté de leur patrie dégénérée tenait à la vie d'un homme !

Laurent de Médicis. Deux gouvernemens passaient pour les plus sages de l'Italie, ceux de Florence et de Venise. Laurent de Médicis faisait chanter ses vers aux Florentins, conduisait lui-même dans les rues de la ville, de pédantesques et somptueuses mascarades (2), et se livrait en aveugle à cette munificence royale qui faisait l'admiration des gens de lettres, et préparait la banqueroute de Florence. A Venise, au contraire, le plus froid intérêt semblait l'unique loi du gouvernement. Là, point de favoris, nul caprice, nulle prodigalité. Mais ce gouvernement de fer ne subsistait qu'en resserrant de plus en plus l'unité du pouvoir. La tyrannie des dix ne suffisait plus ; il fallut créer, dans le sein même de ce conseil, des Inquisiteurs d'Etat [1454]. Cette dictature faisait prospérer au dehors les affaires de la république, en tarissant les sources intérieures de sa prospérité. De 1423 à 1453, Venise

(1) Machiavelli, *Storie Fiorentine*. liv. v.

(2) Ginguené, *Hist. litt. d'Italie*, t. III.

avait augmenté son territoire de quatre provinces, tandis que ses revenus diminuaient de plus de cent mille ducats. En vain elle essayait de retenir, par des mesures sanguinaires, le monopole qui lui échappait ; en vain les Inquisiteurs d'Etat faisaient poignarder l'ouvrier qui transportait ailleurs une industrie utile à la république (1) : le temps n'était pas loin où l'Italie allait perdre à la fois et son commerce, et sa richesse, et son indépendance. Il fallait une nouvelle invasion des barbares pour lui arracher le monopole du commerce et des arts qui allaient être désormais le patrimoine du monde.

Quel devait être le conquérant de l'Italie ? le Turc, le Français ou l'Espagnol ? C'est ce qu'aucune prévoyance ne pouvait déterminer. Les papes et la plupart des Italiens redoutaient avant tout les Turcs. Le grand Sforza et Alphonse le Magnanime ne songeaient qu'à fermer l'Italie aux Français qui revendiquaient Naples et pouvaient réclamer Milan (2). Venise se croyant invincible dans ses lagunes, traitait indifféremment avec les uns, avec les autres, sacrifiant quelquefois, à des intérêts secondaires, son honneur et la sûreté de l'Italie.

Telle était la situation de cette contrée, lorsqu'elle entendit le dernier cri de détresse de Constantinople [1453]. Séparée déjà de l'Europe et par les Turcs, et par le schisme, cette malheureuse

Turcs,  
Français,  
Espagnols.

Constantin  
ple. 1453

(1) Daru, t. VII. Pièces justificatives. Statuts des Inquisit. d'Etat, art 26.

(2) Sismondi, *Hist. des républ italiennes*, t. X, p. 28.



cité voyait sous ses murs une armée de trois cent mille barbares. Dans ce moment critique, les Occidentaux, habitués aux plaintes des Grecs, y firent encore peu d'attention. Charles VII achevait l'expulsion des Anglais ; la Hongrie était agitée ; l'impassible Frédéric III s'occupait d'ériger l'Autriche en archiduché. Les possesseurs de Péra et de Galata, les Génois et les Vénitiens, calculèrent la grandeur de leur perte, au lieu de la prévenir. Gênes envoya quatre vaisseaux ; Venise délibéra si elle renoncerait à ses conquêtes d'Italie pour conserver ses colonies et son commerce (1). Au milieu de cette hésitation funeste, l'Italie vit débarquer sur tous ses rivages les fugitifs de Constantinople. Leurs récits remplirent l'Europe de honte et de terreur ; ils déploraient Sainte-Sophie changée en mosquée, Constantinople saccagée et déserte, plus de soixante mille chrétiens trainés en esclavage ; ils décrivaient les prodigieux canons de Mahomet, et ce moment où les Grecs virent à leur réveil les galères des infidèles naviguer sur la terre (2), et descendre dans leur port.

(1) Daru *Hist. de Venise*, t. II, liv. XVI ; et Pièces justificat., t. VIII.

(2) On dit que le sultan transporta sa flotte en une nuit, dans le port de Constantinople, en la faisant glisser sur des planches enduites de graisse. Voy. Cantimir, et Saadud-din, *Hist. ottomane*, traduction manuscrite de M. Galland, citée par M. Daru, *Hist. de Venise*, 2<sup>e</sup> édit., Pièces justificatives, t. VIII, p. 194-6.

L'Europe s'émut enfin : Nicolas V prêcha la croisade ; tous les états italiens se réconcilièrent à Lodi [ 1454 ]. Dans les autres pays , une foule d'hommes prirent la croix. A Lille , le duc de Bourgogne fit apparaître , dans un banquet , l'image de l'Eglise désolée , et , selon les rites de la chevalerie , jura Dieu , la Vierge , les dames et le *faisan* , qui irait combattre les infidèles (1). Mais cette ardeur dura peu : neuf jours après avoir signé le traité de Lodi , les Vénitiens en firent un avec les Turcs ; Charles VII ne permit point que l'on prêchât la croisade en France ; le duc de Bourgogne resta dans ses états , et la nouvelle tentative de Jean de Calabre sur le royaume de Naples , occupa toute l'attention de l'Italie [ 1460-64 ].

Jean de Calabre. 1460-

Les véritables , les seuls champions de la chrétienté étaient le hongrois Huniade et l'albanais Scanderbeg. Ce dernier , dont l'héroïsme barbare rappelait les temps de la fable , abattait , dit-on , d'un seul coup , la tête d'un taureau sauvage. On l'avait vu , comme Alexandre , dont les Turcs lui donnaient le nom , sauter seul dans les murs d'une ville assiégée. Dix ans après sa mort , les Turcs se partagèrent ses ossemens , croyant devenir invincibles (2). Encore aujourd'hui , le nom de Scanderbeg est chanté dans les montagnes de l'Epire.

(1) Olivier de la Marche , t. VIII de la collection des *Mémoires relatifs à l'Hist. de France* , édit. de M. Petitot.

(2) Barlesio , *de Vita Georgii , Castrioti* , etc. , 1537 , *passim*.

Huniade.  
1456.

Mathias Cor-  
vin.

L'autre *soldat de Jésus-Christ*, le *chevalier blanc* de Valachie, le *Diabole* des Turcs, arrêtait leurs progrès tandis que les diversions de Scanderbeg les ramenaient en arrière (1). Lorsque les Ottomans attaquèrent Belgrade, le boulevard de la Hongrie, Huniade, traversa l'armée des infidèles pour se jeter dans la place, repoussa pendant quarante jours les plus furieux assauts, et fut célébré comme le sauveur de la chrétienté [ 1456 ]. Son fils, Mathias Corvin, que la reconnaissance des Hongrois éleva sur le trône, opposa sa *garde noire*, première infanterie régulière qu'ait eue ce peuple, aux Janissaires de Mahomet II. Le règne de Mathias fut la gloire de la Hongrie. Pendant qu'il combattait tour-à-tour les Turcs, les Allemands et les Polonais, il fondait dans sa capitale une université, deux académies, un observatoire, un musée d'antiques, une bibliothèque, alors la plus considérable du monde (2). Ce rival de Mahomet II parlait, comme lui, plusieurs langues; comme lui, il aimait les lettres en conservant les mœurs des barbares. Il avait accepté,

(1) Le premier titre est celui que prenait toujours Scanderbeg, le second désignait ordinairement Huniade chez ses contemporains (Comines, t. VI, ch. XIII); le troisième lui était donné par les Turcs, qui le nommaient à leurs enfans pour les effrayer (M. de Sacy, dans la *Biographie universelle*, art. *Huniade*), comme les Sarrasins menaçaient autrefois les leurs de Richard Cœur de-Lion.

(2) Bonfinius, *Rerum Hungaricarum decades*. 1568, *passim*.



dit-on , l'offre d'un homme qui se chargeait d'assassiner son beau-père , le roi de Bohême ; mais il rejeta avec indignation la proposition de l'empoisonner : *Contre mes ennemis*, dit-il , *je ne veux employer que le fer*. C'est à lui toutefois que les Hongrois durent leur grande charte ( *Decretum majus* , 1485. *Voy.* le ch. III). Un proverbe hongrois suffit à son éloge : *Depuis Corvin, plus de justice*.

Le pape Pie II et Venise se liguèrent avec ce grand prince lorsque la Servie et la Bosnie , conquise par les Turcs , leur ouvrirent le chemin de l'Italie. Le pontife était l'ame de la croisade ; il avait indiqué le rendez-vous d'Ancône à ceux qui voudraient aller avec lui combattre l'ennemi de la foi. L'habile secrétaire du concile de Bâle , l'esprit le plus poli du siècle , le plus subtil des diplomates , devint un héros sur la chaire de saint Pierre. La grande pensée du salut de la chrétienté semblait lui avoir donné une ame nouvelle (2). Mais ses forces n'y suffirent pas. Le vieillard expira sur le rivage , à la vue des galères vénitiennes qui allaient le porter en Grèce [ 1464 ].

Son successeur , Paul II , abandonna cette politique généreuse. Il arma contre les Bohémiens hérétiques le gendre de leur roi , ce même Mathias Corvin , dont la valeur n'eût dû être exercée que

(1) *Commentarii Pii secundi* (1610), p. 300-400. *Voy.* aussi ses lettres dans les *OEuvres complètes*.

contre les Turs. Pendant que les chrétiens s'affaiblissaient ainsi par leurs divisions, Mahomet II jurait solennellement dans la mosquée, qui fut Sainte-Sophie, l'extermination du christianisme. Venise, abandonnée de ses alliées, perdit l'île de Négrepont, conquise par les Turcs à la vue de sa flotte. En vain Paul II et les Vénitiens allèrent chercher des alliés jusqu'au fond de la Perse ; le schah fut défait par les Turcs, et la prise de Caffa ferma pour long-temps aux Européens toute communication avec les Persans. Enfin, la cavalerie turque se répandit dans le Frioul jusqu'à la Piave, brûlant les récoltes, les bois, les villages et les palais des nobles vénitiens ; la nuit, on voyait de Venise même les flammes de cet incendie (1). La république abandonna la lutte inégale qu'elle soutenait seule depuis quinze ans, sacrifia Scutari, et se soumit à un tribut [ 1479 ].

Venise  
tributaire des  
Turcs. 1479.

Le pape Sixte IV et Ferdinand, roi de Naples, qui n'avaient point secouru Venise, l'accusèrent d'avoir trahi la cause de la chrétienté. Après avoir favorisé la conjuration des Pazzi, et fait ensuite une guerre ouverte aux Médicis, ils tournaient contre les Vénitiens leur politique inquiète. La vengeance de Venise fut cruelle. En même temps que Mahomet II faisait attaquer Rhodes, on apprit que cent vaisseaux turcs, observés, ou plutôt escortés par

(1) Sismondi, *Républiq Ital.*, t. xi, p. 141 ; d'après Sabellico, témoin oculaire.

la flotte vénitienne, avaient passé en Italie, que déjà Otrante était prise, et le gouverneur scié en deux. L'effroi fut au comble, et l'événement l'eût justifié peut-être, si la mort du sultan n'avait arrêté pour quelque temps le cours de la conquête mahométane [ 1480-81 ].

Mort de  
Mahomet II.  
1480-81.

Ainsi les Italiens faisaient intervenir les étrangers dans leurs querelles. Après avoir attiré les Turcs, les Vénitiens prirent à leur service le jeune René, duc de Lorraine, héritier des droits de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Dès 1474, Sixte IV avait appelé les Suisses. Les *barbares* s'habituèrent à passer les Alpes, et ils allaient raconter dans leur pays les merveilles de la belle Italie; les uns célébraient son luxe et ses richesses, les autres son climat, ses vins, ses fruits délicieux (1). Alors s'éleva dans Florence la voix prophétique du dominicain Savonarole, qui annonçait à l'Italie les châtimens de Babylone et de Ninive : « O Italie, ô Rome, dit le Seigneur, je vais vous livrer aux mains d'un peuple qui vous effacera d'entre les peuples. Les barbares vont venir, affamés comme des lions... Et la mortalité sera si grande, que les fossoyeurs iront par les rues, criant : Qui a des morts ? et alors l'un apportera son père, et l'autre son fils...

Savonarole.

(1) Voy. La très joyeuse, plaisante et récréative histoire, composée par le loyal serviteur du bon Chevalier sans paour et sans reproche, t. xv de la collect. des *Mémoires*, p. 306, 334, 335.

O Rome, je te le répète, fais pénitence ; faites pénitence, ô Venise ! ô Milan (1) ! »

Ils persévérèrent. Le roi de Naples prit ses barons soulevés au piège d'un traité perfide. Gênes resta en proie aux factions des Adorni et des Fregosi. Laurent de Médicis, au lit de mort, refusa l'absolution à laquelle Savonarole mettait pour condition l'affranchissement de Florence. A Milan, Ludovic le More enferma son neveu, en attendant qu'il l'empoisonnât. Roderic Borgia ceignit la tiare sous le nom d'Alexandre VI. Le moment inévitable était venu.

(1) Savonarola , *Prediche quadregesimali* ( 1544, in-12 ; *predica vigesima prima*, p. 211-212. Voy. aussi *Petri Martyris Anglerii epistol.* cxxx, cxxxi, etc. « Malheur à toi, mère des arts, ô belle Italie..... etc. 1493. »

---

## CHAPITRE II.

OCCIDENT. — FRANCE ET PAYS-BAS, ANGLETERRE ET  
ECOSSE, ESPAGNE ET PORTUGAL, DANS LA SECONDE  
MOITIÉ DU XV<sup>e</sup> SIÈCLE.

---

AVANT de se disputer la possession de l'Italie, il fallait que les grandes puissances de l'Occident sortissent de l'anarchie féodal, et réunissent toutes les forces nationales dans la main des rois. Le triomphe du pouvoir monarchique sur la féodalité est le sujet de ce chapitre. Avec la féodalité périssent les privilèges et les libertés du moyen-âge. Ces libertés périssent comme celles de l'antiquité, parce qu'elles étaient des privilèges. L'égalité civile ne pouvait s'établir que par la victoire de la monarchie (1).

Les instrumens de cette révolution furent des

(1) L'égalité fait des progrès rapides au moment même où périssent les libertés politiques du moyen-âge. Celles de l'Espagne sont vaincues par Charles-Quint en 1521, et en 1528 les cortès de Castille permettent à tout le monde de porter l'épée, *afin que les bourgeois puissent se défendre contre les nobles*. Voy. Ferreras, XII<sup>e</sup> partie.



hommes d'église et des légistes. L'église ne se recrutant que par l'élection, au milieu du système universel d'hérédité qui s'établit au moyen-âge, avait élevé les vaincus au-dessus des vainqueurs, les fils des bourgeois et ceux même des serfs, au-dessus des nobles. C'est à elle que les rois demandèrent des ministres dans leur dernière lutte contre l'aristocratie. Duprat, Wolsey et Ximénès, tous cardinaux et premiers ministres, sortaient de familles obscures, Ximénès avait commencé par enseigner le droit dans sa maison (1). Les hommes d'église et les légistes étaient imbus des principes du droit romain bien plus favorable que les coutumes féodales au pouvoir monarchique et à l'égalité civile.

La forme de cette révolution présente quelques différences dans les divers états. En Angleterre, elle est préparée et accélérée par une guerre terrible qui extermine la noblesse; en Espagne, elle est compliquée par la lutte des croyances religieuses. Mais partout elle offre un caractère commun : l'aristocratie, déjà vaincue par le pouvoir royal, essaie de l'ébranler en le déplaçant, en renversant les maisons, les branches régnantes, pour leur substituer des maisons ennemies, des branches rivales (*Voy. le 1<sup>er</sup> de nos tableaux synchroniques*). Les

(1) Gomecius, fol. 2. — Giannone remarque que, sous Ferdinand-le Bâtard, les lois romaines prévalurent à Naples sur les lois lombardes, par l'influence des professeurs qui étaient en même temps magistrats et avocats (Liv. xxviii, chap. v).



moyens employés par les deux partis sont odieux et souvent atroces. La politique , dans l'enfance , ne choisit encore qu'entre la violence et la perfidie ; voyez plus bas la mort des comtes de Douglas , des ducs de Bragance et de Viseu , surtout celle du comte de Mar et des ducs de Clarence et de Guienne. Cependant la postérité , trompée par le succès , s'est exagéré les talens des princes de cette époque ( Louis XI , Ferdinand-le-Bâtard , Henri VII , Iwan III , etc. ). Le plus habile de tous , Ferdinand-le-Catholique n'est qu'un fourbe heureux aux yeux de Machiavel (*Lettres familières* , avril 1513 , mai 1514 ).

---

## § I. — FRANCE, 1452-1494 (1).

Fin des guerres des Anglais. — Féodalité; maisons de Bourgogne, Bretagne, Anjou; Albret, Foix, Armagnac, etc. Grandeur du duc de Bourgogne. — Avantages du roi de France: première taille perpétuelle, première armée permanente, 1444 — Mort de Charles VII, avènement de Louis XI, 1461. — Mort de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, avènement de Charles-le-téméraire, 1467. — Ligue du *bien public*. Traités de Conflans et de Saint-Maur, 1465. — Entrevue de Péronne et captivité du roi, 1468. — Seconde ligue des grands vassaux, dissoute par la mort du duc de Guienne, frère de Louis, 1472. Invasion d'Edouard IV. Traité de Péquigny, 1475. — Charles-le-Téméraire se tourne contre l'Allemagne, puis contre les Suisses; ses défaites à Granson et à Morat, 1476. Sa mort, 1477. — Marie de Bourgogne épouse Maximilien d'Autriche. — Louis XI, maître de l'Anjou, du Maine, de la Provence, de l'Artois et de la Franche-Comté, 1481-82. — Sa mort; régence d'Anne de Beaujeu, 1483. Prétentions des Etats, 1484. Abaissement des grands. — Charles VIII se prépare à l'expédition d'Italie.

État  
de la France.

LORSQUE la retraite des Anglais permit à la France de se reconnaître, les laboureurs descendant des

(1) *Sources principales* : tomes IX, X, XI, XII, XIII, XIV, de la collection des *Mémoires relatifs à l'Histoire de France*, édit. de M. Pétitot, particulièrement les volumes qui contien-

châteaux et des villes fortes où la guerre les avait enfermés, retrouvaient leurs champs en friche et leurs villages en ruine. Les compagnies licenciées continuaient d'infester les routes et de rançonner le paysan. Les seigneurs féodaux, qui venaient d'aider Charles VII à chasser les Anglais, étaient rois sur leurs terres, et ne reconnaissaient aucune loi divine ni humaine. Un comte d'Armagnac s'intitulait *comte par la grace de Dieu*, faisait prendre les huissiers du parlement, épousait sa propre sœur, et battait son confesseur quand il refusait de l'absoudre. (1) L'on avait vu pendant trois ans le frère du duc de Bretagne demander du pain aux passans par les barreaux de sa prison, jusqu'à ce que son frère le fit étrangler.

C'est vers le roi que se tournaient les espérances du pauvre peuple, c'est de lui qu'il attendait quelque soulagement à sa misère. Le système féodal qui, au dixième siècle, avait été le salut de l'Europe, en était devenu le fléau. Ce système semblait reprendre son ancienne force depuis les guerres des Anglais. Sans parler des comtes d'Albret, de Foix, d'Armagnac et de tant d'autres seigneurs, les maisons de Bourgogne, de Bretagne et d'Anjou le dis-

Puissance  
des grands  
vassaux.

sent les *Memoires de Comines ; Histoire des ducs de Bourgogne*, par M. de Barante, t. VII et suivans.

(1) Pièces du procès de Jean IV, comte d'Armagnac, citées par les auteurs de l'*Art de vérifier les dates*. C'est Jean V qui épousa sa sœur.

putaient à la maison royale de splendeur et de puissance.

Le comté de Provence, héritage de la maison d'Anjou, était une espèce de centre pour les populations du Midi, comme la Flandre pour celles du Nord; elle joignait à ce riche comté l'Anjou, le Maine et la Lorraine, entourant ainsi de tous côtés les domaines du roi. L'esprit de l'antique chevalerie semblait s'être réfugié dans cette famille héroïque : le monde était plein des exploits et des malheurs du roi René et de ses enfans. Pendant que sa fille Marguerite d'Anjou soutenait dans dix batailles les droits de la Rose rouge, Jean de Calabre, son fils, prenait, perdait le royaume de Naples, et mourait au moment où l'enthousiasme des Catalans le portait au trône d'Aragon. Des espérances si vastes, des guerres si lointaines, annulaient en France la puissance de cette maison. Le caractère de son chef était d'ailleurs peu propre à soutenir une lutte opiniâtre contre le pouvoir royal. Le bon René, dans ses dernières années, ne s'occupait guère que de poésie pastorale, de peinture et d'astrologie. Lorsqu'on lui apprit que Louis XI lui avait pris l'Anjou, il peignait une belle perdrix grise, et n'interrompit point son travail.

Le véritable chef de la féodalité était le duc de Bourgogne. Ce prince, plus riche qu'aucun roi de l'Europe, réunissait sous sa domination des provinces françaises et des états allemands, une noblesse innombrable, et les villes les plus commer-

çantes de l'Europe. Gand et Liège pouvait mettre chacune quarante mille hommes sur pied. Mais les élémens qui composait cette grande puissance étaient trop divers pour bien s'accorder. Les Hollandais ne voulaient point obéir aux Flamands, ni ceux-ci aux Bourguignons. Une implacable haine existait entre la noblesse des châteaux et le peuple des villes marchandes. Ces fières et opulentes cités mélaient avec l'esprit industriel des temps modernes la violence des mœurs féodales. Dès que la moindre atteinte était portée aux privilèges de Gand, les doyens des métiers sonnaient la cloche de Roland, et plantaient leurs bannières dans le marché. Alors, le duc montait à cheval avec sa noblesse, et il fallait des batailles et des torrens de sang.

Le roi de France, au contraire, était soutenu Forces du roi par les villes. Dans ses domaines, les petits étaient bien mieux protégés contre les grands. C'était un bourgeois, Jacques Cœur; qui lui avait prêté l'argent nécessaire pour reconquérir la Normandie. Partout le roi réprimait la licence des gens de guerre. Dès 1441, il avait débarrassé le royaume des *compagnies*, en les envoyant contre les Suisses, qui en firent justice à la bataille de Saint-Jacques. En même temps, il fondait le parlement de Toulouse, étendait le ressort du parlement de Paris, malgré les réclamations du duc de Bourgogne, et limitait toutes les justices féodales. En voyant un d'Armagnac exilé, un d'Alençon emprisonné, un bâtard de Bourbon jeté à la rivière, les grands



apprenaient qu'aucun rang ne mettait au-dessus des lois. Une révolution si heureuse faisait accueillir avec confiance toutes les nouveautés favorables au pouvoir monarchique. Charles VII créa une armée permanente de quinze cents lances, institua la milice des francs-archers, qui devaient rester dans leurs foyers et s'exercer aux armes les dimanches ; il mit sur les peuples une taille perpétuelle sans l'autorisation des états-généraux, et personne ne murmura [1444].

Les grands eux-mêmes concouraient à augmenter le pouvoir royal, dont ils disposaient tour-à-tour. Ceux qui ne gouvernaient point le roi se contentaient d'intriguer auprès du dauphin et de l'exciter contre son père. Tout changea de face lorsque Charles VII succomba aux inquiétudes que lui donnait son fils, retiré en Bourgogne [1461]. Aux funérailles du roi, Dunois dit à toute la noblesse assemblée : « Le roi notre maître est mort ; que chacun songe à se pourvoir. »

Louis XI.  
1461.

Louis XI n'avait rien de ce caractère chevaleresque en faveur duquel les Français pardonnaient tant de faiblesses à Charles VII. Il aimait les négociations plus que les combats, s'habillait pauvrement, et s'entourait de petites gens. Il prenait un laquais pour héraut, un barbier pour gentilhomme de la chambre, appelait le prévôt Tristan *son compère*. Dans son impatience d'abaisser les grands, il renvoie, dès son arrivée, tous les ministres de Charles VII ; il ôte aux seigneurs toute influence



dans les élections ecclésiastiques, en abolissant la Pragmatique; irrite le duc de Bretagne, en essayant de lui ôter les droits régaliens; le comte de Charolais, fils du duc de Bourgogne, en rachetant à son père les villes de la Somme, et en voulant lui retirer le don de la Normandie; enfin il mécontente tous les nobles en ne tenant nul compte de leurs droits de chasse, l'offense la plus sensible peut-être pour un gentilhomme de ce temps (1).

Les grands n'éclatèrent pas avant que l'affaiblissement du duc de Bourgogne eût mis toute l'autorité entre les mains de son fils, le comte de Charolais, depuis si célèbre sous le nom de Charles-le-Téméraire. Alors le duc Jean de Calabre, le duc de Bourbon, le duc de Nemours, le comte d'Armagnac, le sire d'Albret, le comte de Dunois, et beaucoup d'autres seigneurs, se liguèrent *pour le bien public* avec le duc de Bretagne et le comte de Charolais. Ils s'entendirent, par leurs envoyés, dans l'église de Notre-Dame de Paris, et prirent pour signe de ralliement une aiguillette de soie rouge. A cette coalition presque universelle de la noblesse, le roi essaya d'opposer les villes, et surtout Paris. Il y abolit presque toutes les aides, se composa un conseil de bourgeois et de membres du parlement et de l'université; il confia la reine à la garde des Parisiens, et voulut qu'elle fit ses couches dans leur ville, *la ville du monde qu'il*

Ligue du bien public.

(1) *Hist. des ducs de Bourgogne*, 3<sup>e</sup> édition, t. VIII, p. 447.

*aimait le mieux.* Il y eut peu d'ensemble dans l'attaque des confédérés. Louis XI eut le temps d'accabler le duc de Bourbon. Le duc de Bretagne ne joignit l'armée principale qu'après la bataille de Montlhéri. On avait si bien oublié la guerre depuis l'expulsion des Anglais, qu'à l'exception d'un petit nombre de corps, chaque armée s'enfuit de son côté (1). Alors le roi entama des négociations insidieuses, et la dissolution imminente de la ligue décida les confédérés à traiter (à Conflans et à Saint-Maur, 1465). Le roi leur accorda toutes leurs demandes; à son frère, la Normandie, province qui faisait à elle seule le tiers des revenus du roi, au comte de Charolais, les villes de la Somme; à tous les autres, des places fortes, des seigneuries et des pensions. Pour que le *bien public* ne parût pas entièrement oublié, on stipula, pour la forme, qu'une assemblée de notables y aviserait. La plupart des autres articles ne furent pas exécutés plus sérieusement que le dernier; le roi profita d'une révolte de Liège et de Dinant contre le duc de Bourgogne, pour reprendre la Normandie; fit annuler par les états du royaume (à Tours, 1466) les principaux articles du traité de Conflans, et força le duc de Bretagne à renoncer à l'alliance du comte de Charolais, devenu duc de Bourgogne.

Entrevue  
de Péronne.  
1468.

Louis XI, qui espérait encore apaiser ce dernier à force d'adresse, alla lui-même le trouver à

(1) Comines, livr. 1, ch. 17.

Péronne [1468]. Il y était à peine que le duc apprit la révolte des Liégeois soulevés contre lui par les agens du roi de France. Ils avaient emmené prisonnier Louis de Bourbon, leur évêque, massacré l'archidiacre, et, par un jeu horrible, s'étaient jeté ses membres les uns aux autres. La fureur du duc de Bourgogne fut telle que le roi craignit un instant pour sa vie. Il voyait dans l'enceinte du château de Péronne la tour où le comte de Vermandois avait fait autrefois périr Charles-le-Simple. Il en fut quitte à meilleur marché. Le duc se contenta de lui faire confirmer le traité de Conflans, et de l'emmener devant Liège pour voir ruiner cette ville. Le roi, de retour, ne manqua pas de faire annuler encore par les états tout ce qu'il venait de jurer.

Alors se forma contre lui une confédération plus redoutable que celle du *bien public*. Son frère, à qui il venait de donner la Guienne, et les ducs de Bretagne et de Bourgogne y avaient attiré la plupart des seigneurs auparavant fidèles au roi. Ils appelaient le roi d'Aragon, Juan II, qui réclamait le Roussillon, et le roi d'Angleterre, Edouard IV, beau-frère du duc de Bourgogne, qui sentait le besoin d'affermir son règne en occupant au dehors l'esprit inquiet des Anglais. Le duc de Bretagne ne dissimulait point les vues des confédérés. « J'aime tant le bien du royaume de France, » disait-il, qu'au lieu d'un roi j'en voudrais six (1). »

Mort du duc  
de Guienne.  
1472.

(1) *Hist. des ducs de Bourgogne*, t. ix, p. 412.

Louis XI n'avait pas à espérer d'être soutenu cette fois par les villes, qu'il écrasait d'impôts. La mort de son frère pouvait seule rompre la ligue : son frère mourut. Le roi, qui se faisait instruire des progrès de la maladie, ordonnait des prières publiques pour la santé du duc de Guienne, et faisait avancer des troupes pour s'emparer de son apanage. Il étouffa la procédure commencée contre le moine qu'on soupçonnait d'avoir empoisonné le prince, et fit répandre que le diable l'avait étranglé dans sa prison.

Descente.  
Edouard IV 1475. Débarrassé de son frère, Louis XI repoussa Juan II du Roussillon, Charles-le-Téméraire de la Picardie, et s'assura de tous les ennemis qu'il avait dans le royaume (1). Mais le plus grand danger n'était point passé. Le roi d'Angleterre débarqua à Calais, en réclamant, comme de coutume, *son royaume de France*. La nation anglaise avait fait de grands efforts pour cette guerre. *Le roi*, dit Comines, *avait dans son armée dix ou douze hommes, tant de Londres que d'autres villes, gros et gras, qui étaient les principaux entre les communes d'Angleterre, et qui avaient tenu la*

(1) Du duc d'Alençon, en l'emprisonnant (72); du roi René, en lui enlevant l'Anjou (1474); du duc de Bourbon, en donnant Anne de France à son frère (1473-74), et en le nommant lui-même son lieutenant dans plusieurs provinces du Midi (1475); enfin du comte d'Armagnac et de Charles d'Albret (1473), du duc de Nemours et du connétable de Saint-Pol (1475-77), en les faisant mettre à mort tous les quatre.



*main à ce passage, et à lever cette puissante armée.* Au lieu de recevoir les Anglais à leur arrivée, et de les guider dans ce pays où tout était nouveau pour eux, le duc de Bourgogne s'en était allé guerroyer en Allemagne. Cependant, le temps était mauvais ; quoique Edouard eût soin de faire *loger en bonne tente les hommes des communes qui l'avaient suivi, ce n'était point la vie qu'ils avaient accoutumée, ils en furent bientôt las ; ils avaient cru qu'ayant une fois passé la mer, ils auraient une bataille au bout de trois jours* (Comines, l. iv, ch. xi). Louis trouva le moyen de faire accepter au roi et à ses favoris des présens et des pensions, traita tous les soldats à table ouverte, et se félicita de s'être ainsi défait, pour quelque argent, d'une armée qui venait conquérir la France.

Dès cette époque, il n'eut plus rien à craindre de Charles-le-Téméraire. Ce prince orgueilleux avait conçu le dessein de rétablir dans de plus vastes proportions l'ancien royaume de Bourgogne, en réunissant à ses états la Lorraine, la Provence, le Dauphiné et la Suisse. Louis XI se garda bien de l'inquiéter ; il prolongea les trêves, et *le laissa s'aller heurter contre l'Allemagne*. En effet, le duc ayant voulu forcer la ville de Neuss de recevoir un des deux prétendans à l'archevêché de Cologne, tous les princes de l'Empire vinrent l'observer avec une armée de cent mille hommes. Il s'obstina une année entière, et ne quitta ce malheureux siège que pour tourner ses armes contre les Suisses.

Guerre  
de Charles-le-  
Téméraire  
contre  
l'Allemagne.

Ce peuple de bourgeois et de paysans , affranchis depuis deux siècles du joug de la maison d'Autriche , était toujours haï des princes et de la noblesse. Louis XI, encore dauphin , avait éprouvé la valeur des Suisses à la bataille de St-Jacques , où seize cents d'entre eux s'étaient fait tuer plutôt que de reculer devant vingt mille hommes. Néanmoins , le sire d'Hagenbach , gouverneur du duc de Bourgogne dans le comté de Ferrette, vexait leurs alliés et ne craignait pas de les insulter eux-mêmes. *Nous écorcherons l'ours de Berne*, disait-il , *et nous nous en ferons une fourrure*. La patience des Suisses se lassa ; ils s'allièrent avec les Autrichiens , leurs anciens ennemis , firent décapiter Hagenbach , et battirent les Bourguignons à Héricourt. Ils essayèrent d'apaiser le duc de Bourgogne ; ils lui exposaient qu'il n'avait rien à gagner contre eux : *Il y a plus d'or*, disaient-ils , *dans les éperons de vos chevaliers , que vous n'en trouverez dans tous nos cantons*. Le duc fut inflexible. Ayant envahi la Lorraine et la Suisse , il prit Granson , et fit noyer la garnison qui s'était rendue sur sa parole. Cependant , l'armée des Suisses avançait : le duc de Bourgogne eut l'imprudence d'aller à sa rencontre , et de perdre ainsi l'avantage que la plaine donnait à sa cavalerie. Placé sur la colline qui porte encore aujourd'hui son nom , il les vit fondre du haut des montagnes , en criant : *Granson ! Granson !* En même temps on entendait dans toute la vallée ces deux trompes d'une monstueuse

Défaite  
de Granson.  
1476.



grandeur, que les Suisses avaient, disaient-ils, reçues autrefois de Charlemagne, et qu'on nommait le taureau d'Uri et la vache d'Underwalden. Rien n'arrêta les confédérés. Les Bourguignons essayèrent toujours inutilement de plonger dans cette forêt de piques qui s'avancait au pas de course. La déroute fut bientôt complète. Le camp du duc, ses canons, ses trésors, tombèrent entre les mains des vainqueurs. Mais ceux-ci ne savaient pas tout ce qu'ils avaient gagné. L'un d'eux vendit pour un écu le gros diamant du duc de Bourgogne; l'argent de son trésor fut partagé sans compter, et mesuré à pleins chapeaux. Cependant, le malheur n'avait point instruit Charles-le-Téméraire. Trois mois après il vint attaquer les Suisses à Morat, et éprouva une défaite bien plus sanglante. Les vainqueurs ne firent point de prisonniers et élevèrent un monument avec les ossemens des Bourguignons. *Cruel comme à Morat*, fut longtemps un dicton populaire parmi les Suisses [1476].

Défaite  
de Morat.

Cette défaite fut la ruine de Charles-le-Téméraire. Il avait épuisé ses bonnes villes d'hommes et d'argent; depuis deux ans il tenait ses gentilshommes sous les armes. Il tomba dans une mélancolie qui approchait du délire, laissant croître sa barbe et ne changeant plus de vêtement. Il s'obstinait à vouloir chasser de Lorraine le jeune René qui venait d'y rentrer. Ce prince, qui avait combattu pour les Suisses, qui se plaisait à parler leur lan-

De Nancy  
1477.

gue, qui prenait quelquefois leur costume, les vit bientôt venir à son secours. Le duc de Bourgogne, réduit à trois mille hommes, ne voulut point fuir *devant un enfant*, mais il avait lui-même peu d'espérance; au moment de combattre, l'italien Campo-Basso, auprès duquel Louis XI marchandait depuis long-temps la vie de Charles-le-Téméraire, arracha la croix rouge, et commença ainsi la défaite des Bourguignons [1477]. Quelques jours après, on retrouva le corps du prince; on l'apporta en grande pompe à Nanci; René vint lui jeter de l'eau bénite, et lui prenant la main : *Beau cousin*, lui dit-il, *Dieu aie votre ame! vous nous avez fait moult maux et douleurs*. Mais le peuple ne voulut pas croire à la mort d'un prince qui depuis si long-temps occupait la renommée. On assurait toujours qu'il ne tarderait pas à reparaitre; et, dix ans après, des marchands livraient gratuitement des marchandises, sous condition qu'on les leur paierait le double au retour du grand duc de Bourgogne.

La chute de la maison de Bourgogne affermit pour toujours celle de France. Les possesseurs des trois grands fiefs, Bourgogne, Provence, Bretagne, étant morts sans enfans mâles, nos rois démembrèrent la première succession [1477], recueillirent la seconde en vertu d'un testament [1481], et la troisième par un mariage [1491].

terre contre D'abord, Louis XI espérait acquérir tout l'héritage de Charles-le-Téméraire, en mariant le dau-

phin à sa fille , Marie de Bourgogne. Mais les états de Flandre , las d'obéir aux Français , donnèrent la main de leur souveraine à Maximilien d'Autriche , depuis empereur et grand-père de Charles-Quint. Ainsi commença la rivalité des maisons d'Autriche et de France. Malgré la défaite des Français à Guinegate , Louis XI resta du moins maître de l'Artois et de la Franche-Comté , qui , par le traité d'Arras [ 1481 ] , devaient former la dot de Marguerite , fille de l'archiduc , promise au dauphin ( Charles VIII ).

Lorsque Louis XI laissa le trône à son fils encore Charles VII enfant [ 1483 ] , la France , qui avait tant souffert en silence , éleva la voix. Les états , assemblés en 1484 par la régente , Anne de Beaujeu , voulaient donner à leurs délégués la principale influence dans le conseil de régence ; ne voter l'impôt que pour deux ans , au bout desquels ils seraient de nouveau assemblés ; enfin , régler eux-mêmes la répartition de l'impôt. Les six *nations* entre lesquelles les états étaient divisés commençaient à se rapprocher , et voulaient se former toutes en pays d'états , comme le Languedoc et la Normandie , lorsqu'on prononça la dissolution de l'assemblée. La régente continua le règne de Louis XI par sa fermeté à l'égard des grands. Elle accabla le duc d'Orléans qui lui disputait la régence , et réunit la Bretagne à la couronne , en mariant son fils à l'héritière de ce duché [ 1491 ]. Ainsi fut accompli l'ouvrage de l'abaissement des grands. La France atteignit cette

unité qui allait la rendre redoutable à toute l'Europe. Aux vieux serviteurs de Louis XI succède une génération jeune et ardente comme son roi. Impatient de faire valoir les droits qu'il a hérités de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, Charles VIII apaise, à force d'argent, la jalousie du roi d'Angleterre, rend le Roussillon à Ferdinand-le-Catholique, à Maximilien l'Artois et la Franche-Comté; il n'hésite point à sacrifier trois des plus fortes barrières de la France. La perte de quelques provinces importe peu au conquérant futur du royaume de Naples et de l'empire d'Orient.

---

SUITE

## DU CHAPITRE II.

## § II. — ANGLETERRE, 1454-1509; ÉCOSSE, 1452-1513.

*Angleterre.* Mariage d'Henri VI avec Marguerite d'Anjou, mort de Gloucester, perte des provinces de France. — Richard d'York, Warwick; condamnation des ministres, protectorat de Richard, 1455. — Batailles de Northampton, de Wackefield; mort de Richard, son fils Édouard IV, 1461. Défaites des Lancastriens à Towton et à Exham, 1463. — Revers d'Édouard IV à Nottingham, 1470. Bataille de Tewkesbury, défaite et mort d'Henri VI, 1471. — Mort d'Édouard IV, 1483. Richard III. — Henri Tudor; bataille de Bosworth; Henri VII, 1485. Accroissement du pouvoir royal.

*Écosse.* Lutte de Jacques II contre l'aristocratie. Son alliance avec Lancastre. — Jacques III, 1460. Jacques IV, 1488. Réconciliation du roi et de la noblesse. Bataille de Flowden. Jacques V, 1513.

---

Toujours battus depuis un siècle par les Anglais, les Français avaient enfin leur tour. A chaque campagne, les Anglais, chassés de nos villes par Dunois ou Richemont, revenaient dans leurs pro-



vinces couverts de honte, et s'en prenaient à leurs généraux, à leurs ministres; c'étaient tantôt les querelles des oncles du roi, tantôt le rappel du duc d'York, qui avaient causé leurs défaites. Au vainqueur d'Azincourt avait succédé le jeune Henri VI, dont l'innocence et la douceur étaient si peu faites pour ces temps de troubles, et dont la faible raison acheva de s'égarer au commencement de la guerre civile. Tandis que le revenu annuel de la couronne s'étendait à 5,000 livres sterling (1), plusieurs grandes familles avaient réuni des fortunes royales par des mariages ou des successions. Le seul comte de Warwick, le dernier et le plus illustre exemple de l'hospitalité féodale, nourrissait journellement dans ses terres jusqu'à trente mille personnes (2). Quand il tenait maison à Londres, ses vassaux et ses amis consumaient six bœufs par repas (3). Cette fortune colossale était soutenue par tous les talens d'un chef de parti. Son intrépidité était étrangère au point d'honneur chevaleresque; cet homme, qu'on avait vu attaquer une flotte double de la sienne (4), fuyait souvent sans rougir (5) lorsqu'il voyait plier les siens. Impitoyable pour les nobles, il épargnait le peuple dans les batailles.

Henri VI.

Warwick.

(1) Lingard, t. v de la traduction française, p. 259.

(2) Hume.

(3) Lingard, t. v. p. 284.

(4) Lingard, p. 232.

(5) Comines, liv. III, chap. VII.



Comment s'étonner qu'il ait mérité le surnom de *faiseur de rois* ?

La cour, déjà si faible contre de tels hommes, aggravait encore, comme à plaisir, le mécontentement du peuple. Lorsque la haine des Anglais contre la France était aigrie par tant de revers, on leur donna une reine française. La belle Marguerite d'Anjou, fille du roi René de Provence, devait porter en Angleterre l'esprit héroïque de sa famille, mais non ses douces vertus. Henri achète sa main par la cession du Maine et de l'Anjou ; au lieu de recevoir une dot, il en donne une. Un an s'écoule à peine depuis ce mariage, et l'oncle du roi, le *bon duc* de Gloucester, que la nation adorait parce qu'il voulait toujours la guerre, est trouvé mort dans son lit. Les mauvaises nouvelles arrivent de France coup sur coup ; on s'indigne encore de la perte du Maine et de l'Anjou, et l'on apprend que Rouen, que la Normandie entière est aux Français ; leur armée ne trouve en Guienne aucune résistance. Pas un soldat n'est envoyé d'Angleterre, pas un gouverneur n'essaie de résister, et, au mois d'août 1451, l'Angleterre n'a plus sur le continent que la ville de Calais.

Marguerite  
d'Anjou.

L'orgueil national, si cruellement humilié, commença à chercher un vengeur. Les regards se tournèrent vers Richard d'York, dont les droits, prescrits, il est vrai, depuis long-temps, étaient supérieurs à ceux de la maison de Lancastre. A lui se rallièrent les Nevil et une grande partie de la no-

York protec-  
teur. 1455.

blesse. Le duc de Suffolk, le favori de la reine, fut leur première victime. Un imposteur souleva ensuite les hommes de Kent, toujours prêts à commencer les révolutions, les conduisit à Londres, et fit tomber la tête de lord Say, autre ministre de Henri. Enfin, les partisans de Richard lui-même vinrent en armes à Saint-Albans, demander qu'on leur livrât Sommerset, qui, après avoir perdu la Normandie, était devenu premier ministre. Voilà le premier sang versé dans cette guerre qui doit durer trente ans, qui doit coûter la vie à quatre-vingts princes, et exterminer l'ancienne noblesse du royaume. Le duc d'York fait son roi prisonnier, le reconduit en triomphe à Londres, et se contente du titre de *protecteur* [1455].

Sa mort.

Cependant Marguerite d'Anjou arme les comtés du nord, ennemis constans des innovations. Elle est battue à Northampton. Henri tombe de nouveau entre les mains de ses ennemis, et le vainqueur, ne dissimulant plus ses prétentions, se fait déclarer par le parlement héritier présomptif du trône. Il touchait ainsi au but de son ambition, lorsqu'il rencontra, près de Wakefield, l'armée que l'infatigable Marguerite avait encore rassemblée. Il accepta le combat, malgré l'infériorité de ses forces, fut vaincu, et sa tête, ornée par la reine d'un diadème de papier, fut planté sur la muraille d'York. Rutland, son fils, à peine âgé de douze ans, fuyait avec son gouverneur, lorsqu'on l'arrête au pont de Wakefield. L'enfant tombe à genoux, incapable

de parler, et le gouverneur l'ayant nommé : « Ton père a tué mon père , s'écrie lord Clifford, il faut que tu meures aussi , toi et les tiens ; » et il le poignarde. Cette barbarie sembla avoir ouvert un abîme entre les deux partis ; les échafauds furent désormais dressés sur les champs de bataille , et attendirent les vaincus.

Alors commença d'une manière plus régulière la lutte de la rose rouge et de la rose blanche , tels étaient les signes de ralliement d'York et de Lancastre. Warwick fait proclamer roi, par la populace de Londres , le fils du duc d'York , sous le nom d'Édouard IV. [ 1461 ]. Édouard IV.  
1461. Enfant de la guerre civile, Edouard versait volontiers le sang ; mais il intéressait le peuple par le malheur de son père et de son frère ; il n'avait que vingt ans , il aimait le plaisir , et c'était le plus bel homme du siècle. Le parti de Lancastre n'avait pour lui que la longue procession du trône et les sermens du peuple. Lorsque la reine entraînait vers le midi la tourbe effrénée des paysans du nord , qui ne se payaient que par le pillage (1) , Londres et les plus riches provinces s'attachaient à Edouard comme à un défenseur. Bientôt Warwick conduisit son jeune roi contre elle jusqu'au village de Towton. C'est là que pendant tout un jour , sous une neige épaisse ; combattirent les deux partis avec une fureur peu commune même dans les guerres civiles. Warwick , voyant plier les

(1) Hume , Lingard , p. 25.

siens , tue son cheval , baise la croix que formait la garde de son épée , et jure qu'il partagera le sort du dernier des soldats. Les Lancastriens sont précipités dans les eaux du Cock. Edouard défend de faire quartier aux vaincus ; trente-huit mille hommes sont noyés ou massacrés. La reine , ne ménageant plus rien , s'adressa aux étrangers , aux Français ; déjà elle avait livré Berwick aux Ecossais ; elle passa en France , et promit à Louis XI de lui donner Calais en gage pour en obtenir un faible et odieux secours. Mais la flotte qui portait ses trésors fut brisée par la tempête ; elle perdit la bataille d'Exham et ses dernières espérances [ 1463 ]. Le malheureux Henri retomba bientôt au pouvoir de ses ennemis. La reine parvint en France avec son fils à travers les plus grands dangers.

Après la victoire vint le partage des dépouilles. Warwick et les autres Nevil eurent la part principale. Mais bientôt ils virent succéder à leur crédit les parens d'Elisabeth Widewile, simple lady , que l'imprudent amour d'Edouard avait élevée au trône (1). Alors le *faiseur de rois* ne songea plus qu'à détruire son ouvrage ; il négocia avec la France , souleva le nord de l'Angleterre , attira dans son

(1) D'après une tradition généralement suivie, Warwick aurait négocié en France le mariage du roi d'Angleterre avec Bonne de Savoie, belle-sœur de Louis XI, pendant qu'Édouard épousait Elisabeth Widewile. Cette tradition n'est point confirmée par le témoignage des trois principaux historiens contemporains (Lingard).



parti le frère même du roi, le duc de Clarence, et se rendit maître de la personne d'Edouard. L'Angleterre eut un instant deux rois prisonniers. Mais Warwick se vit bientôt obligé de fuir avec Clarence, et de passer sur le continent.

On ne pouvait renverser York que par les forces de Lancastre. Warwick se réconcilie avec cette même Marguerite d'Anjou qui avait fait décapiter son père, et repasse en Angleterre sur les vaisseaux du roi de France. En vain Charles-le-Téméraire avait averti l'indolent Edouard; en vain le peuple chantait dans ses ballades le nom de l'exilé, et faisait allusion, dans les spectacles informes de cet âge, à son infortune et à ses vertus (1). Edouard ne se réveilla qu'en apprenant que Warwick marchait à lui avec plus de soixante mille hommes. Trahi par les siens à Nottingham, il se sauva si précipitamment qu'il aborda presque seul dans les Etats du duc de Bourgogne [1470].

Edouard  
chassé. 1.

Pendant que Henri VI sort de la tour de Londres, et que le roi de France célèbre, par des fêtes publiques, le rétablissement de son allié, Clarence qui se repent d'avoir travaillé pour la maison de Lancastre, rappelle son frère en Angleterre. Edouard part de Bourgogne avec les secours que le duc fournit secrètement, débarque à Ravenspur, au lieu même où Henri IV aborda autrefois pour renverser Richard II; s'avance sans obstacle, et déclare

(1) Lingard, p. 308.

Mort  
de Warwick.

Henri VI.  
1471.

sur la route qu'il réclame seulement le duché d'York, héritage de son père. Il prend la plume d'autruche (1), et fait crier par les siens : *Longue vie au roi Henri!* Mais, dès que son armée est assez forte, il lève le masque et vient disputer le trône aux Lancastriens dans la plaine de Barnet. La trahison de Clarence, qui passa à son frère avec douze mille hommes, et l'erreur qui fit confondre le soleil que portait ce jour-là dans ses armes le parti d'Edouard avec l'étoile rayonnante du parti opposé, entraînèrent la perte de la bataille et la mort du comte de Warwick. Marguerite, attaquée avant d'avoir réuni les forces qui lui restaient, fut vaincue et prise avec son fils à Teukisbury. Le jeune prince fut conduit dans la tente du roi : « Qui vous a rendu si hardi, lui dit » Edouard, pour entrer dans mes Etats?—Je suis » venu, répondit fièrement le jeune prince, dé- » fendre la couronne de mon père et mon propre » héritage. » Edouard, irrité, le frappa de son gantelet au visage, et ses frères, Clarence et Gloucester, ou peut-être leurs chevaliers, se jetèrent sur lui et le percèrent de coups. Le jour même de l'entrée d'Edouard à Londres, on dit que Henri VI périt à la Tour, de la main même du duc de Gloucester (1471). Dès-lors le triomphe de la Rose blanche fut assuré. Edouard n'eut plus à craindre

(1) Que portaient les partisans du prince de Galles, fils de Henri VI. *Id.*, p. 315.



que ses propres frères. Il prévint Clarence en le faisant mourir sous de vains prétextes, mais il fut empoisonné par Gloucester, si l'on doit en croire le bruit qui courut [1483]. Voyez plus haut son expédition en France. Édouard IV. 1483.

A peine Edouard laisse-t-il le trône à son jeune fils Edouard V, que le duc de Gloucester se fait nommer *protecteur*. La reine-mère, qui savait trop quelle protection elle avait à attendre de cet homme, dont l'aspect seul faisait horreur, s'était réfugiée à Westminster; le respect du lieu saint n'arrêtant point Richard, elle lui remit en tremblant ses deux fils. Mais il ne pouvait rien entreprendre contre eux avant d'avoir fait périr leurs défenseurs naturels, lord Hastings surtout, l'ami personnel d'Edouard IV. Richard entre un jour dans la salle du conseil avec un air enjoué; puis changeant tout-à-coup de visage : « Quelle peine, » s'écrie-t-il, « méritent ceux qui complotent la mort du Protecteur? Voyez dans quel état la femme de mon frère et Jeanne Shore (c'était la maîtresse d'Hastings) m'ont réduit par leurs sortilèges? » Et il montrait un bras desséché qu'il avait dans cet état depuis sa naissance. Ensuite, s'adressant à Hastings : c'est vous qui êtes l'instigateur de tout cela. Par saint Paul ! je ne dînerai pas qu'on ne m'ait apporté votre tête. » Il frappe sur une table; des soldats fondent dans la salle, entraînent Hastings, et le décapitent dans la cour, sur une pièce de char-

Richard III.

pente qui se trouvait là. Alors le parlement déclare les deux jeunes princes bâtards et fils de bâtards. Un docteur Shaw prêche au peuple *que les rejetons illégitimes ne profiteront pas* ; une douzaine d'ouvriers jettent leurs bonnets en l'air en criant : Vive le roi Richard ! et il accepte la couronne pour se conformer aux ordres du peuple. Ses neveux furent étouffés à la tour, et, long-temps après, l'on trouva deux squelettes d'enfans sous l'escalier de la prison.

Mort  
de Richard III  
1485.

Cependant le trône de Richard III était mal affermi ; il restait au fond de la Bretagne un rejeton de Lancastre, Henri Tudor de Richmont, dont les droits à la couronne étaient plus que douteux (1). Il était, par son aïeul Owen Tudor, d'origine galloise. Les Gallois l'appelèrent (2). Si l'on excepte les comtés du nord, où Richard avait beaucoup de partisans (3), toute l'Angleterre attendait Richmont pour se déclarer en sa faveur. Richard, ne sachant à qui se fier, précipita la crise, et s'avança jusqu'à Bosworth. A peine les deux armées étaient en présence, qu'il reconnut dans les rangs opposés les Stanley, qu'il croyait pour lui. Alors il s'élance, la couronne en tête, en criant : « Trahison ! trahison ! » tue de sa main deux gentilshommes, renverse l'étendard ennemi, et se fait jour jusqu'à

(1) Lingard, p. 397.

(2) Thierry, *Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands*, t. 1<sup>er</sup> de la 2<sup>e</sup> édit.

(3) Lingard, p. 386, 396, 408.

son rival (1) ; mais il est accablé par le nombre , Lord Stanley lui arrache la couronne et la place sur la tête de Henri. Le corps dépouillé de Richard fut mis derrière un cavalier , et conduit ainsi à Leicester , la tête pendante d'un côté et les pieds de l'autre [ 1485 ].

Henri réunit les droits des deux maisons rivales par son mariage avec Elisabeth , fille d'Edouard IV. Mais son règne fut long-temps troublé par les intrigues de la veuve d'Edouard et de la sœur de ce prince , duchesse douairière de Bourgogne. Elles suscitèrent d'abord contre lui un jeune boulanger , qui se faisait passer pour le comte de Warwick , fils du duc de Clarence. Henri , ayant défait les partisans de l'imposteur à la bataille de Stoke , l'employa comme marmiton dans ses cuisines , et peu après , en récompense de sa bonne conduite , lui donna la charge de fauconnier (2). Un rival plus redoutable s'éleva ensuite contre lui. Ce personnage mystérieux , qui ressemblait à Edouard IV , prenait le nom du second fils de ce prince. La duchesse de Bourgogne le reconnut pour son neveu , après un examen solennel , et le nomma publiquement *la Rose blanche d'Angleterre* (3). Charles VIII le traita en roi ; Jacques III , le roi d'Ecosse , lui donna en mariage une de ses parentes : mais ses tentati-

Henri VII  
(Tudor) :

(1) Lingard , p. 411.

(2) *Id.* p. 441.

(3) *Id.* p. 467.

ves ne furent point heureuses. Il envahit successivement l'Irlande , le nord de l'Angleterre , le comté de Cornouailles , et fut toujours repoussé. Les habitans de ce comté , trompés dans les espérances qu'ils avaient conçues à l'avènement d'un prince de race galloise (1) , refusèrent de payer les impôts , et jurèrent de mourir pour le Prétendant. Il n'en fut pas moins fait prisonnier , et forcé de lire dans la salle de Westminster , une confession signée de sa main. Il y reconnaissait qu'il était né à Tournai , d'une famille juive , et qu'il s'appelait Perkin Warbeck. Un nouvel imposteur ayant pris le nom du comte de Warwick , Henri VII voulut terminer ces troubles , et fit mettre à mort le véritable comte de Warwick , prince infortuné dont la naissance faisait tout le crime , et qui dès ses premières années , était enfermé à la tour de Londres.

Telle fut la fin des troubles qui avaient coûté tant de sang à l'Angleterre. Qui fut vaincu dans cette longue lutte ? ni York , ni Lancastre , mais l'aristocratie anglaise , décimée dans les batailles , dépouillée par les proscriptions. Si l'on en croyait Fortescue , près du cinquième des terres du royaume serait tombé par confiscation entre les mains de Henri VII. Ce qui fut plus funeste encore à la puissance des nobles , c'est la loi qui leur permit d'aliéner leurs terres en cassant les substitutions.

Aristocratie  
anglaise.

(1) Thierry , *Hist. de la Conquête d'Angleterre par les Normands* , 1<sup>re</sup> édition , t. III.



Les besoins croissans d'un luxe inconnu jusque là les firent profiter avidement de cette permission de se ruiner. Ils quittèrent, pour vivre à la cour, le séjour de leurs châteaux antiques, où ils régnaient en souverains depuis la Conquête. Ils recoururent à cette hospitalité somptueuse par laquelle ils avaient si long-temps entretenu la fidélité de leurs vassaux. *Les hommes* des barons trouvaient déserte la salle des plaids et celle des festins ; ils abandonnaient ceux qui les avaient abandonnés, et retournaient chez eux *hommes* du roi. (Abolition du droit de *maintenance*).

Le premier souci de Henri VII pendant tout son règne fut l'accumulation d'un trésor : on comptait si peu sur l'avenir après tant de révolutions ! Exigence des dettes féodales, rachat des services féodaux, amendes, confiscations, tous les moyens lui furent bons pour atteindre son but. Il obtint de l'argent de son parlement pour faire la guerre à la France, il en obtint des Français pour ne point la faire, *gagnant sur ses sujets par la guerre, et sur ses ennemis par la paix* (Bacon). Il chercha aussi à s'appuyer sur des alliances avec des dynasties mieux afferemies, donna sa fille au roi d'Ecosse, et obtint pour son fils l'infante d'Espagne [1502-3]. Sous lui, la marine et l'industrie prirent leur premier essor. Il envoya à la recherche de nouvelles contrées le vénitien Sébastien Gabotto, qui découvrit l'Amérique du nord [1498]. Il accorda à plusieurs villes l'exemption de la loi qui défendait au

Règne  
d'Henri V

père de mettre son fils en apprentissage à moins d'avoir vingt shellings de rente en fonds de terre. Ainsi, au moment où Henri VII fonde la toute-puissance des Tudors sur l'abaissement de la noblesse, nous voyons commencer l'élévation des communes qui, dans un siècle et demi, renverseront les Stuarts.

Écosse.

Le temps était loin encore où l'autre royaume de la Grande-Bretagne parviendrait à un ordre aussi régulier. L'Écosse contenait bien plus d'éléments de discorde que l'Angleterre. D'abord le sol plus montagneux avait mieux favorisé la résistance des races vaincues. La souveraineté des gens des *basses terres* sur les montagnards, des Saxons sur les Celtes (1), était purement nominale. Ceux-ci ne connaissaient guère de souverains que les chefs héréditaires de leurs clans. Le principal de ces chefs, le *lord des îles*, comte de Ross, était, à l'égard des rois d'Écosse, sur le pied d'un souverain tributaire plutôt que d'un sujet; c'était l'ami secret ou déclaré de tous les ennemis du roi, l'allié de l'Angleterre contre l'Écosse, celui de Douglas contre les Stuarts. Les premiers princes de cette dynastie ménagèrent les montagnards, faute de pouvoir les réduire; Jacques 1<sup>er</sup> les exempta expressément d'obéir à une loi, attendu, dit-il que *c'est leur usage de se piller et de se tuer*

Ross.

(1) Les montagnards appellent toujours *Saxons* les autres Écossais.



*les uns et les autres* (1). Ainsi la civilisation anglaise qui envahissait peu à peu l'Ecosse, s'arrêtait aux monts Grampian.

Au midi même de ces monts, l'autorité royale trouvait d'infatigables adversaires dans les lords et les barons, dans les Douglas surtout; cette famille héroïque, qui avait disputé le trône aux Stuarts dès l'avènement de leur dynastie, qui depuis était allée combattre les Anglais en France, et qui avait rapporté pour trophée le titre de comtes de Touraine. Dans la famille même des Stuarts, les rois d'Ecosse avaient des rivaux; leurs frères ou leurs cousins, les ducs d'Albany, gouvernaient en leur nom, ou les inquiétaient de leurs prétentions ambitieuses. Qu'on ajoute à ces causes de troubles la singularité d'une suite de six minorités [1437-1578], et l'on comprendra pourquoi l'Ecosse fut le dernier royaume qui sortit de l'anarchie du moyen-âge.

Douglas.

Après les guerres de France, la lutte contre les Douglas devint plus terrible. Les rois y déployèrent plus de violence que d'habileté. Sous Jacques II, William Douglas, attiré par le chancelier Crichton au château d'Edimbourg, y fut mis à mort avec quelques formes d'une justice dérisoire [1440]. Un autre William Douglas, le plus inso-

(1) Pinkerton, *History of Scotland, from the accession of the house of Stuart to that of Mary, with appendices of original papers*. In-4°, 1797, t. I, p. 155.

lent de tous ceux qui portèrent ce nom , ayant été appelé par le même prince à Stirling , le poussa à bout par des paroles outrageantes , et fut poignardé de sa main [1452]. Son frère , Jacques Douglas , marcha contre le roi à la tête de quarante mille hommes , le força de s'enfuir dans le nord , et l'eût vaincu s'il n'eût insulté les Hamiltons , jusque là attachés à sa famille. Douglas , abandonné des siens , fut obligé de s'enfuir en Angleterre , et les guerres des Roses qui commençaient , empêchèrent les Anglais de se servir de ce dangereux exilé pour troubler l'Ecosse. Les comtes d'Angus , branche de la maison de Douglas , reçurent le comte de Douglas , et ne furent guère moins redoutables aux rois. Peu après les Hamiltons s'élevèrent aussi , et devinrent avec les Campbell , comtes d'Argyle , les plus puissans seigneurs de l'Ecosse aux seizième et dix-septième siècles.

Jacques III.  
1460.

Sous Jacques III [1460] l'Ecosse s'étendit au nord et au midi par l'acquisition des Orcades et de Berwick ; la réunion du comté de Ross à la couronne abattit pour toujours la puissance du *lord des îles* , et pourtant nul règne ne fut plus honteux. Jamais prince ne choqua , comme Jacques III , les idées et les usages de son peuple. Quel laird écossais eût daigné obéir à un roi toujours caché dans un château-fort , étranger aux amusemens guerriers de la noblesse , entouré d'artistes anglais , décidant de la paix et de la guerre d'après les conseils d'un maître de musique , d'un maçon et d'un

tailleur ? Il avait été jusqu'à défendre aux nobles de paraître armés à sa cour , comme s'il eût craint de voir une épée.

Encore s'il se fût appuyé de l'amour des communes ou du clergé contre la noblesse : mais il se les aliéna en ôtant aux bourgs l'élection de leur aldermen , au clergé la nomination de ses dignitaires.

Jacques III , qui se rendait justice , craignit que ses deux frères , le duc d'Albany et le comte de Mar , ne voulussent supplanter un roi si méprisé. La prédiction d'un astrologue le décida à les enfermer au château d'Edimbour. Albany se sauva , et le lâche monarque crut assurer son repos en faisant ouvrir les veines à son jeune frère. Les favoris triomphaient ; le maçon et architecte Cochrane osa se faire donner la dépouille de sa victime , et prendre le titre de comte de Mar. Telle était sa confiance dans l'avenir , qu'en mettant en circulation une monnaie de faux aloi , il avait dit : « Avant que » ma monnaie soit retirée , je serai pendu. » Il le fut en effet. Les nobles saisirent les favoris sous les yeux du roi , et les pendirent au pont de Lawder. Quelque temps après , ils s'attaquèrent au roi même , et formèrent une confédération , la plus vaste qui eût jamais menacé le trône d'Ecosse [1488]. Jacques avait encore pour lui les barons du nord et de l'ouest , mais il s'enfuit au premier choc , et tomba de cheval dans un ruisseau. Porté dans un moulin voisin , il demanda un confesseur ;

le prêtre qui se présenta était du parti ennemi ; il reçut sa confession et le poignarda (1).

Jacques IV, que les mécontents élevèrent sur le trône de son père, eut un règne plus heureux. Les barons lui obéirent moins comme à leur roi que comme au plus brillant chevalier du royaume. Il consumma la ruine du *lord des îles* en réunissant les Hébrides à la couronne ; il établit des cours de justice royale dans tout le nord du royaume. Négligé par les Français, Jacques IV s'était allié au roi d'Angleterre, Henri VII. Lorsque Henri VIII envahit la France, Louis XII réclama le secours des Ecossais ; Anne de Bretagne envoya son anneau à leur roi, le désignant pour son chevalier. Jacques se serait accusé de déloyauté s'il n'eût secouru une reine suppliante. Tous les lords, tous les barons d'Ecosse le suivirent dans cette expédition romanesque. Mais il perdit un temps précieux près de Flowden, dans le château de mistriss Heron, où il resta comme enchanté. Réveillé par l'arrivée de l'armée anglaise, il fut vaincu malgré sa valeur, et toute sa noblesse se fit tuer avec lui [1513]. La mort de douze comtes, de treize lords, de cinq fils aînés de pairs, d'une foule de barons et de dix mille soldats, livra pour tout le siècle l'Ecosse épuisée aux intrigues de la France et de l'Angleterre.

Jacques IV  
mort 1513.

(1) Pinkerton, t. I, p, 335.

SUITE

## DU CHAPITRE II.

### § III. — ESPAGNE ET PORTUGAL. 1454-1521.

Henri IV, roi de Castille, 1454; révolte des grands au nom de l'Infant; déposition de Henri; bataille de Medina del Campo, 1465. — Juan II, roi d'Aragon; révolte de la Catalogne, 1462-72. — Mariage de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, 1469. — Guerre contre les Maures, prise de Grenade, 1481-92. — Ferdinand et Isabelle répriment les grands et les villes, en s'appuyant sur l'Inquisition, fondée en 1480. — Expulsion des juifs, 1492. Conversion forcée des Maures, 1499. — Mort d'Isabelle, 1504. — Ministère de Ximenès. Conquête de la Navarre, 1512. — Mort de Ferdinand, 1516. Son successeur Charles d'Autriche. Révolte de Castille, Murcie, etc., 1516, 1521.

---

C'est en Espagne que les barbares du Nord et du Midi, que les Goths et les Arabes se sont rencontrés; arrêtés par l'Océan dans la péninsule espagnole, ils y ont combattu comme en champ clos, durant tout le moyen-âge. Ainsi, l'esprit des croisades, qui a agité passagèrement tous les autres peuples de l'Europe, a formé le fond même du ca-

6.



ractère espagnol, avec sa farouche intolérance et son orgueil chevaleresque, exaltés par la violence des passions africaines. Car l'Espagne tient à la barbarie, malgré le détroit. On retrouve de ce côté les productions, les races de l'Afrique et même ses déserts (1). Une seule bataille livra l'Espagne aux Maures, et il a fallu huit cents ans pour la leur enlever.

Maures

Depuis le treizième siècle, les chrétiens avaient prévalu ; au quinzième, la population musulmane, concentrée dans le royaume de Grenade, et comme adossée à la mer, ne pouvait plus reculer ; mais on voyait déjà auquel des deux peuples appartenait l'empire de l'Espagne : du côté des Maures, une foule de marchands, entassés dans de riches cités, amollis par les bains et par le climat (2) ; des agriculteurs paisibles, occupés dans leurs délicieuses vallées du soin des mûriers et du travail de la soie (3) ; une nation vive et ingénieuse, qui ne respirait que pour la musique et la danse, qui recherchait les vêtements éclatans, et paraît jus-

(1) C'est un adage dans plusieurs parties de la vieille Castille : *L'alouette qui veut traverser le pays, doit porter avec elle son grain*. Bory de Saint-Vincent, *Itinéraire*, p. 281. Sur la stérilité et la faible population de l'Aragon, même au moyen-âge, voy. Blancas, cité par Hallam, t. 1<sup>er</sup> de la tard., p. 456.

(2) Çurita, *Secunda parte de los Annales de la corona de Aragon*, 1610, in-4°, t. iv, liv. xx, fol. 315.

(3) *Id.* fol. 354. Gomecius, *de rebus gestis à F. Ximenes* (1589), in-fol., p. 60.



qu'à ses tombeaux (1); de l'autre, un peuple silencieux, vêtu de brun et de noir, qui n'aimait que la guerre, et l'aimait sanglante; qui, laissant aux *juifs* le commerce et les sciences, ne connaissait pas de plus beau titre que celui de fils des Goths (2), Espagno race altière dans son indépendance, terrible dans l'amour et dans la religion. Là, tout le peuple se tenait pour noble; le bourgeois n'avait pas payé ses franchises (3); le paysan, qui portait aussi l'épée contre les Maures, sentait sa dignité de *chrétien*.

Ces hommes si redoutables à l'ennemi ne l'étaient guère moins à leurs rois. Pendant long-temps, les rois n'avaient été, pour ainsi dire, que les premiers des barons; celui d'Aragon poursuivait quelquefois ses sujets au tribunal du *justiza*, ou grand justicier du royaume (4). L'esprit de résistance des Aragonais avait passé en proverbe, comme la fierté castillanne : *Donnez un clou à l'Aragonais, il l'enfoncera avec sa tête plutôt qu'avec un marteau*. Leur serment d'obéissance était hautain et menaçant : *Nous qui, séparément, sommes autant que vous, et qui, réunis pouvons davantage, nous vous faisons notre roi, à condition que vous garderez nos privilèges; sinon, non*. Résistant  
aux rois

(1) *Voy.* plus bas le règne de Charles-Quint

(2) *Hijo del godo*, *hidalgo*, noble.

(3) Hallam, t. 1, p. 390-1.

(4) *Id.*, p. 464.

Juifs.

Aussi, les rois d'Espagne aimaient mieux se servir des *nouveaux chrétiens*, c'est ainsi qu'on appelait les juifs convertis et leurs enfans. Ils trouvaient en eux plus de lumières et d'obéissance. La tolérance des Maures les avait autrefois attirés en Espagne, et, depuis l'an 1400, plus de cent mille familles de juifs s'étaient converties. Ils se rendaient nécessaires au roi par leur habileté dans les affaires, par leurs connaissances en médecine, en astrologie : ce fut un juif qui fit, en 1468, au roi d'Aragon l'opération de la cataracte (1). Le commerce était en leurs mains ; ils avaient attiré par l'usure tout l'argent du pays ; c'était à eux que les rois confiaient la levée des impôts. Que de titres à la haine du peuple ! Elle éclata plusieurs fois d'une manière terrible dans les cités populeuses de Tolède, de Ségovie et de Cordoue (2).

Grands.

Les grands, qui se voyaient peu à peu écartés par les *nouveaux chrétiens*, et en général par les hommes d'un rang inférieur, devenaient les ennemis de l'autorité royale, dont ils ne pouvaient disposer à leur profit. Ceux de Castille armèrent l'infant don Henri contre son père Juan II, et parvinrent à faire décapiter le favori du roi, Alvaro de Luna. Ses biens immenses furent confisqués, et, pendant trois jours, un bassin, placé sur l'échafaud près de son cadavre, reçut les aumônes

(1) Mariana, liv. xxiv, anno 1468.

(2) Mariana, liv. xxii, xxiii, anno 1446, 1463, 1473.

de ceux qui voulaient bien contribuer aux frais de sa sépulture (1).

Henri IV , devenu roi [1454] , essaya de se soustraire au joug des grands qui l'avaient soutenu lorsqu'il était infant ; mais en même temps il irritait les villes , en levant des impôts de sa propre autorité , et en osant nommer lui-même des députés aux cortès (2). Il était d'ailleurs avili par sa connivence aux débauches de la reine , et par sa lâcheté ; les Castillans ne pouvaient obéir à un prince qui se retirait de l'armée au moment d'une bataille (3). Les chefs des grands , Carillo , archevêque de Tolède , don Juan de Pacheco , marquis de Villena , et son frère , qui possédaient les grandes maîtrises de San-Iago et de Calatrava , opposèrent au roi son frère don Alonzo , encore enfant ; ils déclarèrent illégitime l'infante dona Juana qu'on croyait fille de Bertrand de la Cueva , amant de la reine ; exposèrent sur un trône l'effigie de Henri , dans la plaine d'Avila , et , l'ayant dépouillée des ornemens royaux , la précipitèrent pour mettre don Alonzo à la place. Après une bataille indécise

Henri IV , roi de Castille.  
1454.

<sup>e</sup> Bataille de Médina del Campo 1465.

(1) Mariana , liv. xxii, anno 1451.

(2) Mariana *Teoria de las cortes* , cité par Hallam , t. i , p. 416 , 424. .

(3) Mariana , liv. xxiii , anno 1467.

personne daignât l'arrêter. Un soir, après une course de dix-huit lieues, il s'était hasardé à entrer dans Tolède; on sonna le tocsin, il fut obligé de sortir, et l'un des cavaliers qui l'accompagnaient ne voulut pas même lui prêter un cheval (1).

Juan II  
d'Aragon.

L'Aragon et la Navarre n'étaient pas plus tranquilles. Juan II, qui succéda depuis à son frère Alfonse-le-Magnanime dans les royaumes d'Aragon et de Sicile, retenait à son propre fils, don Carlos de Viana, la couronne de Navarre, dont ce jeune prince devait hériter de sa mère (depuis 1441). Une marâtre excitait le père contre le fils au profit de deux enfans du second lit (Ferdinand-le-Catholique et Léonore, comtesse de Foix). Les factions éternelles de la Navarre, les Beaumont et les Grammont, suivaient leurs haines particulières sous le nom des deux princes. Deux fois le parti le plus juste fut vaincu en bataille rangée; deux fois l'indignation des sujets de don Juan le força de mettre en liberté son malheureux fils. Don Carlos étant mort de poison ou de chagrin [1461], dona Blanca, sa sœur, héritait de ses droits. Son père la livra à Léonore, sa sœur cadette, qui l'empoisonna au château d'Orthez. La Catalogne était déjà soulevée; l'horreur de ce double parricide exalta les esprits; les Catalans n'avaient pu avoir don Carlos pour roi : ils l'invoquèrent comme un saint (2)

(1) Mariana, liv. xxiii, anno 1468.

(2) Curita, t. iv, xx, fol. 97.

ils appelèrent successivement le roi de Castille , l'infant de Portugal , et Juan de Calabre , et ne se soumirent qu'au bout de dix ans de combats [1472].

Pendant que Juan II risquait la Catalogne , Ferdinand son fils gagnait la Castille. Le frère de Henri IV étant mort , les grands avaient substitué à ses prétentions sa sœur Isabelle. Pour l'appuyer contre le roi , ils la marièrent à l'infant d'Aragon , qui se trouvait après elle le plus proche héritier du trône [1469]. Henri IV mourut bientôt à la suite d'un repas que lui donnèrent ses ennemis réconciliés [1474]. Mais en mourant il avait déclaré que dona Juana était sa fille légitime. La Galice et tout le pays depuis Tolède jusqu'à Murcie s'étaient déclarés pour elle (1). Le roi de Portugal, son oncle, Alfonse l'*Africain*, l'avait fiancée, et venait soutenir sa cause avec ses chevaliers qui avaient conquis Arzile et Tanger. Les Portugais et les Castillans se rencontrèrent à Toro [1476]. Les premiers eurent le dessous , et les armes d'Almeyda , que portait leur drapeau , furent suspendues dans la cathédrale de Tolède (2). Cet échec suffit pour décourager les Portugais ; tous les seigneurs castillans se rangèrent du côté de Ferdinand et d'Isabelle : la couronne de Castille fut affermie sur leurs têtes ; et la mort de Juan II, qui

Ferdinand  
et Isabelle.  
1459-79.

(1) Mariana, liv. xxiv.

(2) . *ibid.*



leur laissa l'Aragon [1479], leur permit de tourner toutes les forces de l'Espagne chrétienne contre les Maures de Grenade.

[1481-1492]. C'était un bruit qui courait chez les Maures, que le terme fatal de leur domination en Espagne était arrivé (1). Un faquir troublait Grenade de ses prédictions lamentables, et elles étaient assez motivées par l'état du royaume. Déjà, sous Henri IV, ils avaient perdu Gibraltar. Des villes fortes d'assiette, mais sans fossés, sans ouvrages extérieurs, et défendues seulement par un mur peu épais; une brillante cavalerie exercée à lancer la zagaie, prompte à charger, prompte à fuir; telles étaient les ressources du peuple de Grenade (2). Il n'avait point à compter sur l'Afrique. Ce n'était plus le temps où les hordes des Almohades et des Almoravides pouvaient inonder la Péninsule. Le sultan d'Egypte se contenta d'envoyer à Ferdinand le gardien du Saint-Sépulcre, pour lui parler en leur faveur, et fut bientôt distrait de cette affaire lointaine par la crainte que lui inspiraient les Ottomans.

Quoique tous les ans les chrétiens et les Maures courussent alternativement le pays ennemi, brûlant les vignes, les oliviers et les orangers, un accord singulier existait entre eux : la trêve ne devait pas être considérée comme rompue, lors même qu'un des deux partis aurait pris une place,

(1) *Curita*, t. iv, l. xx, fol. 332.

(2) *Id.*, fol. 332.



pourvu qu'elle eût été occupée sans appareil de guerre, sans bannières ni trompettes, et en moins de trois jours (1). Zahara, emportée de cette manière par les Maures, fut le prétexte de la guerre. Les Espagnols envahirent le royaume de Grenade, encouragés par leur belle reine, à laquelle seule les Castellans voulaient obéir. On voyait déjà dans cette armée les conquérans futurs de la Barbarie et de Naples, Pedro de Navarre et Gonzalve de Cordoue. Dans le cours de onze années les chrétiens se rendirent maîtres d'Alhama, le boulevard de Grenade (2) prirent Malaga, l'entrepôt du commerce de l'Espagne avec l'Afrique; Baça, à laquelle on donnait cent cinquante mille habitans, et vinrent enfin, avec quatre-vingt mille hommes, mettre le siège devant Grenade elle-même. Cette capitale était en proie aux plus furieuses discordes. Le fils s'y était armé contre le père, le frère contre le frère. Boabdil et son oncle s'étaient partagé les restes de cette souveraineté expirante, et le dernier avait vendu sa part aux Espagnols pour un riche comté. Restait Boabdil, qui s'était reconnu vassal de Ferdinand, et qui suivait l'opiniâtre fureur du peuple plutôt qu'il ne la dirigeait. Le siège dura neuf mois; un Maure essaya de poignarder Ferdinand et Isabelle; un incendie détruisit tout le camp; la reine, que rien ne découragea,

Prise  
de Grenade.  
1492.

(1) Çurita, fol. 314. Mariana, liv. xxv.

(2) Çuita, t. iv, fol. 314.

ordonna qu'une ville fût construite à sa place , et la ville de Santa-Fé , élevée en quatre-vingts jours . montra aux musulmans que le siège ne serait jamais levé (1). Enfin , les Maures ouvrirent leurs portes , sur la promesse qu'on leur fit de leur laisser des juges de leur nation , et le libre exercice de leur culte [1492].

Colomb.

Dans la même année Christophe Colomb donnait un monde à l'Espagne(2).

Les royaumes de l'Espagne étaient réunis , à l'exception de la Navarre , proie certaine des deux grandes monarchies , entre lesquelles la nature elle-même semblait la diviser d'avance. Mais il s'en fallait que ces parties assemblées par force composassent un corps. Les Castillans observaient d'un œil jaloux les Aragonais ; les uns et les autres voyaient toujours des ennemis dans les Maures et les juifs qui vivaient au milieu d'eux. Chaque ville avait ses franchises , chacun des grands ses privilèges. Il fallait vaincre toutes ces résistances , accorder ces forces hétérogènes avant de les tourner vers la conquête. Malgré l'habileté de Ferdinand , malgré l'enthousiasme qu'inspirait Isabelle , ils n'atteignirent ce but qu'après trente ans d'efforts. Les moyens furent terribles , proportionnés à l'énergie d'un tel peuple ; le prix fut l'empire des deux mondes au seizième siècle.

(1) *Petri Martyris Anglerii epistolæ* , 73 , 91 , etc. L'auteur fut témoin oculaire de ces événements.

(2) Épitaphe de Colomb.

Les cortès espagnoles, qui pouvaient seules régulariser la résistance, étaient les plus anciennes assemblées de l'Europe, mais ces établissemens, formés dans l'anarchie du moyen-âge, n'avaient point l'organisation qui eût pu seule en assurer la durée. En 1480, dix-sept villes de Castille étaient seules représentées; en 1520, la Galice entière n'envoyait point de députés aux cortès(1). Ceux de la seule Guadalaxara votaient pour quatre cents bourgs ou villes. Il en était à peu près de même en Aragon. La rivalité des villes perpétuait cet abus; en 1506 et en 1512, les villes privilégiées de Castille repoussèrent les réclamations des autres(2). Ainsi, pour demeurer le maître, Ferdinand n'avait qu'à laisser le champ ouvert aux prétentions rivales. Il obtint par la sainte hermandad des villes et par les révoltes des vassaux, la soumission des grands; par les grands, celle des villes; par l'inquisition, celle des uns et des autres (3). Les violences des grands déterminèrent Saragosse à lui laisser changer ses anciennes constitutions municipales, qu'elle avait toujours défendues. L'organisation de la sainte hermandad ou fraternité des cités d'Aragon, qui aurait terminé les guerres privées des seigneurs, fut entravée par eux [1488], et le roi fut obligé, aux cortès de 1495, d'en pro-

Cortès

Sainte Hermandad.

(1) Sépulveda, t. I, liv. II, p. 59.

(2) Hallam, t. I, d'après Mariana.

(3) Dans la seule Galice, il fit démolir quarante-six châteaux.  
(Hernando de Pulgar.)

roger l'établissement pour dix années ; mais le peuple de Saragosse en fut si irrité , que pendant long-temps le justiza d'Aragon , qui n'avait pas voulu jurer l'hermandad , n'osa plus entrer dans la ville (1). Dès-lors , la royauté dut hériter en grande partie de l'attachement des peuples pour cette magistrature , considérée depuis long-temps comme le rempart des libertés publiques contre les empiétemens des rois.

Cependant Ferdinand et Isabelle n'auraient jamais acquis un pouvoir absolu , si l'indigence de la couronne les eût laissés dans la dépendance des cortès. Ils révoquèrent par deux fois les concessions de Henri IV , celles par lesquelles ils avaient eux-mêmes acheté l'obéissance des grands [1480, 1506]. La réunion des trois grandes maîtrises d'Alcantara , de Calatrava et de San-Iago , qu'ils eurent l'adresse de se faire déférer par les chevaliers , leur donna à la fois une armée et des biens immenses [1493, 1494]. Plus tard , les rois d'Espagne , ayant obtenu du pape la vente de la bulle de la Cruzada et la présentation aux évêchés [1508, 1522] , devinrent les plus riches souverains de l'Europe , avant même de tirer aucune somme considérable de l'Amérique.

Portugal. C'était par des moyens semblables que les rois de Portugal fondaient leur puissance. Ils s'attribuèrent les maîtrises des ordres d'Avis, de San-Iago

(1) Çurita , t. iv , l. xx. fol. 251-356.

et du Christ, afin de mettre la noblesse dans leur dépendance. Dans une même diète [à Evora, 1482], Juan II, successeur d'Alfonse l'Africain, révoqua les concessions de ses prédécesseurs, ôta aux seigneurs le droit de vie et de mort, et soumit leurs domaines à la juridiction royale. La noblesse indignée prit pour chef le duc de Bragance, qui appela les Castellans; le roi le fit juger par une commission et décapiter : le duc de Viseu, cousin germain de don Juan, et son beau-frère, conspira contre lui, et le roi le poignarda de sa propre main.

Mais ce qui assura le triomphe du pouvoir absolu en Espagne, c'est qu'il s'appuya sur le zèle de la foi, qui était le trait national du caractère espagnol. Les rois se liguèrent avec l'inquisition, cette vaste et puissante hiérarchie, d'autant plus terrible qu'elle unissait la force régulière de l'autorité politique à la violence des passions religieuses. L'établissement de l'inquisition rencontra les plus grands obstacles de la part des Aragonais. Moins en contact avec les Maures que les Castellans, ils étaient moins animés contre eux : la plupart des membres du gouvernement d'Aragon descendaient de familles juives. Ils réclamèrent fortement contre le secret des procédures et contre les confiscations, choses contraires, disent-ils, aux *fueros* du royaume. Ils assassinèrent même un inquisiteur, dans l'espoir d'effrayer les autres. Mais le nouvel établissement était trop conforme aux idées religieuses de la plu-

Inquisition  
en Espagne.



part des Espagnols pour ne pas résister à ces attaques. Le titre de *familier de l'inquisition*, qui emportait l'exemption des charges municipales, fut tellement recherché que, dans certaines villes, ces privilégiés surpassèrent en nombre les autres habitans, et que les cortès furent obligés d'y mettre ordre (1).

(1) Inscription mise par les inquisiteurs, peu après la fondation de l'inquisition, au château de Triana, dans un faubourg de Séville : *Sanctum Inquisitionis Officium contrà hæreticorum pravitatem in Hispaniæ regnis initiatum est Hispali, anno MCCCCLXXXI, etc., Generalis inquisitor primus fuit Fr. Thomas de Torquemada. Faxit Deus ut in augmentum fidei usque sæculi permaneat, etc. Exsurge, Domine : judica causam tuam. Capite nobis vulpes.* — Autre inscription mise en 1524, par les inquisiteurs, à leur maison de Séville : *Anno Domini MCCCCLXXXI, sacrum Inquisitionis Officium contrà hæreticos judaizantes ad fidei exaltationem hic exordium sumpsit; ubi, post Judæorum ac Saracenorum expulsionem ad annum usque MDXXIV, divo Carolo, etc., regnante, etc., viginti millia hæreticorum et ultra nefandum hæreseos crimen abjurdrunt; nec non hominum fere millia in suis hæresibus obstinatorum postea jure prævio ignibus tradita sunt et combusta. Domini nostri imperatoris jussu et impensis lincenciatus de La Cueva poni jussit, A. D. MDXXIV.*

Il est digne de remarque que plusieurs papes réprochèrent les rigueurs de l'inquisition d'Espagne. Dès 1445, Nicolas V avait défendu de faire aucune différence entre les anciens et les nouveaux chrétiens. Sixte IV, Innocent VIII et Léon X accueillirent les nombreux appels que l'on fit à leur tribunal, et rappelèrent aux inquisiteurs espagnols la parabole du bon pasteur. En 1546, lorsque Charles-Quint voulait introduire l'inquisition à Naples, Paul III encouragea la résistance des Na-

Après la conquête de Grenade , l'inquisition ne se borna plus à des persécutions individuelles. Il fut ordonné à tous les juifs de se convertir ou de sortir d'Espagne sous quatre mois , avec défense d'emporter ni or ni argent [ 1492 ]. Cent soixante-dix mille familles, formant une population de huit cent mille âmes, vendirent leurs effets à la hâte, et s'enfuirent en Portugal , en Italie , en Afrique et jusque dans le Levant. *Alors on vit donner une maison pour un âne , une vigne pour un morceau de toile ou de drap.* Un contemporain nous raconte qu'il vit une foule de ces malheureux débarquer en Italie , et mourir de faim et de misère auprès du môle de Gènes , seul endroit de cette ville où on leur permit de se reposer quelques jours.

Juifs chassés  
1492.

Les juifs qui se retirèrent en Portugal , n'y furent reçus qu'en payant huit écus d'or par tête ; encore devaient-ils dans un temps marqué, sortir du royaume , sous peine d'être esclaves , ce qui s'exécuta rigoureusement. On prétend cependant que les premiers qui arrivèrent , écrivaient à leurs frères d'Espagne : « La terre est bonne , le peuple idiot ; » l'eau est à nous ; vous pouvez venir , car tout » nous appartiendra. » Don Manuel , successeur de don Juan , affranchit ceux qui étaient devenus esclaves. Mais , en 1496 , il leur ordonna de sortir du royaume , en laissant leurs enfans au-dessous

politains , reprochant à l'inquisition d'Espagne de ne pas profiter des exemples de douceur que lui donnait celle de Rome.

Inquisition  
en Portugal.  
1526.

de quatorze ans. La plupart aimèrent mieux recevoir le baptême ; et , en 1507 , Manuel abolit la distinction des *anciens et des nouveaux chrétiens*. L'inquisition fut établie en 1526 à Lisbonne , et de là elle s'étendit jusqu'aux Indes orientales , où les Portugais étaient abordés en 1498. (*Voy. plus bas*).

Maures  
de Grenade.

Sept ans après l'expulsion des juifs [1499-1501], le roi d'Espagne entreprit , d'une manière non moins violente , de convertir les Maures de Grenade , auxquels la capitulation garantissait le libre exercice de leur religion. Ceux de l'Albaycin (quartier le plus élevé de Grenade) se révoltèrent d'abord , et furent imités par les sauvages habitants des Alpuxarras. Les Gandules d'Afrique vinrent les soutenir , et le roi , ayant éprouvé la difficulté de les réduire , fournit des vaisseaux à ceux qui voulurent passer en Afrique ; mais la plupart restèrent , feignant de se faire chrétiens (1).

Mort  
d'Isabelle.  
1504.

La réduction des Maures fut suivie de la conquête de Naples [1501-1503] et de la mort d'Isabelle [1504]. Cette grande reine était adorée du peuple castillan , dont elle représentait si bien le noble caractère (2), et dont elle défendait l'indé-

(1) Mariana , liv. xxvii.

(2) Dans la gloire de ce règne , la part principale doit revenir à la reine Isabelle. Elle montra le plus grand courage dans les traverses de sa jeunesse : lorsque Ferdinand fuyait de Ségovie , elle osa y rester\* ; elle voulut qu'on gardât Alhama ,

\* Mariana , liv. xxiv.

pendance contre son époux. A sa mort, les Castillans n'eurent que le choix des maîtres étrangers. Il leur fallait obéir au roi d'Aragon ou à l'archiduc d'Autriche, Philippe-le-Beau, souverain des Pays-Bas, qui avait épousé dona Juana, fille de Ferdinand et d'Isabelle, héritière du royaume de Castille. Telle était leur antipathie pour les Aragonais, et particulièrement pour Ferdinand, que malgré toutes les intrigues de ce dernier, qui voulait la régence, ils se rallièrent à l'archiduc dès qu'il aborda en Espagne. La conduite de Philippe fut d'abord populaire; il arrêta les violences de l'inquisition, qui allaient exciter un soulèvement général (1); mais il déposa tous les corrégidors, tous les gouverneurs de villes, pour donner leurs places à ses Flamands : enfin il voulut faire renfermer, comme folle, dona Juana, dont la faible raison était égarée par la jalousie. Philippe mourut bientôt [1506]. Cependant Ferdinand n'eût pu encore gouverner la Castille, s'il n'eût été appuyé

aux portes de Grenade, lorsque ses plus vaillans officiers proposaient la retraite\*\*. Elle ne souscrivit qu'à regret à l'établissement de l'inquisition. Elle aimait les lettres et les protégeait; elle entendait le latin, tandis que Ferdinand savait à peine signer\*\*\*. Elle avait armé malgré lui la flotte qui découvrit l'Amérique. Elle défendit Colomb accusé, consola Gonsalve de Cordoue dans sa disgrâce, ordonna l'affranchissement des malheureux Américains.

(1) Mariana, liv. xxviii.

\*\*Curita, liv. xx.

\*\*\*Mariana, liv. xxiii, xxiv.

Ximénès.

par le confesseur et le ministre d'Isabelle , le célèbre Ximénès de Cisneros , archevêque de Tolède , en qui la Castille admirait à la fois un politique et un saint. C'était un pauvre moine que l'archevêque de Grenade avait donné à Isabelle pour confesseur et pour conseiller. L'étonnement avait été grand à la cour lorsqu'on y vit paraître cet homme du désert , dont la pâleur et l'austérité rappelaient les Paul et les Hilarion (1). Au milieu même des grandeurs , il observait rigoureusement la règle de saint François , voyageant à pied et mendiant sa nourriture. Il fallut un ordre du pape pour l'obliger d'accepter l'archevêché de Tolède , et pour le forcer à vivre d'une manière convenable à l'opulence du plus riche bénéfice de l'Espagne. Il se résigna à porter des fourrures précieuses , mais par-dessus la serge ; orna ses appartemens de lits magnifiques , et continua de coucher sur le plancher. Cette vie humble et austère lui laissait dans les affaires la grandeur hautaine du caractère espagnol ; les nobles , qu'il écrasait , ne pouvaient s'empêcher d'admirer son courage. Un acte aurait brouillé Ferdinand et son gendre , Ximénès osa le déchirer. Comme il traversait une place pendant un combat de taureaux , l'animal furieux fut lâché , et blessa quelques-uns des siens , sans lui faire hâter le pas (2).

(1) *Petri martyris Anglerii epist.*

(2) Gomecius , *de Rebus gestis à Fr. Ximenio Cisneric* , 1569 , fol. 2 , 3 , 7 , 13 , 64 , 66.



Ainsi les Castellans, retrouvant dans Ximénès l'esprit héroïque de leur grande reine, oublièrent qu'ils obéissaient à Ferdinand, et les dernières années de ce prince furent marquées par la conquête de la Barbarie et de la Navarre. La guerre des Maures ne semblait pas terminée tant que ceux d'Afrique, fortifiés par une multitude de fugitifs, infestaient les côtes d'Espagne, et trouvaient un refuge assuré dans le port d'Oran, au Penon de Velez, et dans tant d'autres repaires. Ximénès proposa, défraya et conduisit lui-même une expédition contre Oran. La prise de cette ville, emportée sous ses yeux par Pédro de Navarre, entraîna celle de Tripoli, et la soumission d'Alger, de Tunis et de Trémecen [1509-1510]. Deux ans après, la réunion de la Navarre, enlevée par Ferdinand à Jean d'Albret, compléta celle de tous les royaumes d'Espagne [1512]. La comtesse de Foix, Léonore, avait joui un mois de ce trône qu'elle avait acheté au prix du sang de sa sœur. Après la mort de Phébus, son fils, la main de sa fille Catherine, demandée en vain pour l'infant, fut donnée par le parti français à Jean d'Albret, que ses domaines de Foix, de Périgord et de Limoges, attachaient invariablement à la France. Dès que les deux grandes puissances qui luttaient en Italie, commencèrent pour ainsi dire à se prendre corps à corps, la Navarre se trouva partagée entre elles, par la nécessité de sa position géographique entre Ferdinand et Louis XII.

Maures  
d'Afrique.

Navarre.

Ximénès avait quatre-vingts ans, lorsque le roi, près de mourir, le désigna pour régent jusqu'à l'arrivée de son petit-fils Charles d'Autriche [1516]. Il n'en fit pas moins face aux ennemis du dehors et du dedans. Il empêcha les Français de conquérir la Navarre par un moyen aussi nouveau que hardi, c'était de démanteler toutes les places, excepté Pampelune, et d'ôter ainsi tout point d'appui à l'invasion. En même temps, il formait une milice nationale, il s'assurait des villes en leur accordant la faculté de lever elles-mêmes les impôts (Gomecius. f. 25), il révoquait les concessions que le feu roi avait faites aux grands. Lorsque ceux-ci vinrent réclamer, et témoignèrent des doutes sur les pouvoirs qui lui avaient été donnés, Ximénès leur montrant d'un balcon un train formidable d'artillerie : *Vous voyez, dit-il, mes pouvoirs !*

Charles-Quint  
roi. 1516.

Les Flamands choquèrent l'Espagne dès leur arrivée. D'abord, ils disgracièrent Ximénès expirant, et nommèrent un étranger, un jeune homme de vingt ans, pour le remplacer dans le premier siège du royaume. Ils établirent un tarif de tous les emplois, et mirent, pour ainsi dire, l'Espagne à l'encan. Charles prit le titre de roi, sans attendre l'aveu des cortès. Il convoqua celles de Castille dans un coin de la Galice ; demanda un second subside avant qu'on eût payé le premier ; l'arracha par la force ou la corruption, et partit pour prendre possession de la couronne impériale, sans s'inquiéter s'il laissait une révolution derrière lui. Tolède

avait refusé d'envoyer à ses cortès; Ségovie et Zamora mirent à mort leurs députés; et telle était l'horreur qu'ils inspiraient que personne ne voulut piller leurs maisons, ni se souiller du bien des traîtres. Cependant le mal gagnait toute l'Espagne. La Castille et la Galice entières. Murcie et la plupart des villes de Léon et de l'Estramadure, étaient soulevées. La révolte n'était pas moins furieuse à Valence; mais elle avait un caractère différent. Les habitans avaient juré une hermandad contre les nobles, et Charles, mécontent de la noblesse, avait eu l'imprudence de la confirmer. Majorque imita l'exemple de Valence, et voulut même se livrer aux Français. Dans ces deux royaumes, des tondeurs de draps étaient à la tête de l'hermandad (1).

D'abord, les *comuneros* de Castille s'emparèrent de Tordésillas, où résidait la mère de Charles-Quint, et firent tous leurs actes au nom de cette princesse. Mais leurs succès durèrent peu. Ils avaient demandé, dans leurs remontrances, que les terres des nobles fussent soumises aux impôts. La noblesse abandonna un parti dont la victoire lui eût été préjudiciable. Les villes elles-mêmes n'étaient point d'accord entre elles. La vieille rivalité de Burgos et de Tolède se réveilla; la première se soumit au roi, qui lui assurait la franchise de ses

(1) Ferreras, XII<sup>e</sup> partie, t. x de la traduction, p. 570, 609.

marchés (1). Les *comuneros* divisés n'avaient plus d'espoir que dans le secours de l'armée française qui avait envahi la Navarre. Mais avant d'avoir pu opérer leur jonction avec elle, ils furent atteints par les *léales*, et entièrement défaits [1521]. D. Juan de Padilla, le héros de la révolution, chercha la mort dans les rangs ennemis; mais il fut démonté, blessé, pris et décapité le lendemain. Avant de mourir, il envoya à sa femme, D. Maria Pacheco, les reliques qu'il portait au cou, et écrivit sa fameuse lettre à la ville de Tolède : « A toi ,  
 » la couronne de l'Espagne et la lumière du monde,  
 » à toi, qui fut libre dès le temps des Goths, et qui  
 » as versé ton sang pour assurer ta liberté et celle  
 » des cités voisines, ton fils légitime, Juan de  
 » Padilla, te fait savoir que par le sang de son  
 » corps les anciennes victoires vont être rafraî-  
 » chies et renouvelées, etc. (2). » La réduction de la Castille entraîna celle du royaume de Valence et de toutes les provinces révoltées. Mais Charles-Quint, instruit par une telle leçon, respecta dès-lors l'orgueil des Espagnols, affectant de parler leur langue, résidant le plus souvent parmi eux, et ménageant, dans ce peuple héroïque, l'instrument avec lequel il voulait soumettre le monde.

Juan  
de Padilla.

(1) Sepulveda , t. 1 , p. 53.

(2) Sandoval, in-fol. 1681 , liv. ix , § 22 , p. 266.

### CHAPITRE III.

**ORIENT ET NORD. — ÉTATS GERMANIQUES ET SCANDINAVES DANS LA SECONDE MOITIÉ DU QUINZIÈME SIÈCLE.**

Empire d'Allemagne ; prépondérance et politique intéressée de l'Autriche. — Élévation de la Suisse ; décadence de l'ordre Teutonique. — Villes du Rhin et de Souabe, Prépondérance et décadence de la Ligue Hanséatique. Élévation de la Hollande. — Guerres de Danemark, Suède et Norvège. Affranchissement de la Suède 1433-1520.

Si l'on consulte l'analogie des mœurs et des langues, l'on doit compter au nombre des États germaniques l'Empire, la Suisse, les Pays-Bas et les trois royaumes du nord. l'Angleterre même à plusieurs égards ; mais les rapports politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre avec la France nous ont forcé de placer l'histoire de ces puissances dans le chapitre précédent.

L'Allemagne n'est pas seulement le centre du système germanique ; c'est une petite Europe au milieu de la grande, où les variétés de population



et de territoire se représentent avec des oppositions moins prononcées. On y trouvait au **xv<sup>e</sup> siècle** toutes les formes de gouvernement, depuis les principautés héréditaires ou électives de Saxe et de Cologne, jusqu'aux démocraties d'Uri et d'Underwald; depuis l'oligarchie commerçante de Lubeck, jusqu'à l'aristocratie militaire de l'ordre Teutonique.

Ce corps singulier de l'Empire, dont les membres étaient si hétérogènes et si inégaux, dont le chef était si peu puissant, semblait toujours prêt à se dissoudre. Les villes, la noblesse, la plupart même des princes étaient presque étrangers à un empereur que les seuls électeurs avaient choisi. Cependant la communauté d'origine et de langue a maintenu pendant des siècles l'unité du corps germanique; joignez-y la nécessité de la défense, la crainte des Turcs, de Charles-Quint, de Louis XIV.

Autriche.

L'Empire se souvenait toujours qu'il avait dominé l'Europe, et rappelait de temps en temps ses droits dans de vaines proclamations. Le plus puissant prince du **xv<sup>e</sup> siècle**, Charles-le-Téméraire, avait paru les reconnaître en sollicitant la dignité royale de l'empereur Frédéric III. Ces prétentions surannées pouvaient devenir redoutables, depuis que la couronne impériale était fixée dans la maison d'Autriche [1438]. Placée entre l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie, au véritable point central de l'Europe, l'Autriche devait prévaloir sur ces deux dernières contrées au moins par l'esprit de suite et l'obstina-

tion. Joignez-y cette politique plus habile qu'héroïque, qui, au moyen d'une suite de mariages, mit dans les mains de la maison d'Autriche le prix du sang des autres peuples, et lui soumit les conquérans avec leurs conquêtes : elle acquit ainsi d'un côté la Hongrie et la Bohême [1526], de l'autre les Pays-Bas [1481], et par les Pays-Bas, l'Espagne, Naples et l'Amérique [1506-1516], par l'Espagne, le Portugal et les Indes orientales [1581].

Vers la fin du quinzième siècle, la puissance impériale était tellement déchue que les princes de la maison d'Autriche oublièrent le plus souvent qu'ils étaient empereurs pour ne s'occuper que des intérêts de leurs états héréditaires. Rien ne les écarta de cette politique qui devait tôt ou tard relever dans leurs mains la puissance impériale elle-même. Ainsi Frédéric III, toujours battu par l'électeur palatin ou par le roi de Hongrie, ferme l'oreille aux cris de l'Europe alarmée par les progrès des Turcs. Mais il érige l'Autriche en archiduché; il lie les intérêts de sa maison à ceux des papes, en sacrifiant à Nicolas V la pragmatique d'Augsbourg; il marie son fils Maximilien à l'héritière des Pays-Bas [1481]. Maximilien lui-même devient, par son inconséquence et sa pauvreté, la risée de l'Europe, courant sans cesse de la Suisse aux Pays-Bas, et d'Italie en Allemagne, emprisonné par les gens de Bruges, battu par les Vénitiens, et notant exactement ses affronts dans son *livre rouge*. Mais il recueille les successions du Tyrol, de Goritz, et une

Puissance impériale dans la maison d'Autriche.

partie de celle de Bavière. Son fils, Philippe-le-Beau, souverain des Pays-Bas, épouse l'héritière d'Espagne [1496] ; un de ses petits-fils [traité de 1515] doit épouser la sœur du roi de Bohême et de Hongrie.

Constitution  
de l'Empire.  
1495-1501.

Pendant que la maison d'Autriche prépare ainsi sa future grandeur, l'Empire essaie de régulariser sa constitution. Le tribunal désormais permanent de *la Chambre impériale* [1495] doit faire cesser les guerres privées, et substituer un état de droit à l'état de nature qui règne encore parmi les membres du corps germanique. La division des Cercles doit faciliter l'exercice de cette juridiction. Un conseil de régence est destiné à surveiller et à suppléer l'empereur [1500]. Les électeurs refusent longtemps d'entrer dans cette organisation nouvelle. L'empereur oppose le conseil Aulique à la Chambre impériale [1501], et ces institutions salutaires sont affaiblies dès leur naissance.

Cette absence d'ordre, ce défaut de protection avaient obligé successivement les parties les plus éloignées de l'empire à former des confédérations plus ou moins indépendantes, ou à chercher des protections étrangères. Telle fut la situation de la Suisse, de l'ordre Teutonique, des ligues du Rhin et de la Souabe, de la ligue Hanséatique.

Prusse.

La même époque voit l'élévation des Suisses et la décadence de l'ordre Teutonique. La seconde de ces deux puissances militaires, espèce d'avant-garde que le génie belliqueux de l'Allemagne avait poussée

jusqu'au milieu des Slaves, fut obligée de soumettre au roi de Pologne la Prusse, que les chevaliers Teutons avaient conquise et convertie deux siècles auparavant [traité de Thorn, 1466].

La Suisse, séparée de l'empire par la victoire de Morgarten et par la ligue de Brunnen, avait confirmé sa liberté par la défaite de Charles-le-Téméraire, qui apprit à l'Europe féodale la puissance de l'infanterie. L'alliance des Grisons, l'accession de cinq nouveaux cantons [Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffouse, Appenzel, 1481-1513], avaient porté la Suisse au plus haut point de grandeur. Les bourgeois de Berne, les bergers d'Uri se voyaient caressés par les papes et courtisés par les rois. Louis XI substitua les Suisses aux francs-archers [1480]. Ils composèrent, dans les guerres d'Italie, la meilleure partie de l'infanterie de Charles VIII et de Louis XII. Dès qu'ils eurent passé les Alpes à la suite des Français, ils furent accueillis par le pape, qui les opposait aux Français eux-mêmes, et dominèrent un instant dans le nord de l'Italie (sous le nom de Maximilien Sforza). Après leur défaite de Marignano [1515], les discordes religieuses les armèrent les uns contre les autres, et les renfermèrent dans leurs montagnes.

Suisse.

Les deux puissances commerçantes de l'Allemagne ne formaient pas un corps assez compacte pour imiter l'exemple de la Suisse, et se rendre indépendantes.

La ligue des villes du Rhin et de Souabe se com-

elles du Rhin  
et  
de Souabe.

posait de riches cités entre lesquelles celles de Nuremberg, de Ratisbonne, d'Augsbourg et de Spire tenaient le premier rang. Ce sont elles qui faisaient le principal commerce par terre entre le Nord et le Midi. Arrivées à Cologne, les marchandises passaient entre les mains des Hanséatiques qui les distribuaient dans tout le Nord.

Ligue  
hanséatique.

La ligue Hanséatique, composée de quatre-vingts villes, occupait tous les rivages septentrionaux de l'Allemagne et s'étendait sur ceux des Pays-Bas. Elle fut jusqu'au seizième siècle la puissance dominante du Nord. La salle immense de Lubeck, où se tenaient les assemblées générales de la Hanse, atteste encore la puissance de ces souverains. Ils avaient uni, par d'innombrables canaux, l'Océan, la Baltique et la plupart des fleuves du nord de l'Allemagne. Mais leur principal commerce était maritime. Les comptoirs hanséatiques de Londres, de Bruges, de Bergen, de Novogorod, étaient analogues sous plusieurs rapports aux factoreries des Vénitiens et des Génois dans le Levant; c'étaient des espèces de forts. Les commis ne pouvaient s'y marier, de peur qu'ils n'enseignassent le commerce et les arts aux indigènes (1). Ils n'étaient reçus dans certains comptoirs, qu'après des épreuves cruelles qui garantissaient leur courage. Le commerce se faisait

(1) Voy. *passim*, Mallet, *Histoire de la Ligue hanséatique*, Genève 1805. L'auteur a souvent profité des travaux de Sartorius.



encore presque partout les armes à la main. Si les gens de la Hanse apportaient à Novogorod ou à Londres du drap de Flandre trop grossier , trop étroit ou trop cher , le peuple se soulevait , et souvent en assommait quelques-uns. Alors les marchans menaçaient de quitter la ville , et le peuple alarmé en passait par où ils voulaient. Les habitans de Bruges ayant tué quelques hommes de la Hanse , elle exigea , pour rétablir son comptoir dans cette ville , que plusieurs bourgeois fissent amende honorable , et que d'autres allassent en pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle et à Jérusalem. En effet , la punition la plus terrible que les Hanséatiques pussent infliger à un pays , c'était de n'y plus revenir. Lorsqu'ils n'allaient point en Suède , les habitans manquaient de drap , de houblon , de sel et de hareng ; dans les révolutions , le paysan suédois était toujours pour ceux qui lui fournissaient le hareng et le sel. Aussi la Hanse exigeait-elle des privilèges excessifs ; la plupart des villes maritimes de Suède laissaient occuper au moins la moitié de leurs magistratures par des Hanséatiques.

Cependant cette vaste puissance ne portait point sur une base solide. La longue ligne qu'occupaient les villes de la Hanse , depuis la Livonie jusqu'aux Pays-Bas , était partout étroite , partout rompue par des Etats étrangers ou ennemis. Les villes qui la composaient , avaient des intérêts divers , des droits inégaux ; les unes étaient *alliées* , d'autres *protégées* , d'autres *sujettes*. Leur commerce même ,

qui faisait toute leur existence , était précaire. N'étant ni agricoles, ni manufacturières, ne pouvant que transporter et débiter des produits étrangers , elles se trouvaient dépendre de mille accidens naturels ou politiques qu'aucune prévoyance ne pouvait prévenir. Ainsi, le hareng, qui, vers le quatorzième siècle, avait quitté les côtes de Poméranie pour celles de Scanie, commença au milieu du quinzième, à émigrer des côtes de la Baltique vers celles de l'Océan du Nord. Ainsi la soumission de Novogorod et de Plescow au tzar Iwan III [1477], la réduction de Bruges par l'armée de l'empire vers [1489], fermèrent aux Hanséatiques les deux sources principales de leurs richesses. En même temps les progrès de l'ordre public rendaient la protection de la Hanse inutile à un grand nombre de villes continentales, surtout depuis que la constitution de l'empire se fut affermie, vers 1495. Celles du Rhin n'avaient jamais voulu s'unir à elles; Cologne, qui était entrée dans leur ligue, s'en sépara et demanda la protection de la Flandre. Les Hollandais, dont le commerce et l'industrie avaient grandi à l'ombre de la Hanse, n'eurent plus besoin d'elle quand ils devinrent sujets des puissantes maisons de Bourgogne et d'Autriche, et commencèrent à lui disputer le monopole de la Baltique. A la fois agriculteurs, manufacturiers et commerçans, ils avaient l'avantage sur une puissance toute commerçante. Pour défendre les intérêts de leur trafic contre ces dangereux rivaux, les Hanséatiques

furent obligés d'intervenir dans toutes les révolutions du Nord.

Le christianisme et la civilisation étant passés d'Allemagne en Danemark , et de là en Suède et en Norwège , conservèrent long-temps au Danemark la prépondérance sur les deux autres Etats. Les évêques suédois et norwégiens étaient les plus puissans seigneurs de ces contrées , et ils étaient également dévoués aux Danois. Mais les rois de Danemark ne purent faire valoir cette prépondérance que par des efforts continuels , qui les mettaient dans la dépendance des nobles danois , et les obligeaient de leur faire des concessions fréquentes : ces concessions ne se faisaient qu'aux dépens du pouvoir royal et de la liberté des paysans , qui peu à peu tombèrent dans l'esclavage. En Suède , au contraire , les paysans s'éloignèrent peu de l'ancienne liberté des peuples scandinaves , et formèrent même un ordre politique. Cette différence de constitution explique la vigueur avec laquelle la Suède repoussa le joug des Danois. Quant aux Norwégiens , soit que le clergé eût encore plus d'influence chez eux que chez les Suédois , soit qu'ils craignissent d'obéir à la Suède , ils montrèrent ordinairement moins de répugnance pour la domination danoise.

La fameuse union de Calmar , qui avait semblé promettre aux trois royaumes du Nord tant de gloire et de puissance , n'avait fait qu'établir le joug des princes danois et des Allemands dont ils s'entouraient , sur la Suède et la Norwège. La révolution

Danemark.

Suède.

Norwège.

Révolutions  
du Nord.  
1433-1520.

de 1433, comme celle de 1521, commença par les paysans de la Dalécarlie : Engelbrecht en fut le Gustave Wasa; la première comme la seconde fut soutenue par les villes hanséatiques, dont le roi de Danemark (Eric le Poméranien, neveu de Marguerite de Waldemar) combattait le monopole en favorisant les Hollandais. L'union fut rétablie quelque temps par Christophe le Bavarois, le *roi de l'écorce*, comme l'appelaient les Suédois, obligés de vivre d'écorce d'arbre. Mais après sa mort (1448), ils chassèrent les Danois et les Allemands, se donnèrent pour roi Charles Canutson, maréchal du royaume, et refusèrent de reconnaître le nouveau roi de Danemark et de Norwège, Christiern, premier de la maison d'Oldenbourg (d'où sortent, par la branche de Holstein-Gottorp, la dernière dynastie de Suède et la maison impériale de Russie aujourd'hui régnante). Les Danois, fortifiés par la réunion du Slesvic et du Holstein [1459], rétablirent deux fois leur domination sur la Suède, par le secours de l'archevêque d'Upsal [1457, 1465], et furent deux fois chassés par le parti de la noblesse et du peuple.

A la mort de Charles Canutson, en 1470, la Suède se donna successivement pour *administrateurs* trois seigneurs du nom de Sture (Stenon, Swante et Stenon). Ils s'appuyèrent sur les laboureurs, et les rappelèrent dans le sénat. Ils battirent les Danois devant Stockholm [1471], et leur prirent le fameux drapeau de Danebrog, qui était

comme le palladium de la monarchie. Ils fondèrent l'Université d'Upsal , en même temps que le roi de Danemark instituait celle de Copenhague [ 1477, 1478 ]. Enfin , si l'on excepte une courte période , pendant laquelle la Suède fut obligée de reconnaître Jean II , successeur de Christiern I<sup>er</sup> , ils la maintinrent indépendante jusqu'en 1520.

---



---

---

## CHAPITRE IV.

**ORIENT ET NORD. — ÉTATS SLAVES ET TURQUIE, DANS  
LA SECONDE MOITIÉ DU QUINZIÈME SIÈCLE.**

**Progrès des Turcs, 1411-1582. — Podiebrad, roi de Bohême, Mathias Corvin, roi de Hongrie, 1458. Wladislas de Pologne réunit la Hongrie et la Bohême. — Pologne, sous les Jagellons, 1386-1506. — Lutte de la Russie contre les Tartares, les Lithuaniens et les Livoniens, 1462-1505.**

---

**Etats Slaves.** LA conquête de l'empire grec par les Turcs-Ottomans peut être considérée comme la dernière invasion des barbares et le terme du moyen-âge. C'est aux peuples d'origine slave, placés sur la route des barbares de l'Asie, qu'il appartient de leur fermer l'Europe, ou du moins de les arrêter par de puissantes diversions. La Russie, qui a déjà épuisé la fureur des Tartares au quatorzième siècle, va leur redevenir formidable sous Iwan III [1462]. Contre l'invasion des Turcs, une première ligue, composée de Hongrois, Valaques et Moldaves,

couvre l'Allemagne et la Pologne, qui forment comme la réserve de l'armée chrétienne. La Pologne, plus forte que jamais, n'a plus d'ennemis derrière elle ; elle vient de soumettre la Prusse et de pénétrer jusqu'à la Baltique [1454-1466].

I. Les progrès rapides de la conquête ottomane pendant le quinzième siècle, s'expliquent par les causes suivantes : 1<sup>o</sup> esprit fanatique et militaire ; 2<sup>o</sup> troupes réglées, opposées aux milices féodales des Européens et à la cavalerie des Persans et des Mamelucs ; institution des janissaires ; 3<sup>o</sup> situation particulière des ennemis des Turcs : à l'orient, troubles politiques et religieux de la Perse, faibles fondemens de la puissance des Mamelucs ; à l'occident, discordes de la chrétienté ; la Hongrie la défend du côté de la terre, Venise du côté de la mer ; mais elles sont affaiblies, l'une par l'ambition de la maison d'Autriche, l'autre par la jalousie de l'Italie et de toute l'Europe ; héroïsme impuissant des chevaliers de Rhodes et des princes d'Albanie.

Causes  
des progrès  
de  
la Turquie.

Nous avons vu, dans le chapitre 1<sup>er</sup>, Mahomet II achever la conquête de l'empire grec, échouer contre la Hongrie, mais s'emparer de la domination des mers, et faire trembler la chrétienté. A l'avènement de Bajazet II [1481], les rôles changèrent : la terreur passa du côté du sultan. Son frère Zizim, qui lui avait disputé le trône, s'étant réfugié chez les chevaliers de Rhodes, devint entre les mains du roi de France, et ensuite du pape, un gage de la sûreté de l'Occident. Bajazet paya à Innocent VIII

Bajazet II.  
1481.

et à Alexandre VI des sommes considérables pour qu'ils le retinssent prisonnier. Ce prince impopulaire, qui avait commencé son règne par faire périr le visir Achmet, l'idole des janissaires, le vieux général de Mahomet II, suivit, malgré lui, l'ardeur militaire de la nation. Les Turcs tournèrent d'abord leurs armes contre les Mamelucs et les Persans. Défaits par les premiers, à Issus, ils préparèrent la ruine de leurs vainqueurs, en dépeuplant la Circassie, où les Mamelucs se recrutaient. Après la mort de Zizim, n'ayant plus à craindre une guerre intérieure, ils attaquèrent les Vénitiens dans le Péloponèse, et menacèrent l'Italie [1499-1503]; mais la Hongrie, la Bohême et la Pologne se mirent en mouvement, et l'avènement des Sophis renouvela et régularisa la rivalité politique des Persans et des Turcs [1501]. Après cette guerre, Bajazet indisposa les Turcs contre lui par une paix de huit années, voulut abdiquer en faveur de son fils Achmet, et fût détrôné par son second fils Sélim, qui le fit périr. L'avènement du nouveau prince, le plus cruel et le plus belliqueux de tous les sultans, jeta l'Orient et l'Occident dans les mêmes alarmes [1512]: on ne savait s'il fondrait d'abord sur la Perse, sur l'Egypte, ou sur l'Italie (*Cantimir, passim*).

Hongrie  
et Bohême.

II. L'Europe n'eût eu rien à craindre des barbares, si la Hongrie unie à la Bohême d'une manière durable, les eût tenus en respect. Mais la première attaqua la seconde dans son indépendance et dans

sacroyance religieuse. Ainsi affaiblies l'une par l'autre, elles flottèrent, au quinzième siècle, entre les deux puissances esclavone et allemande, qui les environnaient ( Pologne et Autriche ). Réunies, de 1453 à 1458, sous un prince allemand, quelques temps séparées et indépendantes sous des souverains nationaux ( la Bohême jusqu'en 1471, la Hongrie jusqu'en 1490 ), elles furent de nouveau réunies, sous des princes polonais, jusqu'en 1526, époque à laquelle elles passèrent définitivement sous la domination autrichienne.

Après le règne de Ladislas d'Autriche, qui avait reçu tant de gloire des exploits de Jean Huniade, Georges Podiébrad s'empara de la couronne de Bohême, et Mathias Corvin, fils de Huniade, fut élu roi de Hongrie [1458]. Ces deux princes combattirent avec succès les prétentions chimériques de l'empereur Frédéric III. Podiébrad protégea les Hussites, et encourut l'inimitié des papes ; Mathias combattit les Turcs avec gloire, et obtint la faveur de Paul II, qui lui offrit la couronne de Podiébrad, son beau-père. Ce dernier opposa à Mathias l'alliance du roi de Pologne, dont il fit reconnaître le fils aîné de Wladislas pour son successeur. En même temps Casimir, frère de Wladislas, essayait d'enlever à Mathias la couronne de Hongrie. Mathias, ainsi pressé de tous côtés, fut obligé de renoncer à la conquête de la Bohême, et de se contenter des provinces de Moravie, de Silésie et de Lusace, qui

Podiebrad  
et Mathias.  
1458.

devaient revenir à Wladislas , si Mathias mourait le premier [ 1475-1478 ].

Le roi de Hongrie se dédommagea aux dépens de l'Autriche. Sous le prétexte que Frédéric III lui avait refusé sa fille , il envahit par deux fois ses Etats, et s'en maintint en possession. Avec ce grand prince, la chrétienté perdit son principal défenseur, la Hongrie ses conquêtes et sa prépondérance politique [ 1490 ]. La civilisation , qu'il avait essayé d'introduire dans ce royaume , fut ajournée pour plusieurs siècles. Nous avons parlé ( chapitre 1<sup>er</sup> ) de ce qu'il fit pour les lettres et les arts. Par son *Decretum majus* , il régularisa la discipline militaire , abolit le combat judiciaire , défendit de paraître en armes aux foires et marchés , ordonna que les peines ne seraient plus étendues aux parens du coupable , que ses biens ne seraient plus confisqués , que le roi n'accepterait point de mines d'or , de sel , etc. , sans dédommager le propriétaire , etc. (1).

Vladislas.

Wladislas (de Pologne), roi de Bohême , ayant été élu roi de Hongrie , fut attaqué par son frère Jean Albert et par Maximilien d'Autriche , qui tous deux prétendaient à cette couronne. Il apaisa son frère par la cession de la Silésie [1491], et Maximilien , en subsistant à la maison d'Autriche le royaume de Hongrie , en cas qu'il manquât lui-

(1) Bonfinius , *Rerum hungaricarum decades* , 1568 , in-fol., p. 640.



même de postérité mâle. (*Voyez 1526.*) — Sous Wladislas, et sous son fils Louis II, qui lui succéda, encore enfant, en 1516, la Hongrie fut impunément ravagée par les Turcs.

III. La Pologne, réunie depuis 1386 à la Lithuanie, par Wladislas Jagellon, premier prince de cette dynastie, se trouvait, au quinzième siècle, la puissance prépondérante entre les états slaves. Couverte du côté des Turcs par la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, rivale de la Russie pour la Lithuanie, de l'Autriche pour la Hongrie et la Bohême, elle disputait à l'ordre Teutonique la Prusse et la Livonie. Le principe de sa faiblesse était la jalousie des deux peuples de langues différentes dont se composait le corps de l'État. Les Jagellons, princes lithuaniens, auraient voulu que leur pays ne dépendît point des lois polonaises, et qu'il recouvrât la Podolie. Les Polonais reprochaient à Casimir IV de *passer l'automne, l'hiver et le printemps en Lithuanie* (1).

Pologne.

Sous Casimir, second fils de Wladislas Jagellon (cinquième du nom), les Polonais protégèrent les Slaves de la Prusse contre la tyrannie des chevaliers teutons, et imposèrent à ceux-ci le traité de Thorn [1466], par lequel l'ordre perdait la Prusse occidentale, et devenait vassal de la Pologne pour la Prusse orientale. Qui eût dit alors que la Prusse

[Traité  
de Thorn.  
1466.]

(1) Dlugossi, seu Longini, *Historiæ Polonicæ*, t. II, 1712, p. 1141-80.

démembrerait un jour la Pologne? En même temps, les Polonais donnaient un roi à la Bohême et à la Hongrie [1471-1490]. Les trois frères de Wladislas, Jean Albert, Alexandre, et Sigismond I<sup>er</sup>, furent élus successivement rois de Pologne [1492, 1501, 1506], firent la guerre aux Walaques et aux Turcs, et remportèrent de brillans avantages sur les Russes. La Lithuanie, séparée de la Pologne à l'avènement de Jean Albert, lui fut définitivement réunie par Alexandre.

Gouvernem.  
de Pologne.

Vers 1466, la continuité des guerres ramenant les mêmes besoins, introduisit en Pologne le gouvernement représentatif; mais la fierté de la noblesse, qui seule était représentée par ses *nonces*, maintint les formes anarchiques des temps barbares : on continua d'exiger le *consentement unanime* dans les délibérations. Bien plus, dans les occasions importantes, les Polonais restèrent fidèles à l'ancien usage, et l'on vit, comme au moyen-âge, l'innombrable *pospolite* délibérer dans une plaine le sabre à la main.

Russie.

IV. Au quinzième siècle, la population russe nous présente trois classes : les enfans boyards, descendans des conquérans; les paysans libres, fermiers des premiers, et dont l'état approche de plus en plus de l'esclavage; enfin les esclaves.

Le grand-duché de Moscou était sans cesse menacé : à l'occident, par les Lithuaniens et les Livoniens, à l'orient, par les Tartares de la grande horde, de Kasan et d'Astrakan; il se trouvait resserré par les républi-

ques commerçantes de Novogorod et de Plescow , et par les principautés de Twer , de Véréia et de Rézan. Au nord , s'étendaient beaucoup de pays sauvages et de peuples païens. La nation moscovite , encore barbare , mais au moins attachée à des demeures fixes , devait absorber les peuplades errantes des Tartares. Etat héréditaire , le Grand-Duché devait prévaloir tôt ou tard sur les Etats électifs de Pologne et de Livonie

1462-1505 , Iwan III. — Il opposa à la grande horde l'alliance des Tartares de Crimée , aux Lithuaniens celle du prince de Moldavie et de Valachie , de Mathias Corvin et de Maximilien. — Il divisa Plescow et Novogorod , qui ne pouvaient lui résister qu'en faisant cause commune ; affaiblit successivement cette dernière république , s'en rendit maître en 1477 , et l'épuisa en enlevant ses principaux citoyens. Fort de l'alliance du khan de Crimée , il imposa un tribut aux Kazanais , refusa celui que payaient ses prédécesseurs à la grande horde , qui fut bientôt détruite par les Tartares Nogaïs [1480]. Iwan réunit Twer , Véréia , Rostof , Yaroslaf. Il fit long-temps la guerre aux Lithuaniens ; mais Alexandre , ayant réuni la Lithuanie à la Pologne , s'allia avec les chevaliers de Livonie ; et le tzar , qui , depuis la destruction de la grande horde , avait moins ménagé ses alliés de Moldavie et de Crimée , perdit tout son ascendant : il fut battu à Plescow par Plettemberg , maître des chevaliers de Livonie [1501] , et l'année même

de sa mort [1505], Kazan se révolta contre les Russes.

Iwan IV.

Iwan prit le premier le titre de tzar. Ayant obtenu du pape la main de Sophie Paléologue, réfugiée à Rome, il mit dans ses armes le double aigle de l'empire grec. — Il attira et retint par force des artistes grecs et italiens. — Le premier, il assigna des fiefs aux *enfants boyards*, sous la condition d'un service militaire; il introduisit quelque ordre dans les finances, établit les postes, réunit dans un code [1497] les anciennes institutions judiciaires, et voulut en vain distribuer aux *enfants boyards* les domaines du clergé. — Iwan avait fondé Iwangorod en 1492 (où fut depuis Pétersbourg), lorsque les victoires de Plettemberg fermèrent aux Russes pour deux siècles le chemin de la Baltique. (Voy. *Karamsin*, passim.)

---

---

## CHAPITRE V.

### PREMIÈRES GUERRES D'ITALIE, 1494-1516.

Louis-le-More appelle les Français. Charles VIII envahit l'Italie. — Ligue contre les Français. Bataille de Fornovo, 1495. — Louis XII envahit le Milanais, 1499. Guerre avec les Espagnols de Naples. Défaite des Français au Garigliano, en 1503. — Alexandre VI, et César Borgia; Jules II. Révolte de Gènes contre Louis XII, 1507. L'Italie, l'Empire, la France, la Hongrie conspirent contre Venise. — *Sainte-Ligue* contre la France, 1511-12. Victoire et mort de Gaston de Foix. Mauvais succès de Louis XII, 1512-14. — François 1<sup>er</sup> envahit le Milanais. Bataille de Marignan, 1515. Traité de Noyon, 1516.

---

LORSQU'ON traverse aujourd'hui les Maremmes de Sienne, et que l'on retrouve en Italie tant d'autres traces des guerres du seizième siècle, une tristesse inexprimable saisit l'ame, et l'on maudit les barbares qui ont commencé cette désolation (1).

(1) *Commentaires* de Blaise de Montluc, t. XXI de la Coll., p. 267-8. Voy. aussi divers *Voyages*, et surtout *Voyage au Montamiata et dans le Siennois*, par Santi, traduit par



Ce désert des Maremmes, c'est un général de Charles-Quint qui l'a fait; ces ruines de palais incendiés sont l'ouvrage des landsknechts de François 1<sup>er</sup>. Ces peintures dégradées de Jules Romain attestent encore que les soldats du connétable de Bourbon établirent leurs écuries dans le Vatican. Ne nous hâtons pas cependant d'accuser nos pères. Les guerres d'Italie ne furent le caprice ni d'un roi, ni d'un peuple. Pendant plus d'un demi-siècle, une impulsion irrésistible entraîna au-delà des Alpes tous les peuples de l'Occident comme autrefois ceux du Nord. Les calamités furent presque aussi cruelles, mais le résultat fut le même : les vainqueurs furent élevés à la civilisation des vaincus.

Louis-le More  
appelle  
les Français.

Louis-le-More, alarmé des menaces du roi de Naples, dont la petite-fille avait épousé son neveu, Jean Galéas (*Voy.* le chap. 1<sup>er</sup>), se déterminà à soutenir son usurpation par le secours des Français; mais il était loin de savoir quelle puissance il attirait dans l'Italie. Il fut lui-même saisi d'étonnement et de terreur, lorsqu'il vit descendre du mont Genève (septembre 1494) cette armée formidable, qui, par la variété des costumes, des armes et des langues, semblait à elle seule l'invasion de toutes les nations de l'Europe : Français, Basques, Bretons, Suisses, Allemands, et jusqu'aux Ecossais;

Bodard. Lyon, 1802; 2 vol. in 8°, 1<sup>er</sup> vol. *passim* jusqu'à la page 278.

et cette invincible gendarmerie, et ces pesans canons de bronze que les Français avaient rendus aussi mobiles que leurs armées. Une guerre toute nouvelle commençait pour l'Italie. L'ancienne tactique, qui faisait succéder dans les batailles un escadron à l'autre, était vaincue d'avance par l'impétuosité française, par la froide fureur des Suisses. La guerre n'était plus une affaire de tactique. Elle devait être terrible, inexorable; le vainqueur ne comprenait pas même la prière du vaincu. Les soldats de Charles VIII, pleins de défiance et de haine contre un pays où ils craignaient d'être empoisonnés à chaque repas, massacraient régulièrement tous les prisonniers (1).

A l'approche des Français, les vieux gouver- Savonarole.  
nemens d'Italie s'écroulent d'eux-mêmes. Pise se délivre des Florentins; Florence, des Médicis. Savonarole reçoit Charles VIII comme le *fléau de Dieu*, envoyé pour punir les péchés de l'Italie. Alexandre VI, qui, jusque là, négociait à la fois avec les Français, avec les Aragonais, avec les Turcs, entend avec effroi les mots de concile et de déposition, et se cache dans le château de Saint-Ange. Il livre en tremblant le frère de Bajazet II, dont Charles VIII croit avoir besoin pour conquérir l'empire d'Orient; mais il le livre empoisonné. Cependant, le nouveau roi de Naples,

(1) A Montefortino, au mont Saint-Jean, à Rapallo, à Sarzane, à Toscanella, à Fornovo, à Gaëte.

Alphonse II, s'est sauvé dans un couvent de Sicile, laissant son royaume à défendre à un roi de dix-huit ans. Le jeune Ferdinand II est abandonné à San-Germano, et voit son palais pillé par la populace de Naples, toujours furieuse contre les vaincus. Les gens d'armes français ne se fatigant plus à porter d'armures, poursuivent cette conquête pacifique en habit du matin, sans autre peine que d'envoyer leurs fourriers devant eux pour marquer les logemens (1). Bientôt les Turcs voient flotter les fleurs de lis à Otrante, et les Grecs achètent des armes (2).

Les partisans de la maison d'Anjou, dépouillés depuis soixante ans, avaient cru vaincre avec Charles VIII. Mais ce prince, qui se souciait peu des services qu'ils avaient pu rendre aux rois provençaux, n'exigea aucune restitution du parti opposé. Il mécontenta toute la noblesse, en annonçant l'intention de restreindre les juridictions féodales, à l'exemple de celles de France (3). Il nomma des Français pour gouverneurs de toutes les villes et forteresses, et décida ainsi plusieurs villes à relever les bannières d'Aragon. Au bout de trois mois, les Napolitains étaient las des Français, les Français étaient las de Naples; ils avaient oublié leurs projets sur l'Orient. Ils étaient impatiens de revenir conter aux dames leurs brillantes aventures.

(1) Commines, liv. VII, chap. XIV.

(2) *Id. ib.* chap. XVIII.

(3) Giannone, liv. XXX, chap. 1.

Cependant une ligue presque universelle s'était formée contre Charles VIII. Il fallait qu'il se hâtât de regagner la France, s'il ne voulait être enfermé dans le royaume qu'il était venu conquérir. En redescendant les Apennins, il rencontra à Fornovo l'armée des confédérés, forte de quarante mille hommes; les Français n'étaient que neuf mille. Après avoir demandé inutilement le passage, ils le forcèrent, et l'armée ennemie, qui essaya de les arrêter, fut mise en fuite par quelques charges de cavalerie. Ainsi le roi rentra glorieusement en France ayant justifié toutes ses imprudences par une victoire.

Fornovo.  
1495.

Les Italiens, se croyant délivrés, demandèrent compte à Savonarole de ses sinistres prédictions. Son parti, celui des *Piagnoni* (Pénitens), qui avait affranchi et réformé Florence, vit tomber tout son crédit. Les amis des Médicis, qu'ils avaient poursuivis avec acharnement, le pape Alexandre VI, dont Savonarole attaquait les excès avec une extrême liberté, saisirent l'occasion de perdre une faction qui avait lassé l'enthousiasme mobile des Florentins. Un moine franciscain, voulant, disait-il, prouver que Savonarole était un imposteur, et qu'il n'avait le don ni des prophéties ni des miracles, offrit de passer avec lui dans un bûcher ardent. Au jour marqué, lorsque le bûcher était dressé, et tout le peuple dans l'attente, les deux partis firent des difficultés, et une grande pluie qui survint mit le comble à la mauvaise humeur du

Mort  
de  
Savonarole.

peuple. Savonarole fut arrêté, jugé par les commissaires du pape, et brûlé vif. Lorsqu'on lui lut la sentence par laquelle il était retranché de l'Eglise : *De la militante*, répondit-il, espérant appartenir dès-lors à l'Eglise triomphante [1498].

L'Italie ne s'aperçut que trop de la vérité de ses prophéties,

Louis XII.  
1498.

Le jour même de l'épreuve du bûcher, Charles VIII mourait à Amboise, et laissait le trône au duc d'Orléans, Louis XII, qui joignait aux prétentions de son prédécesseur sur Naples, celle que son aïeule, Valentine Visconti, lui donnait sur le Milanais. Dès que son mariage avec la veuve de Charles VIII eut assuré la réunion de la Bretagne, il envahit le Milanais de concert avec les Vénitiens. Les deux armées ennemies étaient en partie composées de Suisses; ceux de Ludovic ne voulurent point combattre contre la bannière de leur canton, qu'ils voyaient dans l'armée du roi de France, et livrèrent le duc de Milan. Mais en reprenant le chemin de leurs montagnes, ils s'emparèrent de Bellinzona, que Louis XII fut obligé de leur céder, et qui devint pour eux la clé de la Lombardie. Le Milanais conquis, Louis XII, qui n'espérait pas conquérir le royaume de Naples malgré les Espagnols, partagea ce royaume avec eux par un traité secret. L'infortuné don Frédéric, qui régnait alors, appelle les Espagnols à son secours, et lorsqu'il a introduit Gonzalve de Cordoue dans ses principales forteresses, le traité de partage lui est signifié



[1501]. Cette odieuse conquête n'engendra que la guerre. Les deux nations se disputèrent la gabelle qu'on levait sur les troupeaux voyageurs qui passent, au printemps, de la Pouille dans l'Abbruzze; c'était le revenu le plus net du royaume. Ferdinand amusa Louis XII par un traité, jusqu'à ce qu'il eût envoyé des forces suffisantes à Gonzalve bloqué dans Barlette. L'habileté du *grand capitaine* et la discipline de l'infanterie espagnole l'emportèrent partout sur le brillant courage des gens d'armes français. La vaillance de Louis d'Ars et de d'Aubigny, les exploits de Bayard qui, disait-on, avait défendu un pont contre une armée, n'empêchèrent pas les français d'être battus à Séminara, à la Cérignola, et d'être chassés pour une seconde fois du royaume de Naples par leur défaite du Garigliano [déc. 1503].

Partage  
du royaume  
de Naples.

Cependant Louis XII était encore maître d'une grande partie de l'Italie; souverain du Milanais et seigneur de Gênes, allié de Florence et du pape Alexandre VI, qui ne s'appuyaient que sur lui (1), il étendait son influence sur la Toscane, la Romagne et l'Etat de Rome. La mort d'Alexandre VI et la ruine de son fils ne lui furent guère moins funestes que la défaite du Garigliano. Cette puissance ita-

Mort  
d'Alex. VI.  
1503.

(1) *César Borgia de France, par la grâce de Dieu, duc de Romagne et de Valentinois*, etc. (sauf-conduit du 10 octobre 1502). — Il disait à l'ambassadeur de Florence : *Le roi de France, notre maître commun*.. (10 janvier, 1503. Légation de Machiavel auprès de César Borgia.)

lienne des Borgia, qui s'élevait entre les possessions des Français et celles des Espagnols, était comme la garde avancée du Milanais. \

César Borgia mérita d'être l'idéal de Machiavel, non pour s'être montré plus perfide que les autres princes de cette époque ; Ferdinand-le-Catholique eût pu réclamer ; non pour avoir été l'assassin de son frère et l'amant de sa sœur : il ne pouvait surpasser son père en dépravation et en cruauté ; mais pour avoir fait une science du crime, pour en avoir tenu école et donné leçons (1). Cependant le héros même du système lui donna, par son mauvais succès, un éclatant démenti. Allié de Louis XII et gonfalonnier de l'Eglise, il déploya pendant six ans toutes les ressources de la ruse et de la valeur. Il croyait travailler pour lui ; il avait tout prévu, disait-il à Machiavel ; à la mort de son père, il espérait faire un pape au moyen de dix-huit cardinaux espagnols nommés par Alexandre VI ; dans les Etats romains il avait gagné la petite noblesse, écrasé la haute ; il avait exterminé les tyrans de la Romagne ; il s'était attaché le peuple de cette province, qui respirait sous son administration ferme et habile. Il avait tout prévu, hors le cas où il se trouverait malade à la mort de son père, et ce cas arriva. Le père et le fils, qui avaient, dit-on, invité un cardinal pour s'en débarrasser, burent le poison

(1) Machiavel dit quelque part : *Il a envoyé un de ses élèves....* Hugues de Moncade, général de Charles-Quint, s'honorait d'être sorti de cette école.

qu'ils lui destinaient. « Cet homme si prudent semble avoir perdu la tête, » écrivait alors Machiavel [14 novembre 1503]. Il se laissa arracher par le nouveau pape, Jules II, l'abandon de toutes les forteresses qu'il occupait, et alla ensuite se livrer à Gonzalve de Cordoue, croyant *que la parole des autres vaudrait mieux que la sienne* (lettre du 4 novemb.). Mais le général de Ferdinand-le-Catholique, qui disait « que la toile d'honneur devait » être d'un tissu lâche, » l'envoya en Espagne, où il fut enfermé dans la citadelle de Medina del Campo.

Jules II poursuivit les conquêtes de Borgia avec des vues moins personnelles. Il voulait faire de l'état pontifical l'état dominant de l'Italie, délivrer toute la péninsule des *barbares*, et constituer les Suisses gardiens de la liberté italienne. Employant tout-à-tour les armes spirituelles et temporelles, ce pontife intrépide consuma sa vie dans l'exécution de ce projet contradictoire ; on ne pouvait chasser les barbares qu'au moyen de Venise, et il fallait abaisser Venise pour élever l'Eglise au rang de puissance prépondérante de l'Italie.

Jules II.

D'abord Jules II voulut affranchir les Génois ses compatriotes, et encouragea leur révolte contre Louis XII. Les nobles favorisés par le gouvernement français, ne cessaient d'insulter le peuple ; ils marchaient armés de poignards, sur lesquels ils avaient fait graver *Castigavillano*. Le peuple se révolta, et prit un teinturier pour doge. Louis XII

parut bientôt sous leurs murs avec une brillante armée; le chevalier Bayard gravit sans peine les montagnes qui couvrent Gênes, et il leur criait : « Ores, marchands, défendez-vous avec vos aulnes, » et laissez les piques et lances, lesquelles vous n'avez accoutumées (1). » Le roi ne voulant pas ruiner une ville si riche, fit seulement pendre le doge et quelques autres, brûla les privilèges de la ville, et fit construire à la Lanterne une forteresse qui commandait l'entrée du port [1507].

igue  
lambrai.  
508.

La même jalousie des monarchies contre les républiques, des peuples pauvres encore contre l'opulence industrielle, arma bientôt la plupart des princes de l'Occident contre l'ancienne rivale de Gênes. Le gouvernement de Venise avait su profiter des fautes et des malheurs de toutes les autres puissances; il avait gagné à la chute de Ludovic-le-More, à l'expulsion des Français de Naples, à la ruine de César Borgia. Tant de succès excitaient la crainte et la jalousie des puissances italiennes elles-mêmes, qui auraient dû souhaiter la grandeur de Venise. « Vos seigneuries, écrivait » Machiavel aux Florentins, m'ont toujours dit » que c'étaient les Vénitiens qui menaçaient la » liberté de l'Italie (2). » Dès l'an 1503, M. de Chaumont, lieutenant du roi dans le Milanais,

(1) Champier, *les Gestes, ensemble la Vie du preux chevalier Bayard*, etc.

(2) Légation auprès de l'empereur 1508, février. Voy. aussi sa Légation à la cour de France, 1503, 13 février.

disait au même ambassadeur : « On fera en sorte » que les Vénitiens ne s'occupent plus que de la » pêche : quant aux Suisses, on en est sûr » [22 janvier]. » Cette conjuration contre Venise, qui existait dès 1504 (Traité de Blois), fut renouvelée en 1508 (Ligue de Cambrai, 10 décembre), par l'imprudence de Jules II, qui voulait à tout prix recouvrer quelques villes de la Romagne. Le pape, l'empereur et le roi de France offrirent au roi de Hongrie d'entrer dans la confédération pour reprendre la Dalmatie et l'Esclavonie. Il n'y eut pas jusqu'aux ducs de Savoie et de Ferrare, jusqu'au marquis de Mantoue, qui ne voulussent aussi porter un coup à ceux qu'ils avaient craints si long-temps. Les Vénitiens furent défaits par Louis XII à la sanglante bataille d'Aignadel [1509], et les boulets des batteries françaises volèrent jusqu'aux lagunes. Dans ce danger, le sénat de Venise ne démentit pas sa réputation de sagesse. Il déclara qu'il voulait épargner aux provinces les maux de la guerre, les délia du serment de fidélité, et promit de les indemniser de leurs pertes au retour de la paix. Soit attachement à la République, soit haine des Allemands, les paysans du Véronais se laissaient pendre plutôt que d'abjurer Saint-Marc, et de crier vive l'empereur. Les Vénitiens battirent le marquis de Mantoue, reprirent Padoue, et la défendirent contre Maximilien, qui l'assiégea avec cent mille hommes. Le roi de Naples et le pape, dont les prétentions étaient satisfaites, se récon-



cilièrent avec Venise, et Jules II, ne songeant plus qu'à chasser les *barbares* de l'Italie, tourna sa politique impétueuse contre les Français.

Sainte Ligue.

Les projets du pape n'étaient que trop favorisés par l'économie mal entendue de Louis XII, qui avait réduit les pensions des Suisses, et qui ne leur permettait plus de s'approvisionner dans la Bourgogne et le Milanais. On sentit alors la faute de Louis XI, qui en substituant aux francs archers l'infanterie mercenaire des Suisses, avait mis la France à la discrétion des étrangers. Il fallut remplacer les Suisses par des *landsknechts* allemands, qui furent rappelés par l'empereur la veille de la bataille de Ravenne. Cependant le pape avait commencé la guerre; il appelait les Suisses en Italie, et faisait entrer dans la *sainte ligue* contre la France, Ferdinand, Venise, Henri VIII et Maximilien [1511-1512]. Tandis que Louis XII, ne sachant s'il peut sans pécher se défendre contre le pape, consulte des docteurs, et assemble un concile à Pise, Jules II assiège la Mirandole en personne, se loge sous le feu de la place, au milieu de ses cardinaux tremblans, et y fait son entrée par la brèche.

Gaston de Foix.

L'ardeur de Jules II, la politique des alliés, furent un instant déconcertées par la courte apparition de Gaston de Foix, neveu de Louis XII, à la tête de l'armée française. Ce jeune homme de vingt-deux ans arrive en Lombardie, remporte trois victoires en trois mois, et meurt, laissant la mé-

moire du général le plus impétueux qu'ait vu l'Italie. D'abord il intimide ou gagne les Suisses et les fait rentrer dans leurs montagnes ; il sauve Bologne assiégée, et s'y jette avec son armée à la faveur de la neige et de l'ouragan [7 février] ; le 18, il était devant Brescia reprise par les Vénitiens ; le 19, il l'avait forcée ; le 11 avril, il périssait vainqueur à Ravenne. Dans l'effrayante rapidité de ses succès, il ne ménageait ni les siens ni les vaincus. Brescia fut livrée pendant sept jours à la fureur du soldat ; les vainqueurs massacrèrent quinze mille personnes, hommes, femmes et enfans. Le chevalier Bayard eut bien peu d'imitateurs.

Gaston, de retour en Romagne, attaqua Ravenne, pour forcer l'armée de l'Espagne et du pape à accepter la bataille (1). La canonnade ayant commencé, Pedro de Navarre, qui avait formé l'infanterie espagnole, et qui comptait sur elle pour la victoire, la tenait couchée à plat ventre, attendant de sang-froid que les boulets eussent haché la gendarmerie des deux partis. Les gens d'armes italiens perdirent patience et se firent battre par les Français. L'infanterie espagnole, après avoir soutenu le combat avec une valeur opiniâtre, se retirait lentement. Gaston s'en indigna, se précipita sur elle avec une vingtaine d'hommes d'armes, pénétra dans les rangs et y trouva la mort [1512].

(1) Voy. la lettre de Bayard à son oncle, tome xvi de la collection des Mémoires.

Dès lors rien ne réussit plus à Louis XII. Les Sforza furent rétablis à Milan, les Médicis à Florence. L'armée du roi fut battue par les Suisses à Novarre, par les Anglais à Guinegat. La France, attaquée de front par les Espagnols et les Suisses, prise à dos par les Anglais, vit ses deux alliés d'Ecosse et de Navarre vaincus ou dépouillés (*voyez le chap. II*). La guerre n'avait plus d'objet. Les Suisses régnaient à Milan sous le nom de Maximilien Sforza; la France et Venise étaient abaissées, l'empereur épuisé, Henri VIII découragé, Ferdinand satisfait par la conquête de la Navarre qui découvrait la frontière de France. Louis XII conclut une trêve avec Ferdinand, abjura le concile de Pise, laissa le Milanais à Maximilien Sforza, et épousa la sœur de Henri VIII [1514]. (*Voyez plus bas son administration.*)

François 1<sup>er</sup>.  
1515.

Pendant que l'Europe eroit la France abattue et comme vieillie avec Louis XII, elle déploie des ressources inattendues sous le jeune François I<sup>er</sup> qui vient de lui succéder [1<sup>er</sup> janvier 1515]. Les Suisses, qui pensent garder tous les passages des Alpes, apprennent avec étonnement que l'armée Française a débouché par la vallée de l'Argentièrre. Deux mille cinq cents lances, dix mille Basques, vingt-deux mille lands-knechts ont passé par un défilé qui n'avait jamais été pratiqué que par les chasseurs de chamois. L'armée française avance en négociant jusqu'à Marignan : là, les Suisses, qu'on avait crus gagnés, viennent fondre sur les Français avec leurs piques

Marignan.

de dix-huit pieds et leurs espadons à deux mains, sans artillerie , sans cavalerie , n'employant d'autre art militaire que la force du corps , marchant droit aux batteries, dont les décharges emportent des files entières , et soutenant plus de trente charges de ces grands chevaux de bataille couverts d'acier comme les gens d'armes qui les montaient. Le soir , ils étaient venus à bout de séparer les corps de l'armée française. Le roi , qui avait combattu vaillamment , ne voyait plus autour de lui qu'une poignée de gens d'armes (1). Mais pendant la nuit, les Français se rallièrent, et le combat recommença au jour, plus furieux què jamais. Enfin , les Suisses entendent le cri de guerre des Vénitiens, alliés de la France : *Marco ! Marco !* Persuadés que toute l'armée italienne arrivait, ils serrèrent leurs rangs , et se retirèrent avec une contenance si fière qu'on n'osa pas les poursuivre (2). Ayant obtenu de François 1<sup>er</sup> plus d'ar-

(1) Fleuranges , xvi<sup>e</sup> vol. de la *Coll. des Mém.*

(2) *Lettre de François I<sup>er</sup> à sa mère* : « Toute la nuit demeurâmes le cul sur la selle, la lance au poing, l'armet à la tête... et pour ce que j'étois le plus près de nos ennemis, m'a fallu faire le guet, de sorte qu'ils ne nous ont point surpris au matin.... et croyez, madame, que nous avons été vingt-huit heures à cheval, sans boire ni manger... Depuis deux mille ans en ça n'a point été vue une si fière ni si cruelle bataille, ainsi que disent ceux de Ravenne, que ce ne fut au prix qu'un tiercelet... et ne dira-t-on plus que les gendarmes sont lièvres armés, car... Ecrit au camp de Sainte-Brigide, le vendredy 14<sup>e</sup> jour de septembre mil cinq cent quinze. » xvii<sup>e</sup> vol. de la *Coll. des Mémoires*.

gent que Sforza ne pouvait leur en donner , ils ne reparurent plus en Italie. Le pape traita aussi avec le vainqueur , et obtint de lui le traité du Concordat qui abolissait la pragmatique-sanction. L'alliance du pape et de Venise semblait ouvrir à François 1<sup>er</sup> le chemin de Naples. Le jeune Charles d'Autriche , souverain des Pays-Bas , qui venait de succéder en Espagne à son aïeul Ferdinand-le-Catholique , avait besoin de la paix pour recueillir ce vaste héritage. François 1<sup>er</sup> jouit de sa victoire au lieu de l'achever. Le traité de Noyon rendit un instant de repos à l'Europe , et donna aux deux rivaux le temps de préparer une guerre plus terrible [1516].

---



**PRÉCIS**  
**DE**  
**L'HISTOIRE MODERNE**  
**DE LA BELGIQUE.**

---

*Première Période.*

**1406-1517.**

**CHAPITRE PREMIER.**

**1406 (1) — 1467.**

**SOMMAIRE.** — Historique de la maison de Bourgogne. — Philippe-le-Bon. — Traité d'Arras. — Siège de Calais. — Révolte de Gand et de Bruges. — Le duché de Luxembourg passe dans la maison de Bourgogne. — Nouvelles guerres en Flandre par suite d'un impôt sur le sel. — Projets de croisade contre les Turcs. — Arrivée en Belgique du dauphin Louis. — Ligue du *bien public*. — Paix du *bien public*. — Traités de Conflans et de saint Maur. — Soulèvement des Liégeois. — Ruine de Dinant. — La seigneurie de Malines devient un fief de la maison de Bourgogne. — Mort de Philippe. — Opinion de divers historiens sur son caractère, ses actes, sa politique et sa vie.

Philippe-le-Hardi, troisième fils du roi Jean, fils et successeur de Philippe de Valois, obtint de la ten-

(1) Nous avons reculé de quarante sept ans le millésime pris pour point de départ de son *Précis* par M. Michelet, non parce que notre opinion est différente de celle du savant professeur

dresse très-impolitique de son père, le duché de Bourgogne, (1363) vacant par la mort de Philippe de Rouvre, dernier rejeton de la première maison de Bourgogne. Le dauphin Charles, depuis Charles VI, eut la générosité de ne point s'opposer à l'agrandissement de son frère Philippe-le-Hardi, qui épousa Marguerite de Flandre, veuve de son prédécesseur, possédant du chef de sa mère la Franche-Comté, et qui recueillit dans la suite tout l'héritage de son père, Louis de Malines, comte de Flandre, d'Artois, de Malines et d'Anvers. Philippe devint la tige de cette seconde maison de Bourgogne qui fut pendant quatre-vingts ans, la rivale de la maison royale de France et dont la chute occasionna des guerres si longues et si violentes. (1)

La souveraineté absolue du Brabant passa dans la maison de Bourgogne après la mort de Marguerite arrivée le 16 mars 1405, à Arras, et celle de Jeanne, le 1<sup>er</sup> décembre 1406, à Bruxelles. Le Brabant avait été gouverné comme duché pendant trois cents ans à dater de 1106 (2).

Le prince Antoine, second fils de Marguerite, fit

sur la ligne de démarcation qui sépare l'époque moderne du moyen âge; mais parce que M. Michelet commençant son histoire avec le règne de Philippe-le-Bon sur les provinces de la Belgique, nous avons cru utile de donner l'historique rapide de cette maison si justement célèbre.

(1) Jean Muller, *Histoire Universelle*, t. III, ch. xxxvii, page 155, in-8°. Bruxelles, 1834. — Traduit par J. G. Hess.

(2) Dewez, *Histoire Générale de la Belgique*. tome IV, in-8°, Bruxelles, 1827.

son inauguration solennelle à Louvaip, le 18 décembre 1406, à Bruxelles, le 21 décembre, et à Anvers, le 2 janvier 1407. Antoine fut massacré par ordre du roi d'Angleterre, Henri V, avec les prisonniers faits à la bataille d'Azincourt (lundi 21 octobre 1415).

Jean, fils aîné du duc Antoine, sous le nom de Jean IV, avait treize ans quand son père mourut. Il fut inauguré à Louvain, le 14 janvier 1416, et successivement dans les autres villes. Le duc Jean mourut le 17 avril 1427 d'une attaque d'apoplexie, à l'âge de 24 ans. Il fut le fondateur de l'université de Louvain où, selon M. Dewez, les premiers cours furent donnés le 1<sup>er</sup> septembre 1426. Jean, comme le duc Antoine, son père, fut enterré à Tervueren.

Philippe, comte de S<sup>t</sup>-Pol, succéda à son frère Jean IV, mort sans enfans. Il se fit inaugurer dans une assemblée générale des états, tenue à Vilvorde, le 23 mai 1427. Il étendit les immunités accordées aux Brabançons et nationalisa le *juratum concilium*, *gezworen raed*, dont l'origine remonte à Jeanne et Venceslas. Le comte de S<sup>t</sup>-Pol régna trois ans. Il mourut à Louvain le 4 avril 1430, au moment où il préparait son mariage avec Yolende, fille de Ferdinand roi d'Aragon et de Sicile.

Philippe-le-Bon, du consentement des états assemblés à cet effet, succéda au comte de S<sup>t</sup> Pol dans le duché de Brabant. Cette partie de l'histoire offre quelques points obscurs qui ont besoin d'être éclaircis. Il importe de montrer par quels moyens et à l'aide de quelles intrigues, Philippe-le-Bon, prince

« Qu'elle ne pourra se remarier que du consentement du duc et des seigneurs de la Hollande et du Hainaut. »

Ainsi le rusé duc prévient des obstacles qu'on pourra lui susciter plus tard. Mais un plus grand rôle est réservé à son adresse. Le comte de S'-Pol meurt et une rivalité s'établit entre Philippe de Bourgogne et les comtes de Mons, tous ayant pour aïeul commun Philippe-le-Hardi. La querelle portait tout entière sur la succession du Brabant. Les états placés sous la haute influence du duc tranchèrent la difficulté à son profit, en dépit des efforts de Marguerite. Le Brabant et le Limbourg passent ainsi sous la domination de Philippe-le-Bon, dont les idées d'envahissement sont loin d'être assouvies. Liège commence à prendre ombrage. Plus tard elle paiera cher ses fautes.

Philippe, fils de Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne, et de Marguerite de Bavière, sœur de Guillaume, père de Jacqueline, né à Dijon le 29 juin 1395, fait son inauguration solennelle à Louvain en qualité de duc de Brabant, le 5 octobre 1430. Il prend le titre de *Lothier*. Le duché de Bourgogne, la Flandre, le comté de Namur et le Brabant lui appartenaient déjà, il y joignit bientôt le Hainaut, la Hollande, la Zélande et la Frise dont le concordat de Delft lui assurait la succession au cas où Jacqueline mourait sans enfans. — On a vu que Jacqueline veuve à seize ans du dauphin de France Jean, épousa Jean IV, duc de Brabant, puis le duc de Glo-

cester, frère du roi d'Angleterre. La comtesse, afin sans doute que rien ne manquât à sa vie aventureuse, et à la bizarrerie de sa destinée, se maria une dernière fois avec un Françon de Borselle, homme sinon obscur, au moins beaucoup au-dessous d'elle. L'article 3, du concordat de Delft, stipulait positivement qu'elle ne pourrait contracter de nouveaux nœuds sans la permission de Philippe, le duc ne tarda point à être instruit de cette union clandestine. Il se rendit à la Haye, sous prétexte d'arranger des affaires particulières, dissimula son mécontentement, fit bon accueil à Borselle qui se laissa prendre par une invitation à dîner que lui envoya Philippe. Vers la fin du repas, le duc le fit arrêter et conduire au château de Rupelmonde, faisant courir à dessein le bruit que Borselle aurait la tête tranchée. Jacqueline, saisie de crainte, traita avec le duc, lui fit cession pleine et entière de tous ses droits sur les comtés de Hainaut, de Hollande, de Zélande et la seigneurie de Frise, se bornant au titre de comtesse d'Ostrevant en Hainaut et de dame de Horn en Hollande (1).

Philippe de Bourgogne, comme on l'a dit plus haut, gouvernait depuis long-tems la Hollande et la Zélande, d'abord sous le titre de *Ruward* ou protecteur, ensuite en qualité d'héritier présomptif; lorsque la cession de Jacqueline l'en rendit maître absolu. Ainsi ces pays passèrent de la maison de Bavière, qui y régnait depuis près d'un siècle, dans celle de Bour-

(1) M. Dewez, *Histoire Générale de la Belgique*, tome 4, page 200, 210.



Anglais formèrent des prétentions tellement intolérables que Philippe refusa hautement d'y accéder. Le cardinal de Sainte-Croix le menaça de l'excommunication. Ce coup imprévu étonna le duc qui s'excusa sur le serment qu'il avait fait de n'écouter aucune proposition que de concert avec ses alliés de la grande Bretagne. Le légat lui montrant alors les pouvoirs qu'il avait reçus du pape et du concile, offrit de le relever de son engagement (1). Cet expédient fit cesser tous les obstacles, le Saint-Père, malgré la promesse qu'il avait faite au roi d'Angleterre de ne délier jamais le duc de Bourgogne des obligations qu'il avait contractées, confirma l'absolution du légat (2).

La question restait ainsi à vider entre le roi de France et le duc. Charles lui envoya une députation à la tête de laquelle était l'archevêque de Rheims, pour lui faire en son nom une espèce d'amende honorable, au sujet de l'assassinat du duc Jean. Ces députés vinrent trouver le duc à l'abbaye de Saint-Vast d'Arras; ils se jetèrent à ses pieds et le supplièrent humblement de pardonner à leur maître la mort du duc Jean, assurant qu'il avait toujours eu ce crime en horreur et qu'il l'avait assez expié par son repentir. Le duc satisfait répondit qu'il était disposé à conclure la paix (3).

(1) Monstrelet vol. II, page 119.

(2) Rymer, *Acta publica Anglorum*, tome V, partie I, page 21 et 23

(3) M. Dewez, *Histoire générale de la Belgique*, t. IV, page 211.

Elle fut faite aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Que le roi de France affirmerait par son ambassadeur et par écrit, qu'il n'avait en aucune part à l'assassinat du duc de Bourgogne et qu'il le regardait comme le forfait le plus noir, produit par la plus infâme des trahisons.

2<sup>o</sup> Qu'il s'engageait à fonder pour réparation une messe qui serait dite à perpétuité chaque jour de la semaine dans la chapelle de Montereau, pour ceux qui avaient été tués à cette occasion (1).

3<sup>o</sup> Qu'il ferait pareillement célébrer tous les jours un service pour le repos de l'âme du duc, dans l'église des Chartreux de Dijon, où son corps était inhumé.

4<sup>o</sup> Le roi donnait à Philippe les villes de Mâcon, Auxerre, Saint-Gangon, Bar-sur-Seine, Luxeux, Roye, Péronne, Montdidier, Corbie, Ponthieu, Dourlans, Saint-Riquiers, Crévecœur, Arlux et Mortagne, pour en jouir par forme d'engagement, jusqu'au remboursement des quatre cent mille couronnes qu'il déclarait lui être légitimement dues par la France.

5<sup>o</sup> Il lui cède en outre la propriété des comtés de Boulogne et de Guisnes.

6<sup>o</sup> Il décharge enfin ses seigneuries et domaines de tout service, hommage, redevances dont ils peuvent être tenus envers la couronne (2).

(1) Entr'autres Archambault de Foix.

(2) Ce traité stipulait en outre, que dans le cas où les Anglais feraient la guerre au duc, le roi devrait l'assister et ne faire avec ses ennemis aucun traité sans son consentement. Pour cimen

Cet acte si ignominieux pour la France, fut signé le 22 septembre 1435. On le nomma la *Sainte Paix*. Il fut notifié aux Anglais peu de jours après; ceux-ci répondirent par des lettres qui qualifiaient Philippe de traître et de rebelle (1).

Nous n'avons insisté sur les faits qui précèdent, qu'en raison des conséquences graves qu'ils eurent pour le pays. Ce fut en effet cette rupture de l'alliance avec les Anglais et cette paix avec la France, qui motivèrent les troubles civils qui divisèrent pendant si long-tems les différens états soumis au duc de Bourgogne. Les querelles, les sièges, les guerres, entre Gand, Bruges, Dinant, l'Ecluse et autres villes n'ont point eu d'autres causes. Il était indispensable de faire connaître le principe de tous ces démêlés, de toutes ces rixes sanglantes, pour n'avoir point ensuite à trop approfondir des détails qui n'ont qu'un intérêt de localité et qui n'appartiennent qu'en second ou troisième ordre au domaine de l'histoire moderne.

Le traité d'Arras accordait à Philippe les comtés de

ter cette paix, on arrêta que Charles, comte de Chaolois, fils de Philippe, épouserait Catherine, fille du roi Charles. — M. Dewez se borne à analyser sommairement ce traité, qui nous semble avoir assez d'importance pour être reproduit tout entier dans une histoire de l'étendue de la sienne. M. Dewez dit dans une note que le traité est publié complètement dans les *Mémoires* d'Olivier de la Marche, liv. 1, ch. 3, pag. 125 et suivantes. Monstrelet le donne aussi, vol. II, page 112. Nous avons extrait les articles ci-dessus de *L'Histoire des provinces unies* par Dujardin et Sellier, tome IV, liv. IX, pages 12 et 13.

(1) *Acta publica Anglorum*, tome V, part. 1, page 34.

Boulogne et de Guisnes. La garnison de Calais s'étant refusée à la prise de possession, ce fut pour le duc un excellent prétexte de déclarer à la grande Bretagne la guerre en son nom (1). Au mois de Juin 1436, il vint attaquer par terre et par mer la ville de Calais. Son infanterie se composait de Flamands; la Hollande devait lui fournir des navires et des matelots. La seule ville de Gand, dit Meyer, leva neuf mille hommes. Monstrelet, historien digne de foi, dit seize mille. Mais tous ces hommes rappelaient encore les guerriers des croisades. *Vulgus tyrones erant, quorum plurimi nunquam bellum viderant, nunquam arma induerant, nec ullius imperio ductoris obsequi didicerant; opifices, rei militaris prorsus ignari, crapulæ et ebrietati dediti* (2). L'évêque Jean de Harcourt avait été un de ceux qui avaient le plus enflammé le duc pour cette malheureuse expédition, et le même Meyer, que nous venons de citer, s'écrie qu'en fait de science militaire, les prêtres ressemblent à des ânes en compagnie de singes : *velut asini habentur inter simios*. La flotte Hollandaise qui devait accompagner l'armée n'arriva que le 25 juillet: elle était commandée par l'amiral Jean de Hornes. Certains événemens la firent soupçonner d'impéritie ou plutôt de lâcheté. L'armée du duc se lassa d'un siège dont elle ne prévoyait ni les conséquences ni l'issue (3). Plusieurs versions existent sur sa retraite.

(1) 11 mémoire de Rose, pages 102, 104, 106 et 117.

(2) Meyer.

(3) Oudegherst, ch. 193.

Les uns disent que les Gantois ayant pris le parti d'abandonner le siège, avaient déjà brisé leurs tentes et rassemblé leur bagage, mais que le duc et ses officiers les avaient tellement conjurés, suppliés, que peut-être ils se seraient laissés ébranler, si leur grand doyen, Jacques de Zaghère, maçon, qui ne pouvait oublier la perte de ses concitoyens tués dans la dernière sortie faite par les Anglais, n'eut détruit par son influence et ses discours tout l'effet qu'avaient pu produire les instances du duc. Les Gantois levèrent le camp et les Flamands suivirent leur exemple. Jacques de Zaghère paya plus tard de sa tête, sa lâcheté devant Calais (1).

Les autres affirment que Calais étant investi et la brèche étant faite, les Flamands demandèrent l'assaut, mais que Philippe averti que la flotte anglaise paraissait sur la côte, et craignant une descente pendant l'action, voulut différer l'attaque. Les Flamands regardèrent ce délai comme une insulte, quittèrent leur poste et se retirèrent sans qu'il fut possible de les arrêter. Leur départ força le duc à lever le siège, avec d'autant plus de raison, que les marées ayant emporté les bâtimens que ceux de Zélande avaient fait couler à fond pour bloquer le port, les Anglais venaient de jeter un convoi dans la place. La retraite du duc se fit avec tant de précipitation, que, selon la *Grande Chronique*, (Liv : XXIX, Ch. V) les Hol-

(1) M. Dewez, *Histoire générale de la Belgique*, tome IV, pages 216 et suivantes. D'après Monstrelet et Meyer.



landais abandonnèrent deux couleuvrines d'une longueur extraordinaire (1).

Les suites de ce siège furent désastreuses par les guerres civiles qu'elles fomentèrent dans l'intérieur du pays. Gand et Bruges avaient donné devant Calais l'exemple de l'insubordination et de la retraite. Cet affront était toujours présent au souvenir du duc, il n'attendait qu'une occasion favorable pour s'en venger. Les Gantois sentant eux-mêmes la faute qu'ils avaient commise se la rejetaient les uns aux autres; Philippe voulut user de modération et offrit de tout oublier. Gand alors, engagea Bruges à joindre ses excuses aux siennes pour obtenir le pardon; mais Bruges refusa toute démarche avant d'avoir eu satisfaction de Roland d'Uutkerke gouverneur de l'Ecluse qui l'avait insultée, et de la ville elle-même qui n'avait pas voulu reconnaître sa suprématie et obéir à ses ordres, lors de la levée de troupes pour l'expédition de Calais. Gand, Bruges et l'Ecluse ne purent s'entendre. Bruges prit les armes, le duc déchira ses privilèges. Bruges se soumit, obtint sa grâce, mais bientôt après recommença ses hostilités contre l'Ecluse. Les Anglais ayant à leur tête les ducs d'York et de Gloucester, profitent de ces troubles pour envahir les Flandres qu'ils dévastent. Ils sont assaillis et se retirent, continuellement harcelés jusqu'à Ostende où ils s'embarquent.

(1) Dujardin et Sellier, *Histoire Gén. des provinces unies*, tome IV, livre IX, page 14. D'après Monstrelet et Boxhorn.

L'amiral Jean de Hornes est mis à mort pour sa conduite devant Calais. Gand de son côté était tous les jours sous les armes. Dans une émeute populaire, Jacques de Zaghère, le doyen des métiers, est tué (1).

Bruges persistait toujours dans sa haine invétérée contre la ville de l'Ecluse et ses habitans ; après avoir insulté la duchesse de Bourgogne, elle avait rendu, de concert avec Gand, un arrêt de bannissement contre plusieurs de ses plus notables citoyens, Roland Untkerke et autres. Philippe cassa cet arrêt. Le 15 Décembre 1436 il se rendit à Bruges, annonçant qu'il ne lui accordera de nouveau grâce qu'à la condition que le Franc sera définitivement séparé de sa juridiction. Et comme Bruges ne se décidait pas, le duc porta le 11 Février 1437 un décret par lequel, contre ses réclamations il déclara que le Franc de Bruges formerait à l'avenir le quatrième *membre* de Flandre (2). Ce décret fut

(1) M. Dewez après avoir indiqué, sur l'autorité du chroniqueur Oudegherst, Jacques de Zaghère comme l'auteur de la défection des Gantois devant Calais, dit ensuite que dans l'émeute dont nous parlons, ce fut le doyen des métiers, nommé Guiselmrecht Pateete ou Pateyt, qui fut massacré pour le fait de la retraite. Nous croyons que M. Dewez aurait pu adopter l'une ou l'autre version. Ces contrastes jettent le doute dans l'esprit du lecteur ; et ce que M. Dewez ajoute, que Meyer fait de Jacques de Zaghère et de Guiselmrecht Pateete deux personnages différens ayant trempé dans le même complot, ne concilie en rien son apparente contradiction. Nous avons suivi l'opinion d'Oudegherst.

(2) Avant l'an 1678, les états de Flandre étaient représentés par

pour Bruges un nouveau sujet de guerre. Les hostilités reprirent avec plus de force encore qu'auparavant. Le 22 mai, le duc fit une seconde entrée à Bruges par la porte de la Boverie, il faillit être massacré par la populace; mais de pareils excès devaient avoir un terme. Jacques Ouradène, appelé par Philippe au commandement suprême de Bruges et des forces qui y étaient concentrées, finit par apaiser moitié par force, moitié par douceur la fermentation générale. Il obtint le rappel de Roland d'Uutkerke, Colard de Clyte, Gilles Van de Voistines, et l'élargissement des anciens magistrats, nommés par le peuple *mangeurs de foie*. Des exécutions eurent lieu, et enfin, après avoir apaisé par cet espèce de sacrifice le courroux du duc, des députés Brugeois se rendirent à Arras, pour se soumettre en tous points à *la miséricorde, ordonnance et volonté du duc*. Un traité fut signé à Arras, le 17 février 1438 (1); traité infamant, onéreux, qui remet-

les députés du clergé et par ceux des villes de Gand, Bruges, Ypres et du Franc de Bruges. Ces quatre administrations étaient nommées *les quatre membres* et l'assemblée qui représentait les états, était qualifiée de députés des ecclésiastiques et *membres de Flandre*. (Note de M. Dewez. *Hist. Gén.* tome IV, page 231).

(1) M. Dewez est incertain sur le date et l'année précise de ce traité. (Voir *Hist. Gén.* tome IV, page 247.) Le doute ne nous paraît permis que pour la date; Meyer la fixe au 17 février, Oudegherst au 4 mars; mais quant à l'année, il est impossible que ce soit en 1437, puisque c'est cette même année 1437 et le 11 février, que Philippe portait son décret concernant le Franc de Bruges, constitué comme quatrième membre

tait Bruges tout entière à la merci du duc. On y régla entr'autres conditions, que la porte de la Boverie, par laquelle était entré Philippe le 22 mai, serait convertie en chapelle où l'on réciterait tous les jours des prières.

Ainsi se terminèrent ces fatales dissensions civiles, qui faillirent ruiner le commerce de Gand et qui, après elles, laissèrent dans Bruges une peste qui acheva d'éclaircir ce peuple, décimé déjà par toutes les horreurs de la guerre. Cet état de choses dura depuis l'année 1436 jusqu'en mai 1438. Bruges y perdit beaucoup et Gand n'y gagna rien.

Le caractère du duc de Bourgogne se dessine dans cette première partie de son règne et quand on le cite comme chef et clé de voute de la féodalité, ce n'est point à tort. Son idée fixe est de tout ramener à lui, d'être le moteur unique des événemens qui s'accomplissent autour de sa personne; en un mot, de s'étendre et de grandir incessamment.

Les guerres ont à peine cessé dans l'intérieur des états qu'il gouverne, qu'au dehors des révolutions se préparent. Il sait habilement intervenir dans les troubles pour la succession du duché de Luxembourg. Elisabeth, veuve d'Antoine duc de Brabant, vient lui demander secours et conseils.

Venceslas avait hérité du duché de Luxembourg, du chef de son père l'empereur Charles IV, et l'avait

de Flandre. Il n'y a donc incertitude que sur la date. Nous avons adopté le chiffre de Meyer.

donné, du consentement de son fils Sigismond, à cette princesse, fille de Valeran III. dernier duc, en la mariant avec Antoine, duc de Brabant. Ce duché formait la dot d'Elisabeth, mais seulement à titre d'engagère, pour cent vingt mille florins du Rhin. Elisabeth ayant épousé en secondes noces, Jean de Bavière, évêque de Liège et oncle de Jacqueline, l'empereur Sigismond confirma la cession du Luxembourg et du comté de Chiny : cette cession provoquera une rupture sous Charles le Téméraire.

Cependant, après la mort de Philippe, second fils d'Antoine, héritier de Jean, duc de Brabant, Guillaume de Brunswick ayant gagné les bourgeois de Luxembourg, avait mis garnison allemande dans la capitale et dans Thionville. Elisabeth n'ayant plus que quelques châteaux, courut à Dijon implorer le secours du duc de Bourgogne, qu'elle obtint facilement, en lui représentant qu'aux termes de son contrat de mariage, elle n'était qu'usufruitière et que la propriété de ses domaines le regardait au défaut de ses deux cousins. Philippe chargea sur le champ Simon de Lallain, dont il avait eu l'occasion d'éprouver le zèle dans les affaires de Gand, de Bruges et de l'Ecluse, de mener quatre cents chevaux au secours des seigneurs de Vernambourg, d'Henri de la Tour et de Philippe de Savigny qui appartenaient à la cause de la duchesse. Il les suivit lui-même à la tête de dix-huit mille hommes, accompagné des seigneurs de Beaufremont, de Vaudré, etc., et de Corneille son bâtard. Bientôt, il se rend maître d'Arlon et de Montmédy, et met



le siège devant Luxembourg. Gelikom de Clicy qui commandait pour le duc de Brunswick voulait effrayer Philippe ; il n'y réussit pas. Le bâtard, sans attendre les ordres de son père, escalada pendant la nuit les murs de la ville. Le gouverneur se sauva des premiers par une poterne, et prit la route de Thionville. Le duc l'y suivit, l'obligea de se rendre, et Guillaume étant mort sur ces entrefaites, son héritier s'accommoda pour deux cent cinquante mille écus qui lui furent payés. En 1443, Elisabeth ennuyée de gouverner des sujets toujours mécontents, céda au duc de Bourgogne la jouissance qui lui appartenait, moyennant une pension de dix mille florins pendant sa vie (1). Philippe donna le gouvernement du Luxembourg à son bâtard, pour le récompenser de sa valeur pendant cette expédition (2).

Le Luxembourg échut définitivement à Philippe,

(1) Dojardin et Sellier. *Hist. Gén. des prov. unies*, tome IV, livre IX, page 24. M. Dewez diffère sur ce point avec les historiens que nous citons. Il dit qu'Elisabeth, duchesse de Gorlitz, se réserva seulement une pension annuelle de *six mille florins*. Nous avons préféré la version des auteurs de *L'Hist. gén. des prov. unies*, parce qu'il nous semble que ce n'était pas trop d'une pension de 10,000 florins, pour une princesse du rang de la duchesse de Gorlitz, surtout ; quand on réfléchit qu'elle était à la charge d'un prince aussi fastueux, aussi magnifique que Du Clercq et les chroniqueurs de l'époque nous représentent le duc de Bourgogne.

(2) *Petite chronique de Hollande*, t. I, liv. IV, pag. 401. Louis Gollus. *hist. de la rép. Séquan. et de la Franche-Comté*. livre X, page 784.

par la médiation de l'archevêque de Trêves. Un traité fut signé dans cette ville le 19 décembre 1443; le duc de Sam y donna sa sanction trois mois après.

À dire des historiens du temps, Meyer, Oudegherst et autres, l'issue malheureuse du siège de Calais vint encore ranimer la guerre civile au cœur du pays. Philippe pour se venger de l'affront que lui avaient fait les Gantois devant cette ville, voulut lever à son profit et à celui de ses successeurs, un impôt onéreux sur le sel. Gand indigné d'une semblable exaction, se révolta vers la fin de l'année 1449. Le duc lève aussitôt des troupes dans toute l'étendue de ses états pour marcher contr'eux. Les Gantois s'emparent du château de Gavre, et assiègent Audenaerde. La lutte s'engage alors, plus violente que jamais, entre les Bourguignons et les Flamands. Philippe désirait à toute force chasser les Gantois du pays de Vaes qu'ils infestaient. Il livre la bataille de Rupelmonde et obtient la victoire; mais Corneille son bâtard, que l'on a vu prendre une part si honorable à l'expédition du Luxembourg, est tué dans le combat. Gand implore l'intervention du roi de France Charles VII; elle est inutile. Les hostilités se terminent par la bataille de Gavre livrée le 23 juillet 1453, où les Bourguignons eurent le dessus et où les Gantois perdirent quinze à seize mille hommes environ (1). Le

(1) Nous ferons remarquer ici une contradiction de M. Dewez. Il dit qu'après le siège du château de Pouques, Philippe parut devant Gavre le 6 juillet 1453, et il observe que Du Clercq indique au lieu de cette date celle du 26 juillet; puis, quelque

comte de Charolais fut blessé dans cette affaire. Pendant les derniers jours de juillet, la ville de Gand représentée par ce qu'elle avait de plus grand et de plus honorable, vint faire amende très-humble, les pieds nus et la tête basse devant le duc de Bourgogne qui lui accorda son pardon aux conditions les plus humiliantes (1).

pages plus loin, il adopte la version de Du Clercq concernant la bataille de Gavre, qu'il affirme avoir été livrée le 23. Ce contre sens ne peut appartenir à Du Clercq et il est positif que c'est dans la première et non dans la seconde date qu'il y a erreur. Une faute de copiste, (car le manuscrit autographe de Du Clercq n'existe pas à la bibliothèque de Bruxelles, et il y a lieu de croire qu'il se trouve dans les archives d'Arras sa ville natale), ou l'inadvertance de l'imprimeur, (les *Mémoires de Du Clercq* ont été imprimés et accompagnés de notes par M. Lebroussart) auront sans aucun doute été cause de la contradiction qu'offre le récit de M. Dewez. Du Clercq, dans tous les cas, ne peut faire livrer la bataille de Gavre avant l'arrivée du duc devant ce village. Nous affirmons au reste, qu'en ce qui nous concerne, nous ajoutons la plus grande foi aux mémoires de ce chroniqueur qui, en sa qualité de contemporain, d'ami de Philippe et de témoin oculaire de la plupart des faits qu'il rapporte, est plus que tout autre à même de donner des notions exactes sur son temps et les choses qui se passèrent à la cour de Bourgogne.

(1) Voir pour plus amples détails sur ces guerres entre les Bourguignons et les Flamands de 1450 à 1453, les *Mémoires de Du Clercq*, Olivier de la Marche, Monstrelet, Meyer et autres historiens qui ne s'accordent le plus souvent pas sur les dates, les batailles, les traités, etc. En ne prenant que les sommités de ces révoltes des grandes villes contre le duc, pour lier ensemble les causes et leurs résultats, nous nous sommes dispensés d'entrer dans des détails qui eussent détourné l'esprit de nos lecteurs du but où nous tendons, qui est de don-

Philippe retiré à Lille était à peine reposé des guerres contre ses villes de Flandre, que déjà de nouveaux événemens se préparaient autour de lui. Après la révolte de Bruges, il avait été conquérir le Luxembourg, et Gand saignait encore de toutes ses plaies, quand le pape Nicolas V donna à Philippe l'idée d'une croisade contre les Turcs qui venaient de prendre Constantinople. Plus que tout autre, par sa position et son caractère, le duc était accessible à ces rêves de chevalerie; plus que tout autre, il se plaisait à cette vie aventureuse et nomade, qu'il retrouvait dans ses expéditions journalières et qu'il enviait peut-être aux soldats de Pierre l'Ermite. — D'ailleurs les villes de Flandre faisant un grand commerce avec les Grecs, la conquête de l'Empire d'Orient par les Turcs portait un coup funeste aux fabriques des Pays-Bas. Philippe fit ses préparatifs (1), et députa un gentilhomme à la cour du roi Charles, pour obtenir du monarque la permission de lever un contingent et un subside dans ses possessions de France. Sa demande lui ayant été accordée, il vint à Lille au commencement de février 1454 (2); de là, il se rendit à Arras le 24 du

ner un aperçu rapide des événemens qui se sont passés dans ce pays durant les trois derniers siècles.

(1) Voir dans les *Mémoires* de Du Clercq, Olivier De la Marche et M. de Barante, *Histoire des Ducs de Bourgogne*, 9<sup>e</sup> liv. la description des fêtes et réjouissances qui eurent lieu à cette occasion à Lille.

(2) Du Clercq, liv. 3, ch. 17.

même mois, et ensuite dans toutes les principales villes du Hainaut. Des années se passèrent en conférences, conciles et belles paroles.

Enfin, en 1461, Bruxelles présenta un aspect tout-à-fait nouveau. Des ambassadeurs de toutes les villes de la Grèce, des envoyés de toutes les contrées de l'Asie furent présentés au duc pour le confirmer dans ses bonnes dispositions contre les infidèles. Le duc avait fait le vœu renouvelé plusieurs fois de se mettre en marche pour la Turquie avant la saint Jean 1465. Comme les retards semblaient se multiplier, le pape Pie II lui enjoignit de partir avant le 1<sup>er</sup> mars 1465. Le Saint Père à cet effet, s'était rendu à Ancône pour présider au départ de l'armée; il y mourut le 14 août 1464. Le duc fut alors indécis de savoir si cette mort ne le déliait pas de ses sermens. La mésintelligence qui éclata entre le pape, successeur de Pie II, et les Vénitiens, au sujet des préparatifs de la croisade sur lesquels ils ne purent s'entendre, fit évanouir tous ces grands projets, et l'armée bourguignonne retourna dans ses foyers (1).

Les relations du duc de Bourgogne avec la France, à peu près interrompues avant la paix d'Arras, vont s'établir d'une manière beaucoup plus directe. Philippe, qui avait su avec tant d'adresse élever sa puissance au détriment de celle de Charles VII, va travailler à sa propre ruine en accueillant, aidant et entourant de son amitié le

(1) Voir Meyer, la Marche, Harcœus.



dauphin de France Louis qui, après avoir quitté la cour de son père en 1446, s'était marié sans son consentement avec la fille du duc de Savoie.

Ce fut dans le courant de septembre 1456 que le dauphin arriva à Bruxelles. Il y fut reçu magnifiquement (1). Philippe lui assigna pour résidence le château de Genappe. Pendant le séjour qu'il y fit, il fut parrain de la fille du comte de Charolais, dernier rejeton de la maison de Bourgogne, sous le nom de Marie, tandis que, la noble maison de Croy prenait un accroissement rapide et, sans y songer peut-être, se préparait au rôle que la France devait lui faire jouer plus tard. Sur ces entrefaites, Charles VII mourut le 22 juillet 1461 (2).

(1) *Cerémonial de la Cour de Bourgogne*, par Aliénor de Poitiers, ch. 3.

(2) Ici, nous devons rétablir dans leur intégrité des événemens que le savant professeur M. Michelet paraît avoir sinon méconnus, au moins reproduits avec un peu d'obscurité. On lit au § 1 du chap. II du *Précis*, la phrase suivante : — « Tout changea de face, lorsque Charles VII succomba aux inquiétudes que lui donnait son fils *retiré en Bourgogne*. » — Louis XI n'était pas en Bourgogne lors de la mort de son père ; il était au château de Genappe dans le Brabant. Nous emprunterons un passage aux *Mémoires* de Du Clercq.

Il dit :

« L'an de grâce 1461, le 22<sup>e</sup> jour de juillet, au chasteau de Menu (Meun sur Yèvre) à quatre lieues de Bourges, en Berry, Charles, Roy de France, 7<sup>e</sup> du nom, cloit son dernier jour, à l'âge de 58 ans. Il avait régné 34 ans.—Et prestement que le dit Roy Charles fut mort, Charles d'Anjou, comte du Mayne, oncle de monsieur Louis, aîné fils dudit Roy Charles, envoyat signifier la

Philippe conduisit le dauphin à Rheims (1) où il fut sacré, et le ramena dans la capitale. L'émulation

« mort dudit Roy Charles à monsieur Louis, lequel, comme  
 « chy dessus est dit, se tenait à Genappe en Brabant et vindrent  
 « trois messagers vers ledit monsieur Louis qui recrandirent  
 « (tuèrent) trois chevaux. Et sceut la mort de son père, le  
 « 22<sup>e</sup> jour dudit mois de juillet. Tanstôt que monsieur Louis  
 « sceut que son dit père était mort, s'y envoya hastivement dire  
 « ces nouvelles à Philippe duc de Bourgogne, lequel duc estoit  
 « lors en sa ville de Hesdin en Artois. » — Sans aucun doute,  
 il y a encore ici une faute de copiste pour la date du jour, où  
 Louis XI apprit la mort de son père. Il est impossible, en admet-  
 tant même le dire de Du Clercq, que les messagers porteurs de  
 cette nouvelle aient crevé trois chevaux, que l'intervalle qui sé-  
 pare le château de Genappe de Meun, ait pu être franchi en une  
 journée. La date évidemment a été faussée en cet endroit,  
 comme on l'a remarqué plus haut pour la bataille de Gavre.

On trouve dans la Biographie Historique de Moreri :

« Envoyé par le roi son père en 1446 dans la Guienne,  
 « Louis se saisit du comte d'Armagnac et de sa femme. Peu  
 « après, il se retira en Dauphiné où il pilla le peuple et le  
 « clergé, prit les armes contre son père, et se ligua même  
 « avec les mécontents contre les ennemis de l'état. L'appréhen-  
 « sion qu'il eut d'être enveloppé par les troupes que le roi  
 « avait mandées pour l'arrêter, l'obligea de sortir du Dau-  
 « phiné d'où il passa dans la Franche-Comté; puis, l'an 1456,  
 « dans le Brabant où le duc de Bourgogne le traita comme le  
 « fils de son souverain. Ce fut là qu'il apprit la mort de son  
 « père. » (*Louis XI*, in fol, édit. de Hollande, 1740, p. 245.)

C'est donc en Brabant et non en Bourgogne que Louis se trouvait en 1461. M. Michelet peut-être, par la phrase citée plus haut, aura voulu dire que le dauphin se trouvait dans les Etats du duc de Bourgogne à la mort de son père; son laconisme pouvant être mal interprété, nous avons écrit cette note.

(1) Monstrelet, vol. III, pag. 87.

des Français et des Bourguignons fut un surcroît de magnificence dans la cérémonie. Le duc prêta hommage pour la Bourgogne, la Flandre et l'Artois : il est à remarquer que Philippe se trouvant en guerre avec Charles VII, lors de son avènement à la couronne, n'avait pas rempli cette formalité. Après le sacre de Louis, il s'engagea à le servir de sa personne et de ses biens sans distinction des fiefs pour lesquels il n'y était pas obligé (1). Louis XI lui en témoigna sa reconnaissance par le don qu'il fit au comte de Charolais du gouvernement de la Normandie, avec trente mille livres de pension (2). Mais à côté de toutes ces feintes, le roi de France n'oubliait pas son intérêt propre. L'influence de la maison de Croy à laquelle il avait puissamment contribué pendant son séjour dans le Brabant, lui sembla utile à la réussite de ses vues. Il profita de la haine que le comte de Charolais portait au comte de Croy, pour l'attirer dans sa cause ; grâce aux intrigues de ce dernier, il obtint du duc ce qu'il désirait le plus vivement : la restitution des villes de la Picardie engagée par le traité d'Arras pour une somme de quatre cent mille couronnes. Le comte de Charolais indigné de cette restitution faite par son père sans son consentement, entre dans la ligue du *Bien Public* (fin de décembre 1464). Le dernier résultat de cette ligue semée

(1) Manuscrit du cabinet de M. Rousseau, cité par le P. Daniel, tom. iv, pag. 577. *Preuves des Mémoires de Commynes*, tom. iv, pag. 163.

(2) Duclos, *Hist. de Louis XI*, liv. 1, pag. 127.

d'intrigues, de projets ambitieux et de trahisons, fut la bataille de Mont-Lhéry, livrée le 16 juillet 1465, et où les Bourguignons éprouvèrent les pertes les plus considérables (1). On signa à Conflans, le 5 octobre de la même année, le traité de paix nommé du *Bien Public*. Les villes cédées par le traité d'Arras et rendues par le duc Philippe furent données au comte de Charolais pour en jouir durant sa vie, à la condition qu'elles seraient restituables après sa mort ou celle de son plus proche héritier, pour la somme de deux cent mille écus d'or. Roye, Péronne et Montdidier lui furent abandonnées en propriété entière (2).

Quoiqu'il en soit, Charles après avoir fini avec l'ennemi extérieur, avait des comptes à régler avec les séditeux du dedans. Louis XI pour faire diversion à la ligue du *Bien Public* dont le comte de Charolais était le principal moteur, avait intrigué auprès des Liégeois, pour les décider à la révolte contre leur maître (3). Le bruit courut même, dit Du

(1) *Chronique Scandaleuse*, pag. 34.

(2) Ce premier traité fut conclu à Conflans entre le comte et le roi; un second fut signé à Saint-Maur le 29 octobre de la même année, réglant les intérêts et les indemnités à accorder aux divers chefs, seigneurs ou comtes qui avaient pris part à la ligue du *Bien Public*. Louis XI qui n'avait pas grande envie de tenir ses promesses, fit à peu près toutes les concessions qu'on réclama de lui, quitte à n'en tenir plus tard aucun compte.

(3) Voir du Mont Corps. Diplom. tom. III, Part. I<sup>e</sup>, pag. 328.

Clercq, que le fils du duc avait été tué à la bataille de Mont-Lhéry. Dinant, ville liégeoise, aveuglée par la haine qu'elle portait au comte, multiplia ses insultes. A son retour de France, Charles, ne respirant plus que haine, mena ses soldats contre les villes rebelles. Liège fut assez sage pour ne pas trop exaspérer son maître, mais Dinant ayant comblé la mesure de tous les crimes, Charles en fit le siège. Vainement alors, les habitans demandèrent la paix. La ville fut prise, saccagée et détruite par un incendie dont la cause est douteuse. « Fust brûlée » Dinant, dit La Marche, par telle façon qu'il sembloit qu'il y eust cent ans que la ville estoit en ruines. » Ces événemens se passèrent dans les derniers jours du mois d'août 1466. Dinant fut la quatrième ville dévastée par le fer et le feu depuis le commencement du règne de Philippe-le-Bon.

Quant aux Liégeois, leur révolte ne leur procura d'autre avantage qu'un traité honteux et elle donna au comte de Charolais un accroissement de pouvoir dont il profita pour se faire nommer, lui et ses successeurs, *Mambourg* du pays de Liège (1).

Deux années auparavant environ, la ville de Malines, dont une partie appartenant aux évêques de Liège était passée dans la maison de Bourgogne par le mariage de Marguerite, fille de Louis De Maele, avec Philippe-le-Hardi, premier duc de Bourgogne de la seconde race, fut réunie aux vastes domai-

(1) Consulter La Marche, Du Clercq, Commines, etc.



nes de Philippe-le-Bon, par acte fait et clos à Louvain le 6 mars 1464, portant qu'après la mort de Wesmael, arrivée le 26 septembre 1463, le duc de Bourgogne et de Brabant a fait prendre possession du pays de Malines, comme à lui appartenant. Maître de toute la seigneurie, Philippe la sépara de ses autres possessions, pour en faire une des dix-sept provinces (1).

Ce fut là le dernier acte qui signala son règne. Il voulait avant sa mort prévenir les troubles prêts à éclater dans la Gueldre et affermir la pacification des Pays-Bas. Son attente fut déçue. Attaqué en Juin 1467 d'une inflammation à la gorge, il rendit l'âme le 15 du même mois entre neuf et dix heures du soir, âgé de soixante-douze ans (2).

Philippe eut trois femmes. La première fut Michelle, fille de Charles VI, qui mourut sans enfans en 1422 ; la seconde, Yolande comtesse d'Eu, veuve du comte de Nevers, dont le lit ne fut pas plus fécond ; il épousa en troisièmes nocces Isabelle de Portugal qui lui donna Antoine et Josse morts au berceau, et Charles qui lui succéda. Ses maîtresses le dédommagerent amplement de la stérilité de ses épouses. Il eut dix garçons et neuf filles (3).

(1) Dewez, *Hist. Gén. de la Belgique*, tom. iv, pag. 400.

(2) Lettre de Charles, duc de Bourg. dans les *Additions aux Mémoires* de Philippe de Commines, tom. iv, pag. 184.

(3) Voyez la note, *Miræi Opera Diplomati.* tom. ii, pag.

Philippe créa l'ordre de la Toison d'or à Bruges, le 16 Janvier 1429, à l'occasion de son mariage avec Isabelle de Portugal. Les lettres d'érection furent données à Lille le 27 novembre 1431 (1).

Nous ne terminerons pas le règne de Philippe ,

1259 , 1260 , 1262 , 1263. — M. Dewez dit huit garçons et huit filles. Selon d'autres, il eût dix sept bâtards.

(1) *Ferreoli Locrii*, *Chron. Belg.* tome III, page 507 et suivantes. D'après cet historien, les lettres d'érection sont conçues en ces termes :

« Philippe, par la grâce de Dieu, duc de Bourgogne, de  
 » Lothier, de Brabant et du Limbourg, comte de Flandre,  
 » d'Artois, de Bourgogne et de Hollande, de Zélande et de  
 » Namur; Palatin de Hainaut, marquis du Saint-Empire, de  
 » Salins, de Malines et d'Anvers; seigneur de Frise, etc.  
 » savoir faisons à tous présens ou qui viendront, que désirant  
 » témoigner notre grand et parfait amour pour le noble et digne  
 » état de chevalerie, et prouver le désir ardent que nous avons  
 » d'accroître et d'augmenter le dit ordre, comme tendant à  
 » protéger et soutenir la religion catholique, notre mère la  
 » Sainte Eglise, et servant à procurer la tranquillité et pros-  
 » périté de la république chrétienne; Nous, pour la gloire et  
 » à la louange de notre créateur et rédempteur, pour la gloire  
 » de la très Sainte Vierge, notre glorieuse mère, et de Saint  
 » André apôtre et martyr, pour l'exaltation de la foi, pour  
 » l'exercice des vertus, pour l'avancement des bonnes mœurs;  
 » nous avons ce jourd'hui 10 janvier 1429, jour de la célébra-  
 » tion de notre mariage avec notre très chère et bien aimée  
 » femme Isabelle de Portugal, créé et ordonné l'ordre et la  
 » confraternité de chevalerie sous le titre de *Chevalerie de*  
 » *la Toison d'or*, dans la forme et constitution que publie-  
 » rons dans la suite : Voulons qu'il soit composé de trente che-  
 » valiers, nobles d'extraction et sans reprehension dans leurs  
 » mœurs; Nous nous en déclarons le chef, et après Nous, nos

sans emprunter aux divers historiens qui s'en sont occupés, l'opinion qu'ils ont émise.

On lit dans *l'Histoire Générale des Provinces-Unies* :

« Philippe avait l'ame élevée, l'esprit pénétrant ,  
 » le cœur compatissant et tendre. Il fut fier avec ses  
 » égaux, courageux avec ses ennemis, affable dans  
 » son domestique. Il se laissait gouverner quand on  
 » avait sa confiance : il était avide pour l'accroisse-  
 » ment de ses domaines, et se croyait tout permis  
 » pour y parvenir. Les historiens font l'éloge de sa  
 » prudence, de sa modération, de sa charité, et s'ac-  
 » cordent à lui donner le titre de *Bon* qu'il mérita  
 » plus par ses faiblesses que par ses vertus. Sa con-  
 » duite avec Jacqueline qu'il dépouilla de ses états ,  
 » après avoir long-temps fomenté les malheurs de  
 » son règne; les exactions dont ses peuples étaient  
 » accablés, et la rigueur avec laquelle il punit des  
 » fautes assez légères, contrastent avec ce beau titre.

» successeurs au duché de Bourgogne. Donné à Lille, ce 27  
 » novembre 1431. »

Philippe tint dix chapitres de cet ordre pendant son règne. Le premier à Bruges, dans l'église de Saint André; le second à Lille; le troisième à Dijon; le quatrième à Bruxelles en 1435; le cinquième à Lille en 1456; le sixième également à Lille, à l'occasion du mariage du duc d'Orléans; le septième à Gand; le huitième à Gand, le neuvième à la Haye et le dixième à Saint-Omer en 1461. — Charles son fils tint trois chapitres : le premier à Bruges, où fut nommé Edouard IV, roi d'Angleterre; le second aussi à Bruges en 1470 et le troisième à Valenciennes.

» Il aimait ses sujets comme ses enfans (1), mais il  
» aimait encore plus l'argent (2). »

M. Dewez dit :

« Il était affable, libéral; il avait les manières ai-  
» sées, l'air ouvert. Il avait une qualité qui n'est pas  
» très ordinaire chez les grands, il savait écouter,  
» c'est-à-dire qu'il prenait attention et intérêt à ce que  
» l'on disait. Il ne se fâchait pas souvent, mais quand  
» il entraient dans un accès de colère, il était terrible.  
» Il était religieux, dit-on, mais il était, comme on  
» le voit souvent, plus attaché au culte extérieur et  
» aux cérémonies de l'Eglise, qu'à la morale et à  
» l'esprit de la religion, c'est-à-dire, plus à la forme  
» qu'au fond. Il était brave, mais ambitieux; pos-  
» sédé d'un désir insatiable de s'agrandir, et tous les  
» moyens lui étaient bons pour parvenir à ses fins.  
» Il aimait la gloire, dit-on, mais l'injustice peut-elle  
» s'allier avec la vraie gloire? Et, par exemple, la  
» manière dont il dépouilla Jacqueline de Bavière et  
» Elisabeth de Gorlitz de leurs états, pour s'en em-  
» parer, l'une par violence, l'autre par surprise (3),  
» donne-t-elle une haute idée de sa justice? Il

(1) Il est difficile d'accorder cette phrase avec celle qui précède; mais le trait qui la termine compense ce qu'elle peut renfermer de contradictoire.

(2) Dujardin et Sellier, *Histoire Générale des Provinces Unies*, tome IV, livre IX, page 94.

(3) Nous ne sommes pas de l'avis que Philippe se soit emparé par surprise des états d'Elisabeth. Entourée d'ennemis et chassée de presque toutes ses villes, la duchesse de Gorlitz avait été à

» était bon, dit-on encore, mais peut-on bien dire  
 » sans restriction qu'il était bon, celui qui traita si  
 » durement et si inhumainement les Gantois et les  
 » Dinantais ? Il faisait de grandes largesses, donnait  
 » des fêtes magnifiques ; il traitait le peuple avec mo-  
 » dération, et le gouvernait avec sagesse ; il le mé-  
 » nageait dans les impôts ; voilà sans doute les motifs  
 » qui lui ont valu cette dénomination de *Bon*. (1,2). »

Jean Muller historien allemand, s'exprime ainsi :

« Jamais la puissance de la maison de Bourgogne  
 » n'avait été plus redoutable qu'elle ne devint sous  
 » Philippe-le-Bon, fils de Jean-sans-Peur. Ce Prince  
 » était à la fois duc de Bourgogne, seigneur de la  
 » Franche-Comté, comte d'Artois et de Flandre,  
 » marquis d'Anvers, seigneur de Malines ; il acheta  
 » le comté de Namur, il hérita par la mort de son  
 » neveu le duc de Brabant, des duchés de Lothier,  
 » de Brabant et de Limbourg : du chef de sa mère, il  
 » eut les comtés de Hollande, de Zélande et de  
 » Hainaut ; un traité le mit en possession du duché

Dijon lui demander conseil et assistance. Philippe fit rentrer tout le Luxembourg dans le devoir, et si, à la suite des succès du duc, Elisabeth, lasse de gouverner un peuple qui ne lui donnait que des ennuis, jugea à propos de lui accorder ses domaines, il n'y eut dans cet acte ni diplomatie ni surprise.

(1) M. Dewez n'est point ici d'accord avec les auteurs de l'*Histoire Générale des Provinces Unies* qui, en disant que Philippe mérita le surnom de *Bon* par ses faiblesses, parlent, à notre sens, plus judicieusement que l'historien belge.

(2) Dewez. *Hist. Gén. de la Belgique*, tom iv, pag. 404, 405, 406.



» de Luxembourg. Philippe s'appliqua à rendre ses  
 » peuples heureux et à leur donner de bonnes lois :  
 » il protégea et favorisa les hommes savans et éclairés ;  
 » il se fit aimer de la bourgeoisie par l'affabilité de  
 » ses manières ; il pardonna aux séditeux parce qu'il  
 » ne les craignait pas (1) ; il honora et contint tout à  
 » la fois la noblesse ; il l'engagea à se livrer aux exer-  
 » cices militaires. Il empêcha que les nobles ne se  
 » confondissent avec les roturiers (2) de peur que  
 » leur union ne nuisit à son autorité. Il fit dresser  
 » des registres où étaient consignés les noms de  
 » toutes les familles nobles. Doux et bienveillant par  
 » caractère, il était inexorable envers ceux qui  
 » avaient mérité sa colère. La cour de Bruxelles  
 » surpassait en magnificence toutes les cours de l'Eu-  
 » rope, et Philippe alors occupait le premier rang  
 » après les têtes couronnées ; les Musulmans l'appe-  
 » laient le grand duc de l'Occident (3). »

(1) Il ne leur pardonna pas toujours, et sur ce point, nous partageons l'avis de M. Dewez.

(2) Monstrelet est d'une opinion contraire. On lit dans le vol. III, pag. 129 de son histoire : — « Chacun se chargeant à l'envie de galons et de broderies, avançait le despotisme par la confusion des rangs et des naissances. » — La même idée se retrouve dans une ancienne chronique insérée dans les *Additions aux Mémoires de Commynes*.

(3) Jean Muller, *Histoire Universelle*, tom. III, liv. XXVII, pag. 159, 160, 161.

---

---

## CHAPITRE II.

1467-1477.

SOMMAIRE. — Charles-le-Téméraire. Inauguration du comte de Charolais à Louvain. — Soulèvement dans les Flandres. — Louis XI engage Liège à la révolte. — Sièges de St-Trond, Ypres et Liège. — Mariage du duc avec Marguërite d'Yorck. — Impôts énormes levés sur la Hollande. — Entrevue de Péronne. — Traité de Paix. — Sac de Liège. — Troubles en Angleterre. — La *rose blanche* et la *rose rouge*. — Edouard vient chercher un asyle en Belgique. — Le duc lui procure les moyens de reconquérir son royaume. — Révolte de la Gueldre, sa pacification. Charles en achète la souveraineté. — La totalité des Pays-Bas passe sous la domination de Bourgogne. — Entrevue de Trèves. — Contestations au sujet de l'évêché de Cologne. — Guerre au sujet du comté de Ferrette. — Siège de Nuys levé honteusement par le duc. — Paix entre Edouard et Louis XI. — Exactions de Pierre Hagenbach. — Les Suisses s'allient à Charles. — Supplice de Pierre Hagenbach. — Le comte de St-Pol livré au roi de France. — Sigismond excite les Suisses contre le duc. — Charles lève une armée et passe en Suisse. — Prise de Granson. — Défaite du duc. — Guerres en Suisse et en Lorraine. — Trabison de Campo Basso. — Mort de Charles-le-Téméraire. — Opinions des historiens du temps.

Quand Charles apprit à Gand l'état désespéré de son père, il courut en hâte à Bruges où il arriva assez tôt

pour recevoir sa bénédiction et recueillir son dernier souffle. Après de magnifiques obsèques, Philippe fut enterré à St-Donat d'où, après la mort de sa femme, il fut transporté avec elle, dans le sépulture de ses ayeux aux Chartreux de Dijon (1).

La politique va changer. Las de son alliance avec les Anglais et de tous les maux que lui avait coûtés l'assassinat du duc Jean, Philippe-le-Bon avait abandonné le parti de l'Angleterre pour entrer dans celui de la France. Charles, son fils, qui, depuis long-temps, s'était ligué avec la Grande Bretagne, resserra bientôt les liens de cette amitié pour en profiter contre Louis XI auquel il conserve rancune, tant pour les événemens arrivés pendant son séjour au château de Genappe, qu'à cause des intrigues qu'il a dirigées contre lui durant les derniers jours de la vie de son père.

Charles égalait Louis XI en ambition, mais il joignait à des passions impétueuses un caractère plus noble et plus franc. Sa fierté dédaignait d'employer la ruse, et la vivacité de ses sentimens lui ôtait tout empire sur lui même (2). La partie n'était point égalée entre deux princes aussi opposés de mœurs et d'habitudes. Bien souvent la bonne foi de Charles tombera dans les pièges que lui tendra l'astucieux

(1) Meyer, page 389, Olivier De la Marche, Paradin, Loyens.

(2) J. Muller *Hist. Univer.* tom. III, liv. XVIII, Ch. 1, pag. 199.

monarque, mais son intrépidité, mais son courage poussé jusqu'à l'exagération le feront toujours sortir sain et sauf des cas les plus désespérés. Les historiens du temps disent qu'il n'aimait pas le faste pour lequel son père gardait un si grand culte ; c'était moins pour lui, que pour en imposer à ses sujets et à ses voisins, qu'à de longs intervalles il déployait son luxe ; aussi, à peine fut-il débarrassé du cérémonial que nécessitait la mort de son père, qu'il s'occupa activement du soin de réformer sa maison et d'en retrancher tout le superflu Meyer. (*Annales Flandriæ*, année 1467), dit qu'il employa cinquante mille florins à l'acquisition du comté de Ferrette, seigneurie appartenant à Sigismond archiduc d'Autriche. Philippe de Commines dans ses *Mémoires*, (1) affirme qu'il paya ce domaine cent mille florins. Nous pencherons vers l'opinion de Meyer, de préférence à celle de Commines, parce que nous croyons le chroniqueur latin mieux informé.

Charles, comte de Charolais, fit son entrée et son inauguration solennelle comme duc de Brabant à Louvain, le 12 Juillet 1467 (2). Il reçut à Gand l'investiture du comté de Flandre, et croyant se concilier le cœur des bourgeois, rappela huit cents citoyens bannis à la suite des dernières guerres sous Philippe. Gand prit pour de la crainte, ce qui n'était chez le duc que politique ou humanité. Les habitants de la grande ville

(1) Liv. iv, Ch. ii, pag. 216.

(2) Dewez, *Hist. Gén. de la Belg.* tom. iv, pag. 2.

présumèrent qu'avec un peu d'habileté, ils pourraient extorquer au fils les privilèges que le père leur avait ôtés. Dans cette idée, ils s'attroupèrent pendant la nuit et se portèrent aux environs du palais. Charles se voyant investi à son réveil, envoya deux de ses officiers s'informer du motif de cette émeute. Le peuple répondit à grands cris qu'il demandait la suppression de l'impôt sur le blé, l'ouverture de la porte murée depuis la dernière révolte, la démolition de la pyramide sur laquelle était gravé l'arrêt, la restitution des bannières et la libre élection des magistrats et des commissaires pour la réforme du gouvernement. Le duc croyant tout calmer par sa présence, se montra sur le balcon; mais les prières et les menaces étant inutiles, il se préparait à faire une sortie, si Gruithuisen son conseiller, ne lui eût démontré qu'il devait céder aux circonstances, et qu'il serait toujours maître de révoquer des grâces accordées par la force. La sagesse de cet avis ramena le duc à la prudence : il signa tout ce qu'on voulut, partit pour Dendermonde où se trouvant en sûreté, il annula les faveurs qu'il venait d'octroyer, et chargea ceux des habitans qui lui avaient fait cortège de le signifier au conseil de la ville. Ce fut alors que le peuple qui connaissait le caractère de Charles, se reprocha une démarche infructueuse qui le livrait à la colère d'un maître vindicatif (1).

(1) M. Dewez entre dans de longs détails sur cette affaire des Gantois qu'il dit avoir été déterminée à la suite d'une procession à l'occasion de l'anniversaire de la Saint-Lievin. Nous avons



L'exemple donné par Gand fut contagieux. Les bourgeois de Malines se révoltèrent aussi, chassèrent Jean du Musc le gouverneur, et rasèrent la citadelle. Charles était résolu de faire à leurs dépens un exemple de sévérité, mais la noblesse qui n'avait pas pris part à la révolte obtint leur grâce. Le prince se contenta d'abolir les privilèges de la ville et de condamner les bourgeois à payer trente mille livres d'or pour amende.

Anvers qui, peut-être aussi, aurait cédé au torrent, se soumit avant d'avoir fait aucune démonstration. Le duc apaisé, tourna ses regards du côté de la France qui lui donnait de l'inquiétude et qui bientôt, allait le forcer à prendre les armes.

Ces mouvemens intérieurs, quelque légers qu'ils fussent, firent espérer à Louis XI qu'il pourrait facilement occuper le nouveau duc dans ses états. Le roi de France n'était pas encore revenu de la peur que lui avait causée la guerre du *Bien-Public*. Plus adroit politique que Charles, il travaillait dans l'ombre à diviser les seigneurs dont la réunion l'avait fait trem-

emprunté le récit des auteurs de *l'Histoire Générale des Provinces Unies* (tom. iv, liv. ix, pag. 102.) qui nous a paru plus simple que celui de M. Dewez. Quoiqu'il en soit, il est positif que ce fut pendant une procession que le duc fut insulté. On lit dans des manuscrits de la bibliothèque d'Ypres la relation de l'assemblée solennelle tenue à Bruxelles, le 15 Janvier 1463, dans laquelle les Gantois vinrent faire amende honorable des outrages qu'ils avaient commis envers le duc lors de sa joyeuse entrée.

bler. Il avait gagné les plus faibles par des avantages personnels ; mais il avait de la peine à séparer les ducs de Bourgogne et de Bretagne dont l'intelligence formait l'équilibre de ses forces. Il désespérait d'y réussir, sans un motif capable d'intéresser Charles à renoncer à cette alliance. Dans cette idée, il renouvela ses intrigues à Liège et poussa ce peuple naturellement ennemi de la maison de Bourgogne à reprendre les armes. Il persuada à la ville que les engagements qu'elle avait pris avec le père ne subsistaient plus avec le fils, détermina les mutins à se saisir de Louis de Bourbon leur évêque, cousin-germain du duc, et les poussa à commencer les hostilités par le sac de la petite ville de Huy. A cette nouvelle, Charles convoqua ses vassaux. La noblesse hollandaise et zélandaise fut la première sous les armes ; les provinces suivirent cet exemple avec ardeur, et bientôt, l'armée entière fut assemblée sous Louvain (1).

Louis songeant à tirer parti de l'embarras qu'il venait de susciter à Charles, dépêcha son connétable et le cardinal La Balue, pour lui proposer de renoncer à ses traités avec les Bretons, lui offrant d'abandonner Liège dans le cas où il y consentirait. Le duc craignant qu'une audience particulière n'inspire des soupçons à ses amis, refusa d'entendre les envoyés en secret. L'audience fut publique. Le connétable déclara que le roi de France ne pou-

(1) Reigersb. *Chron. de Zeel.* part. II, pag. 249. — Meyer, *Ann. Fland. ad ann. 1467.* — Voyez aussi Commynes.

vait se dispenser de protéger les Liégeois anciens amis de la couronne, et qu'il était résolu d'user de représailles envers les Bretons, pour tout ce que Charles tenterait de faire contr'eux. Le duc répondit que les Liégeois étaient les agresseurs, et que le duc de Bretagne au contraire, avait non-seulement observé les traités à la rigueur, mais même, qu'il avait dissimulé plusieurs infractions à ces traités de la part des Français; que dans tous les cas, il pria Louis d'en bien user avec eux. Le connétable reprit que le roi ferait ce qui lui conviendrait. — « Oui, si je » suis battu, repliqua Charles; autrement nous ver- » rons (1)! »

L'ambassade ainsi congédiée, le duc marcha droit à Saint-Trond qu'il investit. Les Liégeois informés que cette place était assiégée, sortirent au nombre de trente mille et s'avancèrent à Brusten, poste avantageux au milieu des marais. Nous emprunterons au duc lui-même, le récit de la bataille de Brusten et de la reddition de Saint-Trond, récit qu'il fait dans une lettre, en date du 2 Novembre 1467, adressée aux magistrats de la ville d'Ypres.

« Très chiers et bien améz, nous avons recen-  
 » voz lettres, par lesquelles vous desirez scavoir  
 » de nostre estat et de nous nouvelles, sur quoy,  
 » très chiers et bien amez, nous sommes en  
 » bonne santé de corps, Dieu merey; et, quant  
 » à nosdites nouvelles, il est vray que le xxviij<sup>e</sup>

(1) *Pet. Ch. de Holl*, tom. 1, liv. iv, pag. 467.

» jour d'octobre darrain (dernier) passé, à trois  
 » heures après midi, nous estains en nostre siège  
 » devant la ville de Saintron, au pays de Liège  
 » et de Los, nous viendrent nouvelles que les  
 » Liegeois nous ennemis approuchoient et venoient  
 » en grande puissanche contre nous, pour se-  
 » courir lesdits de Saintron : pourquoy, et que  
 » nosdits ennemis venoient du costé du village de  
 » Brustain, que est à ung quart de lieue dudit  
 » Saintron ; incontinent, nous sommes tiréz vers le-  
 » dit village de Brustain pour mettre nos gens en  
 » ordonnance et bataille. Mais, avant que ayons peu  
 » estre pretz, lesdits Liegeois se sont houtez audit  
 » village de Brustain et se sont mis en ordonnance  
 » au long des hayes dudit village, tirans d'artillerie  
 » contre nous et noz gens bien longuement ; et,  
 » quand le veismes, doubtons que sans aultre chose  
 » faire, iceulx noz ennemis nous meissent en la nuit,  
 » nous les feismes assaillir par les archiers de nostre  
 » avant garde et aucuns des archiers de nostre ba-  
 » taille, tellement que, combien qu'ilz se soient  
 » vigouresement deffendus, toutefois, à la parfin,  
 » ilz se sont mis en fuyte, et ont esté chassez plus  
 » de lieue et demye et jusques à deux heures après  
 » jour failli, et en y a eu grand nombre de morts ;  
 » et si n'eust esté la nuyt qui survint, il en fut es-  
 » chappé bien peu, et ont nosdits ennemis perdu  
 » toute leur artillerie, leurs tentes, pavillons et  
 » charrois.

« D'aultre part, ceux de ladite ville de Saintron

» se sont ce jourduy renduz à nostre voulonté : mais-  
 » nous , qui voulons préférer miséricorde à rigueur ,  
 » nous leur avons rendu leurs vies , moyennant cer-  
 » taine rente héritable qu'ils en payeront perpétuel-  
 » lement à nous et à noz successeurs Duc de Bra-  
 » bant , et sy leur avons rendu leurs biens ,  
 » moyennant aussi certaine grant somme de deniers  
 » qu'ilz payeront pour unes foys , et pourveu que  
 » nous en aurons xij de la ville à nostre voulonté ,  
 » et aussy , tous ceulx qui estoient en icelle ville ,  
 » estans de noz pays ; et sy seront leurs portes , tours  
 » et murs abatuz et les fossez remplis , sans jamais  
 » y povoir refectionner ou fortifier , et leur artillerie ,  
 » armurez , tentes et pavillons confisqués , et ne se-  
 » pourront ceulx qui demouront jamais armer contre  
 » nous , ne rentrer en Liège durant nostre guerre .  
 » Ce que vous signiffions , très chiers et bien amez ,  
 » afin que vous et nous subgetz de nostre ville d'Ypre-  
 » en louez et merciez avec nous Dieu nostre créa-  
 » teur , comme raison est . Très chiers et bien amez ,  
 » nostre Seigneur soit garde de vous .  
 » Escript en nostre host devant la ville de Sain-  
 » tron le second jour de novembre (1) . »

(1) Il y a dans le registre d'où cette lettre est extraite et  
 qui se trouve déposé à la bibliothèque d'Ypres , plusieurs autres  
 pièces qui concernent la bataille de Brustem . La première est  
 une lettre écrite aux magistrats d'Ypres , le 29 octobre , par un de  
 leurs bourgeois nommé Van den Rive qui était à l'armée du  
 duc . La deuxième est une lettre en date du 31 octobre , écrite par  
 Jean de Halewyn à un habitant de la même ville . La dernière



Aussitôt après sa victoire, le duc de Bourgogne envoya un courrier à Louis XI pour lui annoncer le résultat de sa campagne, le prier de ne pas inquiéter le duc de Bretagne, et lui notifier en outre qu'il marchait sur Liège. Bruges ouvrit ses portes à son passage, et l'armée de Charles ne tarda point à être en vue de la ville rebelle. Les habitans étaient divisés sur la résolution qu'ils devaient prendre. Rasse de Latre, capitaine d'une grande réputation était à la tête du parti qui voulait la guerre; le sénat désirait la paix et il l'emporta à la majorité des voix. Des députés sortirent de Liège pour offrir les clés au duc, à la condition qu'il garantirait la ville du pillage et du feu. Le duc les reçut en présence de Mony que le roi de France avait député vers lui pour le sommer de faire évacuer à ses troupes le pays de Liège. Ce fut devant cet envoyé qu'il chargea d'Imbercourt de prendre possession de la porte que l'on devait lui livrer. D'Imbercourt, en attendant que la bourgeoisie se fut bien positivement décidée, alla se retrancher dans une abbaye qui occupait un des faubourgs de la ville. Enfin les pacifiques l'emportèrent, on chassa Latre de Liège, et on députa vers d'Imbercourt pour le prier de se rendre à l'hôtel de ville.

est une relation de la bataille, envoyée le 2 novembre aux magistrats par Van den Rive, qu'une note du 16 janvier 1468, qualifie de pensionnaire de la ville. (Note extraite de la *Collection de Documens Inédits concernant l'Histoire de la Belgique*, publiés par M. Gachard, tom. 1, pag. 170, Brux. in 8°, Hauman, 1834.)

Celui-ci informa le duc de ce qui se passait, se rendit au sénat qui reçut son serment et lui livra la porte où ses gens se logèrent. Le grand maréchal de Bourgogne et le grand Bâtard s'avancèrent de deux côtés à la pointe du jour, pour s'emparer des autres portes, et une brèche fut ouverte (1), par laquelle le duc entra à la tête de deux mille gens d'armes le 17 novembre 1467 (2). Le 25 il fit trancher la tête à six des anciens ôtages qui s'étaient déclarés pour Rasse de Latre. Il imposa la ville pour une somme de cent vingt mille florins; il en emporta les armes, l'artillerie et les bannières, les chartes, franchises et privilèges, et fit raser les tours et les remparts. Le Perron qui était une colonne de cuivre élevée dans la grande place sur des degrés de marbre, antique monument de la liberté des Liégeois, appelé pour cette raison *Colonne de fortune*, fut enlevé et transporté à Bruges, où on le plaça à la bourse, avec des inscriptions en latin et en français (3) qui rappelaient le souvenir de la défaite

(1) Commines, liv. II, ch. 4, dit que le duc ne voulut pas entrer par une porte.

(2) Dujardin et Sellier, *Histoire Gén. des Provinces Unies*, tom. IV, liv. IX, pag. 105 et 106. — Voir aussi *Histoire des ducs de Bourgogne*, par M. De Barante. — Charles-le-Téméraire.

(3) Meyer, dans son histoire rapporte les distiques suivans qu'il dit avoir été gravés sur cette colonne :

Desine sublimes vultus attolere in auras!

Disce meo casu, perpetuum esse nihil.

et de l'humiliation des Liégeois (1). Le duc laissa d'Imbercourt dans Liège en qualité de gouverneur, et revint triomphant dans ses états (2, 3, 4).

Nobilitatis ego Leodis, venerabile Signum,  
Gentis et invictæ gloria nuper eram.  
Sum modo spectaculum ridentis turpe popelli,  
Et testor Caroli me cecidisse manu.

« Cessez d'élever vers le ciel vos fronts orgueilleux ; apprenez  
» par mon propre malheur, que vous n'êtes plus rien. Insigne vé-  
» néré de la noble origine de Liège, j'eus naguère la gloire  
» d'un peuple invincible. Je sers aujourd'hui de honteuse risée à  
» la populace attestant que c'est par la main de Charles que je  
» suis tombée. »

(1) M. Dewez, *Hist. Gén. de la Belg.* tom. v, ch. xv, pag. 24.

(2) Heutrerus, *Rer. Burgund.* liv. v, ch. iv, pag. 340. — *Mémoires* de Ph. de Commines, liv. ii, ch. 2, 3, 4. — Olivier De la Marche, liv. ii, ch. i, pag. 348.

(3) M. Dewez, tombe à ce sujet dans une contradiction. Après avoir dit à la fin de son chapitre xv, que Charles avait fait trancher le 25 novembre la tête à six habitans de Liège, il écrit au commencement du chapitre xvi, que le duc fit son entrée triomphante à Bruxelles le 24 du même mois. Cette erreur est légère, mais en fait de date, M. Dewez commet souvent des fautes.

(4) Consultez encore au sujet de l'expédition de Liège, la III<sup>e</sup> lettre du duc de Bourgogne aux magistrats d'Ypres, où il parle de la reddition de la ville de Tongres, de la cité de Liège et de la ville de Huy le 16 novembre 1467; et la IV<sup>e</sup> lettre du duc aux magistrats d'Ypres sur son expédition dans le pays de Liège. Il leur annonce son entrée dans la ville, et les informe que toutes les places du pays se sont rendues à sa discrétion; 24 nov. 1467.

(Extrait des archives de la bibliothèque d'Ypres, publié dans

Que restait-il à faire à Louis XI au milieu de ces circonstances? Il avait voulu employer l'intrigue, et Charles par ses victoires l'avait déjoué. Il avait eu recours aux menaces, et ces menaces étaient restées sans effet devant un rival au moins aussi puissant que lui. Il revint à la ruse, son arme habituelle, son moyen d'attaque privilégié.

Nous l'avons dit, Charles avait formé du vivant de son père, une ligue avec les Anglais (1) et la duchesse douairière, lui avait ménagé un nouveau traité de commerce qui fixait pour trente ans (2) les droits d'entrée et de sortie des marchandises (3). Les deux souverains conclurent une ligue offensive et défensive contre la France, le 14 février 1468 (4), et arrêterent pour le 16 juillet suivant, la célébration du mariage de Marguerite d'Yorck, fille de Richard, duc d'Yorck, et sœur d'Edouard IV roi d'Angleterre, avec le duc de Bourgogne (5). A cette occasion, le duc sous le nom d'*aides*, imposa Gand, Mons, Valenciennes et Lille où il vint se faire inaugurer, pour des sommes exorbitantes. Marguerite d'Yorck arriva à

la *Coll. de Docum. Inédits concernant l'Histoire de la Belgique*, par M. Gachard, tom. I, pag. 178, 179, 180, 182, 183.

(1) Rymer, *Acta. Publica Angl.* tom. v, part. II, pag. 145.

(2) *Acta publica Angl.* tom. v, part. II, pag. 149, 154 et 159.

(3) *id.* tom. v, part. II, pag. 152, 158 et 159.

(4) *id.* tom. v, part. II, pag. 158.

(5) Extrait des *Additions aux Mémoires de Philippe de Commines*, tom. III, pag. 351. Voir le contrat de mariage dans le *Corps Diplom.* tom. III, part. I, pag. 372.

l'Ecluse le 25 juin 1468, le duc la rejoignit le 27. L'évêque de Salisbury fit la cérémonie des fiançailles. Après avoir passé une semaine à l'Ecluse, la princesse partit sur un bâtiment richement décoré et descendit à Dam où le mariage fut célébré le 2 juillet (1, 2).

Toutes les dispositions avaient été prises par le duc pour prévenir les desseins de Louis XI. A son retour de Liège, il avait trouvé de nouveaux ambassadeurs du roi de France et du duc de Bretagne. Louis voulait détacher Charles de l'alliance avec le duc de Bretagne, et celui-ci venait pour renouveler le pacte avec son ancien ami. Le duc de Bourgogne ne se laissa point prendre à toutes les belles paroles du monarque. Louis alors, députa le cardinal La Balue, dans le but de pénétrer ses intentions secrètes. La Balue fit voir à Charles un acte par lequel, les ducs de Berry et de Bretagne, ses associés dans la ligue du *Bien Public*, renonçaient à son alliance, et il

(1) Voir Meyer, Barland, etc. Les historiens des *Provinces Unies* disent le 16 juillet.

(2) M. Dewez dit que le mariage fut célébré à Dam : Loyens écrit que ce fut à Bruges. — Carolus, cum circiter triennium uxore orbis exegisset, anno 1468, Margaretam Eboracensem, Eduardi IV, Anglorum regis, sororem, sibi matrimonio junxit, cum trigesimum quintum ætatis annum ageret. Nuptiæ Brugis Flandrorum celebratæ, tum exquisito apparatu, ut nihil orbis Belgicus unquam videret splendidius. — « Synopsis Rerum Gestarum Ducibus Braban. Loth. etc. pag. 135, in 4°, Brus. 1172 »



ajouta qu'il avait tort de s'exposer pour des amis sur lesquels il ne devait pas compter. Pour surcroît, Tanneguy Duchatel et Fobrisset survinrent, qui promirent vingt mille écus d'or à Charles, s'il abandonnait ces deux princes. Le duc de Bourgogne convaincu qu'on avait extorqué ou faussé leurs signatures, répudia toutes ces offres et les envoyés désespérant de vaincre son opiniâtreté, lui proposèrent une entrevue avec leur maître. Le duc fut pressé si vivement, qu'il ne put se défendre d'aller à Péronne, mais il ne négligea rien de ce qui devait le fortifier en cas de rupture. Un traité avec l'Angleterre et son mariage avec Marguerite d'Yorck le garantissaient contre toutes les éventualités.

Charles profita du répit que lui laissait la future entrevue de Péronne, pour prendre possession des comtés de Hollande et de Zélande. Il mit à la voile à l'Ecluse et prit terre dans l'île de Schouwen, d'où la noblesse zélandaise qui l'attendait, le conduisit à Middelbourg (1). Les députés de toutes les villes lui jurèrent fidélité. Il revint en Hollande et fut inauguré à la Haye par cinquante six membres de la noblesse, en présence des magistrats de Dordrecht, de Haarlem, de Delft, de Leyde, d'Amsterdam, de Gouda, de Rotterdam, de Schiedam, d'Alkmaar-Sti et des petites villes, bourgs et villages de la Nord-Hollande. Nous remarquerons en passant, que l'ancien cérémonial

(1) *Add. aux Mémoires de Philippe de Commines*, tom. III, pag. 352. — *Regeirsb. Chron. de Zeel.* part. II, pag. 240.

fut alors changé : les villes prêtèrent serment avant le comte (1).

Le duc demanda deux cent quarante mille livres de trente sols, ou quatre cent quatre-vingt *schildens* pour lui, trente deux mille *schildens* pour la ceinture de la duchesse, seize mille pour sa maison, et quatre mille huit cent pour les frais de son voyage. La totalité de ces sommes s'élevait à cinq cent trente deux mille huit cents *schildens*, payables de six mois en six mois dans le cours de sept ans et demi. La Hollande, la West-Frise étaient imposées pour trois cent soixante douze mille huit cent; la Zélande pour cent mille; Dordrecht et les baillages de la Hollande du sud pour trente neuf mille deux cent. Le reste faisant quarante quatre mille quatre vingt *schildens* fut réparti proportionnellement entre les grandes et les petites villes (2). Cette levée, disent les auteurs du tems, la plus forte qu'on eût encore exigée de la province, est une preuve incontestable de l'augmentation de ses richesses et de son commerce. Pour l'acquitter, on fut contraint de créer de monstrueux droits sur les denrées les plus nécessaires, même sur celles qui avaient été affranchies jusqu'alors. Ces exactions causèrent de grands murmures. La plupart des villes se plaignaient hautement des taxes qu'elles trou-

(1) Boxborn, *Theat. Urb. Holl.* pag. 72 et 74. *Chron. des Lois*, pag. 313.

(2) Ampzing. *Descrip. de Haarlem*, pag. 505. Commelin, *Descrip. d'Amsterdam*, pag. 914.

valent beaucoup au-dessus de leurs revenus (1). Charles pour calmer les esprits renouvela les privilèges (2) et revint à Bruxelles au commencement du mois d'août (3).

Louis avait profité de l'absence du duc pour faire entrer son armée en Bretagne par la Normandie et l'Anjou. Toute la basse Normandie avait été conquise en peu de jours, et enfin, le duc de Bretagne, chassé de ses Etats, avait écrit au duc pour implorer son assistance. — L'entrevue de Péronne devait, en réparant les fautes du passé, régler définitivement les conditions de paix pour l'avenir. Le duc quoiqu'averti que des émissaires de France invitaient les Liégeois à reprendre les armes, ne se trouva pas moins à Péronne au jour marqué. Il s'y rendit, dans la crainte d'une surprise, accompagné des troupes des Pays-Bas, et manda au grand-maréchal de le joindre avec l'armée de Bourgogne (4). Louis au contraire, ne suspectant en rien la franchise de Charles, et voulant se faire un mérite de sa confiance, vint seulement avec Tanneguy-Duchâtel et le connétable (5). Le duc le reçut hors des portes et le conduisit

(1) Velius, *Descrip. de Hoorn*, pag. 84.

(2) Manifes. de Rotterdam, pag. 315. Les privilèges que Philippe-le-Bon avait accordés à la Hollande à l'époque où il n'était encore que *Rusard* et qu'il fit révoquer par les Etats aussitôt qu'il eut pris possession du duché de Brabant.

(3) *Add. aux Mém. de Comm.* tom. III, pag. 252.

(4) *Mémoires de Philippe de Commines* liv. II, chap. V, pag. 101, 102.

(5) Duclos, *Hist. de Louis XI*, tom. II, pag. 256.

à la maison de son receveur général des domaines, parce qu'elle était plus belle et plus grande que le palais des comtes. L'armée du duc de Bourgogne arriva le lendemain, et Louis XI apprenant que l'évêque de Genève et le comte de Romont suivaient le grand maréchal, en conçut tant de frayeur, qu'il pria Charles de lui donner un appartement dans le palais. Ainsi le roi de France se livrait lui-même, ainsi la crainte de n'être point en sûreté dans la maison d'un receveur, lui faisait demander une prison où il fut tout-à-fait à la merci du duc. Des messagers arrivés de Liège, donnèrent au roi des inquiétudes bien plus réelles. « Louis, » disent les historiens des *Provinces-Unies*, avait » mandé à ses agens, en partant de Paris, d'empêcher, » les Liégeois d'éclater pendant l'entrevue ; mais ses » ordres étaient arrivés trop tard (1). » Ces historiens sont presque les seuls à prêter une pareille pensée au roi : nous la reproduisons, parce qu'elle est sinon vraie, au moins vraisemblable et que l'intérêt personnel de Louis XI lui commandait d'agir ainsi.

Cependant, Liège ennemie jurée de la domination bourguignonne, et d'ailleurs, très-prompte à se laisser séduire, avait suivi sans retard les conseils des envoyés du roi de France. Le gouverneur, d'Imbercourt, avait été massacré, et la ville de Tongres livrée au pillage. — Charles à cette nouvelle, s'écria que Louis n'était qu'un traître et qu'il se jouait du

(1) *Histoire Gén. des Provinces-Unies*, tom. IV, liv. IX, pag. 170.

droit des gens pour le tromper. Dans l'instant, le palais fut investi par une troupe de soldats et les portes de la ville fermées.

On ne peut exprimer la terreur qui s'empara du roi, lorsqu'il se vit à la merci d'un prince offensé et dont il connaissait la violence : alors , il commença à se repentir de la ruse qu'il avait voulu mettre en usage contre le duc de Bourgogne, et dont peut-être il allait devenir la victime. Par finesse il était tombé dans une embûche, par finesse il devait en sortir. Il imagina, sachant parfaitement de quelle fureur Charles était possédé depuis qu'il avait appris les événemens de Liège, de gagner à force de présens tous ceux qui par leurs charges, l'approchaient de plus près. Il sut mettre dans son parti Philippe de Commines, grand chambellan (1) et Charles Voisin valet de chambre du prince. Ces deux hommes employèrent toute leur prudence à calmer peu à peu les emportemens de Charles. En s'opposant de front à sa colère, ils surent en mitiger les effets. Toutefois, ils ne purent le décider à voir le roi qu'au bout de quatre jours. On a avancé, qu'un seul des officiers du duc, dont on tait le nom, couta quinze mille écus à Louis (2). On a d'autant plus raison de croire que cet

(1) M. Dewez, n'entre pas dans ces détails qui, pourtant, expliquent d'une manière assez naturelle la position respective du duc et du roi, et font comprendre clairement les causes de leur raccommodement momentané.

(2) Commines qui rapporte ce fait, (liv. II, chap. VII, pag. 106,) et qui est l'officier dont il parle, pourrait bien exagérer la



officier est Commines, que ce seigneur quitta le service de Bourgogne pour suivre Louis et qu'il ne dit pas un mot dans ses *Mémoires* du motif qui l'engagea à changer ainsi de parti. Duclos, historien de Louis XI, pour lequel les archives les plus secrètes se sont ouvertes, rapporte la preuve de ce fait dans le dispositif de la donation de la principauté de Talmont et de la terre de Monsoreau. « Sans craindre, dit le roi, le » risque où il s'exposait, il m'avertit de tout ce qui » pouvait être bien, et tellement s'employa, que par » son moyen et aide, nous faillîmes des mains de nos » rebelles. » (1)

Le duc de Bourgogne était trop agité, pour prendre un parti de lui-même. Il assembla son conseil. Louis en avait gagné les principaux chefs. Ceux-ci le déterminèrent à être fidèle à sa parole; quelques-uns, mais en plus petit nombre, voulaient qu'il appela le duc de Berry pour traiter avec lui, et lier le roi de façon qu'il lui fut impossible de violer à l'avenir les articles dont on conviendrait. Cet avis rapporté sur le champ au roi, redoubla ses inquiétudes. Il offrit de payer les dommages que les Liégeois avaient causés, d'aider le duc à punir leur perfidie et de donner pour otage et garant de sa parole royale, le connétable et le cardinal La Balue. Cela ne mit pas plus de tranquillité dans le cœur du duc de Bourgogne. Il passa

une somme pour laquelle il se vendit, et cela, par un motif d'amour propre, et afin de réhausser lui-même son mérite aux yeux de la postérité.

(1) Duclos, *Hist. de Louis XI.* tom. II, liv. VII, page 38.

Neufchatel, grand-maréchal de Bourgogne, prit les devants avec l'avant-garde, et rencontrant les Liégeois, il les attaqua sans attendre le corps de bataille, et les mena, fuyant toujours, jusque vers

« seigneur Philippe de Savoie, avec deux de ses frères et les  
« officiers de l'armée de Bourgogne, entrèrent à Péronne avec  
« Monseigneur le duc et le seigneur Du Lau. Messire Ponsset,  
« le grand Bâtard et les gens d'armes de Bourgogne sont logés  
« au château, et notre avant garde menace le pays de Liège.  
« Nous ne savons encore si nous marcherons contre les rebelles  
« ou si nous retournerons dans le pays. Enfin de compte, j'ai  
« espoir que nous ferons une bonne paix avec le roi et que bien-  
« tôt les Liégeois seront réduits à demander leur pardon.

« Ecrit à Péronne le susdit jour 9 octobre 1468. »

Il y a, dit M. Gachard (*Collect. de Mém. Inéd.* tom. I, pag. 168), dans le registre d'Ypres, deux autres lettres en flamand sur le même sujet, toutes deux écrites de Péronne le 9 octobre, l'une par Louis Van den Rive, l'autre par G. de Ruple argentier du duc. D'après la dernière, Charles avait résolu de quitter Péronne le 8 octobre, mais le cardinal d'Angers vint le trouver de la part du roi et le détermina à avoir une entrevue avec lui. Le duc partit pour aller à la rencontre de Louis XI entre onze heures et midi. Le roi arriva entre une et deux heures. Ce fut par aventure, que presque en même temps entrèrent à Péronne, Philippe de Savoie, le maréchal de Bourgogne et beaucoup d'autres seigneurs de l'armée qui étaient en marche pour le pays de Liège.

Le 14 octobre 1468, Charles écrivit aux magistrats d'Ypres une lettre pour interdire toutes les réjouissances qui pourraient être faites à l'occasion de la paix signée avec Louis XI, jusqu'à ce qu'il eut tiré vengeance des Liégeois. Voici cette lettre :

« Très chers et bien aimés, quoique nous ayons conclu au-  
« jourd'hui paix et accommodement avec Monseigneur le roi,  
« ceux de la cité de Liège persistant dans leurs coupables

leurs portes. Onuphre, légat que le pape avait envoyé pour réconcilier l'évêque avec les habitants, fut pris par les Bourguignons. Ce prélat, loin de remplir la mission dont il avait été chargé, avait employé tous ses efforts à faire déposer Louis de Bourbon, dans l'espoir d'être son successeur. La crainte qu'on découvrit ses menées l'ayant obligé de sortir de la ville, il fut surpris par un des corps de l'armée du

» et répréhensibles intentions et ayant depuis peu fait plusieurs outrages graves à notre puissance et à notre dignité, tant en la personne de notre révérend père en Dieu très-cher et bien-aimé frère et cousin, l'évêque de Liège, leur puissant Seigneur, qu'en celle de plusieurs de nos officiers, et cela à notre très-grand courroux ; nous vous avertissons que notre plaisir n'est pas que vous souffriez les feux de joie ou réjouissances analogues en notre ville d'Ypres à l'occasion de la paix, jusqu'à ce que nous ayons châtié la ville de Liège et tiré vengeance de ses insultes ; ce que nous avons l'intention de faire avec l'aide de Dieu, car à cette fin, nous allons diriger notre armée sur le pays de Liège. Que notre Seigneur vous garde, très-chers et bien-aimés !

» Ecrit en notre château de Péronne le 14 octobre 1468.

» CHARLES. »

M. Gachard ajoute : (*Co''. de Mém. Inédits*, tom. I, p. 200.) il y a dans le registre d'Ypres une lettre en flamand, écrite de Péronne le 14 octobre par G. De Ruple. On y lit : —  
 « Aujourd'hui vers dix heures, la paix a été conclue entre le roi et monseigneur, ainsi qu'entre le roi et le duc de Berry.  
 » On sonne ici toutes les cloches et l'on chante le *Te Deum*.  
 » On croit que monseigneur partira demain. On doit de grandes actions de grâce à Dieu pour ce résultat, car je vous certifie que cette nuit, les choses n'étaient pas claires. »

duc qui pilla ses équipages, et le conduisit prisonnier à Charles. Ce prince, par respect pour le caractère du légat Onuphre, lui fit rendre tout ce qu'on lui avait pris et le mit en liberté.

Arrivés devant Liège, Charles et Louis s'étaient logés dans un faubourg, mais ayant négligé de faire garder le derrière de la maison qu'ils habitaient, ils eussent infailliblement été enlevés, si les Liégeois sortis de la ville pour cette expédition nocturne, ne se fussent arrêtés en chemin pour piller les tentes du duc d'Alençon et du comte de Craon. Le bruit qu'ils firent donna l'alarme, et leur projet fut manqué. Philippe de Commines raconte ce fait avec beaucoup de détails dans ses mémoires.

Le lendemain, au soleil levant, le conseil de guerre s'assembla pour délibérer si l'on donnerait l'assaut le jour même. Le roi qui voulait sauver la ville, proposa de le différer au lendemain, mais le duc le regardant fièrement, lui dit qu'il le laissait maître de se retirer à Namur pour attendre l'événement. Louis XI répliqua qu'il n'était pas homme à reculer devant le péril, et il se mit à la tête de l'attaque (1). Les bourgeois à l'approche de la nuit avaient abandonné leurs murailles pour se reposer, comptant que les soldats de Bourgogne agiraient de même dans leur camp. Il n'en fut pas ainsi, et les Bourguignons ne trouvant aucune résistance entrèrent dans la ville (Dimanche 30 octobre 1468) (2). Le

(1) *Petite Chronique de Holl.*, tome I, livre v, page 73.

(2) Commines, ch. LIII.

roi qui portait à son chapeau la croix de S'-André , traversa les rues en criant : *Vive Bourgogne !*

On n'est pas d'accord sur ce qui se passa à cette occasion , entre le duc et le roi de France. — Les auteurs de *l'Histoire Générale des Provinces Unies* , disent : « Louis XI n'ayant pu » retarder cette sanglante exécution (Charles voulait » brûler la ville et passer les habitans au fil de l'épée), » demanda au duc de Bourgogne s'il avait encore » besoin de sa présence ; Charles lui répondit qu'il » était libre de partir et le conduisit à une demi » lieue hors du camp (1). » D'autres affirment que sur la demande qu'adressait le duc au roi concernant les mesures à prendre contre Liège, Louis avait répondu : — « Celui qui veut 'plumer les oiseaux » doit auparavant brûler leurs nids. » Et Louis a la précaution d'ajouter qu'il tient cette maxime de son père. *Rogatus sententiam Ludovicus rex pronuncia- vit : id se referente patre didicisse , exurendum ei esse nidum, qui pellere velit aves* (2).

Nous ne nous attacherons pas à concilier ces deux opinions qui d'ailleurs , ne changèrent rien aux idées de vengeance du duc de Bourgogne. Liège fut livrée au pillage. Des soldats du Limbourg furent chargés de mettre le feu à la ville à trois reprises différentes ; la cathédrale et le cloître des chanoines furent seuls exceptés. On noya huit cents personnes dans la Meuse,

(1) Dujardin et Sellier, tome iv, livre ix, page 114.

(2). Loyens , *Synop. Duc. Burg.*, pag. 137.



et ceux qui purent échapper se sauvèrent à Mezière dans les Ardennes (1).

On a vu le duc de Bourgogne aux prises avec ses sujets , puis ensuite, en guerre avec la France ; que l'on jette maintenant un regard sur l'Angleterre avec laquelle Charles va faire assaut de politique. Yorck

(1) Voici en quels termes le duc rend compte de sa victoire dans une lettre du 30 octobre 1468 , adressée aux magistrats d'Ypre. On y voit, comment honteux lui-même des excès auxquels il s'est abandonné, il n'en dit pas un mot , et se borne à annoncer qu'il est resté trois jours à faire le siège de Liège. « Très chers et bien  
» aimés, vous êtes suffisamment instruits des outrages, rebel-  
» lions et méchantes menées dont les habitans de Liège, depuis  
» notre dernière victoire sur eux, se sont rendus coupables en-  
» vers notre révérend père en Dieu et notre bien aimé frère et  
» cousin l'évêque de Liège leur seigneur, et envers nous leur  
» légitime souverain. Vous savez comment ils ont mené notre  
» frère prisonnier dans leurs murs, ainsi que plusieurs de nos  
» officiers, serviteurs et sujets. Les uns ont été mis à mort, les  
» autres rançonnés ou traités comme ennemis ; enfin, les habi-  
» tans de Liège ayant comblé la mesure des insultes et des cri-  
» mes, nous avons dû, pour couper court à leurs projets perni-  
» cieux, venir mettre le siège devant la ville. Nous y sommes  
» restés trois jours, et aujourd'hui, avec l'assistance de Dieu, de  
» sa glorieuse mère, de monseigneur St Georges et de nos  
» féaux vassaux et sujets, nous avons à onze heures du matin  
» environ, pris de force et d'assaut la dite cité de Liège, sans  
» aucune perte de notre côté. Ce que vous apprenons, afin que  
» vous en rendiez et fassiez rendre grâce à Dieu par nos sujets.  
» Ecrit en la cité de Liège, le pénultième jour d'octobre 1468. »

CHARLES.

(Manuscrit des arch. de la ville d'Ypre.)

et Lancastre, la *rose blanche* et la *rose rouge*, deux factions armées l'une contre l'autre déchiraient alors la Grande Bretagne. Le comte de la Marche, après avoir fait enfermer Henri VI dans la tour de Londres et s'être fait proclamer roi sous le nom d'Édouard IV, ne tarda point à voir son étoile pâlir. Warwick qui avait à se plaindre de lui, fit proclamer une seconde fois Henri VI. Édouard se réfugia dans le pays de Lincoln (1) ; mais bientôt, abandonné par les derniers partisans qui lui restaient, il s'embarqua avec cinq cents soldats seulement sur deux bâtimens zélandais qui l'attendaient en rade et qui le conduisirent dans les états du duc de Bourgogne.

Une résolution si subite déranger la politique de Louis et de Charles. Le premier faisait valoir l'asyle que le duc accordait à Édouard pour engager le nouveau roi à signer une alliance offensive et défensive au détriment des traités avantageux conclus antérieurement avec celui qu'il appelait son vassal. Le second faisait représenter au parlement qu'il s'était allié avec la nation, et que peu lui importait que ce fut la maison d'Yorck ou celle de Lancastre qui occupât le trône (2). Néanmoins, les préparatifs que l'on faisait en France et les projets de Louis XI qui ne cherchait qu'un prétexte pour rompre le traité de Péronne, donnaient de sérieuses inquiétudes à Charles. Commynes avance que la mort d'Édouard

(1) Voir De la Marche, Commynes et la *Pet. Ch. de Hollande*.

(2) Rapin Thoyras, *Histoire d'Angl.*, tome II, pages 247, 248.

l'eût moins affligé que son arrivée dans ses états ; mais il ne pouvait refuser un asyle à son beau-frère. Il le reçut, lui assura cinq cents *schildens* d'or par mois, mais refusa obstinément de se déclarer pour lui. Il craignait la faiblesse d'un parti qui lui semblait démoralisé, et redoutait par dessus tout l'alliance de l'Angleterre et de la France. Cependant, il se détermina à secourir Édouard autant qu'il lui serait possible de le faire sans se montrer. Il fit armer secrètement quatre gros vaisseaux à Veere, en loua quatorze aux Oosterlingues pour passer Édouard en Angleterre, à condition qu'il resterait quinze jours en rade pour attendre la réussite de sa descente, et qu'il se ferait ramener au cas où le succès ne couronnerait pas son entreprise (1).

Malgré les embarras que Louis suscitait continuellement à Charles, il donna les derniers ordres pour le départ d'Édouard. Dix mille soldats s'embarquèrent secrètement à Veere, et sur la fin de 1471, son beau frère disparut de sa cour. Le duc affecta une grande surprise à la nouvelle de son évasion et fit publier un édit qui défendait sous peine de mort à ses sujets de lui donner secours (2). La flotte aborda à Ravenspur. Édouard publia d'abord un mémoire dans lequel il affirmait qu'il n'avait aucun dessein de disputer la couronne au monarque régnant, et que sa seule intention était de rentrer dans le duché d'Yorck

(1) Rapin Thoyras. *Hist. d'Angl.*, tome iv, pages 254, 257.

(2) Phil. de Commines. liv. III, ch. iv, page 170.

qui lui appartenait du chef de son père. Quoiqu'il en soit, la jonction du duc de Clarence qu'il avait gagné, obligea Warwick de marcher en diligence pour sauver Londres. Un sanglant combat fut livré le 14 avril dans la plaine de Barnet, près de Londres; *le faiseur de rois* y fut tué. Edouard IV remonta sur le trône, et le malheureux Henri enfermé de nouveau dans la tour de Londres, fut poignardé par le duc de Gloucester, l'un des frères d'Edouard. Cette mort amena la tranquillité de l'Angleterre (1).

La première attention du monarque, fut de témoigner sa reconnaissance à ceux qui l'avaient si bien secouru. Il créa Henri de Borselen qui commandait la flotte, conseiller d'état, et lui donna l'office de grand chambellan de sa couronne. Il décora le comte de Gruithuisen du titre de comte de Winchester et lui permit d'écarteler l'Angleterre dans son écusson (2). Enfin, il récompensa la ville de Veere en accordant aux négocians l'exemption des droits d'entrée et de sortie sur toutes les marchandises, à l'exception des peaux et laines dont l'entrepôt était établi à Calais (3).

Ce fut alors au tour de Louis XI d'être embarrassé. Henri VI qu'il avait si bien caressé lors de son avènement avait été assassiné dans sa prison, et cependant, Louis, sans attendre les dix mille Anglais que le

(1) Rapin Thoyras. *Hist. d'Angl.*, tome II, liv. XII, page 71.

(2) Rymer. *Acta Publ. Angl.*, tome V, part. III, page 25.

(3) Idem. t. V. part. III, page 1, Boxhorn. *Chron. de Zélande*, part. I, page 218.

roi lui avait promis, avait ouvert les hostilités sur la frontière de la Picardie. Après s'être fait relever de son serment de Péronne, le rusé monarque s'était emparé de S'- Quentin et d'Amiens. Le duc se mit aussitôt en campagne. Louis alors qui s'était flatté sur la parole de S' Pol que toutes les villes de la Somme ouvriraient leurs portes à son arrivée et qui en outre, comptait sur l'appui de l'Angleterre, voyant que ces deux choses lui manquaient à la fois, ne chercha plus qu'à se tirer d'affaire, sinon honorablement, au moins au meilleur marché possible.

Une trêve fût conclue; Charles croyait qu'elle avait été signée de bonne foi, mais l'année suivante, (1472) Louis reprenant le cours de ses intrigues, détacha peu à peu le duc de Bretagne de l'alliance de Charles et força ce dernier à reprendre les armes. Le duc altéré de vengeance porta le fer et le feu dans la Picardie, ravagea toute la Normandie et le pays de Caux, et enfin, voyant l'hiver approcher et fatigué de la longue route qu'il avait faite à travers une contrée ennemie, il accepta une trêve qui fût signée à compter du 14 septembre 1473, jusqu'au 14 avril de l'année suivante (1).

Après la conclusion de cette trêve, Charles s'occupa de l'administration intérieure de ses états. Les provinces de la Hollande étaient dans une fermentation continuelle par suite des impôts exorbitants qu'il ne cessait de prélever sur elles; le duc fit ployer toutes

---

(1) *Acta Pub. Angl.* t. v. part. iii page 19, *Pet. Chron. de Holl.* t. i, liv. v, page 396.



les volontés sous son sceptre de fer. Sa tournée dans la Zélande fut signalée par un acte de justice extrême que nous consignerons ici, puisque tous les historiens s'accordent à le répéter. — Le gouverneur de Flessingue étant amoureux d'une femme de distinction, fit emprisonner son mari et mit sa tête au prix de son honneur. Cette femme ne jugeant rien de trop précieux pour racheter son époux, consentit au sacrifice qu'on lui demandait. Une première faveur enflamma la passion de l'amant qui fit égorger son prisonnier pour s'assurer sa conquête. La malheureuse épouse outrée d'une pareille perfidie se jeta aux pieds du duc et implora sa justice. Charles la pria de rester à sa cour, fit venir le gouverneur, lui présenta sa victime et lui demanda s'il la connaissait. Le gouverneur tombant à genoux, avoua son crime et chercha à l'excuser par l'excès de son amour. Le duc le releva, lui enjoignit d'épouser la veuve, de lui faire une donation de tous ses biens, et après lui avoir fait ainsi réparer ses torts, il condamna le nouveau mari à perdre la tête dans le lieu même où le défunt avait été exécuté (1).

Le duc de Bourgogne plus tranquille du côté de la France, répondit aux sollicitations du pape et de l'empereur, qui le pressaient depuis long-temps de s'intéresser au sort du vieux duc de Gueldre et de lui faire rendre la liberté.

La Gueldre était livrée aux plus scandaleuses discor-

(1) Haræus, *Exempla Politica*. liv. II, chap. IX, art. VIII.

des, depuis le temps qu'Arnould d'Egmont, duc régnant de ce pays, s'était ligué avec le duc de Savoie contre Philippe-le-Bon son ancien allié et son bienfaiteur. Tous deux, ils avaient secrètement engagé les Frisons à venir surprendre le duc dans le pays d'Over-Yssel. Catherine de Clèves que le duc Arnould avait épousée en secondes noces, s'était échappée pendant la nuit de son palais, et était venue se réfugier auprès de Philippe, alléguant pour justifier cette démarche, qu'elle ne pouvait vivre avec un homme qui s'était déshonoré par son ingratitude. Elle avait emmené avec elle son fils Adolphe âgé de quinze à seize ans, dans le cœur duquel elle paraissait avoir étouffé tous les sentimens de la nature, en lui inspirant dès l'âge le plus tendre la haine qu'elle portait à son mari. Cet événement remonte à l'an 1456 (1).

Quoiqu'Adolphe eut épousé la sœur de la femme de Charles, la nature offensée par les procédés du fils, le sollicitait en faveur du père inhumainement détenu. D'ailleurs, Charles lors de la conclusion du traité entre Arnould et son fils, s'était porté médiateur du vivant de Philippe, et avait promis d'arranger cette affaire à la requête des deux parties. Il demanda donc une entrevue à Adolphe qui se rendit à Hesdin, et il insista si vivement sur la liberté d'Arnould qu'il voulait qu'on lui amenât, que le jeune duc ne put s'y refuser (2). Adolphe se flattait de prévenir l'exé-

(1) Dewez. *Hist. de la Belg.*, t. v, ch. xix, page 49.

(2) Pontanus. *Hist. Gelr.*, liv. ix, pag. 536. Olivier De la Marche, liv. 11, ch. v, page 587.

cution de cette promesse en s'évadant de la cour, mais il fut si bien gardé, dit-on dans les *Additions aux Mémoires* de Commynes, qu'Henri de Perwys et Philippe de Wassenacr chargés de l'ordre, eurent le tems de ramener le vieillard à Hesdin (1). L'un et l'autre discutèrent leurs droits avec beaucoup de vivacité en présence du duc et de son conseil. « Je » les vis souvent tous deux, écrit Commynes, dans » la chambre du duc de Bourgogne, en grande as- » semblée de conseil, où ils plaidaient leur cause. » Je vis le bonhomme viel présenter le gage de ha- » taille à son fils. » — Charles inclinait en faveur d'Adolphe, mais le respect aux lois divines et humaines en imposait à son amitié, et le refus obstiné du fils de laisser le simple titre de duc à son père, acheva de le détourner de son parti. Adolphe s'en étant aperçu prit la fuite sous un habit de mendiant, mais ayant été reconnu au passage de la Merwe, il fut arrêté, renfermé dans le château de Namur, et delà, transféré à Vilvorde où il demeura jusqu'à la mort de Charles (2). Cet événement redoubla l'animosité des habitans de la Gueldre contre le duc Arnould. Contraint d'employer la force pour rentrer dans ses états, il emprunta trois cent mille florins au duc de Bourgogne, et lui hypothéqua pour garantie de cette

(1) M. Dewez dit à Doullens; nous adoptons la version contenue dans les *Add. aux Mémoires* de Commynes.

(2) Manuscrit dans les *Add. aux Mémoires* de Commynes.

somme, la propriété entière de ses domaines, sous la clause de réméré (1).

« Quelques historiens, écrivent les auteurs de l'*Histoire Gén. des Prov. Unies*, se sont trompés sur cet emprunt; ils en ont fixé le montant à quatre vingt douze mille florins pour l'engagement du duché de Gueldre et du comté de Zutphen, sans se rappeler que le vieux duc avait déjà touché par anticipation, deux cent huit mille florins. Néanmoins, Charles ne déboursa jamais que la première somme. Il devait fournir la seconde dans un terme de cinq ans (2), et Arnould mourut deux mois après la signature du contrat (3). Le duc de Bourgogne qui enviait la Gueldre, doutait cependant, à cause du paiement inachevé, qu'il y eut vente ou engagement perpétuel des domaines d'Arnould en sa faveur. Il envoya la solution de ce problème au chapitre de la Toison d'Or qu'il savait bien devoir la trancher à son profit (4). »

Le chapitre justifia les prévisions du maître et condamna Adolphe à une prison perpétuelle en punition de ses révoltes contre son père. Charles à Hesdin avait été tenté d'embrasser sa cause ! La justice s'évanouit toujours devant l'ambition.

(1) Supplément au *Corps Diplomat.* t. 1, part. 1, page 440.

(2) Lettre du duc Charles dans Pontanus. *Hist. Gelr.* liv. ix, pag. 542.

(3) Pontannus. *Hist. Gelr.*, liv. ix, pag. 549.

(4) Ce chapitre, disent Meyer et Heuterus, fut convoqué à Valencienne le 3 mai 1473.

Le duc se hâta de faire signifier cet arrêt aux villes et à la noblesse de la Gueldre avec l'injonction formelle de le reconnaître sans retard pour leur unique et légitime souverain. Il s'avança en même tems vers Maestricht à la tête d'une armée (1) dont la Hollande et la Zélande avaient fourni la meilleur part (2). Ruremonde ouvrit ses portes, Montfort fit quelque résistance, mais il fut obligé d'assiéger Venloo dans toutes les formes (3). L'opposition qu'il rencontra devant un grand nombre de villes, le décida à acheter pour la somme de quatre vingt mille florins, les droits que Gérard, duc de Juliers et de Bergues, prétendait avoir sur ce duché (4). Alors, Nimègue qu'il assiégeait depuis long-tems capitula (16 juillet 1473). Charles et Philippine, enfans d'Adolphe, étaient dans cette ville, on les envoya à Gand où ils furent élevés. L'année suivante (1474), Charles prêta hommage à l'empereur Frédéric III pour ses nouveaux domaines (5,6).

La totalité des Pays-Bas se trouva ainsi sous la domination de Bourgogne. David, bâtard de cette

(1) Pontanus, *Hist. Gelr.* lib. ix, pag. 552.

(2) Balen. *Descript. de Dordr.* page 783.

(3) Amelgard. *Gesta Ludovici XI.* Lib. iv. Cap. vii.

(4) *Cod. Diplom.* in Teschemach, pag. 232.

(5) *Annal. Novesiens. ad. ann. 1472.*

(6) Meyer, Heuterus et les anciennes chroniques, s'accordent à dire que par un traité conclu à saint-Omer le 7 décembre 1472, le vieux duc Arnould transporta à Charles tous ses droits sur le duché de Gueldre et le comté de Zutphen, pour une somme de trois cent mille florins du Rhin avec faculté de rachat, et que,



maison, possédait la seigneurie d'Utrecht en qualité d'évêque. Groningue et les Ommelandes avaient reconnu le duc. Les autres provinces lui étaient soumises, et il se fut emparé facilement de la Frise, dit Amelgard un des historiens de Louis XI(1), s'il eut profité de la sécheresse de l'été pour faire cette expédition. Mais l'ambition dévorait Charles, et il abandonna une conquête certaine pour des rêves de grandeur qui ne se réalisèrent pas. Son entrevue de Trèves projetée avec l'empereur, avait moins pour but de déposer à ses pieds un hommage illusoire, que de se concerter avec lui sur les moyens de changer sa couronne de duc contre un diadème royal.

Marie de Bourgogne, fille unique de Charles, était l'appât que l'ambitieux duc offrait à tous les princes dont il croyait le secours utile. Il avait entretenu dans l'espoir de ce mariage Nicolas d'Anjou, duc de Calabre, et Charles de France, duc de Guienne, frère de Louis XI. Antérieurement, lors de la révolution d'Angleterre, il avait promis Marie au duc de Clarence; mais tout bas Charles disait à ses confidens : — « Quand je me donnerai un gendre je me ferai moine. »

Ces intentions du duc de Bourgogne fondées ou non, portaient ombrage au roi de France. Dans le courant de mai 1472, le duc de Guienne mourut,

quelque temps après, le 24 février 1473, Arnould institua par son testament et à l'exclusion de son méchant fils, le duc de Bourgogne son héritier universel.

(1) Livre IV, ch. VII.

empoisonné, disent les historiens, par son frère. Charles alors, s'attacha plus fortement au duc de Calabre; il autorisa sa fille à lui donner une promesse de mariage qu'elle signa sous la date du 13 juin 1472. Cependant, il ne tarda point à s'apercevoir que l'alliance de la maison d'Autriche était beaucoup préférable. Sur ces entrefaites, le duc de Calabre mourut subitement à Nancy, le 13 août 1473, empoisonné aussi, prétend-on, par ordre de Louis XI qui le craignait.

Ce fut à la suite de tous ces événemens que l'entrevue de Trèves fut réglée. L'empereur y arriva le 29 septembre (1). Le duc était à Luxembourg depuis le 6, il se rendit le 30 à Trèves. Frédéric assez disposé à réunir les souverainetés du duc sous une même couronne, exigeait en échange le mariage de Marie avec son fils Maximilien, et voulait que la consommation de cet acte précédât le couronnement. On convint après bien des contestations que les deux cérémonies se feraient le même jour. Charles se

(1) On lit dans l'extrait d'une lettre contenant la relation des premières entrevues de l'empereur et du duc à Trèves, en date du 4 octobre 1473 et faisant partie de la collection manuscrite des archives de la ville d'Ypres, le portrait suivant de Frédéric : — « Et, pour scavoir la façon dudit empereur et de son estat, » il est un très beau prince et avenant, bien robuste, fort humble et bening, et le scaverait on mieux compareir guaire, » ne de taille, qu'à monseigneur De Croy, ainsy qu'il estoit il » y a viij ou dix ans, excepté qu'il est plus blanc de char que » mondit seigneur De Croy. Et amaine ledit empereur de vij » ou viij chevaulx. »

croyant assuré du succès, fit préparer son sacre avec une magnificence inouïe. C'était l'évêque de Metz qui devait le sacrer *Roi de Bourgogne*.

Des préparatifs immenses se firent pour cette cérémonie dans l'église de S<sup>t</sup> Maximin. Le sceptre, la couronne, les habits et tout ce qui devait servir à la solennité étaient enrichis des pierres les plus précieuses. L'empereur fit ses dispositions à part ; mais les mœurs des deux peuples étaient trop différentes ; la simplicité allemande fut révoltée du faste bourguignon ; Frédéric rougit de sa mesquinerie, et si l'on en croit quelques auteurs, il repartit aussitôt sans avoir dit adieu au duc, en prenant la route de Cologne. Ce fait est avancé par Amelgard (1) qui, mieux que personne, devait savoir le véritable motif du départ de l'empereur, mais qui l'a dissimulé pour des raisons politiques qui ne sont pas douteuses.

Charles, on l'a dit, avait juré de n'avoir point de gendre de son vivant, et la condition que Frédéric mettait à son sacre lui répugnait. Cette première cause a pu influencer sur la décision de l'empereur ; mais il en existe une seconde à laquelle il faut tout attribuer. On pense, et sans peine, que Louis XI ne voyait pas avec satisfaction l'alliance qui était sur le point de se former entre Frédéric et le duc de Bourgogne. L'accroissement de la puissance de Charles le faisait trembler, et son union avec l'Allemagne

(1) Livre IV, ch. IX.

jointe à son titre de roi, détruisait le système d'absolutisme qu'il ne perdait pas de vue; aussi, dût-il tout entreprendre pour ruiner une entreprise qui aurait eu pour lui les plus déplorables conséquences. Ce furent donc les émissaires secrets du roi Louis XI qui, à force de prières, de conseils et d'instances, déterminèrent l'empereur à abandonner l'amitié du duc de Bourgogne et à quitter Trèves.

Louis XI n'ignorait pas que cette rupture entre les deux princes ne se bornerait point à de simples reproches. Connaissant le caractère vindicatif du duc, il avait bien compté sur une guerre en Allemagne dont il profiterait pour faire invasion dans les domaines de Charles situés en France. Ce fut alors, et d'après les conseils de Louis, que le duc Sigismond d'Autriche commença à revendiquer le comté de Ferrette engagé par lui à la maison de Bourgogne. Charles n'eût garde d'écouter ses propositions et encore moins ses menaces. Le comté de Ferrette situé près de Bâle, dominait la rive gauche du Rhin et rendait le duc de Bourgogne maître de la partie inférieure de ce fleuve qui traverse la Hollande, dont en outre, l'acquisition de la Gueldre lui assurait continuation jusqu'aux frontières d'Allemagne.

La querelle qui survint fort à propos à l'occasion de l'archevêché de Cologne entre la maison de Hesse et celle de Bavière, lui fournit le prétexte de porter ses armes au-delà du Rhin, et ainsi, de se venger tout à la fois de Frédéric qui l'avait insulté, et de Sigismond qui méconnaissait ses droits. Au

préalable, Charles avait eu soin de faire descendre Édouard IV en France, afin d'occuper pendant cette expédition son ennemi mortel.

Voici sur quoi reposait la contestation relative à l'archevêché de Cologne :

Une partie des chanoines de la métropole avait nommé archevêque Robert, fils de Louis, comte palatin du Rhin et duc de Bavière, et leur choix avait été confirmé par le pape. Mais l'autre partie, avec laquelle Robert s'était brouillé, appela Herman de Hesse auquel on conféra le titre de protecteur de l'archevêché. Herman s'empara de Nuys et força son concurrent d'implorer le secours de Charles (1). Le duc rassembla dix huit mille hommes sous Maestricht et vint investir Nuys à la fin de juillet 1474.

Pendant que Charles perdait son temps et ses soldats à ce siège, Louis XI travaillait à l'accabler. Cédant à ses instigations, les villes du Rhin avaient levé seize mille hommes qui campaient à Dusseldorf. Frédéric s'avancait avec l'armée de l'Empire, René, duc de Lorraine, était entré dans le Luxembourg, mais la ligue qu'il forma entre les villes de l'Alsace et les cantons suisses, fut le plus funeste des coups qu'il porta à la maison de Bourgogne (2).

Quoiqu'il en soit, après un an de siège, Charles voyant son armée affaiblie, diminuer considérable-

(1) Philippe de Commines, livre iv, ch. 1, page 209.

(2) Idem. Livre III, pages 215, 216, *Preuves des Mémoires*, t. iv, page 458.



ment, bien différente en cela de celle de l'empereur qui ne faisait que croître et s'augmenter de jour en jour, céda aux instances du roi d'Angleterre qui, à sa sollicitation, avait fait une descente en France. Il leva honteusement le siège de Nuys et alla rejoindre avec ses troupes l'armée anglaise. On assure qu'il perdit devant cette place environ quinze mille de ses plus braves soldats. Le duc dans cette entreprise commit plusieurs grandes fautes. — Depuis l'avènement au trône d'Édouard IV, il avait sans cesse employé ses efforts à l'attirer sur le continent. Une seule fois ses vœux se trouvent réalisés, et il s'opiniâtre tellement au siège de cette ville de Nuys, que le roi d'Angleterre ne peut l'en arracher. L'hiver étant venu, ce fut un grand malheur pour lui et encore plus, pour le roi son allié qui avait quitté son royaume afin de lui porter secours. (1) « Dieu, dit Paradin, ne permit pas à ces

(1) Amelgard s'exprime ainsi au sujet de la levée du siège de Nuys. — « La longueur de ce siège fatiguait également tous les partis. Charles commençait à sentir que son entêtement nuisait à ses intérêts véritables. Les assiégés éprouvaient les horreurs de la famine et Frédéric ne comptait plus sur les secours de la France. Dans ces circonstances, le légat offrit de recevoir la ville en séquestre en attendant que le St-Père jugeât les contestations d'Herman de Hesse et de Robert de Bavière. L'empereur qui voulait uniquement empêcher le duc de Bourgogne de se rendre maître de cette place, accepta cet accommodement, et Charles qui ne cherchait qu'un prétexte pour mettre son honneur à couvert y consentit. » (*Gesta Ludovici XI*, lib. iv, cap. 15.)

» deux grosses armées de se joindre pour écraser la  
 » France. Il advint au contraire qu'Édouard se croyant  
 » dupe de l'opiniâtreté du duc de Bourgogne, traita  
 » avec le roi Louis et repassa avec son armée en An-  
 » gleterre. »

Nous emprunterons au même Guillaume Paradin un chapitre de ses annales, concernant le duc Charles et son expédition d'outre-Rhin.

Si le duc de Bourgogne ne se fut jamais occupé des affaires d'Allemagne, et s'il se fut contenté d'être comme un roi dans ses états, bien lui en serait advenu à lui et à sa maison; mais dévoré d'une ambition insatiable, sans cesse poursuivi par le désir de s'agrandir, il travailla de ses propres mains à la ruine de sa famille et à sa perte. Ce fut au commencement de l'an 1469, vers la fête de la S<sup>t</sup> Jean, que le duc Sigismond d'Autriche lui engagea le comté de Ferette et les terres qu'il possédait en-deçà et au-delà du Rhin pour la somme de soixante dix mille écus (1). Charles nomma pour gouverneur-lieutenant-général de ces domaines, un

(1) On lit dans l'*Hist Gén. des Prov. Unies*, t. iv, livre ix, page 140. « Sigismond archiduc d'Autriche avait vendu ou » engagé en 1467 ou 1468, le comté de Pfert ou Ferrette, pour » la somme de cinquante mille florins du Rhin selon les uns, » (Meyer. *Annal. Fland.* Ad ann. 1467.) et de cent mille » selon les autres. (Ph. de Commines, livre iv, ch. ii, page 216.) » Paradin n'est de l'avis ni de Meyer ni de Commines. Nous avons choisi sa version; les lecteurs prendront celle qui leur paraîtra la plus convenable.

homme d'un caractère mauvais et violent , ennemi de la paix et de la tranquillité publiques, et commettant des exactions telles , qu'elles causèrent à son maître des maux infinis. Utile leçon pour les princes qui ne se donnent pas la peine de choisir un gouverneur, et investissent de fonctions aussi importantes, des hommes que la plupart du temps ils ne connaissent pas ! Après l'entrevue de Trèves , Charles déçu des espérances qu'il avait formées d'être *Roi de la Gaule-Belgique*, comme dit Hermolus Barbarus, conçut un autre projet, et voulut se rendre maître du Rhin, chemin direct pour aller conquérir la Lorraine. Une grande idée se rattachait à cette conquête qui lui eut servi de prétexte pour usurper le titre de roi de Sicile et de Jérusalem, sans avoir autrement besoin du consentement de Frédéric. Le malheureux siège de Nuys dont nous avons parlé, fut une des conséquences de ce projet. Quoiqu'il en soit, Pierre Hagenbach, gouverneur du duc de Bourgogne, avait si fort rançonné les deux rives du Rhin, et les Flamands et les Picards dont il s'entourait volaient et dévastaient tant le pays, que non-seulement Hagenbach avait été pris en exécration par le peuple, mais que les seigneurs même ne pouvaient le supporter, tant il affectait de hauteur et de morgue insolente avec eux. Les habitans prirent le parti d'implorer Sigismond contre la tyrannie d'Hagenbach. Les Suisses firent alliance avec le duc qui, jusque là, avait été leur ennemi déclaré; et les villes impériales de Strasbourg, Bâle, Colmar et Schelestad

un verdict de mort. Cette sentence lui fut lue en ces termes, par le hérault d'armes de l'empereur :

— Pierre Hagenbach, je vous plains d'avoir aussi mal vécu, et de perdre pour ce motif le rang de chevalier et la vie ! — J'ai reçu de seize nobles chevaliers l'injonction de vous dépouiller des insignes de l'ordre, mais puisque je ne trouve sur vous aucune de ces marques honorables, je proclame et publie que vous êtes indigne de la chevalerie de S<sup>t</sup> Georges, au nom et en honneur duquel vous avez autrefois reçu le baudrier.

Le hérault se tournant ensuite vers le tribunal dit :

— Voici, messieurs, ce Pierre Hagenbach auquel j'ai enlevé honneur et dignité militaires, et que par votre ordre, j'ai déclaré exclu de toute compagnie de chevaliers ou de gens d'armes; le proclamant d'ailleurs, pour les crimes et forfaits dont il s'est rendu coupable, digne du supplice de mort.

Après cette proclamation du hérault, le président se leva et ordonna au bourreau de mettre la sentence à exécution selon sa teneur. Hagenbach ainsi condamné à mort, demanda pour grâce unique à ses juges qu'on lui tranchât la tête, ce qui lui fut accordé; en outre, il pria le duc Sigismond de faire remettre à l'église de Brizac ce qu'il lui laissait par son testament, savoir : une chaîne d'or et seize chevaux de la valeur de onze cents florins. — Ainsi fut supplicié Hagenbach. On conduisit son corps à Hagenbach où il fut enseveli dans le tombeau de ses pères.

Sa tyrannie avait duré trois ans et demi, et l'engagement du comté de Ferrette cinq.

« Voylà doneques, dit Paradin en terminant son » chapitre, la guerre ouverte entre le duc de Bourgogne et les Suysses pour la mort d'un meschant » homme, et que le duc lui-même devoit faire punir, » s'il eust fait son devoir; mais Dieu luy avoit bandé » les yeux de l'entendement pour l'amener où il avoit » délibéré ! (1). »

On a vu plus haut qu'Édouard avait signé un traité avec Louis et qu'à cette occasion, il avait fait remettre au roi de France les lettres du connétable de S'Pol qui prouvaient que l'astucieux homme de guerre avait continuellement trompé Louis et Charles. Le connétable, après l'alliance d'Édouard et du roi son maître, avait compris qu'il ne lui restait d'autre cause à embrasser que celle du duc de Bourgogne, mécontent au plus haut point du traité de Péguigny (29 août 1475).

Louis XI ayant appris le projet de S'Pol, dépêcha Contay vers Charles pour lui communiquer les lettres qu'il tenait du roi d'Angleterre. Ces preuves certaines de la trahison du connétable mirent en fureur un caractère violent par lui-même. Le duc arrêta S'Pol sans l'entendre, l'envoya dans la citadelle de

(1) *Annales de Bourgogne*, Livre III, pages 959 et suivantes.

« Comment les calamités et ruines advinrent au duc Charles » de Bourgogne, depuis qu'il s'alla heurter contre les Allema- » gnes, pour se venger et s'agrandir. »



Movi d'où il le fit transporter au château de Péronne.

Le duc de Bourgogne toujours occupé du dessein qu'il avait formé de s'emparer des états du duc de Lorraine, et qui n'avait signé la dernière paix que dans cette seule perspective, voyait ses projets sur le point d'être réalisés, car l'espérance de porter Charles à sacrifier le connétable pour un motif qui lui était bien connu, avait engagé le roi de France à négliger les intérêts de René qui ne s'était attiré l'ini-mitié du Bourguignon que pour occasionner une diversion favorable aux intérêts de Louis.

L'ambition d'un côté et la vengeance de l'autre, étouffèrent la reconnaissance et la générosité dans le cœur des deux princes. Louis abandonna René, et Charles signa l'ordre de livrer le connétable. Il avait cependant recommandé à Hugonet de différer le plus long-temps qu'il le pourrait l'exécution de son ordre; mais malheureusement pour S' Pol, il se confiait à son plus implacable ennemi qui le remit aussitôt au bâtard de Bourbon avec l'arrêt qui le condamnait à perdre la tête.

Charles n'attendit point comme il l'avait juré que trois années fussent écoulées depuis le départ d'Édouard pour traiter avec Louis. Il se pressa de conclure une trêve avec la France. Elle fut signée à Soleure, entre Luxembourg et Montmédy, le 13 septembre 1475, également pour un terme de neuf années (1).

(1) Dewez, *Histoire de la Belgique*, tome v, page 81.

« Mais à la levée du siège de Nuys, dit Paradin, le monde déjà cognoissant que la prospérité des affaires du duc estoit altérée par la perte faite en ce siège, et par le dommage que luy faisoit le duc Sigismond d'Autriche, d'avoir retiré le comté de Ferrette s'accordant avec les Suysses pour luy faire la guerre, fut de tous costez concité contre luy. »

LOUIS XI profitant des embarras de Charles, faisait reprendre par ses généraux les villes de la Picardie et de la Somme; les Suisses s'emparaient de la ville et de la citadelle de Granson, de la cité et du château d'Arles, et de plusieurs autres places aux environs du lac de Lauzanne. Déjà Charles avait fait des excursions dans la Lorraine pour se venger du duc qui s'était allié avec les Suisses. La mort du vieux prince et l'extrême jeunesse de son successeur renouvelèrent ses espérances. René, auparavant comte de Vaudemont, était fils de Ferry de Lorraine et de madame Yolande d'Anjou qui elle-même, était fille du roi René de Sicile et de la fille unique du duc de Lorraine, frère aîné de Jean, comte de Vaudemont, père de Ferry de Lorraine. Charles, afin d'avoir un prétexte de déclarer la guerre au jeune comte lui chercha querelle pour une forte somme qu'il prétendait lui être due par le feu duc son prédécesseur (1).

Le duc de Bourgogne prend donc les armes, soumet les Lorrains dans l'espace de trois mois et s'em-

(1) Paradin, *Annales de Bourgogne*, livre III, page 968.

paro de Nancy. De là, il tourne ses armes contre les Suisses (février 1476), s'approche de Granson, place forte avoisinant la frontière de l'Helvétie, qui avait naguère été enlevée au comte de Rhomont, et il en fait le siège.

Quatre vingt soldats d'élite défendaient la ville; ils repoussèrent vigoureusement et à plusieurs reprises les assauts tentés par le duc, mais voyant l'ardeur bourguignonne croître de jour en jour, et d'ailleurs, n'étant presque plus garantis par des murs battus en brèche et prêts à tomber, ils demandèrent à capituler. Charles cette fois, oublieux de sa parole et de ses habitudes, à peine entré dans la ville, fit périr toute la garnison, partie par la corde, partie en la noyant dans le lac. Exaspérés par cet acte barbare, les Suisses lèvent une armée qui s'augmente bientôt des secours qu'on leur envoie de toutes parts.

Charles apprenant leur venue, marche au devant d'eux, et malgré les avis contraires qu'on lui donne, il envoie une centaine d'archers occuper les gorges des montagnes et s'avance à leur suite avec le reste de ses troupes (1). Les Suisses connaissant l'intention qu'avait le duc d'occuper le défilé, avaient établi en cet endroit une forte embuscade d'arquebusiers. Ceux-ci laissèrent passer l'avant-garde de manière à ce qu'elle ne put être secourue du corps de bataille, puis ils firent feu sur cette poignée d'hommes qui, surprise de la sorte, battit en retraite.

(1) Loyens, *Synop. Duc. Burg*, page 146.

Le corps de bataille terrifié par ce premier échec, ne put se décider à agir quoique fit le duc; et lorsqu'ils virent descendre vers eux les Suisses, la tête baissée et hurlant de rage, le désordre le plus complet se mit dans les rangs des Bourguignons qui tournèrent le dos comme s'ils y eussent été contraints par une puissance invisible, et ils couraient si fort que les Suisses ne pouvaient les suivre. La déroute fut complète. Le duc de Bourgogne n'échappa qu'à grande peine, marchant toujours sans s'arrêter jusqu'à Lauzanne que seize lieues séparent de Granson.— Cette défaite eut cela de merveilleux que le duc n'y perdit que sept hommes d'armes ce qui doit être attribué au manque de cavalerie ennemie (1). La perte de cette bataille fût incalculable pour les richesses que le duc y laissa.

On lit dans Guillaume Paradin :

« Au surplus ses riches pavillons, son superbe  
 » parc et appareil de guerre, sa vaisselle d'or et d'ar-  
 » gent, ses belles tapisseries, ses précieux joyaux et  
 » pierreries de prix inestimable, livres, vestemens  
 » et autres opulens meubles, et ornemens dont la  
 » maison de Bourgogne estoit parée, autant que mai-  
 » son de la Chrestienté; tout fut pillé et perdu: car à  
 » ce voyage il avoit fait tout porter avec luy pour se

(1) Un grand nombre d'historiens s'accordent à dire que cette bataille de Granson fût livrée dans le courant du mois de février 1576. Guillaume Paradin dans ses *Annales* pag. 972 dit: — « Ceste bataille fut près de Granson, le samedi, veille des  
 » brandons, qui estoit le second jour du mois de mars en l'an mil  
 » quatre cent septante et six. »

» montrer en son excessive grandeur , aux estran-  
 » gers. Mais il fut puny par ce qu'il prisoit le plus ,  
 » et par quoy il se vouloit exalter soy mesme , sans  
 » attribuer ces grans biens à la bonté et indulgence  
 » de Dieu. Finalement les despouilles de son camp  
 » enrichirent les Suysses , qui lors estoient puvres  
 » et peu expérimentés és richesses du monde. La  
 » perte que le duc fit ce jour fut estimée à trente fois  
 » cent mille écus , dont les Suysses se firent riches ,  
 » encore qu'ils n'eussent pas cognoissance de la va-  
 » leur du butin ; car ils mirent en pièces les lopins les  
 » plus beaux et les plus somptueux pavillons qui fussent  
 » au monde lesquels ils pouvoient vendre chèrement  
 » et en faire leur profit. N'estoit-ce pas grande ignorance  
 » de vendre un plat d'argent pour deux grans blancs ,  
 » cuydant que ce fut estain ? Il y eut un Suyse qui  
 » leva l'estuy du gros diamant du duc (1) où pendoit  
 » une grosse perle , et regardant dedans le remit en  
 » son estuy et le rejetta sous un charriot et depuis  
 » le vint requérir et le vendit à un prestre pour un  
 » florin , le prestre l'envoya à leurs seigneurs , qui en  
 » donnèrent trois francs. C'estoit grand marché du  
 » plus beau diamant qui fust en la Chrestienté. Ils

(1) « Ce peuple était trop simple et trop grossier pour en con-  
 » naître le prix , et le *Sancy* , ainsi nommé du nom de l'ambas-  
 » sadeur qui l'acheta pour la couronne de France dont il fût  
 » long-temps le premier diamant , estimé dix huit cent mille li-  
 » vres , fut alors donné pour un écu par le soldat qui l'avait  
 » trouvé. » (*Mémoire historique , critique et littéraire*, d'A-  
 melot au mot *Sancy*).



» gagnèrent trois perles de grandeur incroyable qu'on  
 » nommait les *trois frères* (1), un ballay appelé la  
 » *Hotte*, et un autre nommé la *Balle de Flandres*,  
 » qui estoient les plus belles et excellentes pierres  
 » qu'on eust sceu trouver, et une infinité de pierre-  
 » ries de toutes sortes, qui depuis leur ont appris ce  
 » que les choses valent. »

La désertion des alliés fut une suite de la défaite. Le prince de Savoie, les comtes de Milan et de Provence se retirèrent dans leur pays. Louis qui s'était avancé jusqu'à Lyon pour être plutôt informé des événemens, reçut la nouvelle sans s'émouvoir et se contenta de dire : — « Quand orgueil et présomption marchent en tête, honte et dommage suivent de près » (2).

Pour compléter leur victoire, les Suisses se rendirent maîtres de deux châteaux dont Charles avait fait pendre la garnison : ils donnèrent les honneurs de la sépulture à leurs frères, et attachèrent aux mêmes potences les prisonniers bourguignons qu'ils avaient entre leurs mains. Ils usèrent des mêmes représailles à Granson.

Charles tomba malade du regret qu'il eût d'avoir été battu par les Suisses, peuple dont jusqu'alors on

(1) Les *Annales de Flandre*, t. 1, livre XVIII, page 423, sont d'accord avec Paradin.—Sic tres illi incomparabiles uniones qui tres fratres vocabantur, misero hosti pretium ignorati cesserunt in prædam.

(2) Dujardin et Sellier, *Hist. Générale des Prov. Unies*, t. IV, livre IX, pag. 159.

avait peu entendu parler. Granson fut leur premier titre de gloire. Louis XI en récompense de la bravoure qu'ils avaient montrée, leur fit quarante mille florins du Rhin de pension : vingt mille pour les villes, et vingt mille pour les gouverneurs. Les autres monarques et princes leur donnèrent aussi des témoignages de leur satisfaction; mais ils reçurent du seul roi Louis, depuis la bataille de Granson jusqu'à sa mort, un million de florins du Rhin (1).

Le duc de Bourgogne indigné que le roi de France manquât ainsi aux promesses solennellement jurées, envoya l'ordre à son chancelier Hugonet d'arrêter tous les marchands français résidant dans ses états.

Le chancelier différa d'exécuter ces ordres jusqu'à ce qu'il en eut reçu la confirmation, et peut-être ne se conduisit-il de la sorte, que pour s'attirer au cas de besoin futur les bonnes grâces de Louis. S'il eût agi de même, comme c'était un devoir pour lui, avant de livrer le comte de St Pol, Hugonet eût rendu un grand et important service, non seulement à sa propre réputation, mais encore à l'avenir de Charles et à celui de la Bourgogne (2).

Le duc s'était retiré à Lauzanne : quand son chagrin fut calmé, son premier soin fut de réorganiser ses troupes ; puis, malgré un hiver rigoureux et des

(1) Guillaume Paradin, *Annales de Bourgogne*, livre III, pag. 972.

(2) *Annales Flandriæ*. t. I, liv. XVII, pag. 423.

montagnes couvertes de neige qu'il avait à franchir, il se dirigea vers Morat pour en former le siège.

Les Suisses enflammés par leur premier succès, et ayant d'ailleurs dans leur parti des Allemands et l'archiduc Sigismond, marchèrent à la rencontre de Charles avec trente mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux. René, duc de Lorraine, aidé de l'or de la France, ne tarda pas à les rejoindre. — Ils établirent leur camp à côté de celui du duc et l'entourèrent de fossés avec une promptitude inouïe.

Charles que le souvenir de sa première fuite dévorait encore, range son armée en bataille et la fait rester sous les armes pendant plusieurs heures, espérant que l'ennemi allait bientôt sortir de ses retranchemens ; mais le ciel était couvert de brouillards et la neige tombait en grande quantité ; les Suisses demeurèrent dans leur camp et le duc de Bourgogne se décida à faire rentrer dans les lignes ses soldats mouillés jusqu'aux os et transis de froid. Les Suisses saisirent ce moment pour s'élancer avec de grands cris et un choc épouvantable sur l'arrière garde de Charles qu'ils accablèrent.

Les gens d'armes d'élite mirent alors pied à terre (1)

(1) Loyens dit *prætorii cohors*; dans les *Annales de Flandres* on lit que ce furent les archers anglais qui opposèrent une résistance momentanée au choc des Suisses : — *Anglici initio sagittarii, rem bene gerunt ac paululum peditum hostilem avertunt; sed mox opprimuntur a gallico equitatu quem rex clanculum submiserat, totusque noster exercitus, nondum ordinatus, vires hostium crudelitatemque non ferentes, in fugam se*

et soutinrent le choc qu'ils repoussèrent même pendant quelques minutes ; mais la cavalerie de l'archiduc Sigismond accourant au galop rendit leur défense inutile, et bientôt les Suisses se jetant pour la seconde fois sur leurs adversaires avec une impétuosité extrême et avant que les Flamands et les Bourguignons eussent eu le temps de se remettre en ligne, décidèrent leur fuite qui se fit dans le plus affreux désordre.

Des historiens rapportent que dans le feu du combat, huit mille hommes environ, tant Belges que Bourguignons furent tués, et qu'un nombre à peu près semblable périt dans la retraite.

Charles, accompagné seulement de trois mille cavaliers, se dirigea vers la Bourgogne et s'arrêta au château de la Rivière situé sur les confins de ses états. Il y fit une halte jusqu'au jour, et le lendemain, après toute une nuit de désespoir, il songeait déjà à tenter de nouveau le sort.

Ainsi fut vaincu pour la seconde fois ce prince dont pendant si long-temps aucune défaite n'avait terni la gloire et que le vulgaire croyait invincible à l'égal d'un Dieu. Si la chance se fut décidée en sa faveur, la république helvétique eût penché vers l'abyme ; aucun peuple alors n'eut été capable de s'opposer à l'impétuosité de sa marche triomphale, et tout au plus peut-être, son ambition eut-elle été assouvie, s'il lui eut été donné

vertunt, — Cette version vaut peut-être mieux que celle de Loyens en ce qu'elle se rapporte davantage aux intrigues de Louis qui avaient précédé cette seconde expédition.

d'étendre ses frontières jusqu'aux dernières limites de l'Italie (1).

On montrait encore à Morat, en 1564, une chapelle où étaient entassés les os des morts avec cette inscription : *Caroli illustrissimi Burgundiorum Ducis..... exercitus obsidens Moratum ab Helvetiis fusus, huic sui monumentum reliquit; anno M,CCCC,LXXVI.* « L'armée du très-illustre Charles les duc des Bourguignons..... battue par les Helvétiens pendant qu'elle assiégeait Morat, a laissé » ici ce monument d'elle-même. »

M. de Barante dans son *Histoire des Ducs de Bourgogne*, rapporte qu'en 1798, une armée française (2) passant par Morat pour soumettre les Suisses, et croyant voir dans l'ossuaire des Bourguignons une offense à la gloire de la France, détruisit la chapelle et dispersa les ossemens. Cette bataille de Morat eut lieu le samedi 22 juin 1476 entre dix et onze heures du matin, quatre mois environ après la déroute de Granson.

Louis XI n'était pas disposé à abandonner promptement les suites de ce second succès. Il répand l'argent à pleines mains, afin que les Suisses et le duc René ne déposent point les armes et profitent des circonstances pour reprendre la Lorraine et Nancy que Charles avait enlevées dans les

(1) Loyens. *Synop. Duc. Burg.*, pag. 147.

(2) Le bataillon de la Côte d'Or. Voir *Résumé de l'Histoire de France*, par Félix Bodin. 1832, Brux. Hauman. 1 vol. in-32. pag. 116.



guerres précédentes. René donc, puissamment secondé par les Suisses et les troupes que le roi de France avait mises à sa disposition, rentra dans quelques places de peu d'importance, et entreprit le siège de Nancy. Après avoir formé ses lignes et réglé ses moyens de défense, il vint se placer avec ses troupes sous les murs de la ville. Les assiégés attendaient des renforts du duc de Bourgogne qui n'arrivèrent pas : les Anglais qui formaient une partie de la garnison avaient perdu leur chef, et le siège étant poussé avec vigueur, les habitans envoyèrent au duc de Lorraine leur gouverneur Rubempré, pour traiter avec lui des clauses de la capitulation. René ne voulut rien entendre, et après être entré en triomphe dans Nancy au commencement d'octobre 1476, il se rendit à la fin du même mois en Suisse pour y rassembler de nouvelles forces.

Charles qui était resté pendant six semaines en Bourgogne, solitaire et éloigné du monde, en proie au plus cruel chagrin et accablé sous le poids de ses revers, se prit enfin à considérer sa position. Son nom n'était plus prononcé qu'avec mépris, ses alliés l'avaient abandonné, les Flandres refusaient les subsides indispensables aux frais de continuation d'une guerre à laquelle elles ne trouvaient aucuns motifs raisonnables.

Malgré tous ces obstacles, Charles réunit encore, et comme par enchantement, une troisième armée qu'il dirige vers les montagnes de l'Helvétie. La Lorraine et Nancy étant retombées au pouvoir de

Réné , Charles voulut profiter du moment où les Suisses étaient répandus sur plusieurs points pour entrer dans les états du duc , et bientôt il établit son camp sous les murailles de sa capitale.

L'hiver sévissant de toute sa force, un grand nombre d'officiers étaient d'avis d'abandonner le siège, de faire prendre les quartiers d'hiver aux troupes dans les bourgs environnans, et de réduire Nancy par la famine en lui coupant toutes les communications. Au printemps suivant, le siège à la faveur d'un ciel plus doux eût été repris, poussé et sans aucun doute, couronné du succès; mais Charles qui semblait endurci dans l'obstination et la mauvaise fortune, repoussa tous les conseils et s'approcha de la place, vaincu d'avance par le ciel et l'ennemi. Sur ces entrefaites parut le duc René conduisant à sa suite quinze mille Suisses dans le but de délivrer les assiégés. Les troupes du duc de Bourgogne se montaient à peine à dix mille hommes et sur ce nombre, deux mille au plus étaient capables de soutenir un combat; le reste épuisé par le froid et les maladies, ne pouvait supporter même le poids d'un fusil.

Les généraux de Charles le conjuraient de ne point opposer des soldats malades et sans énergie à des troupes fraîches et animées. Les Flamands demandaient avec instance qu'on les conduisît dans le Luxembourg, jurant par tous leurs saints qu'ils reviendraient au printemps battre les Suisses. Tout fut inutile (1).

(1) Meyer, s'exprime différemment au sujet de la rentrée de Charles dans la Lorraine. Il dit : — « René après être re-

Chaque jour ne faisait qu'aigrir le caractère naturellement irascible du duc de Bourgogne, et ce besoin de vengeance auquel il sacrifiait tout, fut une des causes qui le conduisirent si promptement à sa perte. — Un noble personnage, nommé Sifron, fait prisonnier par les soldats de Bourgogne au moment où il cherchait à entrer dans Nancy fut condamné par ordre de Charles à être attaché à une potence. Ce Sifron avait le secret de la correspondance, était le confident intime et servait d'intermédiaire à tous les projets, à toutes les trahisons du roi Louis et de l'Italien Campo Basso contre Charles; il eût révélé au duc ces mystères, ces impostures, ces perfidies pour sauver sa tête, mais il lui fut impossible d'obtenir une audience. Campo Basso eut soin de lui fermer tous les accès qui auraient pu le mener à Charles, et accéléra lui-même l'heure de son supplice.

« venu dans sa capitale le 5 octobre 1476, fut accueilli par ses sujets avec de grandes démonstrations de joie. Cependant, il ne passa pas le mois à Nancy, car sur la fin d'octobre il prit la fuite à la nouvelle de l'approche de Charles, et courut en hâte demander des secours à la Suisse. Aussitôt après le départ de René, le duc de Bourgogne fit ses préparatifs de siège, mais non plus avec la même puissance et le même appareil qu'auparavant. » — *Igitur Renatus sexto die octobris oppidum suum ingreditur, magna lætitia a suis acceptus : sed mensem illum ibi non finivit, verum sub exitum octobris, adventante Carolo fugit seque ad Helvetios et Germanos reversus corripuit, pro novis auxiliis. Carolus, vix illo dilapso, oppidum denuo obsidet, sed non quanto antea apparatu et potentia. — (Tome 1, livre xvii, pages 424, 425.)*

Sifron fut pendu , dit Commines , au grand dé-  
triment de Charles qui , s'il eut été plus humain ,  
s'il eut prêté une oreille favorable aux prières de  
celui qu'il avait condamné si brutalement , eût con-  
servé sa propre personne et ses provinces. Mais il est  
croyable que Dieu dans sa grande sagesse en avait jugé  
autrement. Le supplice de Sifron inspira à un poète  
latin les pensées suivantes :

« Et maintenant , prince barbare ! viens repâître  
» tes yeux , viens enivrer ton âme de cet affreux spec-  
» tacle ! Toi qui existes et qui vis encore , contemple  
» ces paupières fermées , ce visage pâle , cette tête  
» inclinée et ce cou raidi par la corde ; arrête tes  
» regards sur ces mains cruellement liées , sur ces  
» membres affaissés sous le poids du corps , et après  
» cela , enregistre comme ton plus beau triomphe la  
» mort du noble Sifron. Puisse du moins le ciel ne  
» point te réserver à toi , qui a toujours trempé tes  
» mains dans le sang des innocens , le bonheur d'un  
» trépas plus doux (1) ! »

(1) Et de supplicio Sifronii , poetas ille Parisiacus hunc  
loquitur in modum :

Pasce tuos princeps nunc crudelissime , pasce,  
Pasce oculos mentemque tuam vivusque vidensque !  
Contemplare necem hanc ! Oculos jam respice clausos,  
Pallida ora , caput fessum , constricta capistro  
Colla , manus vinctas , pendentes ponderis artus  
Corporei , et scribe hunc tibi de Sifrone triumphum !  
Non meliore quidem fato moriturus habeto  
Hanc laudem exulta crudus de morte bonorum.

(*Annal. Fland. lib. xviii , p. 425.*)

Malgré cela, le duc de Bourgogne acharné au siège de Nancy, commande une levée d'hommes et d'impôts extraordinaires dans la Belgique. Mais vainement il veut forcer Bruxelles à obéir à ses ordres, vainement il veut employer la violence contre ses provinces. La noblesse et le peuple ne lui répondent que par des refus et déclarent qu'ils ne reprendront les armes que lorsque l'hiver sera terminé. Le chancelier Hugonet exige de l'argent avec des menaces; une députation est alors envoyée au prince pour lui représenter à lui qui le sait mieux que personne, que ses fidèles sujets du nord sont épuisés par les contributions énormes qu'il a successivement levées sur eux. Charles les écoute impatiemment et quand ils ont fini, il les traite de rebelles, de séditeux et les menace des plus cruels supplices. On ne doit pas douter qu'un grand nombre de Flamands n'eussent payé de leur tête une semblable remontrance si le duc avait eu la faculté de revenir en Belgique. La noblesse qui avait aussi fait la guerre à ses dépens devant Nuys et en maints autres endroits, était fatiguée et d'ailleurs, ne se souciait aucunement de s'enrégimenter par une telle saison. Les prêtres se récriaient pour leur part, de ce que dans l'intervalle de trois ans à peine, ils avaient été obligés de donner au fisc ce qu'ils avaient ramassé pendant soixante années et plus; et comme si ce n'était point assez de ce grief, tous les jours ils étaient entourés d'exactions et de fraudes et soumis aux mauvais traitemens et à l'avarice des receveurs du duc.



Quelques personnes raisonnables pensaient qu'il y avait un moyen sûr de rétablir la bonne intelligence entre les états du duc de Bourgogne et d'Allemagne, en accordant la main de Marie au fils unique de l'empereur Frédéric III. Le calme se serait rétabli partout. La Lorraine, la Suisse, les domaines de l'archiduc Sigismond et toutes les provinces allemandes rendues à la paix seraient devenues amies, et l'on n'aurait plus rien eu à redouter de la France, même dans l'éventualité d'une guerre ouverte.

Il fallait donc sur-le-champ se tourner vers l'empereur, et les affaires de France se seraient terminées d'elles-mêmes. L'alliance avec l'Allemagne eût procuré au duc de Bourgogne des richesses, de la gloire et un grand nom; et ses possessions du nord et du midi eussent pu se défendre par leurs propres forces, si un traité ferme et durable eût été signé entre Charles et Frédéric. Le duc de Bourgogne refusa d'accéder à ces combinaisons; *surdo saltabant fabulam* dit Meyer et cependant, ajoute le même historien, « la » providence divine destinait Marie à Maximilien, » afin que de cette union naquissent dans la suite » d'augustes souverains pour l'univers (1). »

Mais le temps était venu : la dernière heure de Charles allait sonner.

(1) Maria tamen Dei providentia Maximiliano erat destinata, ut orbis terrarum augustissimi monarchae inde nascerentur.

Au commencement du mois de janvier 1477, René qui, indépendamment des Suisses qu'il avait sous ses ordres, comptait encore deux mille hommes de troupes françaises qui lui avaient été envoyées par le roi, rangea son armée en bataille près du lac de Neufchâtel. Il distribua ses troupes en deux colonnes, l'une tint la rive du lac, l'autre prit la route de Naney et toutes deux marchèrent en avant dans cet ordre. Déjà le duc de Bourgogne avait arrêté son plan d'attaque et il se préparait à terrasser les Suisses qu'il voyait venir à lui sur la route; ceux-ci devinant son intention, battirent en retraite vers une colline qui était proche. Charles alors envoya à leur poursuite deux corps sous le commandement de Jean Galeotto et Judas Talanus qui s'élancèrent avec intrépidité sur eux; mais les Suisses après avoir soutenu le choc, firent perdre pied aux Bourguignons et enfin les mirent complètement en déroute. Charles couvert de sang, apercevant ses soldats fuir et se sentant incapable de supporter l'ignominie d'une troisième défaite s'il avait le malheur d'y survivre, se jeta au milieu des fuyards consternés et combattant jusqu'à la mort, tomba percé de trois blessures, le 5 janvier 1477. Un coup de lance lui avait traversé la cuisse et les reins et une hache avait fendu sa tête jusqu'à la bouche. Il mourut à l'âge de quarante trois ans (1).

(1) Nous avons emprunté à Loyens (*Synop. Duc. Burg.* page 148, 149), la description de ce combat. — Paradin

Après la bataille, son corps fut porté à Nancy. Il resta exposé aux regards du peuple pendant six jours. Le dimanche suivant il fut solennellement enterré dans l'église de Saint-Georges de Nancy, d'où il fut transféré en 1550, par ordre de l'empereur Charles-Quint, à Luxembourg, et en 1553, à Bruges dans la cathédrale de Notre-Dame (1).

Il reste à parler de la trahison de l'Italien Campo Basso qui, au dire de tous les chroniqueurs, fut la cause principale de la déroute de Charles et de sa mort qui en fut la suite.

Loyens (2) le fait désertir avant le combat. « Un certain Campo Basso, comte napolitain, se » trouvait dans le camp du duc. Entraîné par son » naturel perfide ou secrètement corrompu par » l'or de la France, il déserta avec quarante Italiens » l'armée de Bourgogne et alla porter tous les secrets » de Charles à René, auquel il fit offre de ses services. »

Guillaume Paradin (3) est de l'opinion de Loyens, on lit dans ses *Annales* : — « Estant en ces

dans ses *Annales de Bourgogne*, est du même avis que lui au sujet des blessures que reçut le duc.

(1) M. Dewez, *Hist. de la Belgique*, tome v, ch. xxiii, page 105 et 106.

(2) *Synop. Duc. Burg.* page 148. — Militabat in ejus castris comes quidam Neapolitanus, quem Campo Bassum appelabant. Hic, vel suapte perfidia vel pecunia clam corruptus, cum quadringentis Italis a Burgundio deficiens ac ad Renatum transiens, ei Burgundi consilium omne patefecit.

(3) *Annales de Bourgogne*, livre iii, page 984 et 985.

» termes, trois Seigneurs se révoltent contre le Duc  
 » de Bourgogne, scavoir : le comte de Campo Basso,  
 » le Seigneur Ange et le Seigneur de Montfort; lais-  
 » sant le duc de Bourgogne en son camp et siège de  
 » Nancy qui fut le mercredy-devant la bataille; le  
 » comte emmena bien avec luy neuf-vingts hommes  
 » d'armes, et les deux autres susnommés en emme-  
 » nèrent six-vingts, qui fut grand playe au duc de  
 » Bourgogne duquel l'armée estoit desia bien haras-  
 » sée, et de plusieurs pièces.

» Le comte de Campo Basso se retirant vers le  
 » duc de Lorraine avec les neuf vingts hommes d'ar-  
 » mes, cuidoit estre le bien venu : mais les généreux  
 » et nobles Suysses protestèrent qu'ils ne combat-  
 » troient point en la compagnie d'un traistre. De  
 » mode qu'il fallut que ce traistre delogeast, et lui fit  
 » dire le duc de Lorraine, qu'il s'en allast à Condé,  
 » qui est une place sus la rivière de la Moselle, par  
 » où tous les vivres du camp du Duc de Bourgogne  
 » passoyent, venant du val de Mets et de la Duché de  
 » Luxembourg. »

Les auteurs de l'*Histoire Générale des Provin-  
 ces Unies*, (1) ordinairement exacts dans leurs  
 détails, s'expriment ainsi : — « Les armées se  
 » trouvèrent en présence le 5 janvier, et dans l'in-  
 » stant qu'elles s'ébranlèrent, Campo Basso passa  
 » du côté de l'ennemi avec la plus grande partie de

(1) Dujardin et Sellier, *Hist. Génér. des Prov. Unies*,  
 tom. iv, liv. ix, pag. 155.

» sa cavalerie. Quelqu'avantageuse que fût cette dé-  
 » fection , la perfidie italienne indigna les Suis-  
 » ses qui lui firent dire qu'ils ne recevaient jamais  
 » de traîtres dans leurs batailles; en sorte que ce  
 » capitaine forcé de s'éloigner, se retrancha dans un  
 » poste avantageux pour attendre l'événement du  
 » combat. »

M. Dewez dit : — « Le comte de Campo Basso  
 » qui avait consommé sa trahison comme il l'avait  
 » promis au roi de France, vint se rendre au duc  
 » de Lorraine avec sa troupe. Mais ce prince aussi  
 » loyal que le roi était fourbe , lui fit dire qu'il se  
 » retirât, qu'il ne voulait point de traître dans son  
 » armée, et il se rendit au château de Condé à deux  
 » lieues de Nancy (1). »

Meyer est d'avis que la retraite de l'Italien Campo Basso s'effectua avant la bataille (2). Du reste il est d'accord avec tous les historiens qui parlent de la réception que lui firent les Suisses. — « Un certain Nicolas  
 » Campo Basso, passa avec toute sa cavalerie dans  
 » le camp de René, mais les Allemands le re-  
 » poussèrent, déclarant qu'ils ne pouvaient soutenir  
 » la présence d'un traître au milieu d'eux, et que ce  
 » que l'Italien avait de mieux à faire, était de se ren-  
 » dre en France. Campo Basso alors s'empara d'un  
 » pont sur la Moselle, le fortifia, l'obstrua, afin

(1) *Histoire de la Belgique*, tome v, page 103. — M. Dewez place aussi la défection de Campo Basso avant le combat.

(2) *Annal. Fland.* lib. xvii, pag 426.



» d'ôter à notre armée tout moyen de retraite vers  
 » le Luxembourg; et en effet, un grand nombre de  
 » Bourguignons et de Flamands furent tués ou noyés  
 » vers ce pont (1). »

La mort de Charles est aussi diversement racontée. La Marche écrit dans ses *Mémoires* : — « Ainsi  
 » perdit le Duc de Bourgogne la troisième bataille  
 » et fut en sa personne, rateint, tué et occis de coups  
 » de masse. Aucuns ont voulu dire que le Duc  
 » ne mourut pas à cette journée : mais si fit; et fut  
 » le comte de Chimay pris et mené en Allemagne :  
 » et le Duc demoura mort au champ de bataille  
 » et estendu comme le plus pauvre homme du  
 » monde (2). »

Commines dit que Charles fut tué dans la fuite par des lanciers allemands qui ne le connaissaient pas (3). D'autres prétendent que ce fut par des cavaliers que Campo Basso avait postés dans ce dessein (4). On a vu plus haut comment Loyens rapporte sa mort. M. Dewez transcrit toutes les con-

(1) *Annal. Fland.* tom. I, lib. XVII, pag. 426. — Nicolaus Campo Bassus proditor, cum toto equitatu suo ad hostem transiit : quem tamen Germani mox repellunt, præfati nullum se ferre posse traditorem, sed Gallicam adiret nationem. Tum proditor, pontem Mosellæ amnis insedit, curisque fortiter conclusit, ne qua nostris Luceburgum versus pateret fuga. Plurimi ad eum pontem atque in amne, occisi et extincti.

(2) *Mémoires de La Marche*, livre II, ch. VIII, page 408.

(3) Livre V, ch. VI, page 295.

(4) Duclos, *Hist. de Louis XI*, page 206. — *Annal. Noves.* pag. 105.

jectures auxquelles elle a donné lieu, d'où il résulte que Jean Muller dans son *Histoire Universelle* (1) se trompe, lorsqu'il écrit : « Huit mille guerriers Suisses traversèrent les Vosges au cœur de l'hiver et se rendirent en Lorraine; ils arrivèrent devant Nancy le 6 janvier, attaquèrent aussitôt les Bourguignons et les défirent complètement. Charles périt de la main du traître Campo Basso, condotière italien, qu'il avait pris à son service. » La date du combat et la mort du duc sont deux versions également fausses. Les avis sont unanimes pour fixer au 5 janvier 1477 le jour où fut livrée la bataille de Nancy. Quant à la mort de Charles, le témoignage des contemporains dément en tous points l'assertion de l'auteur allemand.

Munster cité par Guillaume Paradin dit, en résumant les dernières guerres de Charles, que dans la première bataille le duc perdit ses richesses, dans la seconde ses soldats, dans la troisième sa personne. Les Allemands ont consigné cette remarque dans le vers suivant :

*In rebus Granssen, grege Murthen, corpore Nansen.*  
Ses biens à Granson, ses geus à Morat, son corps à Nancy.

Charles supprima en 1473 le nom du Haut Conseil de Hollande, donna à ce tribunal le titre de Parlement, transporta ses séances à Malines, étendit son ressort sur les Pays-Bas et y réunit les chambres des

(1) Tome III, livre XVIII, page 204.

comptes de Lille et de Bruxelles (1). Mais ces changemens ne subsistèrent que pendant sa vie. La Hollande, la Zélande et la West-Frise ne voulurent plus reconnaître cette juridiction aussitôt qu'il eût les yeux fermés, et ils rétablirent l'ancien tribunal à la Haye (2).

Son père l'avait fiancé encore enfant à Catherine de France, fille de Charles VII ; cette princesse étant morte avant l'âge, il épousa contre son gré Elisabeth de Bourgogne dont il eut Marie qui lui succéda, et en secondes noces, Marguerite d'Yorck, sœur d'Edouard IV, roi d'Angleterre, dont il n'eut pas d'enfans. On a remarqué que son sceau fut le premier où on représenta le prince à cheval. A cette époque aussi on commença à marquer sur les médailles le millésime de leur émission (3). Charles avait pour symbole une branche de houx et pour devise ces mots : — *Qui s'y frotte, s'y pique.*

La mort du duc si tristement arrivée à la bataille de Nancy, trouva beaucoup d'incrédules parmi ses sujets. Nombre d'années encore après, on le croyait vivant, on affirmait qu'il s'était échappé des mains de ses ennemis et qu'il avait juré de faire pénitence de ses fautes pendant sept années, au bout desquelles son intention était de reprendre les armes, et de se venger des affronts de Morat et de

(1) Suppl. aux *Trophées du Brabant* par Butkens, liv. VII, pag. 205.

(2) Olivier De la Marche, *Introduc.* page 76.

(3) *Vredii Sigilla Principum*, pag. 94 et 99.

Nancy. Un ermite qui menait la vie la plus retirée et la plus dure dans les montagnes de la Suève donna à cette fable une apparence de vérité, et comme en outre, il y avait dans sa voix et dans sa personne une certaine ressemblance avec la personne et la voix de Charles, le peuple le prit facilement pour le duc (1), jusqu'à ce qu'enfin son erreur fut dissipée par les plus authentiques témoignages.

Le fils de Philippe n'était plus, heureusement pour ses sujets qu'il écrasait d'impôts, pour sa fille qu'il entourait d'ennemis, la contraignant un jour de donner une promesse de mariage à tel prince, et le lendemain exigeant d'elle qu'elle reçût un anneau de fiançailles de tel autre : heureusement aussi pour Louis XI, dont la puissance était sérieusement menacée par celle de Bourgogne, pour René qu'il eût infailliblement dépossédé de ses états de Lorraine, et pour les Suisses qui eussent tôt ou tard payé cher les trois déroutes qu'ils lui avaient fait éprouver.

« Ainsi périt dans la quarante quatrième année de son âge, Charles que son humeur guerrière fit surnommer le *Hardi* ou le *Belliqueux*. L'orgueil et la présomption fermèrent ses oreilles aux conseils de la prudence, firent son malheur, celui de ses sujets et causèrent sa mort. Il avait l'âme élevée, le cœur généreux et l'esprit pénétrant. Il eut malheureusement affaire à un mo-

(1) Loyens, *Synop. Duc. Burg.* pag. 149, 150.

» narque plus subtil et plus délié que lui. Il ne se  
 » piquait pas d'être religieux dans sa parole et son ri-  
 » val s'embarrassait encore moins de garder la sienne.  
 » Peu sensible aux plaisirs, il méprisait les femmes  
 » par tempérament plutôt que par vertu. L'ambition  
 » et la fureur de la vengeance étouffaient en lui les  
 » autres passions. Il aimait les hasards, il les recher-  
 » chait par goût et sa fierté lui cachait l'écueil contre  
 » lequel il devait se briser. Sa témérité croissait par  
 » le danger, son courage se raidissait contre les obsta-  
 » cles. Les disgrâces le rendaient plus entreprenant  
 » et les pertes changeaient sa valeur en férocité. Il  
 » était dissimulé, mais imprudent. Il se piquait de  
 » probité sans s'assujettir à ses devoirs : au surplus,  
 » libéral et juste jusqu'à la sévérité (1). »

Loyens termine en ces termes la vie de Charles-le-Téméraire :

» Telle fut la fin malheureuse de Charles, le plus  
 » puissant des ducs de Bourgogne et de Belgique,  
 » qu'on avait surnommé *l'audacieux* à cause  
 » de son intrépidité. La dignité de sa personne  
 » autant que l'élévation de son âme, le rendaient  
 » digne d'un trône. Il était d'une taille médiocre,  
 » son corps était grêle mais bien proportionné :  
 » il avait les yeux et la chevelure noirs, le nez et  
 » le menton un peu alongés, le visage mâle et noble,  
 » en un mot, le teint espagnol de sa mère. Char-  
 » les était généreux, son courage ne s'effrayait de rien,

(1) Dujardin et Sellier, tom. iv, liv. ix, pag. 156.



» sa patience à la guerre était un modèle. Du reste,  
 » d'une magnificence royale, d'une prodigalité, d'une  
 » abondance telles, que le luxe de sa cour éclipsait  
 » celui des trois monarques les plus riches d'alors.  
 » Il était la terreur de ses ennemis, parlait un grand  
 » nombre d'idiômes étrangers, entr'autres les lan-  
 » gues latine, espagnole et anglaise. Il aimait beau-  
 » coup la musique. L'étude des historiens faisait ses  
 » délices. Il avait une prédilection marquée pour la vie  
 » d'Alexandre et les *Commentaires de César*. Sa jus-  
 » tice était sévère et lui-même, il se montrait strict  
 » observateur des lois qu'il ne souffrait pas qu'on  
 » méprisât. Du côté des femmes, il était d'une si rare  
 » modération, qu'on ne lui connaît pas de maîtresses,  
 » et que chez ses soldats, il punissait la débauche avec  
 » autant de rigidité que la désertion et le vol. Mais  
 » comme tout le monde, Charles avait ses défauts. Il  
 » était incapable de maîtriser sa colère et bien sou-  
 » vent il se laissa entraîner par elle. Son ambition  
 » immodérée ne put jamais se renfermer dans les li-  
 » mites de la Belgique. Il tenait à son opinion alors  
 » même qu'elle tournait à son désavantage, exécutant  
 » tout d'après sa propre inspiration, repoussant ob-  
 » stinément les conseils salutaires de ses amis, et ce  
 » fut ainsi, que pendant qu'il s'efforçait d'envahir les  
 » états de ses voisins et d'étendre outre-mesure ses  
 » frontières, il trouva cette mort si malheureuse et si  
 » triste (1). »

(1) Loyens, *Synop. Duc. Burg.* pag. 150.

Paradin dit :

« Charles, dernier duc de Bourgogne, avoit l'esprit  
 » parfaitement haut, et n'a esté de son temps guères  
 » d'hommes plus hardis qu'il estoit. Car il ne fit ja-  
 » mais semblant d'avoir peur. Il ne craignoit nul prince  
 » pareil à luy. Ses pensées estoyent si grandes que ja-  
 » mais homme ne les eust sceu conduire à quelque  
 » effect, si Dieu n'y eust adjousté sa puissance. Il  
 » donnait fort souvent audience à ses serviteurs et ses  
 » sujets. Les cruautés dont il s'ensanglantoit sur la  
 » fin, monstroient bien qu'il seroit de peu de du-  
 » rée (1). »

Meyer s'étend longuement sur l'éloge du duc de Bourgogne. « L'âme de Charles, dit-il, était grande,  
 » élevée et elle aurait pu servir de modèle, s'il avait  
 » su la gouverner, s'il eut écouté les sages avis de ses  
 » ministres (2). »

On doit dire que Charles fut un enfant gâté, ordinairement maladroit, souvent servi par le hasard et n'ayant acquis d'autre expérience dans ses guerres, que le désir insatiable d'ajouter à ses domaines conquis, d'autres domaines. « Il possédait les deux Bourgognes et presque toute la Belgique; il y réunit le duché de Gueldre et le comté de Zutphen qu'Arnould d'Egmont lui vendit, lorsqu'il l'eût délivré de la prison où le retenait son propre fils. Il espérait ajouter à ses états la province que René d'Anjou, roi titulaire

(1) *Annales de Bourgogne*, l. III, pag. 989, 990.

(2) *Annal. Flandrice*, l. XVII, pag. 427.

de Naples, avait promis de lui laisser par son testament ; il comptait s'emparer de la Lorraine dont le souverain était trop faible pour lui résister. Enorgueilli par le succès de ses entreprises et par l'agrandissement rapide de sa puissance, il forma le projet de rétablir le royaume d'Austrasie et de Lotharingie qui, placé entre la France et l'Allemagne, aurait séparé ces deux pays l'un de l'autre. » (1) — L'ambition insatiable de Charles le perdit.

Le séjour de Louis XI à Genappe, aurait cependant dû lui apprendre qu'il n'aurait jamais dans la personne du roi de France qu'un ennemi rusé et acharné à sa perte, ou selon les circonstances, qu'un faux ami. La défection de la maison de Croy qui, du service de Bourgogne, passa à celui de France, l'apostasie de Commynes reniant son véritable seigneur et maître, pour entonner les louanges de Louis XI; tous ces exemples réitérés auraient instruit un prince moins obstiné dans son ignorance que le duc Charles; tout autre y aurait vu, que Louis adoptant pour première règle de politique le mensonge et la corruption, attirait à lui tous les hommes qui pouvaient le servir sans jamais manquer son but, qu'en outre, il ne signait une trêve ou ne jurait une paix la main sur l'évangile et sur son cœur un morceau de la vraie croix, que pour le lendemain, se faire relever de son serment par le pape ou sur le refus du Saint Père, refus qui était rare, charger quelques milliers d'hommes-d'ar-

(1) Jean Muller, *Hist. Univ.* tom. III, l. XVIII, pag. 199, 200.

mes de dire au serf et vassal de Bourgogne et d'Artois , que le roi de France n'avait rien promis. Charles d'ailleurs ne possédait véritablement aucune des vertus que les historiens que nous avons cités lui prêtent. La justice et la sévérité, chez lui comme chez tous les princes de son temps, étaient toujours relatives. Il croyait réparer le sac de Liège, de Dinant, de Bouvines, faire oublier les exactions de ses receveurs, et les taxes énormes dont il écrasait ses sujets par une ou deux belles actions, un ou deux actes d'impartialité; mais Louis de même, se figurait que sur la terre comme au ciel ses cruautés lui seraient remises en adressant une patenôtre à sa Notre-Dame de plomb.

---

---

## CHAPITRE III.

1477-1482.

**SOMMAIRE — MARIE DE BOURGOGNE.** — Premières tentatives de Louis XI pour démembrer l'héritage de Charles-le-Téméraire. — Olivier-le-Daim envoyé en ambassade à Gand. — Révolte dans les Flandres. — Supplice d'Hugonet et d'Imbercourt. — Invasion de Louis XI dans la Bourgogne, la Picardie et l'Artois. — Négociations au sujet du mariage de Marie. — Elle épouse Maximilien fils de l'empereur Frédéric. — Chapitre de la Toison d'Or. — Naissance de Philippe-le-Beau. — Nouveaux troubles dans la Gueldre. — Siège de Térouanne et bataille de Guinegate surnommée la *journée des éperons*. — L'Angleterre renouvelle ses traités avec les Pays-Bas et Philippe est fiancé à Anne, fille cadette d'Édouard. — Nouvelles hostilités de Louis XI. — Mort de Marie. — Résumé.

---

Marie, fille unique de Charles, née de son mariage avec Elisabeth de Bourbon, était à Gand, lorsqu'on vint lui apprendre la mort de son père. Marguerite d'Yorck, sa belle-mère, Jean duc de Clèves, Adolphe de Clèves, comte de Ravestein, Guy de Brimeu, le seigneur d'Imbercourt et Guillaume Hugonet, chancelier de Bourgogne, s'y trouvaient aussi; Louis de Gruithuisen, stadhouder de Hollande, et Wolfaard de Borselen, marquis de Veere, suivis des grands vassaux,



vinrent presque aussitôt la reconnaître pour unique héritière du défunt (1).

Après la mort de Charles la principauté de Brabant revenait de droit à sa fille, mais avant qu'elle n'en prit possession, bien des désastres, des intrigues et des guerres vinrent y mettre obstacle. Louis XI, positivement assuré de la défaite et de la mort du duc de Bourgogne, résolut de faire une invasion dans ses états et d'augmenter ainsi son territoire. Avec un esprit aussi subtil que le sien, les motifs n'étaient pas ce qui l'embarrassait pour donner une apparence de justice à son expédition. Il affirmait que le duché de Bourgogne appartenait à la couronne parce qu'il était apanage et héritage direct des mâles à l'exclusion des femmes. Il faisait valoir les mêmes droits sur l'Artois, et bien qu'il eût signé avec le feu duc de Bourgogne une trêve de neuf ans, confirmée par serment en 1475, il n'en persista pas moins sous prétexte de protéger sa brue qu'il voulait plus tard marier avec son fils, à lui enlever par les armes non-seulement le duché de Bourgogne, mais même tout ce que les traités d'Arras et de Conflans avaient donné à son aïeul et à son père.

Toutefois avant de rien entreprendre, il envoya à Gand son barbier Olivier-le-Daim, avec des lettres pour Marie. Olivier devait parler secrètement à la duchesse et la mettre à force de ruses ou de mensonges dans le parti du roi. Au cas où ses demandes seraient

(1) *Hist. Gén. des Prov. Unies*, tom. iv, l. x, pag. 166.

infructueuses auprès de la jeune duchesse , il avait ordre de déterminer les Gantois soit sous main et par de belles promesses, soit ouvertement et à l'aide de menaces , à adopter le nouvel état de choses et à reconnaître la domination de Louis. Olivier étant né aux environs de Gand , se croyait sûr d'arriver à la prompte réalisation de ses vœux. Admis dans le conseil pour y exposer les causes de son ambassade , il répond qu'il lui est enjoint par le roi son maître de parler à la duchesse Marie seule et en particulier. Les conseillers, au nombre desquels figuraient le duc de Clèves et le gouverneur de Liège, trouvant ce début aussi contraire à l'étiquette qu'aux mœurs , répliquèrent en conséquence.

Mais l'insolent barbier persistant dans sa première demande et les Gantois en ayant été informés , s'indignèrent qu'un homme d'aussi basse extraction que le Daim , se permit de vouloir commander chez eux, et le dénouement de cette affaire aurait pu devenir grave si le barbier n'eût fort adroitement adopté le seul parti raisonnable, celui de prendre la fuite. Il alla chercher un asyle à Tournay, ville neutre qui n'était alors ni sous la domination de la France, ni sous celle de la Bourgogne, et il fit tant , que les habitans se décidèrent à embrasser la cause de Louis.

Le système d'envahissement du roi de France sur les états de la duchesse était bien arrêté quant à la Bourgogne et à la Flandre , mais comme il ne pouvait exciper ni de forfaiture , ni de descendance mâle pour la Franche-Comté, il s'efforça de persuader à la

noblesse et aux villes de se mettre sous sa protection pendant la minorité de la princesse, promettant de la rétablir dans ses droits lorsqu'elle serait en âge de gouverner. La Trémouille faisait aussi ses efforts pour engager les villes de la Somme à se réunir à la France. Abbeville et Doullens ouvrirent leurs portes. Ham, Montdidier et un grand nombre d'autres suivirent cet exemple. Les Artésiens seuls résistèrent. Lavacherie, prévôt d'Arras, député pour entrer en conférence avec les commissaires que le roi avait envoyés au Mont Saint-Eloy, prouva par un grand nombre d'exemples, quoique Commines s'efforçât d'établir le contraire, que le comté d'Artois était un fief féminin (1). Louis XI par une foule de bonnes raisons en était convaincu ; aussi, se défiant de la réussite de la conférence, il avait envoyé d'Argenton pour traiter avec les principaux habitans, et il le suivait à la tête d'une bonne armée pour appuyer les négociations (2). Il n'avait plus à redouter les grands vassaux dont l'union l'avait naguère fait trembler. Le duc de Guyenne était mort, Saint-Pol avait été exécuté, on avait gagné le duc de Nemours, et le duc de Bretagne avait perdu à la bataille de Nancy son plus puissant protecteur. Louis n'avait donc plus devant lui qu'une princesse timide, sans expérience et sans conseils, avec une noblesse découragée, des armées détruites,

(1) Barland, *Histoire des Comtes de Hollande*, voir Marie de Bourgogne.

(2) Haræus, *Ann. Brab. anno 1477*.

des finances épuisées, des peuples consternés et mécontents. Ces idées le fascinaient à tel point qu'elles l'empêchaient de songer aux obstacles beaucoup plus réels qui pourraient s'opposer à l'exécution de ses desseins. Son intention était dans ses conquêtes futures, de garder les provinces voisines de ses frontières et de distribuer les autres à ses favoris. Il comptait aussi se faire des créatures en Allemagne en cédant aux princes de l'Empire les possessions les plus éloignées de son royaume, telles que le Brabant, le Hainaut et la Hollande (1). S'il échouait dans son plan, il se flattait d'être toujours le maître de forcer Marie à donner sa main à son fils, et cette erreur ne l'abandonna que lorsqu'il vit Maximilien devenu l'époux de la duchesse de Bourgogne, et possesseur avec elle des états de Charles.

Pendant que Louis employait ses généraux à soumettre la Picardie, les Flandres étaient de nouveau en proie à la guerre civile. Gand qui par amour-propre avait pu quelque temps auparavant chasser de ses murs Olivier-le-Daim, n'était pas éloigné de faire la paix avec la France. Sans aimer Louis plus qu'ils n'avaient aimé leur feu duc et qu'ils n'étaient attachés à leur duchesse, les Gantois saisirent avec transport l'occasion qui s'offrait de se révolter, supposant avec une apparence de raison peut-être, que n'ayant plus rien à perdre des privilèges et des franchises que leur avait successivement enlevés la

(1) Commynes, l. v, ch. 13.

maison de Bourgogne, ils ne pouvaient que gagner avec les ennemis de leurs maîtres. Cette révolte de Gand et les actes qui la signalèrent sont racontés diversement. Nous traduirons Loyens, prenant soin d'indiquer les variantes qui existent à sa version.

« Sur ces entrefaites la duchesse Marie envoya plusieurs ambassadeurs au roi de France qui était alors à Péronne. Au nombre de ces envoyés figurait Guillaume Hugonet, chancelier, qui avait exercé une grande influence sur l'esprit de Charles, Gui de Brimeu et d'Imbercourt, tous trois également propres aux négociations diplomatiques. Louis dans la réception qu'il leur fit épuisa toutes les ressources de son art; tour à tour, il employa les promesses, les flatтерies et les présents. Soins inutiles! l'astucieux monarque ne put ébranler la foi de ces serviteurs fidèles. Les députés de la duchesse conjuraient le roi de se souvenir du traité de paix conclu deux années à peine auparavant avec le duc Charles; d'être religieux observateur de sa parole, et de ne point chercher à s'emparer par la voie des armes des domaines de Marie, sa pupille, sa parente, celle enfin dont il était le parrain et que le ciel lui ordonnait de protéger. Louis certain que ses mensonges ne séduiraient pas les ambassadeurs, leur proposa ces intolérables conditions de paix : — « Que la duchesse Marie, » leur dit-il, devienne l'épouse du Dauphin Charles » et ses états seront en sûreté : si cette union lui répugne à cause de l'inégalité des âges (Marie en- » trait dans sa vingtième année et le Dauphin était



» encore enfant), qu'elle me cède à perpétuité, à moi  
 » et à mes successeurs, les duchés et comtés de Bour-  
 » gogne, Boulogne et Artois, qu'elle me rende les  
 » villes de la Somme, qu'elle me paye un impôt de  
 » soixante mille pièces d'or, enfin, après m'avoir  
 » livré des ôtages, qu'elle jure de ne jamais donner  
 » sa main à qui que ce soit sans mon consente-  
 » ment. »

« Et pendant ce temps, les Gantois qui supportaient impatiemment l'autorité de Marie, qui avaient déjà en grande partie usurpé l'administration des provinces et dont l'esprit turbulent prisait fort peu l'honneur dynastique, les Gantois font tomber sous le fer vingt-six des plus notables conseillers; et ensuite, teints du sang de ces victimes, ils vont demander à la duchesse le rétablissement des privilèges dont son père et son aïeul Philippe les ont privés. A peu de jours delà, des envoyés choisis parmi les rebelles se rendent auprès de Louis qui alors assiégeait Arras et lui font de nombreuses offres de paix. Le roi jetant de l'huile sur la fournaise répond qu'il ne prêterait jamais l'oreille à leur requête, tant qu'ils ne se présenteront pas avec les pleins pouvoirs de leur maîtresse. Les Gantois déclarent qu'ils en sont investis; Louis leur réplique par des lettres de Marie entièrement opposées à ce qu'ils affirment, et ces lettres, il les leur livre, afin qu'ils assurent eux-mêmes leur propre tranquillité. Les députés furieux lèvent aussitôt la séance, et reviennent en toute hâte à Gand montrer à la honteuse Marie les lettres

qu'ils tiennent du roi de France. La nuit suivante Hugonet et Imbercourt sont arrêtés. Et malgré leur qualité de citoyens, malgré leur noblesse qui les mettait au-dessus d'une semblable juridiction, dans l'espace de six jours leur procès est instruit et ils ont la tête tranchée, quoiqu'on ne puisse leur reprocher d'autres crimes que leur dévouement à leurs princes et l'envie qu'ils se sont attirés par leur conduite toujours intègre. »

Les historiens ne sont pas d'accord sur les événements qui se passèrent à cette époque. M. Dewez fait précéder la révolte des Gantois par les invasions de Louis XI dans la Bourgogne, la Picardie, l'Artois et la Franche-Comté. Loyens la place au temps même de cette invasion; la clarté des détails perd beaucoup à cette différence de textes. Le compilateur latin parle de lettres adressées par la duchesse au roi, mais il ne dit pas de quelle nature étaient ces lettres, par qui et à propos de quoi elles avaient été écrites. Olivier de la Marche et avec lui, M. Dewez, entrent dans quelques explications à cet égard. Ces lettres de Marie, écrivent-ils, étaient signées de la duchesse douairière et du seigneur de Ravestein. Elles déclaraient au roi de France que rien ne se ferait en Flandre sans qu'il en eût connaissance et que Ravestein, Hugonet et d'Imbercourt étaient chargés de l'administration des états du feu duc. C'était donc déjà un premier grief contre ces seigneurs détestés par les Gantois qui à la vérité n'affectionnaient personne; le second était la reddition d'Arras.

**Si l'artifice servait utilement Louis, ses armes n'avaient pas des succès aussi favorables sur mer : les armateurs de Hollande et de Zélande enlevèrent plus de vingt vaisseaux français pendant l'été de l'année 1477 (1) ; mais l'accroissement de ses domaines le consolait d'une perte qui ne tombait que sur ses sujets. Il avait chargé le Prince d'Orange et La Trémoille de prendre possession du duché de Bourgogne et toutes les villes lui jurèrent fidélité hormis Aussone (2).**

**Ainsi s'accomplissait une partie du vœu de Louis XI. L'héritage de Charles-le-Téméraire était déjà diminué de moitié, toutes ses possessions de France étaient passées par ruse ou par force entre les mains de celui que son père avait secouru et recueilli dans ses propres domaines. Ainsi se réalisait le mot de Charles VII : *Vous nourrissez un loup !***

Réduite à ses provinces du nord, la pauvre Marie sentait de plus en plus le besoin de se donner un époux et un protecteur. Les Flandres étaient en proie à la guerre civile, la plupart des villes de la Hollande s'étaient révoltées contre les magistrats nommés par elle. Le peuple partout commandait et Marie, de souveraine qu'elle était, se trouvait descendue au rang de simple sujette, car la duchesse douairière, retirée à Malines, passait ses derniers jours dans les exercices religieux, et les Gantois avaient enlevé à la fille de

(1) Velius, *Description de Hoorn*, pag. 101.

(2) Commines, l. v, ch. xviii.

Charles ses plus intimes conseillers. Elle songea alors au roi de la grande Bretagne, qui devait le trône à son père, elle écrivit à Édouard, lui insinuant qu'elle était disposée à donner sa main au Dauphin; mais Louis que son astuce n'abandonnait pas, intervint à propos dans cette correspondance, et donnant au monarque anglais le même espoir dont il avait si long-temps leurré Marie, il le mit tout entier dans sa cause. A partir de ce moment la protection de l'Angleterre fut perdue pour la duchesse, Édouard ne vit plus en elle que la rivale de sa fille (1).

Les Gantois après avoir recherché l'alliance de Louis, s'étaient aperçus qu'il n'y avait rien à gagner avec ce monarque. Ils commençaient à se méfier de lui et à sentir le besoin d'un général qu'ils pussent opposer à la France. Le mariage de Marie attirait surtout l'attention de ces bourgeois qui s'étaient emparés du pouvoir. Ils comprenaient bien que l'époux de la duchesse deviendrait leur maître, et ils ne voulaient pas que son joug fut pesant. Ils repoussaient une domination d'empereur ou de roi; il leur fallait un homme du pays ou à peu près, qui n'eut ni trop, ni pas assez de réputation. Le Dauphin ne pouvait leur convenir parce que, avec lui, ils entrevoyaient un avenir de soumission à la France. Le duc de Clèves était irrité

(1) Rapin Thoyras, *Hist. d'Angl.* tom. II, l. XIII, pag. 81.  
le P. Daniel, *Hist. de France*, tom IV, pag. 680.

de la préférence donnée par la duchesse au fils de Louis, les Gantois en outre le détestaient comme ayant pris part aux premiers actes du gouvernement de Marie; l'archiduc Maximilien ne leur plaisait pas davantage par la raison qu'ils n'étaient pas plus amis de la domination allemande que de la domination française. Ils jetèrent donc les yeux sur Adolphe le mauvais fils, duc de Gueldre *in partibus*, condamné à une prison perpétuelle par Charles. Tel était l'époux qu'ils destinaient à la fille de leur duc redouté. Après l'avoir tiré de son cachot, ils imaginèrent pour le rendre plus digne de l'honneur qu'ils lui préparaient de le faire participer à quelque action d'éclat. Les bourgeois de Bruges, de Gand, d'Ypres se cotisèrent pour lever une armée dont on le nomma général, en lui donnant la mission de reprendre Tournay dont les Français s'étaient emparés peu après la mort de Charles. Adolphe à son arrivée brûla le faubourg de la ville, mais du Lude étant sorti à la tête de cinq cents hommes le chargea si brusquement, que ses troupes déconcertées prirent la fuite. Adolphe fut tué en s'efforçant de remettre l'ordre dans leurs rangs. Cette mort sauva Marie.

Le petit nombre de ceux qui prenaient encore à cœur les intérêts de la duchesse, résolurent de profiter de la consternation où la mort d'Adolphe jetait les bourgeois, pour lui choisir un mari entre les princes auxquels on présumait le plus de chance, le Dauphin, Charles duc d'Angoulême père de François I<sup>er</sup>, Maximilien fils de l'empereur Frédéric III, l'héritier pré-



somptif du duc de Clèves, étaient sur les rangs. Ce dernier qui s'était donné beaucoup de peine pour plaire à Marie ne s'était attiré que son indifférence. Le duc d'Angoulême aurait peut-être été préféré si Louis avait pu se résoudre à voir entre les mains d'un prince de son sang une puissance qui l'avait fait trembler. L'archiduc n'avait que vingt-deux ans, Marie entrait dans sa vingtième année, les convenances étaient entières et de plus, comme on l'a vu dans le règne précédent, Maximilien avait la parole de Charles et de sa fille (1). Il fixa le choix. Marie s'assurait la protection de l'Allemagne en épousant le fils de l'empereur. Charles l'avait pour ainsi dire fiancée de son vivant en l'obligeant d'écrire de sa main à l'archiduc, et de lui envoyer un diamant que les Autrichiens regardaient à cette époque comme un anneau nuptial (2).

L'archiduc ayant eu connaissance de la décision de la duchesse, arriva à Gand le 17 août 1477 (3).

(1) Dumont, *Corps Diplom.* tom. III, part. I, pag. 491.

(2) Le contrat même avait été signé. Consulter à ce sujet Dumont, *Corps Diplom.* tom. III, part. I<sup>re</sup>, pag. 403. Phil. de Commines dans ses *Mémoires*, l. VI, chap. 3, pag. 282 écrit : — « Le conseil étant assemblé pour le choix de la duchesse, » la d'Alvin, dame d'atour, entra brusquement dans la salle au » moment où la question s'agitait sur la préférence à accorder à » l'archiduc ou au Dauphin qui n'avait que sept ans; et jetant » un paquet de linge sur le bureau : Consultez ces témoins, dit-elle, et vous verrez que ma maîtresse a plus besoin d'un homme » que d'un enfant. »

(3) Cette date est aussi celle qu'adopte M. Dewez.

Il descendit chez Marguerite d'York, veuve de Charles. L'archevêque de Trèves et l'évêque de Metz le conduisirent le lendemain à la chapelle du palais, où le légat revêtu des habits pontificaux préconisa la dispense accordée par le pape, les deux futurs étant parens au cinquième ou sixième degré du chef d'Isabelle de Portugal, mère de Maximilien et tante de Marie, et on fit la cérémonie du mariage selon les formalités ordinaires. Le contrat avait été signé la veille : (1) il portait que les enfans à naître succéderaient aux états du premier décédé et à leur défaut, le parent le plus proche, sans que le survivant put en revendiquer la moindre partie.

Quoique le roi de France fût tout déconcerté de voir des provinces si fort à sa bienséance passer dans la maison d'Autriche, il ne put refuser aux instances d'Édouard une trêve jusqu'au 18 septembre de l'année suivante. On convint même de part et d'autre de nommer des surveillans pour la faire observer avec exactitude. Antoine de Chabannes, comte de Damartin, Jacques de Luxembourg, comte de Saint-Pol et Jean Daillon, comte du Lude, en furent chargés pour la France; l'archiduc choisit le comte d'Aimeries, le comte de Boussu et le marquis de Fiennes (2). On doit observer que ces seigneurs furent obligés de signer la trêve, preuve évidente que l'usage d'engager les grands vassaux avec le souverain n'était point encore aboli.

(1) *Corps Diplom.* tom. III, part. II, pag. 9.

(2) Le P. Daniel, *Hist. de France*, tom. IV, pag. 708.

Marie et Maximilien furent inaugurés ducs de Brabant, comtes de Flandre, de Hainaut et de Hollande au commencement de l'année 1478 (1). L'archiduc profita de la trêve qu'Édouard lui avait ménagée pour visiter avec la duchesse les frontières de ses nouveaux états. Il revint ensuite à Bruges où il convoqua les états généraux afin d'aviser aux moyens de prévenir désormais les tentatives d'envahissement de la France. De là, il partit pour Dordrecht avec Marie; la noblesse et les députés des villes de la Nord-Hollande, de la West-Frise et de la Zélande l'attendaient pour l'inauguration de la duchesse et pour recevoir son serment en qualité de tuteur; il obtint que les actes publics seraient rédigés au nom de son épouse et au sien (2).

Les malheurs et la dureté du règne précédent avaient éteint l'amour des sujets pour leurs princes, et l'idée d'un gouvernement étranger achevait d'étouffer des sentimens naturels aux peuples de la Belgique. L'archiduc imagina pour réchauffer le zèle de la noblesse, d'assembler à Bruges le chapitre de la Toison d'Or et de s'y faire reconnaître grand-maître de l'ordre (3). Mais la naissance d'un prince que

(1) Dewez, *Hist. Gén. de la Belg.* tom. v, ch. v, pag. 148.

(2) Bal. *Description de Dordrecht*, pag. 789, *Guerres de Maximilien*, fo. 28.

(3) Ferreoli Locrii, *Chron. Belg.* pag. 88. — « Paulo post, Archidux Maximilianus multos bello togaque claros, aureo vel ære exornatos, in ordinem principum Torquatorum Brugis retulit. » — Loyens, *Synop. Duc. Burg.* pag. 154.

Marie mit au monde le 22 juin 1478 (1), ouvrit tout-à-fait le cœur des Flamands qui se crurent rétablis, réintégrés dans le gouvernement de leurs compatriotes. La noblesse s'empressa de monter à cheval et les peuples accourant de tous côtés sous les drapeaux, l'archiduc fut bientôt en état de reprendre la campagne. Les Français étaient à Lens et le voisinage semblait annoncer une grande bataille, mais Louis appréhendant le premier moment d'enthousiasme d'une valeur renaissante, n'eût garde d'y exposer les conquêtes de sa politique ; l'archiduc pour sa part, ne se croyait point encore assez bien affermi pour hasarder une bataille décisive. Dans ces circonstances, Louis XI qui n'était pas difficile sur les formalités quand son intérêt le demandait, fit les avances et l'on conclut une trêve qu'il acheta en restituant Tournay, Bouchain et le Quesnoy (2).

Si la tranquillité était momentanément rétablie au dehors, le calme était loin de régner au dedans. Gand, Bruges, l'Ecluse et les principales villes de la Flandre et du Hainaut, étaient dans une agitation continuelle et pour surcroît, la Gueldre levait de nouveau l'étendard de la révolte. Ce duché engagé d'abord par Arnould retenu en prison par son fils Adolphe, puis ensuite, légué par lui à Charles, avait cru après la mort du duc de Bourgogne

(1) Pont Heuterus, *Rer. Aust.* l. i, pag. 98, *Harrovi Ann. Brab.* ad annum 1478. *Petite Chronique de Hollande*, tom. i, l. vi, pag. 254.

(2) Duclos, *Hist. de Louis XI*, tom. ii, pag. 259.



l'occasion favorable pour s'affranchir de son servage et rendre le pouvoir au prince Adolphe. A cet effet, des députés s'étaient réunis à Nimègue après la mort d'Arnould et avaient proclamé souverain légitime son fils, quoiqu'il fût encore prisonnier. Sa mort qui suivit de près sa liberté ne put changer leurs sentimens. Ils reconnurent Charles, son fils, pour son successeur, et députèrent à la cour de Bourgogne pour réclamer leur légitime souverain. Maximilien connaissait trop ses intérêts pour se défaire d'un pareil otage. Les états ne pouvant obtenir de réponse, déférèrent la régence du duché à Catherine, sœur d'Adolphe, qui, sur les refus obstinés de l'archiduc, sollicita la protection de la France pour son neveu. Le peuple au désespoir résolut de prendre les armes, et les habitans de Zutphen manquant d'argent pour commencer la guerre, engagèrent le comté à Henri de Schwartzembourg, évêque de Munster, qui prêta sur cette caution seize mille florins du Rhin. La Gueldre le reconnut pour *avoué* à condition qu'il n'agirait qu'en qualité de lieutenant du jeune Charles, et qu'il lui restituerait le comté en recevant son remboursement (1).

Les affaires de la Gueldre restèrent en cet état jusqu'à ce que l'archiduc put s'en occuper plus sérieusement, et les villes de la Hollande, lasses de guerres qui ne nuisaient qu'au commerce et ne leur pro-

(1) Sligtenhorst, *Histoire de la Gueldre*, livre x, page 279.



uraient aucuns résultats favorables , conclurent entr'elles une trêve le 14 octobre 1478 (1).

La trêve avec la France venait d'expirer , et Maximilien ne pouvait soutenir la guerre comme l'aurait voulu , parce que la situation intérieure de ces provinces lui donnait des inquiétudes sans cesse renaissantes. Si les cités de la Hollande s'étaient réunies dans un accord commun , des factions subsistaient encore dans leur sein , et long-temps les *Cabeliaux* et les *Hockins* fomentèrent des troubles civils.

Contraint toutefois de répondre aux hostilités de Louis , l'archiduc s'avança avec une armée à Pont-Aven-din , et mit le siège devant Téroouanne. Saint-André qui commandait dans la place se défendit avec tant de courage , qu'il donna le temps à Crève-cœur de rassembler des forces et de venir à son secours. Maximilien apprenant l'arrivée des Français , laissa le duc de Clèves à la garde des tranchées et marcha à leur rencontre. Les deux armées se trouvèrent en présence à la descente de Guinegate. Les Flamands soutinrent avec intrépidité le premier choc , mais leur cavalerie ayant été renversée , les vainqueurs se livrèrent inconsidérément à sa poursuite et abandonnèrent leur infanterie. L'archiduc à son tour profitant de l'occasion chargea , si vivement ces troupes ébranlées , qu'il les enfonça de toutes parts. L'avidité du gain causa la perte de la bataille que l'on nomma *la jour-*

(1) Voir cette trêve dans Schraffert , *Description d'Har-derwyk* , t. II , pag. 46.

*née des éperons* (1). Le bruit s'étant répandu pendant l'action que la garnison de Téroouanne avait forcé le camp des Flamands, la plupart des soldats abandonnèrent le champ de bataille pour partager le butin. Le vide qu'ils laissèrent dans les lignes facilita la déroute des bataillons ; quant à la cavalerie, elle s'attacha à la poursuite des fuyards, parce que la rançon du prisonnier appartenait alors à celui qui l'avait fait. Louis XI, pour remédier à cet abus qui lui coûtait si cher, rendit une ordonnance par laquelle il adjugeait au fisc l'argent qui provenait du rachat des captifs (2).

Mais l'archiduc avait perdu tant de monde, que malgré sa victoire il ne put continuer le siège de Téroouanne, et la défaite de Guinegate en amortissant l'ardeur des Français, lui donna le temps de penser à la Hollande. Maximilien partit pour la Haye au mois de février 1480. Indépendamment du désir qu'il avait de rendre la tranquillité aux villes, il se proposait de tirer des états de nouveaux secours pour continuer la guerre. Ses vœux furent satisfaits, mais il lui en coûta quelques nouveaux privilèges avec lesquels il dut payer le consentement des cités de Haarlem, de Leyde et d'Amsterdam, outre la permission qu'il leur octroya de creuser un canal dans la direction qui leur paraîtrait la plus convenable (3).

(1) Le P. Daniel. *Histoire de France*, tome iv, pag. 718.

(2) Duclos. *Hist. de France*, tom. II, pag. 329.

(3) Joannes a Leydis *de Domin. Breder.* cap. XLIX, p. 644.

Un courrier arrivé d'Angleterre hâta le départ de Maximilien ; on lui mandait que Louis XI sollicitait avec instance Édouard d'entreprendre à frais communs la conquête des Pays-Bas, en lui offrant la perspective assez tentante de partager les provinces au bon plaisir de chaque couronne : pour le déterminer, il lui offrait de conclure le mariage du dauphin avec la princesse de Galles. L'archiduc d'envoyer incessamment une ambassade pour rompre la négociation. Il représenta au roi d'Angleterre qu'il était de son intérêt de maintenir la duchesse de Bourgogne dans la souveraineté de ses états pour donner de l'occupation aux Français ; il promit en outre de le dédommager du mariage de l'aînée de ses filles en cas que la France manquât de parole, en fiançant avec Anne, fille cadette du monarque, le jeune Philippe qui venait de naître. La crainte de la dépense plus qu'aucune autre considération ouvrit les oreilles d'Édouard. Il renouvela ses anciens traités avec les Pays-Bas, et les fiançailles des deux enfans au berceau scellèrent cette alliance. Maximilien s'engagea à payer la pension de cinquante mille couronnes consentie par Louis XI si la France refusait d'y faire honneur. Les Anglais en échange promirent de fournir six mille hommes si l'archiduc était attaqué. On stipula par un autre acte secret que la dot de la princesse serait de cent mille couronnes au compte desquelles on imputerait les arrérages non acquittés de la pension de la France dans le cas de non-paiement de la part de ce pays. Édouard enfin s'engagea à faire tous ses ef-

forts pour procurer à Maximilien un traité solide avec Louis XI, jurant de lui déclarer la guerre s'il ne pouvait l'obtenir. On signa une suspension d'armes jusqu'au 21 août de l'année suivante (1481).

Le 11 janvier 1480 la duchesse de Bourgogne accoucha à Bruxelles d'une fille qui reçut le nom de Marguerite; elle fut baptisée à Sainte-Gudule et tenue sur les fonds par la duchesse douairière veuve de Charles, Anne de Bourgogne épouse de Ravestein et Jean de Châlons (1). — Le 10 décembre suivant, Marie mit au monde un fils qui fut nommé François. Il mourut le 22 du même mois.

Après quelques rapides jours de repos, la guerre recommence plus furieuse que jamais contre Maximilien. Louis XI s'empare de Cambrai, puis bientôt de Condé et de là, il pousse ses excursions jusque dans les domaines de l'archiduc (2). A cette époque, Marie et Maximilien étaient à Bruges. La duchesse qui aimait passionnément la chasse au faucon, s'y rendit un jour accompagnée d'un cortège nombreux de chevaliers et de nobles demoiselles. Marie montait un coursier arabe ombrageux. Dans le feu de la course, les liens qui tenaient la selle de la duchesse se rompirent, et Marie tombant à la ren-

(1) Loyens, pag. 156.

(2) Pontus Heuterus et Loyens.

verse se brisa plusieurs côtes. Le mal devint si grave, qu'au bout de trois semaines il fallut qu'elle gardât le lit. Pour ne point causer d'inquiétudes à son époux, elle lui avait fait un secret de ses douleurs, mais bientôt, une fièvre continue s'étant emparée d'elle l'emporta le 28 mars 1482, dans sa vingt-cinquième année. Cette mort inattendue causa à Maximilien une affliction profonde. Marie et son époux tous deux jeunes, s'aimaient, d'un amour aussi vrai que réciproque; Maximilien en donna assez de preuves durant le reste de sa vie, car il lui fut toujours impossible de songer à Marie ou d'entendre parler d'elle, sans être ému ou verser des larmes. La duchesse de Bourgogne fut ensevelie avec grande pompe et ainsi qu'elle l'avait demandé, à côté de son père dans l'église de Notre-Dame à Bruges : son cœur fut transféré à Anvers et déposé dans le tombeau de sa mère (1).

On ne peut pas dire que Marie régna. Son existence se passa presque exclusivement entre l'ambition avide de son père et les odieuses persécutions et les intrigues continuelles de son parrain le roi de France. On lit dans l'*Histoire Universelle* de Jean Muller : — « Louis XI s'empara » de la Bourgogne, comme d'un fief dévolu à la couronne par forfaiture ou par le manque de descendance mâle. Marie, fille et héritière de Charles, » conserva la Franche-Comté et les Pays-Bas; con-

(1) Pontus Heuterus, liv. I, pag. 100, 101.



» formément au vœu de ses sujets, elle épousa  
 » l'archiduc Maximilien, fils de l'empereur Frédé-  
 » ric III. Les villes flamandes préférèrent cette al-  
 » liance à celle du dauphin, pour lequel Louis XI  
 » demandait la main de leur princesse, parce que  
 » Maximilien dont les états héréditaires étaient fort  
 » éloignés de la Flandre, leur paraissait un maître  
 » moins redoutable que le roi de France. Marie  
 » mourut après cinq ans de mariage, et Maximilien  
 » gouverna les Pays-Bas au nom de son fils Philippe ;  
 » son administration fut très-orageuse ; plus d'une  
 » fois les Flamands se révoltèrent contre lui pour  
 » défendre leurs privilèges (1). »

Quelques traits empruntés à l'éloge de Marie de  
 Bourgogne faisant suite aux annales de Pontus Heu-  
 terus, compléteront le récit de son règne.

« Marie ressemblait à son père, et de caractère et  
 de visage, au point qu'elle n'avait presque de différence  
 avec lui, que dans la couleur de sa peau plus blanche,  
 plus douce, et dans l'expression de ses yeux qui avaient  
 un charme indéfinissable. Mais toutes ses peines  
 eussent été inutiles pour dissimuler, changer ou dimi-  
 nuer ce menton long et cette bouche un peu  
 fendue, signes caractéristiques qu'elle tenait de ses  
 ayeux de France et qu'elle transmit à sa postérité  
 d'Autriche. Les exercices virils avaient pour elle  
 beaucoup plus d'attrait que les tranquilles occupa-  
 tions des femmes. Aussi sa noblesse et l'élévation de

(1) Tom. III, liv. XVIII, ch. 1, pag. 204, 205.

son maintien , ses habitudes et sa physionomie rappelaient plutôt une Diane chasseresse qu'une de ces bergères d'églogues ne rêvant que l'amour. Souvent elle montait à cheval, souvent elle faisait des voyages, plus souvent elle allait à la chasse.

» Elle consacrait une portion de ses loisirs à l'étude de la musique et à l'histoire. Mais elle ne se plaisait point à ces contes dont on remplit des volumes, récits mensongers qu'on a la malheureuse manie de lire et de faire admirer à la jeunesse et qui, pareils à l'huile jetée sur la fournaise, répandent dans ces âmes tendres des germes de perdition qui se développent plus tard. Les auteurs que préférait Marie étaient ceux qui lui parlaient avec le plus de discernement et d'exactitude des hauts faits, de ses ayeux ou des belles actions des princes ses voisins.

» Marie aimait les jeux d'adresse et avait surtout la passion des cartes à laquelle elle se livrait avec quelques matrones privilégiées. Hormis la chasse, ses demoiselles d'honneur n'assistaient à aucune de ces récréations qu'elle croyait sans doute pernicieuses pour elles. La duchesse de Bourgogne se faisait remarquer par son sang froid et sa présence d'esprit, son courage et sa grandeur d'âme. Elle était d'un caractère très-prompt. »

Marie n'eut pas le temps de régner, répéterons-nous en terminant : ce fait en lui seul présente plus de certitude que le grand nombre de ceux avancés par Heuterus. Qu'elle eût toutes les qualités requises pour faire une grande princesse, on peut l'accorder,

car elle sortait d'une race assez féconde pour cela ;  
mais la fatalité accabla Marie , le repos ne devait  
point être son partage , et peut-être fit-elle bien de  
mourir!

---

---

## CHAPITRE IV

1482-1494.

**SOMMAIRE.** — **TUTELLE DE MAXIMILIEN.** — Opposition des Flandres. — Gand nomme un conseil de régence et négocie avec Louis XI le mariage de Marguerite. — Intrigues de la France pour se faire livrer Philippe. — Maximilien soumet les Gantois. — Guerre avec Liège. — Voyage de l'archiduc en Allemagne. Il est élu roi des Romains. — Invasion en France. — Le roi des Romains retenu prisonnier à Bruges. — Arrivée de l'empereur Frédéric III en Belgique. — Paix de Bruges. — Révolte du duc de Clèves. — Traité de Francfort. — Pacification générale de Montis-lez-Tours. — Traité de Senlis. — Marguerite est rendue à son père. — Mort de Frédéric III. — Maximilien lui succède.

---

Pour un prince d'un caractère aussi faible que Maximilien, c'était un fâcheux événement que la mort de Marie. Il n'ignorait pas, et il avait souvent eu l'occasion de voir par lui-même quelle était l'aversion des Flandres pour un gouvernement étranger ; en outre, son contrat de mariage avec la duchesse de Bourgogne stipulait formellement qu'au décès d'un des époux, le survivant n'aurait rien à prétendre sur les biens de l'autre ; de toutes façons, Maximilien ne pouvait profiter de la mort de Marie ni pour augmenter ses états d'Autriche, ni pour régner en maître sur les

domaines de Flandre et d'Artois. Nous avons précédemment parlé de la lutte établie en Hollande entre les Cabeliaux et les Hockins que l'archiduc avait su faire tourner au profit des premiers : les Cabeliaux en témoignèrent leur reconnaissance au prince, en signalant par un deuil général et par de magnifiques obsèques la mort de la duchesse.

Maximilien utilisa ces bonnes intentions. Il fit un appel aux sympathies des Cabeliaux et son espoir ne fut pas trompé. Les états de Hollande le reconnurent unanimement et leur suffrage détermina les autres provinces hormis la Flandre, qui confia son gouvernement et la tutelle du jeune prince depuis Philippe-le-Beau, à quatre seigneurs de la maison de Bourgogne présidés par Adolphe de Clèves. Cette résolution des Gantois et généralement de tous ceux des Flandres fut le principe des guerres civiles si désastreuses qui décimèrent la Belgique en 1484 (1).

Le sénat de Gand s'étant de son plein pouvoir immiscé dans le gouvernement, il n'est pas inutile d'entrer ici dans quelques détails au sujet du contrat de mariage entre Marguerite, fille de Maximilien, et

(1) Archidux modis omnibus operam dedit, ut liberis suis impuberibus ipse tutor daretur : et quamvis Brabanti certis legibus tutelam illi decrevissent, atque horum arbitrio Hollandi Zelandique quoque accessissent, soli tamen Flandri, Gandavensium intercessionem refragati sunt. Hinc summa Belgarum calamitas e bello civili orta.

Loyens, *Synop. Duc. Burg.* pag. 158.



Charles, dauphin de France, fils de Louis XI (1). Les bourgeois de Gand enorgueillis d'un pouvoir usurpé, prétendaient disposer des domaines et de la personne de leur pupille Philippe, sans consulter son père. Ils avaient dressé les articles d'un traité de paix avec la France, dont le mariage de Marguerite et du dauphin était la base, et ils l'envoyèrent à Louis sans le communiquer à Maximilien. On démembra pour composer la dot de la princesse des provinces et des villes qui appartenaient au frère, et sur l'opposition de l'archiduc, les Gantois convoquèrent les états généraux à Alost (2). Toutes les provinces y envoyèrent des députés, et les Hollandais jusqu'alors si favorables à la maison d'Autriche enjoignirent aux leurs de se conformer à l'avis général (3). L'assemblée, sans avoir égard aux remontrances de Maximilien, arrêta qu'on passerait outre (4).

Quoique la future n'eut que trois ans et le dauphin douze, l'union fut résolue. On cédait en douaire à la France : l'Artois, le comté de Bourgogne, le Maconnais, l'Auxerrois, le marquisat de Salins, les seigneuries de Bar-sur-Seine et Noyers. On devait remettre Marguerite entre les mains de l'ambassadeur de France pour être conduite dans cette cour et y demeurer jusqu'à ce qu'elle fût nubile. Louis promettait de fournir cinquante mille livres tournois par an

(1) M. Dewez n'en parle pas dans son histoire.

(2) *Chron.* de 1481-1483.

(3) *Preuves sur Commynes*, tome v, page 315.

(4) *ibid.* pag. 336, 338.

pour l'entretien de sa maison , il renonçait en même temps au traité qu'il avait conclu avec les Liégeois , et s'engageait à protéger le commerce des Hollandais et des Zélandais (1).

Loyens dans son Précis consigne les mêmes événements , mais il a soin de faire remarquer que Maximilien n'accepta cette paix honteuse , qu'à cause de la révolte des Gantois . Le même historien ajoute : — « Dans le nombre de ceux dont l'opinion prévalut pour la conclusion de ce mariage et de ce traité , on doit compter un certain Guillaume Rim , syndic de Gand , homme hypocrite et d'un esprit dépravé ainsi que le présente le chroniqueur de Tours , et un autre , nommé Jean Capenoll , greffier du conseil , que son caractère bas et crapuleux faisait bien venir de la populace (2).

Cependant l'évêque de Liège , Louis de Bourbon , avait été assassiné par Guillaume de La Marck . L'archiduc après avoir exigé de Louis XI sa parole expresse qu'il ne donnerait aucun secours aux Liégeois , poussa vivement le siège contre eux . Le chapitre avait élu pour succéder à Louis de Bourbon le fils de son assassin . Maximilien se rendit maître de Huy , de Tongres , chassa les deux La Marck de Liège et fit sacrer évêque un fils du comte de Horn . Mais à peine était-il éloigné , que déjà

(1) Voir le traité d'Arras dans les *Preuves sur Commines* , tom. v , pag. 272, 324.

(2) Loyens , *Synop. Duc. Burg.* pag. 159, 160.

le fils de Guillaume était rétabli dans la cathédrale (1). L'archiduc revint sur ses pas et remporta une victoire décisive; le jeune La Marck y périt, et son père tombé au pouvoir des vainqueurs eut la tête tranchée. Le comte de Horn fut réinstallé dans son siège, et Maximilien reconnu tuteur temporel de l'évêché (2).

Charles VII venait d'être couronné, et le parlement avait adjugé la régence à Mme de Beaujeu, sa sœur, par préférence au duc d'Orléans premier prince du sang. La cour de France intriguait alors auprès des Gantois pour obtenir d'eux qu'ils livrassent le jeune Philippe. Cette nouvelle inquiéta l'archiduc qui résolut d'arracher son fils à l'odieuse tutelle du sénat. Les Gantois avaient fait choix de généraux pour défendre leur cité et la Flandre en cas de guerre, et les hommes les plus vils, des gens de la dernière extraction avaient été promus à cet honneur. Un conseil gouvernait le jeune prince; il se composait d'Adolphe de Clèves, duc de Ravensstein, de Philippe de Bourgogne, seigneur de Veere, du comte de Romont et du seigneur de Gruithuisen.

Maximilien écrivit à ce prétendu conseil pour lui redemander son fils qu'il retenait contre toutes les lois de la justice. Dans ses lettres, l'archiduc

(1) *Chron. de 1481-1483*, pag. 486.

(2) *Harræi. Ann. Brab.* tom. I, pag. 460, 462. — *Duclos, Hist. de Louis XI*, tom. II, pag. 378, 379.

se plaignait amèrement de la conduite des membres du conseil à son égard. Les quatre seigneurs ne savaient quelle réponse faire à ces dépêches, les Flamands de leur pleine autorité répliquèrent à Maximilien avec autant d'impudeur que d'orgueil. Ce fut le signal de la guerre. Dans le commencement de 1485, l'archiduc s'empare de Termonde et d'Audenaerde par surprise. Les Gantois envoient une députation en France pour implorer du secours ; le monarque avait accueilli leur demande et les troupes auxiliaires étaient déjà en route, lorsque l'archiduc sans perdre de tems marcha à leur rencontre, les battit, et détermina par ce dernier fait d'armes les Gantois à demander la paix. Maximilien était à Bruges quand on vint lui en faire la proposition. Le traité fut conclu à des conditions fort onéreuses. Il y était stipulé entre autres articles : « Que tous les ordres de Flandre se soumettant à l'exemple général reconnaîtraient l'archiduc Maximilien pour tuteur de son fils Philippe. Que le jeune prince conduit hors des murs de la cité, serait remis à son père qui promettait de ne point lui faire passer les frontières de la Belgique avant qu'il n'eût atteint sa majorité. Que le pouvoir judiciaire en Flandre resterait dans le même état que celui où il se trouvait avant la guerre. Qu'enfin, les ordres de Flandre payeraient à l'archiduc, en trois termes égaux la somme de sept cent mille florins pour frais d'expédition. »

Maximilien s'était retiré à Bruges (25 juin 1485),

il fit son entrée dans Gand le 7 juillet suivant (1). Peu s'en fallut que durant sa marche triomphale à travers les rues , la révolte ne recommencât par la faute des soldats d'Allemagne. Les séditeux arrêtés à temps eurent la tête tranchée sans forme de procès. — Après sa victoire, l'archiduc envoya à Termonde le jeune comte de Flandre accompagné de Ravestein et d'Olivier de La Marche (2). Puis il licencia son armée et se retira à Utrecht où il séjourna quelques semaines. Des nouvelles d'Autriche le ramenèrent dans le Brabant. Il y vint demeurer dans un petit ermitage appartenant à l'abbé de S<sup>t</sup>-Michel d'Anvers, à peu de distance de cette ville. Dans sa solitude qu'il ne partageait qu'avec ses plus intimes conseillers, il expédia plusieurs dépêches pour l'Allemagne, dont le but était, dit La Marche, de gagner les électeurs et les princes de l'empire. Il se dirigea enfin vers ce pays après avoir enjoint à l'évêque de Cambrai, à l'abbé de S<sup>t</sup> Bertin et à Olivier de La Marche de rester à Utrecht pour entrer en conférence avec les Liégeois s'ils venaient par hasard à demander la paix. « Mais,

(1) La Marche, liv. II, ch. XII.

(2) Voir les *Mémoires* de cet auteur, liv. II, ch. XII, pag. 423. « Au point du jour les notables de l'hôtel de ville vindrent à monsieur l'Archiduc, et lui remontrèrent que le peuple estoit retiré, et qu'il lui pleust avoir pitié d'eux. Ce que l'archiduc accorda et ordonna à monsieur de Ravenstein, et à moy, de conduire monsieur, son fils, à Termonde. Ce qui fut fait, et l'archiduc vint convoyer (conduire) son fils, jusques hors la ville de Gand. »



écrit La Marche , y demeurâmes bien six mois à peu d'exploits , et à grandes paroles , car messire Guillaume d'Aremberch tenait la ville de Liège sous sa main , et y perdîmes le temps. »

Ce fut le 4 novembre 1485, que Maximilien partit d'Anvers et delà, passant par Graves et Ruremonde, il se rendit à Aix-la-Chapelle (1) où son père Frédéric l'attendait. L'archiduc avant de quitter la Belgique avait eu soin de faire venir son fils à Malines, et lui avait donné pour gouverneur Adolphe de Ravestein. Le commandement général des troupes avait été remis à Philippe de Clèves et à Engelbert de Nassau.

Le voyage de Maximilien en Allemagne fut déterminé moins par le désir de revoir son père dont il était séparé depuis huit ans, que par un motif politique de la plus haute portée. Son séjour dans l'ermitage du prélat anversois et les travaux auxquels il s'y était livré, se rattachaient à l'accomplissement d'un dessein qui devait exercer une grande influence sur son avenir. Frédéric avait été au-devant de son fils sous prétexte d'installer un prince de la maison de Hesse , mais en réalité , afin de conduire Maximilien à Francfort où le collège électoral s'assemblait pour élire un roi des Romains. Le vicariat de l'empire était attaché à ce titre : le prince qui le recevait devenait successeur nécessaire du trône d'Allemagne,

(1) Les auteurs de *l'Hist. Gén. des Prov. Unies* disent Cologne.

et n'avait plus besoin ni de consentement, ni de confirmation. L'empereur avait si bien pris ses mesures, que son fils fut élu à l'unanimité (16 février 1486). Maximilien partit avec les électeurs pour recevoir la couronne à Aix-la-Chapelle le 9 avril suivant. Il revint dans ses états en traversant la Hollande.

Le nouveau roi des Romains était encore au milieu des fêtes, quand des envoyés du duc de Bretagne vinrent le détourner de ces douces occupations. On sait comment après la mort de Louis XI, Anne de Beaujeu avait été nommée régente du dauphin au détriment du duc d'Orléans. Celui-ci pour se venger de cet affront, eut recours à l'assistance du duc de Bretagne l'un des ennemis nés de la couronne de France. Le duc de Bretagne chercha à attirer dans son parti le roi d'Angleterre et le roi des Romains. Maximilien ne se fit pas prier, tant à cause des traités conclus avec les Flamands par madame de Beaujeu, qu'en souvenance de ce qu'elle avait voulu faire enlever son fils lorsqu'il était au pouvoir des Gantois. Il commença donc les hostilités sur la frontière de France, pendant que les Bretons attaquaient l'Anjou en attendant l'arrivée des Anglais.

Salafard, gouverneur de Douai, surprit Téroüane et fit une course dans la Picardie, mais son armée se dissipa faute de payement, et Desguerdès tombant sur les débris de ses troupes, remporta une victoire complète près de Béthune où Charles de Gueldre demeura prisonnier. Le duc de Bretagne ne réussit

pas mieux dans son entreprise contre l'Anjou. Charles VIII ayant porté toutes ses forces de ce côté, et les Anglais suivant leur habitude manquant de parole, il fut contraint d'accéder aux conditions qu'on lui dicta, et Maximilien consentit à traiter, dans la crainte que la régente ne se servît de son prisonnier pour faire révolter la Gueldre. Le roi des Romains commençait à se lasser des guerres civiles (1486).

L'année suivante ne fut signalée que par quelques légers changemens dans l'administration intérieure de la Hollande. En 1488, Adrien de Vilain, seigneur de Rassinghem, l'un des chefs de la révolte de Flandre, s'étant sauvé du château de Vilvorde où Maximilien le retenait depuis les derniers troubles, revint à Gand, et son arrivée suffit pour réchauffer les haines (1). — Il advint sur ces entrefaites que Maximilien étant à Bruges pour s'entendre avec les états de Belgique sur le traité de paix à conclure avec la France et sur différens objets de tranquillité générale ; les Brugeois ne furent pas du même avis que lui. Le conseil appelant le peuple aux armes, va immédiatement occuper toutes les positions militaires de la ville. Le roi des Romains accompagné d'une faible escorte, sort pour s'enquérir de la cause d'un pareil tumulte ; ne pouvant obtenir une réponse satisfaisante, il se décide à se retirer. — Le 9 février 1488 les habitans de Bruges reçurent de ceux de Gand des lettres par lesquelles ces derniers

(1) Pontus Heuterus, lib. II, pag. 135, 136.

exigeaient que l'archiduc fût fait prisonnier et confié à une garde fidèle. Après la lecture des dépêches, on convint de se réunir le soir sur la grande place. Maximilien instruit de ces ordres demanda pour toute faveur d'être détenu dans son palais : cette grâce lui fut refusée. On le renferma et on le garda à vue dans une maison obscure et étroite qui formait un des angles de la place et qu'on appelait le *Cranembourg* (1).

L'influence des Gantois avait tellement prévalu dans cette rébellion que, d'après leurs conseils, les Brugeois choisirent au nom du duc Philippe et du roi de France de nouveaux magistrats, et déclarèrent Maximilien déchu de la tutelle de son fils et du gouvernement de ses états pour cause d'incapacité. Les députés des villes de Douai, Lille, Orchies, Valenciennes, Bois-le-Duc et Middelbourg que le roi des Romains avait convoqués à Bruges avant la révolte, effrayés des nombreux excès dont ils étaient tous les jours témoins, se retirèrent en apprenant cette décision révolutionnaire. Les représentans des provinces de Brabant, de Hollande et de Namur les avaient devancés de quelques jours (2).

Il serait difficile de dire toutes les atrocités et tous les crimes auxquels les corporations de Bruges continuellement aiguillonnées par celles de Gand s'abandonnèrent pendant leur révolte. Chaque jour-

(1) Loyens, pag. 167, *domui isti nomen erat Cranenburg*.

(2) Dewez. *Hist. gén. de la Belg.* tom. v, ch. vii, pag. 182.

née nouvelle était signalée par un supplice nouveau. C'étaient de malheureux serviteurs du roi des Romains que l'on condamnait aux plus vives tortures pour en obtenir des aveux mensongers, tant la mort devenait peu de chose en présence des supplices préliminaires dont on l'entourait. C'était l'écoutète Pierre Lanchals qu'on suppliciait pour avoir voulu, disait-on, introduire par ruse les troupes de Maximilien dans la ville. La corporation des charpentiers se distingua surtout par sa barbarie et sa soif de sang.

L'insurrection loin de s'apaiser prenait chaque jour une intensité plus grande. On finit par trouver que le *Cranembourg* n'était point une prison assez sûre malgré les barreaux de fer et les nombreuses gardes dont on l'avait entouré. Il fut résolu que Maximilien serait transféré dans l'hôtel du duc de Clèves. Mais Bruges instruite de l'arrivée de l'empereur en Belgique, réfléchit à ses excès et ne crut pas devoir les aggraver. Elle signa un traité avec Maximilien, (16 mai 1488). — « L'union des provinces était renouvelée jusqu'à la majorité de Philippe-le-Beau. Le traité d'Arras (1482) était confirmé, et le roi des Romains renonçait à ses prétentions sur les Flandres qu'administraient au nom de son fils des princes de la maison de Bourgogne. » — Cette paix était trop déshonorante pour obtenir l'approbation de Frédéric III; il n'eut point de peine à vaincre les scrupules de Maximilien, mais il ne put ébranler la foi du duc Philippe de Clèves qui s'était porté garant de ce traité. On passa



outre. Gand et Bruges furent réduites à l'obéissance et le duc de Clèves déclaré rebelle.—Philippe furieux de la conduite tenue à son égard vient chercher un asyle à Bruxelles dont ses amis lui ouvrent secrètement les portes (10 septembre 1488) (1). Ses desseins sont favorisés par le retour en Allemagne de l'empereur qui laisse auprès de son fils avec le commandement général des troupes, Albert de Saxe, landgrave de Thuringe et marquis de Misnie. Les progrès croissans du duc de Clèves effrayèrent les princes de l'empire. Des démarches furent faites, et la peste qui désolait alors Bruxelles et Louvain aida à la conclusion de la paix réglée à Francfort, le jour de l'Assomption 1489, entre Albert de Saxe et le duc de Clèves, au nom du roi des Romains (2).— « Le roi de France accepta l'arbitrage entre Maximilien et les Brugeois. Les prisonniers faits à Bruges et à Gand furent mis en liberté. On s'en référa au traité de Gavre entre Philippe-le-Bon et les Gantois pour tout ce qui concernait l'élection des magistrats de la cité. Le roi des Romains fit grâce au duc de Clèves et lui restitua ses biens (3). » — Aussitôt après la conclusion de cet acte, des députés se rendirent en France à la cour de Charles VIII, et la pacification générale fut décrétée à Montislez-Tours. — « Maximilien recouvra a tutelle de

(1) Loyens, pag. 172.

(2) Adrien Barland. *Chron. Brab. Duc. Cap. CLXXI*, pag. 34.

(3) Loyens, pag. 173.

son fils et les mêmes prérogatives qu'il avait sur le gouvernement de ses états avant la guerre. Les clauses du traité de Francfort relatives aux prisonniers furent maintenues et les promesses extorquées au roi des Romains à Bruges, rapportées. »

Avec la tranquillité générale qui semblait vouloir revenir, les liens d'amitié furent définitivement rétablis à Senlis entre le roi des Romains et Charles VIII (23 mai 1493) (1). On s'étonnera peut-être qu'une alliance consentie par les deux souverains au mois d'août 1490, stipulant même que le traité d'Arras serait de nouveau promulgué dans les domaines respectifs des signataires, soit rompue en 1493; en voici les raisons :

Une parole du Pape Alexandre VI avait brisé d'un seul coup deux mariages : celui de Maximilien avec Anne de Bretagne et celui de Charles VIII avec Marguerite. Le roi des Romains était insulté à deux reprises et d'une manière également grave. D'une part, on lui enlevait Anne pour la donner à Charles, de l'autre, on lui renvoyait honteusement Marguerite dont on gardait la dot. Pour réparer ces affronts, Maximilien appela à son aide le roi d'Angleterre, Henri VII, qui fit une descente en France par Calais, tandis que son allié envahissait la Picardie. Toutefois les deux monarques, ne furent pas long-temps d'accord. Charles VIII saisit l'occasion pour traiter, et l'on signa la paix de Senlis dont nous avons parlé

(1) Heuterus. Lib. v, pag. 221, 222, 223.

plus haut. — « Marguerite devait être rendue à son père avec tous les honneurs dus à son rang. Les articles du traité de 1482 relatifs à ce mariage étaient non avenus de part et d'autre. Le roi de France promettait de restituer intégralement la dot de Marguerite. » — La princesse alors âgée de treize ans fut remise aux ambassadeurs du roi des Romains à St-Quentin. On la conduisit à Cambrai, et le jour suivant elle fit son entrée dans Valenciennes.

**Mort de l'empereur Frédéric III, (19 août 1493)** à l'âge de soixante-dix-huit ans, après en avoir régné cinquante trois (1). Il est enterré à Vienne dans l'église de St-Étienne où son fils lui fait élever un magnifique mausolée d'albâtre. — Le premier acte qui signale l'avènement de Maximilien au trône impérial est sa victorieuse expédition contre les Turcs qui, à la nouvelle de la mort de Frédéric, avaient fait une incursion dans la Croatie (1494). — Il épouse Blanche-Marie fille de Galéas Sforce, duc de Milan.

Les soins de l'empire réclamaient dorénavant la présence de Maximilien en Allemagne, et il n'osait s'abandonner à l'espoir d'un règne tranquille pour Philippe auquel il allait transmettre l'héritage de sa mère et qui, à dix sept ans à peine, se voyait plus puissant qu'aucun de ses prédécesseurs.

(1) Loyens, pag. 176. Voir Pontus Heuterus.

---

## CHAPITRE V.

1494-1506.

**SOMMAIRE.** — **PHILIPPE-LE-BEAU.** — Son inauguration à Louvain. — Assemblée des états à Malines. — Mariage de Philippe avec Jeanne d'Arragon. — De Marguerite avec l'infant d'Espagne. — Demande en restitution du duché de Bourgogne. — Exécution du traité de Senlis. — Naissance de Charles. — Marguerite épouse le duc de Savoie. — Premier voyage de l'archiduc en Espagne. — Mort de Marguerite d'York. — Mort d'Isabelle. — Philippe et Jeanne reconnus rois de Castille. — Trêve avec le duc de Gueldre. — Second voyage de Philippe en Espagne. — Sa mort.

---

Un an s'était écoulé depuis la mort de Frédéric III, lorsque Maximilien accompagné de l'impératrice Blanche-Marie vint en Belgique. Philippe et Marguerite qui l'attendaient à Maestricht le conduisirent à Louvain où l'archiduc fut inauguré avec un cérémonial et une joie dont jusqu'alors on n'avait point eu d'exemples (août 1494).

Ainsi le règne du nouveau duc commençait sous

les plus heureux auspices; aucune des craintes que son père avait conçues pour son avenir ne se réalisaient. Philippe était aimé, choyé par ses peuples fiers de se retrouver sous le gouvernement d'un prince né au milieu d'eux, et qui paraissait ne vouloir rappeler à leur souvenir que les qualités de Philippe-le-Bon et de Charles-le-Téméraire, tant il avait soin d'effacer les abus ou les erreurs issus de leurs mauvais jours. Ce fut en effet une merveilleuse destinée que celle du fils de Maximilien. La Belgique, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, l'Espagne lui firent savourer les suprêmes délices de la puissance, sans que jamais le fiel de la royauté vînt imprégner ses lèvres.

Monarque d'un esprit commun, sans ambition mais sans activité, sans vices mais sans qualités extraordinaires, il fallut que la fortune le conduisit par la main sans qu'il l'aidât d'aucun effort; qu'elle le fit asseoir sur un trône, qu'elle lui posa un diadème royal au front enfin, qu'elle l'enveloppa magnifiquement en son linceul pour l'étendre dans son mausolée de Burgos couvert des regrets et des bénédictions populaires. La science des grandes choses n'avait point été accordée à Philippe-le-Beau. Il profita du calme momentané de la Belgique plutôt épuisée que repentante pour la doter d'institutions utiles; il demanda à la France par amour propre héréditaire et cédant aux conseils réitérés de l'empereur, l'exécution des traités antérieurement consentis par elle; il n'avait pas la force de faire naître les occasions, et sans



guide, il n'aurait point eu celle de s'en servir.

Philippe convoque les états à Malines pour régler les affaires et les intérêts généraux de la Belgique (1494). Le résultat de ces délibérations exerça par la suite une salubre influence sur le rétablissement de la paix intérieure et du commerce. — Maximilien exécute le plan depuis long-temps rêvé d'unir son fils à Jeanne, fille de Ferdinand et d'Isabelle rois d'Espagne, et de donner la main de Marguerite refusée par Charles VIII, à Jean frère de Jeanne. Le navire qui amène Jeanne d'Espagne, touche les côtes de la Zélande en septembre 1496. Philippe rejoint à Lierre sa fiancée qui venait à sa rencontre d'Anvers, et le mariage est célébré par Henri de Berg, archevêque de Cambrai. C'est là le premier degré qui unit la maison d'Autriche à celle d'Espagne. Cette union alors inquiéta peu la France qui n'avait aucun motif sérieux de s'en alarmer, en dépit de l'avis contraire de quelques-uns de ses seigneurs. Ferdinand mariait son fils à Marguerite, Isabelle, sa fille aînée, épousait le roi de Portugal et en avait un fils; primé par ces deux familles, Philippe ne pouvait raisonnablement concevoir l'espérance d'arriver au trône espagnol. Un concours de circonstances inouïes l'y amena : Jean mort prématurément laissa après lui Marguerite qui fit une fausse couche, Isabelle suivit bientôt son frère dans la tombe, et Michel son fils ne vécut que trois ans. Le même vaisseau qui avait conduit Jeanne en Belgique, emmena Marguerite en Espagne. Pendant la traversée, une violente tempête faillit submer-

ger l'équipage et ravir Marguerite à un second hymen (1).

La reconstitution de l'héritage de Charles-le-Téméraire était l'objet des justes désirs de l'archiduc. Il députa à la cour de France Beaudouin de Lannoy et le seigneur de Molenbas pour réclamer le duché de Bourgogne, non seulement à titre d'apanage légitime, mais aussi en vertu des conventions et des promesses de Louis XI quand il en avait dépossédé Marie. Ces envoyés furent éconduits par Charles VIII qui mourut peu après au milieu de ses préparatifs contre l'Italie (7 avril 1498). — Tentatives d'agressions inutiles en Gueldre et en Bourgogne de la part de Maximilien et de l'archiduc — Philippe-le-Beau renoue les négociations avec Louis XII (28 juin 1499). Il prête serment pour l'Artois et la Flandre entre les mains de Guy de Rochefort, chancelier de France, et reçoit celui du chancelier au nom du roi pour la principauté de Boulogne. Aux termes du traité de Senlis, Aires, Hesdin et Béthune sont restitués à l'archiduc qui est presque aussitôt inauguré dans le comté d'Artois (2 juillet).

L'année suivante est célèbre par la naissance de Charles, depuis Charles-Quint, le 24 février

(1) Pontus Heuterus cite cette épitaphe qu'elle se composa à ce qu'il prétend au fort de l'orage :

Cy gist Margole, noble Damoiselle,  
Deux fois mariée et morte pucelle.

(Lib. v, pag. 232.)

**1500** fête de la S<sup>t</sup>-Mathias, à Gand (1). Il fut baptisé le 8 mars suivant (2). — Marguerite d'Autriche, veuve de Jean, est fiancée dans les derniers mois de l'année 1501 au duc Philibert de Savoie. Elle part de Bruxelles, et passe pour se rendre dans les possessions de son nouvel époux par le Hainaut, la Picardie, la France et la Bourgogne.

L'infant d'Espagne mort, et l'usage étant de nommer prince des Asturies et de faire reconnaître par ses sujets futurs l'héritier présomptif de la couronne, Isabelle pressa Ferdinand de remplir ces formalités et le roi manda auprès de lui sa fille et son gendre. Philippe-le-Beau abandonnant au duc Albert de Saxe la direction des opérations militaires en Gueldre, partit pour l'Espagne. Il prit la route la plus longue, celle de la France, à cause de la grossesse de Jeanne (1501). Son voyage jusqu'à Tolède ressembla à une marche triomphale. Ce fut en cette ville et dans l'église Ste-Marie qu'on le proclama roi de Castille. En 1503 il quitte l'Espagne au grand regret de Jeanne qu'il y laisse, et va rendre visite à sa sœur la duchesse de Savoie. De là, traversant la Suisse et le Tyrol, il se rend auprès de son père en Autriche. Au commencement de novembre il entre à Cologne d'où il se dirige vers Malines, puis à Bruxelles où il arrive à la fin de la même année.

(1) Heuterus ajoute que les opinions sont partagées au sujet de cette date, et qu'il en est qui prétendent que ce fut le 25, parce que l'année était bissextile. (Lib. v, pag. 245).

(2) Adrian. Barlandus, *Chron. B. D.* cap. CLXIII, p. 35.

Pendant le cours de ce long voyage, le roi de Castille est reçu partout avec les plus vives démonstrations d'enthousiasme. — Marguerite d'Yorck, sœur d'Édouard IV et veuve de Charles-le-Téméraire meurt à Malines (31 octobre 1503) où elle est enterrée dans le couvent des Franciscains. — Mort d'Isabelle reine d'Espagne (nov. 1504); un service funèbre en son honneur est célébré avec une pompe royale en janvier 1505 dans l'église de Ste-Gudule à Bruxelles.

Philippe et Jeanne sont reconnus rois de Castille, de Léon, d'Arragon, de Grenade et prennent ce titre dans l'expédition des actes publics. — « Ainsi, dit Jean Muller, les vastes états conquis par la valeur castillane et agrandis par la politique astucieuse de Ferdinand échurent en partage à l'archiduc Philippe, fils unique de Maximilien et Marie de Bourgogne, et époux de Jeanne, fille aînée du roi d'Arragon et de Castille (1). »

Le duc de Gueldre pressé par la guerre à outrance qu'on lui faisait, signe avec Philippe-le-Beau et pour un laps de deux ans, une trêve en vertu de laquelle les deux princes conservent leurs conquêtes respectives depuis le commencement des hostilités (2). Mais

(1) Jean Muller, *Hist. Univ.* tom. III, ch. IX, pag. 236.

(2) Charles d'Egmont, écrit Heuterus, fit amende honorable au roi de Castille dans le fort de Rosendael. — « Seigneur, lui dit-il en l'abordant, je suis votre humble sujet, et je viens vous déclarer ici que mes forces ne sont pas suffisantes pour que je puisse ou que je veuille vous résister. Je viens en outre, après

Philippe ne s'est pas plutôt embarqué avec Jeanne à Flessingue pour aller recueillir la succession d'Isabelle (10 janvier 1506), que la trêve est violée par Charles qui se livre de nouveau à ses dévastations. — Jeté par un orage sur les côtes d'Angleterre, le roi de Castille y est reçu comme un fils par Henri VII dont les vœux l'accompagnent jusqu'à Burgos où il fait son entrée avec Jeanne (5 août 1506). Toutefois, Philippe-le-Beau ne devait pas jouir long-temps de ce trône dont l'accès lui avait été si facile et où semblait l'avoir mené un chemin de roses. Il mourut à Burgos le 27 septembre 1506, âgé de vingt-huit ans, d'une pleurésie, dit-on, empoisonné, prétendirent quelques personnes par Ferdinand son beau-père. Heuterus qui rapporte cette opinion se défend de la partager, parce que, déclare-t-il, les preuves de l'assassinat ne lui paraissent pas suffisamment établies (1). Le roi de Castille reçut les honneurs de la sépulture près de Burgos, et son cœur transporté à Bruges fut déposé dans le tombeau de sa mère. Jeanne eut tant de chagrin de la perte de son époux, qu'à partir de

avoir déposé les armes, implorer de votre clémence des conditions de paix et d'amitié durables. Depuis l'âge de sept ans jusqu'à celui de quinze, les ducs de Bourgogne m'ont élevé comme leur propre enfant. Fait prisonnier par les Français à Béthune, je fus jusqu'à ma vingtième année retenu dans une captivité honorable; enfin, j'ai été formé à des habitudes de prince, sans que pour cela j'oublie jamais tout ce que je dois à votre famille, ô mon maître ! »

(Lib. VI, pag. 274, 275.)

(1) Lib. vi. Voir aussi Loyens.



ce jour sa raison s'altéra et ne lui revint jamais , bien qu'elle soit morte septuagénaire.

Olivier de La Marche donne à Philippe-le-Beau le surnom de *Croit-Conseil*, et pour expliquer ce surnom , il analyse les différens actes qui signalèrent la vie de l'archiduc : sa jeunesse passée à Gand , l'assemblée qu'il tint à Malines pour délivrer son père captif à Bruges , son inauguration au comté de Flandre , ses guerres avec le duc de Gueldre , son avènement au trône de Castille , etc.

Philippe-le-Beau eut de son mariage avec Jeanne d'Arragon depuis nommée *la Folle*, Léonore, Charles, Ferdinand , Isabelle, Marie et Catherine posthume. Charles et Ferdinand ceignirent la couronne impériale; Léonore veuve en premières noces d'Emmanuel roi de Portugal, épousa François I<sup>er</sup>; Marie donna sa main à Louis II roi de Hongrie et de Bohême tué à la bataille de Mohatsch , et fut dans la suite nommée gouvernante des Pays-Bas ; Isabelle se maria avec Christian II que les chroniqueurs dit M. Capefigue, appelèrent le cruel , le tyran ou le Néron du Nord ; enfin, Catherine devint femme de Jean III roi de Portugal.

L'histoire du règne de Philippe-le-Beau , comme celle de ses prédécesseurs offre deux parties distinctes. Elle peut être envisagée et écrite, relativement à la Hollande, relativement à la Belgique. Nous ne nous sommes occupés que de ce dernier pays, indiquant seulement quelques faits et quelques dates concernant les guerres de la Hollande ; car

s'il est vrai que l'époque la plus florissante des provinces belges soit celle du gouvernement de Philippe, on ne peut appliquer la même remarque à la Gueldre, à la Zélande, à la Frise qui furent continuellement le théâtre de troubles que le duc Albert de Saxe ne cessa de réprimer au nom de son souverain.

Philippe-le-Beau plusieurs années avant que Martin Luther ne vînt remuer l'Europe chrétienne avec ses doctrines de libre examen et de réforme, avait compris que pour qu'un gouvernement soit stable, l'autorité ecclésiastique n'y doit pas primer le pouvoir temporel. Dans ce but, il renouvela en 1495 l'édit de Philippe-le-Bon publié jadis avec l'assentiment du Saint-Père, édit calqué sur le *Pragmatique* de Bourges, et qui portait que nul ne pourrait accepter de la cour de Rome un bénéfice ou une dignité sacerdotale, sans l'adhésion du prince qui était aussi indispensable, pour que les moines et généralement tous les ordres religieux fussent aptes à toucher des pensions ou des revenus de terre (1).

Heeren, Jean Muller et le plus grand nombre des historiens modernes disent peu de chose de Philippe-le-Beau. Le roi de Castille pâlit à côté de son héritier; le court règne du fils de Maximilien et de Marie n'est qu'un atôme dans la balance de l'histoire à côté des conquêtes futures de Charles-Quint, de l'immensité de sa gloire et de l'imposante novation qui va surgir en Allemagne du sein de l'université de Wittemberg.

(1) Loyens, pag. 178.

## CHAPITRE VI.

1506-1519.

**SOMMAIRE.** — ADMINISTRATION DE MARGUERITE. — Le duc de Gueldre recommence les hostilités en Belgique et en Hollande. — Maximilien nomme Marguerite d'Autriche gouvernante des Pays-Bas. — Traité d'alliance entre l'empereur et le roi d'Angleterre. — Entrée en France. — Tentative de Maximilien sur la Bourgogne. — L'archiduc Charles inauguré duc de Brabant. — Mort de Ferdinand. — Charles reconnu roi d'Espagne. — Traité avec le duc de Gueldre. — Dernier voyage de l'empereur en Belgique. — Charles part pour l'Espagne. — Mort de Maximilien. — Résumé

---

Henri VII roi d'Angleterre en apprenant la mort du roi de Castille, adressa à Guillaume de Croy, gouverneur des enfans de Philippe-le-Beau (septembre 1506), une lettre de condoléance qui retrace fidèlement la position de la Belgique à la mort de ce prince. Henri VII avait conçu avec le roi de Castille des projets qui ne se réalisèrent pas, entre autres, le mariage de sa fille Marguerite avec l'archiduc Charles, mariage qui lui faisait rêver la puissance souveraine de l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne

et les riches provinces de la Belgique réunies sous une même couronne (1).

L'événement inattendu qui mettait deux peuples en deuil, favorisait les haines de Charles d'Egmont, ce duc de Gueldre toujours ennemi déclaré de la Belgique, agissant dans l'ombre quand il ne frappait point à découvert, et n'observant pas plus sa parole avec ses suserains, que son père n'avait tenu la sienne avec les ducs de Bourgogne. Aidé par l'argent et les hommes de la France, Charles à la tête d'une poignée de pillards surprend Turnhout et dévaste tout le territoire de la Campine (1507). Se liguant ensuite avec Robert de La Marck, frère de l'évêque de Liège, il ne peut se rendre maître de Diest que gardait Henri de Nassau, mais il met le feu à la petite ville de Hal sans que le Brabant lui oppose de troupes. Toutefois, une garnison est mise dans Louvain où le duc serait entré sans obstacles, s'il y eut songé quelques jours plutôt. A la fin d'octobre, après des excès sans nombre il quitte la Belgique, et les cavaliers français reprennent le chemin de leur pays. Surpris par la nuit non loin de la forêt des Ardennes, fatigués de la route, chargés de dépouilles et allourdis par le vin, ils s'endorment. Ce fut leur perte. Les Namurois utilisant ce sommeil, vengèrent sur eux leurs compatriotes massacrés. Ceux que l'on n'égorgea pas furent emmenés

(1) Pontus Heuterus , Lib. vii pag. 284, 285. Loyens donne la lettre entière.

captifs à Namur ; fort peu purent regagner les frontières de France (1).

Les brigandages de Charles d'Egmont en Belgique et en Hollande s'accroissant en raison de l'impunité et de la situation équivoque des deux pays, les états assemblés députèrent au commencement de l'année 1508, Jean Hauthem, chancelier de Brabant, et Guillaume de Croy, seigneur de Chièvre et d'Aerschot, vers Maximilien, pour le conjurer de prendre l'administration des domaines de son petit-fils. L'empereur alors occupé de ses guerres avec Venise ne put personnellement répondre à leurs vœux (2) ; il se fit remplacer par sa fille Marguerite promettant de s'occuper lui-même des intérêts de la Belgique aussitôt que les ennemis du dehors lui en laisseraient le loisir. — Le résultat de l'ambassade n'était point encore connu, que déjà le duc de Gueldre avait pris Anvers et fait prisonniers des marchands flamands qui allaient à la foire de Francfort. Mais Marguerite investie du gouvernement des Pays-Bas oppose une guerre offensive à Charles d'Egmont. — Siège de Venloo, ville de la Gueldre, levé sans succès. Les soldats de Marguerite battent en retraite aux approches de la mauvaise saison avec les deux mille Anglais auxiliaires. Le duc traverse la Meuse, s'empare des habitans de Bois-le-Duc qui ont pris les armes contre lui, lève une con-

(1) Ad. Barland. *Ch. Br. Duc.* cap. CLXVIII, pag. 36.

(2) P. Heuterus, lib. VII, pag. 288, 289, 290, 291 et 292.



tribution énorme sur la cité, poursuit ses dévastations dans la Hollande, et n'a pas de peine à reprendre Harderwyck, Bommel et Tilbourg, qui lui avaient été enlevés les années précédentes (1508-1511) (1).

Pendant la durée de ces guerres, une contestation s'était élevée (fin de l'année 1509) entre l'empereur et Ferdinand d'Espagne. Jeanne complètement tombée en démente était incapable de succéder à son époux dans l'administration de la Castille que Ferdinand prétendait diriger à son gré. Le différent se termina entre les deux souverains aux conditions qui suivent : « Ferdinand gouvernait la Castille jusqu'à ce que le prince Charles eût atteint sa vingt-cinquième année. Charles ne prenait le titre de roi d'Espagne qu'à la mort de sa mère. Ferdinand comptait à l'empereur cinq cent mille ducats d'or et l'aidait de ses soldats jusqu'à ce qu'il eût recouvré ses possessions tombées au pouvoir des Vénitiens. Une pension était faite à l'archiduc. »

Traité d'alliance entre le roi d'Angleterre et Maximilien que Louis XII a abandonné (1513). Les deux monarques entrent en France au mois de juillet. Siège de Téroüane qui se rend après un blocus de cinquante jours. Tournay capitule. Ces succès enhardissent l'empereur qui veut reconquérir la Bourgogne. Invasion d'Ulric de Wittemberg au nom de Maximilien dans ce duché. La Trémouille qui y commande se retranche dans Dijon; inférieur en

(1) Ad. Barland, cap. CLXIX, pag. 36.

force, il use d'intrigue et le projet est manqué par la perfidie des Suisses qui se vendent.

La réconciliation s'opère au mois d'août 1514 entre la France et l'Angleterre. Louis XII après la mort d'Anne de Bretagne épouse Marie, sœur de Henri VIII, déjà promise à l'archiduc Charles. Cette union, disent les historiens, conduisit le roi de France au tombeau (1). François I lui succède le 1 janvier 1515 (2), et Charles ayant le même mois atteint sa quinzième année, reçoit de son aïeul le gouvernement des Pays-Bas, est inauguré duc de Brabant, et envoie au nouveau monarque Henri de Nassau et Michel de Croy pour le féliciter sur son heureux avènement. — Ferdinand roi d'Arragon, de Grenade, et de Naples meurt le 22 janvier 1516 (3). Il nomme par son testament Charles, fils de Jeanne-la-Folle, son héritier universel. L'archiduc est reconnu roi d'Espagne (23 janvier 1516). — Il signe une trêve avec le duc de Gueldre et une paix avec Henri VIII. Il traite également avec Everard de La Marck, évêque de Liège, et Jean duc de Clèves et de Juilliers. En vertu de la trêve avec Charles d'Egmont, le duc lui reconnaissait, à lui et à ses successeurs, la souveraineté de la Frise qu'il

(1) Cumque intemperantius novæ nuptæ amplexibus indulcisset, quærendis liberis, febris corripitur et accedente diarrhœa, calendis januarii 1515 e vivis raptus est. — Loyens pag. 196, 197.

(2) Michelet, *Tableaux Synchroniques*—1835, Bruxelles. L. Hauman.

(3) Pontus Heuterus, Lib. xii pag. 35.

faisait immédiatement évacuer par ses troupes. L'archiduc prenait l'obligation de payer au duc de Gueldre cent mille couronnes dont vingt-cinq mille comptant, le reste par termes égaux dans l'intervalle de cinq ans. Le roi de France aurait à prononcer dans les trois mois à courir, sur la propriété de la ville de Groningue.

**Dernier voyage de l'empereur en Brabant (1517).** — Au mois de Juillet de la même année, Charles se rend à Middelbourg, attendant un vent favorable qui le conduisît en Espagne pour y prendre possession de son royaume. Il s'embarque le 12 août, et par un temps propice, il ne met que huit jours à parcourir la distance qui sépare le littoral zélandais des côtes de Villaviciosa aux Asturies. — Il est couronné roi d'Espagne avec sa mère dans l'église de St-Paul à Valladolid (septembre 1518). — Mort de l'empereur Maximilien, en revenant d'Augsbourg où il avait convoqué la diète pour assurer la nomination de Charles à l'empire d'Allemagne après lui (12 septembre 1519). Son corps déposé à Vienne est ensuite transporté à Neustadt et enseveli sous le maître autel de l'église St-Georges. Maximilien mourut dans sa cinquante neuvième année après un règne de trente trois ans. Il eut trois femmes, si l'on compte Anne de Bretagne qui lui fut enlevée par Charles VIII. Marie de Bourgogne fut la première. Il épousa en dernières noces Blanche-Marie, fille de Galéas Sforce si tristement assassiné. Blanche-Marie mourut en 1502 après huit années de mariage. Elle fut enterrée

dans un monastère autrichien nommé Stams (1).

Trois années avant son décès, Maximilien faisait toujours porter à sa suite une urne funèbre qu'il avait fait sculpter exprès. Il ordonna par une clause spéciale de son testament, que l'on enveloppât sa dépouille mortelle dans une toile de lin grossier et qu'on ne la déposât dans le sarcophage qu'après avoir rempli de chaux vive ses narines, sa bouche et ses oreilles, afin que les organes destinés à tomber en poussière fussent consumés plus vite. Il voulut que le reste de son corps fût embaumé (2).

« Maximilien maître des Pays-Bas et de la Fran-  
 » che-Comté par son mariage avec Marie de Bour-  
 » gogne, hérita à la mort de son cousin l'archiduc  
 » Sigismond, des provinces appelées pays antérieurs  
 » de l'Autriche. Son père, l'empereur Frédéric III,  
 » long-temps auparavant avait réuni à son patri-  
 » moine les seigneuries de Bregentz, de Pludentz,  
 » de Feldkirch et de Sonnenberg, le landgraviat d'Al-  
 » torf en Souabe, le comté de Nollenbourg dans le  
 » Hegau, le comté de Gorice et quelques districts si-  
 » tués sur la frontière de Venise. Malgré l'étendue de  
 » ses états, Frédéric III éprouva de continuel be-  
 » soins d'argent : ne pouvant fournir la somme de  
 » cent vingt mille ducats qu'il s'était engagé à payer  
 » au roi de Hongrie, Mathias Corvinus, pour frais de

(1) Pontus Heuterus, lib. vii, pag. 339.

(2) Loyens, pag. 199.

» guerre, il fut obligé d'abandonner à ce prince pour  
 » quelques années la possession de l'Autriche. Maxi-  
 » milien son fils réduit à la même pénurie, pardonna  
 » aux habitants de Bruges de l'avoir détenu dans  
 » une étroite prison, pour une amende de cinq cent  
 » mille ducats qu'ils lui payèrent. Veuf de Marie de  
 » Bourgogne il épousa, pour sa dot de cinq cent mille  
 » florins d'Allemagne, Blanche, nièce de Louis Marie  
 » Sforze surnommé le More, régent de Milan (1). »

Si l'on veut étudier la grandeur, la puissance, la nationalité de la Belgique, c'est assurément cette première période de son histoire qu'il faut parcourir. L'époque de la domination espagnole devait effacer progressivement ce qui restait de liberté antique, de traditions saintes au cœur de ces corporations que l'on a vu si puissantes à Gand, si terribles à Bruges, presque toujours maîtresses de leurs princes, dictant la loi sur la place publique, décrétant la paix et la guerre, négociant avec les rois leurs voisins des traités d'alliance ou des mariages; en un mot, souveraines absolues de leurs cités quand elles avaient la force ou l'audace de le vouloir. Il se peut que la période qui va suivre soit plus féconde en drames, que l'intelligence et la politique y jouent un rôle plus noble, mais on ne saurait se dissimuler que l'abaissement de la Belgique par une compensation assez singulière, date du jour où ses maîtres sont devenus plus puis-

(1) J. Muller, *Hist. Univ.* Tom. III, Livre XVIII, ch. II pag. 206 et 207.



sans. L'élévation de Maximilien au trône impérial avait déjà considérablement affaibli l'éclat dont brillaient les provinces de Brabant, de Hainaut, de Flandre lorsque la duchesse Marie en prit possession. Charles-Quint en réunissant sur sa tête les couronnes d'Allemagne et d'Espagne et tous les apanages joints à ces deux titres d'empereur et de roi, ne considéra plus la Belgique, malgré la tendresse profonde qu'il lui portait, que comme un état très-secondaire. Son fils . Philippe II, en fit une terre de désolation et de privilèges dont il donna le gouvernement ou pour mieux dire, l'exploitation tyrannique à ses favoris d'Espagne.— La bataille de Nancy fut bien véritablement le tombeau de la splendeur bourguignonne et de l'imposante activité de la Belgique.

**FIN DE LA PREMIÈRE PÉRIODE.**



# **PRÉCIS**

DE

## **L'HISTOIRE MODERNE.**

---

*Deuxième Période.*

**1517-1648.**

---

A ne voir que la suite des guerres et des événemens politiques, le seizième siècle est un siècle de sang et de ruines. Il s'ouvre avec la dévastation de l'Italie par les troupes mercenaires de François 1<sup>er</sup> et de Charles-Quint, avec les affreux ravages de Soliman qui dépeuple annuellement la Hongrie. Puis viennent ces luttes terribles des croyances religieuses, où la guerre n'est plus seulement de peuple à peuple, mais de ville à ville et d'homme à homme, où elle s'introduit jusqu'au foyer domestique, et jusque entre le fils et le père. Celui qui laisserait l'histoire dans cette

crise, croirait que l'Europe va tomber dans une barbarie profonde. Et loin de là, la fleur délicate des arts et de la civilisation grandit et se fortifie au milieu des chocs violens qui semblent près de la détruire. Michel-Ange peint la chapelle Sixtine l'année de la bataille de Ravenne. Le jeune Tartaglia sort mutilé du sac de Brescia pour devenir le restaurateur des mathématiques (1). La grande époque du droit chez les modernes, l'âge de L'Hôpital et de Cujas, est celui de la Saint-Barthélemy.

Le caractère du seizième siècle, ce qui le distingue profondément de ceux du moyen-âge, c'est la puissance de l'opinion; c'est alors qu'elle devient véritablement *la reine du monde*. Henri VIII n'ose point répudier Catherine d'Arragon avant d'avoir consulté les principales universités de l'Europe. Charles-Quint cherche à prouver sa foi par la persécution des Maures, pendant que ses armées prennent et rançonnent le pape. François I<sup>er</sup> élève les premiers bûchers où soient montés les protestans de France, pour excuser, aux yeux de ses sujets et aux siens, ses liaisons avec Soliman et les luthériens d'Allemagne. Ces actes même d'intolérance étaient autant d'hommages rendus à l'opinion. Les princes courtisaient alors les plus indignes ministres de la renommée. Les rois de France et d'Espagne enchérissaient l'un sur l'autre

(1) Daru, *Hist. de Venise*, t. III. p. 558.

pour obtenir la faveur de Paule Jove et de l'Arétin.

Pendant que la France suit de loin l'Italie dans les plus ingénieux développemens de l'intelligence, deux peuples, d'un caractère profondément sérieux, leur laissent les lettres et les arts, comme de vains jouets ou de profanes amusemens. Les Espagnols, peuple conquérant et politique, tirent leur force, ainsi qu'autrefois les Romains (1), de leur attachement aux vieilles maximes, aux anciennes croyances. Occupés de vaincre et de gouverner l'Europe, ils se reposent en toute matière spéculative sur l'autorité de l'Église. Tandis que l'Espagne tend de plus en plus à l'unité politique et religieuse, l'Allemagne, avec sa constitution anarchique, se livre à toute l'audace des opinions et des systèmes. La France, placée entre l'une et l'autre, sera, au seizième siècle, le principal champ de bataille où lutteront ces deux esprits opposés. La lutte y sera d'autant plus violente et plus longue que les forces sont plus égales.

(1) Giannone, d'après Bodin et de Thou, *Hist. civ.*, liv. **xxx**, ch. 2.

---



---

## CHAPITRE VI.

LÉON X, FRANÇOIS I<sup>er</sup> ET CHARLES-QUINT.

François I<sup>er</sup> 1515. Charles-Quint empereur, 1519. Première guerre contre Charles-Quint, 1521. Défection du duc de Bourbon, 1523. — Bataille de Pavie, 1525; captivité de François I<sup>er</sup>. — Traité de Madrid, 1526. — Seconde guerre, 1527. — Paix de Cambray, 1529. — Alliance publique de François I<sup>er</sup> avec Soliman, 1534. — Troisième guerre, 1535. — Trêve de Nice, 1538. — Reprise des hostilités, 1541. — Bataille de Cérissoles, 1544. — Traité de Crépy. Mort de François I<sup>er</sup> et d'Henri VIII, 1547. — Situation intérieure de la France et de l'Espagne. — Réforme. — Premières persécutions, 1535. — Massacre des Vaudois, 1545.

---

rançois I<sup>er</sup> Charles V. Avec quelque sévérité qu'on doive juger François I<sup>er</sup> et Léon X, il faut se garder de les comparer à cette ignoble génération de princes qui a fermé l'âge précédent (Alexandre VI, Louis XI, Ferdinand-le-Catholique, Jacques III, etc.). Dans leurs fautes mêmes il y a au moins quelque gloire, quelque grandeur. Ils n'ont pas fait leur siècle, sans doute, mais ils s'en sont montrés dignes; ils ont aimé les arts, et les arts parlent encore pour eux au-

jourd'hui, et demandent grâce pour leur mémoire. Le prix des indulgences dont la vente souleva l'Allemagne, paya les peintures du Vatican et la construction de Saint-Pierre. Les exactions de Duprat sont oubliées : l'Imprimerie royale, le Collège de France subsistent.

Charles-Quint se présente à nous sous un aspect plus sévère, entouré de ses hommes d'état, de ses généraux ; entre Lannoy, Pescaire, Antonio de Leyva, et tant d'autres guerriers illustres. On le voit traversant sans cesse l'Europe pour visiter les parties dispersées de son vaste empire, parlant à chaque peuple sa langue, combattant tour-à-tour François I<sup>er</sup> et les protestans d'Allemagne, Soliman et les Barbaresques ; c'est le véritable successeur de Charlemagne, le défenseur du monde chrétien. Cependant l'homme d'état domine en lui le guerrier. Il nous offre le premier modèle des souverains des temps modernes ; François I<sup>er</sup> n'est qu'un héros du moyen-âge.

Lorsque l'Empire était vacant par la mort de Maximilien I<sup>er</sup> [1519], et que les rois de France, d'Espagne et d'Angleterre, demandaient la couronne impériale, les électeurs, craignant de se donner un maître, l'offrirent à l'un d'entre eux, à Frédéric *le Sage*, électeur de Saxe. Ce prince la fit donner au roi d'Espagne et mérita son surnom. Charles-Quint était des trois candidats celui qui pouvait menacer le plus la liberté de l'Allemagne, mais c'était aussi le plus capable de la défendre contre les Turcs.

Sélim et Soliman renouvelaient alors les craintes que l'Europe avait éprouvées du temps de Mahomet II. Le maître de l'Espagne, du royaume de Naples et de l'Autriche, pouvait seul fermer le monde civilisé aux barbares de l'Afrique et de l'Asie.

Ainsi éclata, avec leur concurrence pour la couronne impériale, la sanglante rivalité de François I<sup>er</sup> et de Charles-Quint. Le premier réclamait Naples pour lui, la Navarre pour Henri d'Albret ; l'empereur revendiquait le fief impérial du Milanais et le duché de Bourgogne. Leurs ressources pouvaient passer pour égales. Si l'empire de Charles était plus vaste, il n'était point arrondi comme la France. Ses sujets étaient plus riches, mais son autorité plus limitée. La gendarmerie française n'avait pas moins de réputation que l'infanterie espagnole. La victoire devait appartenir à celui qui mettrait le roi d'Angleterre dans son parti. Henri VIII avait raison de prendre pour devise : *Qui je défends est maître*. Tous deux font des pensions au cardinal Wolsey, son premier ministre ; tous deux demandent Marie sa fille, l'un pour le dauphin, l'autre pour lui-même. François I<sup>er</sup> obtient de lui une entrevue près de Calais, et, ne se souvenant plus qu'il a besoin de le gagner, il l'éclipse par sa grâce et sa magnificence (1). Charles-Quint, plus

(1) On nomma ladite assemblée le *Camp de drap d'or*... tellement que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prez sur leurs espauls. Martin du Bellay, xvii, p. 285.

adroit, avait prévenu cette entrevue en visitant lui-même Henri VIII en Angleterre. Il avait gagné Wolsey en lui faisant espérer la tiare. La négociation était d'ailleurs bien plus facile pour lui que pour François I<sup>er</sup>. Henri VIII en voulait déjà au roi de France, qui gouvernait l'Écosse par le duc d'Albany, son protégé et son sujet (1), au préjudice de Marguerite, veuve de Jacques IV et sœur du roi d'Angleterre. En s'unissant à Charles-Quint, il avait la chance de recouvrer quelque chose des domaines que ses ancêtres avaient autrefois possédés en France.

Tout réussit à l'empereur. Il mit Léon X de son côté, et eut ensuite le crédit de faire élever à la papauté son précepteur, Adrien d'Utrecht. Les Français, qui pénétrèrent en Espagne, arrivèrent trop tard pour donner la main aux insurgés [1521]. Le gouverneur du Milanais, Lautrec, qui, disait-on, avait exilé de Milan près de la moitié des habitants, fut chassé de la Lombardie. Il le fut encore l'année suivante; les Suisses, mal payés, demandèrent *congé ou bataille*, et se firent battre à La Bicoque. L'argent destiné aux troupes avait été détourné par la reine-mère, en haine du général.

Au moment où François I<sup>er</sup> songeait à rentrer en Italie, un ennemi intérieur mettait la France dans

(1) Pinkerton, tome II, p. 135. Le régent lui-même, dans ses dépêches, appelait le roi de France *mon maître*. Il tenait beaucoup plus aux grands biens qu'il avait en France, qu'à la régence du royaume d'Écosse.

le connétable  
de Bourbon.

le plus grand danger. Il avait fait un passe-droit au connétable de Bourbon, l'un de ceux qui avaient le plus contribué à la victoire de Marignan. Charles, comte de Montpensier et dauphin d'Auvergne, tenait de son épouse, petite-fille de Louis XI, le duché de Bourbon, les comtés de Clermont, de la Marche et d'autres domaines, qui faisaient de lui le plus grand seigneur du royaume. A la mort de sa femme, la reine-mère, Louise de Savoie, qui avait voulu se marier au connétable, et qui en avait éprouvé un refus, voulut le ruiner, ne pouvant l'épouser. Elle lui disputa cette riche succession, et obtint de son fils que provisoirement les biens seraient mis en séquestre (1). Bourbon, désespéré, prit la résolution de passer à l'empereur (1523). Un demi-siècle auparavant, la révolte n'emportait aucune idée de déloyauté. Les chevaliers les plus accomplis de France, Dunois et Jean de Calabre, étaient entrés dans la *ligue du Bien public*. Récemment encore, on avait vu en Espagne don Pédro de Giron, mécontent de Charles-Quint, lui déclarer en face qu'il renonçait à son obéissance, et prendre le commandement des *comuneros* (2). Mais ici il ne s'agissait point d'une révolte contre le roi; en France, elle était impossible à cette époque. C'était une conspiration contre l'existence même de la

(1) Voy. la lettre du connétable à François I<sup>er</sup>, dans les *Mémoires de du Bellay*, t. xvii, p. 413.

(2) Sêpulveda, t. i, p. 79.



**F**rance que Bourbon tramait avec les étrangers. Il avait promis à Charles-Quint d'attaquer la Bourgogne dès que François I<sup>er</sup> aurait passé les Alpes, de soulever cinq provinces, où il se croyait le maître; le royaume de Provence devait être rétabli en faveur du connétable, et la France, partagée entre l'Espagne et l'Angleterre, eût cessé d'exister comme nation. Il put jouir bientôt des malheurs de sa patrie. Devenu général des armées de l'empereur, il vit fuir les Français devant lui à la Biagrasse; il vit le chevalier Bayard frappé d'un coup mortel et couché au pied d'un arbre, le visage devers l'ennemi, et dit audit Bayard qu'il avait grand pitié de lui, le voyant en cest estat, pour avoir esté si vertueux chevalier. Le capitaine Bayard lui fit réponse : Monsieur, il n'y a point de pitié en moy, car je meurs en homme de bien. Mais j'ai pitié de vous, de vous veoir servir contre vostre prince et vostre patrie et vostre serment. (1).

Bourbon croyait qu'à sa première apparition en France, ses vassaux viendraient se ranger avec lui sous les drapeaux de l'étranger. Personne ne remua. Les Impériaux furent repoussés au siège de Marseille; et ils ne sauvèrent leur armée épuisée que par une retraite qui ressemblait à une fuite. Au lieu d'accabler les Impériaux en Provence, le roi aima mieux les devancer en Italie.

A une époque de science militaire et de tactique, Pavie. 1525

(1) Du Bellay, xvii, p. 451.

François I<sup>er</sup> se croyait toujours au temps de la chevalerie. Il mettait son honneur à ne point reculer, même pour vaincre. Il s'obstina au siège de Pavie [1525]. Il ne donna point le temps aux impériaux, mal payés, de se disperser d'eux-mêmes. Ils s'affaiblirent en détachant douze mille hommes vers le royaume de Naples. Sa supériorité était dans l'artillerie; il voulut décider la victoire par la gendarmerie, comme à Marignan; se précipita devant son artillerie et la rendit inutile. Les Suisses s'enfuirent; les landsknechts furent écrasés, avec la *Rose blanche*, leur colonel (1). Alors tout le poids de la bataille tomba sur le roi et sa gendarmerie. Les vieux héros des guerres d'Italie, la Palisse et la Trémouille, furent portés par terre; le roi de Navarre, Montmorency, *l'Aventurier* (2), une foule d'autres, furent faits prisonniers. François I<sup>er</sup> se défendait à pied: son cheval avait été tué sous lui: son armure, que nous avons encore, était toute faussée de coups de feu et de piques. Heureusement, un des gentilshommes français qui avaient suivi Bourbon, l'aperçut et le sauva; mais il ne voulut point se rendre à un traître, et fit appeler le vice-roi de Naples, qui reçut son épée à genoux. Il écrivit le soir, selon la tradition, un seul mot à sa mère: *Madame, tout est perdu: fors l'honneur* (3).

(1) Le duc de Suffolk.

(2) Le maréchal de Fleuranges.

(3) Voyez la lettre par laquelle Charles-Quint apprend au

Charles- Quint savait bien que *tout n'était point perdu*, il ne s'exagéra point son succès ; il sentit que la France était entière et forte , malgré la perte d'une armée. Il ne songea qu'à tirer de son prisonnier un traité avantageux. François I<sup>er</sup> était arrivé en Espagne , croyant , d'après son cœur , qu'il lui suffirait de voir *son bon frère* pour être renvoyé honorablement dans son royaume. Il n'en fut pas ainsi. L'empereur maltraita son prisonnier pour en tirer une plus riche rançon. Cependant l'Europe témoignait le plus vif intérêt pour *ce roi soldat* (1). Erasme , sujet de Charles-Quint , osa lui écrire en faveur de son captif. Les nobles espagnols demandèrent qu'il fût prisonnier sur parole , s'offrant eux-mêmes pour caution. Ce ne fut qu'au bout d'un an , lorsque Charles craignit que son prisonnier ne lui échappât par la mort , lorsque François I<sup>er</sup> eut abdiqué en faveur du dauphin , qu'il se décida à le relâcher , en lui faisant signer un traité honteux. Le roi de France renonçait à ses prétentions sur l'Italie , promettait de faire droit à celles de Bourbon , de céder la Bourgogne , de donner ses deux fils en ôtage , et de s'allier par un double

Captivité  
du roi.

Traité  
de Madrid  
1526.

marquis de Denia la captivité de François I<sup>er</sup> (Sandoval t. I, liv. XIII, § II, p. 487, in-fol. Anvers, 1581), celle que Louise de Savoie écrivit à l'empereur, en faveur de son fils ; celle de François I<sup>er</sup> aux différens ordres de l'État , et l'acte d'abdication. T. XXII de la *Coll. des Mémoires*, p. 69, 71 et 84.

(1) Expression de Montluc, parlant à François I<sup>er</sup> lui-même, t. XXI, p. 6.

mariage à la famille de Charles-Quint [1526].

A ce prix il fut libre. Mais il ne sortit pas tout entier de cette fatale prison : il y laissa cette bonne foi, cette confiance héroïque, qui, jusque là, avaient fait sa gloire. A Madrid même, il avait protesté secrètement contre le traité. Redevenu roi, il ne lui fut pas difficile de l'éluder. Henri VIII, alarmé de la victoire de Charles-Quint, s'était allié à la France. Le pape, Venise, Florence, Gênes, le duc même de Milan, qui, depuis la bataille de Pavie, se trouvaient à la merci des armées impériales, ne voyaient plus dans les Français que des libérateurs. François I<sup>er</sup> fit déclarer, par les états de Bourgogne, qu'il n'avait point le droit de céder aucune partie de la France, et lorsque Charles-Quint réclama l'exécution du traité, en l'accusant de perfidie, il répondit qu'il en avait *menti par la gorge*, le somma d'*assurer le camp*, et lui laissa le choix des armes (1).

Prise  
de Rome.  
1527.

Pendant que l'Europe s'attendait à une guerre terrible, François I<sup>er</sup> ne songeait qu'à compromettre ses alliés pour effrayer Charles-Quint, et améliorer les conditions du traité de Madrid. L'Italie restait en proie à la guerre la plus hideuse qui pût déshonorer l'humanité ; c'était moins une guerre qu'un long supplice infligé par une soldatesque féroce à un peuple désarmé. Les troupes mal payées de Charles-Quint n'étaient point à lui, n'étaient

(1) Du Bellay, xviii, p. 38.

à personne ; elles commandaient à leurs généraux. Dix mois entiers , Milan fut abandonnée à la froide barbarie des Espagnols. Dès qu'on sut dans l'Allemagne que l'Italie était ainsi livrée au pillage , treize ou quatorze mille Allemands passèrent les Alpes sous Georges Frondsberg , luthérien furieux , qui portait à son cou une chaîne d'or destinée , disait-il , à étrangler le pape. Bourbon et Leyva conduisaient , ou plutôt suivaient cette armée de brigands. Elle se grossissait , sur sa route , d'une foule d'Italiens qui imitaient les vices des barbares , ne pouvant imiter leur valeur. L'armée prit son chemin par Ferrare et Bologne ; elle fut sur le point d'entrer en Toscane , et les Espagnols ne juraient que *par le sac glorieux de Florence* (1) ; mais une impulsion plus forte entraînait les Allemands vers Rome , comme autrefois les Goths leurs aïeux. Clément VII , qui avait traité avec le vice-roi de Naples , et qui voyait pourtant approcher l'armée de Bourbon , cherchait à s'aveugler lui-même , et semblait comme fasciné par la grandeur même du péril. Il licencia ses meilleures troupes à l'approche des Impériaux , croyant peut-être que Rome désarmée leur inspirerait quelque respect. Dès le matin du 6 mai , Bourbon donna l'assaut [1527]. Il avait mis une cotte-d'armes blanche pour être mieux vu des siens et des ennemis. Dans une si odieuse entreprise , le succès pouvait seul le relever à ses

(1) Sismondi, xv, d'après *Lettere de' principi*, t. II, fol. 47.



propres yeux ; s'apercevant que ses fantassins allemands le secondaient mollement , il saisit une échelle , et il y montait , lorsqu'une balle l'atteignit dans les reins ; il sentit bien qu'il était mort , et ordonna aux siens de couvrir son corps de son manteau et de cacher ainsi sa chute. Ses soldats ne le vengèrent que trop. Sept à huit mille Romains furent massacrés le premier jour ; rien ne fut épargné , ni les couvens , ni les églises , ni Saint-Pierre même : les places étaient jonchées de reliques , d'ornemens d'autels , que les Allemands jetaient , après en avoir arraché l'or et l'argent. Les Espagnols plus avides et plus cruels encore , renouvelèrent tous les jours pendant près d'une année les plus affreux abus de la victoire ; on n'entendait que les cris des malheureux qu'ils faisaient périr dans les tortures pour leur faire avouer où ils avaient caché leur argent. Ils les liaient dans leur maison , afin de les retrouver quand ils voulaient recommencer leur supplice.

L'indignation fut au comble dans l'Europe , quand on apprit le sac de Rome et la captivité du pape. Charles-Quint ordonna des prières pour la délivrance du pontife , prisonnier de l'armée impériale plus que de l'empereur. François I<sup>er</sup> crut le moment favorable pour faire entrer en Italie les troupes qui , quelques mois plus tôt , auraient sauvé Rome et Milan. Lautrec marcha sur Naples , pendant que les généraux impériaux négociaient avec leurs soldats pour les faire sortir de Rome ; mais

Lautrec.  
Doria.

on le laissa manquer d'argent, comme dans les premières guerres. La peste consuma son armée. Cependant rien n'était perdu, tant que l'on conservait des communications par mer avec la France. François I<sup>er</sup> eut l'imprudence de mécontenter le génois Doria, le premier marin de l'époque. Il *sembloit*, dit Montluc, *que la mer redoutast cet homme*(1). On lui avait retenu la rançon du prince d'Orange, on ne payait point la solde de ses galères, on avait nommé à son préjudice un amiral du Levant; ce qui l'irritait encore davantage, c'est que François I<sup>er</sup> ne respectait point les privilèges de Gênes, et voulait transporter à Savone le commerce de cette ville. Au lieu de le satisfaire sur ces divers griefs, le roi donna ordre de l'arrêter Doria, dont l'engagement avec la France venait d'expirer, se donna à l'empereur, à condition que sa patrie serait indépendante, et dominerait de nouveau dans la Ligurie. Charles-Quint lui offrit de le reconnaître pour prince de Gênes, mais il aima mieux être le premier citoyen d'une ville libre.

Cependant les deux partis souhaitaient la paix. Charles-Quint était alarmé par les progrès de la Réforme, et par l'invasion du terrible Soliman, qui vint camper devant Vienne. François I<sup>er</sup>, épuisé, ne songeait plus qu'à s'arranger aux dépens de ses alliés. Il voulait retirer ses enfans, et

Traité  
de Cambrai.  
1529.

(1) Montluc, t. xx, p. 370.

garder la Bourgogne. Jusqu'à la veille du traité , il protesta à ses alliés d'Italie qu'il ne séparerait point ses intérêts des leurs. Il refusa aux Florentins la permission de faire une paix particulière avec l'empereur (1), et il signa le traité de Cambrai , par lequel il les abandonnait , eux , et les Vénitiens , et tous ses partisans , à la vengeance de Charles-Quint [ 1529 ]. Cet odieux traité bannit pour toujours les Français de l'Italie. Dès lors , le principal théâtre de la guerre sera partout ailleurs , en Savoie , en Picardie , aux Pays-Bas , en Lorraine.

Charles V  
en Afrique.  
1535.

Tandis que la chrétienté espérait quelque repos, un fléau jusque là ignoré dépeuplait les rivages de l'Italie et de l'Espagne. Les Barbaresques commencèrent vers cette époque à faire la *traite des blancs*. Les Turcs dévastaient d'abord les contrées qu'ils voulaient envahir ; c'est ainsi qu'ils firent presque un désert de la Hongrie méridionale et des provinces occidentales de l'ancien empire grec. Les Tartares et les Barbaresques, ces enfans perdus de la puissance ottomane , la secondaient , les uns à l'orient , les autres au midi , dans ce système de dépopulation. Les chevaliers de Rhodes , que Charles-Quint avait établis dans l'île de Malte , étaient trop faibles pour purger la mer des vaisseaux innombrables dont la couvrait Barberousse , dey de Tunis et amiral de Soliman. Charles-Quint résolut d'attaquer le pirate dans son repaire [ 1535 ]. Cinq

(1) Fr. Guicciardini, lib. xix,

cents vaisseaux transportèrent en Afrique une armée de trente mille hommes, composée en grande partie des vieilles bandes qui avaient fait les guerres d'Italie. Le pape et le roi de Portugal avaient grossi cette flotte. Doria y avait joint ses galères, et l'empereur y était monté lui-même avec l'élite de la noblesse espagnole. Barberousse n'avait point de force capable de résister à l'armement le plus formidable que la chrétienté eût fait contre les infidèles depuis les croisades. La Goulette fut prise d'assaut, Tunis se rendit, et vingt mille chrétiens, délivrés de l'esclavage et ramenés dans leur patrie aux frais de l'empereur, firent bénir dans toute l'Europe le nom de Charles-Quint.

La conduite de François I<sup>er</sup> présentait une triste opposition. Il venait de déclarer son alliance avec Soliman [1534]. Il négociait avec les protestans d'Allemagne, avec Henri VIII, qui avait répudié la tante de Charles-Quint et abandonné l'Église. Il ne tira d'aucun d'eux les secours qu'il en attendait. Soliman alla perdre ses janissaires dans les plaines sans bornes de l'Asie. Henri VIII était trop occupé chez lui par la révolution religieuse qu'il opérait avec tant de violence. Les confédérés de Smalkalde ne pouvaient se fier en un prince qui caressait les protestans à Dresde et les faisait brûler à Paris. François I<sup>er</sup> n'en renouvela pas moins la guerre en faisant envahir la Savoie et menaçant le Milanais [1535]. Le duc de Savoie, alarmé des prétentions de la mère du roi de France (Louise

Alliance  
de François I<sup>er</sup>  
avec Soliman.



de Savoie), avait épousé la belle-sœur de Charles-Quint. Le duc de Milan, accusé par l'empereur de traiter avec les Français, avait essayé de s'en disculper en faisant décapiter sous un vain prétexte l'ambassadeur de François I<sup>er</sup>. Charles-Quint annonça dans Rome, en présence des envoyés de toute la chrétienté, qu'il comptait sur la victoire, et déclara que, « s'il n'avait pas plus de ressources que son rival, il irait à l'instant, les bras » liés, la corde au cou, se jeter à ses pieds et » implorer, sa pitié. » Avant d'entrer en campagne, il partagea à ses officiers les domaines et les grandes charges de la couronne de France.

Légions  
provinciales.

En effet, tout le monde croyait que François I<sup>er</sup> était perdu. On ne savait pas quelles ressources la France avait en elle-même. Depuis 1538, le roi s'était enfin décidé à placer la force militaire de la France dans l'infanterie, et dans une infanterie nationale. Il se souvenait que les Suisses avaient fait perdre la bataille de La Bicoque, et peut-être celle de Pavie; que les landsknechts avait été rappelés par l'empereur la veille de la bataille de Ravenne. Mais donner ainsi des armes au peuple, c'était, disait-on, courir un grand risque (1). Dans une

(1) Au premier remuement de guerre, le roy François dressa des légionnaires, qui fut une très belle invention, si elle eust été bien suivie; car c'est le très bon moyen d'avoir toujours une bonne armée sur pied, comme faisaient les Romains, et de tenir son peuple aguerry, combien que je ne sçai si cela est bon ou mauvais. La dispute n'en est pas petite; si aymerois-je mieux me fier



ordonnance sur la chasse , rendue en 1517, François I<sup>er</sup> avait défendu le port d'armes sous des peines terribles. Néanmoins , il se décida à créer sept légions provinciales , fortes chacune de six mille hommes , et tirées des provinces frontières. Ces troupes étaient encore peu aguerries , lorsque les armées de Charles-Quint entrèrent à la fois en Provence , en Champagne , et en Picardie. Aussi François I<sup>er</sup> , ne se reposant pas sur leur valeur , résolut d'arrêter l'ennemi en lui opposant un désert. Toute la Provence , des Alpes à Marseille , et de la mer au Dauphiné , fut dévastée avec une inflexible sévérité par le maréchal de Montmorency : villages , fermes , moulins , tout fut brûlé , toute apparence de culture détruite. Le maréchal , établi dans un camp inattaquable entre le Rhône et la Durance , attendit patiemment que l'armée de l'empereur se fût consumée devant Marseille. Charles-Quint fut contraint à la retraite , et obligé de consentir à une trêve dont le pape se fit le médiateur ( trêve de Nice , 1538 ). Un mois après , Charles et François se virent à Aigues-Mortes , et ces princes , qui s'étaient traités d'une manière si outrageante , dont l'un accusait l'autre d'avoir empoisonné le dauphin , se donnèrent toutes les assurances d'une amitié fraternelle .

aux miens qu'aux estrangers. ( Montluc , t. xx , p. 385 ) — On voit , dans les Mémoires de Montluc et de Tavanès , qu'on mettait des gentilshommes dans chaque légion , et que les plus vaillantes étaient celles où il y en avait le plus .

**Épuisement  
de  
Charles - Quint** L'épuisement des deux rivaux était pourtant l'unique cause de la trêve. Quoique Charles-Quint eût tâché de gagner les cortès de Castille, en autorisant la députation permanente imitée de celle d'Arragon, et en renouvelant la loi qui excluait les étrangers des emplois, il n'avait pu obtenir d'argent ni en 1527, ni en 1533, ni en 1538. Gand avait pris les armes plutôt que de payer un nouvel impôt. L'administration du Mexique n'était pas encore organisée; le Pérou n'appartenait encore qu'à ceux qui l'avaient conquis, et qui le désolaient par leurs guerres civiles. L'empereur avait été obligé de vendre une grande partie des domaines royaux, avait contracté une dette de sept millions de ducats, et ne trouvait plus à emprunter dans aucune banque à 13 ni à 14. Cette pénurie excita, vers 1539, une révolte presque universelle dans les armées de Charles-Quint. Elles se soulevèrent en Sicile, pillèrent la Lombardie, et menacèrent de livrer la Goulette à Barberousse. Il fallut trouver à tout prix de quoi payer leur solde arriérée, et en licencier la plus grande partie.

**et de  
François I<sup>er</sup>.** Le roi de France n'était guère moins embarrassé. Depuis l'avènement de Charles VIII, la richesse nationale avait pris un développement rapide par l'effet du repos intérieur; mais les dépenses surpassaient de beaucoup les ressources. Charles VII avait eu dix-sept cents hommes d'armes. François I<sup>er</sup> en eut jusqu'à trois mille, sans compter six mille cheveu-légers, et souvent douze ou

quinze mille Suisses. Charles VII levait moins de deux millions d'impôts; Louis XI en leva cinq, François I<sup>er</sup> près de neuf. Pour subvenir à ces dépenses, les rois ne convoquaient point les états-généraux, depuis 1484 (1). Ils leur substituaient des assemblées de notables [1526], et le plus souvent levaient de l'argent par des ordonnances qu'ils faisaient enregistrer au parlement de Paris; Louis XII, *le Père du peuple*, diminua d'abord les impôts, et vendit les offices de finances [1499]; mais il fut contraint, vers la fin de son règne, d'augmenter les impôts, de faire des emprunts, et d'aliéner les domaines royaux [1511, 1514]. François I<sup>er</sup> établit de nouvelles taxes (particulièrement en 1523), vendit et multiplia les charges de judicature [1515, 1522, 1524], fonda les premières rentes perpétuelles sur l'hôtel-de-ville, aliéna les domaines royaux [1532, 1544], enfin institua la loterie royale [1539].

Il avait une sorte d'avantage sur Charles-Quint dans cette facilité de se ruiner. Il en profita lorsque l'empereur eut échoué dans sa grande expédition contre Alger [1541-42]. Deux ans auparavant, Charles-Quint, passant par la France pour réprimer la révolte de Gand, avait amusé le roi de la promesse de donner au duc d'Orléans, son second fils, l'investiture du Milanais. La duchesse d'Étampes, qui

(1) Une seule fois à Tours, en 1506, et seulement pour annuler le Traité de Blois.

gouvernait le roi , le voyant s'affaiblir , et craignant la haine de Diane de Poitiers , maîtresse du dauphin , s'efforçait de procurer au duc d'Orléans un établissement indépendant , où elle pût trouver un asile à la mort de François I . Joignez à cette cause principale de la guerre l'assassinat de deux envoyés français , qui traversant l'Italie pour aller à la cour de Soliman , furent tués dans le Milanais par l'ordre du gouverneur impérial , qui voulait se saisir de leurs papiers. François I<sup>er</sup> comptait sur l'alliance des Turcs et sur ses liaisons avec les princes protestans d'Allemagne , de Danemark et de Suède ; s'était attaché particulièrement Guillaume , duc de Clèves , en lui faisant épouser sa nièce , Jeanne d'Albret , qui fut depuis mère de notre Henri IV. Il envahit presque en même temps le Roussillon , le Piémont , le Luxembourg , le Brabant et la Flandre. Soliman joignit sa flotte à celle de France ; elles bombardèrent inutilement le château de Nice. Mais l'odieux spectacle du croissant uni aux fleurs de lis indisposa toute la chrétienté contre le roi de France. Ceux même qui jusqu'ici l'avaient favorisé , fermèrent les yeux sur l'intérêt de l'Europe pour s'unir à Charles-Quint. L'Empire se déclara contre l'allié des Turcs. Le roi d'Angleterre , réconcilié avec Charles depuis la mort de Catherine d'Arragon , prit parti contre François I<sup>er</sup> , qui avait donné sa fille au roi d'Écosse. Henri VIII défit Jacques V [ 1543 ] , Charles-Quint accabla le duc de Clèves [ 1543 ] , et tous deux , n'ayant plus rien à crain-

dre derrière eux , se concertèrent pour envahir les états de François I<sup>er</sup>. La France , seule contre tous , déploya une vigueur inattendue ; elle combattit avec cinq armées , et étonna les confédérés par la brillante victoire de Cérisoles ; l'infanterie gagna cette bataille , perdue par la gendarmerie (1). Charles-Quint , mal secondé par Henri VIII , et rappelé par les progrès de Soliman en Hongrie , signa , à treize lieues de Paris , un traité par lequel François renonçait à Naples , Charles à la Bourgogne ; le duc d'Orléans devait être investi du Milanais [ 1545 ]. Les rois de France et d'Angleterre ne tardèrent pas à faire la paix , et moururent tous deux la même année [ 1547 ].

La longue lutte des deux grandes puissances de l'Europe est loin d'être terminée ; mais elle se complique désormais d'intérêts religieux , qu'on ne peut comprendre sans connaître les progrès de la Réforme en Allemagne. Nous nous arrêterons ici pour regarder derrière nous , et pour examiner quelle avait été la situation intérieure de l'Espagne et de la France pendant la rivalité de François I<sup>er</sup> et de Charles-Quint.

En Espagne , la royauté marchait à grands pas vers ce pouvoir absolu qu'elle avait atteint en France. Charles-Quint imita l'exemple de son père , et fit plusieurs lois sans l'autorisation des cortès. En 1538 , les nobles et les prélats de Castille ayant

Espagne.

( 1 ) Montluc , liv. XXI , p. 31.



repoussé l'impôt général de la *Sisa*, qui aurait porté sur la vente en détail des denrées, le roi d'Espagne cessa de les convoquer, alléguant qu'ils n'avaient pas le droit de voter des impôts qu'ils ne payaient point. Les cortès ne se composèrent plus que des trente-six députés envoyés par les dix-huit villes qui seules étaient représentées. Les nobles se repentirent trop tard de s'être joints au roi pour accabler les *comuneros*, en 1521.

Le pouvoir de l'inquisition espagnole faisait des progrès d'autant plus rapides que l'agitation de l'Allemagne alarmait de plus en plus Charles-Quint sur les suites politiques des innovations religieuses. L'inquisition fut introduite aux Pays-Bas en 1522; et, sans la résistance opiniâtre des Napolitains, elle l'eût été chez eux en 1546. Après avoir retiré quelque temps aux tribunaux de l'inquisition le droit d'exercer la juridiction royale [ en Espagne 1535-1545, en Sicile 1535-1550 ], on finit par le leur rendre. Depuis 1539, l'inquisiteur-général Tabera gouverna l'Espagne, en l'absence de l'empereur, sous le nom de l'Infant, depuis Philippe II.

France.

Le règne de François I<sup>er</sup> est l'apogée du pouvoir royal en France avant le ministère du cardinal de Richelieu. Il commença par concentrer dans ses mains le pouvoir ecclésiastique par le traité du concordat [ 1515 ], restreignit les juridictions ecclésiastiques [ 1539 ], organisa un système de police (1), et imposa silence aux parlemens. Celui

(1) Instructions de Catherine de Médicis à son fils.

de Paris avait été affaibli sous Charles VII et Louis XI, par la création des parlemens de Grenoble, Bordeaux et Dijon [ 1461, 1462, 1477 ]; sous Louis XII, par celle des parlemens de Rouen et d'Aix [ 1499, 1501 ]. Pendant la captivité de François I<sup>er</sup>, il essaya de reprendre quelque importance, et commença des poursuites contre le chancelier Duprat. Mais le roi, de retour, lui défendit de s'occuper désormais d'affaires politiques, et lui ôta encore de son influence en rendant les charges vénales et en les multipliant.

François I<sup>er</sup> s'était vanté d'avoir mis désormais les rois *hors de pages*. Mais l'agitation croissante des esprits, qu'on remarquait sous son règne, annonçait de nouveaux troubles. L'esprit de liberté se plaçait dans la religion, pour rentrer un jour, avec des forces doublées, dans les institutions politiques. D'abord les réformateurs s'en tinrent à des attaques contre les mœurs du clergé; les *Colloquia* d'Érasme, tirés à vingt-quatre mille exemplaires, furent épuisés rapidement. Les Psaumes, traduits par Marot, furent bientôt chantés sur des airs de romances par les gentilshommes et par les dames, tandis que l'ordonnance en vertu de laquelle les lois devaient être désormais rédigées en français, mettait tout le monde à même de connaître et de discuter les matières politiques (1538). La cour de Marguerite de Navarre et celle de la duchesse de Ferrare, Renée de France, étaient le rendez-vous de tous les partisans des nouvelles opinions. La

plus grande légèreté d'esprit et le plus profond fanatisme, Marot et Calvin, se rencontraient à Nérac. François I<sup>er</sup> avait d'abord vu sans inquiétude ce mouvement des esprits. Il avait protégé contre le clergé les premiers protestans de France [1523-1524]. En 1534, lorsqu'il resserrait ses liaisons avec les protestans d'Allemagne, il invita Mélanchton à présenter une profession de foi conciliante. Il favorisa la révolution de Genève, qui devint le foyer du calvinisme [1535]. Cependant, depuis son retour de Madrid, il était plus sévère pour les protestans de France. En 1527 et en 1534 la fermentation des nouvelles doctrines s'étant manifestée par des outrages aux images saintes, et par des placards affichés au Louvre, plusieurs protestans furent brûlés à petit feu, en présence du roi et de toute la cour. En 1535, il ordonna la suppression des imprimeries, sous peine de la hart, et, sur les réclamations du parlement, révoqua la même année cette ordonnance pour établir la censure (1).

La fin du règne de François I<sup>er</sup> fut marquée par un événement affreux. Les Vaudois, habitans de quelques vallées inaccessibles de la Provence et du Dauphiné, avaient conservé des doctrines ariennes, et venaient d'adopter celles de Calvin. La force des positions qu'ils occupaient au milieu des Alpes inspirait des inquiétudes. Le parlement

(1) *Registres manuscrits du parlement de Paris*

d'Aix ordonna, en 1540, que Cabrière et Mérindol, leurs principaux points de réunion, fussent incendiés. Après la retraite de Charles-Quint [1548], l'arrêt fut exécuté, malgré les réclamations de Sadolet, évêque de Carpentras. Le président d'Oppède, l'avocat du roi Guérin et le capitaine Paulin, l'ancien agent du roi chez les Turcs, pénétrèrent dans les vallées, en exterminèrent les habitants avec une cruauté inouïe, et changèrent toute la contrée en désert. Cette effroyable exécution peut être considérée comme l'une des premières causes de nos guerres civiles.

---

---

## CHAPITRE VII.

**LUTHER. — RÉFORME EN ALLEMAGNE. — GUERRE DES TURCS, 1517-1555.**

Luther attaque la vente des indulgences, 1517. Il brûle la bulle du pape, 1520. Diète de Worms, 1521. — Sécularisation de la Prusse, 1525. Guerre des paysans de Souabe, 1524-5. Anabaptisme. — Ligues catholique, 1524, et protestante, 1526. — Guerre des Turcs; Soliman, 1521. — Invasion de la Hongrie, 1526; Siège de Vienne, 1529. — Diète de Spire, 1529. — *Confession* d'Augsbourg, 1530. — Ligue de Smalkade, 1530. — Révolte des anabaptistes de Westphalie, 1534; troubles et guerres intérieures de l'Allemagne, 1534-46. — Concile de Trente, 1545. — Guerre de Charles-Quint contre les protestans, bataille de Muhlberg, 1547. — Révolte de Maurice de Saxe, 1551. Paix d'Augsbourg, 1555. — Mort de Charles-Quint, 1558.

---

Tous les États de l'Europe avaient atteint l'unité monarchique, le système d'équilibre s'établissait entre eux, lorsque l'ancienne unité religieuse de l'Occident fut rompue par la Réforme. Cet événement, le plus grand des temps modernes avec la



révolution française , sépara de l'église romaine la moitié de l'Europe , et amena la plupart des révolutions et des guerres qui eurent lieu jusqu'au traité de Westphalie. L'Europe s'est trouvée , depuis la Réforme , divisée d'une manière qui coïncide avec la division des races. Les peuples de race romaine sont restés catholiques. Le protestantisme domine chez ceux de la race germanique , l'église grecque chez les peuples slaves.

La première époque de la Réforme nous présente en opposition Luther et Zwingle ; la seconde Calvin et Socin. Luther et Calvin conservent une partie du dogme et de la hiérarchie. Zwingle et Socin réduisent peu à peu la religion au déisme. La monarchie pontificale étant renversée par l'aristocratie luthérienne , celle-ci est attaquée par la démocratie calviniste ; c'est une Réforme dans la Réforme. Pendant la première et la seconde époque , d'anciennes sectes anarchiques , composées en partie de visionnaires apocalyptiques , se relèvent , et donnent à la Réforme l'aspect formidable d'une guerre contre la société ; ce sont les Anabaptistes dans la première période , les Indépendans et les Niveleurs dans la seconde.

Le principe de la Réforme était essentiellement mobile et progressif. Divisée dans son berceau même , elle se répandit à travers l'Europe sous cent formes diverses. Repoussée en Italie , en Espagne , en Portugal [1526] , en Pologne [1523] , elle s'établit en Bohême à la faveur des privilèges des Calixtins ;

elle s'appuya en Angleterre des souvenirs de Wiclef; elle allait se proportionnant à tous les degrés de civilisation, se conformant aux besoins politiques de chaque pays. Démocratique en Suisse [1523], aristocratique en Danemark [1527], elle s'associa en Suède à l'élévation du pouvoir royal [1529]; dans l'empire, à la cause des libertés germaniques.

### § I. — *Origine de la Réforme.*

Réforme.  
1517.

Léon X.

Dans la mémorable année 1517, à laquelle on rapporte ordinairement le commencement de la Réforme, ni l'Europe, ni le pape, ni Luther même ne se doutaient d'un si grand événement. Les princes chrétiens se liguèrent contre le Turc. Léon X envahissait le duché d'Urbin, et portait au comble la puissance temporelle du Saint-Siège. Malgré l'embarras de ses finances, qui l'obligeait de faire vendre des indulgences en Allemagne et de créer à la fois trente et un cardinaux, il prodiguait aux savans, aux artistes, les trésors de l'Église avec une glorieuse imprévoyance. Il envoyait jusqu'en Danemark et en Suède rechercher les monumens de l'histoire du nord (1). Il autorisait par un bref la vente de l'*Orlando furioso* (2), et recevait la lettre

(1) 1517.

(2) Publié en 1516.

éloquent de Raphaël sur la restauration des antiquités de Rome. Au milieu de ces soins , il apprit qu'un professeur de la nouvelle Université de Wittemberg , nommé Martin Luther , déjà connu pour avoir , l'année précédente , hasardé des opinions hardies en matière de foi , venait d'attaquer la vente des indulgences. Léon X , qui correspondait lui-même avec Érasme , ne s' alarma point de ces nouveautés ; il répondit aux accusateurs de Luther que c'était un homme de talent , et que toute cette dispute n'était qu'une querelle de moines (1).

L'université de Wittemberg, récemment fondée par l'électeur de Saxe, Frédéric-le-Sage, était, en Allemagne, une des premières où le platonisme eût triomphé de la scolastique, et où l'enseignement des lettres fût associé à celui du droit, de la théologie et de la philosophie. Luther, particulièrement, avait d'abord étudié le droit. puis, ayant pris l'habit monastique dans un accès de ferveur, il avait résolu de chercher la philosophie dans Platon, la religion dans la Bible. Mais ce qui le distinguait, c'était moins sa vaste science qu'une éloquence vive et emportée, et une facilité alors extraordinaire de traiter les matières philosophiques et religieuses dans sa langue maternelle ; *c'est par où il enlevait tout le monde* (2). Cet esprit impétueux

Luther.

(1) *Che fra Martino aveva bellissimo ingegno, e ch coteste erano invidie fraesche.*

(2) Bossuet.

une fois lancé, alla plus loin qu'il n'avait voulu (1). Il attaqua l'abus, puis le principe des indulgences, ensuite l'intercession des saints, la confession auriculaire, le purgatoire, le célibat des prêtres, la transsubstantiation, enfin l'autorité de l'Église, et le caractère de son chef visible. Pressé en vain par le légat Cajetan de se rétracter, il en appela du légat au pape, du pape à un concile général; et lorsque le pape l'eut condamné, il osa user de représailles, et brûla solennellement, sur la place de Wittemberg, la bulle de condamnation et les volumes du droit canonique [15 juin 1520].

(1) Luther, Préface de la *Captivité de Babylone*. « Que  
 » je le veuille ou non, je suis forcé de devenir plus savant de  
 » jour en jour, lorsque des maîtres si renommés m'attaquent,  
 » tantôt ensemble, tantôt séparément. J'ai écrit il y a deux ans  
 » sur les indulgences; mais je me repens fort aujourd'hui d'avoir  
 » publié ce petit livre. J'étais encore irrésolu, par un respect  
 » superstitieux pour la tyrannie de Rome : je croyais alors que  
 » les indulgences ne devaient pas être condamnées; mais depuis,  
 » grace à Sylvestre et aux autres défenseurs des indulgences, j'ai  
 » compris que ce n'était qu'une invention de la cour papale pour  
 » faire perdre la foi en Dieu et l'argent des hommes. Ensuite  
 » sont venus Eccius et Emser avec leur bande pour m'enseigner  
 » la suprématie et la toute-puissance du pape. Je dois reconnaître,  
 » pour ne pas me montrer ingrat envers de si savans hommes,  
 » que j'ai beaucoup profité de leurs écrits. Je niais que la papauté  
 » fût de droit divin; mais j'accordais encore qu'elle était de  
 » droit humain. Après avoir entendu et lu les subtilités par les-  
 » quelles ces pauvres gens voudraient élever leur idole, je me suis  
 » convaincu que la papauté est le royaume de Babylone, et la  
 » puissance de Nemrod le fort chasseur. »

Un coup si hardi saisit l'Europe d'étonnement. La plupart des sectes et des hérésies s'étaient formées dans l'ombre, et se seraient tenues heureuses d'être ignorées. Zwingle lui-même, dont les prédications enlevaient, à la même époque, la moitié de la Suisse à l'autorité du Saint-Siège, ne s'était pas annoncé avec cette hauteur (1). On soupçonna quelque chose de plus grand dans celui qui se constituait le juge du chef de l'Église. Luther lui-même donna pour un miracle son audace et son succès.

Cependant il était aisé de voir combien de circonstances favorables encourageaient le réformateur. La monarchie pontificale, qui seule avait mis quel-

Ce qui favorisait la Réforme.

(1) Zwingle, curé de Zurich, commença ses prédications en 1516 : les cantons de Zurich, de Bâle, de Schaffouse, de Berne, et les villes alliées de Saint-Gall et de Mulhausen embrassèrent sa doctrine. Ceux de Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, Fribourg, Soleure et le Valais, restèrent fidèles à la religion catholique. Glaris et Appenzel furent partagés. Les habitans des cantons catholiques, gouvernés démocratiquement et habitant presque tous hors des villes, tenaient à leurs anciens usages et recevaient toujours des pensions du pape et du roi de France. François I<sup>er</sup> se porta en vain pour médiateur entre les Suisses ; les cantons catholiques n'acceptant point la pacification proposée, ceux de Zurich et de Berne leur retranchaient les vivres. Les catholiques envahirent le territoire de Zurich, et gagnèrent sur les protestans une bataille où Zwingle fut tué en combattant à la tête de son troupeau (b. de Cappel 1531). Les catholiques, plus barbares, plus belliqueux et moins riches, devaient vaincre, mais ne pouvaient soutenir la guerre aussi long-temps que les cantons protestans. Sleidan. *Hist. univ.* 4<sup>e</sup> vol. (Voy. pour Genève le chapitre suivant.)



que harmonie dans le chaos anarchique du moyen-âge, avait été successivement affaiblie par les progrès du pouvoir royal et de l'ordre civil. Les scandales dont un grand nombre de prêtres affligeaient l'Église, minaient chaque jour un édifice déjà ébranlé par l'esprit de doute et de contradiction. Deux circonstances contribuaient à en déterminer la ruine. D'abord, l'invention de l'imprimerie donnait aux novateurs du seizième siècle des moyens de communication et de propagation, qui avaient manqué à ceux du moyen-âge pour résister avec quelque ensemble à une puissance organisée aussi fortement que l'Église. Ensuite, les embarras financiers de beaucoup de princes leur persuadaient d'avance toute doctrine qui mettait à leur disposition les trésors du clergé. L'Europe présentait alors un phénomène remarquable : la disproportion des besoins et des ressources, résultat de l'élévation récente d'un pouvoir central dans chaque état. L'Église paya le déficit. Plusieurs souverains catholiques avaient déjà obtenu du Saint-Siège d'exercer une partie de ses droits. Les princes du nord de l'Allemagne, menacés dans leur indépendance par le maître du Mexique et du Pérou, trouvèrent leurs Indes dans la sécularisation des biens ecclésiastiques.

**L'Allemagne** Déjà la Réforme avait été tentée plusieurs fois, en Italie, par Arnaud de Brescia, par Valdis en France, par Wiclef en Angleterre. C'était en Allemagne qu'elle devait commencer à jeter des racines profondes. Le clergé allemand était plus riche, et

**L'Allemagne**  
 patrie néces-  
 saire de la Ré-  
 forme.

par conséquent plus envié. Les souverainetés épiscopales de l'Empire étaient données à des cadets de grandes familles, qui portaient dans l'ordre ecclésiastique les mœurs violentes et scandaleuses des séculiers. Mais la haine la plus forte était contre la cour de Rome, contre le clergé italien, dont le génie fiscal épuisait l'Allemagne. Dès le temps de l'empire romain, l'éternelle opposition du Midi et du Nord s'était comme personnifiée dans l'Allemagne et dans l'Italie. Au moyen-âge, la lutte se régularisa ; la force et l'esprit, la violence et la politique, l'ordre féodal et la hiérarchie catholique, l'hérédité et l'élection, furent aux prises dans les querelles de l'Empire et du sacerdoce ; l'esprit critique, à son réveil, préludait par l'attaque des personnes à l'examen des opinions. Au quinzième siècle, les Hussites arrachèrent quelques concessions par une guerre de trente années. Au seizième, les rapports des Italiens et des Allemands ne faisaient qu'augmenter l'ancienne antipathie. Conduits sans cesse en Italie par la guerre, les hommes du Nord voyaient avec scandale les magnificences des papes, et ces pompes dont le culte aime à s'entourer dans les contrées méridionales. Leur ignorance ajoutait à leur sévérité : ils regardaient comme profane tout ce qu'ils ne comprenaient pas ; et lorsqu'ils repassaient les Alpes, ils remplissaient d'horreur leurs barbares concitoyens, en leur décrivant *les fêtes idolâtriques de la nouvelle Babylone*.

Luther connaissait bien cette disposition des

Diète  
de Worms.  
1521.

**esprits.** Lorsqu'il fut cité par le nouvel empereur à la diète de Worms, il n'hésita point de s'y rendre. Ses amis lui rappelaient le sort de Jean Huss. « Je suis sommé légalement de comparaître à Worms, répondit-il, et je m'y rendrai au nom du Seigneur, dussé-je voir conjurés contre moi autant de diables qu'il y a de tuiles sur les toits. » Une foule de ses partisans voulurent du moins l'accompagner, et il entra dans la ville escorté de cent chevaliers armés de toutes pièces. Ayant refusé de se rétracter, malgré l'invitation publique et les sollicitations particulières des princes et des électeurs, il fut mis au ban de l'Empire peu de jours après son départ. Ainsi, Charles-Quint se déclara contre la Réforme. Il était roi d'Espagne; il avait besoin du pape dans ses affaires d'Italie; enfin son titre d'empereur et de premier souverain de l'Europe le constituait le défenseur de l'ancienne foi. Des motifs analogues agissaient sur François I<sup>er</sup>; la nouvelle hérésie fut condamnée par l'université de Paris. Enfin, le jeune roi d'Angleterre, Henri VIII, qui se piquait de théologie, écrivit un livre contre Luther. Mais il trouva d'ardens défenseurs dans les princes d'Allemagne, surtout dans l'électeur de Saxe, qui semble même l'avoir mis en avant. Ce prince avait été vicaire impérial dans l'interrègne, et c'est alors que Luther avait osé brûler la bulle du pape. Après la diète de Worms, l'Électeur, pensant que les choses n'étaient pas mûres encore, résolut de préserver Luther de ses propres emportemens. Comme

il s'enfonçait dans la forêt de Thuringe en revenant de la diète, des cavaliers masqués l'enlevèrent et le cachèrent dans le château de Wartbourg. Enfermé <sup>Luther à Wartbourg.</sup> près d'un an dans ce donjon, qui semble dominer toute l'Allemagne, le réformateur commença sa traduction de la Bible en langue vulgaire, et inonda l'Europe de ses écrits. Ces pamphlets théologiques, imprimés aussitôt que dictés, pénétraient dans les provinces les plus reculées ; on les lisait le soir dans les familles, et le prédicateur invisible était entendu de tout l'Empire. Jamais écrivain n'avait si vivement sympathisé avec le peuple. Ses violences, ses bouffonneries, ses apostrophes aux puissans du monde, aux évêques, au pape, au roi d'Angleterre, qu'il traitait *avec un magnifique mépris d'eux et de Satan*, charmaient, enflammaient l'Allemagne, et la partie burlesque de ces drames populaires n'en rendait l'effet que plus sûr. Érasme, Mélanchton, la plupart des savans, pardonnaient à Luther sa jactance et sa grossièreté en faveur de la violence avec laquelle il attaquait la scolastique. Les princes applaudissaient une réforme faite à leur profit. D'ailleurs, Luther, tout en soulevant les passions du peuple, défendait l'emploi de toute autre arme que celle de la parole : « C'est la parole, disait-il, qui, pendant que je dormais tranquillement, et que je buvais ma bière avec mon cher Mélanchton, a tellement ébranlé la papauté, que jamais prince ni empereur n'en a fait autant. »

Mais il se flattait en vain de contenir les passions,

une fois soulevées, dans les bornes d'une discussion abstraite. On ne tarda pas à tirer de ses principes des conséquences plus rigoureuses qu'il n'aurait voulu. Les princes avaient mis la main sur les propriétés ecclésiastiques ; Albert de Brandebourg, grand-maître de l'ordre Teutonique, sécularisa un État entier ; il épousa la fille du nouveau roi de Danemark, et se déclara duc héréditaire de la Prusse, sous la suzeraineté de la Pologne ; exemple terrible dans un empire plein de souverains ecclésiastiques, que pouvait tenter l'appât d'une pareille usurpation [1525].

Albert de  
Brandebourg  
1525.

Conséquences  
de la Réforme  
dans le peu-  
ple. 1524.

Cependant ce danger n'était pas le plus grand. Le bas peuple, les paysans, endormis depuis si longtemps sous le poids de l'oppression féodale, entendirent les savans et les princes parler de liberté, d'affranchissement, et s'appliquèrent ce qu'on ne disait pas pour eux. La réclamation des pauvres paysans de Souabe, dans sa barbarie naïve, restera comme un monument de modération courageuse (1). Peu à peu l'éternelle haine du pauvre contre le riche se réveilla, aveugle et furieuse, comme dans la *Jacquerie*, mais affectant déjà une forme systématique, comme au temps des *Niveleurs*. Elle se compliqua de tous les germes de démocratie religieuse qu'on avait cru étouffés au moyen-âge. Des

(1) *Die zwœlf artikel der Bauerschaft*. Voyez à la fin de *Sartorius, Bauernkrieg*, et dans les œuvres allem. de Luther. Wittemberg, 1569, 2 B. f. 64.



Lollardistes, des Béghards, une foule de visionnaires apocalyptiques se remuèrent. Le mot de ralliement était la nécessité d'un second baptême, le but une guerre terrible contre l'ordre établi, contre toute espèce d'ordre ; guerre contre la propriété, c'était un vol fait au pauvre ; guerre contre la science, elle rompait l'égalité naturelle, elle tentait Dieu qui révélait tout à ses saints ; les livres, les tableaux étaient des inventions du diable. Le fougueux Carlostadt avait déjà donné l'exemple, courant d'église en église, brisant les images et renversant les autels. A Wittemberg, les écoliers brûlèrent leurs livres sous les yeux mêmes de Luther. Les paysans de Thuringe, imitant ceux de la Souabe, suivirent l'enthousiaste Muncer, bouleversèrent Mulhausen, appelèrent aux armes les ouvriers des mines de Mansfeldt, et essayèrent de se joindre à leurs frères de la Franconie [1524]. Sur le Rhin, dans l'Asalce et dans la Lorraine, dans le Tyrol, la Carinthie et la Styrie, le peuple prenait partout les armes. Partout ils déposaient les magistrats, saisissaient les terres des nobles, et leur faisaient quitter leur nom et leurs habits pour leur en donner de semblables aux leurs. Tous les princes catholiques et protestans s'armèrent contre eux ; ils ne tinrent pas un instant contre la pesante cavalerie des nobles, et furent traités comme des bêtes fauves.

Anabaptist

§ II. — *Première lutte contre la Réforme.*

La sécularisation de la Prusse, et surtout la révolte des Anabaptistes, donnaient à la Réforme le caractère politique le plus menaçant. Les deux opinions averties devinrent deux partis, deux ligues [catholique à Ratisbonne, 1524, et à Dessau; protestante à Torgau, 1526]. L'empereur observait le moment d'accabler l'une par l'autre, et d'asservir à la fois les catholiques et les protestans. Il crut l'avoir trouvé, lorsque la victoire de Pavie mit son rival entre ses mains. Mais, dès l'année suivante, une ligue universelle se forma contre lui dans l'Occident. Le pape et l'Italie entière, Henri VIII, son allié, lui déclarèrent la guerre. En même temps, l'élection de Ferdinand au trône de Bohême et de Hongrie entraînait la maison d'Autriche dans les guerres civiles de ce royaume, découvrait, pour ainsi dire, l'Allemagne, et la mettait face à face avec Soliman.

Les progrès de la barbarie ottomane, qui se rapprochait chaque jour, compliquaient d'une manière effrayante les affaires de l'Empire. Le sultan Sélim, ce conquérant rapide, dont la férocité faisait frémir les Turcs eux-mêmes, venait de doubler l'étendue de la domination des Osmanlis. Le tigre avait saisi en trois bonds la Syrie, l'Égypte et l'Arabie. La brillante cavalerie des Mameluks avait péri au pied de son trône dans l'immense

Sélim.

massacre du Caire (1). Il avait juré de dompter les *têtes rouges* (2), pour tourner ensuite contre les chrétiens les forces des nations mahométanes. Un cancer le dispensa de tenir son serment. *L'an 926 de l'Hégire [1521], sultan Sélim passa au royaume éternel, laissant l'empire du monde à Soliman* (3). Soliman-le-Magnifique ceignit le sabre à Stamboul, la même année où Charles-Quint recevait à Aix-la-Chapelle la couronne impériale. Il commença son règne par la conquête de Belgrade et par celle de Rhodes, les deux écueils de Mahomet II [1521-2]. La seconde assurait aux Turcs l'empire de la mer dans la partie orientale de la Méditerranée ; la première leur ouvrait la Hongrie. Lorsqu'ils envahirent ce royaume, en 1526, le jeune roi Louis n'avait pu rassembler que vingt-cinq mille hommes contre cent cinquante mille. Les Hongrois, qui, selon l'ancien usage, avaient ôté les éperons à celui qui portait l'étendard de la Vierge (4), n'en furent pas moins défaits (à Mohacz). Louis fut tué dans la déroute, avec son général, Paul Tomorri, évêque de Colocza, et un grand nombre d'autres évêques qui portaient les armes dans les périls continuels de la Hongrie. Deux rois furent élus en même temps, Ferdinand d'Autriche et Jean Zapoly, waiwode de

Soliman.  
1521.

(1) « Hi ! c'est sultan Sélim !.... » Allusion d'un poète arabe à ce massacre, dans Kantimir.

(2) Les Persans sont appelés ainsi par les Turcs.

(3) Épitaphe de Sélim.

(4) Istuanfi, p. 124-7.

**Siège  
de Vienne.  
1529.**

**Transylvanie.** Zapoly, n'obtenant aucun secours de la Pologne, s'adressa aux Turcs eux-mêmes. L'ambassadeur de Ferdinand, le gigantesque Hobor-dansc, célèbre pour avoir vaincu, en combat singulier, un des plus vaillans pachas, avait osé braver le sultan, et Soliman avait juré que, s'il ne trouvait pas Ferdinand devant Bude, il irait le chercher dans Vienne. Au mois de septembre 1529, le cercle noir d'une armée innombrable enferma la capitale de l'Autriche. Heureusement une foule de vaillans hommes, allemands et espagnols, s'y étaient jetés. On distinguait don Pedro de Navarre et le comte de Salms, qui, à en croire les Allemands, avait pris François I<sup>er</sup> à Pavie. Au bout de vingt jours et de vingt assauts, Soliman prononça un anathème contre le sultan qui attaquerait de nouveau cette ville fatale. Il partit la nuit, rompant les ponts derrière lui, égorgeant ses prisonniers, et, le cinquième jour, il était de retour à Bude. Il consola son orgueil en couronnant Zapoly, prince infortuné, qui voyait en même temps, des fenêtres de la citadelle de Pesth, emmener dix mille Hongrois que les Tartares de Soliman avaient surpris dans la joie des fêtes de Noël, et qu'ils chassaient devant eux par troupeaux (1).

Que faisait l'Allemagne, pendant que les Turcs franchissaient toutes les anciennes barrières, pendant que Soliman répandait ses Tartares au-delà

(1) Istuanfi, p. 173.

de Vienne ? Elle disputait sur la transsubstantiation et sur le libre arbitre. Ses guerriers les plus illustres siégeaient dans les diètes et interrogeaient des docteurs. Tel était le flegme intrépide de cette grande nation, telle sa confiance dans sa force et dans sa masse.

La guerre des Turcs et celle des Français, la prise de Rome et la défense de Vienne occupaient tellement Charles-Quint, et son frère, que les protestans obtinrent la tolérance jusqu'au prochain concile. Mais, après la paix de Cambrai, Charles-Quint, voyant la France abattue, l'Italie asservie, Soliman repoussé, entreprit de juger le grand procès de la Réforme. Les deux partis comparurent à Augsbourg. Les sectateurs de Luther, désignés par le nom général de *Protestans*, depuis qu'ils avaient *protesté* contre la défense d'innover [Spire, 1529], voulurent se distinguer de tous les autres ennemis de Rome, dont les excès auraient calomnié leur cause, des Zwingliens républicains de la Suisse, odieux aux princes et à la noblesse ; des anabaptistes surtout, proscrits comme ennemis de l'ordre et de la société. Leur confession, adoucie par le savant et pacifique Mélancthon, qui se jetait, les larmes aux yeux, entre les deux partis, n'en fut pas moins repoussée comme hérétique. Ils furent sommés de renoncer à leurs erreurs, sous peine d'être mis au ban de l'Empire [Augsbourg, 1530]. Charles-Quint sembla même prêt à employer la violence, et fit un instant fermer les portes

Confessions  
d'Augsbourg.  
1530.



Ligue  
de Smalkalde.  
1531.

d'Augsbourg. La diète fut à peine dissoute, que les princes protestans se rassemblèrent à Smalkalde et y conclurent une ligue défensive par laquelle ils devaient former un même corps [1531]. Ils protestèrent contre l'élection de Ferdinand au titre de roi des Romains. Les contingens furent fixés; on s'adressa aux rois de France, d'Angleterre et de Danemark; et l'on se tint prêt à combattre.

L'Allemagne  
réunie  
par Soliman.

Les Turcs semblaient s'être chargés de reconcilier encore l'Allemagne. L'empereur apprit que Soliman venait d'entrer en Hongrie à la tête de trois cent mille hommes, tandis que le pirate Khaïr Eddyn Barberousse, devenu capitain pacha, joignait le royaume de Tunis à celui d'Alger et tenait toute la Méditerranée en alarme. Il se hâta d'offrir aux protestans tout ce qu'ils avaient demandé, la tolérance, la conservation des biens sécularisés jusqu'au prochain concile, l'admission dans la chambre impériale.

Défaite  
des Turcs.

Pendant cette négociation, Soliman fut arrêté un mois par le Dalmate Juritzi, devant une bicoque en ruine. Il essaya de regagner du temps en passant à travers les chemins impraticables de la Styrie, lorsque déjà les neiges et les glaces assiégeaient les montagnes; mais l'aspect formidable de l'armée de Charles-Quint le décida à se retirer. L'Allemagne, réunie par les promesses de l'empereur, avait fait les plus grands efforts. Les troupes italiennes, flamandes, bourguignonnes, bohémien-

nes, hongroises, se joignant à celles de l'Empire, avaient porté ses forces à quatre-vingt-dix mille fantassins et trente mille cavaliers, dont un grand nombre étaient couverts de fer (1). Jamais armée n'avait été plus européenne depuis Godefroi de Bouillon. La cavalerie légère des Turcs fut enveloppée et taillée en pièces. Le sultan ne se rassura qu'en sortant des gorges où coulent la Murr et la Drave, et en rentrant dans la plaine de Waradin.

François 1<sup>er</sup> et Soliman se relayaient pour occuper Charles-Quint. Le sultan, ayant envahi la Perse, était allé se faire couronner dans Bagdad; l'empereur respirait (*voyez* l'expédition de Tunis dans le chapitre précédent); le roi de France l'attaqua en attaquant la Savoie, son alliée. Cette nouvelle guerre différa de douze ans la rupture décisive entre les catholiques et les protestans d'Allemagne. Cependant l'intervalle ne fut point une paix. D'abord l'anabaptisme éclata de nouveau dans Munster, sous une forme plus effrayante. Des mêmes fureurs anarchiques sortit un gouvernement bizarre, mélange monstrueux de démagogie et de tyrannie. Les anabaptistes de Munster suivaient exclusivement l'ancien Testament; Jésus-Christ étant de la race de David, son royaume devait être d'une forme judaïque. Ils reconnaissaient deux prophètes de Dieu, David et Jean de Leyde, leur chef, et deux prophètes du diable, le pape et

Anabaptistes  
de Munster.

Jean de Leyde.

(1) P. Jove, témoin oculaire.

Luther. Jean de Leyde était un garçon tailleur, jeune homme vaillant et féroce dont ils avaient fait leur roi, et qui devait étendre par toute la terre le royaume de Jésus-Christ. Les princes le prévinrent.

Concile de  
Trente. 1545.

Les catholiques et les protestans, réunis un instant contre les anabaptistes, ne furent ensuite que plus ennemis. On parlait toujours d'un concile général; personne n'en voulait sérieusement. Le pape le redoutait, les protestans le récusaient d'avance. Le concile [réuni à Trente, 1545] pouvait resserrer l'unité de la hiérarchie catholique, mais non rétablir celle de l'Église. Les armes devaient seules décider. Déjà les protestans avaient chassé les Autrichiens du Wurtemberg. Ils dépouillaient Henri de Brunswick, qui exécutait à son profit les arrêts de la chambre impériale. Ils encourageaient l'archevêque de Cologne à imiter l'exemple d'Albert de Brandebourg, ce qui leur eût donné la majorité dans le conseil électoral.

Lorsque la guerre de France fut terminée, Charles-Quint et son frère traitèrent avec les Turcs, et s'unirent étroitement avec le pape pour accabler à la fois les libertés religieuses et politiques de l'Allemagne. Les luthériens, avertis par l'imprudence de Paul III, qui annonçait la guerre comme une croisade, se levèrent sous l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, au nombre de quatre-vingt mille. Abandonnés de la France, de l'Angleterre et du Danemark, qui les avaient excités à

la guerre, séparés des Suisses par leur horreur pour les *blasphèmes de Zwingle*, ils étaient assez forts s'ils fussent restés unis. Pendant qu'ils pressent Charles-Quint retranché sous le canon d'Ingolstadt, le jeune Maurice, duc de Saxe, qui avait traité secrètement avec lui, trahit la cause protestante et envahit les états de l'Électeur, son parent. Charles-Quint n'avait plus qu'à accabler les membres isolés de la ligue. Dès que la mort de Henri VIII et celle de François 1<sup>er</sup> [28 janvier, 31 mars 1547] eurent ôté aux protestans tout espoir de secours, il marcha contre l'électeur de Saxe, et le défit à Muhlberg [24 avril].

Bataille de  
Muhlberg.  
1547.

Les deux frères abusèrent de la victoire. Charles-Quint fit condamner l'Électeur à mort par un conseil d'officiers espagnols que présidait le duc d'Albe, et lui arracha la cession de son électorat, qu'il transféra à Maurice. Il retint prisonnier le landgrave de Hesse, trompé par un lâche stratagème, et montra qu'il n'avait vaincu ni pour la foi catholique, ni pour la constitution de l'Empire.

Ferdinand imitait son frère. Dès 1545, il s'était déclaré feudataire de Soliman pour le royaume de Hongrie, gardant toutes ses forces contre la Bohême et l'Allemagne. Il avait rétabli l'archevêché de Prague, si formidable aux anciens Hussites, et s'était déclaré souverain héréditaire de Bohême. En 1547, il essaya de lever une armée, sans l'autorisation des États, pour attaquer les luthériens de Saxe, alliés des Bohémiens. Elle se

leva , cette armée , mais contre le prince qui violait ses sermens. Les Bohémiens se liguèrent pour la défense de leur constitution *et de leur langue*. La bataille de Muhlberg les livra à Ferdinand , qui détruisit leurs privilèges.

Martinuzzi.

La Hongrie n'eut pas moins à se plaindre de lui. La funeste lutte de Ferdinand contre Zapoly avait ouvert ce royaume aux Turcs. Tout le parti national , tous ceux qui ne voulaient pour maîtres ni des Turcs ni des Autrichiens , s'étaient rangés autour du cardinal Georges Martinuzzi (Uthyse-nitsch), tuteur du jeune fils de Zapoly. Cet homme extraordinaire , qui , à vingt ans , gagnait encore sa vie en entretenant de bois les poêles du palais royal de Bude , était devenu le maître véritable de la Transylvanie. La reine-mère appelant les Turcs , il traita avec Ferdinand , qui au moins était chrétien ; il fit pousser partout le cri de guerre (1), rassembla en quelques jours soixante-dix mille hommes , et emporta , à la tête de ses heiduques , la ville de Lippe , que les Autrichiens ne pouvaient reprendre sur les infidèles. Ces succès , cette popularité , alarmaient le frère de Charles-Quint. Martinuzzi avait autorisé les Transylvains à repousser par les armes la licence des soldats allemands. Ferdinand le fit assassiner , mais ce

(1) Béchet, *Histoire de Martinusius*, page 324. Un homme à cheval armé de toutes pièces, et un homme à pied, tenant une épée ensanglantée, parcouraient le pays en poussant le cri de guerre, selon l'ancien usage de Transylvanie.



crime lui coûta la Transylvanie. Le fils de Zapoly y fut rétabli, et les Autrichiens ne conservèrent ce qu'ils possédaient de la Hongrie qu'en payant tribut à la Porte ottomane.

Cependant Charles-Quint opprimait l'Allemagne, Charles-Quint. et menaçait l'Europe. D'un côté, il exceptait de l'alliance qu'il proposait aux Suisses, Bâle, Zurich et Schaffouse, qui, disait-il, appartenaient à l'Empire. De l'autre, il prononçait la sentence du ban contre Albert de Brandebourg, devenu feudataire du roi de Pologne (1); il indisposait Ferdinand même, et séparait les intérêts des deux branches de la maison d'Autriche, en essayant de transporter de son frère à son fils la succession à l'Empire. Il avait introduit l'inquisition aux Pays-Bas. En Allemagne, il voulait imposer aux Catholiques et aux Protestans son *Inhalt* (interim), arrangement conciliatoire qui ne les réunit qu'en un point, la haine de l'empereur. On comparait l'*Interim* aux établissemens de Henri VIII, et ce n'était pas sans raison : l'empereur aussi tranchait du pape ; lorsque Maurice de Saxe, gendre du Landgrave, réclama la liberté de son beau-père qu'il avait juré de garantir, Charles-Quint lui déclara qu'il le déliait de son serment. Partout il traînait à sa suite le Landgrave et le vénérable électeur de Saxe, comme pour triompher en leurs personnes de la liberté germanique. La vieille Allemagne voyait,

(1) Sleidan. l. xxi.

pour la première fois, les étrangers violer son territoire au nom de l'empereur : elle était traversée en tout sens par des mercenaires italiens, par de farouches Espagnols, qui mettaient à contribution les catholiques et les protestans, les amis et les ennemis.

Maurice  
de Saxe.

Pour renverser cette puissance injuste, qui semblait inébranlable, il suffit du jeune Maurice, le principal instrument de la victoire de Charles-Quint. Celui-ci n'avait fait que transférer à un prince plus habile l'électorat de Saxe et la place de chef des protestans d'Allemagne : Maurice se voyait le jouet de l'empereur, qui retenait son beau-père ; une foule de petits livres et de peintures satiriques, qui circulaient dans l'Allemagne (1), le désignaient comme un apostat, comme un traître, comme le fléau de son pays. Une profonde dissimulation couvrit les projets de Maurice : d'abord il fallait lever une armée sans alarmer l'empereur ; il se charge de soumettre Magdebourg à l'*interim* et joint les troupes de la ville aux siennes. En même temps il traite secrètement avec le roi de France. L'empereur, ayant refusé de nouveau de rendre la liberté au Landgrave, reçoit à la fois deux manifestes, l'un de Maurice, au nom de l'Allemagne, pillée par les Espagnols, outragée dans l'histoire officielle de Louis d'Avila (2) ; l'au-

(1) Sleidan, l. xxiii.

(2) Id., l. xxiv.

tre du roi de France, Henri II, qui s'intitulait le protecteur des princes de l'Empire, et qui plaçait en tête de son manifeste un bonnet de liberté entre deux poignards (1). Pendant que les Français s'emparent des Trois-Évêchés, Maurice marche à grandes journées sur Inspruck [1552]. Le vieil empereur, alors malade et sans troupes, partit la nuit, par une pluie affreuse, et se fit porter vers les montagnes de la Carinthie. Sans une sédition qui retarda Maurice, Charles-Quint tombait entre les mains de son ennemi. Il fallut céder. L'empereur conclut avec les protestans la convention de Passau, et le mauvais succès de la guerre qu'il soutint contre la France, changea cette convention en une paix définitive [Augsbourg, 1555]. Les protestans professèrent librement leur religion, conservèrent les biens ecclésiastiques qu'ils possédaient avant 1552, et purent entrer dans la chambre impériale. Telle fut la première victoire de la liberté religieuse ; l'esprit critique, ayant ainsi reçu une existence légale, suivit dès-lors une route déterminée à travers les obstacles qui ne purent le retarder. (Voyez plus bas les germes de guerre que contenait cette paix.)

Pacificati  
d'Augsbourg  
1555.

L'empereur, abandonné de la fortune, *qui* <sup>Abdication</sup> *n'aime point les vieillards* (2), laissa l'Empire à Charles-Quint son frère, ses royaumes à ses fils, et alla cacher

(1) Sleidan, l. xxiii.

(2) Mot de Charles Quint lui-même.

**ses derniers jours dans la solitude de Saint-Just.  
Les funérailles qu'il se fit faire de son vivant, n'é-  
taient qu'une image trop fidèle de cette gloire  
éclipsée à laquelle il survivait.**

---

## CHAPITRE VIII.

LA RÉFORME EN ANGLETERRE ET DANS LE NORD DE L'EUROPE,  
1521-1547.

### § I. — ANGLETERRE ET ÉCOSSE, 1527-1547.

Divorce de Henri VIII. — L'Angleterre se sépare de l'église romaine, 30 mars 1534. — *Pèlerinage de grâce*. — Persécution des catholiques et des protestans, 1540. — Tentative sur l'Écosse, 1542. — Soumission et organisation administrative du pays de Galles et de l'Irlande.

---

LES états germaniques du Nord, l'Angleterre, la Suède et le Danemark, suivirent l'exemple de l'Allemagne; mais en se séparant du Saint-Siège, ces trois états, dominés par l'esprit de l'aristocratie, conservèrent en partie la hiérarchie catholique.

La révolution opérée par Henri VIII ne doit pas être confondue avec la véritable réforme d'Angleterre. Cette révolution ne fit que séparer l'Angleterre de Rome, que confisquer le pouvoir et les biens de l'Église au profit des rois. Faite sans



conscience ni conviction , par le prince et l'aristocratie , elle ne fut que le dernier terme de la toute-puissance auquel les Anglais portaient la couronne depuis un demi-siècle , en haine de l'anarchie des Roses. La propagation des anciennes doctrines d'Oc-cam et de Wiclef rendait les classes élevées indif-férentes aux innovations religieuses. Cette réforme officielle n'avait rien à voir avec celle qui s'opérait en même temps dans les rangs inférieurs du peu-ple , par l'enthousiasme spontané des luthériens , des calvinistes, des anabaptistes , venus en foule de l'Allemagne, des Pays-Bas et de Genève. Celle-ci domina sur-le-champ en Écosse , et finit par vaincre l'autre en Angleterre.

L'occasion de la réforme aristocratique et royale d'Angleterre fut petite : elle parut tenir à la passion me Boleyn.éphémère d'Henri VIII pour Anne Boleyn , dame d'honneur de la reine Catherine d'Aragon , tante de Charles-Quint. Au bout de vingt ans de mariage, il se souvint que la reine avait été pendant quel-ques mois l'épouse de son frère. C'était le moment où la victoire de Pavie , rompant l'équilibre de l'Occident , effrayait Henri VIII sur le succès de l'empereur , son allié ; il passa du côté de François et demanda son divorce à Clément VII. Le pape , menacé par Charles-Quint , cherchait tous les moyens de gagner du temps ; après avoir remis le jugement à des légats , il évoqua l'affaire à Rome. Les Anglais ne voyaient pas le divorce avec plus de plaisir : outre l'intérêt qu'inspirait Catherine , ils

craignaient qu'une rupture avec l'Espagne n'arrêtât le commerce des Pays-Bas. Ils refusaient de fréquenter les marchés de France par lesquels on aurait voulu remplacer ceux de la Flandre. Cependant des conseillers plus hardis, qui avaient succédé au cardinal légat Wolsey, le ministre d'état Cromwell, et Cranmer, docteur d'Oxford, que Henri avait fait archevêque de Cantorbéry, détruisaient ses scrupules en lui achetant l'approbation des principales universités de l'Europe. Le roi éclata enfin, et le clergé du royaume fut juridiquement accusé d'avoir reconnu pour légat le ministre disgracié. Les députés du clergé n'obtinrent leur pardon qu'en faisant au roi un présent de cent mille livres, et en le reconnaissant pour le protecteur et le chef suprême de l'Église d'Angleterre. Le 30 mars 1534, cette déclaration, passée en bill dans les deux chambres, fut sanctionnée par le roi, et tout appel à Rome fut défendu. Le 25 du même mois, Clément VII s'était prononcé contre le divorce, d'après l'avis presque unanime de ses cardinaux : ainsi l'Angleterre fut séparée du Saint-siège. Schisme. I

Ce changement, qui semblait terminer la révolution, n'en était que le commencement. D'abord le roi déclara tous les pouvoirs ecclésiastiques suspendus ; les évêques devaient, au bout d'un mois, présenter pétition pour recouvrer l'exercice de leur autorité. Les monastères furent supprimés, et leurs biens, équivalant à sept millions de notre monnaie, réunis à la couronne. Mais le roi eut bientôt tout

Prodigalité  
du roi.

dissipé : il donna, dit-on, à un de ses cuisiniers une terre pour un bon plat. Le précieux mobilier des couvens, leurs chartes, leurs bibliothèques, furent enlevés, dispersés. Les âmes pieuses étaient indignées ; les pauvres ne trouvaient plus leur subsistance à la porte des monastères. La noblesse et les propriétaires des campagnes prétendaient que, si les couvens cessaient d'exister, leurs terres ne pouvaient retomber à la couronne, mais revenir aux représentans des donateurs. Les habitans de cinq comtés du nord coururent aux armes, et marchèrent sur Londres, pour accomplir ce qu'ils appelaient le *pèlerinage de grâce* ; mais on négocia avec eux ; on promit beaucoup, et quand ils se dispersèrent, on les pendit par centaines.

Pèlerinage  
de grâce.

Bill des six  
articles.

Les protestans, qui affluaient alors en Angleterre, avaient cru pouvoir s'y établir à la faveur de cette révolution ; Henri VIII leur apprit combien ils se trompaient. Il n'eût voulu pour rien au monde renoncer à ce titre de *Défenseur de la foi*, que lui avait valu son livre contre Luther. Il maintint donc l'ancienne foi par son bill des *six articles*, et poursuivit les deux partis avec une impartiale intolérance. L'on vit, en 1540, les protestans et les catholiques trainés de la Tour à Smithfield sur la même claie ; les premiers étaient brûlés comme hérétiques, les seconds pendus comme traîtres, pour avoir nié *la suprématie*.

Le roi, ayant en tout point remplacé le pape, établit solennellement son infailibilité religieuse.

et politique : il fit décréter par le parlement que ses proclamations auraient la même force que les bills passés dans les deux Chambres. Ce qu'il y eut de plus terrible , c'est qu'il crut lui-même à cette infailibilité , et regarda comme sacrés tous les caprices de ses passions : des six femmes qu'il eut , deux furent chassées, deux décapitées sous prétexte d'adultère , la dernière faillit l'être pour avoir soutenu les opinions des protestans. Il exerça dans sa famille un despotisme à la fois sanguinaire et tracassier , et traita toute la nation comme sa famille. Il fit faire une traduction de la Bible et défendit toutes les autres ; encore , à l'exception des chefs de famille, toute personne était passible , chaque fois qu'elle ouvrait la Bible, d'un mois d'emprisonnement. Il écrivit lui-même deux livres pour l'instruction religieuse du peuple (*l'Institution et l'Érudition du chrétien*). Il alla jusqu'à disputer en personne contre les novateurs. Un maître d'école, nommé Lambert, poursuivi pour avoir nié la présence réelle, ayant appelé du métropolitain au chef de l'Église , le roi argumenta contre lui , et , au bout de cinq heures de dispute , il lui demanda s'il voulait céder ou mourir ; Lambert choisit la mort , et fut brûlé à petit feu. Une scène plus bizarre encore fut le jugement de saint Thomas de Cantorbéry , mort en 1170. Il fut cité à Westminster comme accusé de trahison , et , au bout du délai ordinaire de trente jours , condamné par défaut ; les reliques du contumace furent brûlées, et ses

Lambert.

propriétés, c'est-à-dire sa chaise et les offrandes qui la décoraient, confisquées au profit du roi.

L'Écosse.

Henri VIII aurait voulu étendre sur l'Écosse sa tyrannie religieuse ; mais le parti français , qui y dominait, était attaché à la religion catholique, et toute la nation avait horreur du joug anglais. Sir Georges Douglas écrivait , en parlant du roi d'Angleterre : « Il n'y a pas jusqu'aux plus petits garçons » qui ne lui veuillent jeter des pierres, les femmes » y briseront leurs quenouilles. Tout le peuple » mourrait plutôt pour l'empêcher ; la plupart » des hommes nobles et tout le clergé sont contre » lui. »

La jeune reine d'Écosse (Marie) resta sous la garde de Jacques Hamilton , comte d'Arran, fils de celui dont on a parlé, nommé gouverneur par les lords , quoique le testament du feu roi désignât pour régent le cardinal Beaton ; et l'Écosse fut comprise dans le traité conclu entre l'Angleterre et la France en 1546 (*Voy.* le chapitre VIII). Le roi d'Angleterre mourut un an après.

Pendant les dernières années de son règne, Henri, ayant dépensé les sommes prodigieuses qu'il avait tirées de la suppression des monastères, chercha de nouvelles ressources dans la servilité de son parlement. Il l'avait discipliné de bonne heure, et, à la moindre résistance, il reprimandait les *varlets des communes*. Dès 1543, c'est-à-dire quatre ans après, il lui avait demandé un énorme subside. Il avait arraché de nouvelles sommes sous toutes les formes,

Servilité  
du parlement  
anglais.



impôts, don gratuit, emprunt, altération des monnaies. Enfin le parlement, sanctionnant la banqueroute, lui abandonna tout ce qu'il avait emprunté depuis la trente et unième année de son règne. On prétendait qu'avant la vingt-sixième, les recettes de l'échiquier avaient surpassé la somme de toutes les taxes imposées par ses prédécesseurs, et qu'avant sa mort cette somme s'était plus que doublée.

Ce fut sous Henri VIII que le pays de Galles fut assujéti aux formes régulières de l'administration anglaise, et que l'Irlande connut quelque ordre civil. Les innovations de Henri VIII avaient été mal reçues dans cette île, et des colons anglais et de la population indigène. Le gouvernement du pays était remis ordinairement à des Irlandais, aux Kildare ou aux Ossory (Osmonds), chefs des familles rivales des Fitz-Gérald et des Butlers. Le jeune fils de Kildare, ayant cru son père tué à Londres, se présenta au Conseil et déclara la guerre en son nom à Henri VIII, roi d'Angleterre; les sages conseils de l'archevêque d'Armagh ne prévalurent point sur les chants d'un barde irlandais, qui, dans la langue nationale, excitait le héros à venger le sang de son père. Sa valeur ne put rien contre la discipline anglaise : il stipula pour lui et les siens un plein pardon, et fut décapité à Londres. Ainsi le calme se rétablit; les chefs irlandais sollicitèrent eux-mêmes la pairie. O'Neal, le plus célèbre de tous, reparaitra plus tard sous le nom de comte de Tyrone.

---

## § II. DANEMARK, SUÈDE ET NORWÈGE. 1513-1560.

Christian II tourne contre lui la noblesse danoise, la Suède, 1520, et la Hanse, 1517. — Gustave Wasa; insurrection de la Dalécarlie, Christian II remplacé en Suède par Gustave Wasa, 1523; en Danemark et en Norwège par Frédéric de Holstein, 1525. — Indépendance de l'église danoise, 1527, de l'église suédoise, 1529. — Mort de Frédéric I<sup>er</sup>, guerre civile, 1533. — Christian III abolit le culte catholique, 1536; et incorpore la Norwège au Danemark, 1537.

---

Tandis que l'Allemagne protestante cherchait dans la liberté politique la garantie de son indépendance religieuse, le Danemark et la Suède confirmaient leur révolution par l'adoption de la Réforme.

Christian II. Christian II avait irrité également la noblesse danoise, contre laquelle il protégeait les paysans; la Suède, qu'il inondait de sang [1520]; les villes hanséatiques, auxquelles il avait fermé les ports du Danemark par des prohibitions [1517]. Il se trouva bientôt puni du mal et du bien qu'il avait faits. Gouverné par le prêtre allemand Slagheck, autrefois barbier, et par la fille d'une aubergiste hollandaise, il suivait avec moins d'adresse la route qui avait conduit les princes du midi de l'Europe

au pouvoir absolu. Il voulait écraser la noblesse du Danemark et conquérir la Suède. Il avait soudoyé des troupes en Allemagne, en Pologne et en Écosse; il avait obtenu quatre mille hommes de François I<sup>er</sup>. Une bataille le rendit maître de la Suède, déchirée par la querelle du jeune Stenon-Sture, *administrateur*, et de l'archevêque d'Upsal, Gustave Troll. Il fit juger par une commission ecclésiastique tous ceux des évêques et des sénateurs qui avaient opiné pour la déposition de Troll. En un même jour, ils furent décapités et brûlés à Stockholm, au milieu d'un peuple en larmes. Dans toutes les provinces de Suède où Christian passa, les potences et les échafauds s'élevaient. Il outrageait les vaincus, il se déclarait roi héréditaire, et proclamait qu'il ne faisait point de chevaliers parmi les Suédois, parce qu'il ne devait la Suède qu'à son épée.

Cependant le jeune Gustave Wasa, neveu de l'ancien roi Charles Canutson, parvint à s'échapper de la prison où le retenait Christian. Les Lubekkois, qui voyaient dans celui-ci le beau-frère de Charles-Quint, souverain des Hollandais, leurs ennemis; qui savaient qu'il avait demandé à l'empereur de lui faire un don de leur ville, firent passer Gustave Wasa en Suède. Découvert par les Danois, Gustave se sauva de retraite en retraite, et fut un jour atteint par les lances de ceux qui le cherchaient dans une meule de paille. On montre encore à Falhun, à Ornay, les asiles du libérateur.

Gustave Wasa.

Il parvint en Dalécarlie, chez cette race dure et intrépide de paysans par lesquels ont toujours commencé les révolutions de la Suède. Il se mêla aux Dalécarliens du Copparberg (pays des mines de cuivre), adopta leur costume, et se mit au service d'un d'entre eux. Enfin, aux fêtes de Noël 1521, saisissant l'occasion du rassemblement qu'amenait la fête, il les harangua dans la grande plaine de Mora. Ils remarquèrent avec joie que le vent du nord n'avait pas cessé de souffler pendant qu'il parlait; deux cents d'entre eux le suivirent; leur exemple entraîna tout le peuple, et au bout de quelques mois, les Danois ne possédaient plus en Suède qu'Abo, Calmar et Stockholm.

Christian avait précisément choisi ce moment critique pour tenter en Danemark une révolution capable d'ébranler le trône le mieux affermi. Il publiait deux codes qui allaient armer contre lui les deux ordres tout-puissans dans ce royaume, le clergé et la noblesse. Il supprimait la juridiction temporelle des évêques, défendait de piller les effets naufragés, ôtait aux seigneurs le droit de vendre leurs paysans, et permettait au paysan maltraité de quitter la terre de son seigneur. La protection des paysans, qui avait fait en Suède la popularité des Stures, perdit le roi de Danemark. Les nobles et les évêques appelèrent au trône son oncle Frédéric, duc de Holstein. Ainsi, le Danemark et la Suède lui échappèrent en même temps.

Frédéric  
de Holstein.

Après avoir conquis la Suède sur les étrangers,

Gustave la conquît sur les évêques suédois. Il ôta au clergé ses dîmes et sa juridiction, encouragea les nobles à revendiquer les terres ecclésiastiques sur lesquelles ils pouvaient avoir quelque droit ; enfin, il enleva aux évêques les châteaux et les places fortes qu'ils avaient entre les mains, et, par la suppression des appels à Rome, l'église suédoise se trouva indépendante, sans abandonner la hiérarchie et la plupart des cérémonies catholiques [1529]. On fait monter à treize mille le nombre des terres ou fermes dont le roi s'empara. Ayant ainsi abattu dans le pouvoir épiscopal la tête de l'aristocratie, il eut meilleur marché de la noblesse, imposa sans obstacle les terres féodales, et fit déclarer la couronne héréditaire dans la maison de Wasa.

L'église  
suédoise.

Les évêques de Danemark, qui pourtant avaient contribué à la révolution, ne furent pas plus heureux que ceux de la Suède. Elle ne se fit qu'au profit des nobles, qui exigèrent de Frédéric I<sup>er</sup> le droit de vie et de mort sur leurs paysans. La prédication du luthéranisme fut ordonnée ; les États d'Odensée [1527] décrétèrent la liberté de conscience, abolirent le célibat des ecclésiastiques, et brisèrent tout lien entre le clergé danois et le siège de Rome.

États  
d'Odensée.  
1527.

Les pays les plus éloignés du nord, moins accessibles aux idées nouvelles, ne reçurent pas sans résistance cette révolution religieuse. Les Dalécarliens furent armés par le clergé contre le roi qu'ils avaient fait eux-mêmes. Les Norwégiens et les



Islandais ne virent dans l'introduction du protestantisme qu'une nouvelle tyrannie des Danois. Christian II, qui s'était réfugié aux Pays-Bas, crut pouvoir profiter de cette disposition. Cet homme, qui avait autrefois chassé avec des dogues un évêque fugitif, associait alors sa cause à celle de la religion catholique. Avec le secours de plusieurs princes d'Allemagne, de Charles-Quint et de quelques marchands hollandais, il équipa une flotte, débarqua en Norwège, et pénétra de là en Suède. Les Hanséatiques armèrent contre les Hollandais, qui amenaient Christian. Repoussé, et obligé de se renfermer dans Opslo, il se rendit aux Danois, qui lui promirent la liberté, et le tinrent enfermé vingt-neuf ans dans le donjon de Saenderbourg, sans autre compagnie qu'un nain.

A la mort de Frédéric I<sup>er</sup> [1534], les évêques tentèrent un effort pour prévenir leur ruine imminente. Ils essayèrent de porter au trône le plus jeune fils de ce prince, âgé de huit ans, qui n'était pas encore prévenu en faveur du luthéranisme, comme son aîné (Christian III); on faisait valoir que cet enfant, étant né en Danemark, *parlait dès le berceau la langue du pays*, au lieu que son frère était considéré comme un Allemand. Cette lutte des évêques contre la noblesse, de la foi catholique contre la nouvelle doctrine, du patriotisme danois contre l'influence étrangère, encouragea l'ambition de Lubeck. Cette république avait peu profité de la ruine de Christian II. Frédéric avait créé des

Captivité  
e Christian.

Lubeck.

compagnies, Gustave favorisait les Anglais. L'administration démocratique, qui avait remplacé à Lubeck l'ancienne oligarchie, était animée de l'esprit de conquête plus que de celui de commerce. Les hommes nouveaux qui la conduisaient, le bourgmestre Wullenwever et le commandant Meyer, naguère serrurier, concurent le projet de renouveler dans un royaume la révolution démocratique qu'ils avaient faite dans une ville, de conquérir et de démembrer le Danemark. Ils confièrent la conduite de cette guerre révolutionnaire à un aventurier illustre, le comte Christophe d'Oldenbourg, qui s'était signalé contre les Turcs ; il n'avait que son nom et son épée, mais il se consolait, dit-on, de sa pauvreté en lisant Homère dans l'original. Il entra dans le Danemark en soulevant les classes inférieures au nom de Christian II, nom magique qui ralliait toujours les catholiques et les paysans. Tout était tromperie dans cette guerre machiavélique : les démocrates de Lubeck nommaient au peuple Christian II, et ne pensaient qu'à eux-mêmes ; leur général Christophe ne travaillait ni pour Christian ni pour Lubeck, mais pour ses propres intérêts. Les calamités de cette révolution furent telles, que *la guerre du comte* est restée une expression proverbiale en Danemark. L'effroi général rallia tous les esprits à Christian III. Le sénat retiré dans le Jutland, qui seul lui restait, l'appela du Holstein, où il s'était retiré ; Gustave lui prêta des secours. Le jeune roi assiégea Lubeck elle-même,

---

## CHAPITRE IX.

**CALVIN. — LA RÉFORME EN FRANCE, EN ANGLETERRE, EN ÉCOSSE, AUX PAYS-BAS, JUSQU'À LA SAINT-BARTHÉLEMY, 1555-1572 (1).**

Calvin à Genève, 1535. — Le calvinisme passe en France, aux Pays-Bas, en Angleterre et en Écosse. — Opposition de Philippe II. — Son mariage avec Marie, reine d'Angleterre, 1555. — Paix entre le roi d'Espagne et le roi de France Henri II, 1559. — Constitution de l'inquisition, 1561. — Mariage de Marie Stuart avec François II, 1560. — Lutte de l'Écosse et de l'Angleterre, 1559-1567. — Avènement de Charles IX, 1561. — Massacre de Vassy, guerre civile, 1562. — Paix d'Amboise, 1563 ; de Lonjumeau, 1568. — Bataille de Jarnac et de Montcontour, 1569. — Persécutions dans les Pays-Bas. — Conseil des troubles, 1567. — Révolte des Mauresques d'Espagne, 1571. — Saint-Barthélemy, 1572.

---

PHILIPPE II, fils et successeur de Charles-Quint, ne joignait pas comme lui l'Empire à la couronne d'Espagne ; mais il disposait en grande partie de

---

(1) Séparer dans la seconde moitié du seizième siècle l'histoire de l'Espagne et des Pays-Bas, de la France, de l'Angleterre et de l'Écosse, ce serait se condamner à de continuelles répéti-

**l'Angleterre par son mariage [1554] avec Marie, fille de Henri VIII. Le roi de France avait à combattre en lui le maître de l'Espagne, et des Pays-Bas, le dominateur de l'Italie et de l'Angleterre, le possesseur des mines d'Amérique. Il attaqua pourtant le premier. Les Guise, branche cadette de la maison de Lorraine, revendiquaient comme héritiers de René d'Anjou, le royaume des Deux-Siciles; ils obtinrent de conduire une armée en Italie. La route semblait frayée: Brissac, maître du Piémont, avait entamé le Milanais; le gascon Monlhuc défendait opiniâtrément la ville de Sienna.**

---

tions. Cependant, pour faciliter l'enseignement, nous donnons à part le programme de ces diverses histoires. On y trouvera beaucoup de dates et de faits de détail, qui ne pouvaient entrer dans un tableau général de cette période.

### § I. *Révolution et guerre des Pays-Bas, 1556-1609.*

Situation géographique des **Pays-Bas**. Peuple belge (grands, nobles, bourgeois, manufacturiers); peuple batave (bourgeois commerçans ou marins). Diversité de leurs constitutions et privilèges. Leur industrie commerciale dans les derniers siècles du moyen-âge. Leur esprit de résistance, encouragé par les localités d'un pays couvert de villes populeuses, et coupé de canaux.  
 — *États des Pays-Bas depuis la mort de Charles-le-Téméraire. 1477*, Marie de Bourgogne épouse Maximilien d'Autriche. 1481, à la mort de cette princesse, les états de Flandre prennent la tutelle de ses enfans. Guerre de Maximilien contre la France. 1488, Maximilien prisonnier de ses sujets à Bruges.  
 — Administration populaire de Philippe-le-Beau et de Charles-

Mais personne en Italie ne croyait plus aux succès durables des Français ; aucune puissance italienne ne se déclara pour Guise. Le duc d'Albe qui l'attendait dans les Abruzzes, usa l'impétuosité des Français. Guise lui-même demanda son rappel, et vint réparer par la prise de Calais la défaite de Saint-Quentin [1557]. La France rassurée, crut voir en lui un sauveur. Le connétable de Montmorency, prisonnier des Espagnols, négocia la paix de Cateau-Cambresis [1559]. Henri II ne garda de ses conquêtes que Calais (pour huit ans), les trois évêchés et quelques places de Savoie. C'était

Quint. Charles complète les dix-sept provinces des Pays-Bas, par la réunion d'Utrecht et d'Over-Yssel, 1527, de Groningue et Gueldre, 1543; il les met sous la protection du corps germanique, et en proclame l'indissolubilité, 1548. Vers la fin de son règne, il persécute les protestans.—Sous Charles-Quint, prince flamand, les Flamands ont gouverné en Espagne, en Italie, en Allemagne; Phillippe II, prince castillan, entreprend de les soumettre aux lois et aux mœurs de l'Espagne. — Un des caractères les plus remarquables de la révolution des Pays-Bas, c'est que les insurgés offrent en vain de se soumettre à la France, à la branche allemande de la maison d'Autriche, à l'Angleterre, et se décident enfin, faute d'un souverain, à rester en république. Élisabeth les refuse, dans l'opinion qu'indépendans ils résisteront mieux à l'Espagne; elle ne prévoit pas que la Hollande va devancer l'Angleterre dans l'empire des mers et le commerce du monde.—Division : 1° 1556-1567, Troubles qui préparent la guerre civile; 2° 1568-1579, Guerre civile avant l'union d'Utrecht, 3° 1579-1609, Suite de la guerre civile jusqu'à la trêve; l'union d'Utrecht donne aux insurgés du nord



perdre l'espoir des conquêtes lointaines ; mais le royaume se trouvait fermé aux invasions étrangères ; ce traité lui assurait ses trois portes d'Angleterre, d'Allemagne et d'Italie.

La réconciliation des rois de France et d'Espagne , n'était qu'une ligue contre la Réforme , qui prenait chaque jour un caractère plus alarmant.

La Réforme , à son premier âge , n'avait guère fait que détruire ; dans le second , elle essaya de fonder. A son début , elle avait composé avec la puissance civile ; la réforme luthérienne avait, sous plusieurs rapports , été l'ouvrage des princes

le caractère de nation ; la victoire leur est assurée par la diversion des Espagnols en France.—1558-1567. 1556. Avénement de PHILIPPE II. Nouveaux évêchés, persécution des protestans, inquisition, séjour des troupes espagnoles. Marguerite de Parme, gouvernante ; ministère de Granvelle. Chefs des mécontents : Guillaume-le-Taciturne , prince d'Orange , les comtes d'Egmont et de Horn. 1563, Rappel de Granvelle. 1566, Compromis de Bréda. Gueuserie. — 1567-1573, Tyranie du duc d'Albe, *Conseil des troubles*. Exécutions, confiscations. Fuite du prince d'Orange, et de cent mille personnes. *Gueux marins, gueux des bois*. — 1568-1579. 1568-1569, Guerre civile. Tentative du prince d'Orange et de son frère. Supplice des comtes d'Egmont et de Horn. 1569 , les nouvelles taxes étendent l'insurrection, 1572. Prise de Briel par les *gueux marins*. Révolte de la Zélande et de la Hollande ; union de Dordrecht. Siège de Harlem. — 1574-1576 , Modération de Réquesens , successeur du duc d'Albe. Défaite et mort de Louis et de Henri de Nassau, à Moker. Invasion de la Hollande et de la Zélande. Siège de Leyde. 1576 , Pillage d'Anvers. Pacification de Gand ; union

auxquels elle soumettait l'Église. Les peuples attendaient une réforme qui fût à eux ; elle leur fut donnée par Jean Calvin, protestant français réfugié à Genève. La première avait conquis l'Allemagne du nord, la seconde bouleversa la France, les Pays-Bas, l'Angleterre et l'Écosse. Partout elle rencontra un opiniâtre adversaire dans la puissance espagnole, que partout elle vainquit.

Calvin. 1535. Lorsque Calvin passa de Nérac à Genève [1535], il trouva cette ville affranchie de son évêque et des ducs de Savoie, mais entretenue dans la plus violente fermentation par les complots des *mamelus*

---

des provinces belges et bataves. — 1577-1578 ; Don Juan d'Autriche. Sa conduite artificieuse. L'archiduc Mathias appelé dans les Pays-Bas. — Le prince de Parme succède à don Juan, 1579. — 1579-1609. 1579, *Union d'Utrecht*. Fondation de la république des Sept Provinces-Unies. 1580, Le duc d'Anjou appelé par la république. 1581, Déclaration d'indépendance. Perfidie et départ du duc d'Anjou. 1584, Guillaume assassiné. — Succès du prince de Parme ; siège d'Anvers, 1585-1586. Traité des Provinces-Unies avec Elisabeth ; inhabileté et trahison de Leicester. [1588, Philippe II attaque en vain l'Angleterre. 1591-1598, il divise ses forces en prenant part à la guerre civile de France]. 1592, Mort du prince de Parme. 1588-1609, Succès de Maurice, fils de Guillaume-le-Taciturne. 1595, Ligue de Henri IV avec les Provinces-Unies contre l'Espagne. 1598 (Paix de Vervins), Mariage de l'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas avec Claire-Isabelle-Eugénie, fille de Philippe II, à laquelle il transfère la souveraineté des Pays-Bas. Mort de Philippe II, PHILIPPE III. Les Espagnols arment contre eux leurs alliés d'Allemagne. 1600, les États-Unis prennent l'offensive. Siège et

(serviles), et par les insultes continuelles des gentilshommes de la *Confrérie de la Cuiller*. Il en devint l'apôtre et le législateur [1541-64], se portant pour juge entre le *paganisme de Zwingle* et le *papisme de Luther*. L'Église fut une démocratie, et l'État s'y absorba. Le calvinisme eut, comme la religion catholique, un terrain indépendant de toute puissance temporelle. L'alliance de Berne et de Fribourg permettait au réformateur de prêcher à l'aise derrière les lances des Suisses. Posté entre l'Italie, la Suisse et la France, Calvin ébranla tout l'Occident. Il n'avait ni l'impétuosité, ni la bonho-

bataille de Nienport. 1601-1604, Siége d'Ostende. 1606, Campagne savante de Spinola. — 1607-1609, Négociations pour la paix. Victoire navale de Gibraltar. 1609, Trêve de douze ans, conclue sous la médiation de Henri IV.

§ II. *État intérieur de la France depuis le milieu du XV<sup>e</sup> siècle, 1450-1558. — Troubles de religion. — Guerres civiles et étrangères 1559-1610.*

Le pouvoir royal, relevé par Charles VII et par Louis XI, après les guerres des Anglais, devient absolu entre les mains de leurs quatre successeurs, et se dissout dans les guerres de religion, jusqu'à ce que, relevé de nouveau par Henri IV et par Richelieu, il triomphe et s'affermisse sous Louis XIV. — Développement rapide de la richesse nationale, après les périodes de troubles : sous Louis XII, sous Henri IV, sous Louis XIV. — Augmentation des dépenses, nécessitées surtout par celle des forces militaires. — *Augmentation des forces militaires.* Charles VII, mille sept cents hommes d'armes, *francs archers*.

mie , ni les facéties de Luther. Son style était triste et amer , mais fort , serré , pénétrant. Conséquent dans ses écrits plus que dans sa conduite , il commença par réclamer la tolérance auprès de François I<sup>er</sup> (1) , et finit par faire brûler Servet.

progrès de ses doctrines. D'abord les Vaudois , et toutes les populations ingénieuses et inquiètes du midi de la France , qui avaient les premières essayé de secouer le joug au

(1) *Præfatio ad christianissimum regem quâ hic ei liber pro confessione fidei offertur*. Ce morceau éloquent ouvre son livre de l'*Institution chrétienne* , publié en 1536 , qu'il a traduit lui-même.

---

François I<sup>er</sup> , trois mille lances , six mille cheveu-légers , et souvent de douze à quinze mille Suisses. — Louis XI a substitué l'infanterie mercenaire des Suisses à l'infanterie nationale des francs-archers ; François I<sup>er</sup> substitue les landsknechts aux Suisses , et lorsque les lansknecths ont été détruits à Pavie , il forme une infanterie nationale , sous le nom de *légions provinciales* [1534]. — *Augmentation des impôts*. Charles VII , moins de deux millions. — Louis XI , cinq millions. — François I<sup>er</sup> , presque neuf millions. (Dépense : neuf millions et demi.) — Les ressources ont considérablement augmenté , mais non pas en proportion des dépenses. — *Moyens et ressources*. Pour subvenir à ces dépenses , les rois ne convoquent point les États-Généraux , depuis 1484 [assemblés une seule fois à Tours , en 1506 , et seulement pour annuler le traité de Blois]. Ils leur substituent des assemblées de notables [1526 , 1558] , et le plus souvent lèvent de l'argent par des ordonnances qu'ils font enregistrer au parlement de Paris. — Le parlement de Paris , affaibli sous Charles VII et Louis XI par la création des parlemens de Grenoble , Bordeaux et Dijon (1451 , 1462 , 1477) ; sous Louis XII , par

moyen-âge, se raillèrent à la nouvelle doctrine. De Genève et de la Navarre, elle s'étendit jusqu'à la ville commerçante de La Rochelle, jusqu'aux cités alors savantes de l'intérieur, Poitiers, Bourges, Orléans; elle pénétra jusqu'aux Pays-Bas, et s'associa à ces bandes de *Rederikers* qui couraient le pays en déclamant contre les abus. De là, passant la mer, elle vint troubler la victoire de Henri VIII sur le pape, elle s'assit sur le trône d'Angleterre avec Edouard VI [1547], tandis qu'elle était portée par Knox dans la sauvage Écosse, et ne s'arrêtait qu'à l'entrée des montagnes, ou les *High-*

---

celle des parlements de Rouen et d'Aix [1499, 1501]. Il reçoit de François I<sup>er</sup> la défense de s'occuper d'affaires politiques [1527]. D'ailleurs, la vénalité et la multiplication des charges lui ôtent de son influence. — Quatre moyens d'obtenir de l'argent : augmentation des impôts, emprunts, aliénation du domaine royal, vente des charges de finances et de judicature. — Louis XII, *le Père du peuple*, diminue d'abord les impôts et vend les offices de finances [1499]; mais il est forcé, vers la fin de son règne, d'augmenter les impôts, de faire des emprunts et d'aliéner les domaines royaux [1511, 1514]. — Le règne de François I<sup>er</sup> est l'apogée du pouvoir royal; avant Richelieu. — 1515, Concordat. 1529, Ordonnance qui restreint les juridictions ecclésiastiques. — Police organisée. 1517, Ordonnance sur la chasse. — Nouveaux impôts [particulièrement en 1523]. Vente et multiplication des charges de judicature [1515, 1522, 1544]. Premières rentes perpétuelles sur l'Hôtel-de-Ville. 1532, 1544, Aliénation des domaines royaux. Loterie royale. — Henri II, forcé d'abolir la gabelle dans les provinces au-delà de la Loire, impose les églises, aliène les domaines [1552, 1559].



*landers* conservèrent la foi de leurs ancêtres avec la haine des *Saxons* hérétiques.

Assemblées  
de Paris,  
1550.

Les assemblées furent d'abord secrètes. Les premières qui eurent lieu en France se tinrent à Paris, rue Saint-Jacques [vers 1550]; bientôt elles se multiplièrent. Les bûchers n'y faisaient rien; c'était pour le peuple une trop grande douceur d'entendre la parole de Dieu dans sa langue. Plusieurs étaient attirés par la curiosité, d'autres par la compassion, quelques-uns tentés par le danger même. En 1550, il n'y avait qu'une église réformée en France; en 1561 il y en eut plus de deux

créé un grand nombre de tribunaux [1552, 1555, 1559], double toutes les charges du parlement, tous les offices de finances [1553], et fait des emprunts aux villes. Dette de quarante-trois millions. La dépense excède la recette de deux millions et demi par an. — Les progrès du calvinisme sont une cause de révolution encore plus active que l'embarras des finances. 1535, Premières persécutions. 1545, Massacre des Vaudois. 1551, Édit de Châteaubriant. 1552, Arrêt du parlement contre les *écoles buissonnières*. Établissement de l'Inquisition. 1558, les protestants font procession publique dans Paris. 1559, le roi saisit lui-même dans le parlement plusieurs conseillers.

*Troubles de religion.* I<sup>re</sup> période. 1559-1570, Crise religieuse et financière; rivalité de puissance entre les Guises, les Bourbons et Catherine de Médicis. II. 1570-1577, Lutte des deux religions; elle est moins mêlée, dans cette période, d'intérêts politiques. III. 1577-1594, Faction anarchique de la Ligue. Philippe II porte son ambition sur la couronne de France. La monarchie française est sur le point de se dissoudre ou de dépendre de l'Espagne. Henri IV la sauve de ce double danger.

mille. Quelquefois ils s'assemblaient en plein champ au nombre de huit ou dix mille personnes ; le ministre montait sur une charrette ou sur des arbres amoncelés, le peuple se plaçait sous le vent pour mieux recueillir la parole, et ensuite tous ensemble, hommes, femmes et enfans, entonnaient des psaumes. Ceux qui avaient des armes veillaient alentour, la main sur l'épée. Puis venaient les colporteurs qui débattaient des catéchismes, des petits livres et des images contre les évêques et le pape (1).

(1) C'était, par exemple, le cardinal de Lorraine tenant dans

---

**IV. 1594-1610, Henri IV réunit la France, la rend de nouveau formidable, et se prépare à achever l'abaissement de la maison d'Autriche, lorsqu'il est assassiné. — François II. 1560. Les Guises gouvernent par l'ascendant de leur nièce Marie-Stuart sur le jeune roi. Leurs intelligences avec Philippe II. Opposition des Bourbons (le roi de Navarre et le prince de Condé), appuyés des Châtillons (Coligni et Dandelot), de la petite noblesse et des protestans. Versatilité de Catherine de Médicis, modération de L'Hôpital, également impuissantes. Embarras des Guises. Ils reprennent les domaines aliénés, mais sont forcés de supprimer l'impôt qui entretenait les cinquante mille hommes, c'est-à-dire de désarmer le gouvernement au moment où la révolution éclate. — Conjuration d'Amboise. L'Hôpital, chancelier. Il adoucit l'édit de Châteaubriant par celui de Romorantin. Arrestation du prince de Condé. — 1560-1574, Charles IX. Régence de Catherine de Médicis. Etats-Généraux d'Orléans. Colloque de Poissy. Edit de janvier (favorable aux protestans). Guise, profitant de l'indignation des catholiques, ressaisit, comme chef de parti, le pouvoir qu'il a**

Ils ne s'en tinrent pas long-temps à ces assemblées. Non moins intolérans que leurs persécuteurs, ils voulurent exterminer ce qu'ils appelaient l'*idolâtrie*. Ils commencèrent à renverser les autels, à

un sac le petit François II, qui tâchait de passer la tête pour respirer de temps en temps. Aux Pays-Bas, on vendait le cardinal Granvelle, principal ministre de Philippe, couvant des œufs d'où sortaient des évêques en rampant, tandis que le diable planait sur sa tête, le bénissait et disait : *Voici mon fils bien-aimé*. *Mém. de Condé*, II, 656 ; et Schiller, *Histoire du soulèvement des Pays-Bas*, liv. II, chap. I, trad. par M. de Châteaugiron.

---

perdu, comme ministre, à la mort de François II ; le parti opposé a perdu son unité par l'abjuration du roi de Navarre et la défection de Montmorency, Massacre de Vassy. *Première guerre civile*, 1562-1563. — *Forces des deux partis*. La cour domine dans l'Ile-de-France, la Picardie, la Champagne, la Bretagne, la Bourgogne, la Guyenne. Les protestans dominent dans l'Occident et le Midi, surtout dans les villes de Rouen, Orléans, Blois, Tours, Angers, le Mans, Poitiers, Bourges, Angoulême, La Rochelle, Montauban et Lyon. Ainsi isolés, ils ne peuvent facilement donner la main aux protestans de l'Allemagne et des Pays-Bas. Les catholiques reçoivent des secours de Philippe II et du pape, des ducs de Savoie, de Ferrare, de Mantoue, de Toscane. Ils louent des troupes allemandes ; mais l'Empire favorise les protestans, dans l'espoir qu'ils livreront les Trois-Évêchés, comme ils livrent le Havre aux Anglais. Les protestans reçoivent des troupes de la reine d'Angleterre, du landgrave de Hesse, surtout de l'Électeur palatin. — 1562, Siège de Rouen, bataille de Dreux. — 1563, Assassinat de Guise. La reine ne craint plus que les protestans, et conclut

brûler les tableaux, à démolir les églises. Dès 1561, ils sommèrent le roi de France d'abattre les images de Jésus-Christ et des saints (1).

Tels étaient les adversaires que Philippe II entreprit de combattre et d'anéantir. Partout il les rencontrait sur son chemin; en Angleterre, pour l'empêcher d'épouser Élisabeth [1558]; en France, pour balancer la puissance des Guises ses alliés [1561]; aux Pays-Bas, pour appuyer de leur fanatisme la cause de la liberté publique (2).

Philippe II.  
1556.

(1) *Mém. de Condé*, liv. III, p. 101.

(2) Surtout depuis 1563.

avec eux la Convention d'Amboise. — 1563-1567, Les catholiques de la Guyenne et du Languedoc forment, sous l'inspection du parlement de Toulouse, une association qui sera le premier modèle de la Ligue. Détresse de la cour, qui vend pour cent mille écus de rentes de biens ecclésiastiques. — Dépense, dix-huit millions, recette dix millions. — La paix est troublée par les poursuites des Guises contre Coligni, par l'augmentation des gardes-suissees et la création des gardes-françaises, par l'ambassade du pape, de Philippe II et du duc de Savoie, par le complot tramé pour livrer à Philippe II Jeanne d'Albret et son fils; enfin, par l'Édit de Roussillon, qui modifie la Convention d'Amboise, 1564. Voyage du roi et de sa mère dans les provinces méridionales, 1564-1565. Entrevue de Catherine de Médicis avec le duc d'Albe à Bayonne. — 1567, 1568, la cour lève des troupes et appelle six mille Suisses. *Seconde guerre*, 1567. Les protestans veulent s'emparer du roi, perdent Orléans; ils sont défaits à Saint-Denis, ne peuvent prendre Chartres, et la cour les amuse par la paix de Longjumeau, qui confirme celle d'Amboise. 1568, elle ne renvoie point les troupes étrangères, et les

Au caractère cosmopolite de Charles-Quint avait succédé un prince tout castillan, qui dédaignait toute autre langue, qui avait en horreur toute croyance étrangère à la sienne, qui voulait établir partout les formes régulières de l'administration, de la législation, de la religion espagnole. D'abord il s'était contraint pour épouser Marie, reine d'Angleterre [1558], mais il n'avait pas trompé les Anglais. Le verre de bière qu'il but solennellement à son débarquement, les sermons de son confesseur sur la tolérance, ne lui donnèrent aucune popularité. On en crut plutôt les bûchers

---

protestans ne rendent point les places dont ils sont maîtres. La tentative de faire payer aux chefs des protestans les frais de la guerre et de saisir en Bourgogne Condé et Coligni, décide la *troisième guerre*, 1568-1570. L'Hôpital rend les sceaux. L'armée protestante paie elle même ses auxiliaires allemands. La Rochelle devient leur point d'appui. — 1569, les protestans vaincus à Jarnac (mort de Condé), et à Moncontour (blessure de Coligni). Henri de Béarn à la tête du parti protestant, dont Coligni est le véritable chef. — Le roi abandonné par les troupes italiennes et espagnoles; les protestans, sur le point de l'être par les troupes allemandes, concluent la paix à Saint-Germain, 1570. Conditions avantageuses pour les protestans: culte libre dans deux villes par province, places de sûreté (La Rochelle, Montauban, Cognac et la Charité); mariage projeté du roi de Navarre; espérance donnée à Coligni de commander les troupes que la cour enverrait au secours des protestans des Pays-Bas. — 1570-1577. Les protestans attirés à Paris par le mariage du roi de Navarre. 1572, Saint-Barthélemy. La cour laisse aux protestans le temps de reprendre courage, et constate sa faiblesse



élevés par sa femme. Après la mort de Marie [1558], il ne dissimula plus, il introduisit des troupes espagnoles aux Pays-Bas, y maintint l'Inquisition, et à son départ déclara en quelque sorte la guerre aux défenseurs des libertés du pays dans la personne du prince d'Orange (1). Enfin il s'unit avec Henri II contre les ennemis intérieurs, qui les menaçaient également, en épousant sa fille, Élisabeth de France [paix de Cateau-Cambresis,

(1) Le roi en s'embarquant dit au prince d'Orange, qui se rejetait sur les États : *No, no los estados, ma vos, vos, vos.* Van der Vyncht.

---

en assiégeant inutilement la Rochelle, 1573. Création du parti des *Politiques*, qui devient bientôt l'auxiliaire des protestans. Des deux frères du roi, l'aîné est éloigné pour un an de la France (par la royauté de Pologne) ; le plus jeune se met à la tête des *Politiques*. 1574, Mort de Charles IX.—1574-1589, Henri III. Fuite de Henri de Navarre et du duc d'Alençon.—La versatilité de Henri III, la conduite du duc d'Alençon, qui se met à la tête des protestans de France, et ensuite de ceux des Pays-Bas, décident le parti catholique à chercher un chef hors de la famille royale. Le traité de 1576 détermine la formation de la Ligue. Par ce traité, le roi cède à son frère l'Anjou, la Touraine et le Berri ; liberté du culte partout, excepté à Paris ; chambre mi-partie dans chaque parlement ; villes de sûreté, Angoulême, Niort, La Charité, Bourges, Saumur et Mézières, où les protestans mettront des garnisons payées par le roi. (Pour tout ce qui suit, voyez mes Tableaux synchroniques, nos XII et XIII.)—1577-1594. 1577, Formation de la *Ligue*. Henri de Guise le *Balafré*. Politique de Philippe II. États de Blois. Henri III se déclare chef de la Ligue.—1577-1579, *cinquième et sixième*

1559]. Les fêtes de cette paix menaçante furent marquées d'un caractère funèbre. Un tournoi fut donné au pied même de la Bastille, où le protestant Anne Dubourg attendait la mort. Le roi fut blessé, et le mariage se fit la nuit à Saint-Paul pendant son agonie (1). Philippe II, revenu dans ses états pour n'en plus sortir, fit construire, en mémoire de sa victoire de Saint-Quentin, le monastère de l'Escorial, et y consacra cinquante millions de piastres. De sept lieues on découvre le

(1) *Mém. de Vieilleville*, tom. xxvii, p. 417.

---

*guerres.* Prise de Cahors.—1580, *septième guerre.* — 1584, mort du duc d'Anjou (auparavant duc d'Alençon). Prétentions du cardinal de Bourbon, Espérances secrètes de Henri de Guise et de Philippe II. 1585, traité de Henri III avec les ligueurs, conclu à Nemours. — 1586-1598, *huitième guerre*, 1587, bataille de Coutras. Succès de Henri de Guise. Organisation de la Ligue. Conseil des Seize. 1588, journée des *Barriades*. États de Blois. Assassinat de Henri de Guise 1589, Alliance de Henri III et du roi de Navarre. Siège de Paris. Assassinat de Henri III. Extinction de la branche des Valois [1328-1589.] Dissolution imminente de la monarchie.—1589-1610, Henri IV, roi de France et de Navarre, premier roi de la maison de Bourbon. Charles X, roi de la Ligue. Mayenne. Combat d'Arques.— 1590-1592, Bataille d'Ivry. Sièges de Paris, de Rouen. Savantes campagnes du prince de Parme, qui sauve ces deux places. Combat d'Aumale.—1593, États de Paris. Philippe II demande le trône de France pour sa fille. Abjuration de Henri IV. 1594, il entre à Paris.—1594-1610. Soumission de la Normandie, de la Picardie, de la Champagne, de la Bourgogne, de la Provence

sombre édifice, tout bâti de granit. Nulle sculpture n'en pare les murailles. La hardiesse des voûtes en fait toute la beauté. La disposition des bâtimens présente la forme d'un gril (1).

A cette époque, les esprits étaient parvenus en Espagne au dernier degré d'exaltation religieuse. Le progrès rapide des hérétiques dans toute l'Europe, la victoire du traité d'Augsbourg qu'ils avaient remportée sur Charles-Quint, leurs vio-

Jésuites.

(1) Instrument du martyre de saint Laurent ; la bataille de Saint-Quentin fut gagnée par les Espagnols le jour de sa fête.

---

et de la Bretagne ; des ducs de Guise, de Mayenne et de Mercœur. 1594-1598, Henri IV reconnu par le pape.—1595-1598, Guerre contre les Espagnols. Ils prennent Cambrai, Calais, Amiens. 1598, *paix de Vervins* (malgré Élisabeth et les Hollandais). Philippe II perd ses conquêtes, excepté le comté de Charolais.—Édit de Nantes ; les réformés obtiennent l'exercice public de leur culte, et tous les droits civils ; ils conservent leur importance, comme parti politique.—1600-1610.—1600-1601, Conquêtes sur le duc de Savoie. Mariage du roi avec Marie de Médicis. 1602, Conspiration de Biron. 1604, Conspiration de la famille d'Entragues.—Médiation du roi entre le pape et Venise, 1607 ; entre l'Espagne et les Provinces-Unies, 1609. Ses projets pour l'abaissement de la maison d'Autriche, et pour l'organisation de la république européenne. 1610, Assassinat de Henri IV. — *Administration de Henri IV*. État des finances à son avènement. Tentatives de réformes.—1596, Assemblée des notables de Rouen. Le roi confie les finances à Sully. Ordre et économie. Agriculture protégée (Olivier de Serres). Manufactures nouvelles. Encouragemens donnés au commerce et aux arts. 1604,

lences contre les images, leurs outrages aux saintes hosties que les prédicateurs retraçaient aux Espagnols épouvantés, avaient produit un redoublement de ferveur. Ignace de Loyola avait fondé l'ordre des Jésuites, tout dévoué au Saint-Siège [1534-40.] Sainte Thérèse de Jésus réformait les Carmélites, et embrasait toutes les âmes des feux d'un amour mystique. Les Carmes, les ordres Mendians, suivirent bientôt la même réforme. La constitution de l'Inquisition fut fixée en 1561. Si l'on excepte les Mauresques, l'Espagne se trouva unie, comme un seul homme, dans un violent accès d'horreur con-

Tratté de commerce avec le Sultan. Canal de Briare. Embellissemens de Paris.—Réforme de la justice. 1603, Édit contre les duels. 1604, Institution de la *Paulette*.—Colonies [1557, au Brésil; 1564, dans la Floride], à Cayenne, au Canada. Fondation de Québec, en 1608.—Prosperité de la France, et son état formidable à la fin de règne de Henri IV.

§ III. *Rivalité de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Espagne.*  
*Règne d'Elisabeth. 1558-1603.*

L'intervention de l'Angleterre dans les affaires du continent, jusque là bornée et capricieuse, s'étend et devient régulière sous Elisabeth. L'intérêt politique en Angleterre comme en Espagne, est subordonné à l'intérêt religieux. — Dangers qui entourent Elisabeth. Légitimité de sa naissance, contestée. Prétentions de Marie Stuart, reine d'Ecosse (et bientôt de France), au trône d'Angleterre. Philippe II, après avoir recherché la main d'Elisabeth, fait cause commune avec Marie Stuart dès qu'elle n'est plus reine de France (depuis 1560).—Mécontentement des ca-

tre les mécréans et les hérétiques. Étroitement liée avec le Portugal, que les Jésuites gouvernaient, disposant des vieilles bandes de Charles-Quint et des trésors des deux mondes, elle entreprit de soumettre l'Europe à son empire et à sa foi.

Les protestans dispersés se raillèrent au nom de la reine Élisabeth, qui leur offrit asile et protection. Partout elle encouragea leur résistance contre Philippe II et les catholiques. Absolus dans leurs États, ces deux monarques agirent au dehors avec la violence de deux chefs de parti. La dévotion fastueuse de Philippe, l'esprit chevaleresque de la

Élisabeth.  
1559.

---

tholiques et des calvinistes d'Angleterre. Lorsque l'Écosse est fermée aux intrigues de Philippe II, l'Irlande révoltée favorise le débarquement des troupes espagnoles.—Tandis que le protestantisme affaiblit la France, la Suisse, l'Allemagne, il a fortifié l'Angleterre, où le souverain est resté armé de toute la puissance de l'ancienne hiérarchie.—Élisabeth diffère trente ans [de 1558 à 1588] la guerre ouverte avec l'Espagne; mais elle soulève les protestans d'Écosse, secourt faiblement ceux de France, et encourage puissamment ceux des Pays-Bas, auxquels elle est liée de plus par l'intérêt du commerce anglais. La guerre éclate enfin; elle développe les forces de l'Angleterre, et lui assure la libre navigation des mers.—1558, Avénement d'Élisabeth. 1559 elle fonde l'Église anglicane. Son intervention dans les guerres de France et des Pays-Bas. (Voyez plus haut.)—1559-1587, sa rivalité avec Marie Stuart. Troubles de l'Écosse presbytérienne. 1560, Traité d'Édimbourg et abolition de la religion catholique. Marie renonce aux armoiries d'Angleterre.—1565, Mariage de la reine d'Écosse avec Darnley, bientôt assassiné. 1567, Jacques VI proclamé par les Écossais revoltés.—Marie se réfugie



cour d'Élisabeth se concilièrent avec un système d'intrigue et de corruption ; mais la victoire devait rester à Élisabeth : le temps était de son parti. Elle ennoblissait le despotisme par l'enthousiasme qu'elle inspirait à la nation. Ceux mêmes qu'elle persécutait étaient pour elle , en dépit de tout. Un puritain condamné à perdre la main , l'eut à peine coupée , qu'il prit son chapeau de l'autre , et le faisant tourner en l'air , il s'écria : *Vive la reine !*

Il fallut trente ans avant que les deux adversaires se prissent corps à corps. La lutte eut lieu d'abord en Écosse , en France et aux Pays-Bas.

en Angleterre, où elle est retenue prisonnière par Élisabeth, 1568-1587. Conspirations en sa faveur. 1587, Marie Stuart décapitée.—1588-1603, Philippe II entreprend la conquête de l'Angleterre. 1588, Destruction de la *flotte invincible*. 1589, Expédition du Portugal ; 1596, de Cadix ; de France, 1591-1597. 1595, Révolte d'Irlande, excitée par l'Espagne. 1601, Mort du comte d'Essex. 1603, Mort d'Élisabeth , et fin de la maison de Tudor.—*Administration d'Élisabeth*. Étendue de la prérogative royale. Elle contient les dissidens , mais avec moins de cruauté que Henri VIII, et ne réprime les Puritains qu'après sa victoire sur la *flotte invincible*. Par son économie elle acquitte les dettes des gouvernemens précédens (quatre millions sterling), favorise l'essor du commerce et de l'industrie, et plutôt que d'assembler fréquemment le parlement, elle recourt aux monopoles, aux emprunts, etc. La marine anglaise portée de quarante-deux bâtimens à mille deux cent trente deux. Brillantes expéditions de Hawkins, Forbisher, Davis, Drake et Cavendish. 1584, premiers établissemens dans l'Amérique septentrionale.

Elle ne fut pas longue en Écosse [1559-1567].<sup>§</sup> Marie Stuart. La rivale d'Élisabeth, la séduisante Marie Stuart, veuve à dix-huit ans de François II, se voyait comme étrangère au milieu de ses sujets, qui détestaient en elle les Guises, ses oncles, chefs du parti catholique en France. Ses barons, soutenus par l'Angleterre, s'unirent avec Darnley, son époux, et poignardèrent sous ses yeux le musicien italien Riccio, son favori. Peu après, la maison qu'habitait Darnley, près d'Holyrood, sauta en l'air; il fut enseveli sous ses ruines, et Marie, enlevée par le principal auteur du crime, l'épousa

§ IV. *Etats des quatre puissances belligérantes après la seconde lutte de la Réforme, et suites prochaines de cette lutte.*

*Espagne.* Administration intérieure de Philippe II. Ses revenus surpassent ceux de tous les princes chrétiens réunis, et plusieurs de ses entreprises échouent faute d'argent.—1568, Mort de don Carlos. 1568-71, Extermination des Maures de Grenade.—1580, Conquête du Portugal, qui ne compense pas la perte des Pays-Bas. [Décadence du Portugal, insensible sous Jean III, 1521-1557; rapide sous Sébastien, 1557-1578, qui périt dans une expédition contre les Maures d'Afrique. 1578-1580, Henri-le-Cardinal. Victoire du duc d'Albe sur Antonio de Crato, à Alcantera.] 1591, Soulèvement des Aragonais. Le justiza mis à mort par ordre de Philippe II.—Règne des favoris [de Lerme sous Philippe III, 1598-1621; d'Olivarès sous Philippe IV, 1621-1665.] Épuisement de l'Espagne sous le rapport des métaux précieux et sous celui de la population. (Voy. les années 1600, 1603, XIV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> tableaux synchroniques.) L'Espagne ne

de gré ou de force. La reine et le parti des barons se renvoyèrent mutuellement l'accusation. Mais Marie fut la moins forte. Elle ne trouva de refuge que dans les états de sa mortelle ennemie, qui la retint prisonnière, donna à qui elle voulut la tutelle du jeune fils de Marie, régna sous son nom en Écosse, et put dès-lors lutter avec moins d'inégalité contre Philippe II.

Guillaume  
d'Orange.

Mais c'était surtout dans la France et dans les Pays-Bas qu'Élisabeth et Philippe se faisaient une guerre secrète. L'âme du parti protestant était dans ces deux contrées le prince d'Orange, Guillaume-

produisant plus de quoi acheter les métaux de l'Amérique, ils cessent de l'enrichir. De tout ce qu'on importe en Amérique, un vingtième au plus est manufacturé en Espagne. A Séville, les seize mille métiers qui travaillaient la laine et la soie vers 1556 sont réduits à quatre cents vers 1621.—L'Espagne chasse, en 1609, un million de sujets industriels (les Maures de Valence), et se voit forcée d'accorder une trêve de douze ans aux Provinces-Unies.—La marine espagnole, forte de mille vaisseaux, vers 1520, est réduite de 1588 à 1658 (bataille des Dunes). L'infanterie espagnole cède la prééminence à l'infanterie française, surtout depuis 1643 (bataille de Rocroi).—1640. Révolte de la Catalogne. Révolution de Portugal : Avénement de la maison de Bragance, dans la personne de Jean IV.—*Provinces-Unies*. 1609-1621. La nouvelle république prend un accroissement rapide de prospérité et de grandeur ; mais le principe de sa décadence s'annonce déjà par les querelles du stathouder et du syndic.—Maurice et Barneveldt. Gomaristes et Arminiens. 1618-1619, Synode de Dordrecht ; 1619, Barneveldt décapité.—1621-1648, Renouveau de la guerre avec l'Espagne. Spinola, Frédéric Henri. 1625,

le-taciturne, et son beau-père l'amiral Coligni, généraux malheureux, mais politiques profonds, génies tristes, opiniâtres, animés de l'instinct démocratique du calvinisme, malgré le sang de Nassau et de Montmorency. Colonel de l'infanterie sous Henri II, Coligni rallia à lui toute la petite noblesse, il donna à La Rochelle une organisation républicaine, tandis que le prince d'Orange encourageait la confédération des *Gueux*, et jetait les fondemens d'une république plus durable.

Le grand Guise et son frère, le cardinal de Lor-

Fr.  
de Guise.

Prise de Breda par les Espagnols. 1628, Prise de Bois-le-Duc par les Hollandais. Bataille de Berg-op-Zoom. 1632, Prise de Maëstricht. — 1635, Alliance des Provinces-Unies avec la France pour le partage des Pays-Bas espagnols. Philippe II, en fermant aux Hollandais le port de Lisbonne, les a forcés de chercher aux Indes les denrées de l'Orient. 1595, Expédition de Cornélius Houtman. 1602, Compagnie des Indes orientales. D'abord établies dans les îles, elle s'étend sur les côtes du continent. 1619, Fondation de Batavia, 1621, Compagnie des Indes occidentales. 1630-1640, Tentatives sur le Brésil. Établissements dans les îles de l'Amérique. — 1648, *Paix de Munster*, l'Espagne reconnaît l'indépendance des Provinces-Unies, leur laisse leurs conquêtes en Europe et au-delà des mers, et consent à fermer l'Escaut. — *France et Angleterre*. La tranquillité intérieure de ces deux royaumes et leur importance politique semblent attachées à la vie de leurs souverains, Henri IV et Élisabeth. — En France, les protestans et les grands ont été contenus plutôt qu'affaiblis. Double résultat de la mort de Henri IV : 1° la France, de nouveau faible et divisée, se rouvre

raïne (1), gouvernaient la France sous François II, époux de leur nièce Marie Stuart [1560]. Guise était l'idole du peuple depuis qu'il avait pris Calais en huit jours sur les Anglais. Mais il avait trouvé la France ruinée. Il s'était vu obligé de reprendre les domaines aliénés et de supprimer l'impôt des *cinquante mille hommes*, c'est-à dire de désarmer le gouvernement au moment où la révolution éclatait. Des milliers de solliciteurs assiégeaient Fontainebleau, et le cardinal de Lorraine, ne sachant que leur répondre, faisait afficher que l'on prendrait ceux qui n'auraient pas vidé la ville dans les vingt-quatre heures.

Conspiration  
d'Amboise.  
1560.

Les Bourbons (Antoine, roi de Navarre, et Louis, prince de Condé), qui ne voyaient pas volontiers

(1) Voyez dans les Mémoires de Gaspard de Tavanès la comparaison des avantages qu'avaient obtenus de Henri II les maisons rivales de Guise et de Montmorency, tom. xxiii, p. 410.

---

à l'influence espagnole jusqu'au ministère de Richelieu ; 2<sup>o</sup> la guerre religieuse, qui doit embraser l'Europe, éclatera plus tard, mais elle se prolongera, faute d'un puissant modérateur qui la domine et la dirige.—En Angleterre, la nécessité de la défense nationale et le caractère personnel d'Élisabeth ont rendu le pouvoir royal sans bornes ; mais le changement des mœurs, l'importance croissante des communes, le fanatisme des Puritains amèneront, sous des princes moins fermes et moins habiles, le bouleversement du royaume. — Dès la mort d'Élisabeth et d'Henri IV, nous pouvons apercevoir de loin la révolution d'Angleterre et la guerre de Trente ans.



la chose publique entre les mains de deux cadets de la maison de Lorraine, profitèrent du mécontentement général. Ils s'associèrent aux calvinistes, à Coligni, aux Anglais qui venaient la nuit négocier avec eux à Saint-Denis. Les protestans marchèrent en armes sur Amboise pour s'emparer de la personne du roi. Mais ils furent dénoncés aux Guises, et massacrés sur les chemins. Quelques-uns, qu'on avait réservés pour les exécuter devant le roi et toute la cour, trempèrent leurs mains dans le sang de leurs frères déjà décapités, et les levèrent au ciel contre ceux qui les avaient trahis. Cette scène funèbre sembla porter malheur à tous ceux qui en avaient été témoins, à François II, à Marie Stuart, au grand Guise, au chancelier Olivier, protestant dans le cœur, qui les avait condamnés et qui en mourut de remords (1).

A l'avènement du petit Charles (IX<sup>e</sup> du nom, Charles IX. 1560), le pouvoir appartenait à sa mère, Catherine de Médicis, si elle eût su le garder; elle ne fit que l'ôter aux Guises, chefs des catholiques, et le gouvernement resta isolé entre les deux partis. Ce n'était pas une Italienne, avec la vieille politique des Borgia, qui pouvait tenir la balance entre les hommes énergiques qui la méprisaient : elle n'était pas digne de cette époque de conviction, et l'époque elle-même ne l'était pas du chancelier

(1) Vieilleville, tom. xxvii, pag 425.

**L'Hôpital.** L'Hôpital (1), noble image de la froide sagesse, impuissante entre les passions. Guise ressaisit, comme chef de parti, le pouvoir qu'il avait perdu. La cour lui fournit un prétexte, en adoucissant les édits contre les réformés par ceux de Saint-Germain et de Janvier, et en admettant leurs docteurs à une discussion solennelle dans le colloque de Poissy. En même temps que les calvinistes se soulevaient à Nîmes, le duc de Guise, passant par Vassy en Champagne, ses gens se prirent de querelle avec quelques Huguenots qui étaient au prêche, et les massacrèrent [1562]. La guerre civile commença. *César*, disait le prince de Condé, *a passé le Rubicon*.

**Première guerre civile. 1562-1563.** A l'approche d'une lutte si terrible, les deux partis n'hésitèrent pas d'appeler l'étranger (2). Les vieilles barrières politiques qui séparaient les peuples tombèrent devant l'intérêt religieux. Les protestans demandèrent secours à leurs frères d'Allemagne; ils livrèrent le Havre aux Anglais, tandis que les Guises entraient dans un vaste plan formé, disait-on, par le roi d'Espagne pour écraser Genève et la Navarre, les deux sièges de l'hérésie, pour exterminer les calvinistes de France, et dompter ensuite les luthériens dans l'Empire (3).

(1) Le chancelier L'Hôpital, qui avait les fleurs de lis dans le cœur..... L'Étoile, tom. XLV, pag. 57.

(2) Lanoue, tom. XXXIV, pag. 123-157. Les étrangers ouvraient les yeux et frétilaient pour entrer en France.

(3) Mém. de Condé, t. III, p. 210.

De tous côtés les partis s'assemblaient (1), avec un farouche enthousiasme. Dans ces premières armées, ni jeu de hasard, ni blasphème, ni débauche (2); les prières se faisaient en commun le matin et le soir. Mais sous cette sainteté extérieure, les cœurs n'étaient pas moins cruels. Montluc, gouverneur de Guienne, parcourait sa province avec des bourreaux: *On pouvoit cognoistre*, dit-il lui-même, *par où il étoit passé, car par les arbres sur les chemins on en trouvoit les enseignes* (3). Dans le Dauphiné c'était un protestant, le baron des Adrets, qui précipitait ses prisonniers du haut d'une tour sur la pointe des piques.

Guise fut d'abord vainqueur à Dreux (4): il fit prisonnier Condé, le général des protestans, partagea son lit avec lui, et dormit profondément à côté de son ennemi mortel. Orléans, la place principale des religionnaires, ne fut sauvée que par l'assassinat du duc de Guise, qu'un protestant blessa par derrière d'un coup de pistolet [1563].

Mort de Fr.  
de Guise.  
1563.

(1) Lanoue, t. xxxiv, p. 125. La plupart de la noblesse délibéra de venir à Paris, imaginant comme à l'aventure que ses protecteurs pourroient avoir besoin d'elle... avec dix, vingt ou trente de leurs amis, portant armes couvertes, et logeant en hostelleries ou par les champs, en bien payant.

(2) Lanoue donne les mêmes éloges aux catholiques et aux protestans, t. xxxiv, p. 154.

(3) Montluc, t. xx.

(4) Voyez dans le Mém. de Condé, t. iv, les relations de la bataille de Dreux, attribuées à Coligni, p. 178, et à François de Guise, p. 688.

Quelles qu'aient été son ambition et ses liaisons avec Philippe II, la postérité pardonnera beaucoup à l'homme qui disait à son assassin : « Or ça, je » veux vous montrer combien la religion que je » tiens est plus douce que celle de quoi vous faites » profession : la vôtre vous a conseillé de me tuer » sans m'ouïr, n'ayant reçu de moi aucune offense ; » et la mienne me commande que je vous pardonne, » tout convaincu que vous êtes de m'avoir voulu » tuer sans raison. »

Traité  
d'Amboise.  
1563.

De  
Longjumeau.  
1568.

La reine-mère, délivrée d'un maître, traita avec les protestans [à Amboise, 1563], et se vit obligée, par l'indignation des catholiques, de violer peu à peu tous les articles du traité. Condé et Coligni essayèrent en vain de s'emparer du jeune roi; défaits à Saint-Denis, mais toujours redoutables, ils imposèrent à la cour la paix de Longjumeau [1568], *surnommée boiteuse et malassise*, laquelle confirma celle d'Amboise. Une tentative de la cour pour saisir les deux chefs décida une troisième guerre. Toute modération sortit des conseils du roi avec le chancelier L'Hôpital. Les protestans prirent La Rochelle pour place d'armes, au lieu d'Orléans; ils se cotisèrent pour payer leurs auxiliaires allemands, que le duc de Deux-Pont et le prince d'Orange leur amenaient à travers toute la France. Malgré leurs défaites de Jarnac et de Moncontour [1569], malgré la mort de Condé et la blessure de Coligni, la cour n'en fut pas moins obligée de leur accorder une troisième

paix [Saint-Germain, 1570]. Leur culte devait être libre dans deux villes par province; on leur laissait pour places de sûreté La Rochelle, Montauban, Cognac et la Charité. Le jeune roi de Navarre devait épouser la sœur de Charles IX (Marguerite de Valois). On faisait même espérer à Coligni de commander les secours que le roi voulait, disait-on, envoyer aux protestans des Pays-Bas. Les catholiques frémirent d'un traité si humiliant après quatre victoires; les protestans eux-mêmes, y croyant à peine, ne l'acceptèrent que par lassitude (1), et les gens sages attendaient de cette paix hostile quelque épouvantable malheur.

De  
St.-Germain.  
1570.

La situation des Pays-Bas n'était pas moins effrayante. Philippe II ne comprenait ni la liberté, ni l'esprit du Nord, ni l'intérêt du commerce; tous ses sujets, belges et bataves, se tournèrent contre lui, et les calvinistes, persécutés par l'Inquisition; et les nobles, désormais sans espoir de rétablir leur fortune ruinée au service de Charles-Quint; et les moines, qui craignaient les réformes ordonnées par le concile de Trente, ainsi que l'établissement de nouveaux évêchés dotés à leurs dépens; enfin, les bons citoyens, qui voyaient avec indignation l'introduction des troupes espagnoles et

Persécution  
en Flandre.

(1) L'admiral dit qu'il désireroit plutôt mourir que de retomber en ces confusions, et voir devant ses yeux commettre tant de maux. Lanoue, t. xxxiv. p. 290.



le renversement des vieilles libertés du pays. D'abord l'opposition des Flamands force le roi de rappeler son vieux ministre, le cardinal Granvelle [1563] ; les plus grands seigneurs forment la confédération *des Gueux* et pendent à leur col des écuelles de bois, s'associant ainsi au petit peuple [1566]. Les calvinistes lèvent la tête de tous côtés ; impriment plus de cinq mille ouvrages contre l'ancien culte, et, dans les seules provinces du Brabant et de la Flandre, pillent et profanent quatre cents églises (1).

Ce dernier excès combla la mesure. L'âme barbare de Philippe II couvait déjà les pensées les plus sinistres : il résolut de poursuivre et d'exterminer ces ennemis terribles, qu'il rencontrait partout, et jusque dans sa famille. Il enveloppa dans la même haine et l'opposition légale des nobles flamands, et les fureurs iconoclastes des calvinistes, et l'opiniâtre attachement des pauvres Mauresques à la religion, à la langue et au costume de leurs pères. Mais il ne voulut point agir sans la sanction de l'Église : il obtint de l'Inquisition une condamnation secrète de ses rebelles des Pays-Bas (2) ; il interrogea même les plus célèbres docteurs, entre autres Oraduy, professeur de théologie à l'université d'Alcala, sur les mesures qu'il devait prendre à l'égard des Mauresques ; Oraduy répondit par le

(1) Schiller, t. 1, p. 253, et t. 11, premières pages.

(2) Id., d'après Meteren, fol. 54.

proverbe : *des ennemis toujours le moins* (1). Le roi, confirmé dans ses projets de vengeance, jura de donner un exemple dans la personne de ses ennemis *de manière à faire tinter les oreilles de la chrétienté, dût-il mettre en péril tous ses états* (2).

Les conseils sanguinaires qu'il avait fait donner à la cour de France par le duc d'Albe (3), il commença à les suivre, sans distinction de personne, avec une atroce inflexibilité. Son fils, don Carlos, parlait d'aller se mettre à la tête des révoltés des Pays-Bas ; Philippe fit accélérer sa mort par les médecins [1568]. Il organise l'Inquisition en Amérique [1570]. Il désarme en un même jour tous les Mauresques de Valence, défend à ceux de Grenade la langue et le costume arabes, prohibe l'usage des bains, les *zambras*, les *leilas*, et jusqu'aux rameaux verts dont ces infortunés couvraient leurs tombeaux ; leurs enfans de plus de cinq ans doivent aller aux écoles pour apprendre la religion et la langue castillane [1563-68]. En même temps marchait d'Italie en Flandre le sanguinaire duc d'Albe, à la tête d'une armée fanatique comme

(1) Ferreras, t. 9, p. 525.

(2) Lettre de l'envoyé d'Espagne à Paris, adressée à la duchesse de Parme, gouvernante des Pays-Bas, citée par Schiller, 2<sup>e</sup> vol.

(3) Entrevue de Bayonne, 1566. On y entendit le duc d'Albe dire à la reine-mère, Catherine de Médicis, *que la tête d'un saumon valait mieux que celle de cent grenouilles*.

l'Espagne et corrompue comme l'Italie (1). Au bruit de sa marche, les Suisses s'armèrent pour couvrir Genève. Cent mille personnes, imitant le prince d'Orange, s'enfuirent des Pays-Bas (2). Le duc d'Albe établit dès son arrivée le *conseil des troubles*, le *conseil de sang*, comme disaient les Belges, qu'il composa en partie d'Espagnols [1567]. Tous ceux qui refusent d'abjurer, tous ceux qui ont assisté aux prêches, fussent-ils catholiques, tous ceux qui les ont tolérés, sont également mis à mort. Les *Gueux* sont poursuivis comme les hérétiques : ceux mêmes qui n'ont fait que solliciter le rappel de Granvelle sont recherchés et punis ; le comte d'Egmont, dont les victoires à Saint-Quentin et à Gravelines avaient honoré le commencement du règne de Philippe II, l'idole du peuple et l'un des plus loyaux serviteurs du roi, périt sur un échafaud. Les efforts des protestans d'Allemagne et de France, qui forment une armée à Louis de Nassau, fils du prince d'Orange, sont déconcertés par le duc d'Albe ; et pour mieux insulter ses victimes, il se fait élever dans sa citadelle d'Anvers une statue de bronze, qui foule aux pieds des esclaves, et qui menace la ville.

Même barbarie, même succès en Espagne ; Philippe saisit avec joie l'occasion de la révolte des

(1) Voy. les détails dans Meteren, liv, III, p. 52.

(2) Rien n'est fait, disait Granvelle, puisqu'on a laissé échapper le *Taciturne*.

**Mauresques pour accabler ce malheureux peuple. Au moment de tourner ses forces au dehors , il ne voulait laisser aucune résistance derrière lui. La pesanteur de l'oppression avait rendu quelque courage aux Mauresques : un fabricant de carmin , de la famille des Abencerrages , s'entendit avec quelques autres ; d'épaisses fumées s'élevèrent de montagne en montagne ; le drapeau incarnat fut relevé ; les femmes elles-mêmes s'armèrent de longues aiguilles d'emballeurs pour percer le ventre des chevaux : les prêtres furent partout massacrés. Mais bientôt arrivèrent les vieilles bandes de l'Espagne. Les Mauresques reçurent quelque faibles secours d'Alger ; ils implorèrent en vain ceux du sultan Sélim. Les vieillards , les enfans , les femmes suppliantes furent massacrés sans pitié. Le roi ordonna qu'au-dessus de dix ans tous ceux qui restaient deviendraient esclaves [1571] (1).**

**Le faible et honteux gouvernement de la France ne voulut pas rester en arrière. L'exaspération des catholiques était devenue extrême , lorsqu'aux noces du roi de Navarre et de Marguerite de Valois , ils virent arriver dans Paris ces hommes sombres et sévères qu'ils avaient souvent rencontrés sur les champs de bataille , et dont ils regardaient la présence comme leur honte. Ils se comptèrent et commencèrent à jeter des regards sinistres sur**

**Saint-  
Barthélemi.  
1572.**

**(1) Ferreras , t. ix et x. — Cabrera , 1610 , p. 465-661 , *passim*.**

leurs ennemis. Sans faire honneur à la reine-mère ni à ses fils d'une dissimulation si longue et d'un plan si fortement conçu, on peut croire que la possibilité d'un tel événement avait été pour quelque chose dans les motifs de la paix de Saint-Germain. Cependant un crime si hardi ne serait pas entré dans leur résolution s'ils n'eussent craint un instant l'ascendant de Coligni sur le jeune Charles IX. Sa mère et son frère, le duc d'Anjou, qu'il commençait à menacer, ramenèrent à eux par la peur cette âme faible et capricieuse, où tout se tournait en fureur, et lui firent résoudre le massacre des protestans aussi facilement qu'il aurait ordonné celui des principaux catholiques. Le 24 août 1572, sur les deux ou trois heures de la nuit, la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois sonna, et le jeune Henri de Guise, croyant venger son père, commença le massacre en égorgeant Coligni. Alors on n'entendit plus qu'un cri : *Tue ! Tue !* La plupart des protestans furent surpris dans leurs lits. Un gentilhomme fut poursuivi la hallebarde dans les reins jusque dans la chambre et dans la ruelle de la reine de Navarre. Un catholique se vanta d'avoir racheté des *massacreurs* plus de trente huguenots pour les torturer à plaisir. Charles IX fit venir son beau-frère et le prince de Condé, et leur dit : *La messe ou la mort !* On assure que, d'une fenêtre du Louvre, il tira avec une arquebuse sur les protestans qui fuyaient de l'autre côté de l'eau. Le lendemain une aubépine ayant fleuri dans le cimetière



des Innocens, le fanatisme fut ranimé par ce prétendu miracle, et le massacre recommença. Le roi, la reine-mère et toute la cour allèrent à Montfaucon voir ce qui restait du corps de l'amiral (1). Il faut ajouter L'Hôpital aux victimes de la Saint-Barthélemi; lorsqu'il apprit l'exécrable nouvelle, il voulait qu'on ouvrit les portes de sa maison aux massacreurs qui viendraient; il n'y survécut que six mois, répétant toujours : *Excidat illa dies œvo* (2) !

(1) De Thou, t. xxxvii, p. 233.

(2) *Collect. des Mém.*, t. xxxvii, Marguerite de Valois, 49-59, et de Thou, 230-3; xxxv. Avis du maréchal de Tavannes, donnés au roi sur les affaires de son royaume après la paix de Saint-Germain, xlv, L'Étoile, 73-8; 1<sup>er</sup> vol. (de la seconde série), Sully, 225-246; voyez surtout dans le tom. xlv (de la première série), Discours du roi Henri III à un personnage d'honneur et de qualité (Miron, son médecin), étant près de Sa Majesté à Cracovie, des causes et motifs de la Saint-Barthélemi, 496-510.

« ..... Or, après avoir reposé seulement deux heures la nuict,  
 « ainsi que le jour commençoit à poindre, le roy, la royne ma  
 « mère et moi allasmes au portail du Louvre, joignant le jeu de  
 « paulme, en une chambre qui regarde sur la place de la basse  
 « court pour voir le commencement de l'exécution; où nous ne  
 « fusmes pas long-temps; ainsi que nous considérions les évê-  
 « nemens et la conséquence d'une si grande entreprise, à laquelle,  
 « pour dire vray, nous n'avions jusques alors guière bien pensé,  
 « nous entendismes à l'instant tirer un coup de pistolet; et ne  
 « sçaurois dire en quel endroict ni s'il offença quelqu'un : bien  
 « sçay-je que le son seulement nous blessa tous trois si avant en  
 « l'esprit qu'il offença nos sens et nostre jugement, esprits de  
 « terreur et d'appréhension des grands désordres qui s'alloient

Une chose aussi horrible que la Saint-Barthélemi, c'est la joie qu'elle excita. On en frappa des médailles à Rome, et Philippe II félicita la cour de France. Il croyait le protestantisme vaincu. Il associait la Saint-Barthélemi et les massacres ordonnés par le duc d'Albe au glorieux événement de la bataille de Lépante, dans laquelle les flottes d'Espagne, du pape et de Venise, commandées par don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, avaient, l'année précédente, anéanti la marine ottomane. Les Turcs vaincus sur mer, les Mauresques réduits, les hérétiques exterminés en France et aux Pays-Bas, semblaient frayer la route au roi d'Espagne vers cette monarchie universelle à laquelle son père avait en vain aspiré.

» lors commettre ; et pour y obvier envoyasmes soudainement  
 » et en toute diligence un gentilhomme vers M. de Guise, pour  
 » luy dire et expressément commander de nostre part qu'ils se  
 » retirast en son logis, et qu'ils se gardast bien de rien entre-  
 » prendre sur l'admiral, ce seul commandement faisant cesser  
 » tout le reste. Mais tost après le gentilhomme retournant nous  
 » dit que M. de Guise luy avoit répondu que le commandement  
 » estoit venu trop tard, et que l'admiral estoit mort, et qu'on  
 » commençoit à exécuter par tout le reste de la ville. Ainsi re-  
 » tournasmes à notre première délibération, et peu après nous  
 » laissasmes suivre le fil et le cours de l'entreprise et de l'exé-  
 » cution. Voilà, Monsieur, la vraye histoire de la Saint-Barthé-  
 » lemy, qui m'a troublé ceste nuit l'entendement. »

## CHAPITRE X.

SUITE JUSQU'A LA MORT D'HENRI IV , 1572-1610. COUP-D'OEIL  
SUR LA SITUATION DES PUISSANCES BELLIGÉRANTES APRÈS LES  
GUERRES DE RELIGION.

Mort de Charles , IX , 1574. — Insurrections des Pays-Bas ,  
1572. Union d'Utrecht , 1579. — Formation de la Ligue en  
France , 1577. Puissance des Guises. Bataille de Coutras ,  
1587. Barricades , États de Blois , 1588. Assassinat de  
Henri III , 1589. Avènement d'Henri IV. — Mort de Marie  
Stuart , 1587. Armement et mauvais succès de Philippe II ,  
1588. Grandeur d'Élisabeth.

---

« Le roi Charles, oyant, le soir du même jour et  
» tout le lendemain, conter les meurtres et tueries  
» qui s'y étoient faits des vieillards , femmes et  
» enfans , tira à part maître Ambroise Paré , son  
» premier chirurgien, qu'il aimoit infiniment quoi-  
» qu'il fust de la religion, et lui dit : Ambroise, je  
» ne sçay ce qui m'est survenu depuis deux ou trois  
» jours mais je me trouve l'esprit et le corps grande-  
» ment esmeus , voire tout ainsi que si javois la  
» fièvre, me semblant à tout moment , aussi bien  
» veillant que dormant, que ces corps massacrez

Mort  
de Charles IX.  
1574.

» se présentent à moy les faces hydeuses et cou-  
 » vertes de sang ; je voudrois que l'on n'y eust pas  
 » compris les imbéciles et innocens (1). » Dès-lors  
 il ne fit plus que languir, et dix-huit mois après un  
 flux de sang l'emporta [1574].

Henri III.

Le crime avait été inutile. Dans plusieurs villes  
 les gouverneurs refusèrent de l'exécuter. Les cal-  
 vinistes, se jetant dans La Rochelle, dans Sancerre,  
 et d'autres places du midi, s'y défendirent en  
 désespérés. L'horreur qu'inspirait la Saint-Bar-  
 thélemy leur donna des auxiliaires en créant parmi  
 les catholiques le parti modéré, qu'on appelait celui  
 des *politiques*. Le nouveau roi, Henri III, qui revint  
 de Pologne pour succéder à son frère, était connu  
 pour un des auteurs du massacre. Son propre  
 frère, le duc d'Alençon, s'enfuit de la cour avec le  
 jeune roi de Navarre, et réunit ainsi les *politiques*  
 et les calvinistes.

Philippe perd  
 la moitié  
 des Pays-Bas.

Aux Pays-Bas, la tyrannie du duc d'Albe n'avait  
 pas mieux réussi. Tant qu'il se contenta de dresser  
 des échafauds, le peuple resta tranquille ; il vit,  
 sans se révolter, tomber les têtes les plus illustres  
 de la noblesse. Il n'existait qu'un moyen de rendre  
 le mécontentement commun aux catholiques et aux  
 protestans, aux nobles et aux bourgeois, aux Belges  
 et aux Bataves, c'était d'établir des impôts vexa-  
 toires, et de laisser le soldat mal payé rançonner

(1) Sully, 1<sup>er</sup> vol. de la *Coll. des Mém.* (deuxième série),  
 p. 245.

les habitans : le duc d'Albe fit l'un et l'autre. L'impôt du dixième , établi sur les denrées , fit intervenir dans les moindres ventes , sur les marchés, dans les boutiques, les agens du fisc espagnol. Les amendes innombrables , les vexations continuelles irritèrent toute la population. Pendant que les boutiques se ferment, et que le duc d'Albe fait pendre les marchands coupables d'avoir fermé, les *gueux marins* (c'est ainsi qu'on désignait les fugitifs qui vivaient de piraterie), chassés des ports de l'Angleterre sur la réclamation de Philippe II, s'emparent du fort de Brielle en Hollande [1572] , et commençant la guerre dans ce pays coupé par tant de bras de mer, de fleuves et de canaux. Une foule de villes chassent les Espagnols. Peut-être restait-il encore quelque moyen de pacification ; mais le duc d'Albe apprit aux premières villes qui se rendirent qu'elles n'avaient ni clémence, ni bonne foi à espérer. A Rotterdam, à Malines , à Zutphen, à Naerden, les capitulations furent violées, les habitans massacrés. Harlem , sachant ce qu'elle devait attendre, rompit les digues , et envoya dix têtes espagnoles pour paiement du dixième denier. Après une résistance mémorable, elle obtint son pardon, et le duc d'Albe confondit dans un massacre général les malades et les blessés. Les soldats espagnols eurent eux-mêmes quelques remords de ce manquement de foi, et en expiation, ils consacrèrent une partie du butin à bâtir une maison aux jésuites de Bruxelles.



Sous les successeurs du duc d'Albe , la licence des troupes espagnoles , qui pillèrent Anvers , força les provinces vallones de s'unir , dans la révolte , à celles du nord [ 1576 ] ; mais cette alliance ne pouvait être durable. La révolution se consolida en se concentrant dans le nord par l'union d'Utrecht , fondement de la république des Provinces-Unies [ 1579 ]. L'intolérance des protestans ramena les provinces méridionales sous le joug du roi d'Espagne. La population batave , toute protestante , toute allemande de caractère et de langue , toute composée de bourgeois livrés au commerce maritime , attira ce qui lui était analogue dans les provinces du midi. Les Espagnols purent reconquérir dans la Belgique les murs et le territoire ; mais la partie la plus industrielle de la population leur échappa.

Les insurgés avaient offert successivement de se soumettre à la branche allemande de la maison d'Autriche , à la France , à l'Angleterre. L'archiduc Mathias ne leur amena aucun secours. Don Juan , frère et général de Philippe II , le duc d'Anjou , frère de Henri III , Leicester , favori d'Élisabeth , qui voulurent successivement se faire souverains des Pays-Bas , se montrèrent également perfides [ 1577 ; 1582 , 1587 ]. La Hollande , regardée comme une proie par tous ceux à qui elle s'adressait , se décida enfin , faute d'un souverain , à rester en république. Le génie de cet État naissant fut le prince d'Orange , qui , abandonnant les

provinces méridionales à l'invincible duc de Parme, lutte contre lui par la politique jusqu'à ce qu'un fanatique armé par l'Espagne l'eût assassiné [1584].

Pendant que Philippe perdait la moitié des Pays-Bas, il gagnait le royaume de Portugal. Le jeune roi don Sébastien s'était jeté sur la côte d'Afrique avec dix mille hommes, dans le vain espoir de la conquérir et de percer jusqu'aux Indes. Ce héros du temps des croisades ne fut, au seizième siècle, qu'un aventurier. Son oncle, le cardinal D. Henri, qui lui succéda, étant mort peu après, Philippe II s'empara du Portugal malgré la France et les Portugais eux-mêmes [1580].

La Ligue.  
1577.

En France tout lui réussissait. La versatilité d'Henri III, celle du duc d'Alençon, qui se mit à la tête des protestans français et ensuite de ceux des Pays-Bas, avait décidé le parti catholique à chercher un chef hors de la famille royale. Par le traité de 1576, le roi avait accordé aux calvinistes la liberté du culte dans tout le royaume, excepté Paris : il leur donnait une chambre mi-partie dans chaque parlement, et plusieurs villes de sûreté (Angoulême, Niort, la Charité, Bourges, Saumur et Mézières), où ils devaient tenir des garnisons payées par le roi. Ce traité détermina la formation de la Ligue [1577]. Les associés juraient de défendre la religion, *de remettre les provinces aux mêmes droits, franchises et libertés qu'elles avaient au temps de Clovis*, de procéder contre ceux qui

persécuteraient l'Union, *sans acception de personne*, enfin de *rendre prompte obéissance et fidèle service au chef qui serait nommé* (1). Le roi crut devenir maître de l'association en s'en déclarant le chef. Il commençait à entrevoir les desseins du duc de Guise ; on avait trouvé dans les papiers d'un avocat, mort à Lyon en revenant de Rome, une pièce dans laquelle il disait que les descendants de Hugues Capet avaient régné jusque là illégitimement et par une usurpation maudite de Dieu ; que le trône appartenait aux princes lorrains, vraie postérité de Charlemagne. La mort du frère du roi encouragea ces prétentions [1584]. Henri n'ayant point d'enfant, et la plupart des catholiques repoussant du trône le prince hérétique auquel revenait la couronne, le duc de Guise et le roi d'Espagne, beau-frère de Henri III, s'unirent pour détrôner le roi, sauf ensuite à se disputer ses dépouilles. Ils n'eurent que trop de facilités pour le rendre odieux. Les revers de ses armées semblaient autant de trahisons : le faible prince était à la fois battu par les protestans et accusé par les catholiques. La victoire de Coutras, où le roi de Navarre s'illustra par sa valeur et par sa clémence envers les vaincus [1587], mit le comble à l'irritation des catholiques. Pendant que la ligue s'organisait dans la capitale, Henri III, partagé entre les soins d'une dévo-

Bataille  
de Coutras.  
1587.

(1) Premier vol. de la *Coll. des Mém.* (deuxième série), p. 66.

tion monastique et les excès d'une débauche dégoûtante, donnait à tout Paris le spectacle de sa prodigalité scandaleuse et de ses goûts puérils. Il dépensait douze cent mille francs aux noces de Joyeuse, son favori, et n'avait pas de quoi payer un messenger pour envoyer au duc de Guise une lettre de laquelle dépendait le salut du royaume. Il passait le temps à arranger les collets de la reine et à friser lui-même ses cheveux. Il s'était fait prieur de la confrérie des pénitens blancs. « Au commencement de novembre, le roy fit mettre sus par les églises de Paris, les oratoires, autrement dits les paradis, où il alloit tous les jours faire ses aumônes et prières en grande dévotion, laissant ses chemises à grands godrons, dont il étoit auparavant si curieux, pour en prendre à collet renversé à l'italienne. Il alloit ordinairement en coche avec la reine sa femme, par les rues et maisons de Paris, prendre les petits chiens damerets, se faisoit lire la grammaire et apprenoit à décliner (1). »

Ainsi la crise devenait imminente en France et dans tout l'Occident [1585-1588]. Elle semblait devoir être favorable à l'Espagne : la prise d'Anvers par le prince de Parme, le plus mémorable fait d'armes du seizième siècle, complétait la réduction de la Belgique [1585]. Le roi de France avait été obligé de se mettre à la discrétion des

(1) L'Étoile, t. XLV, p. 123.

Guises (même année), et la Ligue prenait pour foyer une ville immense, où le fanatisme religieux se fortifiait du fanatisme démocratique [1588]. Mais le roi de Navarre résista, contre toute vraisemblance, aux forces réunis des catholiques [1586-7]; Élisabeth donna une armée aux Provinces-Unies [1585], de l'argent au roi de Navarre [1585]; elle déjoua toutes les conspirations [1584-5-6]; et frappa l'Espagne et les Guises dans la personne de Marie Stuart.

Mort  
de  
Marie-Stuart.  
1587.

Long-temps Élisabeth avait répondu aux instances de ses conseillers : *Puis-je tuer l'oiseau qui s'est réfugié dans mon sein?* Elle avait accepté des broderies et des robes de Paris que lui offrait sa captive. Mais l'irritation croissante de la grande lutte européenne, les craintes qu'on inspirait sans cesse à Élisabeth pour sa propre vie, la puissance mystérieuse du jésuite Persons, qui, du continent, remuait l'Angleterre, portèrent la reine aux dernières extrémités (1).

(1) Un prêtre catholique ayant été pendu sous ses croisées mêmes, Marie comprit son sort et demanda la vie à toute condition : elle écrivait à Élisabeth : « Je vous supplie, Madame, » les mains jointes, de me délivrer de cette longue et misérable » captivité.... Vous avez dit à mon secrétaire que vous ne vou- » liez persécuter personne à cause de sa religion seulement. Pour » l'amour de Dieu, Madame, persistez dans cette sainte résolu- » tion, digne de vous, digne de votre sang. Le siècle présent a » suffisamment prouvé, dans toute l'étendue de la chrétienté, » que la force humaine ne peut l'emporter sur la conscience. » En ce qui me concerne, si ma religion est le but où visent



Malgré l'intervention des rois de France et d'Écosse, Marie fut condamnée à mort par une commission, comme coupable d'avoir conspiré avec les étrangers pour l'invasion de l'Angleterre et la mort d'Élisabeth. Une salle avait été tendue de noir dans le château de Fotheringay ; la reine d'Écosse y parut couverte de ses plus riches habillemens ; elle consola ses domestiques en pleurs, protesta de son innocence et pardonna à ses ennemis. Élisabeth aggrava l'horreur de cette révolution cruelle par des regrets affectés et des dénégations hypocrites [1587].

La mort de Marie ne fut nulle part plus ressentie qu'en France. Mais qui l'aurait vengée ? son beau-frère, Henri III, tombait du trône ; son cousin, Henri de Guise, croyait y monter. *La France était folle de cet homme-là, car c'est trop peu dire amoureuse.* Depuis ses succès sur les Allemands, alliés du roi de Navarre, le peuple ne l'appelait plus que *le nouveau Gédéon, le nouveau Machabée* ; les nobles le nommaient *notre grand*. Il n'avait qu'à venir à Paris pour en être le maître ; le roi le lui défend, et il arrive : toute la ville court au-devant de lui en criant : *Vive le duc de Guise ! Hosannah filio David !* Il brave le roi dans son

Barricades.  
1588.

» mes ennemis, je suis prête, grâce à Dieu, à courber mon  
» cou sous la hache, et à verser mon sang à la face des nations  
» chrétiennes : je regarderai comme un bonheur d'être la pre-  
» mière victime ; ce n'est pas une vaine ostentation, vous savez  
» que je ne suis pas hors de danger. »

Louvre, à la tête de quatre cents gentilshommes. Dès-lors les Lorrains croient avoir cause gagnée : le roi sera jeté dans un couvent; la duchesse de Montpensier, sœur du duc de Guise, montre les ciseaux d'or avec lesquels elle doit tondre le *Valois*. Le peuple élève partout des barricades, désarme les Suisses que le roi venait de faire entrer dans Paris, et les eût tous massacrés sans le duc de Guise. Un moment d'irrésolution lui fit tout perdre : pendant qu'il diffère d'attaquer le Louvre, la vieille Catherine de Médicis l'amuse par des propositions, et le roi se sauve à Chartres. Guise essaya en vain de se rattacher au parlement. *C'est grand pitié, Monsieur*, lui dit le président Achille de Harlai, *quand le valet chasse le maître ; au reste, mon âme est à Dieu, mon cœur au roi, mon corps entre les mains des méchants.*

tats de Blois. Le roi, délivré, mais abandonné de tout le monde, fut obligé de céder : il approuva tout ce qui s'était fait, livra au duc un grand nombre de villes, le nomma généralissime des armées du royaume, et convoqua les États-Généraux à Blois. Le duc de Guise voulait un plus haut titre ; il abreuva le roi de tant d'ouvrages, qu'il arracha au plus timide des hommes une révolution hardie, celle de l'assassiner.

« Le jeudi 22 décembre 1588, le duc de Guise se mettant à table pour dîner, trouva sous sa serviette un billet dans lequel était écrit : « Donnez-vous de garde, on est sur le point de vous jouer

» un mauvais tour. » L'ayant lu , il écrivit au bas : *on n'oseroit*, et il le rejeta sous la table. « Voilà , » dit-il , le neuvième d'aujourd'hui. » Malgré ces avertissemens , il persista à se rendre au conseil ; et comme il traversait la chambre où se tenaient *les quarante-cinq gentilshommes ordinaires* , il fut égorgé (1).

(1) « Le 23 , à quatre heures du matin , le roy demanda à son valet de chambre les clefs des petites cellules qu'il avoit fait dresser pour des capucins. Il descendit , et de fois à d'autres il alloit lui-même regarder en sa chambre si les *quarante-cinq* y étoient arrivés , et à mesure qu'il y en trouvoit , les faisoit monter et les enfermoit..... Et peu après que le duc de Guise fut assis au conseil. « J'ai froid , dit-il , le cœur me fait mal ; que l'on fasse du feu ; » et s'adressant au sieur de Morfontaine , trésorier de l'épargne : « Monsieur de Morfontaine , je vous prie de dire à M. de Saint-Prix , premier valet de chambre du roy , que je le prie de me donner des raisins de Damas ou de la conserve de roses..... » Le duc de Guise met des prunes dans son drageoir , jette le demeurant sur le tapis. « Messieurs , dit-il , qui en veut ? » , et se lève. Mais , ainsi qu'il est à deux pas près de la porte du vieux cabinet , prend sa barbe avec la main droite et tourne le corps et la face à demi pour regarder ceux qui le suivoient , fut tout soudain saisi au bras par le sieur de Montsery l'aîné , qui était près de la cheminée , sur l'opinion qu'il eut que le duc voulut se reculer pour se mettre en défense ; et tout d'un temps est par lui-même frappé d'un coup de poignard dans le sein , disant : « Ah ! traître , tu en mourras. » Et en même temps le sieur des Effranats se jette à ses jambes , et le sieur de Saint-Malines lui porte par le derrière un grand coup de poignard près de la gorge , dans la poitrine , et le sieur de Loignac un coup d'épée dans les reins. Et bien qu'il eust son épée engagée de son manteau , et les jambes saisies , il ne laissa pas pourtant (tant il étoit puissant) de les entraîner d'un bout

Destruction  
de l'Armada.

Pendant cette tragédie, qui favorisait plutôt qu'elle ne contrariait les desseins de l'Espagne, Philippe II entreprenait la conquête de l'Angleterre et la vengeance de Marie Stuart. Le 3 juin 1588 sortit de l'embouchure du Tage le plus formidable armement qui eût jamais effrayé la chrétienté : cent trente-cinq vaisseaux d'une grandeur jusque là inouïe, huit mille matelots, dix-neuf

de la chambre à l'autre, jusqu'au pied du lit du roy, où il tomba..... Lequel étant en son cabinet, leur ayant demandé s'ils avoient fait, en sortit et donna un coup de pied par le visage à ce pauvre mort, tout ainsi que ledit duc de Guise en avoit donné au feu amiral : chose remarquable, avec une, que le roi l'ayant un peu contemplé, dit tout bas : « Mon dieu, qu'il est grand ! il paroît encore plus grand mort que vivant. »

» Le sieur de Beaulieu, apercevant en ce corps quelque petit mouvement, il lui dit : « Monsieur, cependant qu'il vous reste quelque peu de vie, demandez pardon à Dieu et au roy. » Alors, sans pouvoir parler, jetant un grand et profond soupir, comme d'une voix enrouée, il rendit l'âme, fut couvert d'une manteau gris, et au-dessus mis une croix de paille. Il demeura bien deux heures durant en cette façon, puis fut livré entre les mains du sieur de Richelieu, grand prévost de France, lequel, par le commandement du roy, fit brûler le corps par son exécuteur en cette première salle, qui est en bas, à la main droite en entrant dans le château ; et à la fin jeter les cendres en la rivière. »

Relation de la mort de MM. le duc et le cardinal de Guise, par le sieur Miron, médecin du roy Henri III, XLV<sup>e</sup> vol. de la *Coll. des Mém.* ; L'Étoile, même vol. ; Palma Coyet, xxxviii ; et Sully, 1<sup>er</sup> vol., p. 100-8.

Sur les Barricades, voyez les mêmes mémoires, et particulièrement le procès-verbal de Nicolas Poulain, lieutenant de la prévosté de l'Île-de-France, XLV<sup>e</sup> vol.

mille soldats , la fleur de la noblesse espagnole , et Lope de Vega sur la flotte pour chanter la victoire. Les Espagnols , ivres de ce spectacle , décorèrent cette flotte du nom d'*invincible armada*. Elle devait rejoindre aux Pays-Bas le prince de Parme , et protéger le passage de trente-deux mille vieux soldats ; la forêt de Waes en Flandre s'était changée en bâtimens de transport. L'alarme était extrême en Angleterre : on montrait aux portes des églises les instrumens de torture que les inquisiteurs apportaient sur la flotte espagnole. La reine parut à cheval devant les milices assemblées à Teukisbury , et promit de mourir pour son peuple. Mais la force de l'Angleterre était dans sa marine. Sous l'amiral Howard servaient les plus grands hommes de mer du siècle , Drake , Hawkins , Forbisher. Les petits vaisseaux anglais harcelèrent la flotte espagnole , déjà maltraitée par les élémens ; ils la troublèrent par leurs brûlots ; le prince de Parme ne put sortir des ports de Flandre , et les restes de cet armement formidable , poursuivis par la tempête sur les rivages d'Écosse et d'Irlande , vinrent se cacher dans les ports de l'Espagne.

Le reste de la vie d'Élisabeth ne fut qu'un triomphe : elle rendit inutiles les entreprises de Philippe II sur l'Irlande , et poursuivit sa victoire sur toutes les mers. L'enthousiasme de l'Europe , exalté par de tels succès , prit la forme la plus flatteuse pour une femme , celle d'une ingénieuse galanterie. On oublia l'âge de la reine (55 ans).



Henri IV déclarait à l'ambassadeur d'Angleterre qu'il la trouvait plus belle que sa Gabrielle. Shakspeare la proclamait *la belle vestale assise sur le trône d'Occident* ; mais aucun hommage ne la touchait plus que ceux du spirituel Walter Raleigh et du jeune et brillant comte d'Essex : le premier avait commencé sa fortune en jetant son manteau , le plus précieux qu'il possédât alors , sous les pieds de la reine qui traversait un endroit fangeux ; d'Essex l'avait charmée par son héroïsme. Il s'était sauvé de la cour , malgré ses ordres , pour prendre part à l'expédition de Cadix : il y sauta le premier à terre , et , si on l'eût cru , Cadix serait peut-être resté aux Anglais. Son ingratitude et sa fin tragique attristèrent seules les derniers jours d'Élisabeth.

---

---

§ II. — *Jusqu'à la mort de Henri IV. Coup-d'œil sur la situation des puissances belligérantes.*

Mayenne. — Combat d'Arques. — Bataille d'Ivry, 1590. — États de Paris, 1593. — Abjuration et absolution d'Henri IV, 1593-1595. — Édit de Nantes. — Paix de Vervins, 1598. — Épuisement de l'Espagne; expulsion des Maures de Valence, 1609. — Administration d'Henri IV; richesse de la France. — Assassinat d'Henri IV, 1610.

---

Philippe II, repoussé de la Hollande et de l'Angleterre, tournait toutes ses forces contre la France; le duc de Mayenne, frère de Guise, non moins habile, mais moins populaire, ne pouvait balancer l'or et les intrigues de l'Espagne.

Dès que la nouvelle de la mort de Guise parvint à Paris, le peuple prit le deuil, les prédicateurs tonnèrent; on tendait de noir les églises; on plaçait sur les autels les images du roi en cire, et on les perçait d'aiguilles. Mayenne fut créé chef de la Ligue, les États nommèrent quarante personnes pour gouverner. Bussi-Leclerc, devenu, de maître d'armes et de procureur, gouverneur de la Bastille, y conduisit la moitié du Parlement. Henri III n'eut d'autre ressource que de se jeter dans les bras du

Assassinat  
de Henri III.  
1589.

roi de Navarre : tous deux vinrent assiéger Paris. Ils campaient à Saint-Cloud, lorsqu'un jeune moine, nommé Clément, assassina Henri III d'un coup de couteau dans le bas ventre. La duchesse de Montpensier, sœur du duc Guise, qui attendait la nouvelle sur la route, l'apporta la première, presque folle de joie. On offrit dans les églises l'image de Clément à l'adoration du peuple ; sa mère, pauvre paysanne de Bourgogne, étant venue à Paris, la foule se porta au-devant d'elle en criant : *Heureux le sein qui vous a porté et les mamelles qui vous ont allaité !* [1589.]

Henri IV.

Henri IV, abandonné de la plupart des catholiques, fut bientôt serré de près par Mayenne, qui se faisait fort de l'amener aux Parisiens pieds et poings liés. Déjà on louait des fenêtres pour le voir passer. Mais Mayenne avait affaire à un adversaire qui ne dormait pas, et *qui usait*, comme disait le prince de Parme, *plus de bottes que de souliers* (1) : il attendit Mayenne près d'Arques en Normandie, et combattit avec trois mille hommes contre trente mille. Henri, fortifié d'une foule de gentilshommes, vint à son tour attaquer Paris et pilla le faubourg Saint-Germain. L'année suivante [1590], nouvelle victoire à Ivry sur l'Eure, où il battit Mayenne et les Espagnols. On sait les paroles qu'il adressa à ses troupes avant la bataille : *Mes compagnons, si vous*

Arques.

(1) *Satire Ménippée*, 1712, p. 49. — Le duc de Mayenne était dormeur et chargé d'embonpoint.

*courez ma fortune, je cours aussi la vôtre. Je veux vaincre ou mourir avec vous..... Gardez bien vos rangs, je vous prie, et si vous perdez vos enseignes, cornettes ou guidons, ne perdez point de vue mon panache blanc, vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur et de la victoire (Péréfixe). D'Ivri, il vint bloquer la capitale : cette malheureuse ville, en proie aux fureurs des Seize et à la tyrannie des soldats espagnols, fut réduite aux dernières extrémités de la famine : on y fit du pain avec les ossements des morts ; des mères y mangèrent leurs enfans ; les Parisiens, opprimés par leurs défenseurs, ne trouvaient de pitié que dans le prince qui les assiégeait. Il laissa passer une grande partie des bouches inutiles ; Faudra-t-il donc, disait-il, que ce soit moi qui les nourrisse ? Il ne faut point que Paris soit un cimetière ; je ne veux point régner sur des morts. Et encore : Je ressemble à la vraie mère de Salomon ; j'aimerais mieux n'avoir point de Paris, que de l'avoir déchiré en lambeaux. Paris ne fut délivré que par l'arrivée du prince de Parme, qui, par ses savantes manœuvres, força Henri de lever le siège, et retourna ensuite aux Pays-Bas.*

Ivri.

Cependant le parti de la Ligue s'affaiblissait de jour en jour. Le lien de ce parti était la haine du roi ; il avait préparé sa propre dissolution en assassinant Henri III. Il s'était divisé alors en deux factions principales, celle des Guises, appuyée surtout par la noblesse et le parlement, et celle de l'Espagne, soutenue par d'obscurs démagogues. La seconde,

concentrée dans les grandes villes , et sans esprit militaire , se caractérisa par la persécution des magistrats [1589-91] ; Mayenne la réprima [1591] , mais en ôtant à la Ligue son énergie démocratique. Cependant les Guises , deux fois battus , deux fois bloqués dans Paris , ne pouvaient se soutenir sans l'appui de ces mêmes Espagnols dont ils proscri-vaient les agens. Les divisions éclatèrent aux États de Paris [1593] ; Mayenne y fit échouer les prétentions de Philippe II , mais non pas à son profit. La Ligue , véritablement dissoute dès ce moment , perdit son prétexte par l'abjuration et surtout par l'absolution de Henri IV [1593-95] , son principal point d'appui par l'entrée du roi dans la capitale [1594]. Il pardonna à tout le monde , et fit , le soir même du jour de son entrée , la partie de madame de Montpensier. Dès-lors , la Ligue ne fit plus que ridicule , et la satire Ménippée lui porta le coup de grâce. Henri racheta son royaume pièce à pièce des mains des grands qui se le partageaient.

Abjuration  
de Henri IV.  
1594.

En 1595 , la guerre civile fit place à la guerre étrangère. Le roi tourna contre les Espagnols l'ardeur militaire de la nation. Dans la mémorable année 1598 , Philippe II fléchit enfin ; tous ses projets avaient échoué , ses trésors étaient épuisés , sa marine presque ruinée. Il renonça à ses prétentions sur la France (2 mai) , et transféra les Pays-Bas à sa fille (6 mai). Elisabeth et les provinces-Unies s'alarmèrent de la paix de Vervins et resserrèrent leur alliance ; Henri IV avait mieux vu que rien

Paix  
de Vervins.  
1598.



n'était plus à craindre de Philippe II (mort le 13 septembre). Le roi de France termina les troubles intérieurs en même temps que la guerre étrangère, en accordant la tolérance religieuse et des garanties politiques aux protestans (Édit de Nantes, avril).

La situation des puissances belligérantes, après ces longues guerres, présente un contraste frappant. C'est le maître des deux Indes qui est ruiné. L'épuisement de l'Espagne ne fait que s'accroître sous le règne du cardinal de Lerma et du comte-duc d'Olivarès, favori de Philippe III et de Philippe IV. L'Espagne ne produisant plus de quoi acheter les métaux de l'Amérique, ils cessent de l'enrichir. De tout ce qu'on importe en Amérique, un vingtième au plus est manufacturé en Espagne. A Séville, les seize cents métiers qui travaillaient la laine et la soie en 1536 sont réduits à quatre cents vers 1621. Dans une même année [1609], l'Espagne chasse un million de sujets industriels (les Maures de Valence), et se voit forcée d'accorder une trêve de douze ans aux Provinces-Unies.

Au contraire, la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies prennent un accroissement rapide de population, de richesse et de grandeur.

Dès 1595, Philippe II, en fermant aux Hollandais le port de Lisbonne, les avait forcés de chercher aux Indes les denrées de l'Orient, et d'y fonder un empire sur les ruines de celui des Portugais. La république fut troublée au dedans par les que-

Épuisement  
de l'Espagne.  
  
Prosperité  
de  
l'Angleterre,  
des Pays-Bas,  
et  
de la France.

relles du stathouder et du syndic (Maurice d'Orange et Barnevelt), par la lutte du pouvoir militaire et de la liberté civile, du parti de la guerre et de celui de la paix (Gomaristes et Arminiens): mais le besoin de la défense nationale assura la victoire au premier de ces deux partis. Il en coûta la vie au vénérable Barnevelt, décapité à soixante-dix ans [1619].

A l'expiration de la trêve de douze ans, ce ne fut plus une guerre civile, mais une guerre régulière, une guerre savante, une école pour tous les militaires de l'Europe. L'habileté du général des Espagnols, le célèbre Spinola, fut balancée par celle du prince Frédéric Henri, frère et successeur de Maurice.

Cependant la France était sortie de ses ruines sous Henri IV. Malgré les faiblesses de ce grand roi, malgré les fautes mêmes qu'un examen attentif peut faire découvrir dans son règne, il n'en mérita pas moins le titre auquel il aspirait, celui de restaurateur de la France (1). « Il mit tous ses soins à

(1) « Si je voulois acquérir le titre d'orateur, disait-il dans  
 » l'Assemblée des notables de Rouen, j'aurois appris quelque  
 » belle harangue, et la prononcerois avec assez de gravité; mais  
 » Messieurs, mon désir tend à des titres bien plus glorieux, qui  
 » sont de m'appeler libérateur et restaurateur de cet État: pour  
 » à quoi parvenir je vous ai assemblés. Vous sçavez à vos dé-  
 » pens, comme moi aux miens, que lorsque Dieu m'a appelé à  
 » cette couronne, j'ai trouvé la France, non-seulement quasi  
 » ruinée, mais presque perdue pour les François. Par grâce

policer, à faire fleurir ce royaume qu'il avait conquis : les troupes inutiles sont licenciées ; l'ordre dans les finances succède au plus odieux brigandage ; il paie peu à peu toutes les dettes de la couronne sans fouler les peuples. Les paysans répètent encore aujourd'hui qu'il voulait qu'ils eussent une poule au pot tous les dimanches, expressions triviales, mais sentiment paternel. Ce fut une chose bien admirable que, malgré l'épuisement et le brigandage, il eût, en moins de quinze ans, diminué le fardeau des tailles de quatre millions de son temps ; que tous les autres droits fussent réduits à la moitié ; qu'il eût payé cent millions de dettes. Il acheta pour plus de cinquante millions de domaines ; toutes les places furent réparées, les magasins, les arsenaux remplis, les grands chemins

» divine, par les prières, par les bons conseils de mes serviteurs  
 » qui ne font profession des armes ; par l'épée de brave et généreuse  
 » noblesse (de laquelle je ne distingue pas mes princes pour être  
 » notre plus beau titre, foy de gentilhomme) ; par mes peines  
 » et labeurs, je l'ai sauvée de perte. Sauvons-la à cette heure de  
 » ruine : participez, mes sujets, à cette seconde gloire avec moi,  
 » comme vous avez fait à la première. Je ne vous ai point appe-  
 » lez, comme fesoient mes prédécesseurs, pour vous faire ap-  
 » prouver mes volontez : je vous ai fait assembler pour recevoir  
 » vos conseils, pour les croire, pour les suivre ; bref, pour me  
 » mettre en tutelle entre vos mains ; envie qui ne prend guères  
 » aux roys, aux barbes grises et aux victorieux. Mais le violent  
 » amour que j'apporte à mes sujets, l'extrême désir que j'ai  
 » d'ajouter deux beaux titres à celui de roy, me fait trouver  
 » tout aisé et honorable. Mon chancelier vous fera entendre  
 » plus samplement ma volonté. »

entretenus : c'est la gloire éternelle de Sully et celle du roi , qui osa choisir un homme de guerre pour rétablir les finances de l'Etat , et qui travailla avec son ministre.

lministrat.

« La justice est réformée , et , ce qui était beaucoup plus difficile , les deux religions vivent en paix , au moins en apparence. L'agriculture est encouragée ; *le labourage et le pâturage* (disait Sully), *voilà les deux mamelles dont la France est alimentée, les vraies mines et trésors du Pérou*. Le commerce et les arts , moins protégés par Sully , furent cependant en honneur ; les étoffes d'or et d'argent enrichissent Lyon et la France. Henri établit des manufactures de tapisseries de haute lice en laine et en soie rehaussée d'or : on commence à faire de petites glaces dans le goût de Venise. C'est à lui seul qu'on doit les vers à soie , les plantations de mûriers , malgré les oppositions de Sully. Henri fait creuser le canal de Briare , par lequel on a joint la Seine et la Loire. Paris est agrandi et embelli : il forme la Place-Royale ; il restaure tous les ponts. Le faubourg Saint-Germain ne tenait point à la ville , il n'était point pavé , le roi se charge de tout. Il fait construire ce beau pont où les peuples regardent aujourd'hui sa statue avec tendresse. Saint-Germain, Mouceaux, Fontainebleau, et surtout le Louvre , sont augmentés et presque entièrement bâtis. Il donne des logemens dans le Louvre, sous cette longue galerie qui est son ouvrage , à des artistes en tout genre , qu'il encourageait souvent de ses

regards comme par des récompenses. Il est enfin vrai fondateur de la Bibliothèque royale. Quand don Pèdre de Tolède fut envoyé par Philippe III en ambassade auprès de Henri, il ne reconnut plus cette ville qu'il avait vue autrefois si malheureuse et si languissante : *C'est qu'alors le père de la famille n'y était pas*, lui dit Henri ; *et aujourd'hui qu'il a soin de ses enfans, ils prospèrent.* » (Voltaire.)

La France était devenue l'arbitre de l'Europe. Projets du roi. Grâce à sa médiation puissante, le pape et Venise avaient été réconciliés [1607]; l'Espagne et les Provinces-Unies avaient enfin interrompu leur longue lutte [1609-1621]; Henri IV allait abaisser la maison d'Autriche; si nous en croyons son ministre, il prétendait fonder une paix perpétuelle, et substituer un état légal à l'état de nature qui existe encore entre les membres de la grande famille européenne. Tout était prêt, une nombreuse armée, des approvisionnemens de tout genre, la plus formidable artillerie du monde, et quarante-deux millions dans les caves de la Bastille. Un coup de poignard sauva l'Autriche. Le peuple soupçonna l'empereur, le roi d'Espagne, la reine de France, le duc d'Épernon, les jésuites: tous profitèrent du crime; mais il suffit, pour l'expliquer, du fanatisme qui poursuivit pendant tout son règne, un prince que l'on soupçonnait d'être toujours protestant dans le cœur, et de vouloir faire triompher sa religion dans l'Europe. Le coup avait été tenté dix-sept fois avant Ravallac.



Sa mort.  
1610.

« Le vendredi 14 du mois de may 1610, jour triste et fatal pour la France, le roy, sur le dix heures du matin, fut entendre la messe aux Feuillans : au retour, il se retira dans son cabinet, où le duc de Vendôme, son fils naturel, qu'il aimait fort, vint lui dire qu'un nommé La Brosse, qui faisait profession d'astrologie, lui avoit dit que la constellation sous laquelle Sa Majesté étoit née le menaçoit d'un grand danger ce jour-là : ainsi, qu'il l'avertit de se bien garder. A quoi le roy répondit en riant à M. de Vendôme : « La Brosse est un » vieil matois qui a envie d'avoir de votre argent, » et vous un jeune fol de le croire. Nos jours sont » comptez devant Dieu. » Et sur ce le duc de Vendôme fut avertir la reine qui pria le roy de ne pas sortir du Louvre le reste du jour. A quoi il fit la même réponse.

« Après dîné, le roy s'est mis sur son lit pour dormir ; mais ne pouvant recevoir de sommeil, il s'est levé triste, inquiet et rêveur, et a promené dans sa chambre quelque temps, et s'est jeté de rechef sur le lit. Mais ne pouvant dormir encore, il s'est levé, et a demandé à l'exempt des gardes quelle heure il étoit. L'exempt des gardes lui a répondu qu'il étoit quatre heures, et a dit : « Sire, » je vois Votre Majesté triste et toute pensive : il vaudroit mieux prendre un peu l'air : cela la réjouirait. — C'est bien dit. Hé bien, faites apprêter mon » carrosse ; j'irai à l'Arsenal voir le duc de Sully, » qui est indisposé, et qui se baigne aujourd'hui. »

» Le carrosse étant prêt , il est sorti du Louvre , accompagné du duc de Montbazon , du duc d'Espernon , du maréchal de Lavardin , Roquelaure , La Force , Mirebeau et Liancourt , premier écuyer. En même temps il chargea le sieur de Vitry , capitaine de ses gardes , d'aller au palais faire diligenter les apprêts qui s'y faisoient pour l'entrée de la reine , et fit demeurer ses gardes au Louvre. De façon que le roy ne fut suivi que d'un petit nombre de gentilshommes à cheval , et quelques valets de pied. Le carrosse étoit malheureusement ouvert de chaque portière , parce qu'il faisoit beau temps , et que le roy vouloit voir en passant les préparatifs qu'on faisoit dans la ville. Son carrosse entrant de la rue Saint-Honoré dans celle de la Ferronnerie , trouva d'un côté un chariot chargé de vin , et de l'autre côté un autre chargé de foin , lesquels faisoient embarras ; il fut contraint de s'arrêter , à cause que la rue est fort étroite , par les boutiques qui sont bâties contre la muraille du cimetière des saints Innocens.

» Dans cet embarras , une grande partie des valets de pieds passa dans le cimetière pour courir plus à l'aise , et devancer la carrosse du roy au bout de ladite rue. De deux seuls valets de pieds qui avoient suivi le carrosse , l'un s'avança pour détourner cet embarras , et l'autre s'abaissa pour renouer sa jarretière , lorsqu'un scélérat sorti des enfers , appelé François Ravailac , natif d'Angoulême , qui avoit eu le temps , pendant cet embarras , de remarquer le côté où étoit le roy , monte sur la

roue dudit carrosse , et d'un couteau tranchant de deux côtes , lui porte un coup entre la seconde et la troisième côte , un peu au-dessus du cœur , qui a fait que le roy s'est écrié : « Je suis blessé ! » Mais le scélérat , sans s'effrayer , a redoublé et l'a frappé d'un second coup dans le cœur , dont le roy est mort , sans avoir pu jeter qu'un grand soupir. Ce second a été suivi d'un troisième , tant le parricide étoit animé contre son roy , mais qui n'a porté que dans la manche du duc de Montbazou.

» Chose surprenante ! nul des seigneurs qui étoient dans le carrosse n'a vu frapper le roy : et si ce monstre d'enfer eût jeté son couteau , on n'eût sçu à qui s'en prendre. Mais il s'est tenu là comme pour se faire voir , et pour se glorifier du plus grand des assassinats (1). »

---

(1) L'étoile , tom. XLVIII , p. 447-450.

---

## CHAPITRE XI.

### RÉVOLUTION D'ANGLETERRE, 1603-1649 (1).

Jacques I<sup>er</sup>, 1603. — Charles I<sup>er</sup>, 1625. — Guerre contre la France, 1627. — Le roi essaie de gouverner sans parlement, 1630-1638. — Procès d'Hampden, 1636. — *Covenant* d'Écosse, 1638. *Long Parlement*, 1640. — Commencement de la guerre civile, 1642. — *Covenant* d'Angleterre et d'Écosse, 1643. — Succès des Parlementaires. Le pouvoir passe aux Indépendans. Cromwell. — Le roi se livre aux Écossais, qui le vendent, 1645. — Révolte et prédominance de l'armée. — Procès et exécution de Charles I<sup>er</sup>. — Abolition de la monarchie, 1649.

---

LORSQUE Jacques I<sup>er</sup> succéda à Élisabeth, le long règne de cette princesse avait fatigué l'enthousiasme et l'obéissance de la nation. Le caractère du nouveau prince ne pouvait diminuer cette disposition. L'Angleterre vit de mauvais œil un roi écossais,

Jacques I<sup>er</sup>.  
1603.

(1) Si ce chapitre présentait quelque intérêt, il le devrait aux ouvrages de MM. Guizot et Villemain, que nous avons extraits et souvent copiés. Nous avons puisé aussi de précieux renseignemens dans celui de M. Mazure, quoique le sujet de son ouvrage soit généralement étranger à celui de ce chapitre. (*Hist. de la Révol.*, de 1688.)

entouré d'Écossais, appartenant par sa mère à la maison de Guise; du reste, plus versé dans la théologie que dans la politique (1), et pâlisant devant une épée. Tout déplaisait en lui aux Anglais, et ses imprudentes proclamations en faveur du droit divin des rois, et son projet d'unir l'Angleterre et l'Écosse, et sa tolérance envers les catholiques qui conspiraient contre lui [conspiration des poudres, 1605]. D'un autre côté, l'Écosse ne voyait pas avec plus de plaisir ses tentatives pour la soumettre au culte anglican. Jacques, livré à des favoris, se mettait par sa prodigalité, dans la dépendance du parlement, en même temps qu'il l'irritait par le contraste de ses prétentions et de sa faiblesse.

La gloire d'Élisabeth avait été d'élever la nation à ses propres yeux; le malheur des Stuarts de l'humilier. Jacques abandonna le rôle d'adversaire de l'Espagne et de chef des protestans en Europe. Il ne déclara la guerre à l'Espagne qu'en 1625, et malgré lui. Il fit épouser à son fils une princesse catholique (Henriette de France).

Charles I<sup>er</sup>  
1625.

A l'avènement de Charles I<sup>er</sup> [1625], le roi et le peuple ne savaient pas eux-mêmes à quel point ils étaient étrangers l'un à l'autre. Tandis que le pouvoir monarchique triomphait sur le continent, les communes anglaises avaient acquis une importance inconciliable avec l'ancien gouvernement. L'abaissement de l'aristocratie sous les Tudors, la division

(1) Henri IV l'appelait Maître Jacques.



des propriétés, la vente des biens ecclésiastiques, les avaient enrichies et enhardies par le sentiment de leur force. Elles cherchaient des garanties politiques. Les institutions qui pouvaient les leur donner existaient déjà ; elles avaient été respectées par les Tudors qui s'en faisaient un instrument. Mais il fallait un mobile aussi puissant que l'intérêt religieux pour rendre la vie aux institutions. La réforme presbytérienne, ennemie de la réforme anglicane, trouvait le trône entre elle et l'épiscopat. Le trône fut attaqué.

Le premier parlement chercha à obtenir, par le retard des subsides, le redressement des griefs publics [1625]. Le second en accusa l'auteur dans la personne du duc de Buckingham, favori du roi [1626]. Pendant la durée de ces deux assemblées, les guerres malheureuses d'Espagne et de France ôtèrent au gouvernement ce qui lui restait de popularité. La seconde avait pourtant été entreprise pour secourir les protestans et délivrer La Rochelle [échec de Buckingham dans l'île de Rhé, 1627]. Le troisième parlement, ajournant toute contestation particulière, demanda, dans la *pétition des droits*, une sanction explicite de ces libertés publiques, qui devaient être reconnues soixante ans après dans la *déclaration des droits*. Charles, voyant toutes ses demandes rejetées, fit la paix avec la France et avec l'Espagne, et essaya de gouverner sans convoquer de Parlement [1630-1638].

Pétition  
des droits.

Strafford  
et Laud.

Il ne voyait plus de résistance. Son seul embarras était d'accorder les deux partis qui se disputaient le despotisme, la reine et les ministres, la cour et le conseil. Le comte de Strafford et l'archevêque de Laud, qui auraient voulu gouverner au moins dans l'intérêt général du roi, furent jetés dans une foule de mesures violentes et vexatoires. On vendit le monopole de la plupart des denrées; les impôts illégaux furent soutenus par des juges serviles et des tribunaux d'exception; des amendes inouïes devinrent le châtiment de la plupart des délits. Le gouvernement, mal appuyé par la haute aristocratie, recourut au clergé anglican, qui envahit peu à peu le pouvoir civil. Les non-conformistes furent persécutés (1). Une foule d'hommes, qui ne pouvaient

(1) « .... Ils furent condamnés au pilori, à perdre les oreilles, à 5,000 liv. sterling d'amende, et à un emprisonnement perpétuel. Le jour de l'exécution, une foule immense se pressait sur la place; le bourreau voulut l'écarter: « Ne les repoussez pas, » dit l'un d'eux, nommé Burton, il faut qu'ils apprennent à souffrir: » et le bourreau troublé n'insista point. Un jeune homme pâlit en le regardant: « Mon fils, lui dit Burton, » pourquoi es-tu pâle? mon cœur n'est point faible, et si j'avais besoin de plus de force, Dieu ne m'en laisserait pas manquer. » De moment en moment la foule se serrait de plus près autour des condamnés; quelqu'un donna à Bastwick un bouquet; une abeille vint s'y poser: « Voyez, dit-il, cette pauvre abeille; » sur le pilori même elle vient sucer le miel des fleurs; et moi donc, pourquoi n'y pourrais-je pas goûter le miel de Jésus-Christ? » — « Chrétiens, dit Pynn, si nous avons fait cas de notre propre liberté, nous ne serions pas ici; c'est pour votre liberté à tous que nous avons compromis la nôtre: gardez-

plus supporter un gouvernement si odieux , passèrent en Amérique. Au moment où un ordre du conseil interdit les émigrations , huit vaisseaux prêts à partir étaient à l'ancre dans la Tamise : sur l'un étaient déjà montés Pynn , Hampden et Cromwell.

L'indignation publique éclata à l'occasion du procès de Hampden : ce gentilhomme aima mieux se laisser mettre en prison que de payer une taxe illégale de vingt schellings. Un mois après sa condamnation , l'évêque d'Édimbourg ayant essayé d'introduire la nouvelle liturgie d'Angleterre , un tumulte affreux éclata dans la cathédrale , l'évêque fut insulté , les magistrats poursuivis. Les Ecossais jurèrent un *covenant* par lequel ils s'engageaient à

Procès  
de Hampden.

« la bien , je vous en conjure , tenez ferme , soyez fidèles à la » cause de Dieu et du pays ; autrement vous tomberez , vous et » vos enfans , dans une éternelle servitude : » et la place retentit » de solennelles acclamations. »

« Quelques mois après ; les mêmes scènes se renouvelèrent autour de l'échafaud où , pour la même cause , Liburne subit un traitement aussi cruel. L'exaltation du condamné et du peuple parut même plus ardente. Lié derrière une charrette , et fouetté par le bourreau à travers les rues de Westminster , Liburne ne cessa d'exhorter la multitude qui se précipitait sur ses pas. Attaché au pilori , il continua de parler ; on lui enjoignit de se taire , mais en vain ; on le bâillonna. Tirant alors des pamphlets de ses poches , il en jeta au peuple qui s'en saisit avidement ; on lui garotta les mains. Immobile et silencieuse , la foule qui l'avait écouté demeura pour le regarder. Quelques-uns de ses juges étaient à une fenêtre , comme curieux de voir jusqu'où irait sa persévérance ; elle lassa leur curiosité. » Guizot , *Révolution d'Angleterre* , tome I<sup>er</sup>.

Long  
Parlement  
1640.

défendre contre tout péril le souverain , la religion , les lois et les libertés du pays. Des messagers qui se relevaient de village en village , le portèrent dans les lieux les plus reculés du pays , comme la *croix de feu* était portée dans les montagnes pour appeler à la guerre les vassaux du même seigneur. Les covenantaires reçurent des armes et de l'argent du cardinal de Richelieu ; et l'armée anglaise ayant refusé de combattre contre ses frères , le roi fut obligé de se mettre à la discrétion d'un cinquième Parlement [*long Parlement*, 1640].

La nouvelle assemblée , chargée de tant de vengeances , poursuivit avec acharnement tous ceux qu'on appelait les *délinquans*, Strafford surtout , qui avait irrité la nation , moins par des crimes réels que par la violence d'un caractère impérieux. Il sollicita lui-même le roi de signer le bill de sa condamnation , et Charles eut la déplorable faiblesse d'y consentir. Le Parlement prit possession du gouvernement , dirigea l'emploi des subsides , réforma les jugemens des tribunaux , et désarma l'autorité royale en proclamant sa propre indissolubilité. L'épouvantable massacre des protestans d'Irlande donna au Parlement l'occasion de s'emparer du pouvoir militaire ; les catholiques irlandais s'étaient partout soulevés contre les Anglais établis parmi eux , et avaient fait partout main basse sur leurs tyrans , invoquant le nom de la reine , et déployant une fausse commission du roi. Charles , poussé à bout par une menaçante remontrance , se

rendit lui-même à la Chambre pour arrêter cinq membres des Communes. Il échoua dans ce coup d'Etat, et sortit de Londres pour commencer la guerre civile [11 janvier 1642 (1)].

Guerre civile.  
1642.

Le parti du Parlement avait l'avantage de l'enthousiasme et du nombre ; il avait la capitale, les grandes villes, les ports, la flotte. Le roi avait la plus grande partie de la noblesse, plus exercée aux armes que les troupes parlementaires. Dans les comtés du nord et de l'ouest, les Royalistes dominaient ; les Parlementaires, dans ceux de l'est, du centre et du sud-est, les plus peuplés et les plus riches. Ces derniers comtés, contigus les uns aux autres, formaient comme une ceinture autour de Londres.

Le roi marcha bientôt sur la capitale ; mais la bataille indécise de Edge-Hill sauva les Parlementaires. Ils eurent le temps de s'organiser. Le colonel Cromwell forma, dans les comtés de l'est, des escadrons de volontaires, qui opposèrent l'enthousiasme religieux aux sentimens d'honneur qui animaient les Cavaliers. Le Parlement vainquit encore à Newbury, et s'unit avec l'Écosse par un *covenant* solennel [1643]. Les intelligences du roi avec les Montagnards du nord et avec les catholiques irlandais accélérèrent cette union inattendue de deux

Edge-Hill.

Newbury.  
1643.

(1) La reine sollicitait un asile en France. « Faut répondre à la reine d'Angleterre, écrivit le cardinal de Richelieu au résident de France, qu'en pareille occasion, qui quitte sa place la perd. » M. Mazure, *Pièces justificatives*.



peuples jusque là ennemis. On assurait qu'un grand nombre de *papistes* irlandais étaient mêlés aux troupes rappelées de leur île par le roi ; que les femmes même armées de longs couteaux , et sous un accoutrement sauvage, avaient été vues dans leurs rangs. Le Parlement ne voulut point recevoir les lettres de celui que le roi avait convoqué à Oxford , et poussa la guerre avec une nouvelle vigueur. L'enthousiasme avait porté quelques familles à se priver d'un repas par semaine pour en offrir au Parlement la valeur ; une ordonnance convertit cette offre en une taxe obligatoire pour tous les habitans de Londres et des environs. Le neveu du roi, le prince Robert, fut défait à Marston-Moor, après une lutte acharnée, par l'invincible obstination des *saints* de l'armée parlementaire, des cavaliers de Cromwell, qui reçurent sur le champ de bataille le surnom de *côtes de fer* ; ils auraient pu envoyer au Parlement plus de cent drapeaux ennemis, si dans leur enthousiasme ils ne les avaient mis en pièces pour en orner leurs bonnets et leurs bras. Le roi perdit York et tout le nord. La reine se sauva en France [1644].

Marston-  
Moor.

Ce désastre sembla un instant réparé. Le roi avait fait capituler, dans le comté de Cornouailles, le comte d'Essex, général du Parlement. Les bandes irlandaises avaient débarqué en Écosse, et Montrose, l'un des plus vaillans *Cavaliers*, ayant paru tout-à-coup dans leur camp, en costume de montagnard, avait gagné deux batailles, soulevé les clans du nord, et semé l'effroi jusqu'aux portes d'Édimbourg. Déjà

le roi marchait sur Londres ; le peuple fermait les boutiques , priait et jeûnait , lorsqu'on apprit qu'il avait été défait à Newbury (pour la seconde fois). Les Parlementaires avaient fait des prodiges : à la vue des canons qu'ils avaient perdus naguère dans le comté de Cornouailles , ils se précipitèrent sur les batteries royales , ressaisirent leurs pièces , et les ramenèrent en les embrassant avec transport.

Seconde bat.  
de Newbury.

Alors la mésintelligence éclata entre les vainqueurs. Le pouvoir échappa aux Presbytériens pour passer aux Indépendans. Ce dernier parti était un mélange d'enthousiastes , de philosophes et de libertins ; mais il tirait son unité d'un principe , le droit à la liberté de croyance. Malgré leurs crimes et leurs rêveries , ce principe devait leur donner la victoire sur des adversaires moins énergiques et moins conséquens. Pendant que les Presbytériens croient préparer la paix par de vaines négociations avec le roi , les Indépendans s'emparent de la guerre. Cromwell déclare que les puissans la prolongent à dessein , et la Chambre , entraînée par le désintéressement , ou par la crainte de perdre sa popularité , décide que chacun *renoncera à soi-même* , et que les membres du Parlement n'exerceront plus aucune charge civile ni militaire.

Acte de  
Renonciation

Cromwell trouva le moyen , par de nouveaux succès , de se faire exempter de la règle commune , et les Indépendans défirent l'armée royale à Naseby , près de Mortampton. Les papiers du roi , trouvés après la victoire , et lus publiquement à Londres ,

Naseby.

prouvèrent que , malgré ses protestations mille fois répétées , il appelait les étrangers et particulièrement les Irlandais catholiques. En même temps , Montrose , abandonné par les montagnards qui allaient enfouir chez eux leur butin , avait été surpris et défait. Le prince Robert , jusque là connu pour son courage impétueux , avait rendu Bristol à la première sommation. Le roi erra long-temps de ville en ville , de château en château , changeant sans cesse de déguisement : il s'arrêta sur les hauteurs de Harrow , hésitant s'il ne rentrerait pas dans sa capitale , qu'il apercevait de loin. Enfin , il se retira par lassitude , plutôt que par choix , dans le camp des Écossais , où le résident de France lui faisait espérer un asile , et où il s'aperçut bientôt qu'il était prisonnier. Ses hôtes ne lui épargnèrent pas les outrages. Un ministre écossais , prêchant devant lui à Newcastle , désigna aux chants de l'assemblée le psaume LI , qui commence par ces mots : « Ty-  
 » ran , pourquoi te glorifies-tu dans ta malice et te  
 » vantes-tu de tes iniquités ? ». Le roi , se levant tout-à-coup , entonna , au lieu de ce verset , le psaume LVI : « Aie pitié de moi , mon Dieu , car mes en-  
 » nemis m'ont foulé aux pieds tout le jour , et il y  
 » en a beaucoup qui me font la guerre ; » et d'un commun élan , toute l'assistance se joignit à lui. Cependant , les Écossais , désespérant de lui faire accepter le covenant , le livrèrent aux Anglais , qui offraient de leur payer les frais de la guerre.

Le roi livré  
 aux Anglais

Le malheureux prince ne fut plus qu'un instru-

ment que se disputèrent les indépendans et les presbytériens , jusqu'à ce qu'ils le brisassent. La mésintelligence était au comble entre l'armée et la Chambre. On enleva le roi du lieu où le gardaient les commissaires du Parlement , et , sans prendre l'ordre du général en chef Fairfax , Cromwell le fit amener à l'armée. (1).

Cependant une réaction avait lieu en faveur du roi. Des bandes de bourgeois et d'apprentis , d'officiers réformés , de mariniers forcèrent les portes de Westminster , et contraignirent la Chambre à voter le retour du roi. Mais soixante membres se réfugièrent à l'armée , qui marcha sur Londres. Son entrée dans la capitale fut le triom-

(1) « Cromwell , solennellement accusé dans la Chambre des communes , tomba à genoux , fondant en larmes , avec une véhémence de paroles , de sanglots et de gestes qui saisit d'émotion ou de surprise tous les assistans : il se répandit en pieuses invocations , en ferventes prières , appelant sur sa tête , si quelque homme dans tout le royaume était plus que lui fidèle à la Chambre , toutes les condamnations du Seigneur. Puis se relevant , il parla plus de deux heures du Parlement du roi , de l'armée , de ses amis , de ses ennemis , de lui-même , abordant et mêlant toutes choses , humble et audacieux , verbeux et passionné , répétant surtout à la Chambre qu'on l'inquiétait à tort , qu'on le compromettait sans motif , que , sauf quelques hommes dont les regards se tournaient vers la terre d'Égypte , officiers et soldats , tous lui étaient dévoués et faciles à retenir sous sa loi. Tel fut enfin son succès que , lorsqu'il se rassit , l'ascendant avait passé à ses amis , et que , « s'ils l'eussent voulu , disait trente ans après Grimstone lui-même , la Chambre nous eût envoyés à la Tour , mes officiers et moi , comme calomniateurs. » Guizot.

Cromwell. phe des indépendans. Cromwell, voyant les presbytériens éclipsés, ayant peur de son propre parti, hésita un instant s'il ne travaillerait point au rétablissement du roi. Mais voyant bien qu'il n'y avait pas moyen de se fier à lui, il commença à viser plus haut (1), et songea à soustraire le roi à l'armée, comme il l'avait enlevé au Parlement. Charles, épouvanté par des avis menaçans, s'échappa,

(1) Cromwell provoqua une conférence entre quelques meneurs politiques, la plupart officiers-généraux comme lui, et les républicains : Il fallait bien dit-il, qu'ils cherchassent de concert quel gouvernement convenait le mieux à l'Angleterre, puisque maintenant c'était à eux de le régler ; mais au fond, il voulait surtout savoir lesquels, parmi eux, seraient intraitables, et ce qu'il en devait attendre ou redouter. Ludlow, Vane, Hutchinson, Sidney, Haslerig se déclarèrent hautement, repoussant toute idée de monarchie, comme condamnée par la Bible, la raison et l'expérience. Les généraux furent plus réservés ; à leur avis, la république était désirable, mais d'un succès douteux, il valait mieux ne se point engager, consulter l'état des affaires, le besoin des temps, obéir chaque jour aux directions de la Providence. Les républicains insistèrent pour qu'on s'expliquât sans détour : la discussion s'échauffait ; Ludlow, entre autres, pressait vivement Cromwell de se prononcer, car ils voulaient, dit-il, connaître leurs amis ; Cromwell éludait, ricanait, et poussé de plus en plus, se tirant enfin d'embarras par une bouffonnerie, il gagna la porte de la chambre et sortit brusquement en jetant à la tête de Ludlow un coussin que celui-ci lui renvoya sur-le-champ avec plus d'humeur. (Guizot, t. II, p. 311) — Ludlow comprit plus tard, en voyant agir Cromwell, que, dès l'époque de cette conversation, il méditait la tyrannie, et qu'il avait cherché à lui tâter le pouls. (Villemain, t. I<sup>er</sup>, p. 125.



et passa dans l'île de Wight , où il se trouva à la disposition de Cromwell.

La ruine du roi fut le sceau de la réconciliation de Cromwell avec les républicains. Il avait été forcé de réprimer dans l'armée la faction anarchique des *Niveleurs*; il avait saisi un d'entre eux au milieu d'un régiment , et l'avait fait sur-le-champ condamner et exécuter en présence de l'armée ; mais il n'avait garde de se brouiller pour toujours avec un parti si énergique. Les Niveleurs.

Il les regagna en battant les Écossais , dont l'armée venait seconder la réaction en faveur du roi. Le parlement d'Angleterre , effrayé d'une victoire si prompte , qui devait tourner au profit des indépendans , se hâta de négocier de nouveau avec le roi. Pendant que Charles dispute avec les députés du Parlement et repousse avec loyauté les moyens d'évasion que ses serviteurs lui préparent , l'armée le fait enlever de l'île de Wight , et *purge* le Parlement. Le colonel Pride , la liste des membres pros crits à la main , occupe la porte des Communes à la tête de deux régimens , et repousse outrageusement ceux qui persistent à réclamer leur droit. Dès lors , le parti des indépendans fut le maître , l'enthousiasme des fanatiques monta au comble (1). Le

(1) Hugh Peters , chapelain de Fairfax , disait aux généraux , en prêchant devant les débris des deux Chambres : « Comme » Moïse , vous êtes destinés à tirer le peuple de la servitude de » l'Égypte ; comment s'accomplira ce dessein ? c'est ce qui ne » m'a pas encore été révélé. » Il mit sa tête dans ses mains , se

Condamnat.  
du roi. 1649.

roi fut soumis au jugement d'une commission présidée par John Bradshaw , cousin de Milton (1). Malgré l'opposition de plusieurs membres, et entre autres du jeune et vertueux Sidney , malgré la récusation de Charles , qui soutint que les Communes ne pouvaient exercer une autorité parlementaire sans le concours du roi et des lords , malgré l'intervention des commissaires écossais et des ambassadeurs des États-Généraux , le roi fut condamné à mort. Au moment où le juge prononçait le nom de Charles Stuart , amené pour répondre à une accusation de trahison et autres grands crimes présentés contre lui au nom du peuple d'Angleterre... « Pas de la moitié du peuple , s'écria une voix : Où est le

baissa sur un coussin placé devant lui, et se relevant tout-à-coup : « Voici , voici maintenant la révélation ! je vais vous en faire » part : Cette armée extirpera la monarchie , non-seulement ici, » mais en France et dans tous les autres royaumes qui nous » entourent ; c'est par là qu'elle vous tirera d'Égypte. » ( Guizot. )

(1) La première fois qu'on parla de l'accusation du roi dans la Chambre des communes, Cromwell se leva et dit que, si quelqu'un avait fait une telle proposition de dessein prémédité, il le regarderait comme un traître ; mais que , puisque la Providence les avait conduits elle-même jusque là , il priait Dieu de bénir leurs conseils « Dernièrement , dit-il , comme je me disposais à présenter une demande pour le rétablissement du roi, » j'ai senti ma langue se coller à ma bouche , et j'ai cru voir, » dans cette impression surnaturelle , une réponse que le ciel, » qui a rejeté le roi , envoyait à mes prières. » ( Guizot. ) — L'armée laissa au Parlement cette sale et hideuse besogne. ( Villemain , d'après Whitelocke. )

*peuple ? Où est son consentement ? Olivier Cromwell est un traître ! »*

L'assemblée entière tressaillit : tous les regards se tournèrent vers la galerie : *A bas les femmes ! s'écria le colonel Axtell : Soldats, feu sur elles !* » On reconnut lady Fairfax.

Avant, après la sentence on refusa d'entendre le roi, on l'entraîna au milieu des outrages des soldats et des cris : *Justice ! exécution !* Quand il fallut signer l'ordre du supplice , on eut grand peine à rassembler les commissaires. Cromwell , presque seul gai , bruyant , hardi , se livrait aux plus grossiers accès de sa bouffonnerie accoutumée ; après avoir signé le troisième ; il barbouilla d'encre le visage de Henri Martin , assis près de lui , et qui le lui rendit à l'instant. Le colonel Ingoldsby , son cousin , inscrit au nombre des juges , mais qui n'avait point siégé à la cour , entra par hasard dans la salle : « Pour cette fois , s'écria Cromwell , il ne nous échappera pas , » et s'emparant aussitôt d'Ingoldsby , avec de grands éclats de rire , aidé de quelques membres qui se trouvaient là , il lui mit la plume entre les doigts , et lui conduisant la main , le contraignit de signer. On recueillit enfin cinquante-neuf signatures , plusieurs noms tellement griffonnés , soit par trouble , soit à dessein , qu'il était presque impossible de les distinguer (1).

L'échaffaud avait été dressé contre une fenêtre

(1) Guizot.

de Whitehal. Le roi , après avoir béni ses enfans , y marcha la tête haute , le pas ferme , dépassant les soldats qui le conduisaient. Beaucoup de gens tremperent leurs mouchoirs dans son sang. Cromwell voulut voir le corps déjà enfermé dans le cercueil, le considéra attentivement, et, soulevant de ses mains la tête comme pour s'assurer qu'elle était bien séparée du tronc : « C'était là un corps bien constitué, dit-il , et qui promettait une longue vie. »

La chambre des lords fut abolie deux jours après. Un grand sceau fut gravé avec cette exergue : *L'an 1<sup>er</sup> de la liberté restaurée par la bénédiction de Dieu. 1642 (1).*

(1) Vieux style. Cette date répond au 9 février 1649.

FIN DU TOME PREMIER.

# TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE PREMIER VOLUME.

---

## PRÉCIS

DE L'HISTOIRE MODERNE.

---

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

INTRODUCTION.

I

PREMIÈRE PÉRIODE, 1453-1494.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — ITALIE. — GUERRE DES TURCS.  
1453-1517.

Splendeur de l'Italie : Venise, Florence, Rome, etc. — Sa décadence réelle : Condottieri, tyrannies et conspirations, politique machiavélique. — Conquête imminente : Turcs, Espagnols, Français. — Prise de Constantinople, 1453. — Tentative de Jean de Calabre sur le royaume de Naples, 1460-1464. — Diversions de l'Albanais Scanderbeg, de Huniade et de Mathias Corvin en Hongrie. — Projet de croisade, qui avorte par la mort de Pie II, 1464. — Venise appelle les Turcs ; prise d'Otrante, 1480. — Les Vénitiens appellent René d'Anjou. — Le pape appelle les Suisses. — Savonarole prédit la conquête de l'Italie. 13

TOME I.

38



**CHAPITRE II. — OCCIDENT. — FRANCE ET PAYS-BAS ,  
ANGLETERRE ET ÉCOSSE , ESPAGNE ET PORTUGAL , DANS  
LA SECONDE MOITIÉ DU XV<sup>e</sup> SIÈCLE.**

**§ I. — FRANCE. — 1453-1494.**

Fin des guerres des Anglais. — Féodalité : maisons de Bourgogne , Bretagne , Anjou , Albret , Foix , Armagnac , etc. ; Grandeur du duc de Bourgogne. — Avantages du roi de France : première taille perpétuelle , première armée permanente, 1444. — Mort de Charles VII, avènement de Louis XI, 1461. — Mort de Philippe-le-Bon , duc de Bourgogne , avènement de Charles-le-Téméraire , 1467. — Ligue du *bien public*. Traités de Conflans et de Saint-Maur, 1465. — Entrevue de Péronne et captivité du roi, 1468. — Seconde ligue des grands vassaux , dissoute par la mort du duc de Guienne , frère de Louis , 1472. — Invasion d'Édouard IV. Traité de Péquigny, 1475. — Charles-le-Téméraire se tourne contre l'Allemagne , puis contre les Suisses ; ses défaites à Granson et à Morat, 1476. — Sa mort , 1477. — Marie de Bourgogne épouse Maximilien d'Autriche. — Louis XI, maître de l'Anjou , du Maine , de la Provence , de l'Artois et de la Franche-Comté , 1481-82. — Sa mort ; régence d'Anne de Beaujeu , 1483. — Prétentions des États, 1484. — Abaissement des grands. — Charles VIII se prépare à l'expédition d'Italie. 25

**§ II. — ANGLETERRE , 1454-1509 ; ÉCOSSE , 1452-1513.**

*Angleterre.* Mariage d'Henri VI avec Marguerite d'Anjou ; mort de Glocester , perte des provinces de France. — Richard d'York , Warwick ; condamnation des ministres , protec-

torat de Richard , 1455. — Batailles de Northampton , de Wackefield , mort de Richard , son fils Édouard IV , 1461. — Défaites es Lancastriens à Towton et à Exham , 1463. — Revers 'Edouard IV à Nottingham , 1470. — Bataille de Tewkesbury , éfaite et mort d'Henri VI , 1471. — Mort d'Édouard IV , 1483. — Richard III. — Henri Tudor ; bataille de Bosworth ; Henri VII , 1485. — Accroissement du pouvoir royal. 43

*Ecosse.* Lutte de Jacques II contre l'aristocratie. Son alliance avec Lancastre. — Jacques III , 1460. — Jacques IV , 1488. — Réconciliation du roi et de la noblesse. Bataille de Flowden. — Jacques V , 1513. *ibid.*

### § III. — ESPAGNE ET PORTUGAL. 1454-1521.

Henri IV , roi de Castille , 1454 ; révolte des grands au nom de l'Infant ; déposition de Henri ; bataille de Medina del Campo , 1465. — Juan II , roi d'Aragon ; révolte de la Catalogne , 1462-72. — Mariage de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille , 1469. — Guerre contre les Maures , prise de Grenade , 1481-92. — Ferdinand et Isabelle répriment les grands et les villes , en s'appuyant sur l'Inquisition , fondée en 1480. — Expulsion des juifs , 1492. Conversion forcée des Maures , 1499. — Mort d'Isabelle , 1504. — Ministère de Ximenès. Conquête de la Navarre , 1512. — Mort de Ferdinand , 1516. — Son successeur Charles d'Autriche. Révolte de Castille , Murcie , etc. , 1516 , 1521. 61

## CHAPITRE III. — ORIENT ET NORD. — ETATS GERMANIQUES ET SCANDINAVES DANS LA SECONDE MOITIÉ DU QUINZIÈME SIÈCLE.

Empire d'Allemagne ; prépondérance et politique intéressée de l'Autriche. — Élévation de la Suisse ; décadence de l'ordre

Teutonique. — Villes du Rhin et de Souabe, Prépondérance et décadence de la Ligue Hanséatique. Elévation de la Hollande. — Guerres de Danemark, Suède et Norwége. Affranchissement de la Suède, 1433-1520. 83

#### CHAPITRE IV. — ORIENT ET NORD. — ÉTATS SLAVES ET TURQUIE, DANS LA SECONDE MOITIÉ DU QUINZIÈME SIÈCLE.

Progrès des Turcs, 1411-1582. — Podiebrad, roi de Bohême, Mathias Corvin, roi de Hongrie, 1458. — Wladislas de Pologne réunit la Hongrie et la Bohême. — Pologne, sous les Jagellons, 1386-1506. — Lutte de la Russie contre les Tartares, les Lithuaniens et les Livoniens, 1462-1505. 94

#### CHAPITRE V. — PREMIÈRES GUERRES D'ITALIE, 1494-1516.

Louis-le-More appelle les Français. Charles VIII envahit l'Italie. Ligue contre les Français. Bataille de Fornovo, 1495. — Louis XII envahit le Milanais, 1499. — Guerre avec les Espagnols de Naples. Défaite des Français au Garigliano, en 1503. — Alexandre VI, et César Borgia; Jules II. Révolte de Gênes contre Louis XII, 1507. — L'Italie, l'Empire, la France, la Hongrie conspirent contre Venise. — *Sainte-Ligue* contre la France, 1511-12. Victoire et mort de Gaston de Foix. Mauvais succès de Louis XII, 1512-14. — François 1<sup>er</sup> envahit le Milanais. Bataille de Marignan, 1515. Traité de Noyon, 1516. 103

---

# PRÉCIS DE L'HISTOIRE MODERNE DE LA BELGIQUE.

---

## PREMIÈRE PÉRIODE, 1406-1519.

---

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — 1406-1467.

SOMMAIRE. — Historique de la maison de Bourgogne. — Philippe-le-Bon. — Traité d'Arras. — Siège de Calais. — Révolte de Gand et de Bruges. — Le duché de Luxembourg passe dans la maison de Bourgogne. — Nouvelles guerres en Flandre par suite d'un impôt sur le sel. — Projets de croisade contre les Turcs. — Arrivée en Belgique du dauphin Louis. — Ligue du *bien public*. — Paix du *bien public*. — Traités de Conflans et de Saint-Maur. — Soulèvement des Liégeois. — Ruine de Dinant. — La seigneurie de Malines devient un fief de la maison de Bourgogne. — Mort de Philippe. — Opinion de divers historiens sur son caractère, ses actes, sa politique et sa vie. 119

### CHAPITRE II. — 1467-1477.

SOMMAIRE. — CHARLES-LE-TÉMÉRAIRE. — Inauguration du comte de Charolais à Louvain. — Soulèvement dans les Flandres. — Louis XI engage Liège à la révolte. — Sièges de St-Trond, 38.

Ypres et Liège. — Mariage du duc avec Marguerite d'Yorck. — Impôts énormes levés sur la Hollande. — Entrevue de Péronne. — Traité de paix. — Sac de Liège. — Troubles en Angleterre. — *La rose blanche* et *la rose rouge*. — Edouard vient chercher un asyle en Belgique. — Le duc lui procure les moyens de reconquérir son royaume. — Révolte de la Gueldre, sa pacification. Charles en achète la souveraineté. — La totalité des Pays-Bas passe sous la domination de la Bourgogne. — Entrevue de Trèves. — Contestations au sujet de l'évêché de Cologne. — Guerre au sujet du comté de Ferrette. — Siège de Nuys levé honteusement par le duc. — Paix entre Édouard et Louis XI. — Exactions de Pierre Hagenbach. — Les Suisses s'allient à Charles. — Supplice de Pierre Hagenbach. — Le comte de St-Pol livré au roi de France. — Sigismond excite les Suisses contre le duc. — Charles lève une armée et passe en Suisse. — Prise de Granson. — Défaite du duc. — Guerres en Suisse et en Lorraine. — Trahison de Campo Basso. — Mort de Charles-le-Téméraire. — Opinions des historiens du temps. 154

### CHAPITRE III. — 1477-1482.

SOMMAIRE. — MARIE DE BOURGOGNE. — Premières tentatives de Louis XI pour démembrer l'héritage de Charles-le-Téméraire. — Olivier-le-Daim envoyé en ambassade à Gand. — Révolte dans les Flandres. — Supplice d'Hugonet et d'Imbercourt. — Invasion de Louis XI dans la Bourgogne, la Picardie et l'Artois. — Négociations au sujet du mariage de Marie. — Elle épouse Maximilien fils de l'empereur Frédéric. — Chapitre de la Toison d'Or. — Naissance de Philippe-le-Beau. — Nouveaux troubles dans la Gueldre. — Siège de Térouanne et bataille de Guinegate surnommée *la journée des éperons*. — L'Angleterre renouvelle ses traités avec les Pays-Bas et Philippe est fiancé à Anne, fille cadette d'Édouard. — Nouvelles hostilités de Louis XI. — Mort de Marie. — Résumé. 231



## CHAPITRE IV. — 1482-1494.

**SOMMAIRE.** — **TUTELLE DE MAXIMILIEN.** — Opposition des Flandres. — Gand nomme un conseil de régence et négocie avec Louis XI le mariage de Marguerite. — Intrigues de la France pour se faire livrer Philippe. — Maximilien soumet les Gantois. — Guerre avec Liège. — Voyage de l'archiduc en Allemagne. Il est élu roi des Romains. — Invasion en France. — Le roi des Romains retenu prisonnier à Bruges. — Arrivée de l'empereur Frédéric III en Belgique. — Paix de Bruges. — Révolte du duc de Clèves. — Traité de Francfort. — Pacification générale de Montis-lez-Tours. — Traité de Senlis. — Marguerite est rendue à son père. — Mort de Frédéric III. — Maximilien lui succède. 255

## CHAPITRE V. — 1494-1506.

**SOMMAIRE.** — **PHILIPPE-LE-BEAU.** — Son inauguration à Louvain. — Assemblée des états à Malines. — Mariage de Philippe avec Jeanne d'Aragon. — De Marguerite avec l'infant d'Espagne. — Demande en restitution du duché de Bourgogne. — Exécution du traité de Senlis. — Naissance de Charles. — Marguerite épouse le duc de Savoie. — Premier voyage de l'archiduc en Espagne. — Mort de Marguerite d'York. — Mort d'Isabelle. — Philippe et Jeanne reconnus rois de Castille. — Trêve avec le duc de Gueldre. — Second voyage de Philippe en Espagne. — Sa mort. 270

## CHAPITRE VI. — 1506-1519.

**SOMMAIRE.** — **ADMINISTRATION DE MARGUERITE.** — Le duc de Gueldre recommence les hostilités en Belgique et en Hollande. — Maximilien nomme Marguerite d'Autriche gouvernante des Pays-Bas. — Traité d'alliance entre l'empereur et le roi

d'Angleterre. — Entrée en France. — Tentative de Maximilien sur la Bourgogne. — L'archiduc Charles inauguré duc de Brabant. — Mort de Ferdinand. — Charles reconnu roi d'Espagne. — Traité avec le duc de Gueldre. — Dernier voyage de l'empereur en Belgique. — Charles part pour l'Espagne. — Mort de Maximilien. 279

---

## PRÉCIS

### DE L'HISTOIRE MODERNE.

---

#### DEUXIÈME PÉRIODE, 1517-1648.

##### CHAPITRE VI. — LÉON X, FRANÇOIS I<sup>er</sup> ET CHARLES-QUINT.

François I<sup>er</sup>, 1515. Charles-Quint empereur, 1519. Première guerre contre Charles-Quint, 1521. Défection du duc de Bourbon, 1523. — Bataille de Pavie, 1525; captivité de François I<sup>er</sup>. — Traité de Madrid, 1526. — Seconde guerre, 1527. — Paix de Cambray, 1529. — Alliance publique de François I<sup>er</sup> avec Soliman, 1534. — Troisième guerre, 1535. — Trêve de Nice, 1538. — Reprise des hostilités, 1541. — Bataille de Cérizoles, 1544. — Traité de Crépy. — Mort de François I<sup>er</sup> et d'Henri VIII, 1547. — Situation intérieure de la France et de l'Espagne. — Réforme. — Premières persécutions, 1535. — Massacre des Vaudois, 1545. 292

##### CHAPITRE VII. — LUTHER. — RÉFORME EN ALLEMAGNE. — GUERRE DES TURCS, 1517-1555.

Luther attaque la vente des indulgences, 1517. Il brûle la bulle du pape, 1520. Diète de Worms, 1521. — Sécularisation de

la Prusse, 1525.—Guerre des paysans de Souabe, 1524-5  
Anabaptisme. — Ligues catholique, 1524, et protes-  
tante, 1526. — Guerre des Turcs ; Soliman, 1521. — Inva-  
sion de la Hongrie, 1526 ; Siège de Vienne, 1529. — Diète  
de Spire, 1529. — *Confession* d'Augsbourg, 1530. — Ligue  
de Smalkade, 1530. — Révolte des anabaptistes de West-  
phalie, 1534 ; troubles et guerres intérieures de l'Allema-  
gne, 1534-46. — Concile de Trente, 1545. — Guerre de  
Charles-Quint contre les protestans, bataille de Muhl-  
berg, 1547.—Révolte de Maurice de Saxe, 1551. — Paix  
d'Augsbourg, 1555.—Mort de Charles-Quint, 1558. 316

### § I. — ORIGINE DE LA RÉFORME.

## CHAPITRE VIII. — LA RÉFORME EN ANGLETERRE ET DANS LE NORD DE L'EUROPE, 1521-1547.

### § I. — ANGLETERRE ET ÉCOSSE, 1527-1547.

Divorce de Henri VIII. — L'Angleterre se sépare de l'église  
romaine, 30 mars 1534. — *Pèlerinage de grâce*.—Persécu-  
tion des catholiques et des protestans, 1540.—Tentative sur  
l'Écosse, 1542.—Soumission et organisation administrative  
du pays de Galles et de l'Irlande. 341

### § II. DANEMARCK, SUÈDE ET NORWÈGE. 1513-1560.

Christian II tourne contre lui la noblesse danoise, la Suède, 1520,  
et la Hanse, 1517. — Gustave Wasa ; insurrection de la  
Dalécarlie, Christian II remplacé en Suède par Gustave  
Wasa, 1523 ; en Danemark et en Norwège par Frédéric de  
Holstein, 1525. — Indépendance de l'église danoise, 1527,  
de l'église suédoise, 1529. — Mort de Frédéric I<sup>er</sup>, guerre

civile , 1533. — Christian III abolit le culte catholique 1536 ; et incorpore la Norwége au Danemark, 1537. 348

**CHAPITRE IX. — CALVIN. — LA RÉFORME EN FRANCE ,  
EN ANGLETERRE, EN ÉCOSSE, AUX PAYS-BAS, JUSQU'A  
LA SAINT-BARTHELEMY, 1553-1572.**

Calvin à Genève, 1535. — Le calvinisme passe en France, aux Pays-Bas, en Angleterre et en Écosse, — Opposition de Philippe II. — Son mariage avec Marie, reine d'Angleterre, 1555. — Paix entre le roi d'Espagne et le roi de France Henri II, 1559. — Constitution de l'inquisition, 1561. — Mariage de Marie Stuart avec François II, 1560. — Lutte de l'Écosse et de l'Angleterre, 1559-1567. — Avènement de Charles IX, 1561. — Massacre de Vassj, guerre civile, 1562. — Paix d'Amboise, 1563 ; de Lonjumeau, 1568. — Batailles de Jarnac et de Montcontour, 1569. — Persécutions dans les Pays-Bas. — Conseil des troubles, 1567. — Révolte des Mauresques d'Espagne, 1571. — Saint-Barthélemy, 1572. 356

**CHAPITRE X. — SUITE JUSQU'A LA MORT D'HENRI IV ,  
1572-1610. COUP-D'OEIL SUR LA SITUATION DES  
PUISSANCES BELLIGÉRANTES APRÈS LES GUERRES DE  
RELIGION.**

Mort de Charles, IX, 1574. — Insurrections des Pays-Bas, 1572. — Union d'Utrecht, 1579. — Formation de la Ligue en France, 1577. Puissance des Guises. Bataille de Coutras, 1587. Barricades, États de Blois, 1588. Assassinat de Henri III, 1589. Avènement d'Henri IV. — Mort de Marie Stuart, 1587. Armement et mauvais succès de Philippe II, 1588. Grandeur d'Élisabeth. 391

§ III. — JUSQU'À LA MORT DE HENRI IV. COUP-D'OEIL  
SUR LA SITUATION DES PUISSANCES BELIGÉRANTES.

Mayenne. — Combat d'Arques. — Bataille d'Ivry, 1590. —  
États de Paris, 1593. — Abjuration et absolution d'Henri IV,  
1593-1595. — Édit de Nantes. — Paix de Vervins, 1598.  
— Épuisement de l'Espagne; expulsion des Maures de Valence,  
1609. — Administration d'Henri IV; richesse de la France.  
— Assassinat d'Henri IV, 1610. 405

CHAPITRE XI. — RÉVOLUTION D'ANGLETERRE.  
1603-1649.

Jacques I<sup>er</sup>, 1603. — Charles I<sup>er</sup>, 1625. — Guerre contre la  
France, 1627. — Le roi essaie de gouverner sans parlement,  
1630-1638. — Procès d'Hampden, 1636. — *Covenant* d'Écosse,  
1638. *Long Parlement*, 1640. — Commencement de la  
guerre civile, 1642. — *Covenant* d'Angleterre et d'Écosse,  
1643. — Succès des Parlementaires. Le pouvoir passe aux  
Indépendans. Cromwell. — Le roi se livre aux Écossais, qui  
le vendent, 1645. — Révolte et prédominance de l'armée. —  
Procès et exécution de Charles I<sup>er</sup>. — Abolition de la monar-  
chie, 1649. 417





**PRÉCIS**  
**DE**  
**L'HISTOIRE MODERNE,**

*Par M. Michelet,*

**OUVRAGE ADOPTÉ**

**PAR LE CONSEIL ROYAL DE L'UNIVERSITÉ DE FRANCE ET PRESCRIT POUR  
L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE MODERNE ;**

**SUIVI D'UN**

**PRÉCIS**

**DE L'HISTOIRE MODERNE DE LA BELGIQUE,**

**PAR G. GUÉNOT LECOINTE.**

—  
**SIXIÈME ÉDITION.**

**TOME II.**

*Bruxelles,*

**SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE, etc.  
HAUMAN, CATTOIR ET COMP<sup>e</sup>.**

—  
**1836.**



# PRÉCIS

DE

## L'HISTOIRE MODERNE.

---

### CHAPITRE XII.

GUERRE DE TRENTE ANS, 1618-1648 (1).

Maximilien II, 1564-1576. — Rodolphe II, 1576-1612. — Mathias, empereur, 1612-1619. — Insurrection de la Bohême, commencement de la guerre de Trente ans. — *Période palatine*, 1619-1623. — Ferdinand II. — Guerre contre les protestans, Bohême, Palatinat, etc. — Triomphe de Ferdinand. — *Période danoise*, 1625-1629. — Ligue des états de Basse-Saxe. — Succès de Tilly et Waldstein. — Intervention du Danemarck et de la Suède. — *Période suédoise*, 1630-1635. — Gustave-Adolphe envahit l'Empire. — Bataille de Leipsick, 1631. — Invasion de la Bavière. — Bataille de Lutzen, mort de Gustave-Adolphe, 1632. — Assassinat de Waldstein, 1634. — Paix de Prague, 1635. — *Période française*, 1635-1648. — Ministère de Richelieu, etc. — Bataille des Dunes, 1640. — Bataille de Leipsick, 1642; de Fribourg, Norlingen, Lens, 1644-1645-1648, etc. — Traité de Westphalie, 1648.

---

La guerre de Trente ans est la dernière lutte soutenue par la Réforme. Cette guerre, indéterminée dans

Division.

(1) Pour connaître la situation de l'Europe avant la guerre

sa marche et dans son objet, se compose de quatre guerres distinctes, où l'électeur Palatin, le Danemarck, la Suède et la France jouent successivement le principal rôle. Elle se complique de plus en plus, jusqu'à ce qu'elle ait embrassé l'Europe entière. — Plusieurs causes la prolongent indéfiniment : 1<sup>o</sup> l'étroite union des deux branches de la maison d'Autriche et du parti catholique ; le parti contraire n'est point homogène ; 2<sup>o</sup> l'inaction de l'Angleterre, l'intervention tardive de la France, la faiblesse matérielle du Danemarck et de la Suède, etc.

Les armées qui font la guerre de Trente ans ne sont plus des milices féodales ; ce sont des armées permanentes, mais que leurs souverains ne peuvent entretenir. (*Voyez plus haut les armées de Charles-Quint dans les guerres d'Italie.*) Elles vivent aux dépens du pays et le ruinent. Le paysan ruiné se fait soldat et se vend au premier venu. La guerre, se prolongeant, forme ainsi des armées sans patrie, une force militaire immense, qui flotte dans l'Allemagne et encourage les projets les plus gigantesques des princes et même des particuliers.

L'Allemagne redevient le centre de la politique européenne. La première lutte de la Réforme contre la maison d'Autriche s'y renouvelle, après soixante ans d'interruption. Toutes les puissances y prennent part.

de Trente ans, on peut étudier les *xiv<sup>e</sup>*, *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* de nos *Tableaux synchroniques*.



**L'Europe** semble devoir être bouleversée ; cependant on n'aperçoit qu'un changement important : la France a succédé à la suprématie de la maison d'Autriche ; mais l'influence de la Réforme n'est plus sensible désormais, et le traité de Westphalie commence un nouveau monde. Résultats.

Soit crainte des Turcs, soit modération personnelle des princes, la branche allemande de la maison d'Autriche suivit dans la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, une politique tout opposée à celle de Philippe II. La tolérance de **FERDINAND I<sup>er</sup>** et de **MAXIMILIEN II** favorisa les progrès du protestantisme Maximilien II. dans l'Autriche, dans la Bohême et dans la Hongrie ; on soupçonna même Maximilien d'être protestant dans le cœur [1555-1576]. Le faible Rodolphe II, qui lui succéda, n'eut ni sa modération, ni son habileté. Pendant qu'il s'enfermait avec Tycho-Brahé pour étudier l'astrologie et l'alchimie, les protestans de Hongrie, de Bohême et d'Autriche, faisaient cause commune. L'archiduc Mathias, frère de Rodolphe, les favorisa, et força l'empereur de lui céder l'Autriche et la Hongrie [1607-1609]. Rodolphe II.

L'Empire n'était pas moins agité que les États héréditaires de la maison d'Autriche. Aix-la-Chapelle et Donawerth, où les protestans s'étaient rendus les maîtres, furent mises au ban de l'Empire. L'électeur-archevêque de Cologne, qui voulait séculariser ses États, fut dépossédé. L'ouverture de la succession de Clèves et de Juliers compliqua encore la situation de l'Allemagne. Des princes protestans et catholiques, Succession de Juliers.

aux ennemis de l'empereur. Christian IV est défait à Lutter. Waldstein soumet la Poméranie, reçoit de l'empereur les États des deux ducs de Meklembourg et le titre de *général de la Baltique*. Sans un secours que les Suédois jetèrent dans la place, il prenait la puissante ville de Stralsund [1628]. Tout le nord tremblait. L'empereur, pour diviser ses ennemis accorda au Danemarck une paix humiliante [1629]. Il ordonna aux protestans la restitution de tous les biens sécularisés depuis 1555. Alors l'armée de Waldstein retomba sur l'Allemagne et la foula à plaisir : plusieurs États furent frappés de contributions énormes ; la détresse des habitans fut portée au comble ; quelques-uns déterraient les cadavres pour assouvir leur faim, on trouvait des morts ayant la bouche encore pleine d'herbes crues.

*Période suédoise [1630-1635]*. Le salut vint de la Suède et de la France. Le cardinal de Richelieu dégagca les Suédois en leur ménageant une trêve avec la Pologne. Il désarma l'empereur en lui persuadant qu'il ne pouvait faire élire son fils roi des Romains, s'il ne sacrifiait Waldstein au ressentiment de l'Allemagne. Et dès qu'il se fut ainsi privé de son meilleur général, Gustave-Adolphe entra dans l'empire [1630].

Gustave-Adolphe 1630.

Ferdinand s'effraya peu d'abord ; il disait que ce *roi de neige* allait fondre en avançant vers le midi. On ne savait pas encore ce que c'était que ces hommes de fer, cette armée héroïque et pieuse, en comparaisson des troupes mercenaires de l'Allemagne. Peu après l'arrivée de Gustave-Adolphe, Torquato Conti,

général de l'empereur, lui demandant une trêve à cause des grands froids, Gustave répondit *que les Suédois ne connaissaient point d'hiver*. Le génie du conquérant déconcerta la routine allemande par une tactique impétueuse qui sacrifiait tout à la rapidité des mouvemens, qui prodiguait les hommes pour abrégér la guerre. Se rendre maître des places fortes en suivant le cours des fleuves, assurer la Suède en fermant la Baltique aux Impériaux, leur enlever tous leurs alliés, cerner l'Autriche avant de l'attaquer, tel fut le plan de Gustave. S'il eût marché droit à Vienne, il n'apparaissait en Allemagne que comme un conquérant étranger; en chassant les Impériaux des États du nord et de l'occident qu'ils écrasaient, il se présentait comme le champion de l'Empire contre l'empereur. Tilly, qui lui fut d'abord opposé, n'arrêta point le torrent; il ne fit qu'attirer sur les armes impériales l'exécration de l'Europe par la destruction de Magdebourg. La Saxe, le Brandebourg, qui auraient voulu rester neutres, sont entraînés dans l'alliance de Gustave par la rapidité de ses succès. Il défait Tilly à la sanglante bataille de Leipsick [1631]. Tandis que les Saxons se préparent à attaquer la Bohême, il bat le duc de Lorraine, pénètre en Alsace, et soumet les électors de Trèves, de Mayence et du Rhin, auxquels Richelieu aurait voulu permettre la neutralité; mais il fallait à Gustave des amis ou des ennemis. Enfin la Bavière est envahie en même temps que la Bohême; Tilly meurt en défendant le Lech; l'Autriche est découverte de tous côtés.

Bataille  
de Leipsick.  
1631.

Il fallut bien alors que Ferdinand recourût à cet orgueilleux Waldstein qu'il avait chassé. Long-temps il vit comme à ses pieds l'empereur et les catholiques : il se trouvait , disait-il , trop heureux dans la retraite. On ne put vaincre cette modération philosophique qu'en lui donnant dans l'empire un pouvoir à peu près égal à celui de l'empereur.

A ce prix , il sauva la Bohême et marcha sur Nuremberg pour arrêter les armes de Gustave. Ce fut alors un grand étonnement dans l'Europe , lorsque l'on vit pendant trois mois ces deux hommes invincibles camper en face l'un de l'autre sans profiter d'une occasion tant attendue. Waldstein se mit enfin en mouvement , et fut rejoint près de Lutzen par le roi de Suède. Gustave attaqua , voulant défendre l'électeur de Saxe. Après plusieurs charges , le roi , trompé par le brouillard , se jeta devant les rangs ennemis et tomba frappé de deux balles. Le duc de Lutzen. 1632. Saxe-Lauenbourg , qui passa ensuite aux Impériaux , se trouvait derrière lui au moment fatal et fut accusé de sa mort. On envoya à Vienne le juste-au-corps de buffle que portait le héros suédois [1632]. L'Europe pleura Gustave ; mais pourquoi ? Peut-être mourut-il à temps pour sa gloire. Il avait sauvé l'Allemagne et n'avait pas eu le temps de l'opprimer. Il n'avait point rendu le Palatinat à l'électeur dépourvu ; il destinait Mayence à son chancelier Oxenstierna ; il avait témoigné du goût pour la résidence d'Augsbourg , qui serait devenue le siège d'un nouvel empire.

Pendant que l'habile Oxenstierna continuait la guerre

et se faisait déclarer à Heilbron chef de la ligue des cercles de Franconie, de Souabe et du Rhin, Waldstein restait en Bohême dans une formidable inaction. C'était pour lui que Gustave semblait avoir travaillé en abattant par toute l'Allemagne le parti impérial. Il l'avait servi et par ses victoires et par sa mort. l'Allemagne, avait dit Waldstein, *ne peut contenir deux hommes comme nous*. Depuis la mort de Gustave, il était seul. Enfermé dans son palais de Prague, avec un train royal, entouré d'une foule d'aventuriers qui s'étaient donnés à sa fortune, il épiait l'occasion. Cet homme terrible qu'on voyait peu, qui ne riait jamais, qui ne parlait à ses soldats que pour faire leur fortune ou prononcer leur mort, était l'attente de l'Europe. Le roi de France l'appelait *son cousin*, et Richelieu l'engageait à se faire roi de Bohême. Il était temps que l'empereur prît une décision ; il prit celle de Henri III pour le duc de Guise. Waldstein fut assassiné à Égra, et Ferdinand, se souvenant des services qu'il lui avait autrefois rendus, fit dire trois mille messes pour le repos de son âme [1634].

Assassinat  
de Waldstein.

Cependant l'électeur de Saxe avait fait sa paix avec l'empereur. Les Suédois n'étaient pas assez forts pour tenir seuls en Allemagne. Il fallut que la France descendît à son tour sur le champ de bataille.

*Période française [1635-1648]*. Richelieu, qui la gouvernait alors, l'avait trouvée livrée à l'influence espagnole, troublée par les princes et les grands, par la mère du roi, par les protestans [gouvernement de Marie de Médicis, 1610-1617; du favori de Luynes.

Richelieu.  
1635.



1617-1621]. Ce grand ministre avait repris contre ceux-ci le système de Henri IV, avec cet avantage qu'aucun engagement antérieur, aucun motif de reconnaissance ne l'obligeait d'avoir pour eux de dangereux ménagemens. Il leur avait pris La Rochelle en jetant dans la mer une digue de 800 toises, comme autrefois Alexandre au siège de Tyr, les avait vaincus, désarmés, et pourtant rassurés par une politique magnanime [1627-8]. Puis, il s'était tourné contre les grands, avait chassé de France la mère et le frère du roi, et fait tomber sur l'échafaud la tête d'un Marillac et d'un Montmorenci [1630-32]. Il avait ses prisons à lui dans sa maison de Ruel; il y faisait condamner ses ennemis, sauf à se moquer ensuite des juges. Il ne lui restait qu'à honorer ces victoires odieuses sur les ennemis intérieurs par des conquêtes sur l'étranger [1635].

Bernard

le Weimar.

D'abord il achète Bernard de Weimar, le meilleur élève de Gustave-Adolphe, avec son armée. Il s'allie aux Hollandais pour partager les Pays-Bas espagnols, tandis qu'à l'autre bout de la France il reprendra le Roussillon; l'alliance du duc de Savoie lui assure les passages de l'Italie. Entamée du côté des Pays-Bas, la France gagna en Italie plus de gloire que d'avantage réel. Mais les Hollandais ses alliés détruisirent la marine espagnole à la bataille des Dunes [1639]. Bernard de Weimar prit les quatre villes forestières, Fribourg et Brisach, sous les murs desquelles il remporta quatre victoires. Il oubliait que la France lui avait acheté d'avance ses conquêtes. Il allait se ren-

dre indépendant, lorsqu'il mourut aussi à propos pour Richelieu que Waldstein pour Ferdinand.

Tout devint favorable aux Français du moment que le soulèvement de la Catalogne et du Portugal réduisit l'Espagne à une guerre défensive [1640]. La maison de Bragance monta sur le trône de Portugal aux applaudissemens de l'Europe. Les français, vainqueurs en Italie, prirent aux Pays-Bas Arras et Thionville. Le grand Condé gagna la bataille de Rocroi cinq jours après l'avènement de Louis XIV; heureux présage de ce grand règne, qui rassura la France après la mort de Richelieu et de Louis XIII.

Succès.  
des Français

La guerre avait alors changé de caractère pour la seconde fois. Au fanatisme de Tilly et de son maître Ferdinand II, au génie révolutionnaire des Waldstein et des Weimar, avaient succédé d'habiles tacticiens, un Piccolomini, un Merci, généraux de l'empereur, et les élèves de Gustave-Adolphe, Banner, Torstenson, Wrangel. La guerre étant un métier pour tant de gens, la paix devenait de plus en plus difficile. La France, tout occupée de couvrir ses conquêtes de Lorraine et d'Alsace, refusait de se joindre aux Suédois pour accabler la maison d'Autriche. Tortenson crut un instant vaincre sans le secours des Français. Ce général paralitique, qui étonnait l'Europe par la rapidité de ses manœuvres, avait renouvelé à Leipsick la gloire de Gustave-Adolphe [1642]; il avait frappé dans les Danois les amis secrets de l'empereur; l'alliance de Transylvain lui permettait de pénétrer enfin en Autriche [1645.] La défec-

Bataille  
de Leipsick  
1642.

tion du Transylvain et la mort de Torstenson sauvèrent l'empereur.

Cependant, des négociations étaient ouvertes depuis Ferdinand III. 1636 : l'avènement de Ferdinand III à l'empire semblait devoir les favoriser [1637]. Quoique la médiation du pape, de Venise, des rois de Danemark, de Pologne et d'Angleterre eût été rejetée, les préliminaires de paix furent signés en 1642. La mort de Richelieu releva l'espoir de la maison d'Autriche, et recula la paix. Il fallut les victoires de Condé à Fribourg, à Norlingen et à Lens [1644-45-48], celle de Turenne et des Suédois à Sommerhausen, enfin la prise de la petite Prague par Wrangé [1648], pour décider l'empereur à signer le traité de Westphalie. La guerre ne continua qu'entre l'Espagne, la France et le Portugal. Principaux articles: 1° la paix d'Augsbourg [1555] est confirmée et étendue aux calvinistes, 2° la souveraineté des divers États de l'Allemagne, dans l'étendue de leur territoire, est sanctionnée; ainsi que leurs droits aux diètes générales de l'Empire; ces droits sont garantis, *à l'intérieur*, par la composition de la chambre impériale et du conseil aulique, où les protestans et les catholiques entrent désormais en nombre égal : *à l'extérieur*, par la médiation de la France et de la Suède; 3° indemnités adjugées à plusieurs États; pour les former, un grand nombre de biens ecclésiastiques sont sécularisés; la France obtient l'Alsace, les Trois-Évêchés, Philipsbourg et Pignerol, les clés de l'Allemagne et du Piémont; la Suède, une partie de la Poméranie, Brème, Wer-

den , Wismar , etc., trois voix aux diètes de l'Empire et cinq millions d'écus; *l'électeur de Brandebourg* , Magdebourg , Halberstad , etc. La *Saxe* , le *Mecklembourg* et *Hesse-Cassel* sont aussi indemnisés ; 4° le fils de Frédéric V recouvre le bas palatinat du Rhin ( le haut Palatinat demeure à la Bavière ); une huitième dignité électorale est créée en sa faveur ; 5° les Provinces-Unies sont reconnues indépendantes de l'Espagne ; les Provinces-Unies et les cantons suisses , de l'empire germanique.

---

---

**CHAPITRE XIII.****L'ORIENT ET LE NORD AU QUINZIÈME SIÈCLE.**

---

**§ I. — TURQUIE , HONGRIE , 1566-1648.**

**Soliman-le-Magnifique.** Le règne de Soliman-le-Magnifique avait été l'apogée de la grandeur ottomane. Sous lui, les Turcs ne furent pas moins redoutables sur terre que sur mer ; ils entrèrent dans le système de l'Europe par leur alliance avec la France contre la maison d'Autriche. Soliman essaya de donner une législation à ses peuples ; il réunit les maximes et ordonnances de ses prédécesseurs, remplissant les lacunes et fixant la hiérarchie civile. Il embellit Constantinople en rétablissant l'ancien aqueduc, dont l'eau se partage en huit cents fontaines ; il fonda la mosquée Souleimanieh, qui renferme quatre collèges, un hospice pour les pauvres, un hôpital pour les malades, une bibliothèque de deux mille manuscrits. La langue turque s'ennoblit par le mélange de l'arabe et du persan ; Soliman lui-même faisait des vers en ces langues. Dans la vieillesse, le Sultan fut entièrement gouverné par Rouschen (Roxelane), qu'il avait épousée, et



qui lui fit mettre à mort ses enfans d'un premier lit. L'empire, épuisé par tant de guerres, sembla vieillir avec lui sous l'influence d'un gouvernement de sérail. Soliman en prépara la décadence en ôtant le commandement des armées aux membres de la famille impériale.

Sous son indolent successeur, Sélim II [1566-74], les Turcs enlevèrent Chypre aux Vénitiens, mal secondés par l'Espagne ; mais ils furent défaits dans le golfe de Lépante par les flottes combinées de Philippe II, de Venise et du pape, sous les ordres de D. Juan d'Autriche. Depuis cet échec, les Turcs avouèrent que Dieu, qui leur avait donné l'empire de la terre, avait laissé celui de la mer aux infidèles.

Lépante.  
1574.

Sous Amurat III, Mahomet III et Achmet I<sup>er</sup> [1574-1617], les Turcs soutinrent, avec des succès divers, de longues guerres contre les Persans et les Hongrois. Les janissaires, qui avaient troublé de leurs révoltes les règnes de ces princes, mirent à mort leurs successeurs Mustapha et Othman [1617-23]. L'empire se releva sous Amurat IV l'Intrépide, qui occupa au dehors l'esprit turbulent des janissaires, prit Bagdad et intervint dans les troubles de l'Inde. Sous l'imbécile Ibrahim [1645], les Turcs, suivant toujours l'impulsion donnée par Amurat, enlevèrent Candie aux Vénitiens.

*Hongrie.* — Ce royaume était partagé entre la maison d'Autriche et les Turcs, depuis 1562. De ce partage résultait une guerre continuelle. La suzerai-

Situation  
de la Hongrie

neté de la Transylvanie était une autre cause de guerre entre l'Autriche et la Porte. — Dans l'intérieur, la Hongrie n'était pas plus tranquille. Les princes autrichiens, espérant augmenter leur pouvoir en ramenant la Hongrie à une croyance uniforme, persécutaient les protestans et violaient les privilèges de la nation. Les Hongrois se soulevèrent sous Rodolphe II, Ferdinand II et Ferdinand III; les princes de Transylvanie, Étienne Botschkaï, Betlem Gabor, Georges Ragotzi, se donnèrent successivement pour chefs aux mécontents. Par les pacifications de Vienne [1606] et de Lintz [1645]; par les décrets des diètes d'OEdimbourg [1622] et de Presbourg [1647], les rois de Hongrie furent forcés d'accorder l'exercice public de la religion protestante, et de respecter les privilèges nationaux.

## § II. — POLOGNE, PRUSSE, RUSSIE, 1505-1648.

La Pologne prévaut sur l'ordre Teutonique, puissance allemande avancée hors de l'Allemagne au milieu des états slaves, et mal soutenue par l'Empire; mais en récompense, elle néglige de protéger les Bohémiens et les Hongrois dans leurs révoltes contre l'Autriche.

Les deux grands peuples d'origine slave avaient de fréquens rapports entre eux, mais en avaient peu avec les états scandinaves, avant que les révolutions de la Livonie les engageassent dans une guerre commune,

vers le milieu du seizième siècle. La Livonie devint alors , pour le nord de l'Europe, ce qu'avait été le Milanais pour les états du midi.

*État de la Pologne et de la Russie dans la première moitié du seizième siècle.* — Avénement de WASILI IV *Iwanowitch* [1505], et de SIGISMOND I<sup>er</sup> [1506]. Le faible Wasili eut l'imprudence de rompre avec les Tartares (1) de la Crimée, qui avaient servi si utilement Iwan III : il acheva l'assujétissement de Plescof, enleva Smolensk aux Lithuaniens, mais il fut battu par eux la même année [1514]. Il s'allia avec l'ordre Teutonique contre les Polonais, sans pouvoir empêcher la Prusse de se soumettre à la Pologne. Le grand-maître, Albert de Brandebourg, embrassa le luthéranisme [1525], sécularisa la Prusse teutonique, et la reçut en fief de Sigismond I<sup>er</sup>. Prusse. 1525.

1533, avénement d'IWAN IV *Wasiliewitch*, en Russie; 1548, de SIGISMOND II, dit Auguste, en Pologne. Iwan IV. 1533-84.

Pendant la minorité d'Iwan IV, le pouvoir passe des mains de la régente Hélène à plusieurs grands, qui se supplantent tour-à-tour. — 1547, sous l'influence de la tzarine Anastasie, Iwan IV modéra d'abord la violence de son caractère. Il compléta l'abaissement des Tartares par la réunion définitive de Kazan et par la conquête d'Astrakan [1552-54].

(1) Nous avons suivi l'orthographe préférée par M. Abel de Rémusat. Voy. la Préface des *Recherches sur les langues tartares*.

Livonie.  
1558-83.

**1558-1583, Guerre de Livonie.** — L'ordre des chevaliers Porte-Glaive, vainqueur des Russes en 1502, fut indépendant de l'ordre Teutonique depuis 1521. Mais vers cette époque, toutes les puissances du Nord élevèrent des prétentions sur la Livonie. Iwan IV l'ayant envahie en 1558, le grand-maître Gotthar Kettler aima mieux la réunir à la Pologne par le traité de Wilna [1561], en se créant lui-même duc de Courlande. Le roi de Danemark, Frédéric II, maître de l'île d'OEsel et de quelques districts, et le roi de Suède, Éric XIV, appelé par la ville de Revel et par la noblesse d'Estonie, prirent part à la guerre, qui se poursuivit sur terre et sur mer.

Le tzar rencontra deux obstacles dans ses projets de conquêtes : la jalousie des Russes contre les étrangers qu'il leur préférerait, et la crainte que sa cruauté inspirait aux Livoniens. Il écrasa tout ce qui pouvait résister parmi ses sujets dans la bourgeoisie commerçante et dans la noblesse [1570], et envahit ensuite la Livonie au nom d'un frère du roi de Danemark [1575]. Mais la Pologne et la Suède s'unirent contre le tzar, qui fit la paix avec la Pologne, en lui abandonnant la Livonie, et conclut une trêve avec la Suède, qui resta en possession de la Carélie [1582-83]. Il mourut en 1584.

[Code d'Iwan IV, 1550, présentant un système de toutes les anciennes lois. Justice gratuite. Tous les possesseurs de terre assujétis au service militaire. Établissement d'une solde. Institution de la milice permanente des strélitz. — Commerce avec la Tar-

tarie, la Turquie et la Lithuanie. Les guerres de Livonie et de Lithuanie fermant aux Russes la Baltique, ils ne communiquent plus avec le reste de l'Europe qu'en tournant la Suède par les mers du Nord. 1555, l'anglais Chanceller, envoyé par la reine Marie pour trouver un passage aux Indes par le Nord, aborde au lieu où l'on fonda depuis Archangel. Commerce régulier entre la Russie et l'Angleterre jusqu'aux guerres civiles de la Russie, 1605. — 1577-81, découverte de la Sibérie.]

La dynastie des Jagellons s'éteignit, en 1572, par la mort de Sigismond-Auguste; celle de Rurik, en 1598, par la mort du tzar FÉDOR I<sup>er</sup>, fils et successeur d'Iwan IV. De ces deux événemens résultèrent, médiatement ou immédiatement deux guerres longues et sanglantes, qui mirent de nouveau aux prises toutes les puissances du Nord; l'une eut pour objet la succession de Suède, l'autre celle de Russie. La première, qui dura soixante-sept ans [1593-1660], fut interrompue deux fois, d'abord par la seconde [1609-1619], ensuite par la guerre de Trente ans [1629-1655].

Successions  
de Pologne,  
1572;  
de Russie.  
1593.

Le trône de Pologne devint purement électif. 1573-1575, HENRI DE VALOIS n'apparut en ce royaume que pour signer les premiers *paeta conventa*. — 1575-1587, l'avénement d'ÉTIENNE BATTHORI, prince de Transylvanie, différa le moment où la Pologne devait perdre sa prépondérance. Il contint ses sujets [Dantzick, Riga, 1578, 1586]; il humilia la Russie et le Danemarck [1582-85]. — 1587, SIGISMOND III,



fils de Jean III, roi de Suède, élu roi de Pologne, se trouva, à son avènement au trône de son père, dans une position difficile : la Suède était protestante, la Pologne catholique ; toutes deux reclamaient la Livonie. L'oncle de Sigismond (Charles IX), chef du parti luthérien en Suède, prévalut sur lui et par la politique [1595] et par les armes [1598]. De là une guerre entre les deux peuples, qui ne s'interrompit qu'au moment où ils prirent la Russie pour champ de bataille. L'usurpation de Boris-Godunow, et l'imposture de plusieurs faux Démétrius, qui se portaient pour héritiers du trône de Moscou, faisaient espérer aux Polonais et aux Suédois, ou démembrer la Russie, ou de lui donner pour maître un de leurs princes. — Leurs espérances furent trompées. Un Russe [1613-1645,] MICHAÏL FÉDROWITSCH, fonda la maison de Romanow. 1616-1618, la Russie céda à la Suède l'Ingrie et la Carélie russe, à la Pologne les territoires de Smolensko, de Tschernigow, et de Nowgorod-Sewerkoi, et perdit toute communication avec la Baltique.

1620-1629, La guerre recommença entre la Pologne et la Suède, jusqu'à l'époque où Gustave-Adolphe prit part à la guerre de Trente ans, [1629, trêve de six ans, renouvelée en 1635 pour vingt-six].

Sigismond III et son successeur Wladislas VII [1632 1648], soutinrent de longues guerres contre les Turcs, les Russes et les Cosaques de l'Ukraine.

La Pologne céda à la Suède le rôle de puissance dominante du Nord ; mais elle conserva sa supériorité.

Faux  
Démétrius.

rité sur la Russie, dont le développement avait été retardé par ses guerres civiles.

*Prusse* — 1563, Joachim II, électeur de Brandebourg, obtint du roi de Pologne l'investiture simultanée du fief de Prusse. 1618, A la mort du duc Albert Frédéric (fils d'Albert de Brandebourg), l'électeur Jean Sigismond, son gendre, lui succéda. — 1614, 1666, La branche électorale recueillit aussi une partie de la succession de Juliers, en vertu des droits d'Anne, fille du duc de Prusse, Albert-Frédéric, et femme de l'électeur de Brandebourg, Jean Sigismond. — Le fils de ce dernier, Frédéric-Guillaume, fonda la grandeur de la Prusse.

### § III. — DANEMARK ET SUÈDE.

Au seizième siècle, ces deux états furent en proie à des troubles intérieurs, et soutinrent de longues guerres. Les forces des deux peuples se développèrent, et ils arrivèrent préparés à la guerre de Trente ans. La Suède préludait alors au rôle héroïque qu'elle devait jouer dans tout le dix-huitième siècle.

La lassitude du Danemark et les troubles intérieurs de la Suède terminèrent par la paix de Stettin [1570], la longue querelle qui durait entre ces royaumes depuis la rupture de l'union de Calmar. Le Danemark fut dès-lors paisible sous les longs règnes de Frédéric II [1559-1588] et de Christiern IV, jusqu'à l'époque où ce dernier, plus habile administrateur que

Paix  
de Stettin.  
1570.

grand général, compromit le repos du Danemark en attaquant Gustave-Adolphe [1611-13], et en prenant part à la guerre de Trente ans [1625].

L'indigne fils de G. Wasa, Éric XIV [1560-68], avait été dépossédé par son frère Jean III [1568-1592], qui entreprit de rétablir en Suède la religion catholique. Le fils de Jean, Sigismond, roi de Suède et de Pologne, fut supplanté par son oncle Charles IX [1604], père de Gustave-Adolphe. *Voy.* plus haut l'article *Pologne*.

---

---

## CHAPITRE XIV.

**DÉCOUVERTES ET COLONIES MODERNES. — DÉCOUVERTES ET ÉTABLISSEMENTS DES PORTUGAIS DANS LES DEUX INDES. 1412-1582.**

---

### § I. — *Découvertes et colonies des modernes.*

**PRINCIPAUX motifs qui ont déterminé les modernes à chercher de nouvelles terres et à s'y établir :** 1° Esprit guerrier et aventureux, désir d'acquérir par la conquête et le pillage ; 2° esprit de commerce, désir d'acquérir par la voie légitime des échanges ; 3° esprit religieux, désir de conquérir les nations idolâtres à la foi chrétienne, ou de se dérober aux troubles de religion.

La *fondation des principales colonies modernes* est due aux cinq peuples les plus occidentaux, qui ont eu successivement l'empire des mers : aux Portugais et aux Espagnols (quinzième et seizième siècles) ; aux Hollandais et aux Français (dix-septième siècle) ; enfin, aux Anglais (dix-septième et dix-huitième siècles). — Les colonies des Espagnols eurent, dans l'origine, pour principal objet l'exploitation des mines ;

celles des Portugais, le commerce et la levée des tributs imposés aux vaincus ; celles des Hollandais furent essentiellement commerçantes ; celles des Anglais , à la fois commerçantes et agricoles.

*La principale différence entre les colonies anciennes et les modernes*, c'est que les anciennes ne restaient unies à leur métropole que par les liens d'une sorte de parenté ; les modernes sont regardées comme la propriété de leur métropole, qui leur interdit le commerce avec les étrangers.

*Résultats directs des découvertes et des établissements des modernes.*—Le commerce change de forme et de route. Au commerce de terre est généralement substitué le commerce maritime ; le commerce du monde passe des pays situés sur la Méditerranée aux pays occidentaux. — Les *résultats indirects* sont innombrables ; l'un des plus remarquables est le développement des puissances maritimes.

*Principales routes du commerce de l'Orient pendant le moyen-âge.* — Dans la première moitié du moyen-âge, les Grecs faisaient le commerce de l'Inde par l'Égypte, puis par le Pont-Euxin et la mer Caspienne ; dans la seconde, les Italiens le faisaient par la Syrie et le golfe Persique, enfin par l'Égypte. — *Croisades.* — *Voyages* de Rubruquis, de Marco-Paolo et de John Mandeville, du onzième au quatorzième siècle. — Au commencement du quatorzième siècle, les Espagnols découvrent les Canaries.



---

## § II. — *Découvertes et établissemens des Portugais.*

L'infant don Henri encourage les navigateurs. — Découvertes de Madère, des Açores, du Congo, 1412-1484, du cap de Bonne-Espérance, 1486. — Voyage de Vasco de Gama, 1497-1498. — Découverte du Brésil, 1500. — Almeida et Albuquerque, 1505-1515. — Soumission de Ceylan, 1518. — Premières relations avec la Chine et le Japon, 1517-1542. — Décadence des colonies portugaises, — Ataïde et Jean de Castro, 1545-1572. — Domination des Espagnols, 1582.

---

Il appartenait au peuple le plus occidental de l'Europe de commencer cette suite de découvertes qui ont étendu la civilisation européenne sur tout le monde. Les Portugais, resserrés par les puissances de l'Espagne et toujours en guerre avec les Maures, sur lesquels ils avaient conquis leur patrie, devaient tourner leur ambition du côté de l'Afrique. Après cette croisade de plusieurs siècles, les idées des vainqueurs s'agrandirent : ils conçurent le projet d'aller chercher des nouveaux peuples infidèles pour les subjuguier et les convertir. Mille vieux récits enflammaient la curiosité, la valeur et l'avarice : on voulait voir ces mystérieuses contrées où la nature avait prodigué les monstres, où elle avait semé l'or à la surface

L'infant  
don Henri.

de la terre. L'infant don Henri, troisième fils de Jean I<sup>er</sup>, seconda l'ardeur de la nation. Il passa sa vie à Sagres, près du cap de Saint-Vincent; là, les yeux fixés sur les mers du midi, il dirigea les audacieux pilotes qui visitèrent les premiers ces parages inconnus. Le cap Non, borne fatale des navigateurs antiques, avait déjà été franchi; on avait trouvé Madère [1412-13]. On passa encore le cap Bajador, le cap Vert; on découvrit les Açores [1448]; on franchit cette ligne redoutable où l'on croyait que l'air brûlait comme le feu. Lorsqu'on eut pénétré au-delà du Sénégal, on vit avec étonnement que les hommes, de couleur cendrée au nord de ce fleuve, devenaient entièrement noirs au midi. L'on aperçut, en arrivant au Congo, un nouveau ciel et de nouvelles étoiles [1484]. Mais ce qui encouragea plus puissamment l'esprit de découvertes, c'est l'or que l'on avait trouvé en Guinée.

On commença alors à moins mépriser les récits des anciens Phéniciens, qui prétendaient avoir fait le tour de l'Afrique, et l'on espéra qu'en suivant la même route, on pourrait arriver aux Indes orientales.

Pendant que le roi Jean II envoyait par terre deux gentilshommes aux Indes (Covillam et Payva), Barthélemy Diaz touchait le promontoire qui borne l'Afrique au sud, et le nommait le cap des Tempêtes; mais le roi, sûr dès-lors de trouver la route des Indes, l'appela le *Cap de Bonne-Espérance* [1486].

Cap de Bonne-  
Espérance.  
1486.

C'est alors que la découverte du Nouveau-Monde vint étonner les Portugais et redoubler leur émulation.

Mais les deux nations auraient pu se disputer l'empire de la mer ; on recourut au pape ; Alexandre VI divisa les deux nouveaux mondes : tout ce qui était à l'orient des Açores devait appartenir au Portugal ; tout ce qui était à l'occident fut donné à l'Espagne. On traça une ligne sur le globe , qui marqua les limites de ces droits réciproques , et qu'on appelle la *ligne de démarcation*. De nouvelles découvertes dérangèrent bientôt cette ligne.

Enfin le roi de Portugal, Emmanuel-le-Fortuné, donna le commandement d'une flotte au fameux Vasco de Gama [1497-98]. Il reçut du prince la relation du voyage de Covillam ; il emmena dix hommes condamnés à mort, qu'il devait risquer dans l'occasion, et qui, par leur audace, pouvaient mériter leur grâce. Il passa une nuit en prières dans la chapelle de la Vierge, et s'approcha de la sainte table la veille de son départ. Le peuple le conduisit tout en larmes au rivage. Un couvent magnifique a été fondé au lieu même d'où Gama était parti.

Vasco  
de Gama.  
1497-8.

La flotte approchait du *terrible cap*, lorsque l'équipage, épouvanté par cette mer orageuse, et redoutant la famine, se révolta contre Gama. Rien ne put l'arrêter : il mit les chefs aux fers, et, prenant lui-même le gouvernail, il doubla la pointe de l'Afrique. De plus grands dangers l'attendaient sur cette côte orientale, qu'aucun vaisseau européen n'avait encore visitée. Les Maures, qui faisaient le commerce de l'Afrique et de l'Inde, dressèrent des pièges à ces nouveaux venus, qui allaient partager avec eux.

Mais l'artillerie les épouvanta, et Gama, traversant le golfe de sept cents lieues qui sépare l'Afrique de l'Inde, aborda à Calicut treize mois après son départ de Lisbonne.

En descendant sur ce rivage inconnu, Vasco défendit aux siens de le suivre et de venir le défendre s'ils apprenaient qu'il fût en danger. Malgré les complots des Maures, il fit accepter au Zamorin l'alliance du Portugal.

Alvarès Cabr.

Une nouvelle expédition suivit bientôt la première, sous les ordres d'Alvarès Cabral : l'amiral avait reçu des mains du roi un chapeau béni par le pape. Après avoir passé les îles du cap vert, il prit le large, s'éloigna beaucoup à l'occident, et vit une terre nouvelle, riche, fertile, où régnait un printemps éternel : c'était le Brésil, la contrée de tout le continent américain la plus voisine de l'Afrique. Il n'y a que trente degrés de longitude de cette terre au mont Atlas : c'était celle qu'on devait découvrir la première [1500].

Albuquerque.

[1505-1515.] L'habileté de Cabral, de Gama et d'Alméida, premier vice-roi des Indes, déconcerta les efforts des Maures, divisa les naturels du pays, arma Cochin contre Calicut et Cananor. Quiloa et Sofala, en Afrique, reçurent la loi des Européens. Mais le principal fondateur de l'empire des Portugais dans les Indes fut le vaillant Albuquerque : il prit, à l'entrée du golfe Persique, Ormus, la ville la plus brillante et la plus polie de l'Asie [1507]. Le roi de Perse, dont elle avait dépendu, demandait un tribut aux Portugais; Albuquerque montre aux ambassadeurs des



boulets et des grenades : « Voilà, dit-il, la monnaie des tributs que paie le roi de Portugal. »

Cependant Venise voyait tarir les sources de sa richesse : la route d'Alexandrie commençait à être négligée. Le sultan d'Égypte ne percevait plus de droit de passage sur les denrées de l'Orient. Les Vénitiens, Les Vénitiens. ligués avec lui, envoyèrent à Alexandrie des bois de construction qui, transportés à Suez, servirent à former une flotte [1508]. Elle eut d'abord l'avantage sur les Portugais dispersés ; mais elle fut ensuite battue, ainsi que les autres armemens qui continuèrent à descendre la mer Rouge. Pour prévenir de nouvelles attaques Albuquerque proposait au roi d'Abyssinie de détourner le Nil, ce qui eût changé l'Égypte en désert.

Il fit de Goa le chef-lieu des établissemens portugais dans l'Inde [1510]. L'occupation de Malaca et de Ceylan rendit les Portugais maîtres de la vaste mer que termine au nord le golfe du Bengale [1511-1518]. Le conquérant mourut à Goa, pauvre et disgracié. Avec lui disparurent chez les vainqueurs toute justice, toute humanité. Long-temps après sa mort, les Indiens allaient au tombeau du grand Albuquerque lui demander justice des vexations de ses successeurs.

Les Portugais s'étant introduits à la Chine et au Japon [1517-42], eurent quelque temps entre les mains tout le commerce maritime de l'Asie. Leur empire s'étendait sur les côtes de Guinée, de Mélinde, de Mosambique et de Sofala, sur celle des deux presqu'îles de l'Inde, sur les Moluques, Ceylan et les îles

Empire  
des Portugais.



de la Sonde. Mais ils n'avaient guère dans cette vaste étendue de pays qu'une chaîne de comptoirs et de forteresses. La décadence de leurs colonies était accélérée par plusieurs causes : 1° l'éloignement des conquêtes ; 2° la faible population du Portugal, peu proportionnée à l'étendue de ces établissemens : l'orgueil national empêchait le mélange des vainqueurs et des vaincus ; 3° l'amour du brigandage, qui se substitua bientôt à l'esprit du commerce ; 4° le désordre de l'administration ; 5° le monopole de la couronne ; 6° enfin, les Portugais se contentaient de transporter les marchandises à Lisbonne, et ne les distribuaient pas en Europe. Ils devaient tôt ou tard être supplantés par des rivaux plus industrieux.

Jean  
de Castro.

La décadence de leur empire fut retardée par deux héros, Jean de Castro [1545-48] et Ataïde [1568-72]. Le premier eut à combattre les Indiens et les Turcs réunis. Le roi de Cambaïe avait reçu du grand Soliman des ingénieurs, des fondeurs, et tous les moyens d'une guerre Européenne. Castro n'en délivra pas moins la citadelle de Diu, et triompha dans Goa à la manière des généraux de l'antiquité. Il manquait de fonds pour réparer les fortifications de Diu ; il fit un emprunt en son nom aux habitans de Goa, en leur donnant ses moustaches en gage. Il expira entre les bras de saint François Xavier en 1548. On ne trouva que trois réaux chez cet homme, qui avait manié les trésors des Indes.

Ataïde.

Le gouvernement d'Ataïde fut l'époque d'un soulèvement universel des Indes contre les Portugais :

il fit face de tous côtés, batit l'armée du roi de Cambaïe, forte de cent mille hommes, défit le Zamorin et lui fit jurer de ne plus avoir de vaisseaux de guerre. Lors même qu'il était encore pressé par Goa, il refusa d'abandonner les possessions les plus éloignées, et fit partir pour Lisbonne les vaisseaux qui y portaient tous les ans les tribus des Indes.

Après lui, tout tomba rapidement. La division de l'Inde en trois gouvernemens affaiblit encore la puissance portugaise. A la mort de Sébastien et de son successeur le cardinal Henri [1581], l'Inde portugaise suivit le sort du Portugal, et passa entre les mains inhabiles des Espagnols [1582], jusqu'à ce que les Hollandais vinssent les débarrasser de ce vaste empire.

---

## CHAPITRE XV.

**DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE. — CONQUÊTES ET ÉTABLISSE-  
MENTS DES ESPAGNOLS AUX QUINZIÈME ET SEIZIÈME SIÈCLES.**

Christophe Colomb. — Découverte de l'Amérique, 12 octo-  
bre 1492. — Second voyage, 1493. — Troisième, 1498. —  
Découverte de la mer du Sud, 1513. — Cortez, conquête du  
Mexique, 1518-1521. — Pizarre, conquête du Pérou 1524-  
1533. — Découvertes et établissemens divers, 1540-1567.

---

« C'EST ici le plus grand événement de notre globe,  
dont une moitié avait toujours été ignorée de l'autre.  
Tout ce qui a paru grand jusqu'ici semble disparaître  
devant cette espèce de création nouvelle.

Christophe  
Colomb.

» Colombo, frappé des entreprises des Portugais,  
conçut qu'on pouvait faire quelque chose de plus  
grand, et par la seule inspection d'une carte de notre  
univers, jugea qu'il devait y en avoir un autre, et  
qu'on le trouverait en voguant toujours vers l'occi-  
dent. Son courage fut égal à la force de son esprit,  
et d'autant plus grand qu'il eut à combattre les pré-  
jugés de tous les princes. Gênes, sa patrie, qui le  
trahit de visionnaire, perdit la seule occasion de s'a-

grandir qui pouvait s'offrir pour elle. Henri VII, roi d'Angleterre, plus avide d'argent que capable d'en hasarder dans une si noble entreprise, n'écoula pas le frère de Colombo; lui-même fut refusé en Portugal par Jean II, dont les vues étaient entièrement tournées du côté de l'Afrique. Il ne pouvait s'adresser à la France, où la marine était toujours négligée, et les affaires autant que jamais en confusion sous la minorité de Charles VIII. L'empereur Maximilien n'avait ni ports pour une flotte, ni argent pour l'équiper, ni grandeur de courage pour un tel projet. Venise eût pu s'en charger; mais, soit que l'aversion des Génois pour les Vénitiens ne permît pas à Colombo de s'adresser à la rivale de sa patrie, soit que Venise ne conçût de grandeur que dans son commerce d'Alexandrie et du Levant, Colombo n'espéra qu'en la cour d'Espagne. Ce ne fut pourtant qu'après huit ans de sollicitations que la cour d'Isabelle consentit au pied que le citoyen de Gênes voulait lui faire. La cour d'Espagne était pauvre : il fallut que le prieur Pérez et deux négocians, nommés Pinzone, avançassent dix-sept mille ducats pour les frais de l'armement. Colombo eut de la cour une patente, et partit enfin du port de Palos en Andalousie avec trois petits vaisseaux et un vain titre d'amiral.

» Des îles Canaries, où il mouilla, il ne mit que trente-trois jours pour découvrir la première île de l'Amérique [12 octobre 1492] et pendant ce court trajet, il eut à soutenir plus de murmures de son équipage qu'il n'avait essuyé de refus des princes de

Découverte  
de l'Amérique  
1492.

l'Europe. Cette île , située environ à mille lieues des Canaries , fut nommée San-Salvador : aussitôt il découvrit les autres îles Lucayes , Cuba , et Hispaniola , nommée aujourd'hui Saint-Domingue. Ferdinand et Isabelle furent dans une singulière surprise de le voir revenir au bout de sept mois avec des Américains d'Hispaniola , des raretés du pays , et surtout de l'or qu'il leur présenta. Le roi et la reine le firent asseoir et couvrir comme un grand d'Espagne , le nommèrent grand-amiral et vice-roi du nouveau-Monde , il était regardé partout comme un homme unique envoyé du ciel. C'était alors à qui s'embarquerait sous ses ordres.

Second  
yage. 1493.

Il repart avec une flotte de dix-sept vaisseaux [1493]. Il trouve encore de nouvelles îles , les Antilles et la Jamaïque. Le doute s'était changé en admiration pour lui à son premier voyage ; mais l'admiration se tourna en envie au second.

Il était amiral , vice-roi , et pouvait ajouter à ces titres celui de bienfaiteur de Ferdinand et d'Isabelle. Cependant des juges , envoyés sur ses vaisseaux mêmes pour veiller sur sa conduite , le ramenèrent en Espagne. Le peuple , qui entendit que Colombo arrivait , courut au-devant de lui comme du génie tutélaire de l'Espagne : on tira Colombo du vaisseau , il parut , mais avec les fers aux pieds et aux mains.

Ce traitement lui avait été fait par l'ordre de Fonseca , évêque de Burgos , intendant des armemens (1). L'ingratitude était aussi grande que les

(1) *Codice diplomatico Colombo. Americano, ossia rac-*



services. Isabelle en fut honteuse : elle répara cet affront autant qu'elle le put ; mais on retint Colombo quatre années , soit qu'on craignît qu'il ne prit pour lui ce qu'il avait découvert , soit qu'on voulût seulement avoir le temps de s'informer de sa conduite. Enfin, on le renvoya encore dans son Nouveau-Monde [1498]. Ce fut à ce troisième voyage qu'il aperçut le Troisième continent à dix degrés de l'équateur , et qu'il vit la voyage. côte où l'on a bâti Carthagène (1).

*colta di documenti inediti, etc. Genova, 1823, p. LIV, LV.*  
 Voy. dans le même recueil, la lettre de Colomb à la nourrice du prince D. Juan, lorsqu'il revenait prisonnier en Espagne, p. 297.

(1) Dans un quatrième voyage [1501-1504], l'infortuné Colomb se vit refuser un abri dans les ports qu'il avait découverts. Il échoua sur la côte de la Jamaïque et y resta un an dénué de tout secours : il écrivit de là une lettre pathétique à Ferdinand et à Isabelle. Il revint en Espagne, épuisé de fatigues, et la nouvelle de la mort d'Isabelle, sa protectrice, lui porta le dernier coup [1506].

« Que m'ont servi, dit-il dans cette lettre, vingt années de  
 » travaux, tant de fatigues et de périls ? je n'ai pas aujourd'hui  
 » une maison en Castille, et si je veux dîner, souper ou dormir,  
 » je n'ai pour dernier refuge que l'hôtellerie ; encore le plus  
 » souvent l'argent me manque-t-il pour payer mon écot... A moins  
 » d'avoir la patience de Job, n'y avait-il pas de quoi mourir  
 » désespéré, en voyant que dans un pareil temps, dans l'extrême  
 » péril, que je courais, moi et mon jeune fils, et mon frère et  
 » mes amis, on me fermait cette terre et ces ports que j'avais,  
 » par la volonté divine, gagnés à l'Espagne, et pour la décou-  
 » verte desquels j'avais sué du sang.... Cependant je montai le  
 » mieux que je pus au plus haut du vaisseau, poussant des cris  
 » d'alarme, et appelant les quatre vents à mon secours, et rien

La cendre de Colombo ne s'intéresse plus à la gloire qu'il eut pendant sa vie d'avoir doublé les œuvres de la création ; mais les hommes aiment à rendre jus-

« ne me répondit..... Épuisé, je m'endormis, et j'entendis une  
 » voix pleine de douceur et de pitié, qui prononçait ces paroles :  
 » Homme insensé, homme lent à croire et à servir ton Dieu !  
 » quel soin n'a-t-il pas eu de toi depuis ta naissance ? a-t-il fait  
 » davantage pour Moïse et pour David son serviteur ? Les Indes,  
 » cette partie du monde si riche, il te les a données pour tien-  
 » nes : tu en as fait part à qui il t'a plu. Les barrières de l'Océan,  
 » qui étaient fermées de chaînes si fortes, il t'en a donné les  
 » clefs..... » Et moi, comme à demi mort, j'entendais pour-  
 » tant toute chose ; mais jamais je ne pus trouver de réponse ;  
 » seulement je me mis à pleurer mes erreurs. Celui qui me par-  
 » lait, quel qu'il fût, termina par ces paroles : « Rassure-toi,  
 » prends confiance ; car les tribulations des hommes sont écrites  
 » sur la pierre et sur le marbre. » ..... S'il plaisait à Vos  
 » Majestés de me faire la grâce d'envoyer un vaisseau de plus  
 » de soixante quatre tonneaux avec des biscuits et quelques  
 » autres provisions, il suffirait pour me porter en Espagne, moi  
 » et ces pauvres gens. Que Vos Majestés m'accordent quelque  
 » pitié. Que le ciel, que la terre pleurent pour moi. Qu'il pleure  
 » pour moi, quiconque a de la charité, quiconque aime la vérité  
 » et la justice. Je suis resté ici dans ces îles des Indes, isolé,  
 » malade, en grande peine, attendant chaque jour la mort,  
 » environné d'innombrables sauvages, pleins de cruauté, si loin  
 » des sacremens de notre sainte mère l'Église ! Je n'ai pas un  
 » maravedi pour faire une offrande spirituelle. Je supplie Vos Ma-  
 » jestés que, si Dieu me permet de sortir d'ici, elles m'accordent  
 » d'aller à Rome et d'accomplir d'autres pèlerinages. Que la  
 » sainte Trinité leur conserve la vie et la puissance ! Donnée  
 » aux Indes dans l'île de la Jamaïque, le 7 juillet de l'an 1503. »  
*Lettre de Colomb, réimprimée par les soins de l'abbé*  
*Morelli, à Bassano, 1810.*

tice aux morts, soit qu'ils se flattent de l'espérance qu'on la rendra mieux aux vivans, soit qu'ils aiment naturellement la vérité. Americo Vespucci, négociant florentin, jouit de la gloire de donner son nom à la nouvelle moitié du globe, dans laquelle il ne possédait pas un pouce de terre : il prétendit avoir le premier découvert le continent. Quand il serait vrai qu'il eût fait cette découverte, la gloire n'en serait pas à lui ; elle appartient incontestablement à celui qui eut le génie et le courage d'entreprendre le premier voyage. » (Voltaire.)

Americo  
Vespucci.

Tandis que de hardis navigateurs poursuivent l'ouvrage de Colombo, que les Portugais et les Anglais découvrent l'Amérique du Nord, et que Balboa aperçoit des hauteurs de Panama, l'Océan du Sud [1513], l'aveugle cupidité des colons espagnols dépeuplait les Antilles. Ces premiers conquérans du Nouveau-Monde étaient la lie de l'ancien. Des aventuriers impatientes de retourner dans leur patrie ne pouvaient attendre les lents bénéfices de l'agriculture ou de l'industrie. Ils ne connaissaient d'autres richesses que l'or. Cette erreur coûta dix millions d'hommes à l'Amérique. La race faible et molle qui occupait le pays, succomba bientôt à des travaux excessifs et malsains. La population d'Hispaniola était réduite, en 1507, d'un million d'hommes à soixante mille. Malgré les ordres bienfaisans d'Isabelle, malgré les efforts de Ximénès et les réclamations pathétiques des Dominicains, la dépopulation s'étendit entre les tropiques. Personne n'éleva la voix en faveur des Américains avec

Les Espagnols  
aux Antilles.

Las Casas.

plus de courage et d'opiniâtreté que le célèbre Barthélemy de Las Casas, évêque de Chiapa, le protecteur des Indiens. Par deux fois il passa en Europe, et plaida solennellement leur cause devant Charles-Quint. Le cœur se brise, lorsqu'on lit dans sa *Destruycion de las Indias* les traitemens barbares que souffraient ces malheureux (1).

(1) Las-Casas, *Brevissima relacion de la destruycion de las Indias*, édit. de Venise, 1643. Les femmes étaient attachées au travail de la terre, les hommes à celui des mines. Les générations périssaient. Une foule d'Indiens s'étranglaient. Je connais un Espagnol dont la cruauté a décidé plus de deux cents Indiens à se tuer. — P. 29. Il y avait un officier du roi qui reçut trois cents Indiens; au bout de trois mois il lui en restait trente : on lui en rendit trois cents ; il les fit périr ; on lui en donna encore, jusqu'à ce qu'il mourût et que le diable l'emporta. — Sans les frères Franciscains et une sage *audience* qui fut établie, ils auraient dépeuplé le Mexique comme Hispaniola. — 142. Au Pérou, un Alonzo Sanchez rencontre une troupe de femmes chargées de vivres, qui ne s'enfuient point et les lui donnent ; il prend les vivres et massacre les femmes. — 58. Ils creusaient des fosses, les remplissaient de pieux, et y jetaient pêle-mêle les Indiens qu'ils prenaient vivans, des vieillards, des femmes enceintes, de petits enfans, jusqu'à ce que la fosse fût comblée. — 61. Ils traînaient des Indiens après eux pour les faire combattre contre leurs frères, et les forçaient de manger de la chair d'Indien. — 83. Quand les Espagnols les traînaient dans les montagnes et qu'ils tombaient de fatigue, on leur cassait les dents avec la pomme de l'épée : alors les Indiens disaient : « Tuez-moi ici, ici je veux rester mort. » — 72. Un Espagnol allant à la chasse ne trouve rien à donner à ses chiens. Il rencontre une femme avec un petit enfant, prend l'enfant, le taille en pièces et distribue la chair entre ses chiens. — 116. J'ai vu de mes yeux les Espagnols



On ne sait si on doit admirer davantage l'audace des conquérans de l'Amérique, ou détester leur férocité. Ils avaient découvert en quatre expéditions les côtes de la Floride, du Yucatan et du Mexique, lorsque Fernand Cortez partit de l'île de Cuba pour de nouvelles expéditions dans le Continent [1519].

« Ce simple lieutenant du gouverneur d'une île nouvellement découverte, suivi de moins de six cents hommes, n'ayant que dix-huit chevaux et quelques pièces de campagne, va subjuguier le plus puissant État de l'Amérique. D'abord il est assez heureux pour trouver un Espagnol qui, ayant été neuf ans prisonnier à Yucatan, sur le chemin du Mexique, lui sert d'interprète. Cortez avance le long du golfe du Mexi-

couper les mains, le nez et les oreilles à des hommes et à des femmes, sans autres motifs que leur caprice ; et cela dans tant de lieux et tant de fois qu'il serait trop long de l'énumérer. Je les ai vus dresser des dogues à chasser et mettre en pièces des indiens. Je les ai vus arracher des enfans à la mamelle de leur mère et les lancer en l'air de toutes leurs forces. Un prêtre nommé Ocagna tira un enfant du feu où on l'avait jeté ; un Espagnol survint, qui le lui arracha et l'y rejeta. Cet homme est mort subitement le lendemain, et j'ai été d'avis qu'on ne devait point l'enterrer.

— 132. Je proteste sur ma conscience et devant Dieu que je n'ai point exagéré de la dix-millième partie tout ce qui s'est fait et se fait encore. — 134. Terminé à Valence, 1542, 8 décembre.

— Voyez aussi l'ouvrage intitulé : *Aquí se contiene una disputa, o controversia, entre el Obispo don fray Bartolomé de Las-Casas, Obispo que fué de la ciudad real de Chiapa, y el doctor Gines de Sepúlveda, Chronista del emperador nuestro, sobre que el doctor contendia que las conquistas de las Indias eran licitas.* 1550, Valladolid.



que, tantôt caressant les naturels du pays, tantôt faisant la guerre. Il trouve des villes policées où les arts sont en honneur. La puissante république de Tlascala, qui florissait sous un gouvernement aristocratique, s'oppose à son passage; mais la vue des chevaux, et le bruit seul du canon, mettaient en fuite ces multitudes mal armées. Il fait une paix aussi avantageuse qu'il le veut; six mille de ses nouveaux alliés de Tlascala l'accompagnent dans son voyage du Mexique. Il entre dans cet empire sans résistance, malgré les défenses du souverain; ce souverain commandait cependant, à ce qu'on dit, à trente vassaux, dont chacun pouvait paraître à la tête de cent mille hommes armés de flèches et de ces pierres tranchantes qui leur tenaient lieu de fer. »

Mexico.

» La ville de Mexico, bâtie au milieu d'un grand lac, était le plus beau monument de l'industrie américaine; des chaussées immenses traversaient le lac tout couvert de petites barques faites de troncs d'arbres. On voyait dans la ville des maisons spacieuses et commodes, construites de pierres, des marchés, des boutiques qui brillaient d'ouvrages d'or et d'argent, ciselés et sculptés, de vaisselle de terre vernissée, d'étoffes de coton et de tissus de plumes qui formaient des dessins éclatans par les plus vives nuances. Auprès du grand marché était un palais où l'on rendait sommairement la justice aux marchands. Plusieurs palais de l'empereur Montézuma augmentaient la somptuosité de la ville : un d'eux était entouré de grands jardins où l'on ne cultivait que des

plantes médicinales ; des intendants les distribuèrent gratuitement aux malades : on rendait compte au roi du succès de leurs usages, et les médecins en tenaient registre à leur manière , sans avoir l'usage de l'écriture. Les autres espèces de magnificence ne marquent que le progrès des arts ; celle-là marque le progrès de la morale. S'il n'était pas de la nature humaine de réunir le meilleur et le pire , on ne comprendrait pas comment cette morale s'accordait avec les sacrifices humains dont le sang regorgeait à Mexico devant l'idole de Visiliputsli, regardé comme le dieu des armées. Les ambassadeurs de Montézuma dirent à Cortez, à ce qu'on prétend, que leur maître avait sacrifié dans ses guerres près de vingt mille ennemis chaque année dans le grand temple de Mexico : c'est une très grande exagération ; on sent qu'on a voulu colorer par là les injustices du vainqueur de Montézuma ; mais enfin, quand les Espagnols entrèrent dans le temple, ils trouvèrent parmi ses ornemens des crânes d'hommes suspendus comme des trophées. Leur police, en tout le reste , était humaine et sage : l'éducation de la jeunesse formait un des plus grands objets du gouvernement. Il y avait des écoles publiques établies pour l'un et pour l'autre sexe : nous admirons encore les anciens Égyptiens d'avoir connu que l'année est d'environ trois cent soixante-cinq jours : les Mexicains avaient poussé jusque là leur astronomie. La guerre était chez eux réduite en art : c'est ce qui leur avait donné tant de supériorité sur leurs voisins. Un grand ordre dans les finances maintenait la grandeur

de cet empire, regardé par ses voisins avec crainte et avec envie.

» Mais ces animaux guerriers sur qui les principaux Espagnols étaient montés, ce tonnerre artificiel qui se formait dans leurs mains, ces châteaux de bois qui les avaient apportés sur l'Océan, ce fer dont ils étaient couverts, leurs marches comptées par des victoires, tant de sujets d'admiration joints à cette faiblesse qui porte les peuples à admirer, tout cela fit que, quand Cortez arriva dans la ville de Mexico, il fut reçu par Montézuma comme son maître, et par les habitans comme leur Dieu. On se mettait à genoux dans les rues quand un valet espagnol passait. On raconte qu'un cacique sur les terres duquel passait un capitaine espagnol, lui présenta des esclaves et du gibier : Si tu es Dieu, lui dit-il, voilà des hommes, mange-les ; si tu es homme, voilà des vivres que ces esclaves t'apprêteront. »

Réception  
des Espagnols

» Peu à peu la cour de Montézuma, s'apprivoisant avec leurs hôtes ; osa les traiter comme des hommes. Une partie des Espagnols étaient à la Vera-Cruz, sur le chemin du Mexique : un général de l'empereur, qui avait des ordres secrets, les attaqua, et quoique ses troupes fussent vaincues, il y eut trois ou quatre Espagnols de tués : la tête d'un d'eux fut même portée à Montézuma. Alors Cortez fit ce qui s'est jamais fait de plus hardi : il va au palais, suivi de cinquante Espagnols, emmène l'empereur prisonnier au quartier espagnol, le force à lui livrer ceux qui ont attaqué les siens à la Vera-Cruz, et fait mettre les fers aux

pieds et aux mains de l'empereur même, comme un général qui punit un simple soldat; ensuite il l'engage à se reconnaître publiquement vassal de Charles-Quint. Montézuma et les principaux de l'em- Montézuma.  
 pire donnent, pour tribut attaché à leur hommage, six cent mille marcs d'or pur, avec une incroyable quantité de pierreries, d'ouvrages d'or, et de tout ce que l'industrie de plusieurs siècles avait fabriqué de plus rare. Cortez en mit à part le cinquième pour son maître, prit un cinquième pour lui, et distribua le reste à ses soldats.

» On peut compter parmi les grands prodiges, que les conquérans de ce nouveau mondese déchirant eux mêmes, les conquêtes n'en souffrirent pas. Jamais le vrai ne fut moins vraisemblable: tandis que Cortez était près de subjuguier l'empire du Mexique avec cinq cents hommes qui lui restaient, le gouverneur de Cuba Velasquez, plus offensé de la gloire de Cortez son lieutenant, que de son peu de soumission, envoie presque toutes ses troupes, qui consistaient en huit cents fantassins, quatre-vingt cavaliers bien montés et deux petites pièces de canon, pour réduire Cortez, le prendre prisonnier, et poursuivre le cours de ses victoires. Cortez ayant d'un côté mille Espagnols à combattre, et le continent à retenir dans la soumission, laissa quatre-vingts hommes pour lui répondre de tout le Mexique, et marcha suivi du reste, contre ses compatriotes: il en défait une partie, il gagne l'autre. Enfin, cette armée, qui venait pour le détruire, se range sous ses dra-

peaux, et il retourne au Mexique avec elle.

» L'empereur était toujours en prison dans sa capitale, gardé par quatre-vingt soldats : celui qui les commandait, sur un bruit vrai ou faux que les Mexicains conspiraient pour délivrer leur maître, avait pris le temps d'une fête où deux mille des premiers seigneurs étaient plongés dans l'ivresse de leurs liqueurs fortes ; il fond sur eux avec cinquante soldats, les égorge eux et leur suite sans résistance, et les dépouille de tous les ornemens d'or et de pierres dont ils s'étaient parés pour cette fête. Cette énormité, que tout le peuple attribuait avec raison à la rage de l'avarice, souleva ces hommes trop patients ; et quand Cortez arriva, il trouva deux cent mille Américains en armes contre quatre-vingts Espagnols occupés à se défendre et à garder l'empereur. Ils assiégèrent Cortez pour délivrer leur roi : ils se précipitèrent en foule contre les canons et les mousquets. Les Espagnols étaient fatigués de tuer, et les Américains se succédaient en foule sans se décourager (1). Cortez fut obligé de quitter la ville ; où il eût été affamé ; mais les Mexicains avaient rompu toutes les

(1) « Je leur déclarai que, s'ils s'obstinaient, je ne m'arrêterais que quand il ne resterait plus de vestiges de la ville et des habitans. Ils répondirent qu'ils étaient tous déterminés à mourir pour nous achever ; que je pouvais voir les terrasses, les rues et les places pleines de monde ; et qu'ils avaient calculé qu'en perdant vingt-cinq mille contre un, nous finirions les premiers. » Hernando Cortez, *Historia de la Nueva-España por su conquistador*, 1<sup>re</sup> lettre à Charles-Quint, 30 octobre 1520. — « Ils me demandaient pourquoi, fils du soleil, qui



chaussées. Les espagnols firent des ponts avec les corps des ennemis; dans leur retraite sanglante ils perdirent tous les trésors qu'ils avaient ravis pour Charles-Quint et pour eux. Vainqueur à la sanglante bataille d'Otumba, Cortez entreprit d'assiéger cette ville immense. Il fit faire par ses soldats et par les Thascaliens qu'il avait avec lui, neuf bateaux, pour rentrer dans Mexico par le lac même qui semblait lui en défendre l'entrée. Les Mexicains ne craignirent point de donner un combat naval: quatre à cinq mille canots chargés chacun de deux hommes, couvrirent le lac, et vinrent attaquer les neuf bateaux de Cortez, sur lesquels il avait environ trois cents hommes. Ces neuf brigantins, qui avaient du canon, renversèrent bientôt la flotte ennemie. Cortez, avec le reste de ses troupes, combattait sur les chaussées. Sept ou huit Espagnols fait prisonniers furent sacrifiés dans le temple du Mexique. Mais enfin, après de nouveaux combats, on prit le nouvel empereur. C'est ce Gatimozin, si fameux par les paroles qu'il prononça lorsqu'un receveur des trésors du roi d'Espagne le fit mettre sur des charbons ardents pour savoir en quel endroit du lac il avait fait jeter ses richesses; son grand-prêtre, condamné au même supplice, jetait des cris; Gatimozin lui dit: « Et moi, suis-je sur un lit de roses ? »

fait le tour du monde en vingt-quatre heures, j'en mettais davantage à les exterminer, à satisfaire le désir qu'ils avaient de mourir et de rejoindre le dieu du repos. II<sup>e</sup> lettre.

Prise  
de Mexico,  
1521

Cortez fut maître absolu de la ville de Mexico [1521], avec laquelle tout le reste de l'empire tomba sous la domination espagnole, ainsi que la Castille d'or, le Darien et toutes les contrées voisines. Quel fut le prix des services inouïs de Cortez? Celui qu'eut Colombo : il fut persécuté. Malgré les titres dont il fut décoré dans sa patrie, il y fut peu considéré ; à peine put-il obtenir une audience de Charles-Quint. Un jour il fendit la presse qui entourait le coche de l'empereur, et monta sur l'étrier de la portière. Charles demanda quel était cet homme. « C'est, répondit Cortez, celui qui vous a donné plus d'États que vos pères ne vous ont laissé des villes. »

Pérou.

Cependant les Espagnols cherchaient de nouvelles terres à conquérir et à dépeupler, Magalhaens avait tourné l'Amérique méridionale, traversé l'Océan pacifique et fait le premier le tour du monde. Mais le plus grand État américain, après le Mexique, restait encore à découvrir. Un jour que les Espagnols pesaient quelques parcelles d'or, un Indien, renversant les balances, leur dit qu'à six soleils de marche vers le midi, ils trouveraient un pays où l'or était assez commun pour servir aux plus vils usages. Deux aventuriers, Pizarre et Almagro, un enfant trouvé et un gardeur de pourceaux devenu soldat, entreprirent la découverte et la conquête de ces vastes contrées que les Espagnols ont désignées par le nom de Pérou.

« Du pays de Cusco et des environs du tropique du capricorne jusqu'à la hauteur de l'île des Perles,

un seul roi étendait sa domination absolue dans l'espace de près de trente degrés : il était d'une race de conquérans qu'on appelait Incas. Le premier de ces Incas, qui avait subjugué le pays, et qui lui imposait des lois, passait pour le fils du Soleil. Les Péruviens transmettaient les principaux faits à la postérité par des nœuds qu'ils faisaient à des cordes. Ils avaient des obélisques, des gnomons réguliers pour marquer les points des équinoxes et des solstices. Leurs années étaient de trois cent soixante-cinq jours. Ils avaient élevé des prodiges d'architecture et taillé des statues avec un art surprenant. C'était la nation la plus policée et la plus industrieuse du Nouveau-Monde.

» L'Inca Huescar, père d'Atabalipa, dernier Inca, sous qui ce vaste empire fut détruit, l'avait beaucoup augmenté et embelli. Cet Inca, qui conquittout le pays de Quito, avait fait par les mains de ses soldats et des peuples vaincus, un grand chemin de cinq cents lieues de Cusco jusqu'à Quito, à travers des précipices comblés et des montagnes aplanies. Des relais d'hommes, établis de demi-lieue, en demi-lieue, portaient les ordres du monarque dans tout son empire. Telle était la police ; et si on veut juger de la magnificence, il suffit de savoir que le roi était porté, dans ses voyages, sur un trône d'or qu'on trouva peser vingt-cinq mille ducats, et que la litière de lames d'or sur laquelle était le trône, était soutenue par les premiers de l'État.

» Pizarre attaqua cet empire avec deux cent cin- Pizarre, 1

quante fantassins, soixante cavaliers, et une douzaine de petits canons. Il arriva par la mer du Sud à la hauteur de Quito par-delà l'équateur. Atabalipa, fils d'Huescar, régnait alors [1532]; il était vers Quito avec environ quarante mille hommes armés de flèches et de piques d'or et d'argent. Pizarre commença, comme Cortez, en offrant à l'Inca l'amitié de Charles-Quint. Quand l'armée de l'Inca et la petite troupe castillane furent en présence, les Espagnols voulurent encore mettre de leur côté jusqu'aux apparences de la religion. Un moine, nommé Valverde, s'avance avec un interprète vers l'Inca, une Bible à la main, et lui dit qu'il faut croire *tout ce que dit ce livre.* » L'Inca l'approchant de son oreille, et n'entendant rien, le jeta par terre, et le combat commença.

» Les canons, les chevaux et les armes de fer firent sur les Péruviens le même effet que sur les Mexicains : on n'eut guère que la peine de tuer; et Atabalipa, arraché de son trône d'or par les vainqueurs, fut chargé de fers. Pour se procurer une liberté prompte, il s'obligea à donner autant d'or qu'une des salles de ses palais pouvait en contenir jusqu'à la hauteur de sa main, qu'il éleva en l'air au-dessus de sa tête. Chaque cavalier espagnol eut deux cent quarante marcs en or pur; chaque fantassin en eut cent soixante. On partagea dix fois environ autant d'argent dans la même proportion. Les officiers eurent des richesses immenses; et on envoya à Charles-Quint trente mille marcs d'argent, trois mille d'or non travaillé, et vingt mille marcs pesant d'argent, avec deux mille d'or en ou-

vrage du pays. L'infortuné Atabalipa n'en fut pas moins mis à mort.

» Diego d'Almagro marche à Cusco, à travers des multitudes qu'il faut écarter; il pénètre jusqu'au Chili. Partout on prend possession au nom de Charles-Quint. Bientôt après, la discorde se met entre les vainqueurs du Pérou, comme elle avait divisé Vélasquez et Fernand Cortez dans l'Amérique septentrionale.

Almagro et les frères de Pizarre font la guerre civile dans Cusco même, la capitale des Incas : toutes les recrues qu'ils avaient reçues de l'Europe se partagent, et combattent pour les chefs qu'elles choisissent. Ils donnent un combat sanglant sous les murs de Cusco, sans que les Péruviens osent profiter de l'affaiblissement de leur ennemi commun. Enfin, Almagro fut fait prisonnier, et son rival lui fit trancher la tête; mais bientôt après il fut assassiné lui-même par les amis d'Almagro.

Guerres  
civiles.

» Déjà se formait dans tout le Nouveau-Monde le gouvernement espagnol : les grandes provinces avaient leurs gouverneurs; des tribunaux appelés *audiencias*, étaient établis; des archevêques, des évêques, des tribunaux d'inquisition, toute la hiérarchie ecclésiastique exerçait ses fonctions comme à Madrid, lorsque les capitaines, qui avaient conquis le Pérou pour l'empereur Charles-Quint, voulurent le prendre pour eux-mêmes. Un fils d'Almagro se fit reconnaître gouverneur du Pérou; mais d'autres Espagnols, aimant mieux obéir à leur maître qui demeurait en Europe qu'à leur compagnon qui devenait leur souverain, le firent



périr par la main du bourreau. » (Voltaire.)

Une nouvelle guerre civile fut de même étouffée. Charles-Quint, cédant enfin aux réclamations de Las-Casas, avait garanti aux Indiens la liberté personnelle, en déterminant les tributs et services auxquels ils restaient assujétis [1542]. Les colons espagnols prirent les armes, et se donnèrent pour chef Gonzalo Pizarre. Mais le nom du roi était si respecté, qu'il suffit, pour rétablir l'ordre, d'envoyer un vieillard, un inquisiteur (Pedro de la Gasca). Il rallia à lui la plupart des Espagnols, gagna les uns, battit les autres, et assura à l'Espagne la possession du Pérou [1546].

Empire  
espagnol en  
Amérique.

*Tableau de l'empire espagnol en Amérique.* — Si l'on excepte le Mexique et le Pérou, l'Espagne ne possédait réellement que des côtes. Les peuples de l'intérieur ne pouvaient être soumis qu'à mesure qu'ils étaient convertis par les missions, et attachés au sol par la civilisation.

*Découvertes et établissemens divers.* — 1540, Entreprise de Gonzalo Pizarre pour découvrir le pays à l'est des Andes ; Orellanna traverse l'Amérique méridionale, par une navigation de deux mille lieues. — Établissemens : 1527, province de Vénézuéla ; 1535, Buénos-Ayres ; 1536, province de Grenade : 1540, Sant-Iago ; 1550, la Conception ; 1555, Carthagène et Porto-Bello ; 1567, Caraccas.

*Administration.* — Gouvernement politique : en Espagne, conseil des Indes, et cour de commerce et de justice ; en Amérique, deux vice-rois, audiences, municipalités. Caciques, et *protecteurs* des Indiens.

**Gouvernement ecclésiastique** (entièrement dépendant du roi) : archevêques, évêques, curés ou doctrinaires, missionnaires, moines. — Inquisition établie en 1570 par Philippe II.

**Administration commerciale. Monopole.** Ports privilégiés : en Amérique, la Vera-Cruz, Carthagène et Porto-Bello ; en Europe, Séville (plus tard Cadix) ; *flotte* et gallions. L'agriculture et les manufactures sont négligées en Espagne et en Amérique pour l'exploitation des mines ; lent accroissement des colonies, et ruine de la métropole avant 1600. Mais dans le cours du seizième siècle l'énorme quantité de métaux précieux que l'Espagne doit tirer de l'Amérique contribue à en faire la puissance prépondérante de l'Europe.

---

---

## CHAPITRE XVI.

DES LETTRES, DES ARTS ET DES SCIENCES, DANS LE QUINZIÈME SIÈCLE. LÉON X ET FRANÇOIS I<sup>er</sup>.

---

LE quinzième siècle a été celui de l'érudition (1); l'enthousiasme de l'antiquité a fait abandonner la route ouverte si heureusement par Dante, Boccace et Pétrarque. Au seizième siècle, le génie moderne brille de nouveau pour ne plus s'éteindre.

La marche de l'esprit humain à cette époque présente deux mouvemens très distincts : le premier favorisé par l'influence de Léon X et de François I<sup>er</sup>, est particulier à l'Italie et à la France; le second est européen. — Le premier, caractérisé par les progrès des lettres et des arts, est arrêté en France par les guerres civiles, ralenti en Italie par les guerres étrangères; dans cette dernière contrée, le génie des lettres s'éteint sous le joug des Espagnols, mais l'impulsion donnée aux arts s'y prolonge jusqu'au milieu du

(1) Sous le rapport de la culture des lettres, le quinzième siècle appartient tout entier au moyen-âge. Pour la moitié de ce siècle, voyez *le Précis de l'Histoire du moyen-âge*, par M. Des Michels.

siècle suivant. — Le second mouvement est le développement d'un esprit audacieux de doute et d'examen. Dans le dix-septième siècle, il doit être en partie arrêté par un retour aux croyances religieuses, en partie détourné vers les sciences naturelles ; mais il reparaitra au dix-huitième.

### § I. — *Lettres et Arts.*

Indépendamment des causes générales qui ont amené la renaissance des lettres , telles que les progrès de la sécurité et de l'opulence, la découverte des monumens de l'antiquité, etc., plusieurs causes particulières ont dû leur donner un nouvel essor chez les Italiens du seizième siècle : 1<sup>o</sup> les livres sont devenus communs , grâce aux progrès de l'imprimerie ; 2<sup>o</sup> la nation italienne , ne pouvant plus influencer sur son sort , cherche une consolation dans les jouissances de l'esprit ; 3<sup>o</sup> une foule de princes, et surtout les Médicis , encouragent les savans et les artistes ; les écrivains illustres profitent moins de cette protection.

La poésie, qui, avec les arts, fait la principale gloire de l'Italie au seizième siècle, allie le goût et le génie dans la première partie de cette période. — La muse épique élève deux monumens immortels. — La comédie et la tragédie présente des essais , à la vérité, médiocres. — Les genres les plus opposés, la satire et la pastorale, sont cultivés. C'est surtout dans ce

ITALIE-  
poésie.

dernier genre que l'on remarque la décadence rapide du goût.

|                               |                               |
|-------------------------------|-------------------------------|
| Le Boiardo, mort en. . . 1490 | Le Trissin, mort en. . . 1550 |
| Machiavel. . . . . 1529       | Le Tasse. . . . . 1596        |
| L'Arioste. . . . . 1533       | Le Guarini. . . . . 1619      |

**Prose.** L'éloquence, production tardive des littératures, n'a point le temps de se former. Mais plusieurs historiens approchent de l'antiquité.

|                            |                         |
|----------------------------|-------------------------|
| Machiavel. . . . . 1529    | Paul Jove. . . . . 1552 |
| Fr. Guichardin. . . . 1540 | Baronius. . . . . 1607  |
| Bembo. . . . . 1547        |                         |

**Érudition.** Les langues anciennes sont cultivées autant que dans l'âge précédent, mais cette gloire est éclipsée par tant d'autres !

|                              |                              |
|------------------------------|------------------------------|
| Pontanus, mort en. . . 1503  | Sadolet, mort en. . . 1547   |
| Alde Manuce. . . . . 1516    | Fracastor. . . . . 1553      |
| Jean Second. . . . . 1523    | J. C. Scaliger. . . . . 1558 |
| Sannazar. . . . . 1530       | Vida. . . . . 1563           |
| A. J. Lascaris. . . . . 1535 | P. Manuce. . . . . 1574      |
| Bembo. . . . . 1547          | Alde Manuce. . . . . 1597    |

**Arts.** La supériorité dans les arts est en Italie le trait caractéristique du seizième siècle. Les anciens restent sans rivaux dans la sculpture, mais les modernes les égalent dans l'architecture, et dans la peinture ils les surpassent. — L'école romaine se distingue par la perfection du dessin, l'école vénitienne par la beauté du coloris.



|                              |                               |
|------------------------------|-------------------------------|
| Giorgion , mort en. . . 1511 | Le Primatice, mort en. . 1564 |
| Bramante. . . . . 1514       | Palladio. . . . . 1568        |
| Léonard de Vinci. . . 1518   | Le Titien. . . . . 1576       |
| Raphaël. . . . . 1520        | Le Véronèse. . . . . 1588     |
| Le Corrège. . . . . 1534     | Le Tintoret. . . . . 1594     |
| Le Parmesan. . . . . 1534    | Augustin Carrache. . . 1601   |
| Jules Romain. . . . . 1546   | Le Caravage. . . . . 1609     |
| Michel-Ange. . . . . 1564    | Annibal Carrache. . . . 1609  |
| Jean d'Udine. . . . . 1564   | Louis Carrache. . . . . 1619  |

La France suit de loin l'Italie. L'historien Comines est mort en 1509. — François I<sup>er</sup> fonde le Collège de France et l'Imprimerie Royale. Il encourage le poète Marot [1544], et les frères du Bellay [1543, 1560], négociateurs et historiens. Sa sœur, Marguerite de Navarre [1549], cultive elle-même les lettres. François I<sup>er</sup> honore le Titien, attire en France le Primatice et Léonard de Vinci. Il bâtit Fontainebleau, Saint-Germain, Chambord, et commence le Louvre. Sous lui fleurissent Jean Cousin [1589], dessinateur et peintre; Germain Pilon, Philibert de l'Orme, Jean Goujon [1572], sculpteurs et architectes; les érudits Guillaume Budée [1540]. Turnèbe [1565], Muret [1585], Henri Étienne [1598], célèbre imprimeur; enfin, les illustres jurisconsultes Dumoulin [1566] et Cujas [1590]. — Après le règne de François I<sup>er</sup>, le poète Ronsard [1585] jouit d'une estime peu durable; mais Montaigne [1592], Amyot [1593], et *la Satire Ménippée* donnent un nouveau caractère à la langue française.

FRANCE.

Les autres pays sont moins riches en talens illustres. ALLEMAGNE, Cependant l'Allemagne cite son Luther, le cordonnier ESPAGNE, etc.

poète **Hans Sachs**, et les peintres **Albert Dürer** et **Lucas Cranach**. Le Portugal et l'Espagne ont leurs écrivains illustres, le **Camoëns**, **Lope de Vega** et **Cervantès**; les Pays-Bas et l'Écosse, leurs érudits et leurs historiens, **Juste-Lipse** [1616] et **Buchanan** [1582].—Sur les quarante-trois universités fondées au seizième siècle, quatorze le furent par les seuls rois d'Espagne, dix par **Charles-Quint**.

## § II. — *Philosophie et sciences.*

### Philosophie.

La philosophie dans le siècle précédent n'a été cultivée que par des érudits. Elle s'est bornée à attaquer la scolastique et à lui opposer le platonisme. Peu à peu, entraînée par un mouvement plus rapide; elle porte l'examen sur tous les objets. Mais on a trop peu d'observation; nulle méthode; l'esprit humain cherche au hasard. Beaucoup d'hommes découragés deviennent les plus audacieux sceptiques.

|                                  |             |                                 |             |
|----------------------------------|-------------|---------------------------------|-------------|
| <b>Érasme</b> , mort en. . . . . | <b>1533</b> | <b>Montaigne</b> , mort en. . . | <b>1592</b> |
| <b>Vivès</b> . . . . .           | <b>1540</b> | <b>G. Bruno</b> . . . . .       | <b>1600</b> |
| <b>Rabelais</b> . . . . .        | <b>1553</b> | <b>Charron</b> . . . . .        | <b>1603</b> |
| <b>Cardan</b> . . . . .          | <b>1576</b> | <b>Boehm</b> . . . . .          | <b>1624</b> |
| <b>Telesio</b> . . . . .         | <b>1588</b> | <b>Campanella</b> . . . . .     | <b>1639</b> |

### Politique.

La théorie de la politique naît avec **Machiavel**; mais au commencement du seizième siècle, les Italiens n'ont pas fait assez de progrès dans cette science pour voir qu'elle se concilie avec la morale.

Machiavel, mort en. . . 1529    Bodin, mort en. . . 1596  
Thomas Morus. . . . . 1533

Les sciences naturelles quittent les vains systèmes  
pour entrer dans la route de l'observation et de l'ex-  
périence. Sciences.  
naturelles.

|                              |                              |
|------------------------------|------------------------------|
| Paracelse, mort en. . . 1541 | Gessner, mort en. . . . 1565 |
| Copernic. . . . . 1543       | Paré. . . . . 1592           |
| Fallope. . . . . 1562        | Viète. . . . . 1603          |
| Vesal. . . . . 1564          | Van Helmont. . . . . 1644    |

---

## CHAPITRE XVII.

TROUBLES DES COMMENCEMENS DU RÈGNE DE LOUIS XIII. —  
RICHELIEU. 1610-1643.

Louis XIII. — Régence , Concini , Luynes , 1610-21. —  
Richelieu. — Siège de La Rochelle , 1627. — Guerre de  
Trente ans. Richelieu appuie les Suédois. — Guerre contre  
l'Espagne , 1636. — Conspiration de Cinq-Mars. — Mort  
de Richelieu et de Louis XIII , 1642-43.

---

Le caractère général du dix-septième siècle , c'est le progrès commun de la royauté et du tiers-état. Le progrès de la royauté n'est suspendu que deux fois par les minorités de Louis XIII et de Louis XIV. Celui du tiers-état ne s'arrête que vers la fin du règne de Louis XIV. A cette époque, le roi n'ayant depuis long-temps rien à craindre de la noblesse, lui livre l'administration. Jusque là tous les ministres, Concini , Luynes , Richelieu, Mazarin, Colbert. Louvois, sortaient de la roture , tout au plus de la petite noblesse. Quelques-uns des amiraux et des officiers supérieurs des armées de Louis XIV appartenaient aux derniers rangs du peuple.

Dans la première partie de ce siècle l'action politi-

que est pour ainsi dire négative. Il s'agit d'annuler ce qui fait obstacle à la centralisation monarchique, les grands et les protestans; c'est l'œuvre de Richelieu. Dans la seconde moitié, il y a sous Colbert une tentative d'organisation législative, et surtout administrative; la production industrielle prend l'essor. La France agit puissamment au-dedans et au-dehors; elle produit, elle combat. Mais la production ne marche point du même pas que la consommation. La France s'épuise à compléter son territoire par des conquêtes nécessaires et glorieuses. Le cours de sa prospérité intérieure est aussi retardé par la grandeur des guerres et des conquêtes; elle l'est par la réaction aristocratique. La noblesse s'empare du pouvoir monarchique, se place partout entre le roi et le peuple, et communique à la royauté sa propre décrépitude.

Henri IV avait eu grand' peine à se tenir entre les protestans et les catholiques. Lorsqu'il mourut, cette indécision ne pouvait plus continuer; il allait se jeter d'un côté, et eût été du côté protestant. La grande guerre d'Allemagne qui commençait, lui offrait le rôle magnifique de chef de l'opposition européenne contre la maison d'Autriche, le rôle que prit vingt ans plus tard Gustave-Adolphe. Le roi mort, un enfant, Louis XIII, une régente italienne, Marie de Médicis, son ministre italien, Concini, ne pouvaient continuer Henri IV. Cet enfant, cette femme ne pouvaient monter à cheval pour aller guerroyer l'Autriche. Ne pouvant combattre l'Autriche, il fallait l'avoir pour

Louis XIII  
Marie de Médicis régente.



amie. Ne pouvant mener les grands et les protestans en Allemagne à une croisade protestante, il fallait , s'il était possible, gagner les grands et affaiblir les protestans. Cette politique de Concini , tant blâmée des historiens, reçoit sa justification du premier juge en cette matière , de Richelieu lui-même dans un de ses écrits. Les grands à qui Henri IV n'avait pu ôter leurs places fortes, un Condé, un d'Épernon, un Bouillon, un Longueville, se trouvaient tout armés à sa mort ; ils exigèrent de l'argent , et il fallut , pour éviter la guerre civile, leur livrer le trésor d'Henri IV ( douze millions. et non trente, selon Richelieu ). Puis ils demandent les États généraux [1614]. Ces États qui du reste ne firent rien , répondirent peu à l'attente des grands ; ils se montrèrent dévoués à la couronne , le Tiers réclama une déclaration de l'indépendance de la couronne à l'égard du pape. Les grands n'ayant pu rien tirer des États , eurent recours à la force , et s'allièrent aux protestans ( 1615 ); bizarre alliance du vieux parti féodal avec la réforme religieuse du seizième siècle. Concini , lassé des moyens termes , fit arrêter le prince de Condé, chef de la coalition ; cette démarche hardie annonçait une nouvelle politique ; il venait de s'attacher le jeune Richelieu [1616].

Concini.

De Luynes.  
1617.

Une intrigue de cour renversa Concini , au profit du jeune Luynes , domestique favori du petit roi , qui lui persuada de s'affranchir de son ministre et de sa mère [1617]. Concini fut assassiné, sa veuve Léonora Galigai exécutée comme sorcière. Leur vrai crime était le brigandage et la vénalité. Luynes ne fit guère

que continuer le ministère de Concini. Il avait un ennemi de plus, la mère du roi, qui par deux fois fit craindre une guerre civile. Les protestans se montraient chaque jour plus menaçans. Ils réclamaient les armes à la main l'exécution de ce dangereux édit de Nantes qui laissait subsister une république dans le royaume. Luynes les poussa à bout en réunissant le Bearn à la couronne, et déclarant que dans cette province les biens ecclésiastiques seraient rendus aux catholiques. C'est précisément ce que l'empereur voulait faire en Allemagne, et ce qui fut la cause principale de la guerre de Trente ans. Richelieu s'y prit mieux plus tard. Il n'inquiéta point les protestans pour les biens usurpés, il ne toucha qu'à leurs places fortes. Leur assemblée de La Rochelle en 1621 publia une déclaration d'indépendance, partagea en huit cercles les sept cents églises réformées de France, régla les levées d'argent et d'hommes, en un mot organisa la république protestante. Ils offraient cent mille écus par mois à Lesdiguières pour qu'il se mit à leur tête et organisât leur armée. Mais le vieux soldat ne voulut point à quatre-vingts ans quitter sa petite royauté du Dauphiné pour accepter la conduite de ce parti indisciplinable. Luynes qui avait pris le commandement des armées, et le titre de connétable, échoua honteusement devant Montauban où il avait conduit le roi. Il mourut dans cette campagne [1621].

Ce ne fut que deux ans après que la reine-mère parvint à introduire au conseil sa créature, Richelieu [1624]. Richelieu. Le roi avait de l'antipathie pour cet homme dans le-

Guerre contre  
le pape et les  
protestans.

quel il semblait pressentir un maître. La première pensée de Richelieu fut de neutraliser l'Angleterre, seule alliée des protestans de France. Cela fut fait de deux manières. D'une part, on soutint la Hollande, on lui prêta de l'argent, pour en obtenir des vaisseaux; de l'autre, le mariage du roi d'Angleterre avec la belle Henriette de France, fille d'Henri VI, augmenta l'indécision naturelle de Charles I<sup>er</sup> et la défiance des Anglais pour son gouvernement. Le cardinal commence par une alliance avec les Anglais et les Hollandais hérétiques, et une guerre contre le pape; on put juger d'après cela quelle liberté d'esprit il portait dans la politique. Le pape, livré aux Espagnols, occupait pour eux le petit canton suisse de la Valteline, leur gardant ainsi la porte des Alpes, par où leurs possessions d'Italie communiquaient avec l'Autriche. Richelieu achète des troupes suisses, les envoie contre celle du pape, et rend la Valteline aux Grisons, non sans s'être assuré par une décision de la Sorbonne qu'il peut le faire en sûreté de conscience. Après avoir battu le pape, il bat l'année suivante [1625] les protestans qui ont repris les armes; il les bat et les ménage, ne pouvant encore les écraser. Il était entravé dans l'exécution de ses grands projets par les plus méprisables intrigues. Des femmes excitaient des jeunes gens, les domestiques de Gaston, duc d'Orléans, aiguillaient sa paresseuse ambition. Ils voulaient lui donner un appui au-dehors en lui faisant épouser une princesse étrangère. Richelieu essaya d'abord de les gagner. Il donna le bâton de maréchal à d'Ornano, gouverneur de Gas-

Intrigues  
de Gaston.

ton. Ils s'enhardirent par là, et complotèrent sa mort. Richelieu fit encore venir leur principal complice, le jeune Chalais, et n'obtint rien. Alors, changeant de moyens, il livra Chalais à une commission du parlement de Bretagne et le fit décapiter [1626]. Gaston, pendant qu'on coupait la tête à son ami, épousa, sans mot dire, mademoiselle de Montpensier. D'Ornano, enfermé à la Bastille, y mourut bientôt, sans doute empoisonné. Les favoris de Gaston étaient sujets à mourir à la Bastille [Puylaurens en 1635]. Telle était la politique du temps, telle nous la lisons dans le Machiavel du XVII<sup>e</sup> siècle, Gabriel Naudé, bibliothécaire de Mazarin. La devise de ces politiques, telle que la donne Naudé, c'est : *Salus populi suprema lex esto*. Du reste, ils s'accordent sur le choix des moyens. C'est cette doctrine atroce qui inspira nos terroristes de 93. Elle semble n'avoir laissé à Richelieu ni doutes ni remords. Comme il expirait, le prêtre lui demanda s'il pardonnait à ses ennemis. « Je n'en ai jamais eu d'autres, répondit-il, que ceux de l'État. » Il avait dit à une autre époque ces paroles qui font frémir : « Je n'ose rien entreprendre sans y avoir bien pensé ; mais, quand une fois j'ai pris ma résolution, je vais droit à mon but, je renverse tout, je fauche tout, et ensuite je couvre tout de ma robe rouge. »

Effectivement, il marcha en ligne droite, avec une inflexibilité terrible. Il supprima la charge de connétable. Celle d'amiral de France, il la prit pour lui sous le titre de surintendant-général de la navigation. Ce titre voulait dire d'avance : destructeur de La Rochelle.

Prise de  
a Rochelle.

Sous prétexte d'économie, il ordonna la réduction des pensions et la démolition des forteresses. La forteresse du protestantisme, La Rochelle, fut enfin attaquée. Un fat qui gouvernait le roi d'Angleterre, le beau Buckingham, s'était déclaré solennellement amoureux de la reine de France; on lui ferma l'entrée du royaume, et il fit déclarer la guerre à la France. L'Anglais promit des secours à La Rochelle, elle se souleva, et tomba sous la serre de Richelieu [1627-8]. Buckingham vint avec quelques mille hommes se faire battre dans l'île de Rhé. Charles I<sup>er</sup> eut ensuite bien d'autres affaires. Avec la fameuse *pétition des droits* [1628] commença la révolution d'Angleterre, Richelieu n'y fut rien moins qu'étranger. Cependant La Rochelle, abandonnée des Anglais, se vit isolée de la mer par une prodigieuse digue de quinze cents toises; on en distingue encore les restes à la mer basse. Le travail dura plus d'un an, la mer emporta plus d'une fois la digue. Richelieu ne lâcha pas prise. L'Amsterdam française dont Coligni avait cru se faire le Guillaume d'Orange, fut saisie dans ses eaux, et méditerranisée; isolée de son élément, elle ne fit plus que languir. Le protestantisme fut tué du même coup, au moins comme parti politique. La guerre traîna encore dans le midi. Le fameux duc de Rohan lui-même finit par s'arranger pour cent mille écus.

Guerre  
d'Italie.  
1629-30.

Après avoir brisé le parti protestant en France, Richelieu battit le parti catholique en Europe; il força les Espagnols dans leur Italie où ils régnaient depuis Charles-Quint. Il trancha par une vive et courte guerre



le nœud de la succession de Mantoue et de Montferrat, petites possessions, mais grandes positions militaires. Le dernier duc les avait léguées à un prince français, au duc de Nevers. Les Savoyards, fortifiés au pas de Suze, se croyaient inexpugnables; Richelieu lui-même le pensait ainsi. Le roi emporta de sa personne cette terrible barrière; le duc de Nevers fut affermi, la France eut un avant-poste en Italie, et le duc de Savoie sut que les Français passaient chez lui quand ils voulaient. [1630].

Pendant cette belle guerre, la mère du roi, les courtisans, les ministres même en faisaient une sourde et lâche à Richelieu. Ils crurent l'avoir détrôné. Il revint Louis, lui parla un quart d'heure, et se retrouva roi. Cette journée fut appelée la *journée des dupes*. Ce fut une comédie. Le cardinal fit ses paquets le matin, et ses ennemis en firent autant le soir. Mais la pièce eut son côté tragique. Le cardinal fit prendre les deux Marillac, le maréchal et le surintendant, tous deux ses créatures, qui avaient tourné contre lui. Sans parler du crime de péculat et de concussion, si commun à cette époque, ils étaient coupables d'avoir essayé de faire manquer la guerre d'Italie, en retenant les sommes qui y étaient destinées. L'un d'eux eut la tête tranchée. Ce qu'il y eut d'odieux, c'est qu'il fut jugé par une commission, par ses ennemis personnels, dans une maison particulière, dans le palais même du cardinal, à Ruel.

Journée  
des dupes.

La reine-mère, plus embarrassante, avait été arrêtée, intimidée. On l'avait décidée à s'enfuir à Bruxelles

Révolte  
de Gaston.

avec son fils Gaston. Celui-ci, aidé par le duc de Lorraine dont il avait épousé la fille en secondes noces, rassemble quelques troupes de vagabonds, et se jette en France. Il y était appelé par les grands, entre autres par Montmorency, gouverneur du Languedoc. Les grands voulaient cette fois jouer quitte ou double. Pour aller joindre Montmorency, il fallait traverser le royaume. Les soldats mal payés de Gaston se payèrent de leurs mains sur la route. Partout les villes fermèrent leurs portes à ces brigands. La jonction eut lieu à Castelnaudary, et ils n'en furent pas moins battus [1632]. Gaston jeta les armes et fit encore la paix en livrant ses amis ; il jura expressément *d'aimer les ministres du roi, en particulier M. le cardinal*. Montmorency, blessé et pris, fut impitoyablement décapité à Toulouse. On plaignit ce dernier représentant du monde chevaleresque et féodal. Déjà son parent le duc de Bouteville, père du célèbre Luxembourg, avait eu la tête tranchée en 1627, pour s'être battu en duel. Lorsque de pareilles têtes tombaient, les grands commençaient à comprendre qu'il ne fallait plus se jouer de l'État et de la loi.

Montmo-  
rency  
décapité.

Guerre  
de Trente  
ans.

C'était alors le plus fort de la guerre de Trente ans. Richelieu ne pouvait y intervenir directement, tant qu'il avait les grands sur les bras. L'empereur avait alors frappé le parti protestant ; le Palatin était ruiné [1623], le roi de Danemark quittait la partie [1629]. Les armées catholiques avaient alors à leur tête les plus grands généraux, le tacticien Tilly et ce démon de la guerre, Wallenstein. Pour relever les protestans, pour remuer

cette lourde Allemagne, il fallait un mouvement du dehors. Richelieu fouilla le Nord au-delà du Danemark, et de Suède il tira Gustave-Adolphe. Il le débarrassa d'abord de la guerre de Pologne, il lui donna de l'argent, lui ménagea l'alliance des Provinces-Unies et du roi d'Angleterre. En même temps, il fut assez adroit pour décider l'empereur à désarmer. Le Suédois, pauvre prince qui avait plus à gagner qu'à perdre, se lança dans l'Allemagne, fit une guerre à coups de foudre, déconcerta les fameux tacticiens, les battit à son aise pendant qu'ils étudiaient ses coups ; il leur enleva d'un revers tout le Rhin, tout l'occident de l'Allemagne. Richelieu n'avait pas prévu qu'il irait si vite. Heureusement, Gustave périt à Lutzen, heureusement pour ses ennemis, pour ses alliés, pour sa gloire. Il mourut pur et invaincu [1632].

Richelieu continue les subsides aux Suédois, ferme la France du côté de l'Allemagne en confisquant la Lorraine, et déclare la guerre aux Espagnols [1635]. Il croyait la maison d'Autriche assez matée pour pouvoir entrer en partage de ses dépouilles. Il avait acheté le meilleur élève de Gustave-Adolphe, Bernard de Saxe-Weimar. Cependant cette guerre fut d'abord difficile. Les impériaux entrèrent par la Bourgogne et les Espagnols par la Picardie. Ils n'étaient plus qu'à trente lieues de Paris. On déménageait, le ministre lui-même semblait avoir perdu la tête. Les Espagnols furent repoussés [1636]. Bernard de Weimar gagna, au profit de la France, ses belles batailles de Rhinfeld et de Brisach ; Brisach, Fribourg, ces places impré-

Période  
française.  
1635-48.

Bernard  
de Weimar.

nables , furent prises pourtant. La tentation devenait forte pour Bernard ; il souhaitait , avec l'argent de la France , se former une petite souveraineté sur le Rhin ; son maître, le grand Gustave, n'en avait pas eu le temps ; Bernard ne l'eut pas davantage. Il mourut à trente-six ans, fort à propos pour la France et pour Richelieu [1639].

Catalogne  
et Portugal.  
1640.

L'année suivante [1640], le cardinal trouva moyen de simplifier la guerre. Ce fut d'en créer une à l'Espagne chez elle, et plus d'une. L'est et l'ouest, la Catalogne et le Portugal, prirent feu en même temps. Les Catalans se mirent sous la protection de la France. L'Espagne voulait faire comme Richelieu, lui ménager chez lui une bonne guerre intérieure. Elle traitait avec Gaston, avec les grands. Le comte de Soissons, qui fit feu avant l'ordre, fut obligé de se sauver chez les Espagnols, et fut tué en combattant pour eux près de Sedan [1641]. La faction ne se découragea pas ; un nouveau complot fut tramé, de concert avec l'Espagne. Le jeune Cinq-Mars, grand-écuyer et favori de Louis XIII, s'y jeta avec l'étourderie qui avait perdu Chalais. Le discret de Thou, fils de l'historien, sut l'affaire et ne dit mot. Le roi lui-même n'ignorait pas qu'on tramait la perte du ministre. Celui-ci, qui était alors bien malade, semblait perdu sans ressource. Ayant pourtant réussi à se procurer une copie de leur traité avec l'étranger, il eut encore le temps de faire le procès à ses ennemis avant de mourir. Il fit couper la tête à Cinq-Mars et à de Thou ; le duc de Bouillon, qui avait déjà le couteau sur la

Cinq-Mars.

gorge, se racheta en rendant sa ville de Sedan, le foyer des intrigues. A l'autre bout de la France, Richelieu prenait en même temps Perpignan aux Espagnols. Ces deux places furent un legs du cardinal à la France, qu'elles couvrent au nord et au midi. La même année mourut le grand homme [1642].

---





**PRÉCIS**  
**DE**  
**L'HISTOIRE MODERNE**  
**DE LA BELGIQUE.**

---

*Deuxième Période.*

**1519-1633.**

---

**CHAPITRE VII.**

**CARACTÈRE RELIGIEUX DU RÈGNE DE CHARLES-QUINT ,  
JUSQU'À LA PAIX DE CRESSPY.**

**1519 — 1544.**

**SOMMAIRE. — La Réforme. — Son point de contact avec les Pays-Bas. — Pourquoi le protestantisme s'est établi en Hollande à l'exclusion de la Belgique. — Martin Luther. — Erasme. — L'évêque d'Utrecht. — Jean de Leyde. — L'université de Louvain. — L'inquisition en Flandre. — Diète de Nuremberg et publication de l'*Interim*.**

---

**La domination européenne de Charles-Quint est, sans contredit, une des phases les plus compliquées**

et les plus philosophiques de l'histoire moderne. Il est difficile de débrouiller au premier coup d'œil cette accumulation de faits se développant dans des sphères différentes, cette universalité de progrès qui se font sentir dans la politique comme dans les mœurs, cet ébranlement des idées, cette fermentation des systèmes au-dessus desquels s'élèvent de toute la hauteur de leur audace, les théories du moine Martin Luther. Luther et Charles-Quint, la Réforme et l'Empire, sont en histoire, deux noms étroitement unis l'un à l'autre, quoique mortellement opposés. On ne peut parler du vainqueur de Pavie, du conquérant de Milan et de Naples, sans s'occuper du professeur de l'université de Wittemberg; l'esprit d'envahissement et le besoin de schisme sont les deux traits caractéristiques de cette période nouvelle et le règne de Charles-Quint qui en est la magnifique introduction, se présente sous deux points de vue qui doivent être isolés si l'on veut mesurer avec exactitude la distance qui sépare les effets des causes, si l'on veut en connaître les principes et en approfondir utilement les conséquences.

La partie religieuse est, selon nous, la première qui doive être étudiée, parce qu'elle domine et explique la partie politique, bien qu'elle ne coïncide avec elle qu'à des époques plus ou moins éloignées, et que les querelles catholiques qui ont envahi le nord, ne réagissent d'abord que faiblement sur les opérations guerrières du midi. On remarquera que nous ne parlons ici que de l'instantanéité d'action de la

Réforme ; pour ce qui appartient à ses suites , on ne saurait trop se conformer à l'opinion de M. Michelet : — « *Les résultats immédiats ou prochains de la Réforme furent : 1° relativement à la religion , la séparation de la moitié de l'Europe de l'église catholique ; 2° relativement à la politique , presque toutes les révolutions , presque toutes les guerres civiles ou extérieures jusqu'au traité de Westphalie (1).* » — L'histoire des premiers développemens de l'école luthérienne peut être considérée comme la préface de l'esprit nouveau qui anime le siècle , et si , prenant les choses de moins haut , rétrécissant le cadre , on s'arrête à considérer les physionomies séparées de la Belgique et de la Hollande en présence de la Réforme , il sera facile de présager les grandes commotions politiques, que verra surgir le *xvi<sup>m</sup>* siècle avant d'arriver à sa fin. L'étude du schisme aux Pays-Bas est indispensable pour caractériser les métamorphoses qu'ils subiront plus tard , et aussi , parce que c'est aux opinions religieuses presque exclusivement que se rattache la seconde moitié du règne de Charles-Quint, l'odieuse tyrannie de son fils Philippe et tous les événemens qui s'accomplirent dans les dix-sept provinces jusqu'au grand acte de l'*Union d'Utrecht*.

« Le genre d'intérêt auquel s'adressait la Réformation , n'était pas de ceux qui ne touchent que les

(1) *Tableau Chronologique de l'Histoire Moderne* par M. Michelet. chap. x , pag. 64. 1834. Brux. Hauman, un vol. in-18.

gouvernemens, c'était aussi celui des peuples. De là son immense sphère d'activité, et l'universalité ainsi que la durée de l'orage qu'elle a excité (1). » — « Ainsi, pour bien résumer la situation scientifique de l'Europe à l'époque de la prédication luthérienne, il faut constater qu'il existait partout un besoin plus ou moins modéré d'examen ou de liberté d'esprit, un appel à la réforme soit qu'elle vînt du sein de l'Église, soit qu'elle vînt du dehors; la lutte était engagée entre la raison et la foi, l'indépendance et l'autorité, la scolastique et la haute philosophie de Platon; et dans ce vaste combat les nouveautés devaient se faire jour, dès qu'elles se produiraient comme un système (2). » — N'est-il pas curieux en effet, de voir l'auteur même de cette grave secousse religieuse, poussé en dehors de la communion romaine presque malgré lui, prêchant d'abord par ordre de son supérieur contre un abus particulier, et de là, contraint sans s'en apercevoir, à miner les abus généraux; enfin, grandissant toujours et puisant des argumens nouveaux dans ses investigations ultérieures, passer de l'examen au doute, du doute à la réfutation, et de la réfutation

(1) Heeren, *Manuel Historique du système politique des États de l'Europe*, traduit par M. Guizot, revu par M. de Reiffenberg, tom. 1, pag. 59. 1834. Brux. Hauman, 3 vol. in-18.

(2) Capefigue, *Hist. de la Réforme, de la Ligue et du Règne de Henri IV*, tom. 1, ch. 1, pag. 44. 1834, Bruxelles, Hauman, 8 vol. in-18.



à l'apostasie ; pour tout dire , ébranlant le monde et alarmant la foi souveraine de Charles avec un système d'idées dont , en commençant , il ne savait pas lui-même le dernier mot ! Si ce qu'on nomme la fatalité , si ce qu'on appelle la main de Dieu se manifeste quelquefois dans les choses d'ici bas , il faut assurément la reconnaître dans Luther. On doit donc convenir à quelque communion que l'on appartienne , que la Réforme était une nécessité au **xvi<sup>m</sup>** siècle , nécessité qui découlait de la puissance même des faits , malheur ou bien inévitable , rupture soudaine , éclatante , mortelle , et sans aucune espérance de rapprochement , des rouages qui avaient fait mouvoir la vie sociale dans les âges précédens , rénovation universelle qu'il fut aussi impossible à son auteur d'embrasser dans son étendue , qu'à la politique armée des souverains d'arrêter dans son essor.

Notre tâche n'est point de dire , comment la Réforme après s'être systématisée en Allemagne gagna la Suisse , l'Angleterre , la France ; nous devons expliquer seulement comment elle s'insinua dans les Pays-Bas. On se demande et ce n'est pas sans surprise , pourquoi la Hollande est devenue protestante et la Belgique est restée catholique , lorsqu'au temps de la prédication de Luther , ces deux nations n'en formaient qu'une ? Pour résoudre cette apparente bizarrerie , il est nécessaire d'entrer dans quelques détails d'hommes et de choses. — D'abord , nous ne partageons pas l'opinion de M. Capefigue lorsqu'il dit : — « Aux Pays-Bas , sous le gouvernement de

Marguerite d'Autriche, un esprit d'indépendance, couvait surtout dans les communes; on se souvenait du temps où les franchises municipales permettaient à Gand, à Lille, à Douai d'armer ses métiers, de se réunir à la maison de ville, pour délibérer la guerre ou l'impôt; tout principe de liberté et d'affranchissement devait retentir dans ces municipes à peine soumis (1). » — Nous pourrions réfuter une à une les lignes de ce passage, dire que jamais Gand, Anvers et toutes les Flandres, et la Belgique entière ne furent plus tranquilles que pendant les dix-neuf premières années du règne de Charles-Quint, en d'autres termes, jusqu'à la révolte des Gantois en 1539; nous pourrions ajouter que le schisme ne pénétra que très vaguement au sein de ces corporations chez lesquelles la turbulence n'excluait pas le plus ardent catholicisme; mais nous n'anticiperons pas sur les développemens qui doivent suivre, et nous nous contenterons d'affirmer qu'aux Pays-Bas, la révolte commença par la noblesse, pour finir, en Hollande seulement, par le peuple.

Le commerce de la partie-nord des Pays-Bas, entretenait avec les diverses principautés de l'Allemagne des relations plus directes et mieux suivies que celui de la Belgique. Les choses nouvelles intéressant toujours, les négocians d'Amsterdam, de Rotterdam, de la Haye, recevaient avec les lettres

(1) *Hist. de la Réf. de la Lig. et du Règne de Henri IV.*  
tom. I, ch. III, pag. 63, 64.

d'affaires de leurs correspondans de la Saxe, des détails sur Luther, ses doctrines et les sympathies qu'elles éveillaient autour d'elles. Ces détails, d'abord oiseux et sans consistance, acquirent un degré d'intérêt véritable avec la convocation des diètes nécessaires dans l'Empire par la propagation des erreurs du moine. Le droit d'examen était passé de la religion dans la politique, et la politique se liant d'une manière essentielle au commerce, on s'occupa sérieusement en Hollande de la Réforme, d'autant plus que Luther dont les obstacles qu'on suscitait à chaque pas devant lui ne faisaient que grandir l'esprit et réveiller l'adresse, venait, après son livre *sur la captivité de Babylone*, de terminer son grand travail sur le fisc public. Ce n'était plus un sectaire obscur que l'on voyait dans le protégé de l'électeur de Saxe, c'était un rénovateur social dont la mission grande aux yeux des uns, effrayante aux yeux des autres, mais unique et extraordinaire dans l'opinion de tous, était destinée à un immense retentissement en Europe. Tel fut à notre avis, la naissance de l'inféodation réformatrice en Hollande. Le pays ainsi disposé, il ne lui fallait plus que des hommes, il ne lui manquait plus qu'une loi de rapport philosophique à peine sentie, pour donner la main aux novateurs de Wittemberg, de Worms et d'Augsbourg. Erasme, l'évêque d'Utrecht et Jean de Leyde furent sinon les moteurs, au moins les causes volontaires à différens degrés du changement religieux qui s'opéra.

Chacun de ces trois noms mérite un examen à part,

avant de nous en occuper, établissons pourquoi la Belgique demeura fidèle au papisme.

Les liens commerciaux qui unissaient la Belgique à l'Allemagne étaient, nous l'avons dit, comparativement à ceux de la Hollande très-relâchés : le contre-coup du luthéranisme en fut moins prompt. Ensuite, l'orthodoxie de la docte université de Louvain était proclamée et reconnue dans toute la chrétienté; et l'université de Louvain avec ses docteurs en théologie, et l'archevêché de Malines avec l'illustre Nicolas Granvelle père du plus fameux Antoine Perenot, étaient autant de puissances presque divines sur la foi candide du peuple. Non pas que nous voulions affirmer que cette suprématie catholique de la science sauva les villes flamandes des velleités du schisme qui les entachèrent plus ou moins après la conclusion de la ligue de Smalcalde; nous ne discutons ici qu'une simultanéité de progrès entre la Belgique et la Hollande, et si aux Pays-Bas le midi marcha moins vite que le nord dans le chemin de la Réforme, c'est à cette différence sans aucun doute, et à certains actes que nous signalerons au chapitre de l'administration du duc d'Albe, que doivent être attribués les résultats contraires qu'elle a déterminé dans chacun d'eux. Veux-t-on savoir en quels termes les historiens belges parlent de Luther, qu'on écoute. — « Il en est qui t'accusent d'être l'auteur de tous les maux de ta patrie, ô Luther! d'être la cause que l'Allemagne par la folie ou plutôt la rage de son peuple, a été ravagée, déchirée plus misérablement

que ne le fut jamais l'Italie sous la main de fer des Vandales et des Goths. J'ai vu les fils de tes sectaires , et parmi eux, les uns t'appellent moine infâme, les autres, sujet rebelle, ceux-ci, mauvais démon; pas un ne te donne le nom de chrétien (1). »

— En 1530, la peste se déclare en Belgique. Les fidèles n'hésitent pas, ils mettent cette calamité sur le compte de Luther. — « Beaucoup s'efforcèrent d'attribuer les malheurs de peste, de guerre et de famine qui nous désolaient, au changement qui s'effectua dans la religion à cette époque; et il est vrai, que si lors des premières déclamations de Luther, chacun fut resté ferme dans sa foi, nous n'aurions pas la douleur de voir aujourd'hui la majeure partie de l'Allemagne adhérer ouvertement au schisme (2). »

— « Il mourut enfin, cet auteur de toutes nos discordes religieuses, ce monstre digne hôte de l'Aché-

(1) Sic stultitia, imo verius amentia vulgi tam gravius est hoc anno afflicta Germania ac majoribus etiam deformata scædætaque cladibus, quam unquam a Gothis et Vandalis Italia. Tantorum te causam esse malorum sunt qui dicant Luthere! Vidi liberos eorum etiam qui sunt tibi contrerannæi, quorum alius te monachum infamem, alius seditiosum, alius cæcodemonem, nemo christianum vocat. — Adrien Barland, *Chron. Brab. Ducum* pag. 42. In-fol. in sequent. Meyeri.

(2) Id quod ad ipsam quæ in illud tempus incidit religionis μεταμορφωσιν. quidam detorquere conantur. Nam etsi ea gens paulo minus quindecennio ante, tunc cum primum D. Mart. Luth. declamare cæpit, in ejus doctrina nonnihil vagillasset, insitiabitur nemo meliorem Germaniæ partem Luthero tunc quidem aperte se addicisse. » — Ludovico Guicciardini



ron ! et sa fin fut aussi ignoble que subite (1). Il mourut, après avoir pendant vingt-neuf années vomé son venin sur l'Allemagne, et en avoir infecté les contrées du Nord ; homme inique entre tous, qui ne vivait que pour son ventre et qui était jaloux même du diable ! (2) »

Voilà sous quels traits les historiens de la Belgique représentent le chef de la Réforme. Ils n'ont pas honte de compiler les bruits les plus absurdes et d'ajouter foi à toutes les rêveries des Dominicains, pour offrir sous de sombres et répugnantes couleurs Luther à la postérité. Le moine n'a point assez de ses erreurs et de son impénitence finale, ils lui prêtent encore les vices les plus bas ; ils en font un ivrogne, un débauché, ils l'accablent jusqu'à sa dernière heure, ils le couvrent de boue à son chevet d'agonisant ; ils disent que Martin Luther est mort d'une indigestion, quand ils savent mieux que personne,

*Comment.* Lib. 1. p. 99. Ces commentaires traduits de l'italien par Kerckhove d'Anvers en 1586, font suite aux annales de Meyer.

(1) « Il fut pris d'une grande fatigue d'estomac, et usant à peine de quelques précautions il se mit à prier, » parce que, disait-il, le souverain pontife préparait d'effroyables choses sur l'Évangile dans le concile de Trente. « Le lendemain son mal redoubla, et Luther sentit que la vie s'en allait en lui ; alors il répéta sa prière fervente, et se prépara sans crainte à la mort qui l'atteignit le 18 fév. 1546, à l'âge de soixante trois ans. » — Capefigue, *Hist. de la Réf. de la Lig.* etc. tom. 1, ch. XIX, pag. 338.

(2) Homo iniquatissimus, ventris mancipium et ipsius dæmonis victor. — Loyens, *Syn. Duc. Burg.* pag. 306.

que c'est l'excès de travail, l'épuisement moral qui a brisé cette organisation athlétique, que c'est l'âme qui a tué le corps du vieux moine !

Il n'était guère probable que sous l'empire de pareilles idées, la Réforme eût des chances de succès en Belgique, si l'on y ajoute l'établissement des mesures repressives aussitôt qu'on en vit poindre les symptômes, le séjour de Philippe II aux Pays-Bas jusqu'à la paix de Cateau-Cambresis, et les longues atrocités du duc d'Albe; si l'on prend garde surtout, qu'avec Philippe II les mœurs espagnoles anéantirent les traditions flamandes et s'inféodèrent en Belgique, au point qu'on en retrouve encore aujourd'hui les souvenirs et les habitudes vivantes dans plusieurs cités des Flandres, on admettra comme un fait naturel, ce qui paraît si inconcevable au premier abord, que la Belgique soit restée dans le giron de l'église romaine, tandis que la Hollande, sa sœur, adoptait le culte réformé.

Et en effet, aucune des causes que l'on doit attribuer à l'état religieux de la Belgique ne subsiste pour la Hollande. Qu'on cherche dans ce pays quelques vestiges de la domination espagnole, synonyme du catholicisme; il n'en existe nulle part et pourtant, les troupes castillanes y ont séjourné, Ferdinand Alvarez a traversé Amsterdam et l'inquisition a pénétré au sein de ses canaux; mais *l'Union d'Utrecht* qui se fondait essentiellement sur la Réforme, est sortie victorieuse de la lutte.

La nature de notre travail ne nous permet pas, à

notre grand regret, d'entrer profondément dans cette question. Après avoir spécifié quelques-uns des principes généraux, nous ne ferons qu'effleurer les causes secondaires. Trois hommes, nous le répétons, ont surtout contribué à l'établissement du système réformateur en Hollande, ce sont : Erasme, l'évêque d'Utrecht et Jean de Leyde. Ce dernier fit école à part dans l'hérésie.

Didier Erasme au commencement du xvi<sup>m</sup>e siècle représentait presque à lui seul l'Europe savante par l'universalité de ses connaissances et l'étendue de sa renommée. En le gagnant à sa cause, Luther accomplissait un pas immense. Il lui écrivit : — « Mon cher Erasme, vous qui faites tout notre honneur et sur lequel nous espérons, quoique nous ne vous connaissions point encore, adoptez-moi comme un frère en Jésus-Christ qui vous aime et vous estime parfaitement, mais dont l'ignorance est si grande, qu'il ne mérite que d'être caché dans un coin ignoré du ciel et de la terre. » Quelques délicates que fussent ces flatteries, quelque modestie que manifestât Luther, Erasme comprit bien qu'il ne serait qu'en seconde ligne dans un mouvement qui proclamait un autre chef, et se groupait autour d'une autre popularité scientifique; il prit une place mitoyenne, il se plaça à la tête d'un tiers parti (1). — C'était beaucoup, si Erasme n'adoptait pas ouvertement les théories de Luther il ne les repoussait pas. Il est vrai que la

(1) *Hist. de la Réf.* etc. tom. 1, ch. v, pag. 99, 100.

diète de Worms n'était point encore réunie , et que l'édit qui devait bannir le moine n'avait point été fulminé. Cette demi-adhésion porta ses fruits, et vainement plus tard, Erasme effrayé des excès toujours croissans de la Réforme voulut revenir sur ses pas; la Sorbonne demanda au Parlement de Paris la suppression de ses *Colloques* sous prétexte d'idées pernicieuses à la jeunesse, et le 16 mai 1555 elle imprima la censure de l'ouvrage, le taxant d'établir sous des termes ambigus, toute la doctrine des Luthériens (1). Ce n'était point ainsi pourtant qu'en 1535 Erasme avait été jugé par la cour de Rome, alors que Paul III lui offrit la pourpre qu'il refusa (2).

Le rôle de l'évêque d'Utrecht (3) fut moins équivoque que celui d'Erasme, mais il existe entre ces deux hommes une corrélation de sentimens et d'idées qu'on ne saurait méconnaître. Le privilège des aventures semblait être attaché à la ville d'Utrecht, ville libre jusqu'en 1527, (4) époque à laquelle Charles s'en rendit maître ainsi que de l'Overysse, et compléta les dix-sept provinces des Pays-

(1) D'Argentré, *Collec. Judic. de novis erroribus* 10, pag. 47.

(2) *Hist. de la Réf.* tom. 1, ch. XIII, pag. 252.

(3) « Les évêques d'Utrecht étaient seigneurs spirituels et temporels de la province depuis plus de huit cents ans. » — *Hist. Gén. des Prov. Unies*, tom. IV, pag. 419, 420.

(4) Michelet, *Tabl. Chronol.* pag. 77. Paradin place cette conquête de Charles en l'an 1525, de toutes manières, M. Dewez se trompe, quand il assigne à la prise d'Utrecht l'année 1517.

Bas. En 1455, un bâtard du duc de Bourgogne, David, qui convoitait l'évêché, n'avait pu l'emporter sur son concurrent Bréderode qu'à l'aide de l'adresse et de la toute-puissance de son père (1). Il est curieux de voir un autre bâtard de ce même Philippe ceindre la mitre pour en mésuser, ainsi que l'on va s'en convaincre par les lignes suivantes :

« Philippe de Bourgogne alors évêque d'Utrecht, n'était que trop porté à favoriser la nouvelle doctrine. Dans ses conversations particulières, il se plaignait du grand nombre de fêtes ; il parlait de retrancher les droits des proviseurs et des doyens ; il voulait fermer la chaire aux Mendians, et ne l'ouvrir qu'à des prédicateurs dont la science et le zèle fussent bien connus. Il conseillait à ceux qui venaient le consulter de lire les *Saintes Écritures* et de laisser les *vies des Saints* qu'il regardait comme les productions d'une imagination échauffée par un zèle ignorant, et son goût naturel pour les femmes le portait à permettre aux prêtres de se marier (2). Les débauches de Rome l'avaient révolté ; il ne pouvait dissimuler l'indignation qu'il en avait conçue, et sa liaison avec Erasme qui, sans se déclarer pour les

(1) Guillaume Paradin, *Annales de Bourgogne*, p. 836.

(2) Cette opinion n'était pas nouvelle. Déjà, le secrétaire du concile de Bâle, Eneas-Sylvius Piccolomini devenu pape sous le nom de Pie II, l'avait hautement manifestée. Il répétait souvent qu'on avait eu raison d'ôter le mariage aux prêtres, et qu'on n'aurait pas tort de le leur rendre. — Voir ses *Epîtres*.



nouvelles opinions déclamaient fortement contre la corruption du clergé, le nourrissait dans ses sentimens. Avec un pareil évêque, on ne sera pas surpris des progrès que le luthéranisme fit dans nos provinces (1). »

Quant à Jean de Leyde, venu après Muncer, il en exagéra les idées, de même que son maître avait détourné de leur véritable sens les théories luthériennes. Les troubles des Anabaptistes, autrement nommés *Guerre des paysans*, prirent sous sa direction un caractère plus odieux, plus farouche; la doctrine elle-même dégénéra pour tomber dans ces turpitudes auxquelles on n'ose croire et qui bientôt contraignirent à traquer l'anabaptisme depuis long-temps répudié par Luther, et à le tuer sans forme aucune de jugement. Ludovico Guicciardini parle assez longuement de cette secte et, en particulier, de Jean de Leyde. Nous renvoyons à la lecture de ses *Commentaires* ceux qui voudront apprécier la vie intime des anabaptistes et leurs règles au-dedans et au-dehors des monastères qu'ils avaient envahis et qui leur servaient d'asyles pendant la paix et de forteresses en temps de guerre (2).

Le point de départ de la religion réformée en Hollande, se formule assez distinctement dans les actes et la conduite de ces trois hommes,

(1) *Hist. Gén. des Prov. Unies*, tom. IV, Liv. XI, pag. 352.

(2) *Comment.* Lib. I, pag. 103. — Il existe encore, dit-on, de vieux fermens d'anabaptisme en Hollande.

pour qu'il soit inutile d'insister davantage sur les conséquences à en déduire. Les comparaisons se font d'elles-mêmes, les rapports s'établissent sans obscurité, les transitions rentrent dans la sphère du positivisme et s'enchaînent avec une régularité telle, que les nombreuses analogies qui lient le siècle actuel à celui où prêcha Luther, n'ont plus besoin même d'être indiquées.

La Belgique, spectatrice d'abord passive de la lutte, en examinait de sang-froid tous les détails. Ses docteurs orthodoxes voyaient autre chose qu'une querelle de religion dans la Réforme; ils devinaient que la philosophie livrait bataille aux vieilles idées, qu'elle voulait rompre les entraves dans lesquelles elle avait jusque là été retenue, et que dans son débordement, si on ne prenait les mesures nécessaires pour l'arrêter, elle menaçait de dissoudre tout le corps social. « Les universités de Louvain et de Cologne, sous l'influence de cet esprit, censurèrent vivement les thèses de Luther; celle de Paris, tout en désapprouvant le système exagéré des indulgences, avait également condamné les théories de l'université de Wittemberg (1). »

Louvain persiste, comme on voit, dans ses croyances romaines et ses appréhensions d'un système philosophique destructeur. Autour d'elle, le catholicisme est encore intact; elle ne discute pas,

(1) *Hist. de la Réf.* tom. 1, ch. v, pag. 101.

elle condamne, elle n'examine point, elle croit.

Le caractère de Charles-Quint vis-à-vis de la Réforme a été diversement apprécié. On a prétendu que par son édit de Worms (26 mai 1521) il se liait les mains pour l'avenir. On a écrit : — « Les motifs qui portèrent l'empereur à se déclarer contre Luther furent certainement beaucoup plus politiques que religieux (1). » — Nous ne le pensons pas. Le pape recherchait plus l'alliance de Charles-Quint que celui-ci n'avait besoin de sa protection ; car si d'une part, le Saint-Père pouvait être utile à l'empereur dans ses guerres d'Italie, de l'autre, l'empereur ne lui était pas moins indispensable pour le défendre contre les envahissemens des ennemis de la foi. D'ailleurs, l'avènement au trône pontifical d'Adrien Florizoon précepteur de Charles, avènement qui était son ouvrage, mettait pour un temps la cour de Rome à la discrétion impériale. Charles-Quint était éminemment religieux ; sa dévotion fut souvent outrée, les témoignages historiques, et surtout, le dernier acte de sa vie en sont des preuves suffisantes. Toutes les années de son règne ne furent-elles pas employées à l'anéantissement de la Réforme ? Il transigea avec la ligue de Smalcalde, sans doute, mais dans un moment où cette transaction était devenu une nécessité pour arrêter les progrès offensifs des barbares qui menaçaient Vienne. En même temps, ne jetait-

(1) *Manuel Historique*, tom. I, pag. 63.

il pas en Belgique les fondemens de cette inquisition, qui poussée plus tard à l'excès, devait être un des éternels opprobres de son fils Philippe? — « L'empereur nomma grand inquisiteur Ruward Tapper d'Enkuysen et le pape le confirma par une bulle, en l'exhortant à remplir ponctuellement les fonctions de son ministère. Cet homme, fanatique fougueux, déjà trop disposé par lui-même à outrer plutôt qu'à tempérer les mesures rigoureuses ordonnées par les édits, employa pour faire preuve de zèle, le fer et le feu, afin d'arracher le secret à tous ceux qui pourraient paraître suspects. On ne parla plus que d'emprisonnement, de torture, de supplice (1). » Alors parurent en Belgique et en Hollande les édits que l'on nomma *Placards*. C'était toute une législation exorbitante de prévention et de censure qui interdisait même la pensée, et qui soumettait sans réserve, sans garantie, toutes les existences au contrôle sanguinaire des inquisiteurs. Un de ses articles portait : — « Il est défendu d'ouvrir des écoles publiques sans la permission des magistrats ou du curé, sous peine d'une amende de douze carolus ; du double et du bannissement en cas de récidive. Les maîtres devront être de bonne réputation. Les livres, destinés à la jeunesse devront avoir été soumis à l'examen de l'université de Louvain (2). » — En Hollande, les Placards furent dé-

(1) Dewez, *Hist. Gén. de la Belgique*, tom. v, chap. xiv, pag. 260, 261.

(2) Dewez, *Hist. Gén. de la Belgique*, t. v, ch. xiv, p. 256.

chirés, trainés dans la boue; en Belgique, on se borna à d'humbles remontrances que le président Viglius n'écouta pas.

Ainsi se dessinait l'état futur des deux pays : la Réforme dans l'un, l'Inquisition dans l'autre ; car si les débordemens de la cour de Rome et l'abus scandaleux des indulgences avaient suscité Luther contre les papes, les successeurs de Saint-Pierre avaient lâché contre lui Ignace de Loyola. Luther en Saxe, Loyola en Espagne. Ainsi, dans le conflit religieux, dès le principe comme aujourd'hui, le midi contrebalançait le nord. — « L'existence de la compagnie de Jésus qui s'établit à cette époque [1534], doit être mise au nombre des suites de la Réformation à laquelle elle doit son origine, mais non la direction qu'elle a suivie. Le but constant de cette société, a été de maîtriser l'opinion publique (1). » — Nous avons déjà dit l'effet opposé des Placards dans les deux parties des Pays-Bas ; les suites à en déduire se trouvent clairement exprimées dans ce passage de M. Capefigue : — « Il n'y a rien dans le monde de cruellement absurde. Tout se met en rapport avec le principe du gouvernement et les lois de la société : or lorsque ce principe était catholique, toute hérésie devenait une véritable sédition, tout schisme une révolte. Partant de ces données, un tribunal de clercs appelés à surveiller la foi était une institution

(1) Heeren, *Manuel Hist.*, tom. 1, pag. 80.



toute naturelle. Aux époques des grandes émotions politiques ou religieuses, on a besoin de ces juges spéciaux qui frappent plutôt qu'ils n'examinent. L'inquisition s'opposait comme une barrière invincible à l'hérésie, partout où elle fut complètement admise, là où elle n'amena pas une explosion comme dans les Pays-Bas, le protestantisme fit peu de progrès et s'éteignit (1). » — C'est donc à l'inquisition qu'il faut attribuer l'état malheureux de la Belgique chrétienne sous le duc d'Albe et la définitive indépendance de la Hollande réformée.

Revenons à l'ordre chronologique des faits dont les considérations qui précèdent nous ont éloigné. La ligue de Smalcalde (27 février 1531) (2), en formulant le protestantisme sous un aspect nouveau, en lui donnant une allure à la fois offensive et défensive, en en faisant un corps philosophique et armé, avait excité sérieusement l'attention de Charles-Quint. En outre, François I<sup>er</sup> qui ordonnait à la Sorbonne de censurer les livres de Luther, ne se faisait pas un cas de conscience de s'allier avec les infidèles, et de

(1) *Hist. de la Réf. de la Lig.* etc. tom. I, ch. XIII, p. 253.

(2) M. Michelet, *Tableaux Synchroniques*, fait signer la ligue de Smalcalde le 31 décembre 1530. Nous déclarons une fois pour toutes dans cette note, que pour ce qui concerne les phases diverses de la Réforme et les guerres qu'elle suscita en Allemagne, nous nous conformerons à la chronologie du professeur Heeren, que sa qualité d'Allemand et la communion réformée à laquelle il appartient, mettent plus que tout autre à même d'être exact dans les dates relatives à son pays et à sa religion.

multiplier les avances à la ligue religieuse pour la mettre dans son parti. Circonvenu de la sorte, menacé par Soliman, poursuivi par la France et inquiété par la Réforme, Charles consentit enfin à accorder un répit à Luther. — « L'on conclut à Nuremberg (23 juillet 1532) (1), la paix désignée sous le nom de l'*Interim*, qui assurait, mais seulement pour les alliés de Smalcalde, la tranquillité des nouvelles opinions jusqu'au moment du concile (2). » — « Ce système avait été composé par Pflug, Helding et Agricola; les deux premiers étaient des dignitaires de l'église romaine, mais estimés pour leur caractère pacifique et conciliateur, le dernier était un théologien protestant, qu'on a soupçonné, non sans raison, d'avoir été engagé par des présens ou des promesses à trahir ou à égarer son parti dans cette occasion (3). »

La bataille de Muhlberg (24 avril 1547), et tous les événemens qui suivirent, ayant eu pour théâtre spécial le territoire allemand, n'appartiennent point à notre récit. Nous n'avons eu d'autre but en écrivant ce chapitre, que d'esquisser rapidement les traits caractéristiques de la Réforme, les phases

(1) Michelet, *Tab. Syn.* assigne à la diète de Nuremberg la date des 23 juillet et 3 août 1532. Il place l'*Interim* en 1548.

(2) Heeren, *Man. Hist.* tom. I, pag. 66, 67.

(3) *Histoire de Charles-Quint* par W. Robertson, traduite par J. B. Suard, tom. IV, liv. IX, pag. 56. — 1829. Bruxelles, Hauman, 4 vol. grand in 8°.

successives par lesquelles elle est passée en Belgique et en Hollande, et les enseignemens plus ou moins précis que l'on peut en tirer pour l'étude ultérieure de la domination espagnole dans les provinces flamandes, étude que nous devons reprendre et compléter à l'époque de Philippe II. On conçoit qu'après avoir ainsi développé le caractère religieux de la première partie du règne de Charles, il ne nous restera dans les chapitres qui vont suivre, qu'à indiquer sommairement les faits politiques. Pour expliquer un changement dans l'ordre social, un progrès ou une guerre, il suffira la plupart du temps de remonter à la source religieuse qui alimente presque exclusivement le seizième siècle. La Réforme balança toujours l'équilibre des forces de l'empereur : quand elle ne fut point partie active dans la lutte, elle y fit diversion, et il était dans la destinée de Charles d'avoir sans cesse à la combattre ou à la craindre.

---

---

## CHAPITRE VIII.

### CARACTÈRE POLITIQUE DU RÈGNE DE CHARLES-QUINT JUSQU'À LA MORT DE FRANÇOIS I<sup>er</sup>.

1519-1547.

**SOMMAIRE :** — CHARLES-QUINT. Son éducation. — Sa prédilection pour les Flamands; plaintes des Espagnols à ce sujet. — Son élévation à l'Empire. — Causes de la rivalité avec la France. — Prétexte des hostilités. — Réunion du Tournaisis à la Flandre. — Première guerre avec François I<sup>er</sup>. — Ferdinand roi de Bohême. — Invasion de Soliman II en Allemagne. — Expédition d'Afrique. — Traité de Madrid. — Alliance de Cognac. — Deuxième guerre avec François I<sup>er</sup>. — Traité de Cambrai. — Ferdinand élu roi des Romains. — Marie sœur de Charles succède à Marguerite dans le gouvernement des Pays-Bas. — Guerres avec les Turcs et en Afrique. — Troisième guerre avec François I<sup>er</sup>. — Trêve de Nice. — Mort du duc de Gueldre. Les États nomment pour lui succéder le duc de Clèves. — Révolte des Gantois sévèrement punie. — Le duc de Clèves déclaré ennemi de l'empire. — Issue malheureuse des guerres d'Afrique. — Quatrième guerre avec François I<sup>er</sup>. — Brigandages de Martin Rossem. — Charles confie le gouvernement de l'Espagne à son fils Philippe et vient en Belgique. — Soumission du duc de Clèves après la prise de Duren. — Succès de l'empereur en France. — Paix de Crespy. Mort de Henri VIII. — Mort de François I<sup>er</sup>.

---

Charles-Quint naquit à Gand le 25 février 1500.  
Par son père fils de l'empereur Maximilien, il appar-

tenait à la race illustre de Habsbourg ; par sa mère Jeanne d'Aragon , plus connue sous le nom de *Jeanne-la-Folle*, il descendait d'une longue génération de reines ; né dans la pourpre et au milieu des plus éclatans diadèmes , il mourut en laissant un fils et un gendre roi , une fille reine , et après avoir vu toutes ses sœurs couronnées. Du chef de son aïeul paternel, Charles recueillit l'empire romain ; le duché de Bourgogne était son héritage en qualité de petit-fils de Marie ; enfin , de Philippe-le-Beau son père, il tenait la couronne d'Espagne, et de sa mère, il revendiquait l'Aragon, la Sicile et le royaume de Naples.

Dans la perspective d'une destinée aussi belle , Maximilien ne voulut remettre à personne le soin de désigner les maîtres qui devaient instruire et guider les années premières de son fils. Le choix de l'empereur s'arrêta sur un homme que sa science autant que son honorable caractère renommèrent alors, et ce fut à la haute prudence d'Adrien Florizoon d'Utrecht, chancelier de l'université de Louvain (1) et qui plus tard devint pape , qu'il confia la glorieuse tâche de former son successeur. Ce ne fut point un étranger qui attira les regards de Maximilien , il ne se laissa point éblouir par le prisme du dehors ou l'étalage de douteuses réputations, il lui fallut un Belge pour précepteur de Charles, et encore, un Belge dont les doctrines fussent bien connues et la vie parfaitement

(1) Adrien Barland , *Chron. Brab. Duc.*, pag. 37.



intègre. En acceptant des mains de l'empereur l'honneur et la responsabilité d'un pareil fardeau, Florizoon avait déjà rédigé son plan d'éducation qui se divisait en deux parties : la première consacrée à la religion, la seconde aux belles lettres et à l'étude des arts. Les préceptes pieux qu'il jeta dans la jeune âme de son élève portèrent leurs fruits ; nous citerons à ce sujet ces lignes de Guillaume Zénoccarus. — « Tous les jours, pendant trois heures, Charles restait à genoux, et durant ce long intervalle, il n'était permis à personne d'entrer dans son oratoire. Ses prières terminées, il donnait ses audiences et s'occupait des affaires de l'état. » — Ces pratiques religieuses étaient tellement dégénérées en habitude, qu'on avait coutume de dire que l'empereur s'entretenait plus souvent avec Dieu qu'avec les hommes (1).

Un prince réservé à de si grandes choses en politique, avait peu de temps à consacrer à la littérature. Florizoon traduisit pour son usage des extraits de Tite-Live, de Plutarque, de Cicéron, de Senèque. Le jeune duc de Luxembourg en fit peu de cas. Il préférait au plus pur latin du siècle d'Auguste, les exercices bruyans, l'éclat des trompettes, le sonore retentissement des armes. Il aimait mieux, comme Alexandre dompter des chevaux, comme Cyrus se perdre dans les forêts à la poursuite des

(1) Unde multi dicere solebant, Carolum sæpius cum Deo quam cum hominibus loqui. — Loyens pag. 206.

bêtes fauves , car de son temps aussi , la chasse était le suprême plaisir des rois. Mais il se repentit souvent par la suite , d'avoir négligé l'étude de la langue latine , car plus d'une fois il fut embarrassé pour comprendre les harangues des ambassadeurs étrangers et pour leur répondre. (1) Il est probable que cette répugnance pour le latin et généralement pour les belles lettres lui fut inspirée par son gouverneur Guillaume de Croy , seigneur de Chièvre et d'Aerschot , homme de guerre qui s'efforça d'imprimer au jeune prince ses besoins et ses goûts , afin d'accaparer plus exclusivement ses bonnes grâces.

On a vu dans la période précédente que Charles arrivé à sa quinzième année , avait été adjoint par l'empereur à Marguerite dans le gouvernement des Pays-Bas [1515]. Trois ans avant la mort de Maximilien , il avait hérité du trône espagnol [24 janvier 1516]. La mort de son aïeul , en lui adjugeant le duché d'Autriche , laissait la succession impériale vacante. Cette succession lui fut concédée en dépit des prétentions de François I<sup>er</sup> et de Henri VIII (28 juin 1519) (2).

(1) Pont. Heuterus , lib. viii , pars 1 , pag. 346. Il est vraisemblable que si M. Dewez avait lu ce passage d'Heuterus , il s'étonnerait moins de la réponse en langue wallonne que fit , entre tant d'autres , l'empereur , à un discours du grand pensionnaire de Hollande Van der Goes. (Voir *Hist. de la Belg.* tom. V , ch. xiv , pag. 250).

(2) Michelet , *Tableaux Synchroniques*. P. Heut. lib. viii , pag. 350.

Ce fut en Espagne que Charles reçut la nouvelle de son élévation à l'empire. Quittant aussitôt Valladolid pour Tolède (mars 1520), il rassembla les cortès à l'effet d'en obtenir les sommes nécessaires à son voyage. Ce fut une occasion pour les députés espagnols de manifester leur mécontentement. La nationalité administrative s'effaçait de jour en jour. Le pouvoir passait des mains des indigènes dans celles des Flamands de la cour de Charles. Les cortès se plaignirent surtout de ses deux favoris, Adrien Florizoon et le seigneur de Chièvre. Ce dernier n'avait pas un caprice qu'il ne fût aussitôt satisfait, c'était l'âme damnée du roi. En réalité, les Flamands, de l'aveu même d'Heuterus, abusaient de la prédilection que Charles avait pour eux. Dans un pays qui n'était point le leur, ils se livraient aux intrigues les plus répréhensibles ; accaparant toutes les places, et tous les bénéfices, thésaurisant nuit et jour, faisant trafic de l'usure et riant ensuite des plaintes, ou fermant les oreilles aux justes réclamations des Espagnols (1). Une réaction était inévitable en Belgique. Toutefois, les esprits n'en étaient pas moins exaspérés à Tolède. Les cortès avaient mis pour condition à la levée des subsides, le départ des étrangers. Le peuple réclamait avec de grandes clameurs le renvoi immédiat de tous les Flamands. Charles jugea l'effervescence trop générale pour chercher à y mettre un frein ;

(1) Pontus Heuterus , pag. 354 et suivantes.

il crut prudent de battre en retraite devant la révolte, et gagna les Asturies, emportant à la hâte quelques débris de sa vaisselle (1).

Comment accorder ce récit d'Heuterus qui nous semble exact, avec le parallèle que fait Grotius des Flamands et des Espagnols, parallèle que M. Dewez a traduit textuellement dans son histoire, et où les Espagnols sont représentés comme les persécuteurs au lieu d'être les victimes ?

Charles en abandonnant les côtes d'Espagne ne se rendit pas directement aux Pays-Bas ; il fit une visite au roi d'Angleterre pour s'assurer son appui dans la guerre qu'il savait bien n'être pas éloignée. Henri VIII fit une magnifique réception à son cousin ; nous n'ajouterons pas qu'il fallut peu de peine à François 1<sup>er</sup> pour défaire ce qu'avait fait son rival. Le monarque anglais demeura dans son île, et le couronnement d'Aix la Chapelle se fit sans lui (21 octobre 1520). De retour dans ses possessions du nord, Charles confirma sa tante Marguerite dans le gouvernement des Pays-Bas en lui donnant un conseil présidé par les évêques d'Utrecht et de Liège. Ces dispositions étaient à peine prises, que son attention fut sérieusement excitée par les nouvelles qu'il reçut d'une révolution flagrante en Espagne et par la convocation prochaine de la diète de Worms.

La lutte va donc s'engager, et cette lutte ne

(1) P. Heuterus, pag. 355.

inira même pas avec le règne de Charles. L'expression philosophique de l'Europe en 1521 se formule aisément. Trois monarques en régissent les destinées, tous trois agités de sentimens divers. Charles-Quint rêveur sublime arrête son plan de domination universelle; François I<sup>er</sup> esprit chevaleresque, lutte contre son amour propre gémissant en secret d'un empire manqué et des ruineuses folies du *camp du drap d'or*; Henri VIII croise flegmatiquement les bras, regarde tour à tour l'Allemagne et la France, et adopte une devise résumant la duplicité politique qui a de tout temps caractérisé l'Angleterre.

Les haines héréditaires dormaient, mais n'étaient point mortes. Il ne fallait qu'une étincelle pour allumer l'incendie. Peut-être n'est-il pas inutile avant d'aborder l'analyse des guerres qui vont suivre, de considérer quelle était la position respective des deux souverains, et de quels motifs ils arguaient pour justifier leur cause. De part et d'autre, les griefs reposaient sur des prétentions plus ou moins bien fondées. — François I<sup>er</sup> réclamait le duché de Milan et le royaume de Naples, oublieux qu'il était des infortunes de son prédécesseur Charles VIII. — L'empereur revendiquait la Flandre, l'Artois et le duché de Bourgogne que Louis XI avait réunis à sa couronne après la mort de Charles-le-Téméraire. — La Belgique et l'Italie devaient être presque exclusivement les champs de bataille des deux rivaux. Ces jalousies armées se compliquèrent du côté de Charles-



Quint par les diversions successives qu'apportèrent à ses opérations du midi , les Turcs secrètement excités par la France , la ligue de Smalcalde alliée de François I<sup>er</sup> , et le duc de Clèves ambitieux et mécontent.

L'orage éclata enfin en 1521. Robert de La Marck dégoûté d'un premier traité avec l'empereur , et séduit par les propositions de la France , en conclut un second avec elle. Peu après , et à la suite de controverses particulières avec le comte d'Aimeries au sujet de la propriété de la petite ville de Hierge , Robert entra en armes dans le Hainaut (1). Le comte d'Aimeries fut soutenu par Charles , tandis que le roi secourait son adversaire. C'était là une éclatante rupture. L'empereur , au milieu des premières séances de la diète de Worms rassembla ses troupes dont il donna le commandement au comte Henri de Nassau et à François Sicking. Le roi agit de même et leva une forte

(1) « Robert de la Marck , seigneur du domaine de Bouillon , peu considérable mais indépendant , situé sur les frontières du Luxembourg et de la Champagne , avait abandonné le service de Charles pour se venger d'un attentat prétendu du conseil aulique contre sa juridiction , et s'était jeté dans les bras de la France. Dans la chaleur de son ressentiment , il se laissa aisément persuader d'envoyer un hérault à Worms , pour y déclarer en forme la guerre à l'empereur. Une insolence si extravagante de la part d'un si petit prince surprit Charles , et ne lui permit pas de douter que le roi de France n'eût promis de puissans secours pour appuyer une telle entreprise. » — Robertson, *Hist. de Charl. Quint* , tom. II , liv. II , pag. 174.

armée à la tête de laquelle il plaça le connétable Charles de Bourbon. Les succès se balancèrent d'abord, mais ce fut en vain que les Flamands voulurent prendre d'assaut Mezières ; Bayard défendait cette place, et la contagion s'étant répandue parmi les assiégeans, ils revinrent en Belgique. François I<sup>er</sup> avec de nouveaux renforts les suivait à peu de distance, portant sur son passage la dévastation dans l'Artois et le Hainaut, en même temps que le connétable s'emparait d'Hesdin et de plusieurs villes fortes de la frontière du nord, et que La Marck puissamment secondé par le duc de Gueldre, ravageait les provinces de Brabant et de Namur. Les soldats de Flandre réparèrent une partie de leurs pertes sur Tournay dans laquelle les Français avaient mis garnison, et qui tomba en leur pouvoir vers la fin de novembre 1521. Peu de jours après, le comte de Nassau s'y fit reconnaître au nom de Charles-Quint. De cette époque date la réunion du Tournaisis au comté de Flandre (1).

**PREMIÈRE GUERRE ENTRE CHARLES-QUINT ET FRANÇOIS I<sup>er</sup> (1521-1526.)** — Qu'arrivait-il au début de cette succession de combats sur le sol italien dont l'issue devait être si funeste au roi de France ? Léon X mourait le 1<sup>er</sup> décembre 1521 et le 9 janvier suivant, le précepteur de Charles offert au conclave sous l'imposant patronage de Pompée de Colonne

(1) Pontus Heuterus, liv. VIII, pag. 379, 380.

et de Jules de Médicis, remplaçait le restaurateur des lettres dans la chaire de Saint-Pierre où le portaient les suffrages réunis de trente-neuf cardinaux. François perdait un allié, Charles gagnait un am dévoué, sincère, et la bataille de Pavie se préparait comme un désastre inévitable pour le monarque auquel manquait Léon X et que jalousait l'Angleterre. Après la défaite de Pavie (24 février 1525) (1) l'exil devint insupportable au royal captif. L'air d'Espagne lui sembla trop lourd, il voulut revoir Paris et il écrivit à l'empereur une lettre qui lui fut remise par Hugon de Montecatenno.

Les négociations qui précédèrent le traité de Madrid sont importantes à suivre, parce qu'on y voit que la souveraineté des ducs de Bourgogne est toujours le point central auquel viennent se rattacher la politique et les vœux des deux concurrents; l'un, fort de la prescription acquise à sa couronne par son prédécesseur Louis XI; l'autre, persistant à revendiquer du chef de son aïeul, l'héritage complet et non morcelé de Charles-le-Téméraire.

« Quel'empereur, écrivait François, consentant à m'accorder la main de sa sœur aînée, lui constitue le duché de Bourgogne en douaire, et je m'offre de soumettre Venise, Florence et toute l'Italie à l'autorité impériale, et je renonce à mes droits sur Naples et Milan, à la possession de Tournay et d'Arras, à la

(1) Michelet, *Tableaux Synchron.* — Heeren, *Manuel Hist.* donne la date du 25 fév. (tom. 1, pag. 47).

souveraineté de l'Artois et de la Flandre , et je promets, si l'empereur entreprend une guerre pour la défense de son territoire ou celle de la foi, de fournir la moitié des subsides, engageant d'avance avec ma parole, l'adhésion du Parlement. » Charles lui fit répondre : — « Qu'il n'avait jamais pu entrer dans l'esprit du roi de France que la Bourgogne fut, justement, son patrimoine avéré; ce n'était à vrai dire, qu'un fief qu'il devait rendre à son légitime maître, et même, au cas de besoin, protéger contre les agressions étrangères. En ce qui concernait le mariage de sa sœur, il était prêt à le conclure, si le duc de Bourbon auquel Léonore avait été fiancée, voulait se désister. Relativement à l'Italie, il ne désirait que son repos. Quant au reste, et c'était là son ultimatum, il n'attendait pour mettre un terme à toutes les querelles, que le recouvrement intégral des possessions de Belgique et de Bourgogne dans l'ensemble qu'elles présentaient à la mort de leur dernier duc. » — François I<sup>er</sup> qui espérait un autre résultat de ses ouvertures ne se déconcerta pas, et pour éluder la restitution de la Bourgogne, il se hasarda à demander à quel prix était fixée sa rançon? L'empereur lui fit savoir qu'il ne souhaitait pas autre chose que son bien, mais qu'il *le voulait*. On put dès lors, à cette obstination des deux princes, prévoir de longues discordes dans l'avenir. François pourtant se lassa le premier. La captivité le rendait malade et l'eut fait mourir; la soif ardente de revoir son beau pays de France lui ferma les yeux sur

sa honte, et fit taire son honneur. Il accepta un traité de paix qui fut signé à Madrid le 14 janvier 1526.

« Le duché de Bourgogne était restitué à Charles, et reconnu domaine et apanage perpétuel de sa descendance de l'un et de l'autre sexe. Cette clause fut insérée en souvenir de la conduite de Louis XI avec Marie. — Charles d'Egmont duc de Gueldre était, à la faveur d'une trêve, maintenu dans la possession de son duché qui, après sa mort, devait revenir avec le comté de Zutphen à l'empereur et à ses héritiers. Dans le cas où Charles d'Egmont ou les ordres de la Gueldre refuseraient de ratifier ces dispositions, le roi de France garderait dans les événemens ultérieurs la neutralité la plus stricte. — Enfin, la possession de la Flandre et de l'Artois était rendue à Charles-Quint, sans qu'il dût comme ses ancêtres en faire hommage à la couronne, ni être soumis pour ces deux comtés à la juridiction du parlement de Paris (1). »

Par droit de conquête, Charles recouvrait ses domaines; par droit d'héritage sa puissance s'agran-

(1) Voir ce traité dans Pontus Heuterus où il tient quatre pages, lib. ix, pag. 415 et sequentes. — « Charles se flattait, par ce traité, non-seulement d'avoir abaissé son rival, mais encore d'avoir pris toutes les précautions propres à l'empêcher de recouvrer jamais assez de puissance pour devenir redoutable. Ce n'étaient pas ainsi que les meilleurs politiques du siècle en jugeaient. » — W. Robertson, *Hist. de Ch. Q.* tom. II, liv. IV, pag. 320.



dissait également, quoique toujours forcée de s'appuyer sur les armes pour faire respecter la justice de sa cause.—Louis II, roi de Hongrie et de Bohême, époux de Marie sœur de Charles, est tué à la bataille de Mohatsch (29 août 1526) gagnée par Soliman II allié secret de la France. Cette mort mettait la maison de Habsbourg en position de faire valoir ses droits sur la Hongrie et la Bohême ; elle n'y manqua pas. La couronne fut violemment disputée par Ferdinand d'Autriche frère de l'empereur, et par Jean de Zapoly. Ce dernier monté sur le trône en novembre 1526, fut remplacé le mois suivant par Ferdinand qui devint roi de Bohême (1), mais non de la Hongrie qui resta pendant long-temps encore le théâtre de guerres acharnées.

Nous ne ferons qu'indiquer l'invasion en Allemagne de Soliman II qui eut l'audace de venir camper jusqu'aux portes de Vienne, et les premières guerres de Charles en Afrique qui furent en quelque sorte la conséquence des projets offensifs de la Turquie.

Alliance de Cognac (22 mai 1526) conclue entre le pape, les Vénitiens, le duc de Milan et François I<sup>er</sup> contre l'empereur.

**SECONDE GUERRE ENTRE CHARLES-QUINT ET FRANÇOIS I<sup>er</sup>, (1527-1529).** — Cette nouvelle guerre dont le siège principal fut Naples, était l'inévitable suite de la paix de Madrid. Il était difficile que le

(1) Michelet, *Tableaux Synchroniques*.

roi de France pût se résoudre à tout perdre sans rien gagner. On avait arraché à sa couronne ses plus beaux fleurons, les comtés d'Artois et de Flandre et le duché de Bourgogne ; pour trouver l'occasion de les reconquérir, il franchit une seconde fois les Alpes. Cette expédition n'eut pas pour la France un meilleur succès que celle qui l'avait précédée. Le pape et le roi d'Angleterre se chargèrent de la reconciliation, et Cambrai fut le lieu que l'on choisit pour en rédiger les articles. Charles alors en Espagne se fit représenter par sa tante Marguerite et le haut conseil du Brabant. Le roi donna procuration à sa mère Louise et à quelques membres de son cabinet. Ces députations firent leur entrée dans Cambrai le 7 juillet 1529, et François s'étant avancé jusqu'à Compiègne, chargea l'évêque de Londres et Suffock de lui rendre compte de l'issue des conférences où le S<sup>t</sup> Père avait envoyé l'archevêque de Capoue. Le 5 août (1) le traité fut arrêté et conclu dans la cathédrale de Cambrai. Ce fut à quelques légères différences, la répétition de celui de Madrid.

« L'empereur se réservait toujours les mêmes prérogatives sur la Belgique et les fiefs de la frontière-nord de la France. — Hesdin avec sa forteresse et toutes ses munitions était réunie au comté d'Artois.

(1) Heeren, *Manuel Hist.* (tom. 1, pag. 48). Robertson, *Hist. de Ch. Q.* (tom. III, liv. v, pag. 29, donne celle du 2, Michelet (*Tab. Synch.*) assigne celle du 3.

— François I<sup>er</sup> se dépouillait de ses prétentions sur Tournay, Mortagne, Douai, Orchies, etc., sans pouvoir à l'avenir faire contrôler cet abandon par son parlement. — Léonore devenait épouse du roi de France, à la condition que le premier enfant à naître de ce mariage, posséderait la Bourgogne à titre de patrimoine. — François I<sup>er</sup> promettait de ne point secourir le rebelle Robert de la Marck, de laisser paisiblement jouir Everard de la Marck, évêque de Liège, du duché de Bouillon qui lui avait été octroyé par l'empereur. Il rendait en outre la principauté d'Orange à Philibert de Châlons. — Le duc de Gueldre s'étant réconcilié avec Charles était compris dans cette pacification (1). »

« Par ce traité, l'empereur devint le seul arbitre du sort de l'Italie; il affranchit ses domaines des Pays-Bas d'une marque honteuse de servitude et après avoir vaincu son rival les armes à la main, il lui imposa en maître les conditions de la paix (2). »

L'épisode sans contredit le plus remarquable de cette guerre fut le siège que Clément VII eut à soutenir dans le château St. Ange contre les Impériaux commandés après la mort de Bourbon, par Phi-

(1) Loyens, pag. 254. — Voir Pont. Heuterus liv. x, pag. 453, 54, 55, 56. Il donne une longue analyse du traité. — Voir aussi Ludovico Guicciardini, lib. 1, pag. 98, qui s'occupe plus particulièrement des articles relatifs aux guerres d'Italie.

(2) W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.*, tom. III, liv. v, pag. 30.

libert de Châlons prince d'Orange. Le pape fut obligé de capituler aux plus dures conditions (6 juin 1527) (1).

Les diètes relatives aux affaires religieuses qui se succédaient depuis 1521 en Allemagne, prenaient un aspect de plus en plus grave. Charles-Quint dont la présence devenait nécessaire au milieu de ces importantes discussions, quitta en 1530 le siège de Florence et se dirigea en hâte vers ses états du nord. Son séjour en Allemagne fut de courte durée, mais il sut habilement le faire servir à ses intérêts. Pour consolider l'empire dans sa maison, il fit, trop prématurément peut-être, et malgré les protestations des électeurs de Saxe et de Brandebourg, couronner roi des Romains à Aix-la-Chapelle (5 janvier 1531), son frère Ferdinand, archiduc d'Autriche et roi de Bohême. Il conduisit ensuite en Belgique sa sœur Marie, veuve de Louis II, qu'il nomma gouvernante des Pays-Bas en remplacement de Marguerite morte à Malines, le 30 novembre 1530, dans sa cinquantième année (2). Charles-Quint entra à Ratisbonne, quand lui vint la nouvelle de l'aggression de Soliman qui marchait sur Vienne (1532). — Guerres avec les Turcs et en Afrique (1532-1535).

**TROISIÈME GUERRE ENTRE CHARLES-QUINT ET FRANÇOIS I<sup>er</sup> (1535-1538).** — « L'Italie fut de nouveau le

(1) W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.*, tom. II, liv. IV, pag. 364.

(2) Dewez, *Hist. Gén. de la Belg.*, tom. V, ch. XI, pag. 213.

siège principal, mais non pas le siège exclusif de la guerre. François I<sup>er</sup> s'empara de la Savoie et du Piémont, ce qui n'empêcha pas Charles de tenter une entreprise sur le midi de la France (1). » — François Sforce dernier duc de Milan étant mort le 24 octobre 1535, le roi de France songea de nouveau à faire valoir ses droits à sa succession. Il ne pouvait sans violer sa parole porter immédiatement la guerre en Italie, mais une vieille rancune existait entre la France et la Savoie, le monarque la ressuscita pour motiver la reprise des hostilités. On conçoit l'indignation que dut éprouver l'empereur, lorsqu'au retour de Tunis il apprit la conquête de la Savoie et du Piémont. Dans une entrevue qu'il eut à Rome avec le pontife, il exhala son courroux en paroles amères et en provocations directes contre son rival (2). Puis sans tarder, il franchit les Alpes, pénètre dans l'antique Phocée, traverse le Var et vient camper sous les murs d'Aix d'où il désole tout le voisinage d'Arles. François I<sup>er</sup> réunissait ses troupes près de Lyon, lorsque deux nouvelles également fâcheuses lui arrivè-

(1) Heeren, *Manuel Hist.*, tom. 1, pag. 52.

(2) « Charles parut avoir bientôt senti lui-même l'excès où il s'était porté; et, lorsque les ambassadeurs français vinrent le lendemain lui demander une explication plus claire de ce qu'il avait dit au sujet du duel, il leur répondit qu'il ne fallait pas regarder cette provocation comme un défi en forme fait à leur maître, mais seulement comme un moyen qu'il indiquait pour épargner du sang. Il tâcha aussi d'adoucir les autres expressions de son discours. » — W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.* tom. III, liv VI, pag. 127, 128.



rent : la mort du dauphin empoisonné, prétendit-on, par Charles Quint, ce qui est peu probable, et le siège de Péronne par Henri de Nassau et le comte de Reuss. Heureusement, l'orage prêt à éclater se dissipa de lui-même. Charles cédant aux instances du pape qui le conjurait d'employer ses armes au salut de la religion plutôt qu'à de mesquines jalousies, et d'ailleurs, alarmé de la mortalité qui régnait dans son camp, revint à Genève, et le comte de Nassau après d'inutiles efforts pour réduire Péronne que défendaient le maréchal de Floranges gouverneur général de la Picardie et le comte de Dammartin, reprit le chemin de la Flandre (1536).

L'année suivante, ce fut le tour de François I<sup>er</sup>. Des arrêts du Parlement réunissant fictivement à la couronne, la Flandre, l'Artois et tous les fiefs autrefois soumis à sa juridiction, déclarèrent Charles-Quint traître et rebelle. François I<sup>er</sup> pour châtier l'insolence du comte de Nassau envahit les frontières flamandes à la tête de trente mille hommes. Hesdin capitula après cinquante jours de siège. Lille ouvrit ses portes et son exemple fut suivi par plusieurs autres places. Mais les Impériaux usant de représailles, entrent en France, pillent et brûlent Paimpol, font subir un sort pareil à Montreuil, et posent leurs tentes en vue des remparts de Térouanne qu'ils investissent. Le dauphin et le connétable Anne de Montmorency avaient pris position entre cette ville et Guinegate, prêts à tout événement, quand enfin on se décida de part et d'autre à une trêve de trois mois. Cet acte fut signé au

nom de Charles par le duc d'Aerschot et quelques conseillers de l'empire ; au nom du roi, par le président du parlement de Paris et son secrétaire Bertrand (30 juillet 1537) (1). — « On dut cette suspension imprévue au zèle et aux efforts des deux sœurs, la reine de France et celle de Hongrie, qui ne cessaient de travailler à réconcilier les deux monarques. La guerre des Pays-Bas avait ravagé les provinces frontières des deux états, sans aucun avantage réel pour les deux partis. Les Français et les Flamands regrettaient également l'interruption de leur commerce qui faisait leur bien commun (2). » — Une des clauses de cette trêve spécifiait, que quatre jours au plus tard après la ratification de l'acte, la reine Marie écrirait à son frère alors en Espagne, pour en obtenir la conclusion définitive de la paix.

Paul III aussi, avait hâte de réconcilier les deux souverains. Il désigna Nice pour le lieu des conférences et s'y rendit en personne accompagné d'un grand nombre de cardinaux, vers le milieu du mois de mai

(1) *Lettres et Mémoires d'État*, par Ribier, tom. 1, pag. 56. — Blois, 1666. 2 vol. Ribier dit que cette trêve fut stipulée pour un laps de dix mois. — Voir Pontus Heuterus, lib. xi, pag. 505. Loyens, pag. 275. — Nous n'avons trouvé aucune autorité venant à l'appui de celle de M. Michelet qui note dans ses *Tableaux Synchroniques* une trêve de dix ans pour la Picardie et les Pays-Bas signée le 10 juillet 1537. Cette trêve de dix ans ne peut être que celle de trois ou de dix mois dont parlent Ribier, Pontus Heuterus, Loyens, etc.

(2) W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.*, tom. III, liv. VI, pag. 143, 144.

**1538.** On y régla une suspension d'armes de dix années (18 juin). Ces premières stipulations ne concernaient que l'Italie; des articles supplémentaires y furent ajoutés (23 octobre suivant). — « Le roi s'engageait à indemniser sous simple serment pour éviter les longueurs judiciaires, les Belges et les Espagnols dont les biens-fonds auraient été dépréciés ou perdus par suite des guerres précédentes ; Marie promettait d'agir de même à l'égard des Français résidans dans le Brabant. — Le duc de Vendôme et le prince d'Orange étaient remis en possession de leurs domaines; le duc d'Aerschot, Philippe de Horn et le seigneur d'Aimeries récupéraient leurs comtés, et le 7 janvier suivant, le roi de France et la gouvernante des Pays-Bas se concerteraient à Cambrai sur les moyens de remédier à l'altération des monnaies. » — « Ainsi finit une guerre qui ne fut pas de longue durée, mais qui avait une très-grande importance par la vaste étendue des opérations qu'elle embrassa et par les moyens extraordinaires qu'y déployèrent les deux rivaux (1). »

Quelques événemens qui doivent être consignés, se sont accomplis dans l'intervalle de cette troisième guerre.— Mort de Charles d'Egmont duc de Gueldre (2 juillet 1538) à l'âge de soixante dix ans. Prince envieux, méchant et sans foi, il fut le digne successeur de son père Adolphe pour tous les maux qu'il causa

(1) W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.*, tom. III, liv. VI, pag. 150.

à la Belgique. Son épitaphe menteuse par les vertus qu'elle lui prête, ne met d'exactitude qu'à compter le nombre d'années, de mois, de jours et d'heures qu'il a vécu. Charles mort sans postérité légitime laissa un grand nombre de bâtards. Il fut enterré dans la cathédrale d'Arnhem (1). Les états de la Gueldre appellent pour lui succéder Guillaume de la Marck, seigneur de Clèves et de Juilliers, jeune homme de vingt-deux ans qu'ils investissent du titre de prince héréditaire. La reine Marie leur fait immédiatement savoir que cette résolution ne peut être approuvée par l'empereur, en ce qu'elle est contraire aux droits imprescriptibles acquis à sa couronne par son aïeul Charles-le-Téméraire, droits confirmés par le traité de Madrid. Les états ne tenant aucun compte de la communication de Marie, une guerre devient inévitable. — Vers le même temps mourut l'évêque de Liège, Everard de la Marck, courageux antagoniste de la Réforme, dit Loyens, qui préserva son évêché des doctrines schismatiques de Luther. — Les premiers mois de l'année suivante furent tristement signalés à Tolède par la mort d'Isabelle de Portugal, épouse de l'empereur.

A la même époque, Gand tranquille depuis tant d'années, revenait au souvenir de ses rebellions sanguinaires sous Philippe et Marie de Bourgogne. Seule entre toutes les villes des Pays-Bas, Gand avait refusé les subsides pour la dernière guerre, et fidèle à ses

(1) P. Heuterus, lib. XI, pag. 510.

habitudes, quêtant un auxiliaire au midi, avait offert au roi de France la tutelle des Flandres dont toutes les villes, affirmait-elle, imiteraient sa soumission. Le châtement ne se fit point attendre. En 1540, Charles-Quint pour abrégér sa route et malgré les dangers qu'il courait, traversait la France et rejoignait en Belgique son frère le roi des Romains accouru à son aide avec des cohortes allemandes. L'empereur fait son entrée dans Gand le 24 février 1540. Ce n'est plus sa ville natale qu'il revoit, c'est une cité rebelle qu'il envahit; l'aspect de ces saintes églises, de ces vieilles maisons à l'ombre desquelles s'est écoulée sa jeunesse, ne réveille aucun doux souvenir dans son âme; le courroux d'un maître outragé fait seul battre son cœur. La punition fut terrible. Les privilèges de Gand, ainsi que ceux d'Audenaerde furent révoqués. Cinquante des notables, le corps enveloppé d'un grossier sarrau, et la corde au cou, demandèrent à genoux et à plusieurs reprises la condamnation et la grâce de la révolte. On trancha la tête à vingt six des principaux meneurs sur la grande place. La ville fut frappée d'une amende de cent cinquante mille florins de Brabant et d'un impôt perpétuel de cinq mille florins par an. Enfin, on éleva aux frais de la cité et à côté de St-Bavon, une citadelle destinée à lui rappeler éternellement l'exemplaire expiation de ses crimes (1). »

(1) P. Heuterus, lib. xi, pag. 518 à 529. Voir à ce sujet le long discours prononcé par l'avocat du fisc au nom de Charles-Quint et du chapitre de la Toison d'Or. La citadelle,



« La rigueur avec laquelle Charles punit les Gantois , servit aussi d'exemple pour contenir ses autres sujets des Pays-Bas : il saisit avec plaisir cette occasion de leur faire craindre et respecter son autorité ; d'autant plus que l'étendue de leurs privilèges et de leurs immunités , qui étaient en partie le fruit et en partie la cause de leur grand commerce , mais qui en même temps resserraient l'autorité royale dans des bornes assez étroites , traversait souvent les desseins de l'empereur dans les entreprises qu'il méditait , et l'entouraient d'entraves qui retardaient ses opérations (1). »

Charles-Quint était encore à Gand , lorsque Guillaume , duc de Clèves , héritier par élection du duché de Gueldre , y vint sous la foi d'un sauf conduit , dans l'espoir de faire confirmer par l'empereur le vœu des états. A son arrivée , il n'a pas de peine à se convaincre des mauvaises dispositions de Charles et de ses conseillers à son égard. Sous prétexte de consulter une dernière fois sa mère et les états , il s'éloigne protégé par son sauf conduit , et certain dès lors qu'il aura à disputer ses possessions à l'empire , il tend les bras à la France (2).

dit Heuterus , détruite par les Gantois en 1576 , fut relevée par eux , plus grande et plus formidable , en 1585. — Jacob Marchand *De rebus Flandriæ* , pag. 81 , se trompe lorsqu'il dit qu'on fit une citadelle de Saint-Bavon : *cænobio Bavonis in arcem commutato*.

(1) W. Robertson , *Hist. de Ch. Qu.* , tom. III , liv. VI , pag. 184 , 185.

(2) Loyens , pag. 282.

Frustré dans l'attente de recevoir pour le duc d'Orléans son fils , l'investiture du duché de Milan , François I<sup>er</sup> ne rêvait plus que les moyens de jouer à son tour son rival. Le monarque était dans ces dispositions , lorsque Guillaume de Clèves feignant de se rendre à la diète de Ratisbonne, vint le trouver au château d'Amboise. La querelle du duc avec l'empereur ouvrait à François I<sup>er</sup> le chemin de la Belgique ; il accueillit son hôte avec transport , et au lieu d'une alliance fugitive, le lia par les nœuds d'une amitié durable , en lui donnant la main de sa nièce Marguerite-Jeanne, fille du roi de Navarre, contre l'avéu de ses parens. Le mariage se fit, la noce fut brillante , mais Jeanne n'avait que onze ans ; le roi de Navarre la fit revenir à sa cour , promettant à son gendre forcé de la lui renvoyer aussitôt qu'elle serait en âge d'être sa femme , promesse qui , on le pense bien , ne fut pas tenue (1).

L'empereur assiste à la diète de Ratisbonne. (1541). Soliman II entre dans la Hongrie , se rend maître de Bude sa capitale, et s'empare de Pesth sur l'autre rive du Danube. — Guillaume ayant méconnu les droits de son suzerain au duché de Gueldre est déclaré ennemi de l'empire à Ratisbonne. — François I<sup>er</sup> presse une seconde fois Charles de donner la succession du dernier Sforce au duc d'Orléans. Charles répond que les intérêts de l'empire s'y opposent , et offre en compensation au dauphin, la main

(1) Ludov. Guicciardini , *Commentar.* lib. 1 , pag. 113.

de sa sœur Marie, et les provinces de la Belgique en dot. — Paul III dans une entrevue avec Charles-Quint à Luc le conjure vainement d'abandonner sa guerre d'Afrique et de faire la paix avec la France. Tout ce qu'il peut obtenir, c'est qu'un concile sera tenu l'année suivante, concile qui corrigera les abus de Ratisbonne et les erreurs canoniques de Pise, de Constance et de Bâle. — L'empereur s'embarque pour son expédition d'Alger. Une violente tempête survenue pendant la traversée disperse sa flotte et les débris de son armée échappés au naufrage, se rassemblent avec peine à Drépane, puis aux îles Baléares, d'où ils gagnent Carthagène à la fin de novembre (1). Paul Jove consacre un livre entier de son histoire au récit de cette malheureuse issue des guerres d'Afrique (2).

**QUATRIÈME GUERRE ENTRE CHARLES-QUINT ET FRANÇOIS I<sup>er</sup>. (1542-1544).** — « Cette guerre embrassa une plus grande étendue de pays qu'aucune de celles qui l'avaient précédée; car François I<sup>er</sup> parvint non-seulement à renouveler ses traités avec le grand Seigneur et avec la république de Venise, mais il attira encore dans son parti le duc de Clèves, ainsi que les royaumes de Danemarck et même de Suède : à la vérité, l'alliance conclue avec ces deux derniers n'eut aucune suite. D'un autre côté, Charles s'allia avec

(1) P. Heuterus, lib. XI, pag. 533.

(2) Pauli Jovii. *Hist.* lib XL.

Henri VIII, et le fit entrer dans le projet d'une invasion en France (1). » — François I<sup>er</sup> outré de l'assassinat commis sur la personne de ses ambassadeurs lorsqu'ils descendaient le Pô, l'un pour se rendre à la Porte, l'autre à Venise, envahit avec cinq armées les possessions de Charles-Quint disséminées au midi et au nord. (1542). Siège de Perpignan capitale du Roussillon défendue par le duc d'Albe. Il est manqué. — Laissons les guerres étrangères s'accomplir sur tant de points différens, et voyons ce qui se passe en Belgique. — Guillaume de Clèves veut d'abord cacher son alliance avec François, mais Martin Rossem un de ses généraux, bientôt contraint de jeter le masque à Anvers, se dirige sur Liège à la tête de ses rebelles, demandant qu'on lui ouvre le chemin de la France où il nese rendait. disait-il, que pour aller chercher en Navarre Jeanne femme du duc de Clèves. Déçu dans ses espérances, il vient camper à Dam, et delà, invite Anvers à capituler et à jurer fidélité aux monarques de France et de Danemarck. Trompé encore une fois, il pille et ruine Merckxem, Dam et Borgerhout. Lierre évite ce sort en prenant les armes. Duffel est rasé, Rosendaël frappé d'une contribution et le ponton établi par les habitans de Walhem sur la Nèthe, brûlé. Martin Rossem gagne ensuite Louvain dont il incendie les alentours, traverse le comté de Namur et rejoint le duc d'Orléans qui paye la

(1) Heeren, *Manuel Historique*, tom. 1, pag. 54, 55.

solde de ses troupes et le renvoie en Gueldre. — Cependant Charles recouvre toutes les places qui lui ont été enlevées par le duc d'Orléans dans le Luxembourg. — Au mois d'octobre, le prince d'Orange pour faire payer au duché de Juilliers les crimes de Rossem dans le Brabant, s'empare de ses principales villes qui sont reprises le mois suivant par Guillaume. En 1543, le duc de Clèves et Martin Rossem continuent leurs atrocités dans le Limbourg, tandis qu'au côté opposé, le roi de France soumet Landrecies et entre dans le Hainaut (juin 1543).

Entouré par tant d'ennemis, en butte aux attaques du dehors et aux intrigues du dedans. Charles-Quint s'allie à Henri VIII (11 février 1543) (1). — A la veille de quitter l'Espagne pour venir en Belgique siège principal de la guerre, il confie son royaume à l'archiduc Philippe âgé alors de seize ans, et qui reçoit le serment de fidélité de toutes les villes, par l'organe des ambassadeurs délégués exprès. Son père laisse auprès de lui Don Francisco de Covos qui avait dirigé sa jeunesse, et confie le commandement supérieur des troupes à Ferdinand Alvarès de Tolède, duc d'Albe (2). Des secours en argent lui sont fournis par l'Espagne et le Portugal. Parti en hâte de Barcelone, il débarque bientôt à Gênes, (fin de juin 1543). L'empereur organise son armée à Bonn

(1) W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.*, tom. III, liv. VII, pag. 241.

(2) Loyens, pag. 294. — Heuterus, lib. XII, pag. 546.



et parcourt en vainqueur le duché de Juilliers où commandait au nom du duc de Clèves un noble personnage du nom de Gerard Vlatenius ; Ruremonde, Venloo, la Gueldre et le comté de Zutphen se rendent et jurent obéissance. Avec la prise de Duren capitale de son duché, Guillaume avait perdu ses dernières ressources (1), aussi entre-t-il humble et suppliant à Venloo, ayant avec lui Henri de Brunswick, René de Nassau et les envoyés d'Herman archevêque de Cologne, et implore-t-il en se jetant aux genoux de l'empereur, sa grâce qui lui est accordée, à condition « qu'il maintiendra intacte la communion romaine dans ses états, qu'il renoncera à son alliance avec la France, la Suède et le Danemarck, qu'il prêterait hommage au roi des Romains pour le duché de Gueldre et le comté de Zutphen, et que le duché de Juilliers lui sera rendu à l'exception d'Hinsberg et de Sittard. Martin Rossem fut également amnistié et sa légion incorporée aux troupes de Charles auxquelles, affirme un historien, elle rendit de grands services (2). » — François I<sup>er</sup> croyait surprendre le Luxembourg; quand il apprit la nouvelle de la soumission de son allié, il retourna consterné dans

(1) Jacob Susius de Malines composa ce distique en façon de chronographe sur la prise de Duren :

DURA INCENSA JACET, DURA CERVICIS REBELLES :  
QUO RUIT, AUGUSTI MENSIS ET ENSIS ERAT.

(2) Ludov. Guicciardini, *Comm.* lib. 1, pag. 117. — Pont. Heuterus, lib. XI, pag. 550, 551.

son royaume. — Siège de Landrecies vainement tenté par les Flamands et les Impériaux. Charles s'en console en élevant une citadelle dans Cambrai, afin que les habitans ne soient plus embarrassés à l'avenir de savoir quel est leur maître (1), puis il paraît à la diète de Spire au commencement de l'année 1544. Les princes de l'empire d'un consentement presque unanime lui accordent des secours, indignés qu'ils sont de la politique du roi de France qui s'est allié avec la Porte (2) et qui a donné la main aux protestans de Smalcalde (1531).—Guerres en Italie.—Victoire de Cerisolles remportée par les Français sur les troupes de l'empire (11 avril 1544) (3). Charles-Quint fait rentrer le Luxembourg dans le devoir, prend Commercy et S<sup>t</sup> Didier, le prince René d'Orange est tué devant cette dernière place qui se rend à la fin du mois d'août après un siège de six semaines. L'empereur marche ensuite sur Paris. La capitale s'effraye. François fait des propositions. Ferdinand

(1) Cette citadelle rendit de grands services à l'Autriche jusqu'en 1580, époque à laquelle Cambrai se donna à la France. Il fut impossible aux souverains de la Belgique de la reprendre avant 1595 et pendant ces quinze ans, elle causa des maux inouis au Hainaut et à l'Artois. (P. Heuterus, lib. xii, pag. 554.)

(2) « L'alliance avec la Porte conduite enfin à maturité par » Laforêt (1535) est alors rendue publique. » Heeren, *Manuel Historique*, tom. 1, pag. 52.

(3) La date que nous adoptons est celle de M. Heeren ; M. Michelet, *Tableaux Synchroniques*, donne celle du 14 avril.

de Gonzagues et Nicolas Perrenot seigneur de Granvelle règlent les conditions d'un traité au nom de Charles, qui se crut libre de ses engagements avec son allié le roi d'Angleterre, sur la réponse de Henri qui refusait d'abandonner le siège de Boulogne et de Montreuil dont il était prêt de se rendre maître (1). On signe la paix à Crespy le 18 septembre 1544 (2). Les clauses de cette paix sont : — « 1° Que le duc d'Orléans recevra l'investiture du duché de Milan en épousant une princesse du sang impérial. Cette clause ayant été rendue nulle, par la mort prématurée du jeune duc, (8 septembre 1545), Charles investit du duché de Milan son propre fils Philippe. 2° Que François renoncera à ses prétentions sur Naples, ainsi qu'à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois, et que, de son côté, Charles renoncera à la Bourgogne (3). »

Inauguration de l'empereur à Utrecht pour le duché de Gueldre et le comté de Zutphen (janvier 1546). — Mort de Henri VIII (28 janvier 1547) et de François I<sup>er</sup> (31 mars même année).

Ici se termine entre l'Allemagne et la France, les plus hautes puissances européennes du XVI<sup>e</sup> siècle, cette longue série de guerres pour deux petits états,

(1) W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.*, tom. III, liv. VII, pag. 270.

(2) C'est encore la date de M. Heeren confirmée par Pontus Heuterus (lib. XII, pag. 564), que nous adoptons. Dans les *Tab. Synch.* on trouve celle du 17 septembre.

(3) Heeren, *Manuel Hist.*, tom. I, pag. 56.

la Bourgogne et le Milanais, double centre de la querelle, remarquablement unis dans les haines quoique séparés par un royaume : autour d'eux gravitent sans cesse les intrigues, les menées de l'empereur en Angleterre et à Rome, du roi en Turquie et à Venise. C'est Charles-le-Téméraire et René d'Anjou qui, fort à leur insu, ont causé cette lutte de vingt-trois ans entre deux grands monarques. Chacun cherche à décontenancer son adversaire, à scinder ses forces, à l'inquiéter derrière lui, tandis qu'il l'attire en avant. Mais la politique de François I<sup>er</sup> était trop avancée et relativement trop profonde, pour ne point paraître immorale. On trouvait inoui, et ce n'était peut-être pas sans raison, qu'un prince permettant à la Sorbonne de censurer les livres de Luther, fit alliance avec les protestans ; c'était une impiété remarquable à un roi très-chrétien de rechercher et avouer publiquement l'appui de l'ennemi héréditaire du christianisme. La politique de Charles-Quint pour être plus orthodoxe n'en fût pas moins blâmable. S'il avait des droits sur la Bourgogne, l'Artois et la Flandre, son rival n'en avait-il pas sur le duché de Milan, le royaume de Naples et la Navarre ? Et le rôle de dupe que Charles fit jouer à François I<sup>er</sup> dans ces quatre guerres, et les mystifications sans nombre dont il l'abreuva, s'accordent-elles bien avec la dignité impériale ?

Dans tout ceci, il ne faut considérer que les causes et les résultats sans s'arrêter aux faits intermédiaires. François I<sup>er</sup> voulait la souveraineté de l'Italie, il ne

l'obtint pas. Charles-Quint aspirait au démembrement de la France centralisée par Louis XI aux dépens des trois grands vassaux, il ne put y parvenir. De part et d'autre, des intérêts égaux militaient en faveur des peuples et des prérogatives souveraines ; et il est douteux, malgré la clause formelle du traité de Crespy, que si le duc d'Orléans ne fût pas mort peu après la consommation de cet acte, il eût reçu l'investiture du duché de Milan. En lisant avec attention les historiens qui se sont occupés de la Belgique, on acquiert la presque certitude que l'intention de Charles était, cette fois encore, de temporiser. Il promettait au fils de François sa nièce fille de Ferdinand avec le Milanais, ou sa fille avec les provinces belges ; mais il demandait neuf mois de réflexion pour choisir : n'était-ce pas plutôt pour refuser ?

Quoiqu'il en soit, cette première partie du règne de Charles-Quint montre la Belgique plus compacte qu'elle ne l'a jamais été. Tournai et sa juridiction, l'évêché d'Utrecht, le duché de Gueldre et celui de Juilliers y sont ralliés définitivement. Le Luxembourg est calme, le Limbourg tout meurtri ne désire que le repos ; au centre, les Flandres s'humilient et Gand la superbe apprend à baisser la tête sous les créneaux de la citadelle impériale. Mais si le présent est libre de troubles, l'avenir se dessine déjà sur un horizon sombre. Trois noms nouveaux apparaissent dans l'histoire : ceux du duc d'Albe, de Granvelle et de Philippe. L'archiduc est déjà duc de Milan et bientôt la souveraineté de la Belgique passera dans ses mains.



Débarrassé désormais des guerres de succession , Charles n'a plus à s'occuper que des affaires religieuses et de la défense de l'église romaine à laquelle depuis ses premières années son épée est acquise. Qu'importeront toutefois les succès fugitifs de l'empereur ? Il n'aura pour lui que les courtes heures de ses victoires , le temps appartiendra toujours à Luther, et la Réforme respirant en Suisse, en France, en Hollande les doctrines qu'elle aura aspirées en Allemagne, rassemblera les cantons à la voix tonante du prédicateur Zwingle, épouvantera la France avec la Saint-Barthelémy, affranchira la Hollande avec *l'Union d'Utrecht*.

Mais auparavant que de sang sera répandu !

---

---

---

## CHAPITRE XI.

### LA BELGIQUE PENDANT LA DERNIÈRE PARTIE DU RÈGNE DE CHARLES-QUINT.

1544-1558.

**SOMMAIRE.** — Guerres en Allemagne contre la ligue de Smalcalde. — Maurice de Saxe s'allie avec la France. — Convention de Passau. — *Paix de religion*. — Philippe vient en Belgique. — Sa réception à Bruxelles. — L'inquisition établie dans les Pays-Bas. — Mariage de Philippe avec la reine d'Angleterre. — L'empereur abdique à Bruxelles la souveraineté des Pays-Bas en faveur de son fils. — Trêve de Vaucelles. — Charles-Quint remet l'empire à son frère Ferdinand. — Sa mort.

---

Assez long-tems les guerres d'Italie avaient distrahit Charles-Quint des affaires intérieures de l'Allemagne. Rentré dans son empire, et se confiant dans le caractère en apparence tranquille de Henri II qui « lui fit plus de mal par sa persévérance et son astucieuse politique que ne lui en avait fait François I<sup>er</sup>

par sa valeur et ses exploits (1), » il songea à punir la ligue de Smalcalde et à réparer exemplairement les outrages adressés par elle à cette Église dont il s'intitulait le fils aîné. Le succès couronna ses vœux à la bataille de Muhlberg. Des deux chefs de la ligue, Jean Frédéric fut fait prisonnier le jour de la bataille, et Philippe, Landgrave de Hesse, qui s'était réfugié à Hal, se livra lui-même (19 juin) sur la parole de l'empereur qu'il serait traité avec tous les égards dus à son rang, parole que Charles-Quint viola. Cette première victoire remportée sur les protestans jusque là si bien unis et si redoutables, enorgueillit Charles. De ce moment, ce ne fut plus l'unique répression de la Réforme qui remplit sa pensée ; il s'abandonna à ce rêve de domination universelle qui l'avait bercé toute sa vie ; chimère manquée en France, qu'il cherchera bientôt à faire réussir en Angleterre, et qu'il aurait peut-être réalisée en Allemagne, si un homme ne se fût rencontré, assez fort de son épée et de son droit pour se poser son adversaire et lui barrer le chemin. Cet homme ce fut Maurice de Saxe. Chargé d'abord de réduire la fière ville de Magdebourg qui se refusait d'accepter l'*Interim* ; venu ensuite auprès de l'empereur pour réclamer la liberté de Philippe de Hesse son beau-père, captif depuis cinq ans contre la foi jurée, et n'en recevant qu'un refus, il s'allie secrètement avec

(1) J. Muller, *Hist. Univ.* tom. III, liv. XIX, ch. II, pag. 299.

la France à Friedewalde (5 octobre 1551), allume la guerre en Allemagne, en Italie et dans les Pays-Bas, fait fuir Charles-Quint jusqu'au fond de la Carinthie, disperse le Concile de Trente qui voulait imposer ses décisions à la Réforme, et contraint l'empereur de signer la convention de Passau. — « C'est une circonstance assez singulière, que la Réformation ait dû son rétablissement et sa solidité en Allemagne, à la main qui, peu de temps auparavant, l'avait conduite sur le penchant de sa ruine, et, que l'un et l'autre événement aient été l'ouvrage des mêmes artifices et de la même dissimulation (1). »

Mais Maurice ne put achever cette œuvre si glorieusement entreprise ; tué à la bataille de Sievershausen (9 juillet 1553) *la paix de religion* fut signée sans lui, et on s'en aperçut, car Maurice n'y aurait jamais laissé introduire le *reservatum ecclesiasticum* (2).

Quel rôle joua la Belgique dans cette complication de querelles religieuses, de vengeances politiques et d'ambition impériale déçue ? — Un rôle purement passif. Elle assista, spectatrice désintéressée aux

(1) W. Robertson, *Hist. de Ch. Q.*, tom. iv, liv. x, pag. 161.

(2) Consulter au sujet de ces guerres de la Réforme en Allemagne, l'excellent *Manuel Historique* du professeur Heeren, (tom. I, Prem. Pér., § II, pag. 58 à 85,) l'*Histoire Universelle* de J. Muller, (tom. III, liv. XIX, pag. 203 à 312,) l'*Histoire de la Réforme* de M. Capeligue. Tous ces ouvrages renferment des vues neuves et des considérations profondes.

combats qui se livraient en deçà de sa frontière du midi, aux sièges de Térouanne, d'Hesdin, de Bapaume (1553). Blasée sur ses malheurs, insensible à ses propres plaies, elle vit sans gémir Dinant tomber au pouvoir des Français, et sa citadelle détruite, et Binche, et Marimont surtout, cette perle de la reine de Hongrie brutalement pillées et livrées aux flammes (1554). A peine eut-elle la force de jeter les fondemens de deux nouvelles places destinées à la défendre contre les agressions de l'étranger, l'une sur la Meuse, non loin de Givet, que l'on appela Charlemont; l'autre qui reçut le nom de Philippeville et fut élevée sur les confins du comté de Namur. — Un impérieux besoin faisait taire toutes les sympathies au cœur de la Belgique; un sentiment unique dominait le Brabant, les Flandres, et toutes ces fières et naguère si indomptables corporations. Ne fallait-il pas après tant de secousses à cette terre épuisée, ne lui fallait-il pas quelques années de calme à l'ombre bienfaisante des lois de Philippe-le-Beau, pour restaurer son industrie et ranimer la confiance éteinte? Ne devait-elle pas, entourée qu'elle était de guerres et de contestations, se retrancher dans une neutralité absolue, pour éloigner aussi long-tems que possible cet avenir qu'elle prévoyait déjà gros de tempêtes et teint de sang? Qu'on ne s'étonne donc pas de l'apparent égoïsme de la Belgique, de la torpeur morale qui semble l'avoir saisie à l'époque qui nous occupe; ce sont là les deux conditions irrémissibles de son passé.



Nous avons dû, pour dessiner la physionomie générale du pays, anticiper sur une grande partie des événemens dont il a été le théâtre. Nous les reprendrons dans leur ordre chronologique.

Le résultat de la bataille de Muhlberg avait grandi Charles dans l'opinion déjà si exaltée de l'Europe. L'admiration bourdonnait à ses oreilles, il se figura que tout lui était permis. Sans abandonner son projet de soumettre l'empire après avoir dompté la ligue, « l'âge qui s'avancait parut lui inspirer le dessein de faire passer ses deux couronnes sur la tête de son fils. Cependant, il ne pouvait sans doute concevoir dès-lors l'idée de rendre un jour l'empire héréditaire; mais il crut probablement voir dans cette réunion le seul moyen d'assurer la puissance de sa maison. Par bonheur pour l'Allemagne, ce projet impolitique ne put réussir; car que serait-elle devenue sous Philippe II? (1) » — Charles avait fait de vains efforts pour déterminer Ferdinand son frère à céder le titre de roi des Romains à Philippe; Ferdinand refusa obstinément (2). « Ce refus, dit Muller, fut un véritable bonheur pour l'Europe et pour l'humanité. Si Philippe avait réuni à son immense héritage les états autrichiens et la couronne impériale, la France n'aurait pu lui résister pendant ses longues guerres civiles, et la Hol-

(1) Heeren, *Manuel Hist.*, tom. I, pag. 72.

(2) Voir *Hist. de Ch. Qu.* tom. IV, liv. X, pag. 94 et suivantes.

lande n'aurait jamais réussi à se rendre indépendante (1). » — Deux ans après (1539), Charles-Quint pendant son séjour en Belgique revint à son plan favori qu'il résolut de mettre partiellement à exécution. — « Renault de Bréderode, descendu des anciens comtes, se faisait aimer des peuples, et Charles ne pouvait dissimuler son inquiétude depuis que ce seigneur avait adopté les armes de la Hollande. Il craignait que profitant de sa mort et de l'absence de son fils, il ne voulut rentrer dans les droits héréditaires de sa famille (2). » — Décidé à pousser les sectaires à outrance, personne ne sembla à l'empereur, plus propre que son fils pour l'exécution de ses ordres. Il le manda auprès de lui.

Philippe abandonnant la résidence d'Espagne, traverse la Lorraine, l'Allemagne, le Luxembourg et arrive en Belgique au commencement du mois de janvier 1549. A Wavre, sur les confins du Brabant, il est accueilli par la noblesse et les états. Comblé d'honneurs sur sa route, il approche des remparts de Bruxelles. Antoine Perenot de Granvelle le complimente à la porte de Louvain par laquelle il fait son entrée. A Sainte-Gudule où il se rend aussitôt pour assister au *Te Deum*, la nef est resplendissante de cierges, d'écussons royaux et de crépines d'or. La Bergstraet et la rue de la Madeleine par

(1) *Hist. Univ.*, tom. III, liv. XIX, ch. III, pag. 303.

(2) *Hist. Gén. des Prov.-Un.*, tom. IV, liv. XII, pag. 623, 24.

lesquelles il passe pour aller au palais de son père, sont chargées d'arcs de triomphe, de transparens emblématiques, d'inscriptions qui vantent ses vertus. Les rues sont jonchées de fleurs, les maisons parées de guirlandes, les fontaines versent du vin et le peuple chante.... Que dirons-nous, toutes les villes se disputèrent la gloire de célébrer avec le plus de pompe l'arrivée de Philippe. Anvers se distingua entre toutes; elle dépensa pour les fêtes de l'inauguration plus de cent mille couronnes d'or (1). Quelques mois après, le prince fut conduit par son père et ses deux tantes Léonore et Marie, à Louvain, la plus grande et la plus ancienne ville du Brabant, (2) où il fut inauguré avec toutes les formalités ordinaires (15 juillet 1549). Le même cérémonial fut observé à Bruxelles (19 suivant) et consécutivement dans toutes les autres villes de la Belgique. La Hollande où il se rendit peu après avec Marie, le reconnut sans opposition. De brillantes fêtes et des tournois terminèrent cet acte politique (3).

Avant de retourner en Allemagne où l'appelaient les prochaines conférences d'Augsbourg et les dispositions hostiles de Maurice de Saxe, Charles-Quint jugea prudent de garantir les Pays-Bas du fléau qu'il allait combattre et qu'il voulait chasser des cercles de l'empire (juin 1550). Un édit

(1) Loyens va jusqu'à dire *trois cent mille*, ce qui, sans aucun doute, est une exagération (pag. 345).

(2) « *Lovanium urbem Brabantiae vetustissima ac vastissima.* » — Heuterus lib. XIII, pag. 602.

(3) P. Heuterus, lib. XIII, pag. 601 à 605.

fut publié qui défendait sous les peines les plus sévères, d'acheter, lire ou garder chez soi les ouvrages de Luther, de Zwingle, d'Œcolampade, de Calvin et de leurs adhérens; de discuter publiquement ou en particulier sur le texte des Écritures; de donner asyle à des hérétiques; de posséder aucuns tableaux ou estampes qui reproduiraient dérisoirement la vierge ou les saints, etc. Ruward Tapper d'Enkuysen fût nommé grand inquisiteur. La publication de cet édit faillit anéantir le commerce qui renaissait. Anvers voyant les marchands étrangers fuir précipitamment son port et ses relations avec l'Angleterre s'interrompre, députa avant d'enregistrer le *Placard* son avocat Jacques Masius à la reine Marie. Vigilius de Zuichem d'Aytta qui, dit-on, n'avait pas peu contribué à la rédaction de l'ordonnance, reçut Mâsius en l'absence de la gouvernante et ne fit aucun cas de ses plaintes. Heureusement elles arrivèrent aux oreilles de Marie qui alla immédiatement trouver son frère à Augsbourg et en obtint quelques modifications. L'édit, amendé de la sorte, fut publié à son retour à Bruxelles (mars 1551); mais les modifications ne portaient que sur la forme et aucunement sur le fonds. Les noms furent changés. Ruward Tapper eut le titre de *Grand Procureur* et n'en fut pas moins bourreau, et l'inquisition continua à sévir contre les anabaptistes.

**Mort de Nicolas Perenot à Augsbourg (août 1550).**  
 —Nicolas Perenot, seigneur de Granvelle, était né à Besançon en Franche-Comté, d'une famille estimable

mais pauvre. Par sa science et son adresse il s'éleva aux premières dignités; il hérita de l'emploi qu'occupait auprès de l'empereur le marquis de Gattinaire, et fut, pendant plus de vingt ans, le conseiller intime de Charles dont il partagea tous les secrets. — Son fils aîné Thomas, seigneur de Chantonet, ambassadeur en France, se fit un nom dans la diplomatie, et épousa une descendante des Bréderode. — Le cadet Antoine, évêque d'Arras fut le plus célèbre de la famille et mourut à Madrid en 1586 à l'âge de soixante dix ans. Nous aurons l'occasion d'en parler plus en détail au règne de Philippe II. — Le dernier, Frédéric, baron de Renaix et seigneur de Champagny, se rendit utile à la cause qu'il servait; toutefois, il ne joua jamais qu'un rôle secondaire en politique (1).

Mariage de Philippe avec la reine d'Angleterre Marie, fille de Henri VIII (12 janvier 1554) (2). Cette union ne procura point à l'empereur les avantages qu'il en avait espérés et ne valut à son fils que des ennuis, du repentir et des quolibets. Son con-

(1) P. Heuterus, lib. XIII, pag. 607.

(2) W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.*, tom IV, liv. XI, pag. 204. — M. Michelet, *Tableaux Syn.*, place la célébration de ce mariage au 28 juillet 1554. — On lit à ce sujet dans l'*Hist. de Ch. Qu.*, (tom. IV, liv. XI, pag. 201,) une assertion assez extraordinaire :

« Charles prit la résolution malgré sa vieillesse et ses infirmités, de s'offrir lui-même pour époux à Marie qui était sa cousine. »



trat le mettait en quelque sorte en tutelle. Les Anglais l'appelaient le *mari de la reine*. Marie d'ailleurs, avait trente huit ans, (onze ans de plus que son époux) lorsqu'elle accorda sa main à Philippe ; on conçoit que la chance de réunir sur la tête d'un héritier les couronnes d'Angleterre et d'Espagne était plus que douteuse ; aussi, Philippe après quelques mois de mariage convaincu de la stérilité de sa femme, ne soupira-t-il plus qu'après le moment où il lui serait permis de quitter son royaume de si maladroite adoption. Il n'attendit pas long-temps (1).

L'année suivante mourut en Espagne Jeanne-la-Folle (avril 1555). Charles-Quint, en Belgique à cette époque, fit célébrer pour sa mère de magnifiques obsèques dans cette même église de Sainte-Gudule qui, cinquante ans auparavant, avait vu Jeanne d'Aragon si joyeuse et si fière à côté de son époux. — Mort de Martin Rossem au siège de Marienbourg (fin de l'année 1555), de la peste, croit-on généralement, bien que quelques historiens affirment que ce fut à Anvers, où l'avait appelé la reine Marie, qu'il fut tué en cherchant à apaiser une sédition. « Ce capitaine bâtard de la maison de Clèves, avait commandé les armées du duc et celles de France, avait été maréchal du duché de Gueldre, et s'était enfin donné à l'empereur. La témérité de ses entreprises

(1) Voir l'*Hist. Gén. des Prov.-Un.*, (tom. IV, liv. XII, pag. 656 à 659), qui entre dans de longues considérations au sujet de ce mariage.

et la réussite du plus grand nombre le rendaient la terreur de ses ennemis. Il fut enterré dans la chapelle de son château où il avait ordonné qu'on le transportât (1). »

Ce fut après la *paix de religion* et à la suite de ses victoires en Italie où il croyait la tranquillité rétablie dorénavant, que l'empereur se décida à accomplir le dernier acte de sa puissance et à étonner l'Europe en se démettant de ses couronnes. — « Surpris avant l'âge par les incommodités de la vieillesse, il crut qu'il devait, en homme sage, dérober sa faiblesse aux regards du public, et que ce serait exposer sa gloire et trahir sa renommée, que de s'obstiner à ne point quitter les rênes du gouvernement, quand il ne pouvait plus les tenir avec fermeté et les manier avec adresse (2). » — Le 8 septembre 1555, Philippe sur les lettres qu'il reçoit de son père quitte Londres et vient à Bruxelles. Le roi des Romains y était déjà avec les reines douairières de France et de Hongrie. L'élite des princes de l'Allemagne, les états de la Belgique et de la Hollande, le chapitre de la Toison, toute la noblesse des villes et de l'armée s'étaient conformés ponctuellement aux ordres de l'empereur. Ce fut devant cette solennelle assemblée et dans la grande cour du palais des ducs de Bourgogne (3),

(1) *Hist. Gén. des Prov.-Un.*, tom. IV, liv. XII, pag. 669, 670.

(2) W. Robertson, *Hist. de Ch. Qu.*, tom. IV, liv. XI, p. 256.

(3) « Sumpto prandio, ad amplissimam Palatii aulam descendit. » — P. Heuterus, lib. XIV, pag. 668.

que Charles-Quint fit abdication de la souveraineté des Pays-Bas en faveur de son fils (25 octobre 1555). La reine de Hongrie qui avait si sagement administré les dix-sept provinces pendant vingt-cinq ans, remit le même jour ses pouvoirs à son neveu.

Marie inspira de sincères regrets; « son esprit s'élevait au-dessus de son sexe par son application à l'étude des sciences et des arts; et ses progrès méritèrent la dédicace de la *Veuve Chrétienne*, ouvrage qu'Erasme lui adressa. La chasse la délassait de ses fatigues littéraires. Ses portraits la représentent dans un équipage conforme à ses goûts; ce qui fait dire à l'historien de la *Guerre des Pays-Bas* (Strada), que Marie n'avait que des inclinations viriles (1). »

Philibert de Bruxelles, le prince Guillaume d'Orange et Antoine Perenot de Granvelle présidèrent à l'imposante cérémonie de l'abdication. Le 16 janvier de l'année suivante, Charles-Quint abandonna complètement à Philippe ce royaume d'Espagne dans lequel il l'avait installé douze ans environ auparavant (2).

L'empereur et le roi d'Espagne signent avec Henri II qui, n'ayant point été compris dans la convention de Passau avait continué la guerre, une trêve de cinq ans à l'abbaye de Vaucelles près de Cambrai (5 février 1556). Elle fut rompue en novembre suivant.

(1) *Hist. Gén. des Prov.-Un.*, tom. iv, liv. xi, pag. 458.

(2) Consulter P. Heuterus pour tous les détails de cette abdication, lib. xiv, pag. 667 ad 682. — Strada la décrit aussi fort longuement.

» inspirait moins de défiance aux princes allemands,  
 » et si, content de son vaste patrimoine, il n'avait  
 » pas formé des projets d'agrandissement » (1).  
 Nous dirons avec Juste Lipse qui avait parfaitement  
 deviné dans son siècle le système d'équilibre qui est  
 le nerf vital du nôtre : « Admiron les moyens cachés  
 » que la Providence ménage pour assurer la conser-  
 » vation des empires et maintenir l'équilibre entre  
 » les conquérans ! Considérons Charles V à la tête  
 » des Allemands, François I<sup>er</sup> sur le trône de France  
 » et Soliman II chef de l'empire ottoman : chacun  
 » de ces monarques aurait pu conquérir l'univers ;  
 » Dieu les fait naître dans le même siècle, pour  
 » contrebalancer leur puissance et leurs vertus. (2) »

Avec Charles-Quint finit la première période de  
 la domination autrichienne aux Pays-Bas. Elle avait  
 commencée à la mort de Marie de Bourgogne (1482) ;  
 elle dura soixante-seize ans.

(1) J. Muller *Hist.-Univ.* tom. III, liv. XIX, ch. I, p. 287.

(2) *Exempla Politi.*, lib. II, cap. XIV.

## CHAPITRE X.

PHILIPPE II. — ÉPOQUE DE LA DOMINATION ESPAGNOLE. — PRÉLIMINAIRES.

1556-1559.

SOMMAIRE. — Changement dans le système politique de l'Europe. — Caractère de Philippe II. — Rupture de la trêve de Vaucelles. — Philippe se réconcilie avec le pape. — Siège de Saint-Quentin. — Bataille de Gravelines. — Congrès de Cercamp. — Paix de Cateau-Cambresis.

---

Partagé entre la religion et la philosophie, rempli de la vanité des choses du monde et cruellement affligé de la goutte dont les accès avaient si souvent interrompu les joies de sa grandeur, Charles-Quint s'éteignait dans la retraite de Saint-Just, tandis que son fils commençait déjà à dicter ses volontés despotiques à l'Europe, et à lui imprimer cette tendance vers le catholicisme qui bientôt, formulée en un vaste système, devait dominer par la terreur et l'inquisition. Le caractère de Philippe II est un assemblage si bizarre de qualités et de vices; il se montre sous



tant de faces différentes, prodigieusement actif et cruel jusqu'à l'exagération, qu'on ne saurait, même à la distance qui sépare son siècle du nôtre, hasarder une opinion bien précise sur un monarque dont il faut reconnaître la haute perspicacité, l'aptitude administrative et l'intelligence adroite, alors même qu'on est forcé de convenir qu'avec ces précieuses dispositions qui auraient dû faire la gloire d'un trône, Philippe a éternellement déshonoré le sien. Les historiens protestans, intéressés moins que d'autres à pallier les torts du roi d'Espagne, lui rendent la justice de dire, que peut-être il fut entraîné par son époque dans cette route de persécutions religieuses dont à son tour il a dépassé les bornes (1). Quand on interroge les volumineux documens des archives de Simancas, où l'immense correspondance de Philippe est conservée jour par jour, heure par heure (2), hiéroglyphique avec les uns, pseudonyme avec les autres ; quand on parcourt à la bibliothèque de Bourgogne quelques-unes de ses dépêches à ses gouverneurs des Pays-Bas, dépêches presque toutes émarquées de sa main et malheureusement trop rares, on admire malgré soi l'ubiquité gouvernementale d'un prince qui, du fonds de San Lorenzo, veillait sur tous les états de l'Europe, entretenait des intrigues

(1) Heeren, *Manuel Historique*, tom. 1, *Troisième Époq.* pag. 111.

(2) Consulter à l'égard des archives de Simancas la lettre de M. Capefigue à M. Pasquier en tête du prem. vol. de l'*Hist. de la Réforme*.

dans tous les cabinets, nourrissait avec l'or des malheureux Péruviens nouvellement conquis des espions dans toutes les cours, achetait des généraux et des ministres, corrompait Walpole, payait des inquisiteurs, systématisait enfin la plus honteuse vénalité au profit du catholicisme. On doit se reporter au temps de Philippe II, au pays où il vit le jour, au genre d'éducation qu'il reçut, à la nature des préjugés qu'on lui suggéra dès son enfance, surtout, à ce brillant combat de Lépante, tombeau de la puissance maritime de la Turquie qui avait si souvent inquiété Charles-Quint, pour expliquer cette longue tyrannie qui pesa sur l'Espagne, les Pays-Bas et réagit sur l'Europe entière pendant quarante-deux ans. Dès son avènement au trône, l'empire et l'Espagne réunis auparavant en une seule couronne, commencèrent à avoir leurs intérêts séparés : ce fut le premier affaiblissement de cette puissante maison de Habsbourg et l'origine des deux branches royales d'Autriche et de Styrie (1).

Mais Philippe II dans sa vie privée ne compensait par rien des défauts qui, en politique, se cachaient quelquefois sous une apparence de grandeur. Fils ingrat avant d'être père dénaturé et roi barbare, il fait attendre à Charles, contraint à cause de ce retard de demeurer plusieurs semaines à Burgos, le premier quartier de la pension modique, seul souvenir que l'empereur se soit réservé de ses richesses et de

(1) Voir Heeren, *Man. Hist.*, tom. 1, pag. 104, 105.

ses gloires de la veille (1). Plus tard, un caprice passionnant son âme de bronze pour Elisabeth de Valois, il sera le rival de l'infortuné Don Carlos et lui enlèvera sa fiancée, avant de le faire mourir dans une prison. D'ailleurs, superstitieux et vulgaire, orgueilleux et méchant, traître et dissimulé, autant on le verra dévoué, soumis, rampant devant les volontés papales, autant il affectera de morgue et de hauteur insolente avec ceux-là même qui contribueront à sa grandeur ou à l'accomplissement de ses œuvres sanguinaires. Charles-Quint avait assiégé un pape dans son château; il était réservé à son fils de donner un second exemple de cette anomalie d'un roi très-catholique livrant bataille à un successeur de Saint-Pierre. Mais il faut dire que la déraisonnable et turbulente vieillesse de Paul III avait tout fait pour le conduire à cette extrémité. Ses intrigues et celles du cardinal Caraffe jointes à l'insatiable ambition des Guises, avaient décidé Henri II à rompre la trêve de Vaucelles huit mois à peine après sa conclusion. Le duc de Guise avait besoin de gloire, il espérait en trouver au delà des Alpes, comptant sur les belles promesses de Caraffe qui s'évanouirent dès qu'il fallut les mettre à exécution. Philippe II, du vivant de son père, pouvait tenir à honneur de conserver les fruits de sa politique et le duc d'Albe n'était point décidé à abandonner ces

(1) W. Robertson, *Hist. de Charles-Qu.*, tom. IV, liv. XII, pag. 281.

belles principautés italiennes , conquises par sa prudence et la bravoure des vieilles bandes espagnoles. Henri II adopta le système de son prédécesseur et , tandis qu'il croyait occuper sérieusement Philippe en Italie , il hasarda une pointe sur les Pays-Bas. Les Flamands mirent aussitôt à la disposition du roi d'Espagne une armée de soixante mille hommes dont le commandement fut confié à Emmanuel-Philibert duc de Savoie dépossédé de ses états par François I<sup>er</sup>, et alors lieutenant général du roi d'Espagne dans les Pays-Bas. Philippe se rendit lui-même en Angleterre pour demander des secours à la reine Marie , son épouse, qui envoya Pembroke avec huit mille hommes au duc. Revenu sur le théâtre de la guerre , le roi se retira à Cambrai dans l'attente des événemens (1).

Siège de Saint-Quentin par le duc de Savoie. L'amiral de Coligny gouverneur de la Picardie défend la place. Anne de Montmorency essaie d'entrer dans la ville pour renforcer la garnison. Dandelot frère de l'amiral y parvient seul , accompagné d'une poignée d'hommes. Le connétable reconnaissant des difficultés de terrain qu'il n'avait pas soupçonnées d'abord, veut regagner la Fère, mais le duc de Savoie profite habilement de cette faute et livre une bataille décisive (10 août 1557). La cavalerie sous les ordres du comte d'Egmont enfonce le centre de l'armée française. La déroute est complète , le con-

(1) W. Robertson, *Hist. de Ch.-Qu.*, tom. iv , liv. xii.

nétable blessé est forcé de se rendre. Le comte d'Enghien fut tué dans cette bataille. Le maréchal Saint-André, le duc de Montpensier, le comte de la Rochefoucault, deux Birons, Saint-Séran, d'Aubigné, le duc de Longueville, furent faits prisonniers (1). Quinze jours après, le duc de Savoie s'empara de Saint-Quentin (27 août). Coligny fut retenu captif ainsi que Dandelot, mais ce dernier s'échappa le lendemain.

En Italie, Philippe poursuivi par ses scrupules religieux qui avaient décidément pris le dessus, cherchait par tous les moyens possibles à abandonner la cause des barons romains et à se réconcilier avec Paul III. Le duc de Guise avait vu se briser sa fougue guerrière et s'anéantir sa haute réputation d'homme d'armes, devant les temporisations flegmatiques du duc d'Albe. Les événemens qui se passaient en France l'y rappelaient impérieusement ; il quitta Rome le jour même que le duc d'Albe qui, peu auparavant, avait traité de la paix avec le cardinal Caraffe à Cavi, fit au nom du roi d'Espagne ses soumissions au vieux pontife que l'aveugle catholicisme de Philippe rendait encore plus intraitable (29 septembre 1557) (2). — « Après une soumission de ce genre, Philippe fit encore d'autres actes de modération ou de faiblesse ; il rendit Plaisance à l'incons-

(1) Ch. Lacroix, *Hist. de France pendant les guerres de religion*, tom. I, liv. III, pag. 181. — 1824, Bruxelles, Aug. Wahlen, 3 vol. in-8°.

(2) W. Robertson, *Hist. de Ch.-Qu.*, tom. IV, liv. XII.



tant et dangereux Octave Farnèse, et céda au grand duc de Toscane tout le territoire de Sienne (1). »

A la suite des succès du duc de Guise à Calais et dans la Picardie, le maréchal de Thermes prend Dunkerque et marchait sur Nieuport, lorsqu'il est attaqué près de Gravelines par l'armée flamande que commandait le comte d'Egmont. L'intervention inattendue d'une escadre anglaise qui croisait sur les côtes, décide la victoire en faveur des Flamands qui font le maréchal de Thermes prisonnier (13 juillet 1558) (2). Ce succès fut d'autant plus glorieux pour le comte d'Egmont, qu'il n'eut point à en partager l'honneur comme à Saint-Quentin, avec le duc de Savoie.

Anne de Montmorency souhaitait ardemment reprendre sur l'esprit faible de Henri, cet empire qui serait sans doute échu aux Guises, si en son absence la belle duchesse de Valentinois n'eût pris soin de le lui conserver et de réveiller dans le cœur de son amant des sympathies prêtes à s'éteindre. Emmanuel-Philibert ne désirait pas avec moins d'envie la restitution de ses fertiles provinces de la Savoie dont la perte lui était si douloureuse. Le duc et le connétable posèrent les préliminaires de la paix à l'abbaye de Cercamp.

Pendant la durée de ces conférences, Philippe II

(1) Ch. Lacretelle, *Hist. de France*, tom 1, liv. III, pag. 187, 188.

(2) P. Heut. *Rer. Belg.*, lib. xv, pag. 706, 707. — Michelet, *Tableaux Synch.*

vit, sans s'émouvoir, presque toute sa famille entrer dans la tombe. En moins d'un an, il perdit son père, ses deux tantes et sa femme. Henri II et Philippe se disputent la main d'Elisabeth qui a succédé à sa sœur Marie (17 novembre 1558) (1) et qu'ils ne doivent obtenir ni l'un ni l'autre. Les conférences se renouvellent à Cercamp, puis à Cateau-Cambresis (6 février 1559). Le roi d'Espagne qui ne veut pas rompre avec l'Angleterre, exige à cause de la prise de Calais par le duc de Guise, que Henri II traite d'abord avec Elisabeth (2 avril); le lendemain il signe à son tour la pacification. Les négociations relatives à ce traité en vertu duquel le duc de Savoie récupéra ses états et obtint une femme, Marguerite fille de François I<sup>er</sup>; Anne de Montmorency sa liberté, et Philippe II, Elisabeth de Valois fille aînée de Henri, furent conduites au nom du roi de France, par le cardinal de Lorraine, Anne de Montmorency, Jacques de Saint-André, Jean de Morvilliers évêque d'Orléans et Claude de l'Aubépin : au nom de Philippe, par Ferdinand-Alvarez de Tolède, duc d'Albe, Guillaume de Nassau, prince d'Orange, Roderigue Gomez, Antoine Perenot évêque d'Arras, et Ulric Vigilius de Zuichem d'Aytta, président du conseil privé (2). — « Les rois de France et d'Espagne se juraient amitié et se promettaient d'unir leurs efforts pour détruire l'hé-

(1) W. Robertson, tom. iv, liv. xli, pag. 338.

(2) Loyens, *Synop. D. B.* pag. 383, 389.

résle. Toutes les places qui avaient été conquises de part et d'autres furent rendues réciproquement (1). »

Trois mois après, le duc d'Albe vint épouser à Paris au nom de Philippe II, Elisabeth de Valois (juin 1559).

(1) Ch. Lacretelle, *Hist. de France pendant les guerres de religion*, tom. I, liv. III, pag. 203. — Pacis induciarumque leges, quæ inter reges eorumque prædecessores fuere initæ ac quales eæ ad annum usque 1551 permansere, (quo tempore inter Cæsarem Carolum Quintum ac regem Henricum bellari primo est cœptum) firmæ, stabiles, ratæque sunt. — Pont. Heuterus lib. xv, pag. 710.

---

## CHAPITRE XI.

MARGUERITE DE PARME. — INFLUENCE DE GRANVELLE.

1559-1567.

SOMMAIRE. — Griefs de la noblesse contre Granvelle. — Établissement de nouveaux évêchés. — Lettres des chefs des mécontents à Philippe II. — Retraite du cardinal. — Rigueurs de l'inquisition. — *Compromis des nobles*. — Conférences de l'hôtel de Cullembourg. — *Gueuserie*. — Excès des diverses sectes religieuses dans les provinces. — Ambassade en Espagne. — Courroux du roi. — Guillaume-le-Taciturne, d'Egmont, de Horn, Bréderode. — Conférences de Gand et de Termonde. — Inertie et division de la noblesse. — Arrivée en Belgique du duc d'Albe. — Rappel de Marguerite de Parme.

---

La paix de Cateau-Cambresis ayant assoupi les haines entre l'Espagne et la France, il ne resta plus à Philippe qu'à régler les affaires intérieures des Pays-Bas avant de retourner dans son royaume. A cet effet, une assemblée générale des états fut tenue

à Bruxelles (1); Marguerite sœur naturelle du roi (2), mariée en premières nocces à Alexandre de Médicis, en secondes, à Octave, duc de Parme et de Plaisance, y fut solennellement investie de la régence générale. De nouveaux gouverneurs furent aussi nommés pour les provinces. La Flandre et l'Artois furent confiés à Lamoral, comte d'Egmont, vainqueur de Gravelines; la Hollande, la Zélande et la principauté d'Utrecht à Guillaume de Nassau, prince d'Orange; la Gueldre et le comté de Zutphen à Charles de Brimeu, comte de Meghe; la Frise, Groningue et l'Over-Yssel à Jean de Ligne, comte d'Arenberg; le Luxembourg à Pierre Ernest, comte de Mansfeld, le comté de Namur à Charles Emery comte de Berlainmont; le Hainaut à Jean marquis de Berg. Philippe n'oublia pas de réitérer aux états le désir qu'il avait de protéger en toutes circonstances les intérêts de l'église romaine: — « Soyez toujours leur dit-il, adversaires déclarés de l'hérésie; opposez-vous de toutes vos forces à son introduction dans les provinces, souvenez-vous des sages mesures de mon père et de la reine de Hongrie (3). »

(1) Rex Philippus, evocatis Bruxellam omnibus provinciarum Belgicarum ordinibus. — P. Heuterus, lib. xv, pag. 716.

(2) Cette princesse, dit M. Dewez, (tom. v, viii<sup>me</sup> Epoque, ch. i, pag. 300,) était née à Audenaerde en 1522, de Marguerite Van der Genst.

(3) Loyens place cette assemblée des états avec un chapitre de la Toison d'Or à Gand. Il fait prononcer un discours par Perenot de Granvelle, évêque d'Arras, au nom de Philippe, et met dans la bouche du syndic de Gand, Borluut, une réponse par



— Ce furent ses dernières instructions aux états, mais elles révélaient tout un système, et présageaient suffisamment que le nouveau monarque n'était point disposé à transiger avec la Réforme, comme avait été par fois contraint de le faire Charles-Quint.

Après le départ du roi, (fin d'août 1559) l'ambition chez les grands et l'hérésie au cœur du peuple commencèrent à se développer. Les haines s'amoncèrent sur la tête d'Antoine Perenot peu auparavant évêque d'Arras, mais que l'on avait vu monter rapidement au faite des honneurs, car Paul IV venait de le nommer cardinal, et Philippe lui avait octroyé des titres qui lui permettaient de marcher l'égal des noblesses les plus illustres. Le prince d'Orange, les comtes d'Egmont et de Horn détestaient particulièrement Granvelle; les deux premiers, parce qu'ils ambitionnaient la conduite des affaires, le dernier, parce que frustré dans ses espérances sur le gouvernement de la Gueldre et du comté de Zutphen, il attribuait cet échec au mauvais vouloir du cardinal (1).

Philippe ne prêta d'abord qu'une attention très-superficielle au mécontentement de la noblesse. Granvelle avait toute sa confiance, et Granvelle qui se croyait assez fort pour braver les seigneurs, mais pas

laquelle les états demandent le renvoi immédiat des troupes espagnoles (*Synop. Br. D.* pag. 390). Heuterus dont le texte nous guide, ne parle point de ces faits, et ne donne d'autres détails que ceux que nous reproduisons d'après lui (lib. xv, pag. 716, 717).

(1) Loyens, pag. 392.

assez , pour lutter contre le peuple que son ombrageuse religion soupçonnait de pencher vers le schisme , lui communiqua un plan qui fut aussitôt mis à exécution. Toutefois , il importait au commencement d'un règne de ne point heurter trop en face les susceptibilités populaires ; il fallait ramener la foi chancelante des provinces dans les limites orthodoxes du catholicisme , sans s'écarter des règles , sans fouler aux pieds les coutumes. L'établissement de nouveaux évêchés parut éluder les obstacles et sauver les apparences ; en augmentant les points de la surveillance ecclésiastique , peut-être obvierait-on au mal ! Dans ce but , François Sonnius théologal de Louvain et inquisiteur de la Frise fut envoyé à Rome , (mai 1561) et revint bientôt muni de tous les pouvoirs canoniques que lui avait conférés Pie IV. Les évêchés furent établis. Alors se récrièrent et les nobles et le peuple ; les nobles qui considéraient comme une infraction à leurs privilèges l'acte arbitraire du cardinal , le peuple qui ne se méprenait pas sur sa portée. On disait tout haut que les évêchés étaient une forme nouvelle donnée à l'inquisition ; on répétait que Marguerite n'avait été appelée d'Italie que pour couvrir de son nom l'autorité du cardinal et être l'aveugle instrument des volontés du pape. Les provinces envoyèrent des ambassadeurs en Espagne (février 1562). Leur mission n'eut point de résultat , Anvers seule fut exemptée de la charge d'un nouveau siège. En revanche , Philippe apprenant de la bouche des députés que la première manifestation

de sa puissance catholique n'avait pas obtenu l'assentiment du peuple, entra franchement dans le chemin des rigueurs pour n'en plus sortir.

Les Placards furent exhumés avec des peines plus sévères qui ne firent qu'envenimer les esprits. Des conciliabules se formèrent; on tint des assemblées nocturnes. A Tournay et à Valenciennes les excès devinrent graves. Les luthériens affichèrent ouvertement leur croyance, dressèrent leurs prêches en plein jour et sur les places publiques. A Valenciennes, Philippe Maillard et Simon Faveau provoquent une émeute. Des juges extraordinaires sont envoyés par la gouvernante dans les deux villes rebelles, des exécutions ont lieu, les habitans saisis de crainte se taisent, et les Placards sanguinaires finissent par être respectés (avril 1562).

Mais la noblesse habile à profiter des circonstances et à venger son amour propre blessé, ne manquait pas et avec raison, d'attribuer ces désastres à la coupable sévérité de Granvelle. Guillaume-le-*Taciturne*, d'Egmont et de Horn que l'on désignait déjà comme chefs des mécontents, écrivent à Philippe que c'est avec le plus profond regret qu'ils voyent l'autorité royale concentrée aux Pays-Bas dans les mains du cardinal; qu'ils sauront bien eux-mêmes défendre une religion que le zèle maladroit du conseiller de Marguerite ne peut que compromettre; qu'ainsi, son éloignement des affaires est un acte politique de la plus haute nécessité. En même temps, ils adressent leurs remontrances à la gouvernante : L'armée ne

reçoit plus sa solde ; le trésor est épuisé ; après tant de guerres , les places fortes qui défendent le territoire manquent de munitions ou tombent en ruines ; une assemblée générale des états peut seule remédier aux maux dont le pays est menacé (mars 1563). Au mois de juin Philippe leur répondit : — « Je ne doute pas de votre fidélité à ma couronne, mais je ne vois présentement aucun motif sérieux de faire droit à vos demandes. Si l'un de vous veut venir à ma cour, il me sera agréable de m'entretenir avec lui des affaires des Pays-Bas ; car je n'oublie point que je suis roi et que je ne puis condamner sans entendre (1). »

Ce qu'on n'avait point accordé à la raison , le ridicule l'obtint. Dans un repas chez Gaspard Scetus , questeur du trésor royal , repas auquel assistaient les comtes d'Egmont , de Berg , de Montigny , de Hoogstraeten , de Bréderode et autres seigneurs distingués , au milieu des joyeux propos de table , la conversation tomba sur le luxe des livrées , appât offert à l'amour propre des riches qui tous cherchaient à se surpasser. Quelques convives furent d'avis que ce serait faire un acte méritoire que de mettre un frein à cette prodigalité ruineuse , en n'adoptant qu'une seule couleur et qu'un seul costume pour tous les domestiques. Le sort désigna le comte d'Egmont pour choisir la livrée

(1) Regem me esse memini et inauditum damnare non posse.  
— Loyens , pag. 395. Consulter le même auteur pour tous les détails qui précèdent.

modèle. Le comte adopta une manière de manteau de panne noire, à manches pendantes sur lesquelles étaient fixées des capuchons ou barettes rouges. L'épigramme fut comprise de tout le monde; les railleries devinrent même si nombreuses, que Marguerite se plaignit au comte qui se hâta de remplacer la barette par un faisceau de flèches symbole de l'union des nobles. Toutefois, la sagacité pénétrante de Granvelle ne lui permettait pas de douter qu'après le favorable accueil fait au sarcasme du comte d'Egmont, il ne fut désormais perdu dans l'opinion publique. On colportait dans les rues une caricature inspirée par la création des nouveaux évêchés, elle représentait l'archevêque de Malines couvant des œufs d'où sortaient des évêques. Au-dessus du cardinal planait un diable avec ces paroles : *Celui-ci est mon fils, écoutez-le !* (1)

Perenot alla chercher un abri contre les poursuites moqueuses dans la tranquille solitude de son archevêché. Déjà même il renaissait à l'espoir de reconquérir une seconde fois son ascendant sur l'esprit de la gouvernante, mais lors de la convocation des états de Brabant, Guillaume et les siens ayant déclaré qu'ils ne viendraient pas si le cardinal y assistait, ce fut le dernier coup porté à l'influence

(1) *Deze is mijn zoon, hort hem ! — Medalische Historie der Republyk van Holland, Nootwendig Voorberigt, pag. 16, — in 4°, Amsterdam, 1690. — Cet ouvrage écrit d'abord en français par Bizot a été traduit en hollandais et considérablement augmenté.*



mourante de Granvelle. Marguerite désespérant de pouvoir jamais le réconcilier avec les seigneurs, envoya le comte d'Armentières rendre compte de l'état des choses à San Lorenzo, et à son retour, Antoine Perenot, sous prétexte d'aller revoir sa mère en Franche-Comté, abandonna la Belgique qui le réprouvait (31 mars 1564) (1). Les mécontents ne prévoyaient pas encore combien de malheurs leur coûterait l'absence de Granvelle.

La retraite du cardinal ne ramena point la paix. Ceux qui lui étaient auparavant soumis prirent sa place; des tyrans de second ordre usurpèrent son emploi et le monopole de ses caprices. Au lieu d'un maître on en eut deux : Vigilius de Zuichem président du conseil privé le dirigeait à sa fantaisie; le comte de Berlaimont imposait toutes ses volontés au conseil d'état. A la même époque, la publication du concile de Trente qui avait occasionné une si forte opposition dans les états voisins, donna une intensité plus grande aux griefs. La correspondance recommença entre la gouvernante et Philippe, et le comte d'Egmont alla à Madrid. Il implorait avec instance des adoucissemens à l'inquisition; le roi fit ostensiblement quelques concessions illusoires, mais ses instructions secrètes enjoignirent à Marguerite de

(1) *Medalische Historie*, Nootwendig Voorberigt, pag. 16. Firmian Strada, *De Bello Belgico*, Dec. 1, lib. iv, dit que ce fut le 10 mars.—Heeren est dans l'erreur quand il écrit que Granvelle fut rappelé en 1562, ainsi que M. Michelet qui place ce rappel en 1566.

faire accepter, n'importe à quel prix, les saintes décisions des Pères de Trente.

Les démarches conciliatrices étant épuisées et les franchises municipales de jour en jour restreintes, la noblesse songea à s'unir contre le despotisme espagnol et à opposer la masse compacte de ses sympathies aux envahissemens de l'autorité royale qui, après avoir détruit ses prérogatives une à une, menaçait de l'absorber à son tour. Ce fut le principe du *Compromis des nobles* (1). Nous tracerons l'historique de ce *Compromis* célèbre qui, comme la plupart des actes de ce genre, n'eut pas dès l'origine l'importance qu'il gagna par la suite, n'ayant été complété qu'à plusieurs intervalles de temps et de lieux.

La célébration du mariage d'Alexandre Farnèse fils de Marguerite de Parme avec Marie de Portugal, en occupant les oisifs de la cour, permit aux mécontents (2) de pourvoir à leurs affaires. Les bases

(1) *Compromis des Adels*. C'est la qualification qui lui est donnée par le savant professeur de l'université de Fribourg en Brisgau, Ch. de Rotteck. *Allgemeine Geschichte vom anfang der historischen kenntniss, bis auf unsere zeiten*, tom. VII, ch. v, § vi, pag. 100. — Fribourg en Brisgau, 1833, 9 vol. in 8°. — Cette remarquable histoire qui attend un traducteur, et que l'auteur termine au mois de décembre 1815, a été mise à l'index en Allemagne, à cause des derniers volumes.

(2) Nous employons l'expression de *mécontents*, bien que les textes latins portent celle de *fœderati*; mais on remarquera que jusqu'au *Compromis*, il n'y avait ni conjurés ni fédérés; il n'y avait que des mécontents. Même après le *Compromis*, on ne put pas considérer comme conjurés tous ceux qui censuraient les actes de l'administration de Marguerite.

d'une alliance contre l'inquisition et l'autorité espagnole, furent alors arrêtées par Philippe de Marnix et Henri de Bréderode. Les seigneurs y établirent comment, — las de la tyrannie et de la perversité de certains hommes qui avaient égaré le roi au point de lui faire violer les sermens solennellement faits aux états pour créer contre toutes les lois divines et humaines un tribunal d'inquisition sous l'empire duquel il n'y avait plus rien de sacré, ils avaient résolu, entraînés par l'indignation que leur inspirait un semblable état de choses, et en reconnaissant le pouvoir suprême du roi, d'abolir et d'extirper à tout jamais l'inquisition des Pays-Bas, prenant Dieu à témoin de la pureté de leurs intentions, protestant qu'ils ne désiraient rien de contraire à sa gloire ni à celle de Philippe, et qu'ils comptaient sur l'assistance du ciel pour diriger leurs pensées et rétablir la tranquillité publique (1). — Tels étaient le sens et la portée de ce *Compromis* (2) que l'on a fait beaucoup plus révolutionnaire qu'il ne l'est en réalité, mais il est vrai que d'abord, on n'en prévint pas toutes les conséquences. Après la signature de cet acte, les mécontents parcoururent les provinces, réveillant les haines et ne se faisant même pas faute

(1) Loyens, pag. 398, 399.

(2) Il serait difficile, on le voit, d'assigner un nom de ville au *Compromis*. Heeren, l'appelle *Compromis de Bruxelles*, Michelet, *Compromis de Bréda*; ni l'une, ni l'autre de ces qualifications n'est parfaitement exacte. Nous renvoyons au surplus à la note 1, pag. 162.

pour réussir, de montrer au peuple des copies du *Compromis* portant des signatures et des sceaux falsifiés (1). La gouvernante s'alarme et enjoint aux magistrats des villes de se tenir sur leurs gardes ; cela n'empêche pas Guillaume d'indiquer une assemblée des confédérés à Bréda (mars 1566). Les comtes d'Egmont et de Horn et le marquis de Berg n'assistaient point à cette entrevue, mais ils firent partie de celle qui eut lieu le lendemain à Hoogstraeten chez le comte. Le prince d'Orange y exposa avec véhémence les malheurs sans nombre qui accablaient le pays, les cruautés dont l'inquisition se souillait chaque jour et le dévouement des trois-cents seigneurs qui s'étaient ligués contre elle. Egmont et de Horn trop confians ou trop faibles voulaient essayer d'une transaction avec le pouvoir avant de se jeter définitivement dans la révolte : ils ne partagèrent point toutes les idées de Guillaume, la confusion se mit parmi les assistans, on ne s'entendit plus, et les conférences furent levées sans résultat. — D'Egmont et le comte de Meghe à leur retour à Bruxelles, irrités sans doute de n'avoir pu faire prévaloir leur opinion, révèlent à la gouvernante les faits qui se sont passés à Hoogstraeten. Les confédérés ne s'intimident pas ; au lieu de fuir, ils viennent dans la capitale, rédigent séance tenante

(1) Signa quoque Auriaci, Egmondani, Hornani, Megemi aliorumque ejusdem ordinis falso codicilis impressa ostenduntur. — Loyens, *Synop. Du. Br.*, pag. 399.

dans l'hôtel de Floris Pallent, comte de Cullembourg, une supplique à Marguerite de Parme, et prennent le chemin du palais au nombre de cent cinquante (5 avril 1566) (1), marchant deux à deux, dans le plus grand ordre, et ayant à leur tête Henri de Bréderode et le comte Louis de Nassau l'un des frères de Guillaume. Leur supplique était le résumé adouci des griefs énumérés dans le *Compromis*. Marguerite ne crut pas devoir faiblir en présence de la confédération; sa réponse fut digne, c'est assez dire qu'au fond elle fut injuste. Mais après le départ des confédérés, la gouvernante ne pouvant surmonter ses inquiétudes, en fit part au comte de Berlaimont—Votre Altesse, répondit le courtisan, a trop de bonté de craindre ces seigneurs mécontents, *ce sont des gueux!* — Le mot fit fortune : les Espagnols l'adoptèrent comme un terme de mépris; les confédérés l'acceptèrent comme un hommage rendu au désintéressement et à l'audace de leur entreprise.

A peu de jours de là, Bréderode, le téméraire, l'entêté seigneur, donne un repas à l'hôtel de Cullembourg. De nombreux toasts y sont portés aux cris de *Vive le roi! Vivent les gueux!* Au fort de l'orgie, Bréderode se lève, tous les regards se portent vers lui : à son cou est suspendu une besace grossière; il remplit de vin une écuelle, boit à tous les convives et prescrit la formule du toast en vertu duquel, les

(1) Loyens, pag. 400. — Strada dit deux cent, Van Loon trois cent, Grotius et de Thou quatre cent.



confédérés jurent par *le pain, le sel et la besace* de rester unis (1). Bréderode passa ses insignes à son voisin, l'écuelle et la besace firent le tour de la table, et chaque convive répéta le toast. Les confédérés se promenèrent ensuite dans les rues, vêtus de pourpoints bruns, négligés dans toute leur personne, laissant croître leur barbe comme des mendiants, et portant à leur cou une médaille représentant d'un côté l'effigie de Philippe II avec cette exergue : *En tout fidèles au roy*, et de l'autre, deux mains unies dans une besace avec ces mots qui complétaient la devise : *jusques à porter la besace* (2).

La *gueuserie*, première conséquence du *Compromis* est définitivement organisée, et il faudra que les confédérés se résolvent à voir bientôt enveloppés avec eux dans cette qualification, tous les brigands, iconoclastes ou anabaptistes, dont les crimes vont déshonorer les Pays-Bas.

Excès des iconoclastes à Anvers, Bois-le-Duc et autres villes du midi et du nord (juillet, août 1566). La cavalerie de Marguerite de Parme sous les ordres de Lannoy leur fait éprouver un échec au village d'Oostrevel sur l'Escaut (13 mars 1567). Les réfor-

(1) *Præscribitque potanti jurisjurandi formulam, uti per panem, salemque et manticam non discessurum sese a fœdere profiteretur.* — Loyens, *Synop. Du. Br.* pag. 403. — La formule du toast était renfermée dans ces deux vers :

Par ce pain, par ce sel et par cette besace,  
Gueux ne changeront point quelque chose qu'on fasse.

(2) *Medalische Historie*, pag. 1.

més d'Anvers, exaspérés par les massacres d'Oostrevel, se révoltent le lendemain au pont Meir (Merbrugghe). Le consul Stralen, le comte d'Hoogstraeten et le prince d'Orange surtout réussissent à les calmer (14 mars) (1). Ce premier succès sur la *gueuserie*, fort peu important d'ailleurs, accrut l'autorité morale de la gouvernante et le même mois, Noircames n'eut point de peine à soumettre Valenciennes autre foyer d'hérésie (2).

Mais Guillaume observateur aussi profond que politique habile, s'aperçoit bientôt que la foi des nobles chancelle, que l'inconstance est la vertu du peuple, et que l'Espagne médite d'effroyables choses. Dans l'intérêt de sa propre conservation et de l'avenir qui s'y rattache, il quitte Anvers le 21 avril 1567, non sans avoir communiqué ses appréhensions au comte d'Egmont dont le salut lui était cher (3). Guillaume était à peine éloigné d'Anvers, que Marguerite de Parme y fit son entrée solennelle avec toute sa cour, entrée qu'elle signala par un nouvel édit contre les hérétiques.

Le marquis de Berg avait reçu de la gouvernante une mission pour Madrid, à l'effet d'aller rendre compte au roi des affaires des Pays-Bas, et aussi,

(1) Gerhardus Candidus, *Rerum Belgicarum brevis designatio*, pag. 183. — In sequentia Meyeri.

(2) Philippi Gallæi, *Brevis rerum in Belgio ab anno M. D. LXVI usque ad annum LXIX. gestarum designatio* pag. 179. — In sequentia Meyeri.

(3) Ph. Gallæus, *Brevis Desig.* pag. 179.

pour conjurer Philippe de venir en personne calmer l'effervescence de la noblesse. Dans ces graves conjonctures, Philippe assemble son conseil. Le cardinal Granvelle nouvellement arrivé de Rome et le duc d'Albe sont d'avis d'avoir recours aux mesures extrêmes, la guerre est décidée, et il est dès-lors résolu que la direction en sera confiée à Ferdinand-Alvarez de Tolède.

Il n'était pas cependant que le résultat des délibérations de San Lorenzo ne fut connu à Bruxelles. Le bruit se répandait que le roi était courroucé et qu'il en voulait surtout à Guillaume-le-Taciturne et aux comtes d'Egmont et de Horn. Ces bruits furent confirmés par des dépêches du roi à Don Francisco de Alava, son ambassadeur à la cour de Charles IX, dépêches que l'on intercepta, et par des lettres du marquis de Berg, écrites d'Espagne à Floris de Montcrency, frère du comte de Horn, qui n'avait pu l'accompagner lors de son départ pour Madrid, mais qui le rejoignit bientôt. — Conférences de Gand et de Termonde auxquelles assistent les comtes d'Egmont, de Horn, d'Hoogstraeten et le prince d'Orange. Elles ont pour but de garantir la noblesse des persécutions qu'on lui prépare. Guillaume croit qu'il faut provisoirement chercher un asyle en Allemagne et y attendre les événemens; d'Egmont repousse ce projet à cause de sa femme et de ses enfans qu'il ne peut, dit-il, abandonner; Henri de Bréderode veut combattre de front le despotisme et conquérir par les armes la liberté de sa patrie. Cette fois

encore, faute d'entente, les conférences sont inutiles.

A partir de cette époque, les griefs ne font que s'accroître et les seigneurs restent de plus en plus séparés, parce que les mécontentemens gissent moins dans les sympathies, que dans les intérêts, parce qu'une foule de systèmes particuliers obscurcissent le but véritable de la confédération : le salut du peuple par le peuple. — Entrevue de Villebroek (mai 1567). Une intention conciliatrice l'avait suggérée, l'impéritie ou l'aveuglement du comte d'Egmont qui donnait tête baissée dans les projets de la gouvernante ne put rien obtenir de la sage circonspection de Guillaume dont en revanche, tous les argumens furent inutiles pour attirer le comte dans le parti de la révolte (1). — Bréderode qui n'avait pu faire adopter ses belliqueuses théories aux conférences de Termonde et de Gand, se décide à guerroyer tout seul. Noircame prend le chemin d'Amsterdam pour le soumettre, mais Bréderode, avant que le général de Marguerite ne soit arrivé aux portes de la ville, sentant son infériorité, cède à sa mauvaise fortune et gagne l'Allemagne où se trouvaient déjà un grand nombre de seigneurs réfugiés et où il meurt l'année

(1) Loyens, pag. 424. — Les chroniqueurs flamands et latins et les historiens modernes, font faire à cette occasion l'horoscope du comte par Guillaume ; quelques-uns même lui prêtent des jeux de mots qu'il a été facile d'imaginer après coup, mais qui s'accordent peu avec la vraisemblance historique et le caractère froid et réservé du prince d'Orange.

suivante (1). Cette retraite procura un véritable avantage à la Hollande en reculant son insurrection qu'elle rendit par cela même plus terrible.

Grâce à l'égoïsme de la noblesse, les Pays-Bas étaient rentrés dans l'obéissance et une tranquillité apparente régnait à la surface de toutes les provinces. Ce fut alors que Philippe joua le premier acte de ce drame qui devait si tristement finir. Il annonça son voyage en Belgique, quoiqu'il n'eût pas la moindre envie de l'exécuter, afin, disait-il, de ne trouver sur son passage que soumission et respect, il ajouta que le duc d'Albe lui ouvrirait le chemin. Pendant que le peuple se leurrait de ces belles promesses, les bandes victorieuses de Charles-Quint et d'Alvarez éparpillées et oisives sur le sol italien depuis le traité de Cavi, étaient rassemblées et mises à la disposition de l'envoyé prétendu pacifique. Le duc d'Albe qui relevait de maladie, s'embarque à Gênes (juin 1567). Avant de quitter l'Espagne, il avait reçu de Pie V en qualité de défenseur de la foi un glaive et un étendard bénis (2). Il traverse la Savoie, la Bourgo-

(1) Henricus Brederodius, princeps fœderis, primum Embdam, dein Gemam concessit, quo in loco, velut decreta fugæ et morti sede, post annum nullo hærede extinctus est. — Loyens, *Synop. Br. Du.*, pag. 424. — M. Dewez dit que Bréderode mourut dans le comté de Chauweubourg le 13 février 1568. (*Hist. Gén. de la Belg.* tom. v, Huitième Epoque, ch. iv, pag. 379.)

(2) *Medalische Historie*, Noodwendig-Voorberigt aan den leser, pag. 17.



gne, la Lorraine avec un cortège de neuf mille hommes et de douze cents chevaux. Arrivé dans le Luxembourg, il opère sa jonction avec les comtes de Laudron, Eberstein, Schouwenberg à la tête de leurs cohortes allemandes. Il y trouve en outre Charles-Emery comte de Berlaimont et Philippe de Noircame gouverneur du Hainaut, chargés de le complimenter de la part de Marguerite, et il dépêche à la gouvernante D. Francisco de Ibarra pour la saluer en son nom. Entré à Bruxelles le 22 août, (1) il choisit pour résidence l'hôtel de Cullembourg, rendez-vous des confédérés, change la garnison flamande de Bruxelles qu'il confie exclusivement aux Espagnols, et le lendemain, présente en grande cérémonie à Marguerite de Parme les dépêches dont il est porteur. Dans l'audience particulière qui suit, il lui remet les instructions secrètes de Philippe en vertu desquelles il est investi d'un pouvoir civil et militaire tellement illimité, qu'il ne reste plus à la gouvernante que l'ombre d'une autorité administrative, autorité réduite à rien lorsque le duc d'Albe ajoute que le roi lui a encore donné d'autres ordres qu'elle ne doit connaître que lorsque le temps en sera venu.

Marguerite comprit sa position; par respect pour son frère et pour sa propre dignité, elle n'eut garde de se plaindre d'une disgrâce qu'elle méritait si peu. Elle ordonna, pour donner le change aux conjectures, la lecture des lettres officielles

(1) Loyens, *Synop. Br. Du.*, pag. 428.

du roi d'Espagne en séance du conseil d'état ; mais en même temps, elle écrivit à San Lorenzo pour demander son rappel.

Le 30 décembre 1567, Marguerite de Parme quitta Bruxelles après avoir pendant neuf années administré les Pays-Bas au milieu de circonstances assez difficiles pour qu'on puisse lui faire un honneur d'avoir quelquefois éludé au profit des sectes religieuses et des partis politiques qui faisaient cause commune avec elles, les ordres impitoyables de Philippe II. Le duc d'Albe la reconduisit jusqu'aux portes de sa capitale (1).

---

(1) Gh. Candidus, *Rer. Belg. brevis desig.* pag. 183.

## CHAPITRE XII.

FERDINAND-ALVAREZ DE TOLÈDE DUC D'ALBE. —  
TYRANNIE.

1567-1573

SOMMAIRE. — *Conseil des troubles.* — Arrestation des comtes d'Egmont et de Horn. — Edits sanguinaires. — *Gueux des bois.* — L'hôtel de Cullembourg rasé. — Guerres en Hollande. — Supplice des comtes d'Egmont et de Horn. — Expédition dans la Frise. — Victoire de Gemminghen. — Création de nouveaux impôts. — Troubles qu'ils excitent en Belgique et en Hollande. — Prise de Briel. — *Gueux marins.* — Succès des confédérés sur terre et sur mer. — Bataille navale d'Enkuy-sen. — Rappel du duc d'Albe.

---

Les quatre mois que Marguerite de Parme passa encore à la cour de Bruxelles avant de retourner en Italie, ne peuvent pas être comptés au nombre des jours de son administration. Elle ne conservait qu'un simulacre de puissance, et son frère sans doute,

voulut la punir de ses temporisations avec l'hérésie, en la rendant spectatrice forcée des premières tyrannies du duc d'Albe.

Ferdinand Alvarez, rude homme de guerre, imbu comme son maître des idées exagérées du catholicisme, était l'homme qu'il fallait à San Lorenzo, pour opposer à l'action morale de la Réforme, la réaction sanguinaire des échafauds et des buchers. Les premiers actes de son administration en dessinèrent facilement la portée. Toutes les espérances jusque là conçues, de voir mitiger les placards de Charles-Quint et les édits de Philippe II s'évanouirent sans retour (1). Un tribunal fut établi, composé de douze membres moitié Flamands, moitié étrangers, sous la présidence d'Alvarez qui le nomma *conseil de paix et de justice*, tandis que le peuple, parfois si vrai dans ses appréciations, l'appela *conseil de troubles et de sang*. Cette législation exceptionnelle créée en dehors de tous les usages, devait satisfaire les caprices et sanctionner les vengeances du duc. Il tardait à Alvarez de prouver au roi d'Espagne que sa confiance n'avait point été mal placée.

Le conseil d'état est réuni dans l'hôtel de Cullembourg (9 septembre 1567), sous prétexte de délibérer sur le projet de construction de la citadelle

(1) Ch. de Rotteck, *Allgemeine Geschichte*, etc., tom. VII, ch. v, § VIII, pag. 195.

d'Anvers (1); Alvarez le prolonge, jusqu'à ce qu'il ait reçu avis de l'arrestation de Jean Casembrot seigneur de Backersel secrétaire du comte d'Egmont et d'Antoine Stralen consul d'Anvers. Alors, il lève la séance. D'Egmont se préparait à sortir avec les autres membres du conseil, lorsque le duc le retenant par le bras et l'entraînant dans son cabinet : — Restez, lui dit-il, comte, le roi m'ordonne de m'assurer de votre personne, et c'est en son nom que je vous demande votre épée. — Le comte de Horn, reconnu par Frédéric de Tolède, fils d'Alvarez, est arrêté par lui. Après ce coup d'état qui réveillait de sourds murmures dans la capitale, le duc d'Albe fit dire à Marguerite de Parme par Berlaimont et le comte de Mansfeld, que c'étaient là les ordres secrets du roi qu'il ne devait lui faire connaître qu'après leur exécution. Le même sort était réservé à Hoogstraeten et à Guillaume : le premier eut le bon esprit de ne point venir à Bruxelles, le second avait eu celui de tout prévoir. Le château de Gand confié à Truller fut remis à la garde de l'espagnol Don Alfonso Ulloa; Egmont et de Horn y furent renfermés (13 septembre 1567) (2).

Parmi le peuple, les arrestations se poursuivaient avec un acharnement sans égal; Tournay, Valenciennes, Malines, Anvers regorgeaient de prisonniers et

(1) *De ara Antwerpiae constituenda*. — Loyens, *Syn. Br. Du.*, pag. 428.

(2) Ger. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 183.



les maisons de force de Bruxelles et de Vilvordé n'étaient plus suffisantes. — Séances du *conseil des troubles*, Guillaume-le-Taciturne, d'Hoogstraeten, de Cullembourg, de Berg, de Bréderode et tous les seigneurs fugitifs y sont cités. Guillaume et d'Hoogstraeten répondent, que chevaliers de la Toison d'Or, ils ne sont justiciables que du chapitre de l'ordre. Le duc les fait déclarer coupables de lèse-majesté, confisque leurs biens, et envoie en Espagne comme otage, Philippe, fils de Guillaume, âgé alors de seize ans, qui étudiait à l'université de Louvain. — L'année suivante (1568) est une des plus funestes dont la Belgique conserve le souvenir. De nouveaux édits furent publiés. Quiconque troublait les cérémonies du culte, portait les armes contre la religion, participait à des conventicules hérétiques ou donnait asyle aux novateurs était puni de mort et ses biens confisqués. Les villes commencèrent à se dépeupler, les habitans pour échapper au contrôle infâme de l'inquisition se cachèrent dans les bois ou cherchèrent un refuge dans les plus inaccessibles solitudes ; ce fut l'origine des *gueux des bois*. La fuite du prince d'Orange en Allemagne avec cent mille personnes (1) menaçait de faire de la Belgique un vaste désert : Alvarez décréta que quiconque franchirait les frontières sans autorisation aurait la tête tranchée.

Peu après, l'hôtel de Cullembourg fut détruit de

(1) Michelet, *Tableau Chronologique*, ch. XII, § 1, pag. 78.

fond en comble. On sabla l'emplacement qu'avait occupé le manoir féodal, et au milieu, on éleva une colonne de marbre avec cette inscription : — « Sous le règne de Philippe II, roi catholique de l'Espagne, Ferdinand-Alvarez de Tolède, duc d'Albe, marquis de Corie, etc., gouvernant les provinces héréditaires des Pays-Bas, l'hôtel de Floris Pallent, comte de Cullembourg, en mémoire de l'exécrable conjuration qui s'y trama contre l'église catholique-romaine, la majesté royale et les états, a été rasé l'an M. D. LXVIII (1). »

A la même époque, des lettres d'Espagne apportèrent la nouvelle de la mort du marquis de Berg que le poison ou le chagrin de sa captivité mirent au tombeau, et celle de Floris de Montmorency qui, après plusieurs tentatives inutiles d'évasion, eut la tête tranchée à Ségovie. Ainsi finirent les deux derniers ambassadeurs de Marguerite au palais de San Lorenzo, victimes tous deux, il n'en faut pas douter, de la haine du cardinal Granvelle qui devait faire tomber à peu de temps de là, deux autres têtes illustres.

Le siège de la guerre reste toujours sur les frontières de la Hollande. — Succès éphémères des Espagnols à Dalhem (23 avril 1568). Ils épouvantent par leur barbarie tout le duché de Juilliers ; mais Louis de Nassau répare sans peine ces échecs et se rend maître de plusieurs villes (2). Pour arrêter ses

(1) Loyens, *Synop. Br. Du.*, pag. 431.

(2) Gh. Candidus, *Rerum Belg. brev. desig.*, pag. 183.

progrès, le comte d'Aremberg, gouverneur de la Frise, et Berlaimont à la tête des bandes espagnoles marchent à sa rencontre. Combat d'Héligerléc près de Groningue (24 mai). Déroute complète des Espagnols. Cette victoire coûta aux confédérés Adolphe de Nassau, troisième frère de Guillaume, et aux royalistes le comte d'Aremberg qui fut tué dans la fuite (1). Mais la Belgique paya cher cet opprobre aux armes jusque là victorieuses du duc d'Albe. L'échafaud se dresse en permanence sur la grande place de Bruxelles. A la fin du mois de mai et dans une seule journée, les deux barons de Batenbourg et plus de vingt gentilshommes périssent de la main du bourreau; le lendemain, Antoine Stralen et Casembrot éprouvent le même sort dans la prison de Vilvorde, victimes des ordres sanguinaires du duc d'Albe et des arrêts iniques de son *Conseil de paix*.

Enfin, le 15 juin 1568, jour de lugubre mémoire, les comtes d'Egmont et de Horn ramenés de Gand, brisés de souffrance mais résignés et fiers, parurent sur la grande place..... D'Egmont était accompagné de l'évêque d'Ypres son confesseur et de Julien Romero capitaine des gardes. Toutes les issues conduisant au lieu du supplice étaient soigneusement gardées. Le comte d'Egmont qui la veille avait écrit à Philippe pour lui recommander sa triste veuve et

(1) Voir dans Schiller, *Geschichte des Abfalls der Vereinigten Niederlande*. — *Beilagen*, pag. 933, 934. Vol. in 8°, édition compacte. La Haye, 1830.

ses onze enfans , (1) monta le premier sur l'échafaud qu'il teignit de son sang, avant que l'infortuné de Horn n'y mêlât le sien; et les deux têtes convulsivement défigurées restèrent pendant deux heures exposées sur des piques aux regards de la foule.... Après cette solennelle expiation de la honte espagnole et de la mort d'Aremberg, le fer du bourreau s'émoussait, les provinces étaient paralysées, muettes de terreur, et la tyrannie d'Alvarez étouffait dans le sang!

Plus heureuse que la Belgique, la Hollande n'avait point à gémir sur ses nobles assassinés, et fidèle à la voix généreuse de Guillaume, elle s'abandonnait tout entière au grand homme qui, en l'entraînant dans la révolte, devait la conduire à la liberté. C'était donc du côté de la Hollande, turbulente depuis plusieurs années, que le duc d'Albe devait porter les poignards de ses Espagnols et les échafauds de Bruxelles. Nous ne ferons qu'esquisser les principaux actes de cette guerre qu'Alvarez conduisit en personne.

Expédition dans la Frise. — Louis de Nassau abandonné à l'approche de l'ennemi par les mercenaires allemands, se réfugie à Embden où, après avoir rassemblé les débris de ses troupes, il cherche à opérer sa jonction avec son frère; mais il est vaincu une seconde fois à Gemminghen (21 juillet 1568)(2).

(1) Loyens, *Synop. Br. Du.*, pag. 433.

(2) Ger. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 183. — P. Gallæus, pag. 179, dit le 27 juillet.

Alvarez revient à la hâte en Belgique par Amsterdam et Utrecht , à la nouvelle qu'il reçoit d'une diversion tentée par le prince d'Orange en ce pays , pour favoriser les projets de Louis de Nassau. Au lieu de livrer bataille comme Guillaume s'y attendait , le duc d'Albe temporise et annule ainsi les intentions offensives de son adversaire qui est forcé de licencier ses soldats , et qui gagne la France par le Brabant et le Hainaut (1).

L'heureuse issue de cette première campagne contre les confédérés , gonfla d'orgueil le cœur d'Alvarez qui rentra en triomphateur dans Bruxelles au mois de janvier suivant (1569). Pour éterniser le souvenir de Gemminghen , il se fit élever une statue, ou plutôt un trophée de bronze avec cette fastueuse inscription : — « A Ferdinand Alvarez de Tolède duc d'Albe , au très-excellent et très-fidèle gouverneur du roi d'Espagne Philippe II, dans les Pays-Bas, pour avoir exterminé l'émeute , battu les rebelles , protégé la religion , restauré la justice et ramené la paix dans les provinces (2). »

(1) Phil. Gallæus , *Brev. rer. in Belg. etc.* , pag. 179.

(2) *Medalische Historie , Nederlands Helden-Toonnel* , etc. , pag. 39. — La statue ne fut achevée et placée dans la citadelle qu'en 1571 et elle en fut enlevée deux ans après par ordre du Commandeur Requesens successeur d'Alvarez. Loyens écrit, que selon toutes les apparences , le bronze qui servit à ce trophée provint des canons pris à Gemminghen. Il n'est pas douteux que le duc d'Albe n'ait cherché à accréditer cette opinion d'ailleurs vraisemblable. Sur l'épaisseur de la première tablette du piédestal , ta-



Cependant le séjour de Louis en Allemagne et de Guillaume de Nassau en France, n'avait pas été perdu pour leur cause. Ils avaient intrigué auprès de la reine Elisabeth et des chefs huguenots pour en obtenir des secours. Le duc prévoyait que l'insurrection de la Hollande ne touchait pas à son terme et la disette d'argent se faisait sentir, surtout, depuis que les Anglais avaient capturé sur mer l'or que les Génois envoyaient à Philippe II. Il eut recours à l'arbitraire son expédient familier, pour se tirer d'embarras, et il gréva le commerce déjà peu prospère, d'un impôt exorbitant du 10<sup>m</sup>e et du 20<sup>m</sup>e sur la vente de toutes les marchandises et denrées, en outre du 100<sup>m</sup>e imposé sur tous les biens meubles et immeubles. Le président Vigilius démontra à San Lorenzo les inconvéniens de cette nouvelle mesure et le chancelier Hopperus se rangea de son avis; mais on ne pouvait contredire ouvertement les volontés du gouverneur sans lui nuire dans l'esprit de populations fort aliénées. On imagina une amnistie de tous les

blatte inhérente au groupe, on lisait cette ligne : *Jungelingi opus ex ære captivo*. A l'époque de l'érection de la statue du duc d'Albe, les vers suivans coururent dans le public :

Cur statuam vivo tibi dux Albane dedisti :

An quæ defuncto nemo daturus erat?

Non male conjectas; neque enim crudelia laudem

Facta tua, infamem sed meruere crucem.

(*Medalische Historie, Nederlands Helden-Toonnel.*  
pag. 30, 40.)

crimes et délits qui devait préparer les provinces à l'obéissance. Cette amnistie qu'Alvarez proclama lui-même en grande cérémonie à Anvers le 16 juillet 1569 (1), n'était qu'un leurre et ne profita qu'aux innocens. Aussi, son effet fut-il complètement opposé à celui qu'on en avait attendu. Toutes les villes de la Belgique s'opposèrent à la perception de l'impôt (2). La lutte durait depuis deux années et le gouverneur lassé allait sévir, lorsque la prise de Briel (1<sup>er</sup> avril 1572) (3) par Guillaume de Lamarck comte de Lumey, qui avait quitté les côtes d'Angleterre à la tête d'une petite flotte, détourna de la Belgique le bras de fer d'Alvarez. La conquête de ce petit fort par les *gueux marins* donna un caractère à l'insurrection ; ce fut un centre pour la révolte , et cette *gueuserie de mer* devint le berceau de la puissance maritime des Provinces-Unies.

Le comte Louis soutenu par les huguenots de Blois entre dans Mons à l'aide d'un stratagème, tandis que le duc d'Albe est occupé au nord (mai 1572) ; les secours que lui envoyaient ses amis de Blois périssent malheureusement devant Mons (juillet) et le duc d'Albe vient l'y assiéger (août). La Saint-Barthélemy en changeant la politique de Charles IX fait perdre à Louis l'espoir d'être aidé par la

(1) Ger. Candidus , *Rer. Belg.* , pag. 184.

(2) Loyens , *Synop. Br. Duc.* , pag. 438.

(3) Heeren , *Manuel Hist.* , tom. I , trois. époq. , pag. 114.

France : son frère, après s'être emparé de Ruremonde, de Louvain et de Malines ne le rejoignait pas ; Louis fut contraint de capituler (26 septembre) (1). — Ex-cès des troupes espagnoles à Malines qu'ils livrent à toutes les horreurs du pillage pour avoir reçu le prince d'Orange (1<sup>er</sup> octobre). Mondragon délivre la ville de Tergoës étroitement bloquée par Guillaume (20 du même mois). — Zutphen est décimée comme Malines. Naarden contre la foi promise est incendiée , dévastée, remplie de massacres par les bandes espagnoles sous les ordres de Frédéric de Tolède (13 novembre). Le sac de Naarden en exaspérant les confédérés, en leur prouvant qu'ils ne doivent attendre de l'Espagne que perfidie et brigandages, leur donne des forces nouvelles pour conquérir leur affranchissement. — Mémorable siège de Haarlem. Il dure sept mois et est soutenu avec une persévérance héroïque. Cernée le 11 octobre 1572, la place ne capitule que le 14 juillet suivant. Wibald Ripperda commandait dans la ville au nom du prince d'Orange. Son avis appuyé de fortes raisons et de la voix de Lancelot de Bréderode, l'emporta sur celui des seigneurs qui voulaient dès le commencement du siège remettre les clés de Haarlem à Frédéric de Tolède. Les deux partis poussés à bout se signalèrent par des actes de cruauté où, chose incroyable, le sarcasme avait sa part. Les vainqueurs immolèrent à leur furie plus de deux mille hommes ; Ripperda et

(1) Ger. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 184.

Bréderode passèrent des premiers. Un capitaine Bordet se fit tuer par son domestique, pour n'avoir pas la honte d'expirer sous le fer d'un Espagnol (1). Frédéric qui réservait à Alkmaar le châtimement de Harlem paraît sous les murs de la ville le 22 août et les abandonne honteusement après six semaines de siège (10 octobre). — Toutefois, les confédérés ne perdent point courage. Le prince d'Orange se rend maître de Flessingue et disperse l'escadre que lui avait opposée le duc d'Albe sous la conduite de Don Sanche d'Avila gouverneur d'Anvers (21 avril 1573) (2). Il s'empare ensuite de Rameskens après une belle défense du gouverneur (5 août) et de Gerthruidentberg (26 du même mois).

Le duc d'Albe que tant d'échecs successifs terrifiaient, se résout néanmoins à tenter un dernier et gigantesque effort pour écraser *les gueux de mer*. Il équipe à Amsterdam une flotte dont le commandement est confié au comte de Bossu. Le vaisseau amiral fort de trente quatre bouches à feu portait le nom d'*Inquisition*. — Bataille navale d'Enkuysen (11 octobre). Les confédérés remportent une victoire décisive; le comte de Bossu est fait prisonnier et conduit à Horn où on le retient jusqu'à la *pacification de Gand* (3).

(1) *Medalische Historie*, pag. 16, 17.

(2) Ger. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 184.

(3) *Medalische Historie*, pag. 19, 20. — Consulter le même ouvrage, pag. 15 et suivantes pour toutes les dates

La bataille d'Enkuysen fut le dernier opprobre de l'administration du duc d'Albe. Alvarez voyant pâlir cette gloire militaire qui lui avait été si fidèle en Italie, son nom exécré et ses espérances déçues; persuadé d'ailleurs qu'il n'y avait plus de rapprochement possible entre lui et ces populations que le fer espagnol avait décimées; pressentant enfin les intrigues qui s'ourdissaient contre sa personne à San Lorenzo, le favori demanda son rappel. Philippe, pour le remplacer, avait jeté les yeux sur Don Juan de Cerda duc de Medina-Cœli, mais ce seigneur que l'ambition sans doute avait conduit aux Pays-Bas et que l'appât d'une succession brillante avait pu tenter de loin, jugeant par lui-même de l'état équivoque des affaires et des inextricables embarras qu'elles présentaient, eut la prudence de refuser (1). Le duc d'Albe affranchi de la responsabilité du gouvernement, n'attendit pas l'arrivée de son successeur pour lui remettre ses pouvoirs. Il reprit le chemin de l'Espagne chargé de l'or du peuple et couvert de ses malédictions; après avoir par ses propres excès détaché la Hollande de la souveraineté espagnole, et quittant, accompagné seulement de son fils, la Belgique qu'il avait trouvée six années auparavant pacifiée et tranquille, et qu'il laissait épuisée, meurtrie, teinte de sang, et pas encore consolée de la mort de ses deux martyrs (décembre 1573).

que nous donnons dans cet alinéa. — Voir aussi Ph. Gal-læus et Ger. Caudidus.

(1) Loyens, *Synop. Du. Br.*, pag. 456.



---

## CHAPITRE XIII.

**DON LOUIS ZUNIGA DE REQUESENS. — ADMINISTRATION MODÉRÉE.**

**1574-1576.**

**SOMMAIRE. — Troupes espagnoles. — Caractère de Requesens. — Prise de Middelbourg. — Amnistie. — Bataille de Mook. — Siège de Leyde. — Congrès de Bréda. — Succès des Espagnols. — Blocus de Ziriczée. — Mort de Requesens.**

Toutes les plaies de la Belgique ne s'étaient point fermées avec le départ du duc d'Albe; il laissait aux Pays-Bas ces vieilles bandes espagnoles, troupes d'égorgeurs et de pillards, pour lesquelles la paix était un fardeau, et qui se délassaient du sac des villes dans les courts intervalles qui séparaient un siège d'un siège, une bataille d'une bataille, par des révoltes contre leurs chefs, par un mécontentement continuel dont les Flamands en définitive, étaient toujours les victimes. Vainement les provinces fatiguées d'exécutions et d'émeutes voulaient-elles renai-

tre à la tranquillité, et ces corps de métiers si turbulens, et si riches au temps des ducs de Bourgogne cherchaient-ils à rassembler les traditions éparses de l'industrie de leurs pères, le glaive et le haubert espagnols s'interposaient toujours entre eux et ce bien-être, véritable fantôme qu'ils poursuivaient de loin et qui se dérobaient à leurs étreintes quand ils croyaient l'envelopper dans leurs bras. Les compatriotes du duc d'Albe étaient venus en Belgique pour faire la guerre, et non pour jouer le rôle de pacificateurs ou être réduits dans les garnisons à une solde que leur habitude de brigandage rendait toujours trop minime, alors même qu'elle leur était payée exactement. Ils avaient une mission de sang à remplir, et il faut avouer qu'ils la conduisirent jusqu'au bout avec cette scrupuleuse fidélité pour le mal que leur avait si bien enseignée leur chef. Alvarez dut se réjouir du châtement qu'il infligeait à un pays dont il emportait l'exécration, quand il lui légua en dernier adieu cette dictature armée.

Don Louis Zuniga de Requesens, grand de Castille, commandeur de l'ordre de Saint-Jacques, issu de la noble lignée des ducs de Cèsa, et qui passa du gouvernement de Milan à celui des Pays-Bas, était, comme le duc d'Albe, un homme de guerre, ou au moins, voulait s'en donner les apparences depuis peut-être qu'il avait participé à la victoire de Lépante (1). Don Zuniga ne possédait ni les qualités ni les vices de

(1) Loyens, *Synop. Br. Du.*, pag. 456, 457.

son prédécesseur. S'il ne se faisait pas un plaisir barbare de dresser les échafauds sur les places publiques , s'il n'était point dévoré du zèle ardent de l'inquisition ; ni la science des armes , ni l'expérience militaire ne semblaient lui avoir été accordées , car ses expéditions furent presque toutes malheureuses. Sa modération ou peut-être , son impuissance administrative ne gagna rien à la cause si déconsidérée de l'Espagne , ne rendit pas la Belgique au commerce dont elle avait besoin , et ne fit qu'avancer l'œuvre de la confédération en Hollande.

Le commandeur prit les rênes du gouvernement en janvier 1574. Il tenait à signaler son entrée au pouvoir. Middelbourg assiégée depuis deux ans par les *gueux de mer* lui parut une belle occasion de renouveler ses lauriers de Lépante. Il arme à Anvers une flotte sous les ordres de D. Sanche d'Avila et de Julien Romero. Guillaume instruit de son plan de campagne le déjoue , bat D. Sanche à Berg-op-Zoom (29 janvier 1574) force Julien Romero de regagner Anvers et contraint la ville à lui ouvrir ses portes. Ce siège de Middelbourg commencé en 1572 ne se termina que le 20 février 1574 par la capitulation honorable qu'obtint le général royaliste Christophe de Mondragon pour sa belle défense (1).

Requesens espéra faire oublier cette première dé-

(1) *Medalische Historie* , pag. 21 , 22. — P. Gallæus se trompe , quand il dit que Middelbourg se rendit au prince d'Orange le 9 février.

faite par un acte de clémence , et il publia à Bruxelles avec moins d'apparat, mais avec plus de franchise que le duc d'Albe , une amnistie (5 avril) (1) qui lui concilia momentanément les sympathies du peuple. — La victoire de Mook près de Nimègue , remportée par D. Sanche d'Avila sur les milices fraîchement levées en Allemagne par les chefs de la confédération , (14 avril) suivit de près l'amnistie. Louis et Henri frères de Guillaume-le-Taciturne et Christophe de Beyeren, fils de l'électeur Palatin, périrent dans cette malheureuse journée et leurs dépouilles ne se retrouvèrent même pas parmi les morts (2). — Ce succès anima les Espagnols dont la solde était depuis long-temps suspendue. Ils se révoltent, nomment de nouveaux chefs, entrent dans Anvers qu'ils dîment à leur bon plaisir, et après quarante sept jours d'insurrection flagrante, ils dictent des conditions au commandeur qui a la faiblesse de les accepter, et celle non moins coupable, de recourir aux derniers expédiens pour leur compter leur solde (3).

Siège de Leyde. — Les habitans animés par la belle conduite de leur bourgmestre Pierre Adrien

(1) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 185. — Dewez, *Hist. Gén. de la Belg.*, (tom. vi, ch. vii, pag. 6,) dit que ce fut le 9 juin.

(2) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 185. — Ph. Gallæus, écrit que cette bataille se livra le 24. — L'opinion que nous avons adoptée est aussi celle de M. Heeren, *Manuel Hist.*, tom. i, pag. 117.

(3) Loyens, *Synop. Br. Du.*, pag. 459, 460.

Van de Werf, résistent avec un courage sans exemple, rompent les digues, et le siège que dirigeait le général espagnol Valdès, est honteusement levé dans la nuit du 3 octobre 1574(1). Ce mémorable siège donna naissance à l'université de Leyde (5 janvier 1575) mais il fut pour les troupes étrangères un nouveau prétexte de rébellion; elles critiquèrent la conduite de Valdès; elles avaient compté sur un pillage, trompées dans leur attente, elles demandèrent leur solde, et par provision s'établirent à Utrecht après deux tentatives infructueuses sur Haarlem et Amsterdam. Requesens céda encore: Jean Ulloa se rendit à Utrecht, contenta les Espagnols et les dispersa en quartier d'hiver.

Maximilien II, fils et successeur de Ferdinand, voyait avec chagrin ces belles provinces des Pays-Bas depuis tant d'années livrées à l'anarchie. Il voulut terminer par la voie diplomatique ce que les armes n'avaient pu obtenir, et Don Zuniga ne refusa point d'entrer en négociation. Congrès de Bréda. L'empereur s'y fait représenter par le comte de Shwartzembourg et Requesens par le baron Marnix de Sainte Aldegonde. Les confédérés demandaient le renvoi des Espagnols et le libre exercice du culte: ces conditions ne pouvaient être acceptées par le gouverneur de Philippe II et le congrès fut levé sans résultat (juin 1575) (2). Pendant le cours de ses séances,

(1) *Medalische Historie der Republyk van Holland*, pag. 23 à 24\*\*\*\*.

(2) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 185.



Guillaume avait resserré les nœuds qui l'unissaient aux hugenots, en épousant la fille de Coligny, veuve de Teligny tué comme son beau-père dans le massacre du 24 août. C'était le favori Marnix de Sainte Aldegonde qui avait négocié cette union à Paris. Le mariage se célébra à Briel (12 juin). Héloïse de Coligny mourut à Anvers dans les premiers jours de mai 1585.

La guerre recommence et est poursuivie avec succès par les Espagnols. — Prise d'Oudewater (8 août 1575), de Schouwen où commandait le général français de la Garde (24 suivant), de Werden (8 septembre), cette dernière place retomba bientôt au pouvoir de la confédération (1). — Don Zuniga qui venait de s'emparer de la forteresse de Bomen dans l'île Duweland (28 septembre), entreprend le siège de Ziriczée qui, à défaut de Middelbourg, lui donnait accès dans la Zélande; mais le siège traînant en longueur, car la place était vaillamment défendue par Aert de Dorp, Don Zuniga ne jugea point nécessaire de continuer à le diriger en personne. Il confia ce soin à Mondragon et revint à Bruxelles.

Rien de remarquable ne se passa aux Pays-Bas, jusqu'à la mort du commandeur emporté par une fièvre ardente le 5 mars 1576 (2). Sa mort précéda de quelques mois la reddition de Ziriczée (30 juin).

(1) *Med. Hist.*, pag. 27\*.

(2) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 185. — Ph. Gallæus, *Brev. Rer. in. Belg.*, pag. 181, dit que Requesens mourut de la peste. Cette assertion n'est confirmée par aucun des historiens que nous avons consultés.

## CHAPITRE XIV.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CONSEIL-D'ÉTAT. —  
ANARCHIE.

1576-1577.

SOMMAIRE. — Fermens de discorde renfermés dans le conseil d'état. — Il est supplanté par les états-généraux. — Nouveaux excès des Espagnols. — Assemblée des états à Gand. — Pillage d'Anvers. — Arrivée de Don Juan aux Pays-Bas. — *Pacification de Gand.* — *Union de Bruxelles.* — *Edit perpétuel.*

---

La nouvelle de la fin prématurée du commandeur de Requesens venu aux Pays-Bas pour prendre Middelbourg, et mort avant d'avoir pris Ziriczée, détourna Philippe II de ses hautes pensées politiques. Il fallait au roi d'Espagne pour gouverner ses provinces du nord, des hommes spéciaux dont le choix devenait de plus en plus difficile, en raison de la gravité des événemens, et l'insolente autocratie du duc d'Albe lui avait trop porté ombrage, pour qu'il put facile-

ment se résoudre à déléguer ses pouvoirs au brillant vainqueur de Lépante, à son frère naturel D. Juan d'Autriche. Des lettres patentes datées de San Lorenzo conférèrent l'administration provisoire des Pays-Bas au conseil-d'état.

L'occasion était favorable pour rentrer dans les voies de paix et de concorde. Cet interim de la puissance royale remis entre les mains d'hommes au fait des affaires intérieures, aurait pu profiter au pays, si le conseil-d'état n'eut été divisé d'opinions et de systèmes, et si les provinces n'eussent été infestées de mercenaires espagnols et allemands, avides de brigandages et toujours mal payés. Le conseil d'état ne fit rien, ne remédia à rien; il détermina la plus effroyable anarchie : mélange sans accord de Flamands et d'Espagnols, il comptait peu d'hommes dévoués de cœur au bien général. Autour de cette assemblée suprême, gravitaient les ambitions des seigneurs, frondant le pouvoir jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés; au-dessous d'elle, les corps de métiers se fâchèrent, on établit des dénominations, des catégories; et tandis que les Espagnols saccageaient les villes, le conseil-d'état fut accusé de trahison et ses membres arrêtés en plein jour (1). La grande pensée du salut du peuple, utopie ou chimère que l'on vante sans y croire, se montra un instant pour disparaître bientôt. Le con-

(1) Le conseil d'état était entièrement déconsidéré; en plein jour, au milieu des applaudissemens du peuple, le jeune seigneur de Glymes osa en arrêter les membres, ainsi que ceux du conseil privé. » — Baron de Reiffenberg,

seil-d'état, expression du privilège, où régnaient Berlaimont, Hopperus, del Rio, Mansfeld, Vigilius de Zuichem, fut renversé par les états-généraux qui devaient à leur tour compromettre la liberté des provinces dont ils étaient les élus, dans les insidieuses négociations de Marche-en-Famène.

Pillage d'Alost par les troupes espagnoles revenues victorieuses de Ziriczée (fin de juillet 1576). Le conseil-d'état les déclare au nom du roi d'Espagne traîtres et rebelles; mais en dépit de cet arrêt et malgré les propositions des envoyés du conseil qui veulent transiger, elles entrent dans Maestricht (20 octobre) (1). — Les confédérés profitent de l'indignation générale qu'excitent les brigandages des Espagnols, pour ressusciter les projets d'union abandonnés au congrès de Bréda. Les états de la Belgique acceptent avec transport ce moyen de briser à jamais le joug de l'étranger et des conférences sont ouvertes à Gand (octobre 1576). Les principaux sujets discutés dans ces conférences étaient connus au dehors, et les Espagnols qui occupaient la citadelle d'Anvers où ils avaient renforcé la garnison depuis le dernier pillage, jugeant que c'en était fait d'eux s'ils laissaient aux états de Gand le loisir de les assiéger dans les formes, sortent en masse de la citadelle, saccagent et brûlent Anvers pour la quatrième fois

*Résumé de l'Histoire des Pays-Bas*, Prem. partie, pag. 206. — 1827. Bruxelles; Tarlier. 2 vol. in-18. — Consulter sur le même sujet G. Candidus, pag. 185.

(1) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*; pag. 186.

(4 novembre), massacrent les habitants, ruinent pour un temps l'industrie, le commerce et toutes les denrées et toutes les marchandises réunies depuis des années dans ce riche entrepôt de l'Europe. Le seigneur de Champany et le comte d'Eberstein commandaient dans la ville : le premier s'échappa, le second se noya dans l'Escaut (1).

Le jour même du sac barbare d'Anvers, Don Juan d'Autriche nommé gouverneur des Pays-Bas entra dans le Luxembourg, après avoir traversé la France sous un déguisement.

*Pacification de Gand* (8 novembre) (2). Ce grand acte qui préluait à l'*Union d'Utrecht*, et qui aurait pu avoir pour la Belgique les plus féconds résultats, s'il ne se fût absorbé dans l'édit de Marchen-Famène, fut signé à l'hôtel de ville, la veille de la prise de la citadelle que défendit avec un magnanime courage la femme de Mondragon. — La pacification de Gand contenait vingt cinq articles : — « Toutes les milices étrangères devaient évacuer dans le plus bref délai le territoire des Pays-Bas. La liberté de conscience était reconnue et le commerce libre. Les statues, trophées et inscriptions du duc d'Albe étaient anéantis ; tous les édits concernant les sectes religieuses étaient suspendus jusqu'à ce

(1) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 186. — « Les Espagnols saccagèrent Anvers pendant trois jours : c'est ce qu'on appelle *la furie espagnole*. » — Baron de Roiffenberg, *Résumé de l'Hist. des Pays-Bas*, tom. 1, pag. 209.

(2) Loyens, Heeren, Michelet, etc.



que les états y eussent pourvu eux-mêmes; enfin, le prince d'Orange recevait les titres de grand amiral et de stathouder de Hollande et de Zélande (1).

En présence de manifestations populaires aussi catégoriques, D. Juan à son arrivée à Luxembourg jugea qu'il devait recourir aux moyens de douceur, pour se faire agréer. Alors, s'établit entre lui et les états, une longue correspondance que Guillaume dirigeait et surveillait du fond de la Hollande. Toutefois, l'artifice exercé du nouveau gouverneur triompha de la haute prudence du *Taciturne* et des franches et libérales intentions des états. D. Juan fut aidé dans son système de déception par un bon nombre de nobles et de prélats flamands dont certains articles de la pacification de Gand avaient alarmé ou l'ambition ou la foi. C'est ici que l'on commence à voir distinctement la Belgique et la Hollande conduites par des intérêts séparés, et que l'on aperçoit pour la première fois, le catholicisme flamand expression morale des masses, opposé à l'inquisition mais non pas aux dogmes romains, se poser comme une barrière désormais infranchissable, entre les provinces du midi, et celles du nord vouées de cœur et d'intérêt à la Réforme. — *L'union de Bruxelles* (9 janvier 1577) (2) applanissait les voies à D. Juan, tout en paraissant donner aux provinces flamandes un

(1) Loyens, *Synop. Br. Duc.* pag 463.

(2) M. Michelet, *Tabl. Sync.*, indique l'*Union de Bruxelles*, sous le titre de *Pacification renouvelée*, et lui assigne la date du 5 janvier.

surcroît de garantie contre les abus de l'autorité royale. Le prince en profite , et quittant le duché de Luxembourg seul resté fidèle à la cause de Philippe II, et qui n'avait participé ni aux conférences de Gand ni à l'union de Bruxelles, il vient à Marche-en-Famène, petite ville entre Luxembourg et Namur. Là, il accepte la pacification de Gand sous le spécieux prétexte qu'elle ne décrète rien de contraire à l'église romaine ni aux prérogatives du roi. L'acte renfermant les clauses de cette acception fut nommé *Édit Perpétuel*. On le signa à Marche-en-Famène le 12 février 1577 et il fut solennellement promulgué à Bruxelles le 29 du même mois (1). Cet acte impliquant la reconnaissance formelle de D. Juan , fut le terme de l'administration toute puissante des états-généraux qui avaient supplanté le conseil d'état.

Guillaume pendant le cours des négociations qui avaient précédé la conclusion de l'édit perpétuel avait tout fait pour contraindre D. Juan à une rupture mais le prince ayant éludé tous les obstacles, il ne resta au *Taciturne* qu'à repousser la décision des états et à refuser obéissance au gouverneur. Sa conduite fut d'abord taxée d'orgueil ; on ne tarda pas à se convaincre que lui seul avait raison.

(1) Gh. Candidus , *Rer. Belg.* , pag. 186. — M. Michélet , *Tableaux Synch.* , place à tort la signature de l'*Édit Perpétuel* au 12 mars. — Voir pour les détails , l'*Hist. des Médailles de la Répub. de Hollande*.

---

## CHAPITRE XV.

DON JUAN D'AUTRICHE. — POLITIQUE ASTUCIEUSE.

1577-1578.

SOMMAIRE. — Inauguration de Don Juan. — Il s'empare du château de Namur. — Il intrigue pour se faire livrer la citadelle d'Anvers. — Démolition des forts dans les provinces belges. — Le prince d'Orange est nommé *Ruward*. — Don Juan se retire dans le Luxembourg. — *Gueuserie gantoise* sous la direction de Jean Hembyse et Rhyove.

§ I. L'ARCHIDUC MATHIAS. — (Octobre 1577-août 1581.) — Don Juan est proscrit. — Alexandre Farnèse vient à son secours. — Bataille de Gembloux. — Mathias et le prince d'Orange transportent le siège du gouvernement à Anvers. — *Paix de religion*. — Succès d'Alexandre Farnèse.

§ II. INTRIGUES POUR FAIRE OBTENIR AU DUC D'ANJOU ET D'ALENÇON LA SOUVERAINETÉ DES PAYS-BAS (1578). — Continuation de la *gueuserie* à Gand. — Victoires du duc d'Alençon. — Bataille de Rymenant. — Mort de Don Juan.

---

L'inauguration de Don Juan d'Autriche à Louvain en qualité de duc de Brabant suivit de près la signature de l'*Édit Perpétuel*. Aux termes de cet acte, les

Espagnols quittèrent Anvers le 20 mars 1577, Maestricht le 27 avril suivant (1) et à la fin du même mois, le comte de Mansfeld les conduisit dans le Luxembourg d'où ils prirent le chemin de l'Italie par la Lorraine, la Bourgogne et la Savoie (2).

D. Juan fit son entrée solennelle à Bruxelles le 1<sup>er</sup> mai. Rien ne semblait devoir ternir sa popularité ; et la confiance que les provinces prenaient en lui s'accroissant de jour en jour, ne pouvait manquer de favoriser ses projets, si l'active surveillance du prince d'Orange ne fût venue dissiper le prestige. Henri de Béarn lui avait transmis des lettres de Don Juan interceptées en France, par lesquelles le gouverneur, demandait à Philippe II de pousser la guerre à outrance aux Pays-Bas, pour réduire par les armes ces populations rebelles au catholicisme. Toutefois, Don Juan n'en pressait pas moins les états de satisfaire aux clauses de l'édit de Marche-en-Famène, en lui donnant une garde convenable, et en réglant la législation religieuse suspendue contre les hérétiques depuis la pacification de Gand. Une députation fut aussi envoyée au Taciturne pour lui enjoindre de déposer les armes et de détruire les fortifications construites par lui sur plusieurs points des provinces du nord. Guillaume répondit qu'il n'avait en rien participé aux négociations de Marche-en-Famène, et qu'il ne se soumettrait que lorsque le gouverneur

(1) Ger. Candidus, *Rer. Belg.*, pag, 186.

(2) Loyens, *Synop. Br. Duc.*, pag. 464, 465.

aurait rasé les citadelles élevées pour l'asservissement de sa patrie. Cette rupture avec le prince d'Orange et la publication des lettres qui la suivit, força Don Juan à jeter le masque et à renoncer à sa popularité. — La crainte s'empara de lui ; il se voyait seul , isolé , loin de ses Espagnols fidèles , le tumulte de la capitale augmentait ses inquiétudes , il vint à Malines ; ne s'y croyant pas en sûreté , il cherchait un dernier refuge , lorsque le hasard lui fournit le prétexte qu'il demandait. Marguerite de Valois femme du roi de Navarre arriva en Belgique , en apparence , pour prendre les eaux de Spa , mais en réalité , pour voir les chefs de la confédération. Don Juan feignit de faire les honneurs de la route à la reine de Navarre ; puis , s'arrêtant en chemin , il entre à Namur le 24 juillet (1). Les fils du comte de Berlaimont lui livrent la citadelle ; il s'y installe , et fait savoir aux états qu'entouré d'ennemis , il a dû songer à sa conservation personnelle jusqu'à ce que tous les articles de l'Édit aient reçu leur exécution. Et tandis qu'il se jouait ainsi des états indignés de sa fourberie , il entretenait une correspondance secrète , pour se faire ouvrir les portes de la citadelle d'Anvers. Cette intrigue fut découverte à temps ; le commandant suspect chassé le 1<sup>er</sup> août , et toute la partie de la citadelle menaçant la ville , détruite par les habitans le 28 du même mois , sur le conseil du prince d'Orange (2). La statue du duc d'Albe qu'on

(1) *Medalishe Historie* , pag. 29.

(2) Phil. Gallæus , *Brevis Rer. in Belg.* , pag. 182.



avait trouvée au milieu des décombres, fut traînée par les rues et couverte de boue.

Les troupes réunies par les états, et confiées au seigneur de Champany, s'emparèrent du château de Wouda, forcèrent Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc, Bréda et Steinberg. La paix fut alors offerte au gouverneur qui ne pouvait l'agréer, car on lui demandait toutes les places fortes et on le forçait de donner sa démission. — Don Juan laissant les ouvertures des états sans réponse, les forts commencèrent à tomber. Anvers avoit donné le signal, Gand, Utrecht, Lille et Valenciennes le répétèrent. Les citadelles de Cambrai et de Tournai restèrent seules debout.

Malgré ces actes éclatans de la justice populaire et l'étourdissement qu'ils pouvaient causer, les provinces n'ignoraient pas leur position. Le prince d'Orange fut appelé à Bruxelles. Il y entra le 23 septembre 1577 (1); les états le nommèrent *Ruward* et rassemblèrent une armée imposante qui vint camper à Wayré. Don Juan prit la fuite devant elle et gagna le Luxembourg.

Cependant, le duc d'Aerschot nommé gouverneur de la Flandre, avait fatigué les Gantois, par son orgueil et sa persévérance à détruire les privilèges d'une cité qui en avait déjà tant perdus. Gand était entraîné dans le parti du prince d'Orange, moins peut-être par opinion religieuse que par sympathie politique ou plutôt par ses

(1) *Medalische Historie*, pag. 30.

antiques habitudes de turbulence , par son besoin de réunir ses corps de métiers sur la grande place et de jouer à la démocratie. Les révoltés prirent le nom de *Gueux* et mirent à leur tête Jean Hembyse et Rhyove , seigneurs qui se donnaient des allures de républicanisme pour arriver plus vite à la tyrannie (1). Le duc d'Aerschot et d'autres nobles personnages sont arrêtés (28 octobre 1577) et relâchés quinze jours après, à la sollicitation du prince d'Orange (2). Les évêques de Bruges et d'Ypres sont également mis en prison. La *gueuserie* gantoise se propage (3).

### § I. L'ARCHIDUC MATHIAS. — (Octobre 1577-août 1581.)

Mais la noblesse toujours égoïste , toujours orgueilleuse, frémissait de l'enthousiasme excité par la présence du *Taciturne* à Bruxelles. Elle lui supposait son ambition immodérée, et pour y mettre un frein, elle lui donna un rival. Philippe de Croy duc d'Aerschot et Charles comte de Lalain (4) députèrent secrètement vers Mathias, archiduc d'Autriche, fils de

(1) M. Jules de Saint-Genois de Gand, a composé un roman dont Jean Hembyse est le héros.

(2) Gh. Candidus , *Rer. Belg.* , pag. 186.

(3) *Medalische Historie* , pag. 27\* (9) , 27\* (10). Voir aussi l'*Histoire de Hollande* , de P. C. Hoost.

(4) *Medalische Historie* , pag. 30.

**Maximilien II** et frère de l'empereur **Rodolphe**, un politique habile nommé **Maelstedt**, qui flatte si bien l'amour propre du jeune prince, que l'archiduc à l'insu de son frère, abandonne Vienne de nuit, arrive à franc étrier à Cologne, puis à Lierre vers le milieu du mois d'octobre (1577). Il entre à Anvers le 14 novembre, et il est inauguré duc de Brabant le 18 janvier 1578, sous la réserve qu'il ne fera ni ne décrètera rien sans le concours des états (1). Mathias atteignant à peine sa vingtième année et la Belgique ayant besoin d'un homme expérimenté pour la protéger contre ses ennemis, Guillaume fut nommé lieutenant-général du nouveau gouverneur qu'il s'était hâté de reconnaître, sacrifiant ses projets personnels à la volonté peu réfléchie des états.

Cette alliance d'un prince populaire avec un descendant de Marie de Bourgogne apaisa toutes les haines entre les catholiques et les réformés. Don Juan d'Autriche fut déclaré ennemi public, proscrit, et ses partisans cités dans les quinze jours à la barre des états pour y défendre leur cause, sous peine, s'ils ne comparaissaient pas, d'être exilés comme leur chef.

Ce dernier acte exaspéra Don Juan. Alexandre Farnèse, fils de Marguerite de Parme, l'un des premiers généraux du siècle, arrivait à son secours avec les légions d'Espagne et d'Italie; Charles de Mansfeld amenait de France des troupes empruntées à la

(1) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 187.

ligue, ces forces étaient encore complétées par six mille fantassins et deux mille cavaliers élite de Bourguignons et de Flamands. Les soldats royalistes s'approchèrent de Saint-Martin près de Namur et vinrent camper en vue de l'armée des états qui battit en retraite sur Gembloux; toutefois, les confédérés furent contraints d'accepter la bataille, et une action décisive fut livrée sous les murs de la ville. — Bataille de Gembloux (31 janvier 1578) gagnée par Alexandre Farnèse. Le lendemain la ville ouvrit ses portes et le vainqueur fit grâce à la bibliothèque. — Cette victoire fut un coup mortel à l'indépendance naissante de la Belgique.

La nouvelle du triomphe des royalistes se répandit avec un bruit sinistre dans toute la Belgique. Mathias et le Taciturne transportèrent le siège du gouvernement de Bruxelles à Anvers. Les victoires de D. Juan dans les provinces du midi furent rapides, mais elles se compensèrent par la perte d'Amsterdam jusque là restée fidèle au parti du roi et qui capitula le 17 février. Les Franciscains et les Jésuites quittèrent Anvers le jour de la Pentecôte, refusant le serment demandé par les états et qui les forçait de méconnaître l'autorité royale et de violer les saints droits du pape. — Peu après, l'archiduc Mathias sur une requête qui lui fut présentée par les états, accorda la liberté de conscience et celle du culte. Les réformés, dit Loyens, accaparèrent pour leur usage les plus beaux temples. A Anvers seulement, les églises de Notre-Dame, de Saint André, des Jésuites, des

Franciscains et des Dominicains furent transformés en prêches. L'édit concernant la liberté religieuse, nommé par quelques auteurs *paix de religion*, fut le dernier acte officiel du gouvernement improvisé de Mathias qui ne cessa de fait que deux ans plus tard.

Avec un aussi habile général que Farnèse, les succès de D. Juan n'étaient pas douteux; toutefois, après la prise de Philippeville, sa santé qui se délabrait l'obligea de prendre du repos à Namur. Farnèse continuant les opérations militaires, entra dans le Limbourg et réduisit à l'obéissance Daelhem et tout le pays environnant.

§ II. — INTRIGUES POUR FAIRE OBTENIR AU DUC D'ANJOU ET D'ALENÇON LA SOUVERAINETÉ DES PAYS-BAS (1578).

Le séjour de Marguerite de Valois en Belgique se prolongeait, et ce n'était pas sans motif. Pour unir plus étroitement la cause des protestans des Pays-Bas à celle des huguenots de France, elle décida par ses vives sollicitations les états qui venaient de recruter une armée en Allemagne, à conférer au duc d'Alençon, frère de Henri III, l'autorité chancelante et sans force entre les mains de Mathias. Le duc d'Alençon, fils de Catherine de Médicis, et élevé à son école perfide, avait joué le rôle le plus équivoque dans toutes les affaires religieuses qui avaient précédé la Saint-Barthélemy. Il s'était attiré la méfiance



de Philippe II sans se concilier franchement les sympathies du Béarnais ni du prince de Condé. La soif ardente du pouvoir lui faisait désirer une couronne ; pour l'obtenir , il aurait crié indistinctement *vive le roi !* ou *vive la ligue !* Assez dissimulé pour parvenir à son but , il était trop nul pour y demeurer longtemps. L'offre de Marguerite n'en fut pas moins acceptée par les états qui , ayant besoin de troupes , crurent que le frère du roi de France leur en fournirait et le décorèrent du beau titre de *défenseur des Pays-Bas*, à la condition qu'il viendrait en Belgique avec une armée de douze mille hommes. Le duc à la tête d'une poignée de soldats entra dans le Hainaut.

Quoiqu'il en soit , la révolte de Gand sous la direction d'Hembyse et de Rhyove , prenait chaque jour un nouvel accroissement. Alors , comme il arrive presque toujours , des partis se formèrent au sein même de l'insurrection. Le pays wallon qui s'était toujours montré ami des Espagnols , se ligua avec ses seigneurs contre les Gantois : si Philippe II ne faisait pas assez de concessions , les états en demandaient trop. Cette pensée plus ou moins juste , s'accrédita au point de former un centre de bourgeois et de nobles auxquels on donna le nom de *malcontents* , parti assez redoutable , pour contrebalancer par l'expérience de ses chefs la dictature éphémère de Hembyse et de son tribun Rhyove. Les *gueux* , incertains du succès , appelèrent à leur secours le Palatin Casimir qui arriva à Gand le 15 septembre 1578 ; sa présence et le don de cent soixante dix mille écus d'or

que lui firent les Gantois, ne diminuèrent point la belliqueuse ardeur des *malcontents*, qui s'établirent à Menin (24 septembre) (1).

Quant au duc d'Alençon, entré avec une faible escorte dans le Hainaut, il prit Binche (8 octobre) et Maubeuge quelques jours après. Puis, une rivalité s'étant élevée entre lui et le prince Palatin, il rentra en France.

Bataille de Rymenant entre l'armée des états et les troupes royalistes. Les deux partis en revendiquèrent le succès qui appartient, il n'en faut pas douter, aux états, puisque le prince de Parme battit en retraite sur Namur.

Don Juan d'Autriche retiré dans cette ville, mélancolique et rêveur, héros de roman comme le théâtre et les livres le représentent, sentait de jour en jour son cœur défaillir et l'existence s'éteindre en lui. Son avenir si vaste, si brillant d'abord, s'était rétréci, rapproché, au point de ne plus laisser sous ses pas que l'intervalle d'une tombe. De nombreuses inquiétudes, les soucis inséparables de la puissance, l'envie, condition essentielle de la gloire, l'équivoque amitié de son frère depuis ses succès contre les Maures et dans le golfe de Lépante, tant d'illusions perdues en Espagne, tant de projets avortés aux Pays-Bas précipitèrent sa fin (2). Don Juan miné

(1) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 187.

(2) Nous suivons au sujet de la mort de D. Juan, l'opinion de Strada, de Loyens, de l'auteur de l'*Histoire des*

par une fièvre lente qui lui permettait de compter les heures, sans pouvoir en faire rétrograder le cours, mourut à Namur le 1<sup>er</sup> octobre 1578, à l'âge de trente-trois ans, avec la réputation méritée d'un grand capitaine et celle non moins juste d'un politique perfide. La première partie de sa vie fera-t-elle absoudre la seconde ?

*Médailles de la République de Hollande.* Quelques autres historiens, en petit nombre cependant, sont d'avis que D. Juan mourut empoisonné par son frère. Ce crime ne serait point extraordinaire de la part de Philippe II, mais on manque de preuves suffisantes pour le lui attribuer.



## CHAPITRE XV.

ALEXANDRE FARNÈSE. — GOUVERNEMENT MILITAIRE.

1578-1592.

SOMMAIRE. — UNION D'UTRECHT. — Soumission des provinces wallonnes et des *malcontents*. — Troubles au sujet de l'*Union*. — Députation envoyée au duc d'Anjou. — La tête du prince d'Orange est mise à prix. — Déclaration d'indépendance des Provinces-Unies.

§ I. FRANÇOIS DUC D'ANJOU ET D'ALENÇON (Août 1581-juin 1583). — Sa politique. — Il part pour l'Angleterre. — Il est inauguré duc de Brabant. — Tentative d'assassinat sur la personne du prince d'Orange. — Entreprise du duc d'Anjou sur Anvers. — Son retour en France. — Assassinat du prince d'Orange.

§ II. LA SOUVERAINETÉ DES PROVINCES-UNIES OFFERTE A HENRI III (1583 - 1585 ). — Supplice de Hembyse. — Soumission de la *gueuserie* gantoise. — Le roi de France refuse l'offre des états. — Prise d'Anvers.

§ III. RICHARD DUDLEY COMTE DE LEICESTER, (Août 1586-décembre 1587). — Traité des états avec la reine Elisabeth. — Leicester est investi de l'autorité souveraine. — Succès du comte de Mansfeld. — Arbitraire de Leicester. — Il est contraint de se retirer.

§ IV. MAURICE DE NASSAU (1588). — Six provinces le reconnaissent pour stadhouder. — Philippe II équipe la *flotte invincible*. — Dispersion de l'*Armada*. — Pre-

mier voyage d'Alexandre Farnèse en France. — Victoires du prince Maurice. — Second voyage du prince de Parme pour aller secourir la ligue. — Troisième voyage. — Il meurt en route.

---

Don Juan laissait les Pays-Bas dans le plus grand désordre : hormis le duché de Luxembourg, le comté de Namur et la ville de Ruremonde, tout le reste du pays était occupé par le Palatin protestant Jean-Casimir ou les partisans du duc d'Alençon. Le gouvernement de Farnèse ne se signala que par des faits d'armes, et si le célèbre homme de guerre arriva trop tard pour empêcher l'indépendance de la Hollande, à sa mort au moins, la Belgique était rentrée totalement sous la domination de l'Espagne. Mais l'heure était sonnée où les combinaisons politiques de Guillaume depuis long-temps mûries devaient être exposées au grand jour. Il venait de couronner son œuvre d'affranchissement et de propagande nationale par l'*Union d'Utrecht* (23 janvier 1579) (1). Cinq provinces la signèrent d'abord : la Gueldre, le Zutphen, la Hollande, la Zélande et la principauté d'Utrecht ; la Frise l'adopta peu après, l'Over-Yssel y adhéra en 1580 et Groningue en 1594. Cette union conçue

(1) *Medalische Historie der Republyk van Holland*, pag. 34. — C'est à tort que M. Michelet dans ses *Tabl. Synch.* place l'*Union d'Utrecht* au 29 janvier. — Voir Heeren, Charles de Rotteck, etc.



dans un but offensif était à son origine purement militaire ; les événemens qui suivirent lui donnèrent le caractère politique sous lequel on l'envisage plus généralement (1). Elle dut aussi subir plus tard quelques modifications pour être acceptée par les différentes nuances d'opinions opposées au gouvernement espagnol, et en 1583, les cinq provinces qui les premières avaient signé, insérèrent une nouvelle clause qui, en maintenant la religion protestante dans toute son étendue, accordait la liberté de conscience et de cultes à toutes les provinces et les villes qui voudraient par la suite adhérer à l'Union (2).

Alexandre Farnèse accomplissait avec un rare bonheur la tâche confiée à ses talens. Par son intermédiaire, les provinces wallonnes s'étaient réconciliées avec le roi et les *malcontents* avaient fait leur soumission. Alors, il ne tarde point à venir mettre le siège devant Maestricht qui ne se rend qu'après cinq mois d'un siège opiniâtre (29 juin 1579) (3). Le gouverneur est obligé de publier un édit pour arrêter le pillage qui durait depuis trois jours. — Troubles à Bois-le-Duc et à Bruges au sujet de l'*Union* qu'un parti veut accepter et que l'autre repousse. — A Gand, les révoltés sont toujours les maîtres, Hembyse rédige des lois et bat monnaie ; les monastères et les

(1) Charles de Rotteck, *Allgemeine Geschichte*, etc. tom. VII, ch. V, § IX, pag. 108.

(2) *Medalische Historie der Repub. van Holland*, pag. 44\* (5).

(3) Gh. Candidus, *Rer. Belg.*, pag. 187.

églisassent pillés par les *gueux* qui ont besoin d'argent et se soucient peu de religion. Ces excès profitent au roi d'Espagne. Son despotisme catholique semble préférable à la démocratie furibonde qui veut se donner une couleur de Réforme. Malines abandonne la cause des états, Bois-le-Duc, celle du prince d'Orange ; Georges de Lalain, comte de Renneberg, gouverneur de la Frise et de l'Over-Yssel, s'avoue hautement sujet de Philippe II et entraîne dans sa défection la majeure partie de la noblesse wallonne. En récompense et suivant ses promesses, le prince de Parme fait évacuer le pays aux troupes étrangères (mars 1580).

Le patriotisme équivoque d'un grand nombre de villes et de seigneurs donnait des inquiétudes à Guillaume : il ne se crut pas assez fort pour résister seul, et il pensa que l'unique moyen de remédier au mal était de chercher au-dehors un appui et un nom. Le duc d'Anjou satisfaisait à ces deux besoins, les états, sur l'avis du prince, lui envoyèrent une députation au château de Plessis-les-Tours (29 septembre 1580) (1). Quand cette nouvelle fut connue à Madrid, elle excita à la cour une indignation universelle. Le roi fulmina un édit qui mettait le Taciturne hors la loi, confisquait ses biens, et accordait vingt-cinq mille écus d'or à l'assassin qui prendrait sa vie, ou à ses héritiers, s'il ne survivait point à son crime (2).

(1) *Medal. Historie*, pag. 39.

(2) Loyens, 482. Nous n'ajouterions aucune foi à cette

— Guillaume répliqua d'abord par une *apologie* de ses actes, l'écrit politique sans contredit le plus remarquable de l'époque; puis il vint à Anvers où se rendirent les députés du Brabant, de la Flandre, de la Hollande, de la Zélande et de la Gueldre. La déchéance de Philippe II y fut prononcée en même temps que la déclaration d'indépendance de toutes les provinces qui avaient signé l'*Union* (26 juillet 1581). On pressa l'arrivée du duc d'Alençon; Mathias à cause de son origine autrichienne et de l'impéritie dont il avait donné assez de preuves, n'avait plus la confiance des états; un subside lui fut accordé et il retourna en Autriche par le duché de Clèves.

### § I. FRANÇOIS DUC D'ANJOU ET D'ALENÇON (août 1580-juin 1583).

François duc d'Anjou et d'Alençon poursuivait deux chimères : la souveraineté des Pays-Bas et le trône de la Grande-Bretagne avec la main d'Elisabeth inutilement demandée par tant de rois. La politique dissimulée de Catherine lui avait procuré les troupes que son frère lui refusait. Il pouvait entrer dans le système envahisseur de la reine-mère, d'arracher les dix-sept provinces au roi d'Espagne, mais non à

assertion qui laisse peser sur le roi d'Espagne toute la responsabilité de l'assassinat de Guillaume, si nous ne la trouvons dans un historien partisan dévoué de Philippe II. Le même fait est répété dans l'*Histoire des Médailles*.

l'inquisition , et elle prétendait bien y rétablir la religion romaine avec tous ses accessoires , aussitôt que son fils caressé par les huguenots et ménagé par les catholiques , s'y serait assez solidement installé pour qu'elle pût tenter avec succès ce coup d'état. La sagacité pénétrante de Guillaume fut donc , pour la première fois mise en défaut , quand il se leurra du chimérique espoir que le frère de Henri III était capable de défendre et sa patrie et sa religion.

Entrée du duc d'Alençon à Cambrai (20 août 1581) (1). Farnèse assiégeait cette ville, le duc le fit battre en retraite sur Valenciennes. Puis il s'embarqua à l'Ecluse , pour aller à Londres conclure ce mariage préparé par les soins d'un beau gentilhomme, de l'ambassadeur de France Simier, favori, après et avant tant d'autres, de la reine Elisabeth; et en janvier 1582, François abordait à Flessingue de retour de son voyage couronné, dit-on, de succès (2). Il est inauguré duc de Brabant à Anvers le 16 mars. Pendant les fêtes brillantes qui suivent cette solennité, une tentative d'assassinat sur la personne du prince d'Orange est faite par l'espagnol Juan Jaureguy (18 mars) (3). L'assassin est mis en pièces par le peuple, et deux de ses complices, dont un dominicain, Antoine

(1) *Medal. Historie* , pag. 42.

(2) Capefigue , *Hist. de la Réf. , de la Lig. et du règne de Henri IV* , tom. iv , ch. LVIII , pag. 99 à 102.

(3) *Medalische Historie* , pag. 44<sup>\*\*</sup>. Jaureguy était né en Biscaye.

Timmermans, sont étranglés dans leur prison (1).

Les succès se balancèrent pendant quelques mois entre le duc d'Anjou et Farnèse, les troupes confédérées prirent Alost et le gouverneur réduisit Audenaerde. Après quoi, le duc d'Alençon vint à Bruges (août 1582). De ce moment, les confédérés anéantirent les armes de Charles-Quint et de Philippe II et adoptèrent les lys de la France. Mais François d'Anjou supportait impatiemment la tutelle des états trop opposée à la politique de sa mère. Il aspirait au despotisme : peu soucieux de jouir de la puissance à la façon de l'archiduc Mathias, il se trouvait dans une situation pareille à celle de Don Juan à la suite de l'édit de Marche-en-Famène ; une lutte tacite s'établit entre lui et les états : pour cesser de leur être soumis il voulut les asservir. De là sa tentative sur Anvers (janvier 1583). Quelques cavaliers français entrent dans la ville suivis à peu de distance d'un nombreux corps de troupes ; à peine ont-ils franchi la porte Kipdorp, qu'ils tirent leurs épées au cris de *vive la messe !* La présence d'esprit et le courage des Anversoises firent manquer cette entreprise : les troupes repoussées vers la porte Kipdorp furent presque toutes massacrées, des monceaux de cadavres interceptaient les issues menant à cette sortie de la ville. Le duc chercha à pallier sa perfidie, mais son séjour aux Pays-Bas devenait désormais une insulte à la liberté des provinces tellement irritées, qu'elles

(1) Loyens, *Synop. Br. Duc.*, pag. 486, 487.



accusaient Guillaume à cause de son mariage avec la fille de Coligny, d'avoir participé aux projets de François d'Alençon. Le prince d'Orange dut quitter Anvers au mois de juillet, il remit ses pouvoirs à Marnix de Sainte-Aldegonde et se rendit en Zélande (1). Son départ servit les intérêts de Farnèse qui s'empara durant le cours de l'année de Dunkerque, Nieuport, Furnes, Dixmude, Steinberg, cerna Bruges et occupa tout le pays de Waas.

François d'Anjou de retour en France (juin 1583) alla mourir de regret l'année suivante à Château-Thierry (10 juin 1584) (2).

L'assassinat du prince d'Orange à Delft (10 mars même année) mit le comble aux embarras de la confédération. L'assassin, nommé Balthasar Gérard, était natif de la Franche-Comté, pays du cardinal Granvelle; il avait su s'attirer la confiance du Taciturne qui, après la mort du duc d'Anjou, l'avait chargé de dépêches importantes pour Catherine de Médicis. Ce fut au retour de cette mission que Gérard exécuta son crime. Condamné à être roué vif, les tortures les plus affreuses ne lui arrachèrent pas un soupir. On lui trancha la tête, et on fit quatre parts de son cadavre qui furent suspendues à des potences aux principales portes de Delft (3).

(1) Loyens, pag. 490, 491.

(2) *Medalische Historie der Rep. van Holland*, pag. 44.  
— Michelet, *Tableaux Synchroniques*.

(3) Loyens, pag. 492, 493.

## § II. LA SOUVERAINETÉ DES PROVINCES-UNIES OFFERTE A HENRI III (1583-1585).

Un événement aussi inattendu que l'assassinat de Guillaume consterna toutes les provinces et les villes qui s'étaient ralliées à l'*Union d'Utrecht*. Le prince de Parme poursuivit sa marche victorieuse dans les Flandres. La *gueuserie* gantoise fatiguée de ses propres excès posa les armes, reconnut la loi du gouverneur, promit de relever la citadelle de Charles-Quint, de rendre aux religieux et aux prêtres tous les biens qu'on leur avait enlevés, et de rétablir le culte catholique. Elle paya en outre une amende de deux cent mille florins de Brabant, et livra six têtes à abattre en punition de sa révolte. Peu de temps avant l'entrée de Farnèse à Gand, le dictateur Hembyse avait reçu la récompense de ses perfidies et du complot qu'il avait tramé pour vendre à l'Espagne la liberté des Gantois. Pris le 25 mars, il fut décapité le 4 août 1584 (1). Rhyove mourut en Hollande.

Les états, dans ces conjonctures, déférèrent la souveraineté des Provinces-Unies au roi de France. Henri III trop occupé par la faction des Guises et la Ligue, ayant d'ailleurs désavoué dans sa correspondance avec le roi d'Espagne la conduite de son frère aux Pays-Bas et peut-être sans doute, de diriger les affaires d'une nation en proie à l'anarchie, quand il

(1) *Medalische Historie*, pag. 44\* (7).

ne pouvait suffire aux soins de son royaume, refusa. Farnèse en poussa avec plus d'ardeur le siège d'Anvers. Ce ne fut qu'au bout de quatorze mois que la fière cité capitula (août 1585). La reddition de Gand et d'Anvers décida le sort des provinces du midi. Tandis que la Hollande consolidait sa liberté au milieu des orages, la Belgique se courbait une seconde fois sous le joug espagnol. La gloire militaire d'Alexandre Farnèse était alors parvenue à son plus haut degré d'éclat. On le lui dit, il ne le crut pas.

### § III. RICHARD DUDLEY COMTE DE LEICESTER (Août 1585-décembre 1587).

Guillaume avait habitué les Provinces-Unies à cette idée, qu'elles ne parviendraient à se rendre complètement indépendantes qu'avec l'aide d'une intervention étrangère. Repoussés par la France, les états se tournèrent vers la Grande-Bretagne. Là du moins, ils avaient quelques chances de réussir, car depuis la prise de Briél, Elisabeth leur avait donné d'assez nombreux témoignages de sympathies. Si la reine d'Angleterre n'accepta point la couronne qui lui était offerte, il faut croire qu'elle redouta les difficultés inséparables de cet accroissement de puissance; mais elle accorda aux Provinces-Unies ce qui leur était le plus nécessaire, une armée et un général : elles n'avaient pas l'une, et elles se persuadaient

encore que l'autre leur manquait. En garantie de ce prêt stipulé dans un traité en date du 10 août 1585, Elisabeth reçut Flessingue, Briel et la forteresse de Rameskens.

Robert Dudley, comte de Leicester, parti de Londres avec cinq mille fantassins et mille cavaliers en décembre, aborda à Flessingue, passa par la Hollande, vint à Dordrecht et de là, à la Haye (janvier 1586). Les états l'investirent aussitôt du pouvoir souverain, et Leicester se hâta d'en mésuser. Dans un pays habitué à une démocratie représentative toute puissante, à un système fédératif dont les membres bien que concourant à un but commun étaient le plus souvent différens d'institutions et d'usages, le favori de la reine Elisabeth changea les lois, imagina de nouveaux réglemens militaires et lassa le peuple par son audacieuse suffisance, son orgueil, son arbitraire et son mépris souverain d'une liberté qu'il était venu pour maintenir.

Tandis que ces choses se passent en Hollande, Ernest de Mansfeld soumet Gavre, Meghe, Venloo et Nuys. Leicester de son côté prend Doesbourg dans la Gueldre (13 septembre 1586) et Deventer (octobre suivant) (1). Mais il ne lui suffisait pas de tyranniser le peuple et l'armée, inhabile, insolent, il offense les états qui le déclarent traître et rebelle. Après une année d'intrigues et de vaines démarches

(1) *Medalische Historie der Republyk van Holland*, pag. 50.

pour ressaisir ce pouvoir qu'il a si maladroitement laissé échapper de ses mains, Leicester se retire (décembre 1587) (1).

#### § IV. MAURICE DE NASSAU. (1588).

Tant d'épreuves consécutives et toujours si mal terminées, la prise de Deventer et de Wouwen par Farnèse, décidèrent les états à ne plus quêter au-dehors une protection toujours incertaine et jusque-là perfide. Maurice de Nassau, fils de Guillaume et de sa seconde femme, Anne de Saxe, avait été nommé stadhouder de Hollande et de Zélande après l'assassinat de son père; les actes répréhensibles du comte de Leicester le firent bientôt reconnaître par quatre autres provinces, sous la condition du concours d'un conseil d'état pour la direction des affaires publiques. Maurice n'avait que dix-huit ans, le prince de Hohenlohe lui fut adjoint pour les opérations militaires.

Philippe II cependant, brûlait du désir de venger sur la reine Elisabeth qui s'était déclarée si ouvertement pour la confédération, tous les griefs qu'il avait accumulés contre elle depuis le commencement de son règne, et que sa tortueuse politique lui avait fait un devoir d'ensevelir dans le silence. Le traité du 10 août 1585 servit de prétexte à cette rup-

(1) Loyens, *Synop. B. D.*, pag. 500. — Heeren, *Man. historique*, tom. 1, pag. 120.



ture vers laquelle en outre , il était fortement entraîné par la ligue. La *flotte invincible* lui coûta trois années de travaux ; sortie du port de Lisbonne à la fin de mai 1588 , elle entra dans le canal de la Manche au mois d'août suivant. L'*armada* était composée de cent quarante vaisseaux ; son entretien s'élevait à 12,000 ducats par jour , et au double , quand le prince de Parme y eut réuni les forces de terre et de mer levées dans les Pays-Bas. L'*armada* était commandée par le marquis de Santa-Cruz et après sa mort , par le duc de Médina Sidonia amirante de Castille. Une tempête la dispersa pendant le mois de septembre avant qu'elle eût pu châtier Elisabeth ; et de cette effroyable flotte qui devait anéantir la puissance maritime de l'Angleterre et qui fut le tombeau de celle de l'Espagne , cinquante navires à peine , démâtés et à demi rompus , revirent les côtes de Lisbonne (1).

La perte de l'*Armada* n'abattit point le courage de Farnèse qui , après une vaine tentative sur Berg-op-Zoom , se rend maître de Wachtendonck. Les troupes des états s'étant révoltées à cause de l'interruption de leur solde à Gerthruidenberg , il y fait reconnaître l'autorité royale (mars 1589) , puis , miné déjà par la maladie qui devait l'emporter , il

(1) *Medalische Hist. der Rep. van Holland.* , pag. 44.  
— Voir aussi Capéfigue , *Hist. de la Réf. de la Lig. et du règne de Henri IV* , tom. v , ch. LXXIII , pag. 90 à 102. Il diffère par quelques points de notre récit , emprunté presque textuellement à l'ouvrage hollandais que nous citons.

vient aux eaux de Spa, laissant le commandement à Ernest de Mansfeld, qui obtint quelques succès sur les deux rives de la Meuse. Maurice aussi, commença à agir. Bréda fut reprise par stratagème (4 mars 1590); cette conquête ne coûta qu'un seul homme. — En France, après l'assassinat du duc de Guise, Mayenne s'était mis à la tête de la ligue dont Philippe II était toujours l'âme. Sur les ordres du roi, Farnèse se rend en France, et fait lever le siège de Paris étroitement bloqué par le Béarnais; il revient aux Pays-Bas à la fin de décembre.

L'année suivante (1591), fut une des plus brillantes du stadhouderat naissant et des plus fructueuses pour les Provinces-Unies. — Prise de Zutphen (30 mai 1591), de Deventer (10 juin), du fort de Delfziel (2 juillet). Maurice force le prince de Parme de lever le siège de Knotsembourg près de Nimègue (26 juillet). Reddition de Hulst en Flandre (24 septembre) et de Nimègue (24 octobre) (1). Tant de revers dans l'espace de quelques mois rappellent tristement à Farnèse les paroles du sage de la Noue qui lui a dit après la prise d'Anvers, que sa gloire ne pouvait aller plus loin.

La ligue n'était pas heureuse en France; le prince de Parme s'y rend une seconde fois (novembre 1591) et délivre Rouen cerné par les huguenots. Son retour en Belgique (avril 1592), signalé par la prise de

(1) *Medalische Historie der Republyk van Holland*, pag. 59.

Steenwick et d'Alkmaar par Maurice, est suivi bientôt d'un troisième voyage en France où l'appellent de nouveau les embarras de la ligue dont il est l'ange tutélaire. Mais ses forces n'y suffirent pas : l'activité des dernières années de sa vie en avait accéléré le terme ; il mourut en route à l'abbaye de Saint - Waast d'Arras, dans sa cinquantième année (2 décembre 1592) (1) des suites d'une blessure reçue devant Rouen.

(1) Heeren, *Manuel Hist.*, tom. 1, pag. 123. — *Med. Historie*, pag. 61. — M. Michelet, *Tableaux Synch.*, donne la date du 3 décembre.

## CHAPITRE XVI.

**ADMINISTRATIONS TRANSITOIRES DEPUIS LA MORT  
D'ALEXANDRE FARNÈSE PRINCE DE PARME, JUSQU'À  
L'AVÈNEMENT D'ALBERT ET D'ISABELLE.**

**1592-1599.**

**SOMMAIRE. — Dernières années du règne de Philippe II.**

- § I. PIERRE-ERNEST COMTE DE MANSFELD (Décembre 1592 janvier 1594). — Le prince Maurice prend Gertruidenberg.
- § II. L'ARCHIDUC ERNEST (Janvier 1594-février 1595). — Son arrivée à Bruxelles. — Groningue et Huy tombent au pouvoir de la confédération. — Mort de l'archiduc.
- § III. PEDRO HENRIQUEZ DE GUSMAN COMTE DE FUENTES (Mars 1595-février 1596). — Son despotisme. — Ses succès en France. — Les Provinces-Unies proposent la paix à l'Espagne. — Conquête de la Bourgogne par le maréchal de Biron.
- § IV. ALBERT-LE-PIEUX (Février 1596-septembre 1598). — Ses premières années. — Il s'empare de Calais, d'Ardes et de Hulst. — Prise de Cadix par la flotte anglaise. — Amiens surpris par les soldats espagnols. — Victoires de Maurice. — Paix de Vervins. — Projet de Philippe II de constituer les Pays-Bas en principauté indépendante. — Départ d'Albert pour l'Espagne.
- § V. LE CARDINAL ANDRÉ D'AUTRICHE (Septembre 1598-septembre 1599). — Opérations militaires de l'amiral D. Fran-

cisco de Mendoza. — Mariage de l'archiduc Albert avec l'infante Isabelle. — Mort de Philippe II. — Retour en Belgique de l'archiduc Albert accompagné de l'infante.

—

L'histoire des Pays-Bas jusqu'à la trêve de douze ans, féconde en détails d'un intérêt secondaire, n'offre plus aucun de ces grands actes, de ces importantes commotions sociales qui signalent presque à chaque page les quarante dernières années que l'on vient de parcourir. La lutte s'achève péniblement entre l'Espagne et les provinces du nord qui lui échappent, et celles du midi qui vacillent encore dans leur fidélité. Ce sont des combats de tous les jours, des sièges de villes prises et reprises, des succès et des pertes balancés. Néanmoins, la guerre se systématise par la force du besoin, l'art militaire fait de notables progrès, et le camp de Maurice est une illustre école où de nobles capitaines étrangers viennent faire leur apprentissage. Mais à travers cette multitude de détails, on ne distingue plus de plan fixe, d'intention arrêtée dans la politique du cabinet de Madrid. La vieillesse de Philippe II se traîne au milieu des revers, sans qu'aucuns des rêves des beaux temps de sa grandeur se soient réalisés. Il a follement dissipé l'or du Pérou, sa puissance maritime est détruite, la ligue moralement morte devant l'abjuration du Béarnais, s'est anéantie à la journée de Fontaine-Française; Philippe verra bientôt la Bourgogne s'é-



chapper de ses mains, la moitié de ses pays de *par deça* est perdue pour lui sans retour; de toutes ses gloires d'autrefois, il ne lui reste que l'Escorial qu'il a fait élever pour y mourir; et s'il songe à ériger en fief particulier l'héritage de Marie de Bourgogne dont il formera la dot de sa fille Claire-Isabelle-Eugénie, c'est pour éloigner de sa couronne la responsabilité embarrassante, l'inévitable honte d'une révolution accomplie par un peuple à peine connu, contre la plus formidable puissance du XVI<sup>e</sup> siècle.

Les administrations transitoires que nous devons passer en revue ne brillent ni par leurs vertus, ni par leurs vices : peuples et gouverneurs sont également fatigués ou impuissans ; la lassitude engendre l'atonie, et la guerre ne se continue, que parce qu'elle est une habitude depuis quarante deux ans.

#### § I. PIERRE ERNEST COMTE DE MANSFELD (Décembre 1592-janvier 1594).

Le comte de Mansfeld nommé par Philippe II gouverneur du Luxembourg et lieutenant-général du prince de Parme qu'il avait secondé avec honneur dans ses opérations militaires, hérita de l'interim du pouvoir qui lui fut conféré par l'Espagne jusqu'à l'arrivée de l'archiduc Ernest. L'autorité souveraine porta malheur au comte : le peu de temps qu'il la conserva fut une rude épreuve, il y perdit une portion notable de sa renommée de grand général, en laissant prendre sous ses yeux par le

prince Maurice, Gertruidenberg, importante place dont le siège commencé le 28 mars 1593, se termina par la reddition de la ville le 28 juin suivant (1).

L'administration du comte de Mansfeld ne fut pas autrement remarquable. A l'arrivée de l'archiduc, il se retira dans son gouvernement du Luxembourg où il mourut à l'âge de 87 ans (1604).

## § II. L'ARCHIDUC ERNEST (Janvier 1594-février 1595).

Ce fut dans le courant du mois de janvier 1594 que l'archiduc Ernest frère de l'empereur Rodolphe fit son entrée à Bruxelles, accompagné de l'archevêque de Cologne, du margrave de Bade et de quinze cents nobles. Les propositions de paix par lesquelles il débuta étaient trop prématurées et pas assez avantageuses aux états, pour être couronnées de succès. L'armée du prince Maurice après deux tentatives inutiles sur Bois-le-Duc (février 1594) et Maestricht (mars suivant), leva le siège de Koverden où elle avait passé tout l'hiver (mai). En revanche, elle prit Groningue après un blocus obstiné de deux mois (juillet). L'obligation d'entrer dans la confédération fut imposée à la ville conquise, et Guillaume-Louis, fils de Jean de Nassau, en fut nommé gouverneur. De son côté, Heranguiers qui commandait dans Bréda

(1) *Medalische Historie der Republyk van Holland*, pag. 61.

était entré dans la ville de Huy par surprise (février 1595) mais il fut bientôt forcé de la rendre.

Sur ces entrefaites, l'archiduc est enlevé à son inutilité administrative : il meurt de la pierre le 21 février 1595 (1) à l'âge de quarante deux ans. Il fut solennellement enterré dans l'église des S. S. Michel et Gudule.

### § III. PEDRO HENRIQUEZ DE GUSMAN COMTE DE FUENTES (Mars 1595-février 1596).

Le gouvernement du comte de Fuentes fut provisoire comme celui du comte de Mansfeld. Don Gusman se donnait des manies du duc d'Albe et visait à ses caprices, sinon à sa tyrannie et à sa sanglante célébrité. Il voulut introduire une réforme disciplinaire dans les troupes et se fit détester par elles; c'était tout ce que méritaient ses manières brutales. Toutefois, le comte de Fuentes obtint des succès sur les frontières de la France. Il prit le Catelet, Doulens, le fort de Ham et Cambrai (1). Henri IV en déclarant la guerre à l'Espagne, avait assuré l'indépendance des Provinces-Unies (27 janvier 1595), qui se hasardèrent alors à proposer un accommodement à Philippe. Middelbourg fut le lieu désigné

(1) Consulter, à ce sujet, l'*Hist. de France pendant les guerres de religion*, par Ch. Lacroix, tom. III, liv. XII, pag. 223 à 228.

pour les négociations. Mais Maurice qui se sentait trop fort pour abandonner la guerre, désavoua la démarche des états, et les préliminaires furent rompus principalement à cause de la méfiance qu'on se montra de part et d'autre (1).

Heranguiers contraint, comme on l'a vu, de rendre Huy, s'était rejeté sur Lierre. Le gouverneur implora les secours d'Anvers; Gaspard de Mondragon accourut avec ses troupes, la ville fut délivrée (14 mars) mais en échappant à la confédération, Lierre ne redevint pas libre, les Anversois la prirent en tutelle.

La même année Philippe II perdit définitivement la Bourgogne qui fut rendue à la couronne de France par le maréchal de Biron (2).

#### § IV. ALBERT-LE-PIEUX (Février 1596 - septembre 1598).

Prince de l'église romaine à l'époque où nous sommes, nous verrons bientôt Albert abdiquer la pourpre pour épouser l'infante Isabelle, et échanger son surnom de *Pieux* contre des dignités plus mondaines.

Albert fils de Maximilien II et de Marie fille de Charles-Quint, naquit à Neustadt dans les derniers

(1) *Medalische Hist.*, pag. 62.

(2) *Hist. de France pendant les guerres de religion*, tom. III, liv. XII, pag. 217, 218.

jours de septembre 1559. A onze ans , il quitta le duché d'Autriche pour être conduit à la cour de Philippe II. Grégoire XIII dans l'intention sans doute d'être agréable au roi d'Espagne, le nomma cardinal lorsqu'il atteignait sa dix-huitième année (1). En 1589, Albert prit part à la guerre pour la succession du Portugal sous les ordres du duc d'Albe; enfin, en 1595, il fut choisi pour succéder à l'archiduc Ernest dans la souveraineté des Pays-Bas (2).

Albert-le-Pieux entra dans la capitale en février 1596, ramenant avec lui Charles Guillaume de Nassau, comte de Buren, fils du *Taoiturne*. Enlevé de l'université de Louvain et envoyé en Espagne par le duc d'Albe, le jeune comte prit à la cour de Madrid des habitudes et des mœurs totalement opposées à celles de sa famille, et il resta jusqu'à sa mort attaché à la cause espagnole.

La ligue n'existait plus. Mayenne fatigué de la protection dédaigneuse de l'Espagne avait fait ses soumissions à Henri IV (janvier 1596), et cependant, Philippe n'en continuait pas moins à infester de ses troupes et de ses généraux un territoire qu'il s'était habitué à considérer comme le sien. Albert, pour punir Henri de la protection qu'il accordait à Maurice, prend Calais (mars). Ardes (mai suivant), puis, regagnant la Flandre, il met le siège devant la ville

(1) Loyens, *Synop. Br. Duc.*, pag. 588, 589.

(2) M. Dewez, *Hist. Gén. de la Belg.*, tom. vi, ch. xx, pag. 306, dit qu'Albert, quoique cardinal et archevêque, ne fut point ordonné prêtre.



de Hulst (4 juillet) qui se rend le 8 août. Mais la nouvelle de l'alliance de l'Angleterre, de la France et des Provinces-Unies confondit le vainqueur, et la prise de Cadix par les Anglais sous les ordres de lord Effingham, Essex, Howard et Ralheig, tandis que le roi de France s'emparait de la Fère, fit en Espagne une triste diversion à la joie qu'inspiraient les succès du cardinal.

Maurice avait hâte de réparer la perte de Hulst. Au commencement de l'année suivante, il soumet Turnhout (24 janvier 1595) et tue le général Waras qui y commandait. Mais un autre Espagnol, Hernando-Tello de Porto-Carrero occupe Amiens par surprise (11 mars). Cette facile conquête fut reprise à Hernando dans le courant de l'année par Henri IV, tandis que Maurice dans l'intervalle d'un mois forçait neuf places : Rinberg, Meurs, Groll, Oldensel, Liſſighen, etc. (avril) (1).

Henri IV en rentrant dans Amiens brisait les dernières illusions de Philippe. Accablé par l'âge et la mauvaise fortune, battu par la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies, le vieux monarque voulut, cédant peut-être au remords, éteindre avant de descendre dans la tombe, l'incendie qui avait embrasé tout son règne. Autour de lui un besoin général de paix se faisait sentir. En France, on publiait l'édit de Nantes (avril 1598), et ce fut au

(1) *Medaliſche Hist. der Republyk van Holland*, pag. 73<sup>re</sup>.

milieu des préliminaires de la paix de Vervins conclue le 2 maisuivant, que Philippe manda le cardinal en Espagne en lui faisant part du projet qu'il avait de l'unir à l'infante Isabelle, et de constituer à son profit, en apanage indépendant de la couronne d'Espagne, les dix-sept provinces des Pays-Bas (1).

Albert après avoir déposé le chapeau et la pourpre à Notre-Dame de Hal, quitta Bruxelles dans les premiers jours du mois de septembre 1598 accompagné du comte de Buren, et reçut en route la nouvelle de la mort de Philippe II (2).

#### § V. LE CARDINAL ANDRÉ D'AUTRICHE (Septembre 1598-septembre 1599).

Le cardinal André était fils de Ferdinand comte de Tyrol et frère de Maximilien II. Sa lieutenance générale passerait inaperçue dans l'histoire, s'il n'avait eu sous ses ordres l'amiral D. Francisco de Mendosa qui se signala par la prise de plusieurs villes et par ses incursions dans la Westphalie et le pays de Clèves; et s'il n'eût fait élever à la jonction du Vaa-hal et de la Meuse sur l'une des pointes de l'île de

(1) Consulter à ce sujet M. Dewez, *Hist. Gén. de la Belgique*, tom. VI, ch. XX, pag. 206 à 210. Il entre dans des détails assez circonstanciés.

(2) Voir pour les faits historiques contenus dans ce § et qui ont rapport à la France, l'*Hist. de France pendant les guerres de religion*, tom. III, liv. XII, pag. 237 à 250.

**Bommel, un fort auquel il donna son nom (1).**

Cependant, Philippe avait résolu de pourvoir à l'union simultanée de ses deux enfans. Il destinait Marguerite d'Autriche fille de l'archiduc Charles, frère de Maximilien II, à son fils Philippe, et l'infante, à l'archiduc gouverneur des Pays-Bas. Albert trouva Marguerite à Venise, et tous deux se rendirent à Ferrare où Clément VIII célébra le double mariage et fit don à l'archiduc de la rose d'or consacrée (novembre 1598). Arrivés à Milan le 30 du même mois, les princes attendirent le printemps pour se rendre en Espagne, et les fêtes eurent lieu à Valence où était accouru Philippe III impatient de voir sa fiancée (avril 1599). Rien de plus pompeux que ces réjouissances qui durèrent huit jours. Le nouveau roi d'Espagne créa à cette occasion l'archiduc Albert chevalier de la Toison d'Or (2).

Philippe II n'était plus : il avait rendu le dernier soupir au milieu d'une lente et douloureuse agonie (13 septembre 1598). Maudit, exécré, il emporta dans sa tombe la grandeur espagnole et les anathèmes d'une génération qu'il avait contristée pendant près d'un demi siècle. Philippe eut quatre femmes : Marie fille de Jean III roi de Portugal qui lui donna Don Carlos qu'il fit assassiner dans sa prison ; Marie d'Angleterre morte sans postérité ; Elisabeth de Valois

(1) Dewez, *Hist. Gén. de la Belgique*, tom. vi, ch. xi, pag. 325 à 328. — Loyens, pag. 542.

(2) Loyens, *Synop. Br. Duc.*, pag. 543.

qu'on l'accuse d'avoir empoisonnée et dont il eut deux filles, l'infante Isabelle, et Catherine mariée à Charles-Emmanuel duc de Savoie; enfin, il épousa en dernières noces avec la dispense du pape, Anne d'Autriche, fille de Maximilien II, qui mit au monde trois fils et une fille. Philippe III survécut seul à son père (1).

Quoiqu'il en soit, le retour des archiducs était impatiemment attendu par le cardinal André qui se voyait d'un côté menacé par Maurice, de l'autre prêt à être abandonné par des troupes qui réclamaient leur solde et qu'il était dans l'impuissance de satisfaire. Albert et Isabelle pour calmer l'effervescence prête à renaître dans un pays que Philippe II a fait leur apanage, quittent l'Espagne et traversant l'Italie, la Suisse, l'Alsace, la Lorraine et le Luxembourg, arrivent à Namur (fin d'août 1599). Après quelques jours de repos, ils font leur entrée à Bruxelles au mois de septembre. Le cardinal André débarrassé de la lieutenance générale qui lui avait été si lourde, se hâta de faire voile pour l'Espagne dont l'heureux ciel lui promettait des jours plus calmes.

---

(1) Loyens, *Synop. Br. Duc.*, pag. 541.

## CHAPITRE XVII.

### L'ARCHIDUC ALBERT ET L'INFANTE CLAIRE-ISABELLE- EUGÉNIE.

1599-1633.

**SOMMAIRE.** — Caractère des archiducs. — Division de leur règne. — § I. (Septembre 1599. — Avril 1609). — Bataille de Nieupoort. — Siège d'Ostende, — Succès de Spinola au-delà du Rhin. — Victoire navale de Gibraltar. — Ouverture des négociations pour la paix. — Trêve de douze ans. — § II. (Avril 1609. — Juillet 1621). — Guerre de la succession de Clèves. — Jacques I<sup>er</sup> rend aux états les forts engagés à la reine Élisabeth. — Querelles religieuses aux Provinces-Unies. — Les Arminiens et les Gomaristes. — Synode de Dordrecht. — Arrestation et supplice d'Olden-Barneveld. — Mort d'Albert. — § III. (1621-1633). — Dernières années du règne de Maurice. — Rappel de Spinola en Espagne. — Succès de Frédéric-Henri. — Mort de l'infante. — Résumé.

---

Le caractère des archiducs a été diversement apprécié ; leur administration, fort longue, relativement à



celles de leurs prédécesseurs, ne présente que peu d'événemens remarquables, et si les noms d'Albert et d'Isabelle rappellent aujourd'hui encore, de doux souvenirs, c'est que ces deux princes eurent le bonheur de vivre à une époque où la guerre était devenue une insupportable charge pour tous ceux qui la soutenaient, que soit humanité, soit faiblesse de cœur, ils firent aux états de Hollande des concessions que d'autres peut-être auraient refusées, et qu'ils déterminèrent ainsi une paix qui n'était pas moins nécessaire aux Provinces-Unies qu'à la Belgique. — « Les Pays-Bas espagnols respirèrent sous ces nouveaux souverains dont l'administration fut douce quoique peu éclairée (1). »

Le règne des archiducs peut se diviser en trois parties : la première, depuis leur arrivée aux Pays-Bas jusqu'à la trêve de douze ans ; la seconde, depuis la conclusion de cette trêve jusqu'à la mort d'Albert ; la troisième, depuis la mort d'Albert jusqu'à celle de l'infante. Les faits qui signalent ces diverses parties seront facilement esquissés, si on les débarrasse des nombreux détails dans lesquels ils s'obscurcissent ou se perdent.

§ I. (Septembre 1599-avril 1609). — Maurice gagnait trop à la guerre pour ne point la continuer avec vigueur, et les archiducs arrivaient à peine aux

(1) *Résumé de l'Histoire des Pays-Bas*, par le baron de Reiffenberg, tom. 1, pag. 223.

**Pays-Bas**, que déjà il s'était emparé des forts de Crèveœur et de Saint-André. Albert voulut se venger, mais la fortune trahit ses armes, il fut battu sous les murs de Nieuport (2 juillet 1600) dont Maurice faisait le siège depuis un mois, et après une année employée à réunir ses forces et à combiner ses ressources, il vint cerner Ostende (5 juillet 1601), tandis que le stadhouder reprenait Reinberg. Ce célèbre siège d'Ostende où tous les moyens tactiques furent épuisés de part et d'autre, dura trois ans deux mois et dix-sept jours, la ville ne se rendit au marquis de Spinola que le 22 septembre 1604 (1); trois semaines environ auparavant, le même général avait perdu l'Ecluse (19 août). Cette brillante victoire d'Albert fut suivie d'un traité de paix entre l'Espagne, l'Angleterre et les archiducs (2). « Peu après, la compagnie des Indes-Orientales fondée en 1602, enleva aux Portugais les îles Moluques (1605) (3). » — Spinola transportant la guerre au-delà du Rhin, prit Lingén, Oldensel, etc.; Maurice de son côté réduisit Wouda, et les troupes de l'archiduc entrèrent dans Wachtendonck; enfin, chaque parti eut sa part de succès, prit et perdit des

(1) M. Michelet, *Tableaux Synch.*, place à tort la reddition d'Ostende au 19 septembre.

(2) Dewez, *Hist. Gén. de la Belgique*, tom. vi, ch. xxi, pag. 353.

(3) *Résumé de l'Hist. des Pays-Bas*, par le baron de Reiffenberg, tom. 1, pag. 223.

viles. — « Mais un coup terrible dont l'Espagne fut frappée par les marins hollandais fit pâlir son orgueil. L'amiral hollandais Jacques Heemskerke avec une flotte de vingt-six vaisseaux, ne craignit pas d'attaquer une flotte de trente six vaisseaux espagnols à l'entrée du port de Gibraltar et sous le canon de cette forteresse. Favorisés par les vents, les Hollandais s'avancèrent sans tirer un coup de canon; les deux vaisseaux amiraux se trouvèrent en présence. Dès l'approche, Heemskerke eut la jambe emportée d'un boulet, mais il n'en continua pas moins à donner les instructions pour l'attaque, et mourut aux cris de victoire qui s'élevaient de son bord (1). » — (Avril 1607).

L'Espagne humiliée demanda la paix. Le faible Philippe III était en tutelle sous le duc de Lerma, et les Provinces-Unies osèrent dicter des conditions aux vaincus de la veille. Des conférences furent ouvertes; elles durèrent deux ans, sans cesse entravées ou interrompues par des intrigues et des prétentions réciproques. Maurice que le stadhouderat plaçait trop près du pouvoir suprême pour qu'il ne l'ambitionnât point, refusait une pacification qui anéantissait ses vues; Henri IV qui, en fait de politique étrangère n'était peut-être pas aussi libéral qu'en matière d'administration intérieure, voyait avec inquiétude grandir la fédération toute puis-

(1) *Hist. de France pendant les guerres de religion*, par Ch. Lacretelle, tom. III, liv. XV, pag. 391.

santé des Provinces-Unies. Les mêmes motifs pour lesquels Maurice repoussait la paix, faisaient désirer la continuation de la guerre à Henri IV ; l'un voulait rester maître ; l'autre, réduire le fier républicanisme des états aux formes monarchiques de la vieille Europe. Mais l'Espagne, les archiducs et l'Angleterre souhaitaient également la paix. En France, le président Jeannin était opposé au système de son roi ; en Hollande, l'avocat général Olden-Barneveld qui, après avoir contribué à la grandeur de Maurice, s'indignait de le voir aspirer au despotisme, convertit les provinces à ses sentimens pacifiques et enfin, après de longues transactions et les efforts multipliés du franciscain Neyen, du greffier Aertsens, de l'audiencier Werreicken et du jésuite Ignace Brisuela, confesseur de l'archiduc, une trêve de douze ans fut signée à Anvers le 9 avril 1609 (1). Cette trêve renfermait trente-huit articles ; les états généraux y firent stipuler préalablement leur indépendance, et se firent accorder la liberté de commerce dans les Indes sur le même pied que l'Espagne et l'Angleterre (2).

« Ce fut ainsi, qu'au milieu du système monarchi-

(1) Ch. De Rotteck, *Hist. Univ.* tom. VII, § 1, pag. 202. — M. Ch. Lacroix, *Hist. de France pendant les guerres de religion*, tom. III. liv. XV, pag. 392, est dans l'erreur, quand il place la conclusion de cette trêve au mois de juin 1609.

(2) Voir cette trêve dans Loyens, *Synop. Du. Br.*, pag. 581 à 587.

que de l'Europe, on vit se fonder une république, qui se trouva, dès son berceau, liée à tous les intérêts de la politique générale. Elle-même était parvenue à ce résultat important sans avoir pu le prévoir; sa constitution intérieure s'était formée, non point d'après un plan uniformément conçu, mais suivant les nécessités des premiers momens; en sorte qu'il était tout simple qu'elle présentât de nombreuses irrégularités. La grande supériorité de la province de Hollande, servit à couvrir l'imperfection de son système fédératif (1). »

§ II. (Avril 1609-juillet 1621). La mort de Guillaume duc de Clèves, de Juilliers et de Berg, arrivée un mois avant la conclusion de la trêve, fut un nouveau sujet de guerre pour ces populations turbulentes et toujours prêtes à courir aux armes. « La querelle pour cet héritage s'engagea d'abord entre la Saxe, le Brandebourg et le Palatinat de Neubourg; les deux derniers ne tardèrent pas à se mettre en possession, et ils la conservèrent à la suite de leur traité de partage, signé le 12 novembre 1614 (2).

En Angleterre, Jacques I<sup>er</sup> qui avait succédé à Elisabeth, élevait des prétentions du chef des sommes avancées par la reine, alors que Leicester était allé au secours de la confédération. Les états désin-

(1) Heeren, *Manuel Historique*, tom. 1, pag. 123.

(2) Heeren, *Man. Hist.*, tom. 1, pag. 138, 139. — Cette querelle qui a traversé toute la guerre de Trente Ans n'est point encore terminée aujourd'hui.



téressèrent le monarque qui rendit les forts engagés (1615).

Les Provinces-Unies respiraient à peine , que déjà des discordes intérieures se fomentaient au milieu d'elles , et que de déplorables événemens étaient sur le point de s'accomplir. Dans un pays habitué depuis plus de quarante ans à considérer la Réforme comme la sauve-garde de ses libertés , il n'était pas douteux que les premières tentatives que feraient les hommes sages pour redresser les nombreuses erreurs de Calvin seraient réputées des crimes. Deux professeurs de l'université de Leyde, Arminius et Gomarus, provoquèrent la catastrophe qui devait se terminer par la mort d'Olden-Barneveld. Arminius se posa l'antagoniste de Calvin sur la prédestination absolue , doctrine désespérante qui fait Dieu l'auteur du péché et enlève à l'homme le libre arbitre du bien ou du mal ; Clément Martenson , ministre de Hoorn, avait déjà essayé de renverser ce système. Gomarus soutint la thèse contraire , et il eut pour lui la majorité du peuple jaloux d'une indépendance qui lui avait coûté si cher et Maurice qui ne cherchait qu'un prétexte pour se débarrasser de Barneveld , parce qu'il avait contrarié ses vues lors des négociations de la trêve, et qu'il partageait l'opinion d'Arminius. Deux partis se formèrent, Arminiens et Gomaristes : les premiers, accusés de détruire la Réforme, présentèrent aux états-généraux une adresse qui leur valut le nom de *Remontrants*. Le stadhouder usa dans ces circonstances d'une rigueur inouïe. Tous les magistrats arminiens

furent déposés , et on arrêta Olden-Barneveld , Hoogherbeets pensionnaire de Leyde et Grotius (Hugues de Groot) pensionnaire de Rotterdam. Alors, s'assemble le fameux synode de Dordrecht concile de Trente de la Hollande (novembre 1618); le procès de Barneveld est instruit par des juges vendus ou égarés, et le 13 mai 1619, l'avocat-général intègre, le vieillard septuagénaire auquel Maurice doit son élévation et les Provinces-Unies leur affranchissement, porte sa tête sur l'échafaud, victime de son dévouement à son pays , et martyr de ses convictions. Hoogherbeets et Grotius condamnés à une prison perpétuelle , furent enfermés dans le château de Lowestein : Grotius en fut tiré par l'ingénieuse tendresse de sa femme. — « Le 29 mai de la même année , le synode tint sa dernière session. Il coûta un million de florins. Les états approuvèrent les canons et confirmèrent la sentence qu'il avait prononcée contre les *remonstrans* (1). » — Mais l'ingratitude et la barbarie de Maurice ensanglantèrent ses dernières années. René et Guillaume, fils de Barneveld, avaient conspiré pour venger sur la personne du stadhouder la mort ignominieuse de leur père. Surpris avant l'accomplissement de leur dessein , Guillaume et ses complices

(1) Baron de Reiffenberg , *Résumé de l'Hist. des Pays-Bas*, tom. I, pag. 228. — Les prédicateurs Scholten et Brumelkamp en but aujourd'hui aux persécutions des tribunaux hollandais et au courroux du roi Guillaume, appartiennent au système d'Arminius dont ils demandent la libre confession.

trouvèrent leur salut dans la fuite ; René moins heureux demeura en otage entre les mains du bourreau , et la même hache qui avait tranché la tête de Barneveld , fit tomber celle de son fils.

Philippe-Guillaume de Nassau , comte de Buren , meurt à Bruxelles le 20 février 1618 : Maurice hérite de sa principauté d'Orange.

La trêve expirait le 21 mai 1621. Vainement les archiducs essayèrent de la métamorphoser en une paix durable , en demandant aux états la réunion des dix-sept provinces sous le protectorat despotique de l'Espagne : la mort de Philippe III (31 mars 1621), et celle d'Albert (13 juillet suivant), mirent un terme à cette absurde négociation.

§ III. (1621-1633). — La sévérité dont étaient empreints les derniers actes de la vie de Maurice , lui aliénaient progressivement les sympathies des provinces. Spinola sut mettre à profit cette décroissance de popularité, et les armes de l'Espagne, jusqu'à malheureuses , obtinrent de brillans succès. Ce retour de fortune ne contribua pas peu à abrégier l'existence de Maurice qui , après avoir inutilement imploré les secours des rois de France , d'Angleterre , de Suède et de Danemarck , mourut de chagrin le 23 avril 1625 (1). Il eut pour successeur son frère Frédéric-Henri, né du dernier mariage de Guillaume avec la fille de Coligny.

(1) Loyens , *Synop. Br. Duc.* , pag. 604.

Le rappel d'Ambroise Spinola en Espagne (janvier 1628) après la conquête de Bréda, en interrompant ses victoires, rendit l'espérance à Frédéric-Henri qui prit Bois-le-Duc (14 septembre 1628), livra le 12 septembre 1631 la bataille navale de Berg-op-Zoom où fut entièrement mise en déroute la flotte de l'infante sous les ordres du marquis de Santa-Cruz, s'empara de Venloo, attira dans son parti Henri, comte de Berg, et réduisit Maestricht après un siège opiniâtre, le 22 août 1632 (1). La prise de Reinberg par les troupes des états, et l'arrivée à Bruxelles du duc d'Orléans, frère de Louis XIII, qui soutenait ouvertement la cause de la reine-mère contre le cardinal de Richelieu, signalèrent l'année suivante qui fut la dernière du règne d'Isabelle.

L'infante Claire-Isabelle-Eugénie mourut à Bruxelles dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre 1633, à l'âge de 68 ans.

Le caractère général de cette seconde période s'explique par les faits principaux qu'elle renferme : la Réforme, la lutte entre l'Angleterre et l'Espagne, entre l'Espagne et la France. A mesure que la politique européenne se perfectionne, que Philippe II enseigne l'art des subtilités diplomatiques, Guillaume d'Orange, le prince de Parme, Henri IV et Maurice, celui de la guerre et des sièges ; à mesure que la puissance de la Grande-Bretagne s'accroît, que

(1) Michelet, *Tableaux Synch.* — Voir aussi Loyens, *Synop. Br. Duc.*, pag. 614 à 616. Dewez, *Hist. Gén. de la Belg.*, tom. vi et vii.

l'intervention indirecte de la France détrône aux Pays-Bas la puissance méconnue de l'Espagne, que les Provinces-Unies se fondent en une république indépendante, opposée d'institutions et de croyance aux dix provinces du midi, la Belgique descend de ce haut degré de splendeur où l'avaient placée les ducs de Bourgogne de la seconde branche. La perte de la bataille de Gembloux la rend instrument passif des volontés de Philippe II, car son féodalisme n'a pu survivre à la hache du duc d'Albe, car sa noblesse s'est perdue par inertie et par égoïsme, car Hembyse et Rhyove ont donné les derniers exemples de la puissance bourgeoise improvisée au milieu des villes par des chefs populaires. Après la mort de Charles-Quint, la principauté des Pays-Bas outrée des rigueurs de l'inquisition, devient un embarras pour l'Espagne qui a trop d'amour-propre pour l'abandonner, et pas assez de force pour la tenir en respect : Philippe II n'ose y revenir; Philippe III son souverain de nom, ne l'est jamais de fait; Philippe IV, faible et inhabile comme son père, comme lui, gouverné par un favori, le duc d'Olivarès, maintient la régence à l'infante veuve d'Albert, mais disgracie Spinola, peut-être parce qu'il est victorieux. Enfin, la torpeur la plus absolue règne au sein des cités flamandes, tandis qu'en Allemagne s'allume la guerre de Trente-Ans, et qu'en France, la forte main de Richelieu saisit les rênes du pouvoir pour créer un nouveau système d'équilibre, changer l'aspect politique de l'Europe et provoquer peut-être, par sa haine contre



**l'Espagne, par les guerres et les traités qui en furent la suite, cette révolution brabançonne que verra éclore la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand les Pays-Bas seront revenus à la maison d'Autriche.**

# PRÉCIS

DE

## L'HISTOIRE MODERNE.

---

*Troisième Période.*

(1648-1789).

PREMIÈRE PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE. — 1648-1715.

---

### CHAPITRE XVIII.

TROUBLES SOUS MAZARIN. COMMENCEMENT DE COLBERT. LOUIS XIV.

1643-1661.

Administration de Mazarin. — Bataille de Rocroy, 1643. Victoires de Condé; traité de Westphalie, 1648. — La Fronde, 1648-53. — Traité des Pyrénées, 1659. — Louis XIV gouverne par lui-même, 1661. Administration de Colbert.

---

Lamort de Richelieu fut une délivrance pour tout le monde. On respira. Le peuple fit des chansons. Le Louis XIV. 1643.

Mazarin.

roi les chanta lui-même , tout mourant qu'il était. Sa veuve , Anne d'Autriche , fut régente au nom du nouveau roi, Louis XIV , alors âgé de six ans. La France après Richelieu et Louis XIII se trouvait , comme après Henri IV , sous une molle main de femme qui ne savait résister ni retenir. Il n'y avait plus , dit un contemporain , que trois petits mots dans la langue française : « La reine est si bonne ! » Le Concini de cette nouvelle Marie de Médicis fut un Italien de beaucoup d'esprit, le cardinal Mazarin. Son administration, aussi déplorable au-dedans que glorieuse au-dehors , fut troublée par la ridicule révolution de la Fronde , et couronnée par les deux traités de Westphalie et des Pyrénées ; le premier est resté la charte diplomatique de l'Europe jusqu'à la révolution française. Le bien, le mal, c'était également l'héritage de Richelieu. Richelieu avait tendu à l'excès le ressort du gouvernement ; il se détendit tout naturellement sous Mazarin. Richelieu , ayant à rendre chaque jour quelque combat à mort, avait vécu en finances d'expédiens tyranniques. Il avait mangé le présent , l'avenir même en tuant le crédit. Mazarin , recevant les choses en cet état , augmenta le désordre, laissa prendre et prit lui-même. Il laissait à sa mort deux cents millions de biens. Il avait toutefois trop d'esprit pour ne passentir le prix de l'ordre. Au lit de la mort , il dit à Louis XIV , qu'il croyait s'acquitter de tout envers lui, en lui donnant Colbert. Du reste , une partie de cet argent volé fut employé honorablement. Il envoya Gabriel Naudé par toute

l'Europe pour acheter à tout prix des livres précieux; il forma ainsi son admirable *bibliothèque Mazarine*, et il l'ouvrit au public. Ce fut la première bibliothèque publique à Paris. En même temps il faisait donner à Descartes, retiré en Hollande, une pension de mille écus, qu'il lui fit payer exactement.

Le nouveau règne fut inauguré par des victoires. L'infanterie française prit pour la première fois sa place dans le monde par la bataille de Rocroy [1643]. Rocroy. 16. Cet événement est bien autre chose qu'une bataille, c'est un grand fait social. La cavalerie est l'arme aristocratique, l'infanterie l'arme plébéienne. L'apparition de l'infanterie est celle du peuple. Chaque fois qu'une nationalité surgit, l'infanterie apparaît. Tel peuple, telle infanterie. Depuis un siècle et demi que l'Espagne était une nation, le fantassin espagnol régnait sur les champs de bataille, brave sous le feu, se respectant lui-même, quelque déguenillé qu'il fût, et faisant partout respecter le *senor soldado*; du reste, sombre, avare et avide, mal payé, mais sujet à patienter en attendant le pillage de quelque bonne ville d'Allemagne ou de Flandre. Ils avaient juré au temps de Charles-Quint, « par le sac de Florence » ; ils avaient pillé Rome, puis Anvers, puis je ne sais combien de villes des Pays-Bas. Parmi les Espagnols, il y avait des hommes de toutes nations, surtout des Italiens. Le caractère national disparaissait. L'esprit de corps, et le vieil honneur de l'armée les soutenait encore, lorsqu'ils furent portés par terre à la bataille de Rocroy. Le soldat qui prit leur place, fut le sol-

dat français , l'idéal du soldat , la fougue disciplinée. Celui-ci , loin encore à cette époque de comprendre la patrie , avait du moins un vif sentiment du pays. C'était une gaillarde population de fils de laboureurs , dont les grands-pères avaient fait les dernières guerres de religion. Ces guerres de partisans , ces escarmouches à coups de pistolet , firent toute une nation de soldats ; il y eut dans les familles des traditions d'honneur et de bravoure. Les petits-fils , enrôlés , conduits par un jeune homme de vingt ans , le grand Condé , forcèrent à Rocroy les lignes espagnoles , enfoncèrent les vieilles bandes aussi gaîment que leurs descendants franchirent , sous la conduite d'un autre jeune homme , les ponts d'Arcole et de Lodi.

Depuis Gustave-Adolphe , la guerre s'était inspirée d'un plus libre génie. On croyait moins à la force matérielle , davantage à la force morale. La tactique était , si je puis dire , devenue spiritualiste. Dès qu'on sentait le dieu en soi , on marchait , sans compter l'ennemi. Il fallait en tête un homme audacieux , un jeune homme qui crût au succès. Condé à Fribourg jeta son bâton dans les rangs ennemis ; tous les Français coururent le ramasser.

Traité de  
Vestphalie.  
1648.

La victoire engendre la victoire. Les lignes de Rocroy forcées , la barrière de l'honneur espagnol et allemand fut forcée pour jamais. L'année suivante [1644] , l'habile et vieux Mercy laisse emporter les lignes de Thionville , Condé prend Philipsbourg et Mayence , la position centrale du Rhin. Mercy est de nouveau battu , et complètement , à Nordlingue



[1645]. En 1646, Condé prend Dunkerque , la clé de la Flandre et du détroit. Enfin , le 20 août 1648, il gagne dans l'Artois la bataille de Lens. Le 24 octobre fut signée la paix de Westphalie. Condé avait simplifié les négociations.

Ces cinq années de succès inouis furent fatales au bon sens de Condé. Il ne se douta pas du peuple qui avait gagné ses victoires , il les prit pour lui-même , et tout le monde , il est vrai , pensait comme lui. Voilà ce qui lui fit jouer dans la Fronde ce rôle de matamore , de héros de théâtre ; puis trompé , désempointé , impuissant et ridicule , il se fâcha , passa à l'ennemi ; mais il fut battu , dès qu'il ne commanda plus à des Français.

Condé.

L'année même de ce glorieux traité de Westphalie , qui terminait la guerre européenne et donnait l'Alsace à la France , éclata la plus ridicule des révolutions. La *Fronde* (cette guerre d'enfans , nommée fort bien du nom d'un jeu d'enfant) fut sans doute comique dans ses événemens , mais bien plus dans son principe : c'était au fond , la révolte des légistes contre la loi. Le parlement s'arma contre l'autorité royale , dont il procédait. Il prit pour lui le pouvoir des états-généraux , et se prétendit le délégué de la nation qui n'en savait rien. C'était le temps où le parlement d'Angleterre , véritable parlement dans le sens politique du mot , coupait la tête à son roi [1649]. En récompense a populace de Naples se faisait un roi d'un pêcheur [Mazaniello , 1648]. Notre parlement composé de gens de loi qui achetaient leur charge n'en voulait pas

La Fronde.

à la dynastie, à la royauté, mais seulement au pouvoir royal. Leur conduite depuis deux siècles ne faisait prévoir rien de semblable. Ils avaient montré pendant les guerres de religion beaucoup de frayeur et de docilité. Favorables pour la plupart aux idées nouvelles, ils avaient pourtant enregistré la Saint-Barthélemy. Sous Richelieu, même docilité; les parlements lui avaient fourni des commissions pour ses justices sanguinaires, et n'en avaient pas moins été maltraités, violentés, interdits [Paris 1635, Rouen 1640]. Ils portaient alors la tête bien basse. Quand ils la relevèrent, qu'ils la sentirent encore sur leurs épaules, et virent que le maître était bien mort, ils se sentirent braves, ils parlèrent haut. Ce fut une gaie et vive échappée d'écoliers entre deux maîtres sévères, entre Richelieu et Louis XIV, entre la violence et la force.

Molé.

Retz.

Dans cette tragi-comédie, les plus amusantes figures après celles du *Mars français*, comme on appelait Condé, ce sont les chefs opposés des deux partis du parlement : l'immobile président Molé, simple barre de fer, qui ne mollissait contre aucun homme, ni aucune idée; d'autre part, la mobilité elle-même personnifiée dans le coadjuteur, le fameux cardinal de Retz. Ce pétulant jeune homme avait commencé par écrire à dix-sept ans une histoire de la conjuration de Fiesque; puis, pour joindre la pratique à la théorie, il était entré dans une conjuration contre le cardinal de Richelieu. Sa joie était de s'entendre appeler le petit Catilina. Quand il entra au sénat parisien,

il laissait passer un poignard de sa poche. Ayant lu que César avait eu des dettes, il eut des dettes. Comme César, il a laissé des commentaires. Il ne lui manquait que Pharsale.

L'extrême misère du peuple ne permettant guère de nouvel impôt, Mazarin vivait de ressources fortuites, de vexations. Son surintendant des finances, Émeri, autre Italien, ayant retranché quatre années de traitement aux compagnies souveraines en compensation d'un droit onéreux, il exempta le parlement. Le parlement ne voulut pas être exempté seul, et refusa l'enregistrement des édits. Il déclara son *union* avec les compagnies souveraines, en invitant les autres parlemens à y accéder [13 mai, 15 juin 1648]. Mazarin crut frapper un grand coup en faisant arrêter quatre conseillers, pendant qu'on apportait dans Notre-Dame les drapeaux pris à la bataille de Lens, et qu'on chantait le *Te Deum*. Ce fut le commencement de l'insurrection. Des quatre prisonniers, le plus cher au peuple était un vieux conseiller imbécille, qui plaisait par sa rudesse et ses beaux cheveux blancs. Il s'appelait Broussel. Le peuple s'ameute devant sa porte. Une vieille servante pérore. Peu à peu le bruit gagne. Cent mille âmes se mettent à crier : « Liberté et Broussel ! »

Les princes, les grands, le parlement, le petit peuple, tout le monde se trouve d'accord contre le Mazarin. La reine est obligée de sortir de Paris avec son fils enfant. Ils couchent à Saint-Germain sur la paille. C'était un mauvais temps pour les rois. La

La cour à St.  
Germain.

reine d'Angleterre réfugiée à Paris, restait l'hiver au lit, faute de bois. Cependant le parlement lève des troupes, les procureurs montent à cheval, chaque porte cochère fournit un laquais armé. Le vicomte de Turenne, qui était de cette intrigante maison de Bouillon, croit le moment venu de recouvrer Sedan, et se fait un instant le général de la Fronde. Cet homme, froid et grave, faisait aussi en cela sa cour à madame de Longueville; tout général, tout chef de parti, tout vrai héros de roman ou d'histoire, devait alors nécessairement avoir une dame de ses pensées, et être amoureux,

**Arrestation  
des princes.  
1650.** Les Espagnols, qui entrèrent en France pour profiter de cette crise [1649], réconcilièrent un moment les deux partis par la crainte. Condé, jusque là resté fidèle à la cour, sentit qu'on ne pouvait se passer de lui, et devint d'une exigence insupportable. C'est alors que fut créé pour lui et les jeunes gens qui l'entouraient le nom de *petits maîtres*. Il se faisait marchander par les deux partis en même temps; il fallut l'arrêter [1650]. Ce fut un prétexte pour Turenne, qui venait de passer aux Espagnols, et qui déclara combattre pour sa délivrance. Le parti des princes, celui des frondeurs, se trouvant unis et soutenus de l'Espagne, Mazarin dut céder. Il se mit de côté, laissa passer l'orage; l'année suivante il revint, gagna Turenne, et essaya en vain de ramener le roi dans Paris [combat de la Porte Saint-Antoine, 1652]. Un an de plus, et la lassitude des partis étant devenue complète, ce furent les Parisiens eux-mêmes qui

pressèrent le roi de revenir [1653]. Les frondeurs s'étouffaient dans les antichambres de Mazarin. Condé et les Espagnols furent battus par l'armée royale, alors commandée par Turenne. Mazarin, s'alliant sans scrupule avec la république d'Angleterre, avec Cromwell, accabla les Espagnols. Turenne gagna sur eux la bataille des Dunes [1658], qui donna Dunkerque à l'Anglais, et à la France la paix des Pyrénées [1659]. Le traité de Westphalie lui avait garanti ses barrières de l'Artois, de l'Alsace et du Roussillon ; celui des Pyrénées lui donna de plus Gravelines, Landrecy, Thionville, Montmédy. Le jeune roi de France épousa l'infante avec cinq cent mille écus de dot qui ne furent point payés. L'infante renonçait à toute succession aux états d'Espagne. Mazarin ne disputa pas ; il prévint ce que vaudraient les renonciations [1659].

Traité  
des Pyrénées  
1659.

Il y eut alors le plus complet triomphe de la royauté, le plus parfait accord du peuple en un homme, qui se soit trouvé jamais. Richelieu avait brisé les grands et les protestans ; la Fronde avait ruiné le parlement en le faisant connaître. Il ne resta debout sur la France qu'un peuple et un roi. Le premier vécut dans le second ; il ne pouvait vivre encore de sa vie propre. Quand Louis XIV dit : « L'État, c'est moi, » il n'y eut dans cette parole ni enflure, ni vanterie, mais la simple énonciation d'un fait.

Le jeune Louis était tout-à-fait propre à jouer ce rôle magnifique. Sa froide et solennelle figure plana cinquante ans sur la France avec la même majesté. Dans les trente premières années, il siégeait huit heu-

Louis XIV



res par jour aux conseils, conciliant les affaires avec les plaisirs, écoutant, consultant, mais jugeant lui-même. Ses ministres changeaient, mouraient; lui, toujours le même, il accomplissait les devoirs, les cérémonies, les fêtes de la royauté, avec la régularité du soleil qu'il avait choisi pour emblème.

Colbert.

L'une des gloires de Louis XIV, c'est d'avoir gardé vingt-deux ans pour ministre, l'un des hommes qui ont fait le plus pour la gloire de la France; je parle de Colbert. C'était le petit-fils d'un marchand de laine de Reims, à l'enseigne du *Long-vêtu*; un esprit quelque peu pesant et dur, mais solide, actif, invincible au travail. Il réunissait les attributions de l'intérieur, du commerce, des finances, celles même de la marine qu'il plaça entre les mains de son fils; il ne lui manquait que les ministères de la guerre et de la justice pour être roi de France. La guerre était dirigée [depuis 1666] par Louvois, exact, violent, farouche administrateur, dont l'influence balançait celle de Colbert. Louis XIV semblait placé entre eux, comme entre son bon et son mauvais génie; et toutefois, l'un et l'autre étaient nécessaires; à eux deux, ils formèrent l'équilibre du grand règne (1).

---

(1) *Administration de Louis XIV.*

*Finances.* Développement de la richesse nationale sous le ministère de Colbert, 1661-1683. Réglemens multipliés. Encouragemens donnés aux manufactures (draps, soieries, tapisseries, glaces, etc.) 1664-1680, Canal du Languedoc. Embellissemens de Paris. 1698, Description du royaume.

Lorsque Colbert entra aux affaires, en 1661, les impôts étaient de quatre-vingt-quatre millions, et le roi en touchait à peine trente-deux. En 1670, malgré les guerres, il avait élevé le revenu à soixante-dix millions. Sa première opération financière, la réduction des rentes, donna une grave atteinte au crédit. Ses réglemens industriels furent singulièrement vexatoires et tyranniques. Mais il porta sur le commerce le regard le plus éclairé. Il créa des comités consultatifs de marchands, établit des entrepôts francs, fit des

---

—1660, Entraves mises au commerce des grains. 1664, Retranchement des rentes. Vers 1691, dérangement des finances. 1695, Capitation. 1710, Dixième et autres impôts. 1715, La dette monte à deux milliards six cents millions. — *Marine*. Nombreuse marine marchande. Cent soixante mille marins. 1672, Cent vaisseaux de guerre. 1681, Deux cent trente. 1692, Premier échec à la Hogue. — *Guerre*. 1666. 1691, Ministère de Louvois. Réforme militaire. Uniformes. 1667, Établissement des haras. 1671, Usage des baïonnettes. Compagnies de grenadiers. Régimens de bombardiers et de hussards. Corps des ingénieurs. Écoles d'artillerie. 1688, Milices. Service régulier des vivres. — Invalides. 1693, Ordre de Saint-Louis. — L'armée monte jusqu'à quatre cent cinquante mille hommes. — *Législation*. 1667, Ordonnance civile. 1670, Ordonnance criminelle. 1673, Code de commerce. 1685, *Code Noir*. Vers 1663, répression du duel. — *Affaires de religion*. Querelles du jansénisme, qui se prolongent pendant tout le règne de Louis XIV. 1648-1709, Port-Royal-des-champs. 1661, Formule rédigée par le clergé de France. 1713, Bulle *Unigenitus*. — 1673, Troubles au sujet de la régale. 1682, Assemblée du clergé de France. — 1685-1699, Quiétisme. — 1685, Révocation de l'édit de Nantes. 1701-1704, Révolte des Cévennes.

routes , assura le commerce de mer par la destruction des pirates. En même temps il portait dans l'administration politique une main hardie. Il défendait de rien vendre ou léguer à fonds perdu aux communautés [1661]. Il restreignit les exemptions d'impôts que les ecclésiastiques, les nobles et les bourgeois des villes franches étendaient à leurs fermiers , en les présentant comme simples valets. Il révoqua en 1664 toutes les lettres de noblesse expédiées depuis 1630. Il déclara casuels tous les offices comptables , afin de les supprimer peu à peu. On reproche à Colbert d'avoir encouragé le commerce plus que l'agriculture. Cependant il défendit de saisir pour paiement de la taille les lits , habits , chevaux , bœufs et outils des laboureurs , et seulement le cinquième du bétail. Il maintint le blé à bas prix en défendant l'exportation. Il faut considérer que la plus grande partie des terres étant alors entre les mains des grands et de la noblesse, les encouragemens donnés à l'agriculture auraient moins profité au peuple qu'à l'aristocratie. Au contraire le commerce était entre les mains de la classe moyenne qui commençait à s'élever.

Cet homme sorti d'un comptoir avait le sentiment de la grandeur de la France. Il oubliait son économie pour toutes les dépenses glorieuses. « Il faut , écrivait-il à Louis XIV , épargner cinq sols aux choses non nécessaires , et jeter les millions quand il est question de votre gloire. Un repas inutile de 3000 livres me fait une peine incroyable , et lorsqu'il est question de millions d'or pour la Pologne , je vendrais tout

mon bien , j'engagerais ma femme et mes enfans , et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir. » Les principaux monumens de Louis XIV , ses plus beaux établissemens , Observatoire , Bibliothèque , Académies , reviennent en grande partie à Colbert. Il fit donner des pensions aux gens de lettres , aux artistes de France et même des pays étrangers. « Il n'y avait point de savant distingué , dit un contemporain , quelque éloigné qu'il fût de la France , que les gratifications n'allaient trouver chez lui. » — « Quoique le roi ne soit pas votre souverain , écrivait-il à l'hollandais Isaac Vossius , il veut néanmoins être votre bienfaiteur. »

Quelques reproches qu'on puisse faire à Louis XIV , ce sont de belles justifications que de telles lettres. Joignez-y les Invalides , Dunkerque , et le canal des deux mers. Joignez-y encore Versailles. Ce prodigieux monument auquel aucun pays du monde n'a rien à opposer , est le symbole de cette grandeur de la France , unifiée pour la première fois au dix-septième siècle. Ces merveilleux entassements de verdure et d'architecture , terrasse sur terrasse et bassins sur bassins , cette hiérarchie de bronzes , de marbres , de jets et de cascades échelonnés sur la montagne royale , depuis les monstres et les tritons qui rugissent au bas le triomphe du grand roi , jusqu'aux belles statues antiques qui couronnent la plate-forme de la paisible image des dieux , il y a dans tout cela une image grandiose de la monarchie elle-même. Ces eaux qui montent et descendent avec tant de grâce et de majesté , expriment la vaste circulation sociale qui eut lieu alors

pour la première fois , la puissance et la richesse montent du peuple au roi , pour retomber du roi au peuple , en gloire , en bon ordre , en sécurité. La charmante Latone , en laquelle est l'unité du jardin , fait taire de quelques gouttes d'eau les insolentes clameurs du groupe qui l'assiège ; d'hommes ils deviennent grenouilles coassantes. C'est la royauté triomphant de la Fronde.

---



---

## CHAPITRE XIX.

### SUITE DU RÈGNE DE LOUIS XIV. 1661-1715 (1).

Guerre d'Espagne. Conquête de la Flandre et de la Franche-Comté. Triple alliance contre la France. Traité d'Aix-la-Chapelle. 1667-1668. — Invasion des Provinces-Unies, 1672. Ligue contre la France, 1678-75. Victoires et mort de Turenne, 1674-75. Paix de Nimègue, 1678. — Révocation de l'édit de Nantes, 1685. — Louis XIV déclare la guerre à presque toute l'Europe, 1686. Guerre de la succession d'Angleterre, 1688. Luxembourg et Catinat. Paix de Ryswick, 1698. Guerre de la succession d'Espagne, 1698-1713. Ligue de l'Europe contre la France, 1701. Victoires des confédérés. Paix d'Utrecht et de Rastadt, 1712-13. Mort de Louis XIV, 1715.

---

UNE et forte, quand la plupart des états faiblissaient, la France réclama, obtint la suprématie. Le

---

#### (1) *Révolutions de l'Angleterre et des Provinces-Unies.*

*Angleterre.* Le gouvernement militaire du protectorat contraire aux habitudes de la nation. Les Stuarts indisposent les Anglais par la faveur qu'ils accordent aux catholiques, et par leur union avec Louis XIV. Guillaume et Anne

pape ayant laissé insulter d'une manière grave l'ambassadeur de France , et violer son hôtel, Louis XIV exigea la plus éclatante réparation. Le pape fut obligé de chasser son propre frère, et d'élever une pyramide pour perpétuer son humiliation [1664]. En même temps qu'il traitait sévèrement le chef spirituel de la chrétienté , il défendait sur mer et sur terre l'intérêt chrétien ; il purgeait la mer des pirates barbaresques [1664]. Il envoyait à l'empereur Léopold , engagé dans une guerre contre les Turcs , des troupes qui prirent la part la plus brillante à la bataille de Saint-Gothard.

gagnent les Anglais par une conduite opposée. Cependant l'union du prince et de la nation n'est complète que sous la maison de Hanovre. — Continuation de la révolution d'Angleterre. 1649-1660 , *République d'Angleterre*. Charles II proclamé roi en Écosse , et soutenu par les Irlandais. Cromwell soumet l'Irlande et l'Écosse. Batailles de Dunbar et de Worcester. — 1651, Acte de navigation. 1652-1654, Guerre contre la Hollande. 1658 , Cromwell chasse le parlement. — 1653-1658, CROMWELL Protecteur. Alliance avec la France contre l'Espagne. Dunkerque remis à Cromwell. Son gouvernement intérieur. 1658 , Sa mort. — 1658-1660. RICHARD CROMWELL Protecteur. Son abdication. *Le Rump* , bientôt dissous. Monck. Rappel des Stuarts. — 1660-1685, CHARLES II. 1660 - 1667 , Ministère de Clarendon. Procès des régicides. Rétablissement de l'épiscopat. Bill d'uniformité. Déclaration de tolérance. Dunkerque vendu à la France. 1661-1667 , Guerre contre la Hollande. Incendie de Londres imputée aux catholiques. 1667, Disgrâce de Clarendon. Révolte des presbytériens d'Écosse. — 1670-1685 , *La Cabale*. Al-

Cette force que la France annonçait ainsi , contre Espagne.  
 qui allait-elle la déployer ? Deux puissances étaient  
 seules en Occident , l'Angleterre étant annulée par le  
 retour des Stuarts. Il y avait l'Espagne et la Hollande,  
 les vaincus et les vainqueurs. L'Espagne était encore  
 ce prodigieux *vaisseau dont la proue était dans la*  
*mer des Indes , et la poupe dans l'Océan atlantique ;*  
 mais le vaisseau avait été démâté , désagréé , échoué  
 à la côte , dans la tempête du protestantisme. Un coup  
 de vent lui avait emporté sa chaloupe de Hollande ,  
 un second lui avait enlevé le Portugal et découvert son  
 flanc , un troisième avait détaché les Indes orientales.

---

liance secrète avec Louis XIV. 1672-1674 , Guerre contre  
 la Hollande. Bill du *Test*. Prétendu conspiration des catho-  
 liques. 1679 , le duc d'Yorck exclu de la succession au trône.  
 Bill d'*Habeas corpus*. 1680 , *Whigs* et *Torys*. 1681-1685,  
 Charles II n'assemble plus de parlement. 1683 , Mort de  
 Russel et de Sidney. — 1685-1688 , JACQUES II Invasion et  
 supplice d'Argyle et de Monmouth. Jeffries. Ambassade so-  
 lennelle à Rome. Dispense du *Test*. Procès des évêques.  
 — Politique de Guillaume , prince d'Orange. 1688 , il passe  
 en Angleterre. Fuite de Jacques. (Voyez le texte). — 1689-  
 1714 , GUILLAUME III et MARIE II. 1689 , Déclaration des  
 droits. 1690-1691 , Guerre d'Irlande. 1694 , Parlement trien-  
 nal. 1701 , Acte de succession en faveur de la maison de  
 Hanovre , limitation de la prérogative. — 1702-1714 ,  
 ANNE. 1706 , l'Angleterre et l'Écosse réunies. — *Provinces-*  
*Unies*. 1647-1650 , GUILLAUME II. 1650-1672 , Vacance du  
 stathoudérat , supprimé en 1667. Administration de Jean  
 de Witt. 1652-1654 , 1664-1667 , 1672-1674 , Guerres con-  
 tre l'Angleterre ; Tromp et Ruyter. 1672 , le stathoudérat

Ce qui restait, vaste et imposant, mais inerte, immobile, attendait sa ruine avec dignité.

Hollande.

D'autre part, il y avait la Hollande, ce petit peuple dur, avare, taciturne, qui fit tant de grandes choses sans grandeur. D'abord ils vécurent, malgré l'Océan, ce fut le premier miracle; puis ils salèrent le hareng et le fromage, et transmutèrent leurs tonnes infectes en tonnes d'or; puis ils rendirent cet or fécond par la banque, leurs pièces d'or *furent des petits*. Au milieu du dix-septième siècle, ils avaient recueilli à plaisir les dépouilles de l'Espagne, lui avaient pris la mer, et les Indes par-dessus. Les Pays-Bas espagnols étaient te-

---

rétabli en faveur de GUILLAUME III, à l'occasion de l'invasion de la Hollande par Louis XIV. (Pour les événements qui suivent, voyez le texte.) 1702-1747, Seconde vacance du stathoudérat, depuis la mort de Guillaume III jusqu'à l'avènement de GUILLAUME IV. 1715, Traité de la Barrière.

*Colonies des Européens pendant le dix-septième siècle.*

Au commencement du dix-septième siècle, les Hollandais et les Anglais ont enlevé à l'Espagne l'empire des mers; au milieu, ils se disputent eux-mêmes cet empire; à la fin, ils s'unissent contre la France qui menace de le conquérir. — Les comptoirs hollandais sont désormais sans rivaux dans l'Orient, comme les colonies espagnoles dans l'Amérique méridionale. Mais deux puissances nouvelles, les Anglais et les Français, s'établissent sur le continent septentrional de l'Amérique et aux Antilles, et s'introduisent dans l'Inde. — Les colonies qui, au commencement du siècle, n'é-

nus en état de siège , en vertu d'un traité. L'Espagne avait signé la fermeture de l'Escaut , et la ruine d'Anvers [1648]. Il était défendu aux Belges de vendre les produits de leur sol. La Hollande était déjà un vampire couché sur la Belgique , suçant sa vie , engraisant de sa maigreur.

Telle était la situation de l'Occident , quand la Conquête  
France atteignit le point de sa force. La terre était de la Flandre.  
encore à l'Espagne , la mer à la Hollande. L'œuvre de la France au dix-septième siècle devait être le dé-  
membrement de l'une , l'affaiblissement de l'autre. La  
première chose était plus facile que la seconde. La

taient guère que des spéculations particulières autorisées par le gouvernement , prennent de plus en plus le caractère de provinces de la métropole. La guerre s'étend souvent des métropoles aux colonies ; mais les colonies ne sont pas encore pour l'Europe des causes de guerre. — *Colonies hollandaises.* La puissance prépondérante du Mogol empêche les Hollandais de faire des établissemens considérables sur le continent, — Maîtres des îles , ils s'occupent presque exclusivement du commerce des épiceries et des drogeries. Point d'émigrations nationales comme en Angleterre ; ce sont des comptoirs plutôt que des colonies. — Suite des conquêtes des Hollandais sur les côtes et dans les îles de l'Inde. 1653 , Colonie du cap de Bonne-Espérance. 1667 , Conquête de Surinam. 1645-1661 , Guerre contre les Portugais dans le Brésil. — *Colonies Anglaises.* Politique invariablement favorable aux colonies , malgré les révolutions de la métropole. — Fondation des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale. (Expéditions de Raleigh depuis 1583) 1606 , Compagnies de Londres et de Plymouth pour le commerce



France avait des armées, mais pas encore de vaisseaux. On commença donc par l'Espagne. D'abord la France s'allia en apparence avec la Hollande contre l'Espagne et l'Angleterre, qui se battaient pour la domination des mers. La France promet secours aux Hollandais, mais elle laisse les trois puissances heurter leurs vaisseaux, user leur marine dans les batailles navales les plus obstinées qui se fussent encore livrées. Puis, Philippe IV étant mort [1667], Louis XIV, alléguant la loi civile des Pays-Bas, prétendit que sa femme, fille aînée du défunt, devait succéder de préférence au fils cadet (droit de dévolution). Elle avait, il est vrai, renoncé à la succession, mais la dot promise

---

de la Virginie et de la Nouvelle-Angleterre. Fondation de l'état de Massachusset, 1621 ; de la ville de Boston, 1627 ; des états du Maryland, 1632 ; de Rhode-Island, 1637 ; de New-York et de New-Jersey, 1635 ; de Connecticut, de 1636 ; de la Caroline, 1663 ; de la Pensylvanie, 1682. — Vers 1619, pêche de Terre-Neuve et du Groënland. — 1625, 1632, Etablissements aux Antilles. 1655, Conquête de la Jamaïque. — Première compagnie des Indes orientales, fondée dès 1600. 1623, Massacre d'Amboine. 1662, Acquisition de Bombay. Fondation de Calcutta. Vers 1690, guerre contre Aureng-Zeb. — 1698, Seconde compagnie des Indes orientales. — Réunion des deux compagnies en 1702. — En Afrique, diverses compagnies privilégiées. Vers 1679-1680, construction des forts de Saint-James et de Sierra-Leone. *Colonies Françaises.* Les Français suivent un système moins exclusif que les autres nations, mais les colonies principales ne sont que des pêcheries, des comptoirs pour le commerce des pelleteries, ou des plantations

n'avait pas été payée. L'armée Française entre en Flandre dans toute la pompe du nouveau règne : Turenne en tête , puis le roi , les ministres , les dames dans les carrosses dorés de la cour ; puis Vauban , qui à mesure qu'on avance , s'établit dans les places et les fortifie. La Flandre fut prise en deux mois , et nous l'avons gardée. L'hiver même , quand on croyait la guerre suspendue [janvier 1668] , les troupes filent par la Champagne en Bourgogne , et tombent sur la Franche-Comté. L'Espagne ne s'attendait à rien. Les autorités du pays étaient achetées d'avance. Tout fut fini en dix-sept jours. La cour d'Espagne indignée

---

de denrées coloniales qui ne sont pas encore en Europe l'objet d'une consommation universelle. — 1625-1635 , Établissements particuliers aux Antilles , à Cayenne et au Sénégal. Colbert achète au nom du roi tous les établissements des Antilles. 1630 , Origine des boucaniers et des flibustiers. 1664 , la France prend sous sa protection leur établissement à Saint-Domingue , cette partie de l'île lui reste à la paix de Ryswick , 1698. 1664-1674 , Première compagnie privilégiée des Indes occidentales. 1661 , l'Acadie , disputée par l'Angleterre à la France , reste à cette dernière jusqu'à la paix d'Utrecht , 1713. 1680 , Entreprise sur la Louisiane. — 1679-1685 , Compagnies d'Afrique. — 1664 , Compagnies des Indes orientales. Tentatives sur Madagascar. 1675 , Comptoir à Surate. 1679 , Fondation de Pondichéry. Défense d'importer les produits industriels de l'Inde. Ruine de la compagnie. — *Colonies Danoises* peu importantes , à Tranquebar , vers 1620 ; et à Saint-Thomas , 1671.

*Portugal , Espagne , Italie.*

Tous les états du Midi semblent frappés de langueur. Le

écrivait au gouverneur « que le roi de France aurait dû envoyer ses laquais prendre possession de la province au lieu d'y venir lui-même. »

Paix d'Aix-la-Chapelle.  
1668.

Ces succès rapides réconcilient l'Espagne et la Hollande. Celle-ci ne se souciait pas d'avoir pour voisin le grand roi. Voilà les Hollandais qui s'intéressent à l'Espagne, qui la défendent, qui s'unissent en sa faveur avec l'Angleterre et la Suède ; les Hollandais ont l'adresse de se faire demander cette union par l'Angleterre. Trois états protestans s'arment pour défendre l'Espagne catholique contre la France catholique. Ce curieux événement montre à quelle distance

---

Portugal a recouvré son indépendance ; mais, abandonné par la France, il se dévoue à l'Angleterre, dont il sera de plus en plus dépendant. L'Espagne parvient au dernier degré de faiblesse, et se relève un peu sous une nouvelle dynastie. L'Italie semble encore soumise à l'Espagne, mais on y sent l'influence du roi de France et de l'empereur, dont les familles rivales doivent bientôt se disputer la possession de cette contrée.—*Portugal*. 1656-1667, Alphonse VI successeur de Jean IV. Il s'allie l'Angleterre. 1661, 1663, 1665, Victoires de Schomberg sur les Espagnols. 1667, Alphonse obligé de nommer son frère régent. 1668, Paix avec l'Espagne, qui reconnaît l'indépendance du Portugal. 1669, Paix avec les Provinces-Unies, qui conservent leurs conquêtes sur les Portugais dans les Indes-Orientales. — 1667-1706, Pierre II. 1703, le Portugal accède à la grande alliance contre la France, et n'obtient à la paix d'Utrecht qu'une meilleure limitation pour ses colonies dans l'Amérique méridionale. 1703, Traité de commerce de *Methuen* avec l'Angleterre. — *Espagne*. 1667-1700, CHARLES II,

nous sommes déjà du seizième siècle et des guerres de religion [triple alliance de La Haye, 1668]. Il fallut que Louis XIV se contentât de la Flandre française et rendît la Franche-Comté.

La Hollande avait protégé l'Espagne, et fait reculer la France. Un bourgeois, un échevin d'Amsterdam était venu signifier au roi au milieu de toute sa gloire qu'il n'irait pas plus loin. Des médailles outrageantes avaient été frappées. On prétendait que l'échevin d'Amsterdam s'était fait représenter avec un soleil, et cette devise : « *In conspectu meo stetit sol.* »

Le débat était dès-lors en Europe entre la France

successeur de Philippe IV. Langueur de la monarchie espagnole, dépouillée successivement par la France. Extinction de la branche espagnole de la maison d'Autriche. — Avénement de la maison de Bourbon. 1700-1746, PHILIPPE V. 1701-1713, Guerre de la Succession (voyez le règne de Louis XIV). 1713, Convocation des cortès, abolition de la succession castillane. — *Italie*. L'affaiblissement de l'Espagne dans le dix-septième siècle semble devoir rendre quelque liberté aux petits princes italiens. Trop peu encouragés par la France, ils se tournent du côté de l'empereur. Venise seule, dans ses guerres contre les Turcs, annonce encore quelque vigueur. — 1647-1648, Révolte de Naples sous Masaniello et le duc de Guise : révolte de Palerme. 1674-1678, Révolte de Messine. Louis XIV proclamé roi de Sicile. — Le roi de France fait encore sentir trois fois sa suprématie en Italie. 1664, 1687, Insultes faites au pape. 1684, Bombardement de Gênes. — 1708-1709, les duchés de Mantoue et de la Mirandole confisqués par l'empereur. — Grandeur de la maison de Savoie, sous VICTOR AMÉDÉE II,

et la Hollande. La première ne pouvait plus avancer d'un pas sans rencontrer la seconde. D'abord, le roi achète argent comptant l'alliance de l'Angleterre et de la Suède. Charles II, qui avait déjà trahi l'Angleterre en vendant Mardick et Dunkerque à la France, vend encore une fois l'intérêt du pays. On promet à la nation quelques-unes des îles hollandaises, au roi de l'argent pour ses fêtes et ses maîtresses. La jeune et séduisante duchesse d'Orléans, belle-sœur de Louis XIV, sœur de Charles II, négocia dans un voyage triomphal la honte de son frère. C'est celle qui mourut si jeune, si regrettée, pour qui Corneille et Ra-

---

1675 - 1730. L'Angleterre, pour assurer l'équilibre de l'Italie fait accorder à ce prince, par le traité d'Utrecht [ 1713 ], la dignité royale et la possession de la Sicile.

### *Empire, Hongrie et Turquie.*

*Empire.* Les principaux événemens qui ont lieu de 1648 à 1713 dans l'Empire germanique semblent en préparer la dissolution : 1<sup>o</sup> les divisions religieuses et politiques, que le traité de Wesphalie est loin d'avoir fait cesser, amènent les protestans à une sorte de scission (création du *Corps évangélique*) ; 2<sup>o</sup> la France, en négociant avec chaque prince séparément, donne à tous les membres du corps germanique une importance individuelle ; 3<sup>o</sup> l'élévation des électeurs de Saxe et de Hanovre (plus tard celle d'un prince de Hesse-Cassel) à des trônes étrangers, engage l'Allemagne dans toutes les affaires de l'Europe ; 4<sup>o</sup> la création du royaume de Prusse rompt l'unité de l'Empire. — L'Allemagne trouve cependant des principes d'union dans son état d'hostilité à l'é-



cine firent chacun une Bérénice , et Bossuet la fameuse oraison funèbre.

Cependant l'armée de Louis XIV avait été portée à cent quatre-vingt mille hommes. Elle recevait de Louvois la plus formidable organisation. Pour la première fois la baïonnette, cette arme si terrible entre des mains françaises, fut mise au bout du fusil. L'infatigable génie de Colbert avait créé une marine. La France, obligée naguère d'emprunter des vaisseaux à la Hollande, en eut cent en 1672. Cinq arsenaux de marine furent bâtis, Brest, Rochefort, Toulon, Dunkerque, le Hâvre. Dunkerque est malheureuse- Création  
d'une marine.

---

gard des Français et des Turcs, et dans la fondation des *Diètes permanentes*. — L'Empire ne voit pas d'abord que l'ancien système n'existe plus, et regarde encore la France comme sa protectrice contre la maison d'Autriche. Les réunions d'Alsace lui ouvrent les yeux, et la maison d'Autriche se retrouve véritablement à la tête du corps germanique. Toute-puissante sous Joseph I<sup>er</sup>, elle s'affaiblit de nouveau, malgré son agrandissement matériel, par l'incapacité de Charles VI, qui, ne songeant qu'à faire garantir sa Pragmatique, sacrifie toujours le présent à l'avenir. — 1648-1657, Fin du règne de Ferdinand III. 1654, Formation du *Corps évangelique*. 1656, Partage de la succession de Saxe. — 1658-1705, LÉOPOLD I<sup>er</sup>, élu de préférence à Louis XIV et à l'électeur de Bavière. 1658, Ligue du Rhin sous l'influence de la France. 1663, Diète perpétuelle de Ratisbonne. 1680, Réunions d'Alsace. 1685, Extinction de la branche palatine de Simmern. 1688, Élection de l'archevêque de Cologne. 1692, Création d'un neuvième électorat en faveur de la maison de Hanovre (agrandie récemment par la succession de

ment ruiné, mais Toulon, mais Brest avec ses vastes constructions, avec ses montagnes écartées pour faire place aux vaisseaux, témoignent encore de l'effort herculéen que fit alors la France, de l'immortel défi qu'elle porta à la Hollande pour la domination des mers.

La Hollande tenait la mer, et croyait tout tenir. Le parti de la mer gouvernait, les de Witt au conseil, et Ruyter sur les flottes; les de Witt, hommes d'état, géomètres, pilotes, ennemis jurés du parti de la terre, de la maison d'Orange, du stathoudérat. Ils semblaient oublier que la Hollande tient au continent;

Saxe-Lauenbourg). 1697, Auguste II, électeur de Saxe, élevé au trône de Pologne. 1700-1701, La Prusse érigée en royaume; FRÉDÉRIC 1<sup>er</sup>. 1705, Confiscation de la Bavière. — 1705-1711, JOSEPH 1<sup>er</sup>, empereur. 1708, Rétablissement des électeurs, rois de Bohême, dans les droits comitiaux. Réunion du Mantouan à l'Empire. — 1711-1740, CHARLES VI, empereur. Capitulation perpétuelle. 1713, Pragmatique-Sanction de Charles VI. 1714, La maison de Hanovre appelée au trône d'Angleterre dans la personne de l'électeur Georges. — *Hongrie et Turquie*. La maison d'Autriche étouffe pour toujours la résistance de la Hongrie, rend ce royaume héréditaire, et, depuis la réunion de la Transylvanie, n'a plus rien à craindre des Turcs. — La Turquie déploie encore quelque vigueur, mais elle est en proie à l'anarchie; elle éprouve les plus sanglantes défaites, et ne compense pas par ses conquêtes sur les Vénitiens les pertes qu'elle fait du côté de la Hongrie. — 1655-1687, Léopold 1<sup>er</sup>. — 1648-1687, MAHOMET IV. Mécontentement des Hongrois. Troubles de la Transylvanie. Conquêtes des Turcs arrêtées

ils n'y voyaient qu'une île. Les forteresses tombaient en ruines, la Hollande avait vingt-cinq mille mauvais soldats, et cela lorsque la frontière française s'avancait et touchait presque la leur.

Tout-à-coup cent mille hommes s'ébranlèrent de la Flandre vers la Hollande [1672]. « Ce fut, dit Temple, un coup de foudre dans un ciel serein. » Ils laissent derrière eux Maëstricht sans s'amuser à la prendre, s'emparent de la Gueldre, d'Utrecht, d'Over-Yssel; les voilà à quatre lieues d'Amsterdam. Rien ne pouvait sauver la Hollande. Ses alliés d'Espagne et de Brandebourg, les seuls qu'elle eût, n'au-

Conquête  
la Hollande  
1672.

---

par la victoire de Montécuculli à Saint-Gothard. 1684. *Trêve de Temeswar*; les Turcs conservent leurs conquêtes. ( 1669 , Candie prise aux Vénitiens par les Turcs, après un blocus de vingt ans. ) — Nouveaux troubles de Hongrie. Exécution des comtes Zrini , Frangepani , etc. Persécution religieuse. Suppression de la dignité de Palatin. 1677, Guerre civile. Tœkœli soutenu par les Turcs. 1683, Vienne assiégée par le grand-visir Kara-Mustapha et délivrée par Sobieski. Venise et la Russie prennent parti pour l'Autriche. Victoires de Charles de Lorraine, de Louis de Bade et du prince Eugène. 1686, Conquête de la partie de la Hongrie soumise aux Turcs, de la Transylvanie et de l'Esclavonie. 1687, Diète de Presbourg; le trône de Hongrie déclaré héréditaire. — 1698-1740, JOSEPH I<sup>er</sup>, CHARLES VI. — 1687-1730, SOLIMAN III, ACHMET II, MUSTAPHA II, ACHMET III. — Les Autrichiens envahissent la Bulgarie, la Servie et la Bosnie, bientôt reprises par le grand-visir Mustapha-Kiuperli. 1691, Défaite et mort de Kiupeli à Salankemen. 1697, Défaite du sultan Mustapha II à Zenthá. 1699, *Paix de Carlowitz*;

raient pas fait lâcher prise à Louis XIV. Le vainqueur seul pouvait la sauver par ses fautes, et il le fit. Condé et Turenne voulaient qu'on démantelât les places, Louvois qu'on y mît des garnisons, c'est-à-dire qu'on dispersât l'armée. Le roi crut Louvois. On se fia aux murailles, on crut prendre la Hollande en mettant la main sur des pierres; la Hollande échappa. Dans le premier moment, la république amphibie voulut se jeter à la mer, et s'embarquer pour Batavia avec son or. Puis la guerre se ralentissant, elle reprit l'espoir de résister sur terre, le peuple se jeta furieux sur les chefs du parti de la mer, les de Witt; ils furent mis en

---

l'empereur maître de la Hongrie ( moins Temeswar et Belgrade ), de la Transylvanie et de l'Esclavonie; la Porte cède la Morée aux Vénitiens, Kaminiec aux Polonais, Azow aux Russes.—1703, Soulèvement des Hongrois et des Transylvains, sous François Rakoczi, apaisé en 1711. — 1715, La Morée reconquise sur les Vénitiens par les Turcs. L'empereur Charles VI, le pape et le roi d'Espagne arment pour les Vénitiens. Siège de Corfou. 1716, Victoire du prince Eugène à Peterwaradin; 1717, devant Belgrade. 1718, *Paix de Passarowitz*; les Vénitiens perdent la Morée, l'empereur gagne Temeswar, Belgrade, et une partie de la Valachie et de la Servie.

*Etats du Nord. Charles XII et Pierre-le-Grand. 1648-1725.*

La Suède, qui, depuis Gustave-Adolphe, joue un rôle au-dessus de ses forces réelles, a la suprématie, et tend à l'empire du Nord. Charles-Gustave, moins politique que

pièces ; Ruyter pensa être traité de même. On confia toutes les forces de la république au jeune Guillaume d'Orange.

Ce général de vingt-deux ans qui pour son coup d'essai, entreprit, presque sans armée, de faire tête au plus grand roi de la terre, avait dans un corps faible et comme mourant, la froide et dure obstination de son aïeul le Taciturne, l'adversaire de Philippe II. C'était un homme de bronze, étranger à tout sentiment de nature et d'humanité. Élevé par les de Witt, il fit leur ruine ; Stuart par sa mère, il renversa les Stuarts, gendre de Jacques II, il le détrôna, et

Guillaume  
d'Orange.

---

guerrier, ne parvient qu'à lui assurer les côtes de la Baltique. Après lui, le sénat, qui gouverne, vend ses secours à la France, et compromet la gloire militaire de la Suède. — Réunie de nouveau sous le pouvoir monarchique, la Suède redevient conquérante, et réalise un moment sous Charles XII tous les projets de Charles-Gustave. Mais elle retombe épuisée par ses efforts héroïques, à la place que sa faiblesse et la grandeur de la Russie lui marquent désormais. — Le Danemarck semble profiter moins que la Suède à l'établissement du pouvoir absolu. Il voit passer la suprématie du Nord, de la Suède à la Russie, comme auparavant de la Pologne à la Suède. Mais ce qui lui importe le plus, c'est que toute autre puissance que la Suède soit prépondérante dans la Baltique. — La Pologne reçoit dans sa constitution de nouveaux élémens d'anarchie. Elle a besoin d'un législateur : Jean Sobieski n'est qu'un héros. L'éclat nouveau dont elle brille sous lui appartient tout entier au souverain. Avec le dix-huitième siècle, commence pour la Pologne un âge de dépendance des étrangers ; les dissensions religieuses qui



L'Europe  
guée contre  
Louis XIV.  
1674.

cette Angleterre qu'il avait prise aux siens, il la laissa à ceux qu'il haïssait, aux princes de la maison de Hanovre. Il n'eut qu'une passion, mais atroce ; la haine de la France ; on assure qu'à la paix de Nimègue, quand il essaya de surprendre Luxembourg, il avait déjà connaissance du traité, mais il avait encore soif du sang français. Il n'y gagna pas plus qu'à l'ordinaire. Chose remarquable, ce grand et intrépide général fit presque toujours la guerre à reculons ; mais ses retraites admirables valaient des victoires. D'abord pour défendre la Hollande, il la noya, il ouvrit les écluses, pendant que Ruyter assurait la

---

s'y développent doivent amener à la fin du siècle l'anéantissement de la Pologne, comme état indépendant. — La Russie, n'ayant pas encore une organisation régulière, ne peut agir puissamment au dehors. Elle cède d'abord à la Suède, mais prend sur la Pologne un ascendant qui doit toujours s'accroître. Le nivellement des rangs prépare l'établissement du pouvoir absolu, qui donnera à la Russie l'organisation intérieure et l'influence extérieure. — Sous Pierre le-Grand, toutes les forces sont concentrées dans la main du prince ; la Russie se fait jour jusqu'aux trois mers qui la bornent, et devient, dans l'espace d'un seul règne, une nation européenne et la puissance dominante du Nord.

*Etats du Nord dans la seconde moitié du dix-septième siècle.*

*Suède et Danemark.* 1654, Abdication de Christine, fille de Gustave-Adolphe. 1654-1660, CHARLES-GUSTAVE, X<sup>e</sup> du nom. Il rompt la trêve avec la Pologne. 1656, Bataille de

mer en battant les Français et les Anglais , et venait ranger sa flotte triomphante dans la plaine inondée d'Amsterdam. Puis Guillaume arma contre la France, l'Espagne et l'Autriche. Il détacha l'Angleterre de Louis XIV; Charles II fut forcé par son parlement de signer la paix. Les voisins catholiques de la Hollande , l'évêque de Munster , l'électeur de Cologne , puis le Brandebourg , puis le Danemark , puis l'Empire, l'Europe entière se déclarèrent contre Louis XIV [1674].

Il fallut bien alors abandonner les places de Hollande , il fallut reculer. Les dédommagemens furent

Varsovie. 1657 , le tzar Alexis, l'empereur Léopold , le roi de Danemark , Frédéric III, et l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume , se liguent contre la Suède. Charles-Gustave évacue la Pologne et envahit le Danemark. 1658 , Paix de Roschild , bientôt rompue par le roi de Suède. Il échoue devant Copenhague. Intervention de la Hollande. 1660 , Mort de Charles-Gustave; minorité de Charles XI. 1660 , *Traité de Copenhague*: le Danemark cède à la Suède les provinces de Scanie, de Bleckingie, de Halland et de Bahus, *Traité d'Oliva* : le roi de Pologne renonce à ses prétentions à la couronne de Suède, et abandonne à cette puissance la Livonie et l'Estonie; il reconnaît l'indépendance de la Prusse ducal; 1661, *Traité de Kardis*: la Russie rend à la Suède ses conquêtes en Livonie. — 1675-1679 , Revers de la Suède , alliée de Louis XIV. Supériorité du Danemark , allié de l'électeur de Brandebourg. 1679 , la Suède recouvre ses provinces dans l'Empire , à la paix de Nimègue. — Les gouvernemens de Danemark ( 1660 ) et de Suède ( 1680 ) deviennent, d'aristocratiques qu'ils étaient, purement monarchi-

pris , comme à l'ordinaire , aux dépens de l'Espagne. Louis XIV s'empara de la Franche-Comté. qui depuis est restée à la France. Aux Pays-Bas , Condé plus faible de vingt mille hommes livrait au prince cette furieuse bataille de Senef. Condé vainquit , mais c'était une victoire pour le prince d'Orange d'avoir , à perte égale , tenu devant Condé. Sur le Rhin , Turenne , qui , selon Bonaparte , crut toujours d'audace en vieillissant , tenait en échec tout l'Empire. Deux fois il sauva l'Alsace , deux fois il pénétra en Allemagne. C'est alors que , sur un ordre de Louvois , le Palatinat fut incendié. Le Palatin était secrètement

ques. 1680, le roi Danemark déclaré par les états héréditaire et absolu. 1680, 1683, 1698, le roi de Suède affranchi par les états de la domination du sénat , et déclaré absolu ; réunion violente des domaines royaux. — 1680-1697. La Suède , sous Charles XI , augmente ses forces , comme pour se préparer à la guerre qu'elle doit soutenir au commencement du dix-septième siècle. 1660-1699 , La puissance du Danemark , accrue de même par la nouvelle forme du gouvernement , sous Frédéric III et Christiern V , est affaiblie par la querelle des deux branches de la famille royale (branche régnante , branche ducale de Holstein-Gottorp) ; cette querelle doit être l'occasion de la guerre générale du Nord. — Pologne. 1648-1674 , Règnes malheureux de Jean CASIMIR et Michel WIESNIOCKI. 1652 , Origine du *liberum veto*. Casimir essaie en vain de se donner pour successeur le fils du grand Condé. 1647-1667 , Soulèvement des cosaques , soutenus par les Tartares et [depuis 1654] par les Russes. 1668 , Abdication de Jean Casimir. 1671 , Nouvelle guerre des Cosaques , soutenus par les Turcs. 1673 , Victoire

allié avec l'empereur; on voulut ne laisser qu'un désert aux impériaux.

Turenne rentrant en Allemagne, allait porter un coup décisif, lorsqu'il fut tué à Salzbach [1675] Mort. de Turenne 1675.  
Condé malade se retira la même année.

On vit alors que le destin de la France ne tenait point à un homme. Les alliés qui la croyaient désarmée par la retraite des deux grands généraux, ne purent entamer la frontière du Rhin, et perdirent dans les Pays-Bas les places de Condé, Bouchain, Aire, Valenciennes, Cambrai, Gand, Ypres. Duquesne. 1677.  
Duquesne envoyé au secours de Messine, révol-

de Jean Sobieski, sur les Turcs, à Choczim. 1674-1691, JEAN SOBIESKI. Ce héros défend la Pologne contre les Turcs, délivre l'Autriche, mais il est obligé, en 1686, d'acheter l'alliance des Russes contre les Ottomans, en leur cédant Smolensko, Tschernigow, Nowgorod-Severskoi, Kiovie, la petite Russie, et la suzeraineté des Cosaques Zaporogues. — 1697, Election d'AUGUSTE II, électeur de Saxe. — Russie, 1646-1676, Alexis Michailowitsch. La Russie commence à s'agrandir aux dépens de la Pologne. Troubles intérieurs. — 1676-1682, Fédor II Alexiévitch. Abolition des rangs et prérogatives héréditaires de la noblesse. — 1682-1689, IWAN V et PIERRE I<sup>er</sup>, Sophie leur sœur, gouverne en leur nom. 1685, Révolte des Strélitz. — 1689, PIERRE-le-grand règne seul.

*États du Nord au commencement du dix-huitième siècle, Charles XII et Pierre-le-Grand.*

1699, Alliance secrète du Danemark, de la Pologne et de la Russie contre la Suède. 1700, Invasion du Sleswie



tée contre l'Espagne, livra à Ruyter une terrible bataille navale en vue de l'Etna; les alliés seuls y perdirent douze vaisseaux, six galères, sept mille hommes, sept cents pièces de canon, et ce qui valait plus que tout cela, Ruyter. Duquesne anéantit leur flotte dans une seconde bataille [1677].

La paix de Nimègue. 1678. Les alliés souhaitèrent la paix alors; la France et la Hollande étaient également épuisées. Colbert voulait se retirer, si la guerre ne finissait point. Cette paix de Nimègue fut encore avantageuse pour la France. Elle garda la Franche-Comté et douze places des Pays-Bas, elle eut Fribourg pour Philips-

par les Danois, de la Livonie par le roi de Pologne et par le Tzar. Charles XII débarque en Zélande, et assisté des Anglais et des Hollandais, oblige Frédéric IV à signer la paix de Traventhal. Victoire du roi de Suède sur les Russes, à Narva. 1702-1706. Autres victoires sur les Polonais et les Saxons. Charles XII fait déposer Auguste, et élève au trône de Pologne Stanislas Leczinski. 1706, Invasion de la Saxe; Auguste, renonce à la couronne de Pologne. — 1708, Charles XII attaque Pierre-le-Grand, qui vient d'envahir une partie de l'Ingrie, de la Livonie et de la Pologne. Il s'enfonce dans l'Ukraine. 1709. Défaite de Charles XII devant Pultawa. Renouvellement de l'alliance d'Auguste II, de Frédéric IV et de Pierre-le-Grand contre la Suède. Auguste II rétabli en Pologne. Invasion du Holstein et de la Scanie, des provinces de Suède en Allemagne, et conquête définitive de l'Ingrie, de la Livonie et de la Carélie. — 1709-1713, Charles XII, réfugié à Bender, excite les Turcs contre les Russes. Ses espérances trompées par le traité du Pruth. 1714, Retour de Charles XII en



bourg. Le Danemark et le Brandebourg restituèrent ce qu'ils avaient pris à la Suède alliée de la France. La Hollande seule ne perdit rien, et la grande question européenne resta tout entière [1678].

C'est ici l'apogée du règne de Louis XIV. L'Europe s'était armée contre lui, et il avait résisté, il avait grandi encore. Alors il se laissa donner le nom de *grand*. Le duc de La Feuillade alla plus loin. Il entre tint un luminaire devant sa statue, comme devant un autel. On croit lire l'histoire des empereurs romains.

La brillante littérature de cette époque n'est autre Littérature.

Suède. 1715, Ligne de la Russie, du Danemark et de la Pologne, avec la Prusse et l'Angleterre, contre la Suède. Ministère de Goetz. Négociation avec Pierre le-Grand. 1718, Charles XII est tué devant Friedrichshall en Norwège. — 1719, 1720, 1721, *Traités de Stockholm et de Nystadt*. La Suède cède au Hanovre, Brème et Verden; à la Prusse, Stettin et une partie de la Poméranie; elle reconnaît Frédéric-Auguste pour roi de Pologne; elle renonce, à l'égard du Danemark, à l'exemption des péages du Sund, et lui garantit la possession du Sleswic; enfin elle abandonne à la Russie la Livonie, l'Estonie, l'Ingric et la Carélie. — Ces pertes immenses, et surtout l'affaiblissement du pouvoir royal, contre lequel a prévalu de nouveau l'aristocratie; ôtent à la Suède toute importance politique pour un demi-siècle. — 1689-1725, *Règne de Pierre-le-Grand*. Grandes vues de ce prince, qui suit les plans d'Iwan III et d'Iwan IV : 1° il entreprend de civiliser la Russie à l'imitation des autres nations de l'Europe; il attire les étrangers et fait lui-même de longs voyages; le

chose qu'un hymne à la royauté. La voix qui couvre les autres, est celle de Bossuet. C'est ainsi que Bossuet lui-même, dans son *Discours sur l'histoire universelle*, représente les rois d'Égypte loués par le prêtre dans les temples en présence des dieux. La première époque du grand règne, celle de Descartes, de Port-Royal, de Pascal et de Corneille, n'avait pas présenté cette unanimité ; la littérature y était animée encore d'une verve plus rude et plus libre. Au moment où nous sommes parvenus, Molière vient de mourir [1673], Racine a donné *Phèdre* [1677], La fontaine publie les six derniers livres de ses *Fables*

---

premier [1697] en Hollande et en Angleterre, pour s'instruire dans les arts mécaniques et dans la marine ; le second [1717] en Allemagne, en Danemark et en France, pour mieux connaître les intérêts politiques de l'Europe ; 2<sup>o</sup> il fait de la Russie une puissance maritime. Pour s'ouvrir la navigation de la mer Noire, il attaque les Turcs, et leur prend, en 1696, le port d'Azow, qu'il perd en 1711 ; pour s'ouvrir la navigation de la Baltique, il fait la guerre à la Suède [1700-1721], et fonde, en 1703, Saint-Petersbourg, qui devient la capitale de son empire. Vers le commencement de son règne, il donne une nouvelle importance au port d'Archangel, sur la mer Blanche ; et vers la fin [1722], il enlève aux Persans Derbent, sur la mer Caspienne. — 3<sup>o</sup> Il renverse toutes les barrières qui pouvaient arrêter le pouvoir absolu ; il casse la milice des strélitz, 1698 ; il abolit la dignité patriarcale, 1721. — Organisation de l'armée ; écoles ; réforme des finances, de la législation, de la discipline ecclésiastique, du calendrier. Police. Manufactures ; canaux ; commerce de cara-

[1678], madame de Sévigné écrit ses Lettres, Bossuet médite la Connaissance de Dieu et de soi-même, et prépare le Discours sur l'histoire universelle [1681]. L'abbé de Fénélon, jeune encore, simple directeur d'un couvent de filles, vit sous le patronage de Bossuet, qui le croit son disciple. Bossuet mène le chœur triomphal du grand siècle, en pleine sécurité du passé et de l'avenir, entre le jansénisme éclipsé et le quétisme imminent, entre le sombre Pascal et le mystique Fénélon. Cependant le cartésianisme est poussé à ses conséquences les plus formidables; Malebranche fait rentrer l'intelligence humaine en Dieu, et tout-à-l'heure dans cette Hollande protestante en lutte avec la France catholique, va s'ouvrir, pour l'absorption commune du catholicisme, du protestantisme, de la liberté, de la morale, de Dieu et du monde, le gouffre sans fond de Spinoza.

En attendant, Louis XIV règne en Europe. Le signe de la royauté, c'est la juridiction. Il veut que les Chambre  
de Réunion. puissances reconnaissent les décisions de ses parlements. Les chambres de *réunions* interprètent le traité de Nimègue et *réunissent les dépendances* des places qui lui ont été cédées. L'une de ces dépendances

---

vanes avec la Chine. — Le Fort; Menzikoff. Pierre épouse Catherine, 1707; fait condamner à mort son fils Alexis, 1718; prend le titre d'empereur, 1721; ordonne que les princes régnans puissent désigner leur successeur.

n'était rien moins que Strasbourg [1681]. On hésite à obéir; il bombarde Luxembourg [1684]. Il bombarde Alger [1683], Tripoli [1685]; il bombarde Gênes; il l'aurait écrasée dans ses palais de marbre, si le doge n'était venu demander grâce à Versailles [1684]. Il achète Casal, la porte de l'Italie; il bâtit Huningue, celle de la Suisse. Il intervient dans l'Empire; il veut faire un électeur de Cologne [1689]. Il réclame au nom de sa belle sœur, duchesse d'Orléans une partie du Palatinat, invoquant dans cette affaire comme dans celle de la Flandre, le droit civil contre le droit féodal. Les décisions de droit étaient soutenues par la force, l'Europe avait désarmé, et Louis XIV restait armé; il portait sa marine à deux cent trente vaisseaux; vers la fin de son règne, ses armées montèrent à quatre cent cinquante mille hommes.

Déclaration  
du clergé.  
1682.

A la même époque, la monarchie atteignait la plus haute centralisation. Les deux obstacles furent brisés: la puissance pontificale, et l'opposition protestante. Dès 1673, un édit avait déclaré tous les évêchés du royaume sujets à la régale. En 1682, une assemblée de trente-cinq évêques, dont Bossuet était l'âme, décida « que le pape n'a autorité que dans les choses spirituelles, que dans ces choses mêmes les conciles généraux lui sont supérieurs, et que ces décisions ne sont infaillibles qu'après que l'Eglise les a acceptées. » Le pape refusa dès-lors des bulles à tous les évêques et abbés que le roi nomma, de sorte qu'en 1689, il y eut vingt-neuf diocèses en France dépourvus d'évê-

ques. On parlait de faire un patriarche. En 1687, le pape ayant voulu abolir le droit d'asile dont les ambassadeurs jouissaient à Rome pour leurs hôtels et leurs quartiers, Louis XIV refusa seul; l'ambassadeur français entra à Rome à la tête de huit cents hommes et maintint son privilège à main armée.

Ce qui rassurait en cette affaire la conscience religieuse de Louis XIV, c'est que pendant qu'il humiliait le pape, il écrasait les protestans, Richelieu les avait anéantis comme parti politique ; mais il leur avait laissé leurs voix dans les parlemens, leurs synodes, enfin une partie de leur organisation intérieure. Il se flattait vainement de les ramener par la persuasion. Louis XIV y employa l'argent, et crut avoir fort avancé l'ouvrage ; on lui annonçait chaque matin qu'un canton, une ville, s'étaient convertis ; il ne fallait plus, disait-on, qu'agir avec un peu de vigueur, et il allait accomplir l'unité de l'Église et de la France [Révocation de l'édit de Nantes, 1685]. C'était la pensée des plus grands hommes du temps, en particulier de Bossuet. L'emploi de la violence en matière de foi, l'application d'un mal temporel pour procurer un bien éternel, ne répugnait alors à personne. Il faut dire encore qu'à cette époque, il y avait une grande exaspération contre les protestans. La France, bornée dans ses succès par la Hollande, sentait une autre Hollande en son sein, qui se réjouissait des succès de l'autre. Tant que Colbert vécut, il les défendit ; exclus des charges, ils avaient tourné leur activité du côté de l'industrie et du commerce ;

Révocation  
de l'édit  
de Nantes.  
1685.



Madame  
le Maintenon.

ils ne troublaient plus la France , ils l'enrichissaient. Après Colbert, Louis XIV fut gouverné par Louvois, l'ennemi de Colbert, et par madame de Maintenon qu'il épousa secrètement vers 1685. Née calviniste et petite-fille du fameux Théodore Agrippa d'Aubigné, l'un des chefs de l'opposition protestante contre Henri IV, cette discrète et judicieuse personne avait abjuré elle-même et aurait voulu faire abjurer ses co-religionnaires ; âme froide, que la misère de ses premières années semblait avoir endurcie et séchée , elle avait été la femme de l'auteur de l'*Énéide travestie*, de Scarron *le cul-de-jatte*, avant d'être femme de Louis-le-Grand. Elle n'eut point d'enfans , elle ne connut point l'amour maternel. C'est elle qui conseilla la plus odieuse mesure de cette persécution, d'enlever les enfans à leurs parens pour les convertir. Les cris des mères ont monté au ciel.

La puissance de Louis XIV avait rencontré sa limite au dehors dans l'opposition protestante de la Hollande. Au dedans il la trouva dans la résistance des calvinistes. Désobéi pour la première fois, le gouvernement montra une violence farouche, qui n'était point dans l'âme de Louis XIV. Les vexations de tout genre, les confiscations, les galères, les roues, les gibets, tout fut employé. Les dragons mis à discrétion chez les calvinistes aidaient les missionnaires à leur manière. Le roi ne sut que la moindre partie des excès qui furent commis. Aussi l'on eut beau fermer le royaume , confisquer les biens des fugitifs, envoyer aux galères ceux qui favorisaient leur évasion, l'État

perdit deux cent mille sujets, selon d'autres cinq cent mille. Ils échappèrent en foule, ils s'établirent en Angleterre, en Hollande, en Allemagne, surtout en Prusse. Ils furent désormais pour la France des ennemis acharnés. Guillaume chargea plus d'une fois les Français à la tête d'un régiment français. Il dut en grande partie le succès de la guerre d'Irlande au vieux maréchal de Schomberg, qui avait préféré sa croyance à sa patrie. La machine infernale qui faillit faire sauter Saint-Malo en 1693, avait été inventée par un réfugié.

C'est précisément à ce moment que la plupart des puissances européennes formèrent la ligue d'Augsbourg [1686]. Catholiques et protestans, Guillaume et Innocent XI, Suède et Savoie, Danemark et Autriche, Bavière, Saxe, Brandebourg, tout le monde était d'accord contre Louis XIV. On l'accusait, entre autres choses, d'avoir par ses intelligences avec les Hongrois révoltés, ouvert l'Allemagne aux Turcs, et amené cette effroyable invasion, dont Vienne fut sauvée par Jean Sobieski. Louis XIV n'avait pour lui que le roi d'Angleterre, Jacques II ; une révolution imprévue renversa Jacques, et mit l'Angleterre entre les mains de Guillaume. La seconde et définitive catastrophe des Stuarts, préparée depuis si long-temps par l'indigne gouvernement de Charles II, éclata sous son frère. Celui-ci n'imita pas les tergiversations hypocrites de Charles ; Jacques était un homme de cœur, brave, borné, opiniâtre ; il se déclara catholique et jésuite (ceci était littéralement exact), il fit

Expulsion  
de Jacques II.  
1688.

tout ce qu'il fallait pour tomber, et tomba. Son gendre Guillaume appelé de Hollande, prit sa place sans coup férir [1688].

Louis XIV accueillit magnifiquement Jacques II, et prit sa cause en main ; il jeta le gant à l'Europe, il déclara la guerre à l'Angleterre, à la Hollande, à l'Empire, à l'Espagne, au pape. Pendant que les calvinistes français fortifiaient les armées de la ligue, une foule d'hommes de toutes nations vinrent prendre parti dans les armées de Louis XIV. Il eut des régimens de Hongrois, d'Irlandais. Un jour qu'on le complimentait sur les succès de l'armée française : « Dites plutôt, répliqua-t-il, l'armée de France. »

Cette seconde période du règne de Louis XIV va être remplie par deux guerres de successions : la succession d'Angleterre, la succession d'Espagne. La première guerre se termine honorablement pour la France par le traité de Ryswick [1698], et cependant le résultat est contre elle, elle reconnaît Guillaume. Dans la seconde [terminée par les traités d'Utrecht et de Rastadt, 1712-4], elle éprouve les plus humilians revers, et le résultat lui est favorable. L'Espagne, assurée à un petit-fils de Louis XIV, est désormais ouverte à l'influence française. L'Angleterre, l'Espagne, gagnent à cette double révolution. L'ère de la liberté anglaise est l'avènement de Guillaume [1688] ; depuis celui de Philippe V [1701], la population, décroissante en Espagne, y a toujours augmenté.

Ajoutez à ces résultats l'élévation de deux États

secondaires , désormais indispensables à l'équilibre européen : la Prusse et le Piémont, qu'on peut définir la résistance allemande et la résistance italienne. La Prusse, allemande et slave à la fois, agglomère peu à peu l'Allemagne du Nord et contrebalance l'Autriche. Le royaume de Savoie-Piémont gardera les Alpes et les fermera, italien contre la France, français contre l'Italie.

On a besoin de marquer d'avance ces beaux et utiles résultats pour se consoler de tant de revers de la France qui restent à raconter.

En 1689, elle porte à l'Allemagne un cruel défi. Elle met un désert entre elle et ses ennemis. Tout le Palatinat est brûlé pour la seconde fois ; Spire , Worms, plus de quarante villes et villages sont incendiés. Deux généraux font tête en Flandre et aux Alpes, Luxembourg et Catinat ; c'est encore Condé et Turenne. Luxembourg, général d'inspiration et de mouvemens soudains, faisant la guerre en grand seigneur, souvent surpris, jamais vaincu. Après ses belles batailles de Fleurus, Steinkerque et Nerwinden [1690-92-95], d'où il remporta tant de drapeaux, on l'appelait le *Tapissier de Notre-Dame*. Ce brillant général était disgracié de la nature. Guillaume disait toujours : « Ne pourrai-je donc battre ce petit bossu ? »

Catinat prenait la guerre comme science. C'était un officier de fortune , sorti d'une famille de robe , d'abord avocat, premier exemple du général plébéien. Il y avait en cet homme quelque chose d'antique. Il

fit son chemin lentement, à force de mérite ; il commanda tard et ne fut jamais en faveur. Il ne demandait rien, recevait peu, souvent refusait. Les soldats, qui aimaient sa simplicité et sa bonhomie, l'appelaient le Père la Pensée. La cour s'en servait à regret. Quand il eut battu le duc de Savoie à Staffarde, pris Saluces et forcé l'ennemi à Suze [1690], Louvois lui écrivait : « Quoique vous ayez fort mal servi le roi cette campagne, sa Majesté veut bien vous conserver votre gratification ordinaire. » Catinat ne se rebutait de rien ; il endurait, avec la même patience, les rudesses de Louvois et les difficultés de cette dure guerre des Alpes.

La Hogue.  
1692.

Les plus grands coups se portèrent en Irlande et sur mer. Louis XIV voulait ramener l'Angleterre sous l'influence française. Il fit passer Jacques en Irlande ; il lui envoya renfort sur renfort, flotte sur flotte. Jacques échoua. Le secours odieux des Français et des Irlandais confirma les Anglais dans leur haine contre lui. Au lieu de soulever l'Écosse qui l'attendait, il resta en Irlande, s'amusa aux sièges, et fut battu à la Boyne. Louis XIV ne se rebuta pas ; il lui donna de quoi armer et équiper trente mille hommes, et il tenta d'en envoyer vingt mille ; Tourville et d'Étrées devaient les escorter avec soixante-quinze vaisseaux. Le vent arrêtant d'Étrées, Tourville se trouva avec quarante-quatre vaisseaux contre quatre-vingts. Il demanda des ordres à la cour. Louis XIV crut à sa fortune, et ordonna de forcer le passage. Cette terrible bataille de la Hogue ne nous coûta que dix-sept vais-



seaux, mais l'assurance, la fierté de notre marine y périt. Elle était réduite, en 1707, à trente-cinq vaisseaux; elle ne s'est relevée qu'un instant sous Louis XVI. La bataille de la Hogue est pour les Anglais l'ère de la domination des mers [1692]. Louis XIV avait mis sur une de ses médailles un Neptune menaçant, avec le mot du poète : « *Quos ego...* » Les Hollandais en frappèrent une qui portait pour légende : « *Maturate fugam, regique hæc dicite vestro : Non illi imperium pelagi...* »

Les ravages terribles de nos corsaires, des Jean Bart, des Duguay-Trouin, la sanglante bataille de Nerwinden gagnée par Luxembourg, celle de Catinat à la Marseille [1693], devaient peu à peu rendre les alliés plus traitables. Le duc de Savoie céda le premier. La guerre était finie pour lui : toutes les places fortes étaient entre les mains des Français. On lui offrait restitution, et pour sa fille l'expectative du trône de France; elle devait épouser le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, héritier de la monarchie. La défection de la Savoie [1696] décida peu à peu les autres. La France garda le Roussillon, l'Artois, la Franche-Comté et Strasbourg; mais elle reconnut Guillaume. Au fond, c'était être vaincu [paix de Ryswick, 1698].

Paix  
de Ryswick.  
1698.

Cette paix n'était qu'une trêve accordée aux souffrances du peuple. Une grande affaire occupait l'Europe. Il ne s'agissait plus de telle ou telle province d'Espagne, mais de la monarchie espagnole tout entière, avec Naples, les Pays-Bas, les Indes. On sait

Testament  
de Charles I.  
1700.

que Charles-Quint s'était couché vivant dans son cercueil, et qu'il avait assisté à ses funérailles, Charles II, le dernier de ses descendants, assistait à celles de la monarchie. Ce vieillard de trente neuf ans, gouverné par sa femme, par sa mère, par son confesseur; influencé par tout le monde, faisait et défaisait son testament. Le roi de France, l'empereur, le prince électoral de Bavière et le duc de Savoie, tous sortis de princesses espagnoles, se disputaient d'avance ses dépouilles. On s'accordait tantôt pour le Bavarrois, tantôt pour l'Autrichien, on parlait aussi de démembrement. Le pauvre roi voyait vivant tout cela; il en était indigné. Tout ce qu'il savait, ignorant et incertain qu'il était, c'est qu'il voulait garantir l'unité de la monarchie espagnole. Il s'arrêta au prince le plus capable de maintenir cette unité; il choisit un petit-fils Louis XIV; puis faisant ouvrir les tombeaux de l'Escorial; il exhuma son père, sa mère, sa première femme, et baisa leurs os. Il ne tarda pas à les réjoindre [1700].

Louis XIV accepta le legs et le péril. Il envoya en Espagne le second de ses petits-fils, le duc d'Anjou, qui fut Philippe V; il lui adressa au départ cette noble parole, qui de siècle en siècle semblera plus vraie et plus profonde : « Il n'y a plus de Pyrénées. » La conséquence immédiate était une guerre européenne. Aussi, malgré l'avis de son conseil, se décida-t-il à reconnaître le fils de Jacques II comme prince de Galles, et à soutenir à la fois la succession d'Espagne et celle d'Angleterre.

Il était pourtant bien tard pour commencer une Affaiblissement. telle guerre. Il y avait cinquante-sept ans qu'il ré-de la France gnait. Il avait vieilli, tout avait vieilli. La France semblait pâlie de la vieillesse de son roi. Toutes ses gloires finissaient peu à peu. Colbert était mort, Louvois était mort [1682, 1691], Arnaud aussi, et Boileau, et Racine, et La Fontaine, et madame de Sévigné ; tout-à-l'heure va tomber et s'éteindre la grande voix du siècle, Bossuet [1704]. La France, au lieu de Colbert et Louvois, avait Chamillart, qui cumulait leurs ministères ; Chamillart était dirigé par madame de Maintenon, madame de Maintenon par Babbien, sa vieille servante. Chose bizarre, une autre femme gouvernait l'Angleterre après le roi Guillaume ; je parle de la reine Anne, fille de Jacques II et petite-fille par sa mère de l'historien Clarendon, comme madame de Maintenon l'était d'Agrippa d'Aubigné.

Pour être placé entre les mains de bourgeois anoblis (Chamillart, le Tellier, Pontchartrain, etc.), le gouvernement n'en était que plus favorable à la noblesse. Prodigieusement multipliée dans les derniers temps, étrangère au commerce et à l'industrie, dédaigneuse et incapable, elle avait envahi l'antichambre, l'armée, et surtout les bureaux. Les petits nobles étaient à leur choix officiers ou commis. Il y avait bientôt autant d'officiers que de soldats, autant de commis que d'administrés. Les grands seigneurs achetaient des régimens pour leurs enfans en bas âge, commandaient les armées, et se faisaient prendre à Crémone, à Hochstedt.

Marlborough et Eugène. Il y avait alors à la tête des armées alliées deux hommes capables de profiter de tout cela. Un Anglais et un Français, Marlborough et Eugène. Ce dernier, cadet de la maison de Savoie, mais fils du comte de Soissons et d'une nièce de Mazarin, peut être appelé Français. Marlborough, le *bel Anglais*, était un esprit froid et fin, qui avait étudié sous Turenne, et qui nous rendait nos propres leçons. Eugène, quoique Vendôme l'appelât un *mauvais finassier*, était un homme d'un tact extraordinaire, qui s'inquiétait médiocrement des règles, mais qui savait au fond les lieux, les choses et les personnes, connaissait le fort et le faible, et profitait du faible. Ses plus éclatans et plus faciles succès furent sur la barbarie ottomane. Cet homme d'esprit, qui vint toujours à point, alterna ses victoires aux deux bouts de l'Europe, sur le grand roi et sur les Turcs, et il eut l'air d'avoir sauvé la liberté et la chrétienté.

Ces deux généraux avaient une chose commode pour la guerre, c'est qu'ils étaient rois dans leur pays; ils combattaient l'été, et l'hiver gouvernaient, négociaient. Ils avaient carte blanche, n'avaient pas besoin, la veille d'une bataille, d'envoyer à Versailles pour obtenir l'autorisation de vaincre.

En 1701, Catinat cède l'armée au magnifique Villeroi, que le prince Eugène prend dans son lit à Crémone. Eugène n'y gagna pas. Villeroi fut remplacé par Vendôme, petit-fils de Henri IV, et vrai soldat, avec les mœurs d'une femme. Vendôme, comme son frère le grand prieur, restait couché jusqu'à quatre

Villeroi.

Vendôme.

heures après midi. C'était l'un des plus jeunes généraux de Louis XIV; il n'avait que cinquante ans. Les soldats l'adoraient aussi pour ses mauvaises qualités. Il y avait peu d'ordre, de prévoyance, de discipline dans cette armée; mais beaucoup d'audace et de gaieté. On réparait tout à force de courage.

Catinat commandait du côté de l'Allemagne, et sous lui Villars. Celui-ci, impatient de la prudence de son chef, gagna témérairement la bataille de Fridlingen [1702]; puis, perçant dans l'Allemagne, il gagna encore, malgré l'électeur de Bavière; allié de Louis XIV, la bataille de Hochstedt [1703]. Villars excitait l'enthousiasme des soldats par sa bravoure, ses vanteries, sa belle figure militaire. A Fridlingen, ils le proclamèrent maréchal de France sur le champ de bataille.

Villars.

La route de l'Autriche était ouverte, lorsqu'on apprit que le duc de Savoie venait de prendre parti contre la France et l'Espagne, contre ses deux gendres [1703]. Jusqu'à cette époque, les alliés n'avaient eu aucun avantage signalé sur la France. Elle combattait pourtant sur toutes ses frontières et au dedans, contre tout le monde et contre elle-même. Les calvinistes des Cévennes, exaspérés par les rigueurs de l'intendant Basville, étaient en armes depuis 1702. On envoya contre eux, entre autres généraux, Villars et Berwick. Ce dernier était un Stuart, un fils naturel de Jacques II, qui devint un des premiers tacticiens du siècle.

Villars était éloigné en Languedoc, Catinat retiré,



**Défaite** lorsque l'armée d'Allemagne, confiée à MM. de Mar-  
**e Hochstedt.** sin et Tallard , éprouva à Hochstedt , sur le théâtre  
**1704.** même de la victoire de Villars , une des plus cruelles  
défaites qu'ait essuyées la France. Ils s'étaient jetés  
à l'aveugle dans l'Allemagne, sur la route de Vienne,  
lorsque Marlborough et Eugène leur coupèrent le  
chemin. Les dispositions étaient faites de sorte qu'in-  
dépendamment des morts il y eut quatorze mille  
hommes qui se rendirent sans avoir pu combattre  
(1704]. Villars accourut à temps pour couvrir la Lor-  
raine, tandis que Vendôme gagnait l'avantage sur  
Eugène à la sanglante affaire de Cassano [1705]. En  
1706, Vendôme est remplacé par la Feuillade en  
Italie. La France éprouve deux grandes défaites. Par  
**De Turin ,** celle de Turin, Eugène lui enlève l'Italie entière; par  
**e Ramillies.** Celle de Ramillies, Marlborough l'expulse des Pays-  
**1705-1706.** Bas espagnols.

**Défaite** En 1707 , les alliés pénétrèrent en France par la  
**Oudenarde.** Provence, en 1708 par la Flandre (défaite d'Oude-  
**1708.** narde). 1709 fut une année terrible; d'abord un  
hiver meurtrier, puis la famine. La misère se fit sen-  
**Misère** tir à tous. Les laquais du roi mendiaient à la porte  
**de la France.** de Versailles, madame de Maintenon mangea du  
pain bis. Des compagnies de cavalerie tout entières  
désertaient enseignes déployées, pour gagner leur  
vie par la contrebande. Les recruteurs faisaient la  
chasse aux hommes. L'impôt prenant toutes les for-  
mes pour atteindre le peuple, les actes de l'état civil  
furent taxés; on paya pour naître et mourir. Les pay-  
sans, poursuivis dans les bois par les traitans, s'armè-

rent et prirent d'assaut la ville de Castres. Le roi ne trouvait plus à emprunter à quatre cent pour cent; la dette monta, avant la mort de Louis XIV, à près de trois milliards.

Les alliés souffraient aussi. L'Angleterre se ruinait pour ruiner la France. Mais l'Europe était conduite par deux hommes qui voulaient la guerre, et c'était d'ailleurs un trop doux spectacle que l'humiliation de Louis XIV. Ses ambassadeurs ne recevaient pour réponse que des propositions dérisoires. Il fallait, disait-on, qu'il défît lui-même son ouvrage, qu'il détrônât Philippe V. Il descendit jusqu'à offrir de l'argent aux alliés pour entretenir la guerre contre son petit-fils. Mais non, ils voulaient qu'il le chassât lui-même, qu'une armée française combattît un prince français.

Le vieux roi déclara alors qu'il se mettrait à la tête de sa noblesse, et qu'il irait mourir à la frontière. Il s'adressa pour la première fois à son peuple, il le prit pour juge, et se releva par son humiliation même. La manière dont les Français combattirent cette année (1709), indique assez combien la guerre était devenue nationale. C'était le 9 septembre près du village de Malplaquet; le soldat qui avait manqué de vivres un jour entier, venait de recevoir son pain, il le jeta pour combattre. Villars grièvement blessé, est emporté du champ de bataille; l'armée se retire en bon ordre, n'ayant pas perdu huit mille hommes, les alliés en laissaient sur la place quinze ou vingt mille.

Victoire de  
Malplaquet.  
1709.

En Espagne, le trône de Philippe V, fondé par Berwick à Almanza (1707), fut affermi à Villaviciosa

Victoire  
de Denain.  
1712.

Traité  
d'Utrecht.  
1712.

par Vendôme (1710), il fit coucher le jeune roi sur un lit de drapeaux. Cependant l'élévation de l'archiduc Charles à l'Empire (1711) faisait craindre à l'Europe la réunion de l'Empire et de l'Espagne. Ce n'était pas la peine d'abaisser Louis XIV pour élever un Charles-Quint. L'Angleterre se lassait de payer, elle voyait Malborough, gagné par les hollandais, faire la guerre à leur profit. Enfin la victoire surprise par Villars à Denain, faisait tort à la réputation du prince Eugène (1712). Cette guerre terrible, dans laquelle les alliés avaient cru démembrer la France, ne lui ôta pas une province (Traité d'Utrecht et de Rastadt, 1712 ; de la Barrière, 1715).

Elle ne céda que quelques colonies. Elle maintint le petit-fils de Louis XIV sur le trône d'Espagne. La monarchie espagnole perdit, il est vrai, ses possessions en Italie et aux Pays-Bas ; elle céda la Sicile au duc de Savoie, les Pays-Bas espagnols, Naples et le Milanais à l'Autriche ; mais elle gagnait à se resserrer en soi, à perdre l'embarras de ces possessions lointaines qu'elle ne pouvait ni défendre ni gouverner ; les Deux-Siciles devaient d'ailleurs bientôt revenir à une branche des Bourbons d'Espagne. La Hollande eut plusieurs places des Pays-Bas pour les défendre à frais communs avec l'Autriche. L'Angleterre fit reconnaître sa nouvelle dynastie ; elle prit pied à Gibraltar et à Minorque, à la porte de l'Espagne et dans la Méditerranée. Elle obtint pour elle et pour la Hollande un traité de commerce désavantageux pour la France. Elle exigea la démolition de

Dunkerque , et empêcha la France d'y suppléer par le canal de Mardick. Elle entretint, et ce fut là le plus honteux , un commissaire anglais pour s'assurer par ses yeux , si la France ne relevait pas les ruines de la ville de Jean- Bart. « On va travailler, dit un contemporain à la démolition de Dunkerque , on demande huit cent mille livres pour en démolir le tiers seulement. » Aujourd'hui encore on ne peut lire sans douleur et indignation la triste supplique adressée par les habitans de Dunkerque à la reine d'Angleterre elle-même.

Telle fut la fin du grand règne. Louis XIV survécut peu au traité d'Utrecht [mort en 1715]. Il avait vu presque tous ses enfans mourir en quelques années, le dauphin , le duc , la duchesse de Bourgogne , et un de leurs fils. Il ne restait dans ce palais désert qu'un vieillard presque octogénaire , et un enfant de cinq ans. Tous les grands hommes du règne avaient précédé , un nouvel âge commençait. Dans la littérature , comme dans la société , les ressorts allaient se détendre. Cette époque de relâchement et de mollesse s'annonce de loin par le doux quiétisme de madame Guyon , qui réduit la religion à l'amour. Dans ses discours , l'habile et éloquent Massillon effleure le dogme , et s'attache à la morale. Les hardiesses politiques de Fénelon appartiennent déjà au dix-huitième siècle.

Mort  
de Louis XIV.  
1725.

---

**CHAPITRE XX.****DES LETTRES , DES SCIENCES ET DES ARTS , AU SIÈCLE  
DE LOUIS XIV.**

---

Le génie des lettres et des arts brille encore dans les États du Midi pendant la première moitié du dix-huitième siècle. Le génie de la philosophie et des sciences éclaire les États du Nord, surtout dans la seconde. La France, placée entre les uns et les autres, réunit seule cette double lumière, étend sur tous les peuples policés la souveraineté de sa langue, et se place désormais à la tête de la civilisation européenne.

**§ I. — France.**

La France, comme l'Italie, a son grand siècle littéraire après de longues agitations.— Un monarque, objet de l'enthousiasme national, anime et encourage le génie. — *L'esprit religieux* est à cette époque, la première inspiration des lettres. La religion, entre



les attaques du seizième siècle et celles du dix-huitième, anime ses défenseurs d'une force toute nouvelle. — Les lettres reçoivent en outre une impulsion particulière de *l'esprit social*, naturel aux Français, mais qui ne peut se développer que par les progrès de l'aisance et de la sécurité; c'est à ce caractère que la littérature française doit sa supériorité dans la poésie dramatique et dans tous les genres de peinture de mœurs. Une capitale, une cour, sont l'arbitre du mérite littéraire; il y a moins d'originalité, mais l'on atteint la perfection du goût.

Le dix-septième siècle présente deux périodes distinctes. En France, la première s'étend jusqu'en 1661, époque à laquelle Louis XIV, commence à régner par lui-même, et à exercer quelque influence sur les lettres. Les écrivains qui ont vécu ou qui se sont formés dans cette période ont encore pour la plupart quelque chose de l'âpreté du seizième siècle, la pensée est plus hardie et souvent plus profonde. Le goût est encore le privilège de quelques hommes de génie. A cette période appartiennent ( outre les peintres Le Poussin et Le Sueur ) un grand nombre d'écrivains : Malherbe, Racan, Brébœuf, Rotrou et le grand Corneille; Balzac et Voiture; Sarrazin et Mézerai; Descartes et Pascal. La Rochefoucauld, le cardinal de Retz et Molière marquent le passage de la première période à la seconde.

La France au siècle de Louis XIV ne produisit pas d'épopée; son grand poème est écrit en prose. — Éclat de la poésie dramatique. La tragédie atteint d'a-

bord la noblesse , la force et le sublime ; elle y joint ensuite la grâce et le pathétique : — La comédie de caractère, sans rivale chez les autres nations. Trois âges de la comédie française : philosophie profonde et gaîté naïve, gaîté sans philosophie, intérêt sans gaîté. — L'opéra s'élève au rang des ouvrages littéraires. — Élégance et sagesse de la poésie didactique. — La satire attaque les ridicules plus que les vices, et surtout les ridicules littéraires. — L'apologue devient un petit poème dramatique. — La poésie lyrique ne fleurit que tard, et déploie plus d'art que d'enthousiasme. — La pastorale reste faible, ou trop spirituelle. — La poésie légère est plus gracieuse que piquante.

#### POÈTES DRAMATIQUES.

|                       |      |                         |      |
|-----------------------|------|-------------------------|------|
| Rotrou , mort en. . . | 1630 | Tho. Corneille, mort en | 1709 |
| Molière. . . . .      | 1673 | Regnard. . . . .        | 1709 |
| Pierre Corneille. . . | 1684 | Brueys. . . . .         | 1723 |
| Quinault. . . . .     | 1688 | Campistron. . . . .     | 1723 |
| Racine. . . . .       | 1699 | Dancourt. . . . .       | 1726 |
| Boursault. . . . .    | 1708 | Crébillon. . . . .      | 1762 |

#### AUTRES POÈTES.

|                                   |      |                       |      |
|-----------------------------------|------|-----------------------|------|
| Malherbe. . . . .                 | 1628 | Segrais. . . . .      | 1701 |
| Brébœuf. . . . .                  | 1661 | Boileau. . . . .      | 1711 |
| Racan. . . . .                    | 1670 | La Fare. . . . .      | 1713 |
| Benserade. . . . .                | 1691 | Chaulieu. . . . .     | 1720 |
| M <sup>me</sup> Deshoulières. . . | 1694 | J.-B. Rousseau. . . . | 1741 |
| La Fontaine. . . . .              | 1695 |                       |      |

L'éloquence du barreau ne peut prendre l'essor [ Le Maistre, 1658 ; Patru, 1681 ; Péliſſon, 1693 ].

— L'éloquence de la chaire surpasse tous les modèles de l'antiquité. L'oraison funèbre reparaît sous une forme inconnue aux anciens.

#### ORATEURS.

|                     |      |                    |      |
|---------------------|------|--------------------|------|
| Cheminais. . . . .  | 1689 | Fléchier. . . . .  | 1710 |
| Mascaron. . . . .   | 1703 | Fénélon. . . . .   | 1715 |
| Bourdaloue. . . . . | 1704 | Massillon. . . . . | 1743 |
| Bossuet. . . . .    | 1704 |                    |      |

L'histoire peu fidèle et froidement élégante, ou bien de pure érudition. Le *Discours sur l'Histoire universelle* ouvre à l'histoire une route nouvelle. — D'abondans matériaux sont déposés dans les mémoires et dans les correspondances des négociateurs. — Une foule d'autres genres sont cultivés avec succès. — Le roman de caractère rivalise avec la comédie. — Les femmes rencontrent, dans la négligence d'une correspondance intime, la perfection du style familier. — La traduction fait quelques progrès. — Enfin la critique littéraire prend naissance.

#### HISTORIENS.

|                   |      |                                |      |
|-------------------|------|--------------------------------|------|
| Sarrasin. . . . . | 1654 | Amelot de la Houssaie. . . . . | 1706 |
| Péréfixe. . . . . | 1670 | Boulainvilliers. . . . .       | 1722 |

|  |      |                           |      |
|--|------|---------------------------|------|
| Le cardinal de Retz. . . . .           | 1679 | Fleuri. . . . .           | 1723 |
| Mézerai. . . . .                       | 1683 | Rapin de Thoiras. . . . . | 1725 |
| Le P. Maimbourg. . . . .               | 1686 | Daniel. . . . .           | 1728 |
| M <sup>me</sup> de Motteville. . . . . | 1689 | Vertot. . . . .           | 1735 |
| Saint-Réal. . . . .                    | 1692 | Dubos. . . . .            | 1742 |
| Varillas. . . . .                      | 1696 | Saint-Simon. . . . .      | 1755 |
| Le P. d'Orléans. . . . .               | 1698 |                           |      |

## HISTORIENS-ÉRUDITS.

|                       |      |                     |      |
|-----------------------|------|---------------------|------|
| Th. Godefroi. . . . . | 1648 | Herbelot. . . . .   | 1695 |
| Sirmond. . . . .      | 1651 | Tillemont. . . . .  | 1698 |
| Pétau. . . . .        | 1652 | Cousin. . . . .     | 1707 |
| Labbe. . . . .        | 1667 | Mabillon. . . . .   | 1707 |
| Valois. . . . .       | 1676 | Ruinard. . . . .    | 1709 |
| Moréri. . . . .       | 1680 | Baluze. . . . .     | 1718 |
| Godefroi. . . . .     | 1681 | Basnage. . . . .    | 1723 |
| Ducange. . . . .      | 1688 | Le Clerc. . . . .   | 1736 |
| Pagi. . . . .         | 1695 | Montfaucon. . . . . | 1741 |

## LITTÉRATEURS EN DIVERS GENRES.

|                            |      |                                       |      |
|----------------------------|------|---------------------------------------|------|
| Voiture. . . . .           | 1648 | Bouhours. . . . .                     | 1702 |
| Vaugelas. . . . .          | 1649 | Perrault. . . . .                     | 1703 |
| Balzac. . . . .            | 1654 | Saint-Évremond. . . . .               | 1703 |
| Du Ryer. . . . .           | 1656 | Fénélon. . . . .                      | 1715 |
| Scarron. . . . .           | 1660 | Tourreil. . . . .                     | 1715 |
| D'Ablancourt. . . . .      | 1664 | M <sup>me</sup> de Maintenon. . . . . | 1719 |
| Arnault d'Andilly. . . . . | 1674 | Hamilton. . . . .                     | 1720 |
| Le Bossu. . . . .          | 1680 | Dufresni. . . . .                     | 1724 |
| De Saci. . . . .           | 1684 | La Motte-Houdart. . . . .             | 1731 |
| Chapelle. . . . .          | 1686 | M <sup>me</sup> de Lambert. . . . .   | 1733 |
| Ant. Arnaud. . . . .       | 1694 | Dubos. . . . .                        | 1742 |

|                                     |      |                     |      |
|-------------------------------------|------|---------------------|------|
| Lancelot. . . . .                   | 1695 | Mongault. . . . .   | 1747 |
| M <sup>me</sup> de Sévigné. . . .   | 1696 | Le Sage. . . . .    | 1747 |
| M <sup>lle</sup> de la Fayette. . . | 1699 | Fontenelle. . . . . | 1757 |
| Bachaumont. . . . .                 | 1702 |                     |      |

La métaphysique donne une impulsion nouvelle à l'esprit humain. — Les moralistes accumulent les observations sans essayer de donner à la morale un ensemble, une forme scientifique. — On commence à porter l'esprit philosophique dans les sciences naturelles. — Quelques sceptiques, isolés dans ce siècle, forment la liaison du seizième siècle avec le dix-huitième.

#### PHILOSOPHES.

|                       |      |                         |      |
|-----------------------|------|-------------------------|------|
| Descartes. . . . .    | 1650 | Pascal. . . . .         | 1662 |
| Gassendi. . . . .     | 1655 | La Motte le Vayer. .    | 1672 |
| La Rochefoucauld. . . | 1680 | Huet. . . . .           | 1721 |
| Nicole. . . . .       | 1695 | Buffler. . . . .        | 1737 |
| Le Bruyère. . . . .   | 1696 | L'abbé de Saint-Pierre. | 1744 |
| Bayle. . . . .        | 1706 | Fontenelle. . . . .     | 1757 |
| Malebranche. . . . .  | 1715 |                         |      |

Les sciences ne sont pas négligées. — Essor des mathématiques. — Naissance de la géographie. — Commencement des voyages scientifiques.

#### SAVANS ET MATHÉMATICIENS.

|                    |      |                       |      |
|--------------------|------|-----------------------|------|
| Descartes. . . . . | 1650 | L'Hôpital. . . . .    | 1704 |
| Fermat. . . . .    | 1652 | Jacq. Bernouilli. . . | 1705 |



§ II. — *Angleterre, Hollande, Allemagne. — Italie, Espagne.*

L'Angleterre, l'Italie et l'Espagne suivent immédiatement la France dans la carrière des lettres ; les deux premières (avec la Hollande) la devancent dans celle des sciences. — Malgré l'apparition de quelques hommes supérieurs, le développement de l'Allemagne ne commence pas encore. — L'Italie, dans la première moitié du dix-septième siècle, conserve la gloire de la peinture, que la Flandre partage avec elle.

1<sup>o</sup> *Littérature.* — Les noms de Bacon et de Shakspeare marquent le premier essor du génie anglais. Mais les guerres religieuses arrêtent long-temps toute spéculation ; c'est cependant à elles que l'on doit rapporter le phénomène du *Paradis perdu* [ malgré la tardive apparition de ce poème, 1669 ]. Sous Charles II, l'Angleterre est soumise à l'influence littéraire, comme à l'influence politique de la France ; et cet esprit d'imitation subsiste dans toute la période *classique* de la littérature anglaise [ de l'avènement de Charles II à la mort de la reine Anne, 1661-1714 ]. Dans cette période, l'Angleterre produit trois grands poètes (Dryden, Addisson et Pope), beaucoup de poètes ingénieux, et plusieurs prosateurs distingués.

POÈTES ANGLAIS.

Shakspeare. . . . 1616 Walter. . . . 1687

|                    |      |                   |      |
|--------------------|------|-------------------|------|
| Denham. . . . .    | 1666 | Dryden. . . . .   | 1701 |
| Cowley. . . . .    | 1667 | Rowe. . . . .     | 1718 |
| Milton. . . . .    | 1674 | Addisson. . . . . | 1719 |
| Rochester. . . . . | 1680 | Prior. . . . .    | 1721 |
| Butler. . . . .    | 1680 | Congrève. . . . . | 1729 |
| Roscommon. . . . . | 1684 | Gay. . . . .      | 1732 |
| Otway. . . . .     | 1685 | Pope. . . . .     | 1744 |

## PROSETEURS ANGLAIS.

|                    |      |                      |      |
|--------------------|------|----------------------|------|
| Clarendon. . . . . | 1674 | Addisson. . . . .    | 1719 |
| Tillotson. . . . . | 1694 | Steele. . . . .      | 1729 |
| Temple. . . . .    | 1698 | Swift. . . . .       | 1745 |
| Burnet. . . . .    | 1715 | Bolingbroke. . . . . | 1751 |

La littérature italienne a perdu son éclat. Un penseur original et profond [Vico, mort en 1744] fonde à Naples la philosophie de l'histoire ; quelques historiens estimables se font remarquer ; mais la poésie est envahie par le bel esprit et l'affectation.

## POÈTES ITALIENS.

|                  |      |                   |      |
|------------------|------|-------------------|------|
| Marini. . . . .  | 1625 | Salvator. . . . . | 1673 |
| Tassoni. . . . . | 1635 |                   |      |

## HISTORIENS ITALIENS.

|                 |      |                      |      |
|-----------------|------|----------------------|------|
| Sarpi. . . . .  | 1625 | Bentivoglio. . . . . | 1644 |
| Davila. . . . . | 1634 | Nau. . . . .         | 1678 |

La littérature espagnole offre un prodige de philosophie et de gaîté ; après les noms de Cervantès et de deux grands poètes tragiques viennent ceux de plusieurs historiens.

#### ÉCRIVAINS ESPAGNOLS.

|                    |      |                       |      |
|--------------------|------|-----------------------|------|
| Cervantès. . . . . | 1616 | Lope de Vega. . . . . | 1635 |
| Mariana. . . . .   | 1624 | Solis. . . . .        | 1686 |
| Herrera. . . . .   | 1625 | Calderone. . . . .    | 1687 |

*2<sup>o</sup> Philosophie.* — L'Angleterre, préparée par les controverses théologiques et politiques, ouvre à la métaphysique et à la science politique des routes nouvelles. — L'Allemagne oppose un seul homme à tous les métaphysiciens, comme à tous les savans anglais (Leibnitz). — Un Hollandais érige l'athéisme en système (Spinoza) ; mais un autre philosophe de la même nation (Grotius) donne à la morale une forme scientifique, et montre qu'elle doit régir les rapports des sociétés, comme ceux des individus. La nouvelle science, appuyée d'abord sur l'érudition, l'est ensuite sur la philosophie.

#### PHILOSOPHES ET POLITIQUES ANGLAIS.

|                   |      |                      |      |
|-------------------|------|----------------------|------|
| Bacon. . . . .    | 1626 | Locke. . . . .       | 1704 |
| Hobbes. . . . .   | 1679 | Shaftesbury. . . . . | 1713 |
| Sidney. . . . .   | 1683 | Clarke. . . . .      | 1729 |
| Cudworth. . . . . | 1688 |                      |      |

## PHILOSOPHES ET POLITIQUES HOLLANDAIS.

|                  |      |                       |      |
|------------------|------|-----------------------|------|
| Grotius. . . . . | 1645 | S'Gravesande. . . . . | 1742 |
| Spinoza. . . . . | 1677 |                       |      |

## PHILOSOPHES ET POLITIQUES ALLEMANDS.

|                     |      |               |      |
|---------------------|------|---------------|------|
| Puffendorf. . . . . | 1694 | Wolf. . . . . | 1754 |
| Leibnitz. . . . .   | 1716 |               |      |

**3<sup>o</sup> Sciences.** — Elles ont eu dans Bacon leur législateur et comme leur prophète ; mais elles ne reçoivent leur direction véritable que de Galilée et de Newton. A la suite de ces grands hommes se rangent une foule de savans.

## SAVANS ANGLAIS.

|                 |      |                               |
|-----------------|------|-------------------------------|
| Bacon. . . . .  | 1626 | Les Grégori. 1646, 1675, 1708 |
| Harvey. . . . . | 1657 | Newton. . . . . 1726          |
| Barrow. . . . . | 1677 | Halley. . . . . 1741          |
| Boyle. . . . .  | 1691 |                               |

## SAVANS ITALIENS.

|                           |      |                  |      |
|---------------------------|------|------------------|------|
| Aldovrandi. . . . .       | 1615 | Borelli. . . . . | 1679 |
| Sanctorius, vers. . . . . | 1636 | Viviani. . . . . | 1703 |
| Galilée. . . . .          | 1642 | Cassini. . . . . | 1712 |
| Toricelli. . . . .        | 1647 |                  |      |

## SAVANS HOLLANDAIS.

Huygens. . . . . 1702 Boerhaave. . . . . 1763

## SAVANS ALLEMANDS ET DANOIS.

Kepler. . . . . 1630 Kirkher. . . . . 1680  
Tycho-Brahé. . . . . 1636 Stahl. . . . . 1733

**4<sup>o</sup> Érudition.** — Elle s'exerce sur des objets plus variés. Les antiquités du moyen-âge et de l'Orient partagent les travaux des érudits, jusqu'alors exclusivement occupés de l'antiquité classique. — *Érudits anglais* : Owen, Farnabe, Ussérius, Bentley, Marsham, Stanley, Hyde, Pocock. — *Érudits de Hollande et des Pays-Bas* : Barlaeus, Schrevelius, Heinsius, les Vossius. — *Érudits allemands* : Freinshemius, Gronovius, Morhof, Fabricius Spanheim. — *Érudits italiens* : Muratori, etc.

**5<sup>o</sup> Arts.** — Les arts suivent en Italie la décadence des lettres. La peinture seule fait exception. École lombarde. École flamande.

## PEINTRES ITALIENS.

Le Guide. . . . . 1642 Le Guerchin. . . . . 1666  
L'Albano. . . . . 1647 Salvator Rosa. . . . . 1673



Lanfranc. . . . . 1647 Le Bernin , sculpteur  
Le Dominiquin. . . . 1648 architecte et peintre. 1680

PEINTRES FLAMANDS.

Rubens. . . . . 1640 Rembrandt. . . . . 1688  
Vandyck. . . . . 1641 Le jeune Teniers. . 1694  
Le vieux Teniers. . . 1649

## TROISIÈME PÉRIODE.

DEUXIÈME PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE. — 1715-1789.

---

### CHAPITRE XXI.

DISSOLUTION DE LA MONARCHIE 1715-1789(1).

Louis XV.—Régence du duc d'Orléans, 1715.—Ministère de Bourbon, 1723; de Fleury, 1726-1745. — Guerre de la succession d'Autriche, 1740. — Revers des Français. Victoires de Fontenoi et de Raucoux, 1745-46. — Paix d'Aix-la-Chapelle, 1748. — Guerre de Sept-Ans, 1756. — Pacte de famille, 1761. — Abolition des jésuites, 1764, et du Parlement, 1771. — Louis XVI, 1774. — Turgot. Necker. — Calonne; assemblée des Notables, 1787. — États-Généraux 1789.

---

ENTRE Louis-le-Grand et Napoléon-le-Grand, la

---

(1) *Etat des principales puissances après la paix d'Utrecht.*

*Angleterre. 1714-1727, Avénement de la maison de Hanovre dans la personne de Georges Ier. — Ce prince entie-*

France descendit sur une pente rapide, au terme de laquelle la vieille monarchie rencontrant le peuple, se brisa, et fit place à l'ordre nouveau qui prévaut encore. L'unité du dix-huitième siècle est dans la préparation de ce grand événement. D'abord la guerre littéraire et philosophique pour la liberté religieuse, puis la grande et sanglante bataille de la liberté politique, une victoire ruineuse sur l'Europe, et malgré une réaction passagère, l'affermissement définitif de l'ordre constitutionnel et de l'égalité civile.

Au point de départ, au terme, apparaît la maison d'Orléans.

rement livré aux Wighs. L'Angleterre, toujours plus puissante depuis la paix d'Utrecht, exerce la même influence sur la Hollande, qui décline insensiblement. — *France*. 1715-1723, Minorité de Louis XV. Régence du duc d'Orléans. Ce prince, inquiet par le roi d'Espagne et par les princes légitimés, se lie étroitement avec l'Angleterre, qui, de son côté, craint les entreprises du prétendant. — *Espagne*. 1700-1746, Philippe V. Il est gouverné d'abord par la princesse des Ursins, ensuite par sa seconde femme, Elisabeth de Parme. 1715-1719, Ministère d'Albéroni. — *Autriche*. 1711-1740, CHARLES VI. La maison d'Autriche est considérablement agrandie, mais non fortifiée par le traité d'Utrecht. Troubles religieux de l'Empire. Guerre civile de Hongrie. Guerre des Turcs. — Toutes les puissances, excepté l'Espagne, sont intéressées au maintien de la paix d'Utrecht, et s'efforcent pendant vingt ans de la prolonger par des négociations. — Vastes projets d'Albéroni pour reconquérir les pays démembrés de la monarchie espagnole, pour dépouiller le duc d'Orléans de la régence, et pour ré-

Le Régent.

Pendant que le feu roi s'en va tout seul et sans pompe à Saint-Denis, le duc d'Orléans fait casser son testament par le parlement. La politique du régent, sa vie, ses mœurs, toute sa personne, était un démenti pour le règne précédent. Toutes les vieilles barrières tombent ; le régent invite les particuliers à donner leur avis sur les affaires, il proclame les maximes de Fénelon, il fait imprimer le *Télémaque* à ses frais, il ouvre au public la bibliothèque du roi. Les traitans qui sous le dernier règne ont engraisé des maux de la France, sont jugés par une Chambre-Ardente, rançonnés, condamnés à tort et à travers ; cette terreur

---

tablir le prétendant sur le trône d'Angleterre. Ses négociations avec Charles XII et Pierre-le-Grand. 1717, Triple alliance (le régent de France avec le roi d'Angleterre et la Hollande). 1717-1718, La Sardaigne et la Sicile reconquises par les Espagnols. Conspiration de Cellamare contre le régent. — 1718, *Quadruple alliance* (la France, l'Angleterre et la Hollande avec l'empereur). L'Espagne est forcée d'y souscrire. — 1720, L'empereur renonce à l'Espagne et aux Indes ; le roi d'Espagne, à l'Italie et aux Pays-Bas ; l'infant don Carlos reçoit l'investiture des duchés de Toscane, de Parme et de Plaisance, considérés comme fiefs de l'Empire, lesquels seront occupés provisoirement par des troupes neutres ; l'Autriche prend pour elle la Sicile, et donne la Sardaigne en échange au duc de Savoie. — 1721-1725, Congrès de Cambrai. Difficultés suscitées par l'empereur et le roi d'Espagne, relativement à la forme des renonciations par l'empereur ; relativement à l'acceptation de sa *Pragmatic-Sanction* ; par la Hollande et l'Angleterre, relativement à la compagnie d'Ostende ; par les ducs de Parme et

contre les financiers ne fait qu'ajouter à la popularité du prince. Cependant il ne suffit pas de les condamner, il faut les remplacer par d'autres moyens, faire face à cette dette de trois milliards que laisse Louis XIV. Alors une grande chose est tentée ; un banquier écossais, nommé Law, disciple, à ce qu'il dit, de Locke et de Newton, vient faire en France la première épreuve des ressources du crédit. Il ouvre une banque, substitue les billets à l'argent, hypothèque ses billets sur l'entreprise immense de la perception des impôts du royaume, sur les richesses coloniales d'un monde inconnu. Il crée la compagnie du Missis-

Law.

---

de Toscane, relativement aux investitures accordées à l'infant don Carlos. — 1725, Rupture du congrès de Cambrai ; le duc de Bourbon, premier ministre de France, décide cet événement en renvoyant l'infante pour faire épouser à Louis XV la fille du roi de Pologne fugitif, Stanislas Lecinski. Paix de Vienne entre l'Autriche et l'Espagne ; alliance défensive, à laquelle accèdent la Russie et les principaux états catholiques de l'empire. Alliance de Hanovre, entre la France, l'Angleterre et la Prusse, à laquelle accèdent la Hollande, la Suède et le Danemark. — Plusieurs causes préviennent la guerre générale prête à éclater : 1<sup>o</sup> la mort de Catherine I<sup>re</sup>, impératrice de Russie ; le caractère pacifique des principaux ministres de France et d'Angleterre, le cardinal de Fleury [1726-1743] et Robert Walpole [1721-1742]. Médiation du pape ; préliminaires de paix. 1728, Congrès de Soissons. 1729, Paix de Séville (entre la France, l'Angleterre et l'Espagne). 1731, *Traité de Vienne* : l'Angleterre et la Hollande garantissent la Pragmatique de Charles VI ; il renonce à faire le commerce des Indes par les



sipi. L'on voit , pour la première fois , les hommes repousser l'or ; la valeur des billets croit d'heure en heure. On s'étouffe dans la rue Quincampoix , aux portes des bureaux où l'on échange pour du papier ce métal incommode. Le régent devient un des directeurs de l'entreprise , et se fait banquier. Cependant la confiance s'ébranle , cette religion du papier a ses incrédules : il tombe rapidement. Malheur aux derniers possesseurs ; d'étranges bouleversemens s'opèrent, le riche devient pauvre, le pauvre riche. La fortune qui jusque là tenait au sol et s'immobilisait dans les familles , s'est , pour la première fois, volatilisée ;

---

Pays-Bas , et consent à l'occupation de Parme et de Plaisance par les Espagnols. — 1733 , Mort d'Auguste II , roi de Pologne. Deux prétendans à la couronne : Auguste III , électeur de Saxe , fils du feu roi , soutenu par la Russie et l'Autriche ; Stanislas Leczinski , beau-père de Louis XV , soutenu par la France , allié à l'Espagne et à la Sardaigne. L'Angleterre et la Hollande restent neutres , malgré leur alliance avec l'Autriche. Stanislas est chassé par les Russes et les Saxons ; mais la France et l'Espagne attaquent l'Autriche avec succès. Occupation de la Lorraine. Prise de Kehl. 1734, l'Empire se déclare contre la France. Prise de Philipsbourg. Conquête du Milanais par les armées sarde et française. Victoires de Parme et de Guastalla. — 1734-1735, Conquête du royaume de Naples et de la Sicile par les Espagnols. Victoire de Bitonto. L'infant don Carlos couronné roi des Deux-Siciles. — L'arrivée de dix mille Russes sur le Rhin , la médiation des puissances maritimes , et le désir de confirmer l'établissement des Bourbons d'Espagne en Italie , malgré la jalousie des Anglais , déterminent le cardi-

elle suivra désormais les besoins du commerce et de l'industrie. Un mouvement analogue a lieu par toute l'Europe ; les esprits sont , pour ainsi dire , détachés de la glèbe. Law , s'enfuyant au milieu des malédictions , a du moins laissé ce bienfait [ 1717-1721 ].

Le régent, dans sa facilité pour les idées nouvelles, dans sa curiosité scientifique, dans ses mœurs effrénées, est un des types du dix-huitième siècle. Il impose la Bulle par égard pour le pape, mais n'en est pas moins impie. Ses *roués* sont des nobles ; mais son homme, son ministre, le vrai roi de la France est ce drôle de cardinal Dubois, fils d'un apothicaire de Bri-

Alberoni.

nal de Fleury à traiter avec l'Autriche. 1738., *Traité de Vienne* : Stanislas reçoit , en dédommagement du trône de Pologne , la Lorraine , qui , à sa mort , doit passer à la France ; François , duc de Lorraine , gendre de l'empereur , reçoit en échange le grand-duché de Toscane , comme fief de l'Empire (le dernier Médicis étant mort sans postérité) ; les Deux-Siciles et les ports de Toscane sont assurés à l'infant don Carlos (CHARLES III) ; l'empereur recouvre le Milanais , le Mantouan , Parme et Plaisance. Novare , Tortone restent au roi de Sardaigne.

*Guerre de la succession d'Autriche , 1741-1748 ; et guerre de Sept ans , 1756-1763.*

Le milieu du dix-huitième siècle est marqué par deux ligue européennes, tendant à l'anéantissement des deux grandes puissances germaniques. L'une de ces puissances , autrefois prépondérante excite , par sa faiblesse et son isolement , l'ambition de tous les états ; l'autre , par son éléva-

ves-la-Gaillarde. Le régent est naturellement uni avec l'Angleterre, qui sous la maison de Hanovre, représente aussi le principe moderne, comme en Allemagne la jeune royauté de Prusse, dans le nord la Russie créée par Pierre-le-Grand. L'ennemi commun est l'Espagne, aux dépens de laquelle s'est faite la paix d'Utrecht. L'Espagne et la France, d'autant plus ennemies qu'elles sont parentes, se regardent d'un œil hostile. Le ministre espagnol, l'intrigant Alberoni entreprend de relever le vieux principe par toute l'Europe. Il veut rendre à l'Espagne tout ce qu'elle a perdu, et donner la régence de France à Philippe V ; il veut

---

tion subite, allume leur jalousie. Chacune d'elles engage toute l'Europe dans la lutte qu'elle soutient contre sa rivale; chacune d'elles se défend avec succès, heureusement pour les agresseurs eux-mêmes, dont l'imprudence allait rompre l'équilibre continental. — Les deux guerres n'en sont véritablement qu'une, séparée par une trêve de six ans. Quoiqu'elles aient la même durée, le nom de *Guerre de sept ans* est resté exclusivement à la seconde.

#### *Guerre de la succession d'Autriche, 1741-1748.*

Prétentions contradictoires des princes alliés contre l'Autriche. Le roi de Prusse sait seul ce qu'il veut, et l'obtient. — D'abord [1741-1744], le but est d'anéantir l'Autriche; puis [1744-1745] de délivrer la Bavière. Jusqu'en 1744, l'Allemagne est le théâtre de la guerre, la Prusse et la France sont les parties principales contre l'Autriche. Dans le reste de la guerre la France, devenue seule partie principale, combat surtout en Italie et dans les Pays-Bas. —

rétablir le prétendant en Angleterre. Pour cela Alberoni compte louer la meilleure épée du temps, prendre à sa solde le suédois Charles XII, ce roi aventurier sera payé par l'Espagne, comme Gustave-Adolphe le fut par la France. Cet immense projet manqua partout : Charles XII fut tué, le prétendant échoua, l'ambassadeur espagnol en France fut pris en flagrant délit de conspiration avec la duchesse du Maine, femme d'un fils légitime de Louis XIV ; la petite et spirituelle princesse avait cru, de son académie de Sceaux, changer la face de l'Europe. Les Mémoires de la Fronde qui venaient de paraître lui avaient donné

---

L'Angleterre soutient l'Autriche par ses négociations et par ses armes ; à cette occasion commence ce système de subsides par lequel elle achète la direction de la politique continentale. L'Autriche subsiste, et ne perd que trois provinces ; mais elle est profondément humiliée par la perte de la Silésie, et ne peut consentir à l'élévation du roi de Prusse, devenu avec l'Angleterre l'arbitre de l'Europe. — 1740, Mort de l'empereur Charles VI, dernier mâle de la maison de Habsbourg-Autriche. Sa Pragmatique-Sanction, garantie par tous les états de l'Europe, assure sa succession à sa fille aînée, Marie-Thérèse, épouse de François de Lorraine, duc de Toscane, au préjudice des filles de Joseph I<sup>er</sup>. Les époux de ces princesses, Charles-Albert, électeur de Bavière (descendant de l'empereur Ferdinand I<sup>er</sup>), et Auguste II, électeur de Saxe, roi de Pologne, font valoir leurs droits à la succession d'Autriche. Philippe V, roi d'Espagne, réclame la Bohême et la Hongrie ; Frédéric II, roi de Prusse, une partie de la Silésie ; Charles Emmanuel, roi de Sardaigne, le Milanais. La France, entraînée par

de l'émulation. Le régent et Dubois qui n'avaient ni haine, ni amitié, trouvèrent cela si ridicule qu'ils ne punirent personne, sauf quelques pauvres gentils-hommes bretons qui s'étaient mis en avant [1718]. La France, l'Angleterre, la Hollande et l'empereur, unis contre Alberoni, forment la quadruple alliance. Cependant, en 1720, l'Espagne obtient pour consolation la Toscane, Parme et Plaisance, et l'empereur, en lui donnant l'investiture de ces États, force le duc de Savoie de prendre la Sardaigne en échange de la Sicile. L'Europe était obstinée à la paix, et l'on s'arrangeait à tout prix.

---

les frères de Belle-Isle, malgré le cardinal de Fleury, appuie les prétentions de ces diverses puissances. — Abandon de Marie-Thérèse; l'Angleterre encore sous le ministère de Walpole, et occupée d'une guerre contre l'Espagne; la Suède engagée par les intrigues de la France dans une guerre malheureuse contre la Russie. — 1740-1741, Le roi de Prusse envahit la Silésie, et gagne la bataille de Molwitz. 1741. L'électeur de Bavière et les Français s'emparent de la haute Autriche, et envahissent la Bohême. 1742, L'électeur de Bavière est élu empereur sous le nom de CHARLES VII. — Héroïsme de Marie-Thérèse. Dévouement des Hongrois à sa cause. Elle reçoit des subsides de la Hollande et de l'Angleterre. 1742, Chute du ministre pacifique Walpole. La Sardaigne se déclare pour Marie-Thérèse. Une escadre anglaise force le roi de Naples à la neutralité. La médiation de l'Angleterre et la défaite de Czaslau décident Marie-Thérèse à céder la Silésie au roi de Prusse, qui se détache de la ligue; traité de Berlin. L'électeur de Saxe, roi de Pologne, suit l'exemple du roi de Prusse. 1743. L'armée



Le dur et maladroît ministère du duc de Bourbon qui gouverna après la mort du régent [1723-1726], fut bientôt remplacé par celui du prudent et circonspect Fleury, ex-précepteur du jeune roi, qui, sans bruit, s'empara et du roi et du royaume [1726-1745]. Louis XV, qui jusqu'à sept ans marchait à la lisière, qui jusqu'à douze porta un corps de baleine, devait être mené toute sa vie. Sous le gouvernement économe et timide du vieux prêtre, la France ne fut troublée que par l'affaire de la Bulle, les *convulsions* du jansénisme, et les réclamations des parlemens. La France, endormie sous Fleury, était unie à l'Angle-

Ministère  
du duc  
de Bourbon  
de Fleury  
1723-45.

---

*pragmatique* de Georges II victorieuse à Dettingen; traité de Worms (entre Marie-Thérèse et le roi de Sardaigne). Les Français évacuent la Bohême, l'Autriche, la Bavière, et sont repoussés en-deçà du Rhin. — 1774, La France déclare la guerre à la reine de Hongrie et au roi d'Angleterre. Union de Francfort, conclue entre la France, la Prusse, l'électeur palatin, le landgrave de Hesse et l'empereur, pour faire reconnaître ce dernier, et le rétablir dans ses états héréditaires. Frédéric envahit la Bohême. Les Français rentrent en Allemagne. Les impériaux reprennent la Bavière. 1745, Mort de Charles VII. Maximilien-Joseph, son fils, traite avec la reine de Hongrie à Fuessen. Élection au trône impérial de François I<sup>er</sup>, époux de Marie-Thérèse. — Frédéric s'assure la possession de la Silésie par les victoires de Hohenfriedberg, de Sorr et de Kesselsdorf; et, par l'envahissement de la Saxe, force l'électeur et la reine à signer le traité de Dresde. — Les Français continuent la guerre avec succès, en Italie, 1745, secondés par les Génois, par le roi de Naples et par les Espagnols, ils établissent l'infant

terre endormie sous Walpole ; union inégale , où la France n'avait l'avantage en aucun sens. L'Angleterre était alors l'admiration des Français ; ils allaient étudier auprès des *libres-penseurs* de la Grande-Bretagne , comme autrefois les philosophes grecs auprès des prêtres égyptiens. Voltaire y allait chercher quatre mots de Locke , de Newton , et sa tragédie de Brutus [1730] , Le président de Montesquieu , devenu plus circonspect , après le brillant scandale des *Lettres Persanes* [publiées en 1721] , prenait en Angleterre le type qu'il devait proposer à l'imitation de tous les peuples. Personne ne songeait à l'Alle-

---

don Philippe dans les duchés de Milan et de Parme ; dans les Pays-Bas , sous le maréchal de Saxe , ils gagnent les batailles de Fontenoi (1745) et de Rauoux [1746]. — 1745-1746 , Expédition de Charles-Édouard , fils du prétendant , qui force l'Angleterre de rappeler le duc de Cumberland des Pays-Bas (Batailles de Preston-Pans et de Colloden). — 1746 , Les Français et les Espagnols battus à Plaisance. L'armée espagnole rappelée par le nouveau roi Ferdinand VI. Les Autrichiens chassent les Français de la Lombardie , s'emparent de Gênes , et envahissent la Provence. La révolution de Gênes les oblige à repasser les Alpes. — 1747 , Conquête de la Flandre hollandaise par les Français. Le stathoudérat rétabli déclaré héréditaire en faveur de Guillaume IV , prince de Nassau-Dietz. Victoire des Français à Lawfeld , et prise de Berg-op-Zoom. 1748 , Le siège de Maëstricht décide la Hollande et l'Angleterre à traiter. La France y est décidée par l'arrivée des Russes sur le Rhin , par la destruction de sa marine et la perte de ses colonies (Voyez plus bas). — *Paix d'Aix-la-Chapelle.*

magne , où Leibnitz était mort , ni à l'Italie , où vivait Vico.

Il y avait tant de causes de guerre au milieu de ce grand calme , qu'une étincelle partie du Nord mit l'Europe en flammes.

Sous le duc de Bourbon , une intrigue de cour avait par hasard marié le roi de France à la fille d'un prince sans État , Stanislas Leczinski , ce palatin que Charles XII avait fait un instant roi de Pologne , et qui s'était retiré en France. A la mort d'Auguste II [1733] , le parti de Stanislas se réveilla , en opposition à celui d'Auguste III , électeur de Saxe , fils du

La France  
soutient  
Stanislas.

La France , l'Angleterre et la Hollande se rendent leurs conquêtes en Europe et dans les deux Indes ; Parme , Plaisance et Guastalla sont cédés à don Philippe ( frère des rois de Naples et d'Espagne , et gendre de celui de France ) ; la pragmatique de Charles VI , la succession de la maison de Hanovre en Angleterre et en Allemagne , la possession de la Silésie par le roi de Prusse sont confirmées et garanties.

#### *Guerre de Sept Ans , 1756-1763.*

La jalousie de l'Autriche arme l'Europe contre un souverain qui ne menace point l'indépendance commune. L'Angleterre lutte en même temps contre la France et l'Espagne. Frédéric et William Pitt , unis d'intérêts , conduisent séparément la guerre continentale et la guerre maritime. — Supériorité de Frédéric ; son génie militaire ; discipline de ses troupes , habileté de ses lieutenans , le prince Henri , Ferdinand de Brunswick , Schwerin , Seidlitz , Schmettau ,

Stanislas  
obtient  
Lorraine.

feu roi. Stanislas réunit jusqu'à soixante mille suffrages. Villars et les vieux généraux poussaient à la guerre ; ils prétendaient qu'on ne pouvait se dispenser de soutenir le beau-père du roi de France. Fleury se laissa forcer la main. Il en fit trop peu pour réussir , assez pour compromettre le nom français. Il envoya trois millions et quinze cents hommes contre cinquante mille Russes. Un Français , qui se trouvait par hasard à l'arrivée de nos troupes , le comte de Plélo , ambassadeur en Danemark , rougit pour la France , se mit à leur tête et se fit tuer.

L'Espagne s'était déclarée pour Stanislas contre

Keith. L'Autriche lui oppose , comme généraux , Brown Dawn , Laudon ; et comme négociateur , Kaunitz. — La France , en attaquant l'Angleterre dans le Hanovre , force ce royaume et les états voisins à devenir le rempart de Frédéric , et néglige la guerre maritime. — Le pacte de famille trop tardif pour être utile à la France. — Frédéric sort vainqueur de sa lutte contre l'Europe. La Prusse subsiste , et garde la Silésie. L'Angleterre atteint son but , la destruction de la puissance maritime de la France. Frédéric , quoique affaibli , partage toujours le premier rang avec l'Angleterre. Mais il ne désire plus la guerre , et l'union de la France et de l'Autriche promet une longue paix au continent. — Méintelligence entre la France et l'Angleterre. 1754 , Premières hostilités en Amérique. 1756 , Alliance de l'Angleterre avec la Prusse , de la France avec l'Autriche. Partage projeté des états du roi de Prusse. — 1756 , le roi de Prusse prévient ses ennemis en attaquant la Saxe ; il occupe Dresde , bat les Autrichiens à Lowositz , et fait poser les armes aux Saxons à Pirna. — La France

l'Autriche , qui soutenait Auguste. Cette guerre lointaine de Pologne était pour elle un prétexte pour recouvrer ses possessions d'Italie ; elle y réussit en partie par le secours de la France. Pendant que Villars envahissait le Milanais , les Espagnols reprenaient les Deux-Siciles et y établissaient l'Infant D. Carlos [1734-5]. Ils gardèrent cette conquête au traité de Vienne [1738]. Stanislas , en dédommagement du trône de Pologne , reçut la Lorraine , qui , à sa mort , dut passer à la France ; le duc de Lorraine , François , gendre de l'empereur , époux de la fameuse Marie-Thérèse , eut en échange la Toscane , comme

---

s'empare de Minorque , et fait passer des troupes dans la Corse ; mais bientôt elle néglige la guerre maritime pour attaquer l'Angleterre dans le Hanovre. 1757 , Succès des Français. Victoire de Hastenbeck. Convention de Closter-Seven. La Suède , la Russie et l'Empire accèdent à la ligue contre le roi de Prusse. — Frédéric entre en Bohême , gagne la bataille de Prague ; il est repoussé et défait à Kolin. Un de ses lieutenans est battu par les Russes à Jøgerdorf. Danger de sa situation. Il évacue la Bohême , passe en Saxe , et bat les Français et les impériaux à Rosbach. — Frédéric retourne en Silésie , et répare la défaite de Breslaw par la victoire de Lissa. Il envahit successivement la Moravie , la Bohême , empêche la jonction des Autrichiens avec les Russes. 1758 , il remporte sur ceux-ci la victoire long-temps disputée de Zorndorf. Il est surpris à Hochkirchen par les Autrichiens. 1759 , Les Prussiens battus par les Russes à Palzig ; par les Russes et les Autrichiens à Kunersdorf ; par les Autrichiens à Maxen. Les vainqueurs ne profitent pas de leur succès. Les Prussiens , battus de



fief de l'Empire. Le dernier des Médicis étant mort sans postérité, Fleury s'empressa de traiter pour assurer les Deux-Siciles aux Bourbons d'Espagne, malgré la jalousie des Anglais. Ajoutez que dix mille Russes étaient parvenus jusqu'au Rhin. On s'aperçut, pour la première fois, que cette Asie européenne pouvait, par-dessus l'Allemagne, étendre ses longs bras jusqu'à la France.

Ainsi, la France décrépité avec Fleury et Villars, sous un ministre octogénaire et un général octogénaire, avait pourtant gagné la Lorraine. L'Espagne, renouvelée par la maison de Bourbon, avait gagné

nouveau à Landshut, sont vainqueurs à Liegnitz et à Torgau, 1760. Ils reprennent la Silésie, et envahissent de nouveau la Saxe. — 1758-1762, Campagnes malheureuses des Français. 1758, Ferdinand de Brunswick, les ayant chassés du Hanovre, passe le Rhin, et gagne la Bataille de Crevelt. Les Français occupent la Hesse, et Ferdinand repasse le Rhin. 1759, Victoire de Broglie à Berghen. Défaite des Français à Minden. 1760, Victoire des Français à Corbach et à Clostercamp; dévouement du chevalier d'Assas. 1761, Les Français vainqueurs à Grunberg, vaincus à Fillingshausen. — 1759, Mort du roi d'Espagne, Ferdinand VI; il a pour successeur son frère, le roi de Naples, CHARLES III; qui laisse le trône de Naples à son troisième fils, Ferdinand IV. 1761, *Pacte de famille*, négocié par le duc de Choiseul entre les diverses branches de la maison de Bourbon (France, Espagne, Naples, Parme). L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre et au Portugal. — 1760, Mort du roi d'Angleterre, Georges II. GEORGES III. 1762, Démission de Pitt. — 1762, Mort d'Élisa-

deux royaumes sur l'Autriche. Celle-ci, encore sous la maison de Charles-Quint, représentait le vieux principe européen, destiné à périr pour faire place au principe moderne. L'empereur Charles VI, inquiet comme Charles II d'Espagne en 1700, avait, au prix des plus grands sacrifices, essayé de faire garantir ses états à sa fille Marie-Thérèse, épouse du duc de Lorraine, devenu duc de Toscane.

En face de la vieille Autriche, s'élevait la jeune Prusse, état allemand, slave, français au milieu de l'Allemagne; aucun n'avait reçu plus de réfugiés après la révocation de l'édit de Nantes. La Prusse

Force  
croissante  
de la Prusse

beth, impératrice de Russie. PIERRE III. CATHERINE II rappelle les troupes russes de la Silésie, et se déclare neutre. — 1762, *Paix d'Hambourg* entre la Prusse et la Suède. *Paix de Paris* entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. Le roi de Prusse, par la victoire de Freyberg et la prise de Schweidnitz, décide l'impératrice et le roi de Pologne, électeur de Saxe, à signer la *Paix à Hubertsbourg*. Le premier et le dernier traité rétablissent les choses en Allemagne dans l'état où elles étaient avant la guerre.

### *Colonies des Européens pendant le dix-huitième siècle.*

GRANDEUR croissante des colonies, surtout des anglaises et des françaises, à la faveur du calme dont elles jouissent au commencement du dix-huitième siècle. Immense accroissement du débit des denrées coloniales. Relâchement du système de monopole, surtout en Angleterre depuis l'avènement de la maison de Hanovre. — Les colonies de-

était destinée à renouveler l'ancienne opposition saxonne contre les empereurs. Cet État, pauvre et sans barrière naturelle, qui n'opposait à l'ennemi ni les canaux de la Hollande ni les montagnes de la Savoie, n'en a pas moins crut et grandi, pure création de la politique, de la guerre, c'est-à-dire de la volonté, de la liberté humaine triomphant de la nature. Le premier roi, Guillaume, dur et brutal soldat, avait passé trente ans à amasser de l'argent et à discipliner ses troupes à coups de cannes; ce fondateur de la Prusse conçut l'État comme un régiment. Il craignait que son fils ne continuât pas sur le même plan,

---

viennent pour l'Europe une cause de guerre fréquente, jusqu'à ce que les principales se séparent de leur métropole. — La prépondérance maritime est assurée à l'Angleterre par l'abaissement de la France (traité d'Utrecht), et surtout par l'ascendant qu'elle a pris sur la Hollande. Cependant la lutte recommence bientôt entre la France et l'Angleterre. Le théâtre de cette lutte est le nord de l'Amérique, les Antilles et les Indes orientales, où la chute de l'empire du Mogol ouvre un vaste champ aux Européens. La France succombe d'abord dans l'Amérique septentrionale. Mais les colonies anglaises, n'ayant plus à craindre le voisinage des Français ni des Espagnols, s'affranchissent, avec le secours des premiers, du joug de l'Angleterre. Celle-ci trouve une compensation dans les établissements indiens des Hollandais auxquels elle succède, et dans la conquête du continent de l'Inde. — *Division*, I. 1713-1739, Histoire des colonies, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la première guerre. — II. 1739-1765, Guerres des métropoles, à l'occasion de leurs colonies. — III. 1765-

et il eut la tentation de lui faire couper la tête, Frédéric II. comme fit le czar Pierre pour son fils Alexis. Ce fils, qui fut Frédéric II, plaisait peu à un père qui n'estimait que la taille et la force, qui faisait enlever partout des hommes de six pieds pour composer des régimens de géans. Le jeune Frédéric était petit, avec de grosses épaules, un gros œil dur et perçant, quelque chose de bizarre. C'était un bel esprit, un musicien, un philosophe avec des goûts immoraux et ridicules; grand faiseur de petits vers français, il ne savait pas le latin, et méprisait l'allemand; pur logicien qui ne pouvait saisir ni la beauté

---

1783, Première guerre des colonies contre leurs métropoles. — IV. 1739-1789, Fin de l'histoire des colonies dans le dix-huitième siècle. — I. 1713-1739, Histoire des colonies depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la première guerre. — Commerce de contrebande des Français, et surtout des Anglais, entre eux, et avec les colonies espagnoles. Nouvelle liberté de commerce accordée aux colonies par l'Angleterre, 1739-1751; et par la France, 1717. — Introduction de la culture du café à Surinam, 1718; à la Martinique, 1728; dans l'île de France et dans l'île de Bourbon, vers 1736; dans les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, 1732. — 1711, Compagnie *anglaise* de la mer du Sud. 1732, Formation de la province de Géorgie. — Nouvelle importance des Antilles *françaises*. 1771, Compagnie française de Mississipi et d'Afrique, à laquelle on réunit celle des Indes orientales. 1762, Les Français acquièrent l'île de France et l'île de Bourbon. 1736, La Bourdonnais en est nommé gouverneur. 1728-1733, Différend entre les Français et les Anglais au sujet des îles

de l'art antique, ni la profondeur de la science moderne. Il avait pourtant une chose, par quoi il a mérité d'être appelé le Grand : *il voulait*. Il voulut être brave ; il voulut faire de sa Prusse l'un des premiers états de l'Europe ; il voulut être législateur ; il voulut que ses déserts de Prusse se peuplassent. Il vint à bout de tout. Il fut l'un des fondateurs de l'art militaire, entre Turenne et Napoléon. Quand celui-ci entra à Berlin, il ne voulut voir que le tombeau de Frédéric, prit pour lui son épée, et dit : « Ceci est à moi. »

La Prusse, état nouveau, qui devait ses plus in-

*neutres*. — Décadence des colonies orientales des *Hollandais*. Prospérité de Surinam. — Riches produits de la colonie *portugaise* du Brésil. — 1719-1733, Agrandissement des possessions *danoises* dans les Antilles. 1734, Fondation d'une compagnie danoise des Indes occidentales. 1731, Commerce de la *Suède* avec la Chine. — II. 1739-1765, Premières guerres des métropoles à l'occasion des colonies. — 1739, Guerre entre l'Espagne et l'Angleterre, à l'occasion du commerce de contrebande que faisait cette dernière puissance avec les colonies espagnoles. Les Anglais prennent Porto-Bello, et assiègent Carthagène. Cette guerre se mêle à celle de la succession d'Autriche. 1740, expédition de l'amiral Anson. 1745, Prise de Louis-Bourg. — 1746-1748, Succès des Français aux Indes. La Bourdonnais prend Madras aux Anglais ; Dupleix les repousse de Pondichéry. 1748, Restitution mutuelle des conquêtes, au traité d'Aix-la-Chapelle. — Nouvelles conquêtes de Dupleix. Différens qui subsistent au sujet des limites de l'Acadie et du Canada, et relativement aux îles *neutres*.



industriels citoyens à la révocation de l'édit de Nantes, devait tôt ou tard devenir le centre du philosophe moderne. Frédéric II comprit ce rôle ; il se déclara en poésie, en philosophie, disciple de Voltaire ; c'était faire sa cour à l'opinion : les goûts futiles de Frédéric servirent en cela ses projets les plus sérieux. L'empereur Julien avait été le singe de Marc-Aurèle, Frédéric fut celui de Julien. D'abord ; en l'honneur des Antonins que Voltaire, lui proposait pour modèle, il écrit un livre sentimental et vertueux contre Machiavel. Il ne régnait pas encore. Voltaire, dans son naïf enthousiasme, revoit

1754, Assassinat de Jumonville, et prise du fort de la Nécessité. 1758, Bataille de Québec ; mort de Wolf et de Montcalm. Perte du Canada, des Antilles, des possessions dans les Indes orientales. 1762, Par le traité de Paris, la France recouvre ses colonies, excepté le Canada et ses dépendances, le Sénégal, et quelques-unes des Antilles ; elle s'engage à ne plus entretenir de troupes au Bengale ; l'Espagne cède la Floride à l'Angleterre, et la France dédommage l'Espagne par la cession de la Louisiane. — 1757-1765, Conquêtes de lord Clive dans les Indes orientales. Acquisition du Bengale, et fondation de l'empire anglais dans les Indes. — III. 1765-1783, Première guerre des colonies contre leurs métropoles. — Étendue, population et richesse des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale. Leurs constitutions démocratiques. Elles sentent moins le besoin de la métropole, depuis que le Canada n'appartient plus aux Français, ni la Floride aux Espagnols. Leur assujétissement au monopole britannique. Le gouvernement anglais entreprend d'introduire des taxes

les épreuves, exalte le royal auteur, et promet au monde un Titus. A son avènement, Frédéric voulut faire détruire l'édition.

Marie-  
Thérèse  
et Frédéric.  
1740.

La même année, l'empereur Charles VI meurt, et Frédéric devient roi [ 1740 ]. Tous les états qui ont garanti sa succession à sa fille Marie-Thérèse, prennent les armes contre elle. Le moment semble venu de dépécer le grand corps de l'Autriche ; tous accourent à cette curée. Les droits les plus surannés sont ravivés. L'Espagne réclame la Bohême et la Hongrie ; le roi de Sardaigne, le Milanais ; Frédéric, la Silésie ; la France ne demande rien, sinon l'empire même pour

---

dans ces colonies. — 1765, Acte du timbre. 1766, *Bill déclaratoire*. 1767-1770, Impôt sur le thé. 1773, Insurrection de Boston. Acte coërcitif. 1774, Congrès de Philadelphie. 1775, Commencement des hostilités. Washington, général en chef des troupes américaines. 1776, Déclaration d'indépendance. Établissement du gouvernement fédératif des *Etats-Unis d'Amérique*. 1777, Capitulation de Saratoga. — Ambassade de Franklin. 1778, La France s'allie aux Américains ; guerre entre la France et l'Angleterre. La France met dans ses intérêts l'Espagne et la Hollande. 1780, *Neutralité armée*. L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande. — 1778, Combat d'Ouessant. Les Français s'emparent de plusieurs des Antilles anglaises et du Sénégal, les Anglais de plusieurs des Antilles françaises, et hollandaises, et des possessions hollandaises à la Guyane. 1779-1782, l'Espagne prend Minorque et la Floride occidentale, mais assiège inutilement Gibraltar. 1782, Victoire de Rodney sur le comte de Grasse, dans les Antilles. — 1779-1785, Les Anglais s'emparent des possessions fran-

l'électeur de Bavière, client de nos rois depuis plus d'un demi-siècle. L'électeur, élu empereur sans difficulté, est nommé en même temps généralissime du roi de France.

Les frères Belle-Isle, petit-fils de Fouquet, remuent la France de leurs projets chimériques. Fleury fait pour la seconde fois la guerre malgré lui, et comme la première, il la fait manquer. L'armée française, mal payée, mal nourrie, se disperse après de faciles succès partout où elle peut vivre. Elle laisse Vienne de côté et s'enfonce en Bohême. D'autre part, Frédéric, vainqueur à Molwitz, met la main sur la Silésie [1741].

çaises et hollandaises sur le continent de l'Inde. Victoires de Suffren. — 1777-1781, Campagnes peu décisives des Anglais et des Américains secourus par les Français. 1781, Capitulation de Cornwallis dans York-Town. — [1782, Ministère de Fox en Angleterre.] 1783-4, *Traité de Versailles et de Paris*; l'indépendance des États-Unis d'Amérique est reconnue par l'Angleterre; la France et l'Espagne recouvrent leurs colonies, et gardent, la première, le Sénégal et les îles de Tabago, Sainte-Lucie, Saint-Pierre et Miquelon; la seconde; Minorque et les Florides. La Hollande cède aux Anglais Negapatnam, et leur assure la libre navigation dans les mers de l'Inde. — IV. 1739-1789. Fin de l'histoire des colonies dans le dix-huitième siècle. — Progrès des Anglais dans les Indes orientales, 1767-1769, et 1774-1784, leurs guerres contre les sultans de Mysore, Hyder-Haly et Tippoo-Saëd, et contre les Marattes. — 1773 et 1784, Nouvelle organisation de la compagnie des Indes orientales, tendant à donner plus

Marie-Thérèse était seule ; sa cause semblait perdue. Enceinte alors, elle croyait « qu'il ne lui resterait pas une ville pour y faire ses couches. » Mais l'Angleterre et la Hollande ne pouvaient voir de sang-froid le triomphe de la France. Le pacifique Walpole tombe, des subsides sont donnés à Marie-Thérèse, une escadre anglaise force le roi de Naples à la neutralité. Le roi de Prusse, qui a ce qu'il veut, fait la paix. Les Français se morfondent en Bohême, perdent Prague et reviennent à grand'peine, à travers les neiges. Belle-Isle en fut quitte pour se comparer à Xénophon [1742].

---

d'unité à l'administration, et à la rendre plus dépendante du gouvernement anglais. — 1768-1780, Voyages du capitaine Cook, 1786, colonie des nègres libres à Sierra-Leone. — 1788, Colonie de Sidney-Cove, dans la Nouvelle-Galle. — *Colonies espagnoles*. — Prise de Porto-Bello par les Anglais, 1740, et de la Havane, 1762. 1764. Acquisition de la Guyane française et de la Louisiane, cédées par la France ; et, en 1778, des îles d'Annobon et de Fernand del Po, cédées par le Portugal. — Nouvelle organisation de l'Amérique Espagnole. 1776, Quatre vice-royautés et huit capitaineries indépendantes. 1748-1784. Relâchement successif du système de monopole. 1785. Compagnies des Philippines. — *Colonies françaises*. 1763. Tentative de colonisation à Cayenne. Prospérité de Saint-Domingue. Poivre importe la culture des épices à l'île de France, 1770. — *Colonies hollandaises*. Leur décadence depuis le commencement du siècle dans les Indes orientales, depuis la guerre d'Amérique dans les Indes occidentales. — *Colonies portugaises*. 1777, Guerre entre le Por-

Les Anglais descendus sur le continent, se mettent à Dettingen entre les mains de l'armée française qui les lâche et se laisse battre [1743]. Voilà nos troupes rejetées en deçà du Rhin, et notre pauvre empereur de Bavière abandonné à la vengeance de l'Autriche.

Ce n'était pas là le compte du roi de Prusse. Marie-Thérèse, redevenue si forte, n'aurait pas manqué de lui reprendre la Silésie. Il se met du côté de la France et de la Bavière, revient à la charge, entre en Bohême, s'assure de la Silésie par trois victoires, envahit la Saxe, et force l'impéra-

tugal et l'Espagne, qui s'empare de San-Sacramento. Divisions du Brésil en neuf gouvernemens. — 1755-1759, Le marquis de Pombal enlève le commerce aux jésuites, et le met entre les mains de plusieurs compagnies privilégiées. 1755, émancipation des indigènes du Brésil. — *Colonies danoises*. 1764, Le commerce des Indes occidentales devient libre par la dissolution de la compagnie. 1777, La compagnie des Indes orientales cède au gouvernement ses possessions. — *Colonies suédoises*. 1784, Acquisition de Saint-Barthélemi. — 1762, Liberté du commerce russe avec la Chine. 1787, Compagnie russe, pour le commerce de pelleterie, dans l'Amérique septentrionale.

*Histoire intérieure des États occidentaux. 1715-1789.*

*Italie.* Dans la première moitié du dix-huitième siècle, comme dans la première moitié du seizième, les Français, les Espagnols et les Allemands se disputent l'Italie; mais les guerres du seizième siècle avaient changé les principaux



trice et les Saxons de signer le traité de Dresde. Le Bavarois étant mort, l'Autrichienne avait fait son époux empereur [François I<sup>er</sup>, 1745.]

Cependant les français avaient l'avantage en Italie. Secondés par les Espagnols, le roi de Naples et les Génois, ils établissent l'infant don Philippe dans les duchés de Milan et de Parme. Aux Pays-Bas, sous le maréchal de Saxe, ils gagnent les batailles de Fontenoi et de Raucoux [1745-6]. La première, tant célébrée, était perdue sans remède, si l'irlandais Lally, inspiré par sa haine contre les Anglais, n'eût proposé de rompre leur colonne avec quatre

États Italiens en provinces de monarchies étrangères ; celles du dix-huitième leur rendent des souverains nationaux. — Administration bienfaisante des princes de la maison de Lorraine, en Toscane. 1765-1790, PIERRE LÉOPOLD. — 1730, Abdication de VICTOR AMÉDÉE II, roi de Sardaigne, en faveur de CHARLES EMMANUEL III. Captivité du vieux roi. La maison de Savoie perd son éclat. VICTOR AMÉDÉE III, 1773-1796, les Deux-Siciles reprennent quelque vie sous les princes de la maison de Bourbon. CHARLES I<sup>er</sup>, 1734-1759, et FERDINAND IV, 1759-1824. — *Corse*. Soulèvement de cette île contre les Génois, dans le commencement du dix-huitième siècle. 1731, Les génois implorent les secours de l'empereur. 1734, La Corse se déclare république indépendante. 1736, Le roi Théodore. 1737, Les Génois appellent les Français. 1755, Pascal Paoli. 1768, Gènes cède la Corse à la France. — *Genève*. 1768, Intervention de la France dans les troubles de cette république. 1782, Nouveaux troubles. Médiation armée des trois puissances voisines. 1789, Nouvelle constitution. *Suisse*. Sa neutralité. Troubles intérieurs.

pièce de canon. Un courtisan adroit, le duc de Richelieu, s'appropriâ l'idée et la gloire du succès. L'Irlandais entra le premier dans la colonne anglaise, l'épée à la main. La même année, la France lançait sur l'Angleterre son plus formidable ennemi, le Prétendant. Les Highlanders de l'Écosse l'accueillirent, et fondirent des montagnes avec un irrésistible élan, enlevant les canons à la course, et démolissant les escadrons à coups de poignard. Il eût fallu que ces succès fussent soutenus par la France. Notre marine était réduite à rien. Lally obtint quelques vaisseaux, mais les Anglais gardaient

---

**1712-19**, Guerres des cantons protestans de Berne et Zurich contre l'abbé de Saint-Gall, soutenu par les cantons catholiques d'Uri, Zug, Schwitz, Unterwalden. — *Espagne*, Sa faiblesse malgré l'établissement de la famille royale en Italie. 1724, Abdication momentanée de Philippe IV en faveur de LOUIS I<sup>er</sup>. 1746-1759, FERDINAND VI. — 1759-1788, CHARLES III, passe du trône de Naples à celui d'Espagne. Liaisons étroites avec la France. Ministère d'Aranda, de Campomanès, etc. — *Portugal*. Langueur de ce royaume sous Jean V, 1706-1750. — 1750-1777, JOSEPH I<sup>er</sup>, Réforme universelle et violente du marquis de Pombal. Abaissement de la noblesse. 1759, Expulsion des Jésuites. La révolution opérée par Pombal laisse peu de traces. 1777-1788, PIERRE III et MARIE. — *Angleterre*, Attachement de la nation pour la maison de Hanovre. Tentatives du prétendant. Accroissement de l'influence de la couronne dans le Parlement. Développement immense de l'industrie et du commerce intérieur et extérieur. Système des emprunts. Accroissement effrayant de la dette. — 1714-1727, GEORGE I<sup>er</sup>. — 1727-1760, GEORGE II. — 1760,

la mer, ils empêchèrent les Écossais de recevoir aucun secours. Ils avaient sur les Écossais l'avantage du nombre; de la richesse, une bonne cavalerie, une bonne artillerie. Ils vainquirent à Culloden [1745-6].

Les Espagnols se retirent de l'Italie. Les Français en sont chassés. Ils avancent dans les Pays-Bas. L'Angleterre craint pour la Hollande et y rétablit le stathoudérat. Les succès de la France contre la Hollande servirent du moins à décider la paix. Elle avait perdu sa marine, ses colonies; les Russes paraissaient pour la seconde fois sur le Rhin. La paix

x d'Aix-la-  
Chapelle.  
1748.

---

GEORGE III. 1721-1742, Ministère de Robert Walpole. 1756-1761, Ministère de William Pitt (lord Chatam). Rivalité de Fox et du second Pitt, qui commence son ministère en 1783. — *Empire*. Bouleversement momentané, à l'occasion de la succession d'Autriche. La conquête de la Silésie, en rendant irréconciliable la Prusse et l'Autriche, rompt pour jamais l'unité de l'Empire. Tandis que le lien politique se relâche, une sorte de lien moral se forme pour l'Allemagne par le développement d'une langue, d'une littérature, d'une philosophie communes. 1711-1740. CHARLES VI. — 1742-1745, CHARLES VII. — 1745-1765, FRANÇOIS I<sup>er</sup> et MARIE-THÉRÈSE. — 1765-1790, JOSEPH II. Douceur du gouvernement de Marie-Thérèse dans ses états héréditaires. Innovations de Joseph II. 1787, Soulèvement des Pays-Bas autrichiens. — *Prusse*. Elle double dans ce siècle d'étendue et de population. Force et unité du gouvernement. Trésor. Organisation toute militaire. — 1713-1740, FRÉDÉRIC-GUILLAUME I<sup>er</sup>. — 1740-1786, FRÉDÉRIC II, dit *le Grand*. — 1786, FRÉDÉRIC-GUILLAUME II. — *Bavière*.

d'Aix-la-Chapelle rendit à la France ses colonies, assura la Silésie à la Prusse, Parme et Plaisance aux Bourbons d'Espagne. Contre toute espérance, l'Autriche subsista [1748].

La France avait fait une dure expérience de sa faiblesse, mais elle ne pouvait en profiter. Au gouvernement du vieux prêtre avait succédé celui des maîtresses. M<sup>lle</sup> Poisson, marquise de Pompadour, régna vingt années. Née bourgeoise, elle eut quelques velléités de patriotisme. Sa créature, le contrôleur Machaut, voulait imposer le clergé; d'Argenson organisait l'administration de la guerre avec le talent et

Philosophique  
et littéraire

---

1777, Extinction de la branche cadette de la maison de Wittelsbach, par la mort de l'électeur Maximilien Joseph. La succession doit revenir à l'électeur palatin. Prétentions de l'empereur Joseph II et de Marie-Thérèse; de l'électrice douairière de Saxe, et des ducs de Mecklembourg. 1778, Accord de la cour de Vienne avec l'électeur palatin. Le roi de Prusse soutient les réclamations du duc des Deux-Ponts héritier de l'électeur palatin, et envahit la Bohême et la Silésie autrichienne. Intervention de la France et de la Russie. 1779, La succession de Bavière est assurée à l'électeur palatin, qui dédommage les autres prétendants. — *Hollande*. Elle s'affaiblit par sa longue dépendance de l'Angleterre. Formation du parti anti-anglais. 1747-1751, Rétablissement du stathoudérat en faveur de GUILLAUME IV, de la branche cadette de Nassau-Orange. — 1751-1795, GUILLAUME V. — 1781-1785, Démêlés des Hollandais avec Joseph II. — 1783-1788, Soulèvement contre le stathouder. Intervention des cours de Berlin et de Versailles. Une armée prussienne fait prévaloir le stathoudérat. La Hollande

la sévérité de Louvois. Au milieu de la petite guerre du parlement et du clergé, le philosophisme gagnait. A la cour même, il avait des partisans ; le roi, tout ennemi qu'il était des idées nouvelles, avait sa petite imprimerie, et imprimait lui-même les théories économiques de son médecin, Quesnay, qui proposait un impôt unique, portant sur la terre ; la noblesse et le clergé qui étaient les principaux propriétaires du sol, eussent enfin contribué. Tous ces projets n'aboutissaient qu'à de vaines conversations ; les vieilles corporations résistaient ; la royauté, caressée par les philosophes qui auraient voulu l'armer contre le

renonce à l'alliance de la France, pour celle de la Prusse et de l'Angleterre.

*Affaires générales du Nord et de l'Orient. Révolution de la Russie et de la Pologne.*

L'impulsion donnée à la Russie par Pierre-le-Grand dure jusqu'à l'avènement de Catherine-la-Grande, quoique ralentie pendant la période où les étrangers sont exclus du gouvernement (1741-1762). L'avènement de Catherine est une ère nouvelle pour la Russie. — Le développement de cette puissance est favorisé par la situation de ses voisins. Cependant la Suède est sauvée par une révolution intérieure ; la Turquie, par la jalousie des États européens. La Russie, en se mettant à la tête d'une opposition contre la toute-puissance maritime de l'Angleterre, se rend incapable d'exécuter ses projets sur la Turquie. — Elle est plus heureuse du côté de la Pologne. La vigueur du caractère polonais s'est en partie épuisée sous Auguste II et Au-



clergé, éprouvait un vague effroi à l'aspect de leurs progrès. Voltaire préparait une histoire générale anti-chrétienne [Essai sur les mœurs, 1756]. Peu à peu la philosophie nouvelle sortait de cette forme polémique à quoi Voltaire la réduisait. Dès 1748, le président de Montesquieu, fondateur de l'Académie des Sciences naturelles à Bordeaux, donna, sous forme il est vrai, décousue et timide, une théorie matérialiste de la législation, déduite de l'influence des climats; telle est du moins l'idée dominante de l'Esprit des lois, ce livre si ingénieux, si brillant, quelquefois si profond. En 1749, apparut la colossale Histoire Na-

---

guste III; la Pologne reçoit un prince de la Russie, est abandonnée de la France, secourue sans succès par la Turquie, et condamnée à garder sa constitution anarchique. Ceux qui étaient intéressés à son existence, la voyant perdue sans ressource, partagent avec la Russie. Ils acquièrent quelques provinces; mais ils introduisent les Russes jusqu'aux frontières de l'Allemagne. — 1725-1727, CATHERINE I<sup>re</sup>, veuve de Pierre-le-Grand. Ministère de Menzikoff. — 1727-1730, PIERRE II, petit-fils de Pierre-le-Grand, par son fils Alexis. Menzikoff renversé par Dolgorouki. — 1730-1740, ANNE Iwanowna, nièce de Pierre-le-Grand, veuve du duc de Courlande. Crédit de Biren, de Munich et d'autres étrangers. La Russie étend de nouveau son influence au dehors. — 1733, Affaires de Pologne. 1737, Biren duc de Courlande. 1736, les Russes s'allient avec Thamas-Kouli-Khan contre les Turcs, dans le but de reprendre Azow, et de se couvrir la mer Noire. 1737, L'empereur s'allie aux Russes. Ceux-ci, sous Munich, prennent Azow, envahissent la Crimée, gagnent la bataille de Choczim et s'emparent de la

turelle du comte de Buffon; en 1751, les premiers volumes de l'Encyclopédie, monument gigantesque où devait entrer tout le dix-huitième siècle, polémique et dogmatique, économie et mathématiques, irréligion et philanthropie, athéisme et panthéisme, d'Alembert et Diderot. Le tout fut dit par Condillac en un mot, qui contient le siècle: *Traité des Sensations*, 1754. Cependant la guerre religieuse était continuée par Voltaire, qui venait de se poster en observation au point central de l'Europe, entre la France, la Suisse et l'Allemagne, aux portes de Genève, au chef-lieu des anciens Vaudois, d'Ar-

Moldavie; mais les Turcs chassent les Impériaux de la Valachie et de la Servie, et assiègent Belgrade. 1739, *Paix de Belgrade*; l'Autriche ne conserve que Temeswar de toutes les conquêtes que lui avait assurées la paix de Passarowitz; la Russie rend aussi les siennes, et renonce à la navigation de la mer Noire. — 1740-1741, IWAN VI, arrière-neveu de Pierre-le-Grand, fils d'Anne de Mecklenbourg, sous la régence de Biren, puis sous celle de sa mère. 1741, la Suède déclare la guerre à la Russie. — 1741-1762, ÉLISABETH, deuxième fille de Pierre-le-Grand, renverse le jeune Iwan. Expulsion des étrangers. 1714-1743, Les Suédois battus près de Villemanstrand, et forcés d'abandonner la Finlande. *Paix d'Abo*; une partie de la Finlande reste aux Russes. 1757-1762, Les Russes entrent dans la coalition européenne contre le roi de Prusse. — 1762, PIERRE III, petit-fils de Pierre-le-Grand par sa mère, Anne Petrowna, fils du duc de Holstein-Gottorp. Il s'allie avec la Prusse, et se prépare à attaquer le Danemark, de concert avec Frédéric. 1762-1796, CATHERINE II détrône Pierre III. Situa-

naldo de Brescia, et de Zuingle, et de Calvin.

C'était l'apogée de la puissance de Frédéric. Depuis sa conquête de Silésie, il avait perdu tout ménagement. Dans son étrange cour de Potsdam, ce bel esprit guerrier se moquait de Dieu, des philosophes et des souverains, ses confrères; il avait maltraité Voltaire, le principal organe de l'opinion; il désolait de ses épigrammes les rois et les reines; il ne croyait ni à la beauté de madame de Pompadour, ni au génie poétique de l'abbé Bernis, principal ministre de France. L'occasion parut favorable à l'impératrice pour recouvrer la Silésie; elle ameuta l'Europe, les

Guerre  
de sept ans.  
1750.

---

tion de la Pologne sous Auguste III [1734-1763]. 1764, STANISLAS PONIATOWSKI, élevé au trône de Pologne par l'influence de la Russie. 1768, les *dissidens*, rétablis dans leurs droits. Confédération de Bar.—La Porte se déclare contre la Russie. 1769-1770, les Russes envahissent la Moldavie et la Valachie. Victoires du Pruth et du Kagul. La flotte russe pénètre dans la Méditerranée, soulève la Morée et brûle la flotte turque dans l'Archipel. 1771, Dolgorouki envahit la Crimée. Intervention de l'Autriche. 1774, les Turcs bloqués par Romanzow. *Paix de Kaynardgi*. Les Tartares de Crimée sont reconnus indépendans; la Russie rend ses conquêtes, excepté Azow et quelques places sur la mer Noire, et obtient la navigation libre dans les mers de la Turquie; l'Autriche obtient la Bukowine.— 1773, *Premier démembrement de la Pologne*. La Russie, l'Autriche et la Prusse s'emparent des provinces limitrophes. 1780, *Neutralité armée*. La Russie, à la tête des puissances du Nord, fait respecter son pavillon de l'Angleterre et de la France. — 1776, Réduction des Cosaques Zaporogues. 1784, La Russie

reines surtout ; elle entraîna celle de Pologne et l'impératrice de Russie ; elle fit sa cour à la maîtresse de Louis XV. La monstrueuse alliance de la France avec cette vieille Autriche contre un souverain qui maintenait l'équilibre de l'Allemagne, réunit contre lui toute l'Europe. L'Angleterre seule l'aida et lui donna des subsides. Elle était gouvernée alors par un avocat gcutteux, le fameux William Pitt, depuis lord Chatham, qui s'éleva à force de haine contre les Français. L'Angleterre voulait deux choses : le maintien de l'équilibre européen, et la ruine des colonies françaises et espagnoles. Ses griefs étaient graves : les Espagnols

réunit la Crimée à son empire, du consentement de la Porte. 1787-1791, Guerre des Turcs contre les Russes. L'empereur Joseph II se déclare pour la Russie ; le roi Suède, Gustave III, pour la Porte. Ce dernier prince, attaqué par les Danois alliés de la Russie, conclut la paix avec l'impératrice à Werela, 1790. Brillantes victoires des Russes sur les Turcs. 1791, *Paix de Szistowa* entre les Autrichiens et la Porte ; *Paix de Yassi* entre les Russes et la Porte ; Joseph II rend ses conquêtes : mais le Dniester devient frontière des empires de Russie et de Turquie. — 1788-1791, Nouvelle constitution de Pologne. 1793, *Second démembrement*. 1795, *Partage définitif de la Pologne* entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. La Courlande se soumet à la Russie. Révolutions de ce duché. 1737, Extinction de la maison des Kettler, et avènement de BIREN. 1759. CHARLES de Saxe, fils d'Auguste III, roi de Pologne. 1762. Rétablissement de Biren. Son fils PIERRE, après vingt-cinq ans de règne, abdique en faveur de l'impératrice de Russie. — 1796, Mort de Catherine-la-Grande. Sa brillante ad-

avaient maltraité ses contrebandiers, et les Français voulaient l'empêcher au Canada de bâtir sur leur territoire. Aux Indes, La Bourdonnaie et son successeur Dupleix menaçaient de fonder une grande puissance, en face de la puissance anglaise. Les anglais, pour déclaration de guerre, nous confisquèrent trois cents navires [1756].

Ce fut une merveille dans cette guerre, de voir l'imperceptible Prusse, entre les masses de l'Autriche, de la France et de la Russie, courir de l'une à l'autre et faire face de tous côtés. C'est la seconde époque de l'art militaire. Les ineptes adversaires de Frédéric crurent

---

ministration. Législation. Écoles. Fondation de Cherson, 1778, et d'Odessa, 1696. Manufactures. Commerce de caravanes avec la Perse et avec la Chine. Essor du commerce de la mer Noire. Entreprise d'un canal entre la Baltique et la Caspienne. Voyages de découvertes, etc.

#### *Suède et Danemark. — Turquie.*

*Suède.* 1719, 1720, 1751, ULRIQUE-ÉLÉONORE, sœur de Charles XII (au préjudice du duc de Holstein-Gottorp, fils d'une sœur aînée de ce prince), et FRÉDÉRIC I<sup>er</sup>, de Hesse-Cassel. Le gouvernement, monarchique de nom, devient aristocratique. Faiblesse du gouvernement. Les deux partis de la guerre et de la paix, de la France et de la Russie, *des Chapeaux et des Bonnets*.—1743, Pour condition de la paix d'Abo, la Russie fait désigner à la succession de Suède Adolphe-Frédéric de Holstein-Gottorp, évêque de Lubeck (oncle du nouveau grand-duc de Russie), de préférence au prince royal de Danemark, dont l'élection eût renou-



qu'il devait tous ses succès à la précision des manœuvres des soldats prussiens , à leur habileté à faire l'exercice et à tirer cinq coups par minutes. Frédéric avait certainement perfectionné la machine-soldat. Cela pouvait s'imiter ; le czar Pierre III , et le comte de Saint-Germain formèrent des automates-guerriers à coups de bâton. Ce qu'on n'imita pas , c'est la célérité de ses manœuvres , l'heureuse disposition de ses marches , qui lui donnait une grande facilité de mouvoir , de concentrer des masses rapides , de les porter au défaut de l'armée ennemie.

Dans cette chasse terrible que les grandes et gros-

velé l'ancienne union des trois royaumes du Nord. — 1751-1771 , ADOLPHE-FRÉDÉRIC II. Nouvel affaiblissement du pouvoir royal. — 1771 , Gustave III. Caractère de ce prince. 1772 , Rétablissement de l'autorité royale. La nouvelle constitution maintient tous les droits des États ; mais le sénat n'est plus que le conseil du roi. Vigueur du gouvernement. Le Suède , soustraite à l'influence de la Russie , reprend son ancien système d'alliance avec la France et la Turquie. 1792 , Assassinat de Gustave III. *Danemark*. Calme et bonheur au dedans. Les révolutions du palais ne troublent point la nation. — Funeste rivalité de la branche régnante avec la branche de Holstein-Gottorp. — 1730 , mort de FRÉDÉRIC IV. — 1730-1746 , CHRISTIERN VI. 1740 , Acquisition du Sleswic. — 1746-1766 , FRÉDÉRIC V. 1762 , Guerre imminente avec la Russie. 1767 , Arrangement relatif au Sleswic et au Holstein. — 1766 , CHRISTIERN VII. Chute et exécution de Struensée. 1784-1808 , Régence du prince royal , depuis FRÉDÉRIC VI. — *Turquie*. Elle n'a plus à craindre l'Empire. Elle oppose à la Russie une résistance

ses armées des alliés faisaient à l'agile Prussien, on ne peut s'empêcher de remarquer l'amusante circonspection des tacticiens autrichiens, et la fatuité étourdie des grands seigneurs qui conduisaient les armées de France. Le Fabius de l'Autriche, le sage et pesant Daun, se bornait à une guerre de position; il ne trouvait pas de camps assez forts, de montagnes assez inaccessibles; Frédéric battait toujours ces armées paralytiques.

D'abord, il se débarrassa des Saxons. Il ne leur fit pas de mal, il les désarma seulement. Puis il frappa un coup en Bohême. Repoussé, délaissé de l'armée anglaise qui convient à Closter-Seven de ne plus se battre, menacé par les Russes vainqueurs à Jœgern-dorf, il passe en Saxe, et y trouve les Français et les Impériaux combinés. Quatre armées entouraient la Prusse. Il se croyait perdu, il voulait se tuer, il l'écrivit à sa sœur et à d'Argens. Il n'avait peur que

Rosbach.  
1757.

inattendue; cependant la perte de la Crimée et l'établissement de la Russie sur la mer Noire ouvrent la Turquie à toutes les attaques de son ennemi. — 1703-1754, ACHMET III, МАИМОУД I<sup>er</sup>. Guerre contre la Perse. 1721-1727, les Turcs regagnent vers l'Orient ce qu'ils viennent de perdre du côté de l'Occident. 1730-1736, Thamas-Kouli-Khan les dépouille de leurs conquêtes. Mais ils reprennent à l'empereur les provinces qu'ils lui ont cédées par le traité de Passarowitz. 1743-1746, Nouvelle guerre désavantageuse contre Thamas-Kouli-Khan. 1754-1789, OTHMAN III, MUSTAPHA III, ABDUL-HAMID. Guerres malheureuses contre la Russie.

d'une chose , c'est que , lui mort , le grand distributeur de la gloire , Voltaire , ne poursuivit son nom ; il lui écrivit une épître , pour le désarmer , ainsi Julien , blessé à mort , tira de sa robe et débita un discours qu'il avait composé pour cette circonstance.  
 « Pour moi , disait Frédéric ,

Pour moi , menacé du naufrage ,  
 Je dois , en affrontant l'orage ,  
 Penser , vivre et mourir en roi.

L'épître faite , il battit l'ennemi. Le prince de Soubise , croyant le voir fuir , se met étourdiment à sa poursuite ; alors les Prussiens démasquent leurs troupes , tuent trois mille hommes , et en prennent sept mille. On trouva dans le camp une armée de cuisiniers , de comédiens , de perruquiers , quantité de perroquets , de parasols , je ne sais combien de caisses d'eaux de lavande , etc. [1757].

Le tacticien seul peut suivre le roi de Prusse dans cette série de belles et savantes batailles. La guerre de Sept ans , quelle que soit la variété de ses événements , est une guerre de politique et de stratégie ; elle n'a pas l'intérêt des guerres d'idées , des guerres de la religion et de la liberté au seizième siècle et au nôtre.

La défaite de Rosbach renouvelée à Crevelt , de grands revers balancés par de petits avantages , la ruine totale de notre marine et de nos colonies , les Anglais maîtres des mers et conquérans de l'Inde ,

l'épuisement, l'humiliation de toute la vieille Europe en face de la jeune Prusse, voilà la guerre de Sept ans. Elle se termina sous le ministère de M. de Choiseul. Ce ministre, homme d'esprit, crut frapper un grand coup en ménageant le *pacte de famille* entre les diverses branches de la maison de Bourbon [1761].

Pacte  
de famille.  
1761.

Au milieu des humiliations de la guerre de Sept ans, et par ces humiliations mêmes, le drame du siècle s'acheminait rapidement vers sa péripétie. Qui avait été vaincu dans cette guerre et dans la précédente ? la France ? Non, mais la noblesse, qui seule fournissait les officiers, les généraux. Les ennemis de la France ne pouvaient nier la bravoure française après Chevert et d'Assas. N'avait-on pas vu au combat d'Exiles nos soldats, escaladant les Alpes sous la mitraille, s'élancer aux canons ennemis par les embrassures, pendant que les pièces reculaient. Quant aux généraux, les seuls qu'on ose nommer à cette époque, Saxe, Broglie, étaient des étrangers. Celui qui s'appropriait la gloire de Fontenoi, le grand général du siècle, au dire des femmes et des courtisans, le *vainqueur de Mahon*, le vieil Alcibiade du vieux Voltaire, Richelieu, avait suffisamment prouvé, pendant cinq campagnes de la dernière guerre, ce qu'on devait penser de cette réputation si habilement ménagée. Ces campagnes furent du moins lucratives : il en rapporta de quoi bâtir sur nos boulevards l'élégant pavillon de Hanovre.

Vers la fin de cette ignoble guerre de Sept ans, où

l'aristocratie était tombée si bas éclata la grande pensée plébeienne. C'était comme si la France eût crié à l'Europe : Ce n'est pas moi qui suis vaincue. Dès . J. Rousseau 1750, le fils d'un horloger de Genève, Jean-Jacques Rousseau, vagabond, scribe, laquais tour-à-tour, avait maudit la science, en haine du philosophisme et de la caste des gens de lettres; puis maudit l'inégalité, en haine d'une noblesse dégénérée [ 1754 ]. Cette fièvre de dissolution niveleuse coula par torrens dans les lettres de la Nouvelle Héloïse [ 1759 ]. Le naturalisme fut posé dans l'Émile, le déisme dans la Profession de foi du vicaire savoyard [ 1762 ]. Enfin, dans le Contrat social apparurent les trois mots de la Révolution, tracés d'une main de feu.

La Révolution, elle s'avavançait tellement irrésistible, que le roi, qui l'entrevoyait avec épouvante, travaillait pour elle en dépit de lui, et lui frayait la voie. En 1763, il lui fonda son temple, le *Panthéon*, qui devait recevoir Rousseau et Voltaire. En 1764, il abolit les jésuites; en 1771, le parlement. Instrument docile de la nécessité, il abattait d'une main indifférente ce qui restait encore debout des ruines du moyen-âge.

Abolition.  
des jésuites.  
1764. La société des Jésuites, qu'on croyait si profondément enracinée, fut anéantie sans coup férir dans toute l'Europe. Ainsi avaient péri les Templiers au quatorzième siècle, quand le système auquel ils appartenaient eut fait son temps. On livra les jésuites aux parlemens, leurs ennemis acharnés. Mais de même que les pierres de Port-Royal étaient tombées sur la



tête des jésuites , la chute de ceux-ci fut fatale aux parlemens. Ces corporations, entraînées par leur popularité croissante et par leur récente victoire, voulaient sortir de leurs anciennes voies. L'imparfaite balance de la vieille monarchie tenait à l'élastique opposition des parlemens qui remontraient, ajournaient, et finissaient par céder respectueusement. Quelques têtes hardies et dures, entre autres le breton La Chalotais, entreprirent de les mener plus loin. Dans le procès du duc d'Aiguillon, ils tinrent ferme, ils furent brisés [ 1771 ]. Ce n'était pas aux juges de Lally, de Calas, de Sirven et de Labarre, qu'il appartenait de faire la Révolution, encore moins à la coterie qui les renversa. Le spirituel abbé Terray et le facétieux chancelier Maupeou, alliés du duc d'Aiguillon et de madame du Barry, n'étaient pas assez honnêtes gens pour avoir droit de faire le bien. Terray, qui eut les finances, remédia un peu au désordre, mais par la banqueroute. Maupeou abolit la vénalité des charges, rendit la justice gratuite ; mais personne ne voulut croire qu'elle fût gratuite entre les mains des créatures de Maupeou. Tout le monde se moqua de leur réforme, personne plus qu'eux-mêmes. Un rire inextinguible éclata à l'apparition des Mémoires de Beaumarchais. Louis XV les lut comme tout le monde, et y prit plaisir. L'égoïste monarque distinguait mieux que personne le péril croissant de la royauté, mais il jugeait avec raison qu'après tout, elle durerait encore plus que lui [ mort en 1774 ].

Son infortuné successeur, Louis XVI, héritait de

Louis XVI.  
1774.

tout cela. Beaucoup de gens avaient conçu de tristes présages à l'occasion des fêtes de son mariage, où plusieurs centaines de personnes furent étouffées. Cependant l'avènement de l'honnête jeune roi, s'asseyant avec sa gracieuse épouse sur le trône purifié de Louis XV, avait rendu au pays un immense espoir. Ce fut pour cette vieille société une époque de bonheur et de naïf attendrissement; elle pleurait, s'admirait dans ses larmes, et se croyait rajeunie. Le genre à la mode était l'idylle; d'abord, les fadeurs de Florian, l'innocence de Gessner, puis l'immortelle églogue de Paul et Virginie. La reine se bâtissait dans Trianon un hameau, une ferme. Les philosophes conduisaient la charrue, par écrit. « Choiseul est agricole et Voltaire est fermier. » Tout le monde s'intéressait au peuple, aimait le peuple, écrivait pour le peuple; la bienfaisance était de bon ton, on faisait de petites aumônes et de grandes fêtes.

Pendant que la haute société jouait sincèrement cette comédie sentimentale, continuait le grand mouvement du monde, qui dans un moment allait tout emporter. Le vrai confident du public, le Figaro de Beaumarchais, devenait plus âcre chaque jour; tournait de la comédie à la satire, de la satire au drame tragique. Royauté, parlement, noblesse, tout chancelait de faiblesse; le monde était comme ivre. Le philosophisme lui-même était malade, de la morsure de Rousseau et de Gilbert. On ne croyait plus ni à la religion, ni à l'irréligion; on aurait voulu croire pourtant; les esprits forts allaient incognito

chercher des croyances dans la fantasmagorie de **Cagliostro** et dans le baquet de **Mesmer**. Cependant retentissait autour de la France l'éternel dialogue du scepticisme rationnel : au nihilisme d'**Hume** répondait le dogmatisme apparent de **Kant**, et par-dessus, la grande voix poétique de **Goëthe**, harmonieuse, immorale et indifférente. La France, émue et préoccupée, n'entendait rien de tout cela. L'Allemagne poursuivait l'épopée scientifique ; la France accomplissait le drame social.

Ce qui fait le triste comique de ces derniers jours de la vieille société, c'est le contraste des grandes promesses et de la complète impuissance. L'impuissance est le trait commun de tous les ministères d'alors. Tous promettent, et ne peuvent rien. **M. de Choiseul** voulait défendre la Pologne, abaisser l'Angleterre, relever la France par une guerre européenne, et il ne pouvait suffire aux dépenses de la journée ; s'il eût voulu exécuter ses projets, les parlemens qui les soutenaient l'auraient abandonné. **Maupeou** et **Terray** ôtent les parlemens, et ne peuvent rien mettre à la place ; ils veulent réformer les finances, et ils ne s'appuient que sur les voleurs du trésor public. Sous **Louis XVI**, le grand, l'honnête, le confiant **Turgot** [1774-1776] propose le vrai remède : l'économie et l'abolition du privilège. A qui les propose-t-il ? aux privilégiés, qui le renversent. Cependant la nécessité les oblige d'appeler à leur aide un habile banquier, un éloquent étranger, un second **Law**, mais plus honnête. **Necker** promet

**Turgot.**

**Necker.**

merveille, il rassure tout le monde, il n'annonce point de réforme fondamentale, il va procéder tout doucement. Il inspire confiance, s'adresse au crédit, il trouve de l'argent, il emprunte. La confiance, la bonne administration vont étendre le commerce, le commerce va créer des ressources. De rapides emprunts sont hypothéqués sur des ressources fortuites, lentes, lointaines. Necker finit par jeter les cartes sur la table, et revenir aux moyens proposés par Turgot, l'économie, l'égalité d'impôt. Son compte-rendu est un aveu triomphant de son impuissance [1781].

Guerre  
d'Amérique.  
1778-84.

Necker avait eu, il faut l'avouer, à soutenir un double combat. Il lui fallut, par-dessus les dépenses de l'intérieur, suffire à celles de la guerre que nous faisons en faveur de la jeune Amérique [1778-1784]. Nous aidâmes alors à créer contre l'Angleterre une Angleterre rivale. Quoique celle-ci ait prouvé qu'elle en gardait peu de souvenir, jamais argent ne fut mieux employé. On ne pouvait trop payer les dernières victoires navales de la France, et la création de Cherbourg. C'était alors un curieux moment de confiance et d'enthousiasme. La France envoyait Franklin à l'Amérique; notre jeune noblesse s'embarquait aux croisades de la liberté.

Le roi, ayant essayé en vain des ministres patriotes, de Turgot et de Necker, il crut la reine et la cour, il essaya des ministres courtisans. On ne pouvait trouver un ministre plus agréable que M. de Calonne, un guide plus rassurant pour s'enfoncer

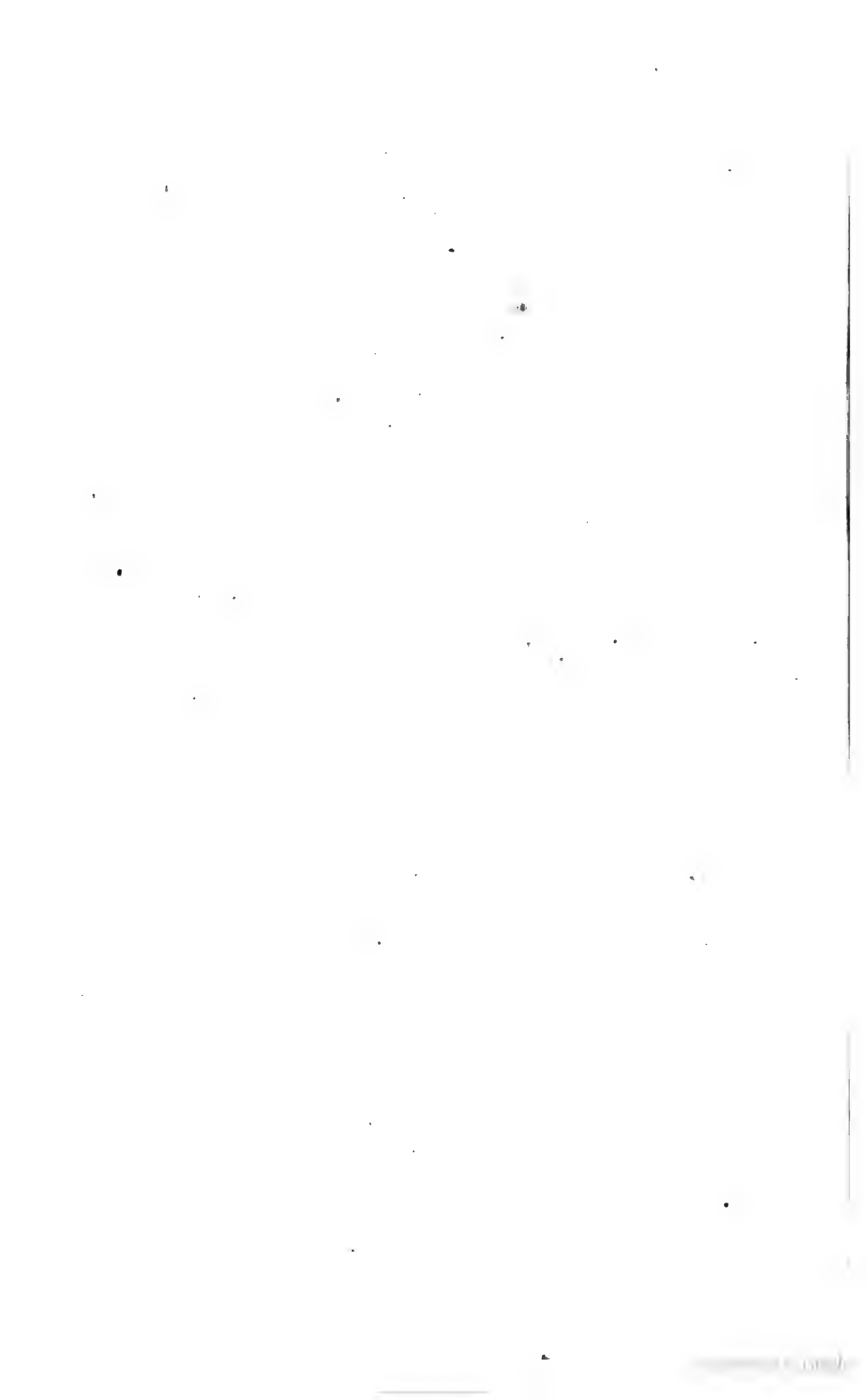
gaîment dans la ruine. Quand il eut épuisé le crédit que la sage conduite de Necker avait créé, il ne sut que devenir et assembla les Notables [1787]. Il fallut leur avouer que les emprunts s'étaient élevés en peu d'années à un milliard six cent quarante-six millions, et qu'il existait dans le revenu un déficit annuel de cent quarante millions. Les Notables, qui appartenaient eux-mêmes aux classes privilégiées, donnèrent, au lieu d'argent, des avis et des accusations. Brienne, élevé par eux à la place de Calonne, eut recours aux impôts ; le parlement refusa de les enregistrer, et demanda les états-généraux, c'est-à-dire sa propre ruine et celle de la vieille monarchie.

Notables.  
1787.

Les philosophes avaient échoué avec Turgot, les banquiers avec Necker, les courtisans avec Calonne et Brienne. Les privilégiés ne voulaient point payer, et le peuple ne le pouvait plus. Les états-généraux, comme l'a dit un éminent historien, ne firent que décréter une révolution déjà faite [ouverture des états-généraux, 5 mai 1789].

États-  
généraux.  
1789.





**PRÉCIS**  
**DE**  
**L'HISTOIRE MODERNE**  
**DE LA BELGIQUE.**

---

*Troisième Période.*

**1633-1789.**

---

**PREMIÈRE PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE.**

**1633-1715.**

---

**CHAPITRE XVIII.**

**DEPUIS LA MORT DE L'INFANTE ISABELLE, JUSQU'AU  
TRAITÉ DE WESTPHALIE.**

**1633-1648.**

**SOMMAIRE. — Introduction. — § I. Don Ferdinand cardinal-infant] (décembre 1634-novembre 1641). Administration provisoire du marquis d'Aytonna. — Réception du cardinal-infant à Anvers. — Richelieu traite avec les états-généraux pour une invasion dans les Pays-Bas. — Succès de Don Ferdinand. — Bataille navale des Dunes.**

— Mort du cardinal-infant. — § II. Don Francisco de Mélo , comte d'Assumar (décembre 1641-décembre 1644). — Victoire d'Honnecourt. — Défaite de Rocroy. — Prise de Thionville. — § III. Don Juan d'Autriche (décembre 1643-1676). — Il ne peut se rendre aux Pays-Bas. — Le roi nomme des lieutenans-généraux pour administrer jusqu'à son arrivée. — § IV. Le marquis de Castel-Rodrigo et le général Piccolomini (avril 1644-1647). — Victoires du duc d'Orléans et du duc d'Enghien. — Prise de Dunkerque. — § V. L'archiduc Léopold Guillaume (1647-1658). — Paix de Munster et d'Osnabruck. — Traité de Westphalie.

---

C'est pour la Belgique une ère tout-à-fait nouvelle que celle qui va s'ouvrir. Le système politique de l'Europe , vague et incertain dans la première période , chancelant encore dans la seconde , va prendre dans cette dernière un développement et une puissance inouïe. Des peuples s'affranchissent , des républiques et des monarchies se fondent ; les éléments en apparence les plus opposés de l'existence sociale se mêlent et se corroborent les uns les autres ; l'âge contemporain existe tout entier dans cette troisième période , enfantement laborieux des états et des mœurs politiques de l'Europe actuelle. Les noms des grands hommes s'y groupent à profusion , les caractères supérieurs abondent et le génie se popularise : on le rencontre sur le trône avec Louis XIV , Guillaume III , Frédéric II et Marie Thérèse ; dans les camps , avec les stadhouders de la Hollande , le belge Tilly , Turenne , Condé , le maréchal de Luxem-

bourg; sur mer avec Ruyter et Tromp; dans la diplomatie avec Van Beuning, Heinsius, Gaspard Fagel, le comte d'Avaux; au milieu des travaux compliqués de l'administration civile, avec Richelieu, Mazarin, les frères De Witt, Colbert, Fleury et Walpole.

La tendance des affaires générales dans cette période devait infailliblement préjudicier aux Pays-Bas. La position de cette contrée, ses antécédens historiques et sa faiblesse relative, la mettaient à la merci de toutes les puissances dont elle était environnée. Au nord, les états qui venaient de s'émanciper et que tourmentait incessamment le besoin d'une propagande fédérative; au midi, la France dont l'ambition de Richelieu gouvernait les destinées, cherchaient par tous les moyens possibles à absorber cette portion belle encore et toujours fertile du riche patrimoine de Charles-le-Téméraire; tandis que les deux branches de la maison de Habsbourg se disputaient en Autriche et en Espagne la suprématie des droits que leur avait transmis leur aïeul Charles-Quint.

La Belgique devenait donc le centre inévitable de la guerre, par quelque puissance qu'elle fût provoquée, parce qu'au besoin, toutes se croyaient plus ou moins fondées à en revendiquer leur part, en raison d'alliances ou de mariages antérieurement contractés avec la puissante maison de Bourgogne. Telle était la triste situation de la Belgique, que liée par son passé à toutes les querelles, son présent ne lui permettait pas d'en recueillir aucun avantage; elle devait se battre pour une cause qui n'était point

la sienne, pour des intérêts qui ne lui appartenaient point et qui le plus souvent lui étaient contraires : la guerre ruinait son industrie, la paix démembrait ses provinces; pour elle enfin, la diplomatie et les armes ont été deux fléaux également funestes.

Quand le cardinal de Richelieu arriva au pouvoir sous la minorité du faible Louis XIII (1624), il n'eut pas seulement à lutter contre la reine-mère qui voyait en lui un maître plus puissant que son fils et qu'elle-même, il dut en quelque sorte faire violence à son époque, pour l'entraîner dans une réaction contre l'Autriche et l'Espagne, pour lui prouver que la France devait à quelque prix que ce fut abaisser l'orgueil de ces deux cours, si elle ne voulait devenir leur vassale. La mort surprit le cardinal avant qu'il eût entièrement mis son système à exécution (1642); Mazarin qui l'avait deviné alla plus loin que lui.

Le résultat de toutes ces guerres depuis la rupture de la trêve de douze ans, jusqu'à la bataille de Ramillies, le congrès d'Utrecht, la paix de Rastdat et le traité de la Barrière, fut de rendre à la maison d'Autriche la souveraineté des Pays-Bas, mais tellement affaiblis et dévastés par les longues campagnes de Louis XIV, qu'il fallut la sagesse, la magnanimité, la douceur facile du règne de Marie-Thérèse, pour leur rendre l'énergie et la force, et leur permettre d'entreprendre sous Joseph II l'œuvre d'affranchissement, qu'ils devaient terminer sous son successeur.

Sans doute, la Belgique aurait pu jouer un rôle



plus noble dans la conflagration générale du XVIII<sup>e</sup> siècle et édifier pour son propre compte, si, par suite des malheurs de la période précédente, elle n'eût été abandonnée à elle-même, sans hommes en qui placer sa confiance, sans noms assez magiques pour lui servir de mot d'ordre, de signe de ralliement ou de cri de guerre. Supposons que réunissant les conditions qui lui manquaient, elle fût entrée dans le plan d'insurrection contre l'Espagne proposé par le cardinal de Richelieu (1635); qu'elle se fût faite république comme la Hollande, ou jetée dans les bras de ses voisins du midi ou du nord; enfin, qu'elle eût adopté le lion de la Zélande ou les lys de Henri IV : combien de changemens peut-être ne se seraient point opérés dans la situation politique de l'Europe ! Ce n'est pourtant pas la seule fois que la Belgique, si généralement méconnue, aurait pu, par un simple acte de sa volonté, mettre en question l'existence des plus formidables puissances du continent.

Cette troisième période de l'histoire moderne considérée relativement à la Belgique, se tranche en deux parties bien distinctes. Elle comprend d'une part, la dernière phase du gouvernement espagnol aux Pays-Bas; d'autre part, l'historique de la domination d'Autriche jusqu'à la révolution brabançonne.

§ I. DON FERDINAND, CARDINAL-INFANT (décembre 1634-novembre 1641). — L'infant Don Ferdinand, cardinal-archevêque de Tolède, avait été ad-

joint par son frère Philippe IV dans le gouvernement des Pays-Bas à l'infante, dès le mois de décembre 1632 : mais comme il n'était point encore arrivé en Belgique lors de la mort d'Isabelle, l'administration fut confiée, suivant les anciens usages, à une commission de sept membres qui prêtèrent serment à l'assemblée des états le 1<sup>er</sup> décembre 1633, entre les mains de Pierre Roose chef et président du conseil privé. Le marquis d'Aytonna qui avait le commandement des troupes gouverna provisoirement jusqu'à la venue du cardinal. Don Ferdinand traversant le Milanais, rejoignit l'armée impériale, et gagna avec elle contre les Suédois, la célèbre bataille de Nordlingue (6 septembre 1634). Deux mois après, il fit son entrée aux Pays-Bas et fut solennellement reçu à Anvers (avril suivant). Tous les transparens, tous les tableaux emblématiques avaient été dessinés par Rubens (1).

Le cardinal de Richelieu qui faisait marcher de pair la diplomatie et les armes, et qui avait sans cesse devant les yeux son grand projet de l'abaissement de l'Autriche, ne négligeait aucun des moyens de parvenir à son but, si coûteux qu'ils fussent. Il conclut à Paris, le 8 février 1635, un traité d'alliance avec les états-généraux, pour envahir, de concert avec eux, les Pays-Bas espagnols qui deviendraient libres s'ils arboraient l'étendard de la révolte, ou que

(1) *Mémoires Historiques et Politiques des Pays-Bas autrichiens*, par le comte de Nény, chef et président du conseil privé des Pays-Bas, etc., tom. 1, article xv, pag. 74, 75. — 2 volumes, in-12. Bruxelles, Benoit Lefrancq, 1785.

se partageraient la France et les Provinces-Unies, s'ils offraient de la résistance. Soixante mille hommes passèrent la frontière, et un subside de douze cent mille livres fut compté aux états-généraux. Instruit de ces dispositions, le cardinal marche sur Trêves et s'empare de l'électeur allié de la France, le 26 mars 1635, tandis que d'un autre côté, les Français gagnent la bataille d'Avein (20 mai) et saccagent Tirlemont (6 juin). Le 24 du même mois, le cardinal-infant déclare la guerre à la France au nom de l'Espagne. — Jusqu'en 1636, Don Ferdinand est victorieux; il approche de Pontoise et effraye Paris. Le cardinal Lavalette prend Landrecies et la Capelle (1637); les Français sont battus sous les murs de Thionville par les généraux Octave Piccolomini et Jean Bick (17 juin 1639), mais deux jours après, ils prennent Arras. — 1639-1640, succès balancés. L'amiral Tromp ruine la marine espagnole au combat des Dunes 20 octobre 1639. — Dans le même temps, les embarras de Philippe IV redoublent. La Catalogne s'insurge; Jean IV duc de Bragance recouvre par la force des armes le trône de ses ayeux (1) et le cardinal-infant meurt à Bruxelles le 9 novembre 1641.

§ II. DON FRANCISCO DE MÉLO', COMTE D'ASSUMAR. (décembre-1641-décembre 1644). — Dans le peu

(1) J. Muller, *Hist. Univ.*, tom. IV, liv. XXI, ch. XI, pag. 43, 44.

de jours qui séparèrent la mort de Don Ferdinand de la nomination de son successeur, les Pays-Bas furent administrés par une commission provisoire. On installa Don Francisco le 6 décembre.

L'état de l'Espagne était peu prospère, celui de l'Allemagne n'était pas moins critique. Frédéric-Guillaume électeur de Brandebourg, commençait déjà à porter ombrage à l'empire. On put dès ce moment concevoir des espérances de paix. Les négociations qui s'ouvrirent à Hambourg le 25 décembre 1641 n'empêchèrent pas la guerre de se continuer. Don Francisco vainqueur des Français à Honnecourt, (26 mai 1642) fut battu par eux sous les murs de Rocroy (19 mai 1643). Cette célèbre victoire du jeune duc d'Enghein fut le tombeau de l'infanterie espagnole qu'Alvarez de Tolède avait su rendre si redoutable. La reddition de Thionville (10 août) qui suivit la victoire de Rocroy fut un nouveau deuil pour Philippe IV dont les désastres n'étaient cependant pas encore arrivés à leur comble.

§ III. DON JUAN D'AUTRICHE (décembre 1643-1676). — Ce fut pendant le dernier mois de cette année que Philippe IV appela son fils naturel Don Juan d'Autriche au gouvernement général des Pays-Bas. Retenu au-delà des Pyrénées, Don Juan ne put immédiatement prendre possession de sa dignité. Il ne vint en Belgique qu'une seule fois, ce fut en 1656, et il n'y fit qu'un séjour d'une courte durée. Toutefois, il resta gouverneur titulaire et propriétaire des

Pays-Bas , jusqu'à sa mort (1676). Les personnages qui pendant cet intervalle exercèrent la puissance dans les dix provinces, n'obtinent que le titre de ses lieutenans-généraux, clause qui était expressément spécifiée dans toutes les lettres patentes. Quoiqu'il en soit, le comte d'Assumar conserva encore l'autorité aux Pays-Bas , un an après la nomination de D. Juan d'Autriche.

§ IV. LE MARQUIS DE CASTEL-RODRIGO ET LE GÉNÉRAL PICCOLOMINI (avril 1644-1647). — Pour la première fois, la lieutenance-générale des Pays-Bas fut partagée et dévolue à des hommes de caractères différens. Le marquis de Castel-Rodrigo ancien ambassadeur de Philippe à Rome et en Allemagne, eut la direction des affaires civiles ; le général Piccolomini chevalier de la Toison d'Or, et duc d'Amalsi au royaume de Naples, fut chargé des opérations militaires. Cette puissance remise à deux personnes indépendantes l'une de l'autre, travaillant chacune sans contrôle , et ainsi, à même d'agir dans les buts les plus opposés eut de funestes résultats, car en portant le trouble dans l'administration intérieure , elle compromit évidemment les affaires du dehors. Sous l'empire d'une politique aussi mal combinée, les victoires de Gaston duc d'Orléans , frère de Louis XIII , et du duc d'Enghein se poursuivirent presque sans relâche , et se terminèrent glorieusement par la prise de Dunkerque, expédition dans laquelle la France fut aidée par l'amiral Tromp (7 octobre 1646).



Depuis l'année précédente, les négociations commencées à Hambourg avaient été reprises à Munster et à Osnabruck, elles durèrent encore trois ans avant d'arriver à un résultat définitif. — Le stadhouder Frédéric-Henri atteint d'une maladie de langueur mourut le 14 mars 1647 à l'âge de 64 ans. La même année le marquis de Castel-Rodrigo reçut ses lettres de rappel.

§ V. L'ARCHIDUC LÉOPOLD-GUILLAUME (1647-1658). — Au mois de février 1647, l'archiduc Léopold-Guillaume, fils de l'empereur Ferdinand II, entra en possession de la lieutenance-générale des Pays-Bas. On avait toujours la guerre en permanence et la paix en perspective. Mazarin aurait voulu empêcher les Provinces-Unies de faire la paix avec l'Espagne ; leur concours était trop nécessaire à l'accomplissement de ses vues, mais les états-généraux las de combattre pour la France, résolurent de travailler à leur intérêts propres et envoyèrent à cet effet leurs plénipotentiaires au congrès de Munster. Le comte d'Avaux ambassadeur de France s'y trouvait déjà et désirait sincèrement la paix, plus sincèrement que son habile collègue Abel Servien dont les intentions passaient pour équivoques. Philippe IV se fit représenter au congrès par le comte de Penderanda, son ambassadeur extraordinaire à la cour de l'empire, et Antoine Le Brun conseiller au conseil suprême des Pays-Bas à Madrid, qui signèrent avec les ministres des Provinces-Unies au nombre de huit, le traité de

paix du 30 janvier 1648 (1). Le 4 février suivant on y ajouta un article concernant le commerce ; Le Brun conclut en outre un traité de marine à La Haye, le 17 décembre 1650.

Guillaume II, fils et successeur de Frédéric-Henri, qui s'était opposé de toutes ses forces à la paix de Munster, mais dont Philippe IV avait vaincu les scrupules par une clause du traité préliminaire du 8 janvier 1647, mourut à 24 ans le 6 novembre 1650, quinze jours après la signature d'une alliance offensive avec Louis XIV contre l'Espagne (20 octobre). La mort subite de Guillaume est restée un mystère inexpliqué. De cette époque date l'influence du grand pensionnaire Jean de Witt jusqu'en 1672.

Les traités signés à Munster entre l'Espagne et les Provinces-Unies, l'Autriche et la France ; à Osna-bruck entre l'empereur et la Suède, furent ensuite réunis et confirmés dans le grand acte qui porte le nom de traité de Westphalie.

Ainsi se termina la longue guerre de l'indépendance de la Hollande, après quatre-vingts ans de combats à peine interrompus par la trêve de 1609. Les Provinces-Unies et l'Espagne se jurèrent une amitié perpétuelle à Munster et depuis, ce serment n'a point été violé.

(1) *Mémoires Historiques, Politiques etc...*, par M. De Nény, tom. 1, pag. 81, 85.

## CHAPITRE XIX.

### DEPUIS LE TRAITÉ DE WESTPHALIE, JUSQU'À LA GUERRE DE DÉVOLUTION.

1648-1667.

SOMMAIRE. — Succès de l'archiduc Léopold. — Il est vaincu à Lens. — Aidé du prince de Condé il prend Virton et fait lever le siège de Valenciennes. — Victoire des Dunes. — § VI. Le marquis de Caracena (novembre 1658-mars 1664). — Paix des Pyrénées. — Jean de Witt fait abolir le stadhouderat. — Il contribue à la fortune du prince d'Orange. — *Acte de Navigation*. — § VII. Le marquis de Castel-Rodrigo (mars 1664-août 1668). — Les limites des Pays-Bas et des Provinces-Unies sont arrêtées à Bruxelles. — Mort de Philippe IV. — Exil et mort de Don Juan d'Autriche.

---

Malgré la paix de Westphalie, la Belgique qu'aucun intérêt n'entraînait dans la querelle et qui n'avait rien gagné au traité, continua d'être le champ de bataille de l'Autriche et de l'Espagne qui, désirant toutes deux des conditions plus avantageuses que celles de Munster, ne voulurent point poser les

armes, et firent encore la guerre pendant onze ans.

L'archiduc Léopold obtint d'abord quelques succès : il prit Courtray, Furnes et Lens, mais son étoile ne tarda point à pâlir et il fut battu sous les murs de Lens (20 août 1648) par le prince de Condé qui rentra dans Furnes. — Quelques années se passent. La fronde avait fait désertier à Turenne la cause de son pays. Les injustices de Mazarin et de la cour jettent Condé dans le parti de l'Espagne : après avoir opéré sa jonction avec Léopold dans le Luxembourg, il réduit Virton (23 février 1654). Don Juan d'Autriche vient aux Pays-Bas (mai 1656), et force avec le prince de Condé le maréchal de Turenne et La Ferté de lever le siège de Valenciennes (16 juillet suivant). La célèbre bataille des Dunes près de Dunkerque (4 juin 1658) remportée par Turenne rentré en grâce, sur Don Juan uni au prince de Condé, mit enfin un terme à la guerre.

§ VI. LE MARQUIS DE CARACENA (novembre 1658-mars 1665). — Le marquis de Caracena succéda à l'archiduc Léopold dans la lieutenance-générale des Pays-Bas, par lettres patentes du 9 novembre 1658.

Quelques mois après son arrivée, la paix des Pyrénées, chef-d'œuvre de Mazarin, fut signée dans l'île des faisans sur les confins de la France et de l'Espagne, le 7 novembre 1659. — « Il devait être nommé dans le terme de deux mois des commissaires pour régler l'exécution tant du traité de Ver-  
vins (1598) que de celui de Cateau-Cambrésis (1559).

L'infante Marie-Thérèse, fille de Philippe IV, renonçait à la succession d'Espagne et devenait l'épouse de Louis XIV auquel elle apportait cinq-cent mille écus de dot. » — Mazarin par ce traité compléta, étendit même, le système d'envahissement du cardinal de Richelieu. Il savait ce que vaudrait au besoin la renonciation de l'infante, dont le roi de France n'obtint jamais la dot ; mais il ne fut pas donné à l'adroit ministre de voir les conséquences de ce qu'il avait fait ; il ne survécut que deux ans à son ouvrage, et la fronde que le traité de Westphalie avait fait naître, s'éteignit dans l'île de la conférence.

Guillaume II avait cessé de vivre en 1650 ; peu de jours après sa mort , la princesse d'Orange mit au monde un fils dont le néant semblait devoir ensevelir le berceau, et auquel néanmoins, le ciel réservait une destinée aussi haute que bizarre. L'autorité toute puissante des stadhouders avait plus d'une fois inquiété la république ; le grand pensionnaire Jean de Witt profita de l'occasion pour la faire annuler. Un décret des états la supprima dans cinq provinces sur sept , et cette décision rendue en 1653 et qui reçut un an après le nom d'*édit perpétuel*, fut rapportée en 1660 , quand des circonstances nouvelles eurent fait naître d'autres besoins. Jean de Witt dont le caractère présente tant d'analogies avec celui de Barneveld, Jean de Witt après s'être long-temps opposé à l'élévation du jeune prince d'Orange y travailla lui-même , et hâta ainsi le moment de sa perte. Au milieu de ces intrigues qui se croisaient, de cette oligar-



chie sans consistance, de cette fédération sans unité, l'Angleterre qui venait de tuer son roi élevait les plus singulières prétentions sur la Hollande. Contrarié dans ses vues de politique extérieure, Cromwell que le gain de la bataille de Worscester avait raffermi au-dedans, publia le règlement célèbre connu sous le nom d'*Acte pour l'accroissement du commerce et de la navigation*, renouvelé à différentes époques, et qui n'avait d'autre but que de ruiner la puissance maritime des états généraux, pour élever sur ses débris celle de la Grande-Bretagne. Une guerre avec les Provinces-Unies fut la suite de cette mesure arbitraire.

§ VII. LE MARQUIS DE CASTEL-RODRIGO (mars 1664-août 1668). Le marquis de Castel-Rodrigo revint prendre aux Pays-Bas la place du marquis de Caracena le 20 mars 1664. La même année, on arrêta à Bruxelles (20 septembre), les limites des états-généraux et de la Belgique aux termes du traité de Munster; mais l'exécution de cette convention souffrit de grandes difficultés; elle ne fut publiée dans la Flandre autrichienne que le 4 juin 1668 et à la Haye que le 7 mars 1669 (1). C'était le prélude des troubles que devait exciter plus tard le traité de *la barrière*. — La mort de Philippe IV (17 septembre 1665) ralluma la guerre. Après la mort de son

(1) De Nény, *Mémoires Hist. et Pol. sur les Pays-Bas*, tom. I, art. XVIII, pag. 96, 97.

père , Don Juan d'Autriche ne revit plus les Pays-Bas. La reine régente ayant donné sa confiance et la direction des affaires au jésuite allemand Nittrard, Don Juan se mit à la tête des mécontents , fut exilé en 1668 à Consuegra et mourut à Madrid en 1676.

---

---

---

## CHAPITRE XX.

### DEPUIS LA GUERRE DE DÉVOLUTION JUSQU'AU TRAITÉ DE RYSWICK.

1667-1697.

SOMMAIRE. — Du droit de dévolution. — Conquête de la Flandre et de la Franche-Comté. — *Triple alliance*. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — § VIII. Don Iniga de Velasco (août 1668-août 1670). Caractère de ce gouverneur. — § IX. Don Juan Domingo de Luniga (août 1670-janvier 1675). — Louis XIV désunit la triple alliance. — Invasion en Hollande. — Rétablissement du stadhouderat. — Massacre des frères de Witt. — Prise de Maestricht. — L'Espagne déclare la guerre à la France. — Soumission de la Franche-Comté. — § X. Le duc de Villa-Hermosa (1675). — Victoires des Français. — Paix de Nimègue. — Bataille de Saint-Denis. — § XI. Alexandre Farnèse duc de Parme (1679-avril 1682). — *Chambres des réunions*. — § XII. Le marquis de Grana (avril 1682-juin 1685). — Trêve de 20 ans. — Révocation de l'édit de Nantes. — § XIII. Le marquis de Castagnaga (décembre 1685-mars 1692). — Ligue d'Augsbourg. — Guillaume III détrône Jacques II. — Campagne d'Allemagne. — Bataille de Walcourt, — de Fleurus. — Prise de Mons, de Namur. — § XIV. Maximilien-Emmanuel

(mars 1692-1712). — Steinkerke. — Nerwinde. — Les alliés reprennent Namur. — Bombardement de Bruxelles. — Catinat prend Ath. — Congrès et paix de Ryswick.

---

« Quoique Louis XIV en épousant Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV, eût formellement renoncé à la succession du roi d'Espagne, il demanda à la mort de son beau-père les Pays-Bas espagnols, sous prétexte qu'en vertu du *droit de dévolution* établi dans ces provinces, les filles aînées héritaient de préférence aux fils cadets (1). »

« Dans les provinces de Brabant et de Limbourg, ainsi que dans quelques districts voisins, il y a des biens sujets au droit de dévolution, en vertu duquel le survivant des deux époux ne peut en aucune manière aliéner ses propres biens, mais doit les conserver aux enfans du premier mariage, à l'exclusion de tout autre mariage postérieur.

» Telle est la nature du droit de dévolution, la France voulut le confondre avec le droit de succession (2). »

Louis XIV écrivit à la reine-régente d'Espagne, qu'il réclamait pour sa femme Marie-Thérèse d'Au-

(1) J. Muller, *Hist. Univ.*, tom. iv, liv. xii, ch. x, pag. 91.

(2) De Nény, *Mém. Hist. Pol.*, tom. i, article xix, pag. 97, 98.

triche, les duchés de Brabant et de Limbourg à l'exclusion de Charles II, fils de Philippe IV du second lit. Cette lettre ne précéda que de peu de jours son entrée en campagne. Quelques mois suffirent à Turenne pour soumettre la Flandre; à Condé, pour conquérir la Franche-Comté. Les Hollandais consternés des succès de Louis XIV et de ses prétentions toujours croissantes, se réunissent à la Grande-Bretagne et à la Suède. Le chevalier Temple et Jean de Witt rédigent la *triple alliance* qui est signée à la Haye le 24 janvier 1668. Peu après, on proposa au marquis de Castel-Rodrigo d'y accéder. La politique adroite du lieutenant-général qui éveille à-la-fois les craintes de la France et des Provinces-Unies et les amène à des concessions réciproques envers l'Espagne, jette les premiers fondemens de la paix. Jean-Baptiste de Broeckhoven, baron de Bergheyck, et Charles Colbert de Croisi plénipotentiaire de France, signent le traité d'Aix-la-Chapelle dont les articles étaient rédigés à Saint-Germain par l'ambassadeur des états-généraux à la cour de France, Van Beuning (2 mai 1668). — « La France conserva douze places fortes sur les frontières des Pays-Bas, parmi lesquelles on comptait Douai, Tournai et Lille (1). » — Ce traité ne dit pas un seul mot des prétentions de la reine de France. — La guerre de la Hollande avec la Grande-Bretagne, conduite par Ruyter se termina la même année par la paix de Bréda (31 juillet).

(1) Heeren, *Man. Hist. du système pol. des états de l'Europe*, tom. 1, pag. 242.



§ VIII. DON INIGA DE VELASCO (août 1668 août 1670). — Jamais peut-être gouverneur des Pays-Bas ne montra plus d'impéritie que D. Velasco, connétable de Castille. — « Lorsqu'on se hasardait de parler d'affaires à ce gouverneur, il disait qu'on voulait le tuer. Il passait son temps à jouer du clavecin, sans autre compagnie que celle de ses nains et de ses favoris (1). »

§ IX. DON JUAN DOMINGO DE LUNIGA. — (août 1670-janvier 1675). — Don Juan Domingo de Luniga, comte de Monterey, successeur de Don Velasco par lettres patentes du 27 août, était un jeune homme de 28 ans qui donna des preuves de zèle, d'expérience et d'habileté dans la conduite des affaires publiques.

Quoiqu'il en soit, l'orgueil des Hollandais qui s'attribuaient tout l'honneur du traité d'Aix-la-Chapelle avait fatigué Louis XIV. Ce prince n'avait signé la paix que dans l'impossibilité de continuer honorablement la guerre. Avant de reprendre les armes, il devait rompre la triple alliance, cela lui fut aisé. Dans une entrevue que la duchesse d'Orléans avait eue avec son frère Charles II, elle l'avait détaché de la cause des états-généraux, et le 1<sup>er</sup> juin 1670, l'Angleterre avait fait un traité avec la France pour la conquête des Provinces-Unies, que peu de temps

(1) De Nény, *Mém. Hist. et Politiques*, tom. 1, art. XIX, pag. 104.

après, Louis XIV attaqua par le Rhin et la Meuse. A la nouvelle de cette invasion, la Hollande trembla jusqu'au fonds de ses polders et les digues furent rompues. Le gouvernement des états-généraux n'était point assez fort pour des circonstances aussi graves. Il fallait à la république en danger un dictateur et le stadhouderat proscrit quelques années auparavant par l'*édit perpétuel*, fut conféré au fils de Guillaume II (1672) et rendu héréditaire pour toute sa descendance mâle.

« Guillaume III n'avait que 21 ans lorsqu'il fut nommé stadhouder. Il était laborieux, sobre, silencieux, d'un caractère persévérant et d'une admirable présence d'esprit. Quoique zélé protestant, il jouissait d'une grande considération auprès des cours catholiques, parce qu'elles le regardaient comme le défenseur de la liberté européenne (1). »

Cette réaction fut fatale aux frères de Witt. Jean dont la politique n'avait peut-être pas toujours été franche avec Olivier Cromwel et Charles II, voyant que son crédit expirait, donna sa démission. Son frère Corneille, accusé par un misérable d'avoir voulu attenter à la vie du prince d'Orange fut mis à la torture, et la douleur ne lui arracha pas d'autre aveu que la strophe d'Horace : *Justum et tenacem*. La justice ne pouvait condamner ces deux grands citoyens; on résolut de les perdre par la calomnie. Les

(1) J. Muller, *Hist. Univ.*, tom. iv, liv. xxii, ch. xi, pag. 95.

bruits les plus odieux furent répandus , la populace s'ameuta , Corneille et Jean arrachés de leur prison furent massacrés et leurs cadavres souillés de boue traînés par les rues de la Haye (20 août 1672).

Cependant , la situation extérieure n'avait pas changé ; la guerre se poursuivait toujours , et l'année suivante , les Français s'emparaient de Maestricht (29 juin 1673). La Hollande et l'Espagne s'unissent alors plus étroitement à la Haye (30 août suivant). Six semaines après , l'Espagne déclare la guerre à la France. En 1674 , Charles II ne pouvant obtenir de subsides de son parlement , transige avec les états-généraux ; son exemple est suivi par l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster que Louis XIV avait su mettre dans son parti depuis le commencement de la guerre ; ces défections n'empêchent pas la France de conquérir la Franche-Comté qui lui est restée depuis lors.

§ X. LE DUC DE VILLA-HERMOSA (1675). — Les alliés lèvent le siège de Maestricht (1676). Les Français prennent Valenciennes , Cambrai , Saint-Omer (1677). Le prince d'Orange battu le 11 avril de la même année à Mont-Cassel , par Monsieur , frère de Louis XIV , lève le siège de Charleroi. — Les Français s'emparent de Gand et d'Ypres (1678).

Pendant le cours de cette campagne , des ouvertures avaient été tentées pour la paix à Cologne et reprises à Nimègue où le congrès ne s'ouvrit qu'en 1677. Ce fut dans cette ville qu'une paix préjudi-

ciable aux alliés de la Hollande et conclue sans l'aveu du stadhouder fut signée entre les états-généraux et la France le 10 août 1678. Louis XIV offrit aux Provinces-Unies une barrière et un traité de commerce. Quatre jours après la signature de cette paix, le prince d'Orange gagna par surprise sur le maréchal de Luxembourg, la bataille de Saint-Denis près de Mons. La même année, l'Espagne privée de tous ses soutiens traita aussi à Nimègue (17 septembre). L'ingratitude de la Hollande envers l'Espagne lui valut d'être la seule puissance à qui tout fut rendu.

§ XI. ALEXANDRE FARNÈSE DUC DE PARME (1679-avril 1682). — Alexandre Farnèse qui remplaça le duc de Villa-Hermosa, fut investi du titre de gouverneur-général, Don Juan d'Autriche étant mort trois années auparavant.

« Après la paix de Nimègue, Louis XIV établit à Metz et à Brisach des *chambres de réunion* destinées à faire revivre les prétendus droits attachés aux diverses provinces qui lui avaient été cédées par le traité de Westphalie (1) » — « Le 30 septembre 1681, il fit prendre possession de Strasbourg et de Casal. En 1683, il établit une armée dans les Pays-Bas espagnols et s'empara de Luxembourg et de Trèves (2). »

§ XII. LE MARQUIS DE GRANA (avril 1682-juin

(1) J. Muller, *Hist. Univ.*, tom. iv, liv. xxii, ch. xii, pag. 98.

(2) Heeren, *Man. Hist.*, tom. i, pag. 251.

1685). — Le marquis de Grana ne fut pas moins faible que le duc de Parme son prédécesseur dans le gouvernement général des Pays-Bas : grâce à l'incapacité de ces gouverneurs, les décisions arbitraires des *chambres de réunion* s'exécutèrent sans peine dans le Luxembourg, le comté de Namur et le Brabant. Toutefois, les victoires rapides du maréchal de Luxembourg avaient intimidé les états-généraux. Le comte d'Avaux utilisa ces craintes et leur fit accepter une trêve de 20 ans qui fut signée à la Haye le 29 juin 1684. Cette même trêve fut encore acceptée à Ratisbonne par l'empire d'une part et l'Espagne de l'autre. Les clauses en furent stipulées dans deux traités en date du même jour (16 août 1684). Un an après le marquis de Grana mourut au château de Marimont (15 juin 1685).

« La révocation de l'édit de Nantes (1685) ôta aux protestans français la liberté de conscience, et priva Louis XIV de huit cent mille sujets qui portèrent leurs richesses, leur industrie et leurs talens en Hollande, dans le Brandebourg et dans d'autres pays protestans, et qui firent détester partout le nom de leur persécuteur (1). »

§ XIII. LE MARQUIS DE CASTAGNAGA (décembre 1685-mars 1692). — Ce ne fut que six mois envi-

(1) J. Muller, *Hist. Univers.*, tom. IV, liv. XXII, ch. XII, pag. 99.



ron après la mort du marquis de Grana que son successeur fut désigné, par lettres patentes du 30 décembre 1685.

Les mêmes causes qui avaient renouvelé la guerre après la paix d'Aix-la-Chapelle, la suscitèrent encore après le traité de Nimègue. Le prince d'Orange jaloux de la puissance de la France, se hâta d'entrer dans la ligue que forma l'empereur Léopold à Augsbourg pour la sûreté de l'Allemagne (9 janvier 1686). D'un autre côté, Louis XIV était en querelle avec l'empire au sujet de l'électorat de Cologne qu'il voulait faire accorder à son protégé le cardinal de Furstemberg; la duchesse d'Orléans faisait valoir ses droits sur la succession de son frère l'électeur Palatin, à laquelle pourtant elle avait renoncé; enfin, Guillaume III en usurpant la place de son beau-père Jacques II sur le trône d'Angleterre, décida le roi de France à reprendre les hostilités.

Campagne d'Allemagne (1688). — Dévastation du Palatinat (commencement de 1689). — La même année, la guerre s'étend dans les Pays-Bas; Guillaume III unit ses forces à celles de la Hollande, et les alliés sous la conduite du prince de Waldeck battent le maréchal d'Humières à Walcourt dans le comté de Namur (27 août 1689). Ce succès leur coûta cher : Waldeck est vaincu par Luxembourg à Fleurus (1<sup>er</sup> juillet 1690); Louis XIV prend Mons (9 avril 1691); le maréchal de Boufflers bombarde Liège (4 juin suivant) et le roi prend la ville et le château de Namur (5 et 30 juin 1692).

## § XIV. MAXIMILIEN-EMMANUEL (mars 1692-1712).

— L'électeur de Bavière Maximilien - Emmanuel gouverneur des Pays-Bas n'avait pu empêcher la prise du château de Namur; ses opérations ultérieures ne furent guère plus heureuses. Battu à Steinkerke (4 août), à Nerwinde près de Tirlemont (29 juillet 1694) il reprit la ville et le château de Namur (1695), tandis que les Français sous le maréchal de Villeroi bombardaient Bruxelles (13, 14 et 15 août 1695) (1).

La campagne de 1696 aux Pays-Bas fut moins sanglante. Au mois de juin 1697, Catinat prit Ath et la paix se fit la même année. Un congrès avait été ouvert dès le 9 mai au château de plaisance de Ryswick demeure de Guillaume III près de la Haye. Le traité fut signé le 20 septembre sous la médiation de la Suède. — « Les conditions particulières relatives aux Pays-Bas, furent que la France restituerait à l'Espagne; la ville et le duché de Luxembourg avec le comté de Chiny, la place de Charleroi, les villes de Mons et d'Ath, à la réserve du bourg d'Antoing et quelques villages qui devaient demeurer à la France qui les avait réunis au gouvernement de Tournai, la

(1) Il est difficile de ne point reconnaître de l'exagération dans ces lignes de M. De Nény : — « L'effet des bombes et des boulets rouges fut si terrible, que l'hôtel de ville, quatorze églises et quatre mille maisons furent réduites en cendres. » — (*Mém. Hist. Polit.*, tom. I, article XXI, pag. 119).

ville de Courtrai avec sa châtellenie, et généralement, qu'on restituerait de part et d'autre, ce qui avait été pris pendant la guerre (1). »

(1) M. Dewez, *Hist. Gén. de la Belgique*, tom. VI, ch. XXX, pag. 61.

---

---

## CHAPITRE XXI.

DEPUIS LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE  
JUSQU'AU TRAITÉ DE LA BARRIÈRE.

1700-1715.

SOMMAIRE. — Succession d'Espagne. — Traités de partage. — Testament de Charles II. — L'électeur de Bavière remet les Pays-Bas aux troupes françaises. — *Grande alliance*. — Mort de Guillaume III. — Les états-généraux de Hollande reprennent les rênes du gouvernement. — L'Autriche déclare la guerre à la France. — Succès des alliés. — Bataille de Ramillies. — Conférences de la Haye. — Victoire de Malplaquet. — Conférences de Gertruidenberg. — Mort de Joseph I<sup>er</sup>. — Maximilien-Emmanuel nommé par Philippe V souverain des Pays-Bas. — Congrès d'Utrecht. — Paix d'Utrecht. — Traités de Rastadt et de Bade. — Traité de *la Barrière*.

---

« L'extinction de la branche cadette d'Autriche dans la personne de Charles II roi d'Espagne, occasionna cette fameuse querelle de la succession, qui, depuis la paix de Ryswick occupa presque exclusivement tous les cabinets de l'Europe occidentale et qui

provoqua enfin une guerre générale qui se prolongea même fort au-delà du traité qui parut y mettre fin (1). » Du vivant de Charles II, la monarchie espagnole avait été démembrée en perspective par les puissances qui croyaient y avoir des droits. Le premier traité de partage fut conclu à la Haye le 11 octobre 1698 entre la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies ; l'Autriche prit part au second, arrêté à Londres le 13 mars 1700 et à la Haye le 21 du même mois. Sur ces entrefaites, mourut le roi Charles II (1<sup>er</sup> novembre 1700) ; par un testament du 2 octobre précédent, il avait institué Philippe d'Anjou, second fils du dauphin, héritier de toute la monarchie espagnole. Louis XIV accepta pour son petit-fils le testament qui lui donnait tout, et méconnut les traités de partage antérieurs beaucoup moins avantageux. Le duc d'Anjou fut proclamé roi d'Espagne à Madrid sous le nom de Philippe V (24 novembre 1700).

L'électeur de Bavière gouverneur-général des Pays-Bas, fidèle aux volontés du défunt monarque, livra aux troupes françaises les places soumises à son autorité le 6 janvier 1701. Huit mois après, les puissances signataires des traités de partage, frustrées par Louis XIV, s'unissent par la *grande alliance* conclue à la Haye le 7 septembre, et la coalition nomme roi d'Espagne Charles, fils cadet de l'empereur, sous le nom de Charles III.

(1) Heeren, *Manuel Hist.*, tom. II, pag. 16.



Cependant, Guillaume III était mort d'une chute de cheval le 17 mars 1702, dans sa cinquante-troisième année, après avoir fait de vains efforts pour transmettre l'autorité stadhouderienne à son neveu Jean-Guillaume Frison. En Hollande, les états-généraux reprirent le gouvernement de la république ; et pour ce qui est de l'Angleterre, Louis XIV enfreignant le traité de Ryswick se hâta de reconnaître pour successeur de Guillaume III, le fils de Jacques II. Cette reconnaissance fut immédiatement suivie de la déclaration de guerre de l'Autriche (15 mai). Pendant le cours de l'année, les alliés s'emparèrent de Ruremonde, de Venloo et de la citadelle de Liège. En 1703, Marlborough entra dans Huy et les Français furent chassés du pays de Vaes, mais le maréchal de Boufflers et le marquis de Bedmar qui commandait aux Pays-Bas en l'absence de l'électeur, gagnent sur les troupes de la Hollande, la bataille de Eeckeren (30 juin). Namur est bombardée le 20 juillet 1704, Marlborough gagne en Allemagne la bataille de d'Hochstedt (13 août) et Maximilien-Emmanuel termine la campagne aux Pays-Bas par la prise de Diest (24, 25 novembre 1705).—La même année, l'empereur Léopold meurt (5 mai) ; Joseph son fils aîné lui succède.

L'année suivante (1706), fut la plus brillante de la guerre pour les alliés. L'archiduc roi d'Espagne soumit presque tout ce royaume, et en Italie, le prince Eugène gagna le 7 septembre la bataille de Turin. Enfin, le 23 mai jour de la Pentecôte, l'élec-

teur de Bavière et le maréchal de Villeroi furent entièrement mis en déroute par le duc de Marlborough dans les plaines de Ramillies en Brabant. Cette mémorable victoire qui sépare deux époques, détruisit les espérances ambitieuses de la France, ruina l'avenir de l'Espagne et raffermir la puissance chancelante de l'empire. Bruxelles, Malines, Gand, Anvers, Bruges, Ostende, Audenaerde, Termonde, etc. la plus belle partie des Pays-Bas espagnols fut le fruit de cette victoire. — « La reine d'Angleterre (veuve de Guillaume III) et les états de la Hollande s'attribuèrent, sous le nom de Charles III, le gouvernement des Pays-Bas où ces deux puissances établirent un conseil d'état dont tous les actes étaient expédiés au nom du roi Charles III à qui cependant, ce conseil n'était pas soumis par le lien du serment (1). »

En 1708, Louis XIV fit les plus grands efforts pour reprendre les Pays-Bas; Marlborough gagna la bataille d'Audenaerde (11 juillet) et peu après, la ville de Lille fut assiégée et prise le 23 octobre; la citadelle se rendit le 30 décembre suivant. Accablé par tant de défaites, Louis XIV demanda la paix. Les négociations de la Haye (commencement de 1709), conduites par le président de Rouillé et ensuite par le ministre marquis de Torcy, étaient trop désho-

(1) Dewez, *Hist. Gén. de la Belgique*, tom. VII, ch. XXXI, pag. 72.

norantes pour la France, le monarque les repoussa, continua la guerre, perdit Tournai le 29 juillet, la bataille de Malplaquet (11 septembre) et Mons (20 octobre 1709). Ses ambassadeurs revinrent alors à Gertruidenberg (mars 1710). L'insolence des alliés croissait en raison de leur bonne fortune. Ils ne trouvaient point que ce fût assez des subsides que Louis leur offrait pour faire la guerre à Philippe V, ils exigeaient que ce monarque détrônât lui-même son petit-fils. Cette conduite hautaine des alliés sauva les Bourbons de France et d'Espagne; la guerre reprit avec une vigueur nouvelle dans les Pays-Bas épuisés (1710-1711), mais l'empereur Joseph 1<sup>er</sup> étant mort le 11 avril (1711), et son frère lui ayant succédé sous le nom de Charles VI, le schisme qui existait depuis onze ans au sujet de la royauté d'Espagne cessa de fait et la paix devint de plus en plus probable. La même année, Jean-Guillaume Frison, neveu de Guillaume III, se noye en traversant le Moerdyck; la princesse son épouse accouche d'un fils posthume, Guillaume-Charles-Henri Frison qui sera stadhouder des sept provinces.

Au mois de janvier 1712, des conférences sont ouvertes pour la paix à Utrecht, tandis que Villars réparant les désastres de la France, est vainqueur à Denain, et prend Douai, Bouchain et le Quesnoy. Ce furent là les derniers faits d'armes de la guerre. La France conclut la paix avec les alliés à Utrecht le 11 avril 1713. Il était stipulé en l'art. VII du traité avec les Provinces-Unies : —

« Que le roi très chrétien remettrait aux états-généraux en faveur de la maison d'Autriche tout ce que ce prince ou ses alliés gardaient encore des Pays-Bas espagnols tels que le roi Charles II les avait possédés ou dû posséder conformément au traité de Ryswick, pour être possédés par la maison d'Autriche selon l'ordre de succession établi dans la même maison, aussitôt que les états-généraux seraient convenus avec elle de la manière dont ces pays serviraient de barrière et de sûreté (1). »

L'empereur que le traité d'Utrecht enrichissait, n'en trouvait cependant pas les conditions conformes à ses désirs; la clause concernant le renouvellement du traité de Ryswick et son entière exécution, ainsi que celle ayant rapport à la barrière lui avaient déplu. La guerre continua sur le Rhin au détriment de l'Autriche et enfin les traités de Rastadt (6 mars 1714) et de Bade (7 septembre suivant), réconcilièrent la France, l'empire et Charles VI sans sortir des articles ni des principes énoncés dans la paix d'Utrecht.

Les conférences pour le traité de *la Barrière* condition essentielle de celui d'Utrecht s'ouvrirent à Anvers en 1714. L'empereur y envoya Joseph-Lothaire de Königsegg, lieutenant-général de ses armées; l'Angleterre, le lieutenant-général Cadogan, et

(1) De Nény, *Mém. Hist. et Pol.*, tom. 1, art. xxii, pag. 134. — Voir les pages suivantes pour les autres articles du traité.

les états-généraux quatre députés ; on refusa le plénipotentiaire de la Prusse qui n'aurait servi qu'à embrouiller les négociations. Tant de prétentions s'élevèrent, tant de difficultés surgirent, des systèmes si opposés, si contraires au commerce furent mis en avant, et chaque négociateur chercha avec un si grand soin à favoriser les intérêts de sa nation aux dépens des autres nations contractantes, que le traité ne fut signé à Anvers que le 15 novembre 1715. Après l'échange des ratifications, les Hollandais remirent les Pays-Bas à l'empereur (4 février 1716).

---



---

---

## APPENDICE AU CHAPITRE XXI.

1700-1716.

**SOMMAIRE.** — Lettre de la reine régente d'Espagne aux Etats de Brabant. — Nouvelle forme donnée au gouvernement par le roi Philippe V. — Le comte de Sinzendorff nommé gouverneur-général des Pays-Bas par Charles III. — Le comte Pierre de Goes succède au comte de Sinzendorff. — Convocation générale des états de Brabant après la victoire de Ramillies. — Charles III est reconnu légitime souverain des provinces. — L'administration intérieure est rétablie suivant les anciennes règles. — Don Francisco-Bernardo de Quiros ministre plénipotentiaire des Pays-Bas. — Conflit entre le conseil d'état et la *conférence*. — Le conseil d'état est révoqué. — Les états de Brabant reconnaissent le nouveau conseil d'état. — Derniers actes de Philippe V aux Pays-Bas. — Cession définitive des Pays-Bas à l'Autriche.

---

Nous avons dû, pour ne pas interrompre le récit des guerres et des traités qui forment le sujet du chapitre précédent, passer sous silence un des côtés historiques les plus curieux de la guerre pour la succession d'Espagne. Il était difficile de fondre dans une esquisse générale un épisode tout particulier

dont le théâtre fut très-restreint et qui n'excéda pas un laps de quinze ans. Les actes de la double royauté de Philippe V et de Charles III aux Pays-Bas , alors que ni l'un ni l'autre de ces souverains n'était véritablement maître , et que la puissance s'exerçait au nom et sous l'influence des ministres de la Grande-Bretagne et des états-généraux , doivent être isolés et racontés à part pour être compris. Qu'on réfléchisse, et l'on conviendra qu'une révolution intérieure se prépare et se manifeste dans le cours de ces quinze années. On y voit des prélats et des grands seigneurs embrasser ouvertement la cause nationale contre les empiétemens de la Hollande et l'arbitraire progressif de l'empire ; on y retrouve des émotions depuis long-temps perdues , les états et les nations se réveillent aux mots si chers de prérogatives et de *joyeuse-entrée*.

Après la mort du roi Charles II , la reine régente d'Espagne ayant notifié aux états et conseils de justice des Pays-Bas , les dispositions testamentaires du défunt monarque , les trois états de Brabant répondirent le 20 décembre 1700 qu'ils observeraient avec la plus religieuse exactitude les volontés de Charles II « si conformes aux lois fondamentales du « pays et duché de Brabant. » — Cependant la guerre qui se préparait en Allemagne donna des inquiétudes à l'électeur de Bavière qui quitta Bruxelles pour retourner à Munich le 21 mars 1701. De son côté , Philippe V en route pour se rendre dans son nouveau royaume, signa à Naples le 2 juin 1702 une or-

donnance qui changeait complètement la face des affaires aux Pays-Bas. Les trois conseils supérieurs (1) furent réunis en une seule assemblée sous le nom de *Conseil du roi*. Un an après, l'archiduc Charles devenu roi d'Espagne par suite de la renonciation de l'empereur Léopold et de son fils Joseph roi des Romains (12 septembre 1703), nomma Philippe-Louis de Sinzendorff gouverneur-général des Pays-Bas par lettres patentes datées de Dusseldorf (22 octobre 1703.)

La victoire d'Hochstedt avait enlevé à Maximilien-Emmanuel son électorat de Bavière et à son frère, celui de Cologne ; le 28 octobre 1704, l'électeur dépossédé informa les états de son arrivée prochaine. L'année suivante, le comte Pierre de Goes fut nommé administrateur des Pays-Bas en remplacement du comte de Sinzendorff et en 1706, la bataille de Ramillies détermina une nouvelle complication dans les affaires. Le 26 mai de la même année, les états de Brabant s'assemblèrent : Maximilien-Emmanuel qui avait trouvé un asyle dans la maison du pasteur de Laeken, leur conseilla de faire leurs soumissions au duc de Marlborough pour éviter de plus grands malheurs au pays. L'armée combinée d'Angleterre et de Hollande était campée au-dessus de Schaerbeck. Les états offrirent de reconnaître le roi Charles si on maintenait leurs droits et privilèges. Une assemblée

(1) Conseil d'état, conseil privé, conseil des finances.

générale fut convoquée ; elle se réunit le 5 juin 1706, et Charles III y fut solennellement reconnu sous la réserve de l'exacte observance de la *joyeuse-entrée*. Les états de Flandre suivirent l'exemple de ceux du Brabant.

Alors fut renversé tout le système d'administration intérieure de Philippe V que dans huit provinces sur dix, on n'appelait plus que le duc d'Anjou. Les députés de la Grande Bretagne et de la Hollande se mirent à l'œuvre. Le conseil d'état fut rétabli (21 juillet 1706) et reçut l'investiture du gouvernement-général des Pays-Bas. Huit jours après, on réorganisa le conseil des finances (30 juillet), il en fut de même de la chambre des comptes en Flandre (14 août) et de celle de Brabant (1<sup>er</sup> septembre). Ces restaurations souffrirent de nombreuses difficultés et excitèrent de grandes jalousies de prééminence et d'attributions entre les diverses provinces.

Le 20 octobre 1708, Don Francisco-Bernardo de Quiros succéda au comte de Goes en qualité de ministre - plénipotentiaire du roi Charles III. Les représentans de l'Angleterre et de la Hollande, pour juger les différens qui s'élevaient dans le sein du conseil d'état et contrôler les actes de son gouvernement, se maintinrent en assemblée permanente sous le nom de *conférence*, présidée par le duc de Marlborough. On comprend que l'administration du pays n'appartenait que fictivement au conseil d'état, elle était toute entière entre les mains de la conférence. Le conseil ne pouvant

gouverner de la sorte , fit connaître à la reine de la Grande-Bretagne l'embarras de sa position (2 mars 1711). La conférence élabora un nouveau règlement et le transmit au conseil d'état le 9 octobre de la même année (1). Ce règlement attentatoire aux prérogatives des provinces fut refusé le 15 suivant. Le 27, la conférence modifia la déclaration d'obéissance qu'elle voulait obtenir et les obstacles parurent un moment applanis ; mais la conférence s'étant aperçue que le conseil d'état avait éludé les difficultés et qu'il ne se considérait nullement comme engagé envers elle , demanda une nouvelle déclaration. Les états de Brabant s'alarmèrent, les neuf nations de Bruxelles protestèrent énergiquement contre le gouvernement des puissances étrangères. La conférence n'en fut pas moins exigeante ; elle voulait une soumission aveugle du conseil d'état et celui-ci qui comptait dans son sein des ducs d'Arenberg, des comtes d'Ursel, d'Erps, de Clairmont, de Lannoy, etc... persista dans ses refus, et soutenu qu'il était par les états de Brabant et de Flandre, et par les sympathies du peuple, il réclama l'intervention des plénipotentiaires réunis à Utrecht. Tous ces efforts furent inutiles, le conseil d'état fut révoqué et ses membres déchus de leurs

(1) Voir ce règlement dans la *Collection de documents inédits concernant l'Histoire de la Belgique*, publiée par L. P. Gachard, tom. III, prem. série, pag. 279 à 285.



fonctions le 22 mars 1713, par ordre de la conférence signé Orrerey et Johan Van den Bergh. Quatre jours après, d'autres conseillers furent installés. Les états de Brabant s'opposèrent à l'établissement du nouveau conseil. Ils adressèrent leurs remontrances et leurs plaintes à la reine Anne, aux états-généraux et aux plénipotentiaires d'Utrecht. Le comte de Sinzendorff leur recommanda la patience, les états-généraux approuvèrent la résolution de la conférence, et, en définitive, les états de Brabant se décidèrent à reconnaître le conseil d'état et à lui accorder des subsides (8 juin 1713) (1).

L'année précédente, Philippe V qui devinait à la tournure que prenaient les délibérations du congrès d'Utrecht, que les Pays-Bas étaient désormais perdus pour lui, en avait fait don à l'électeur de Bavière en récompense de ses loyaux services, réservant toutefois sur les revenus de cette principauté, une rente de trente mille écus en faveur de Marie-Anne de la

(1) Nous avons consulté pour tout ce qui a égard à l'histoire du gouvernement de la Grande-Bretagne et de la Hollande en Belgique, depuis la mort de Charles II jusqu'au traité de la Barrière, *la Collection de documens inédits* de M. Gachard (tom. III, pag. 201 à 452). Cette collection renferme les matériaux les plus précieux sur cette partie très-obscur de l'histoire de la Belgique; elle s'appuie sur les meilleures autorités telles que Lamberty, les *Registres de Brabant et de Flandre*, les *Relations Véritables*, etc.

**Trémouille, princesse des Ursins, sa première femme.**  
La rente ne fut jamais payée, et l'électeur ne fut reconnu souverain que dans le duché de Luxembourg et le comté de Namur.

La conclusion du traité de la Barrière fit cesser l'état d'incertitude dans lequel végétait la Belgique depuis quinze ans. Les dix provinces redevinrent le patrimoine indivisible , inaliénable de l'Autriche , après être restées pendant cent-cinquante-neuf années soumises à la domination espagnole (1556-1715.)

---

---

## TROISIÈME PÉRIODE.

DEUXIÈME PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE.

1716-1790.

---

### CHAPITRE XXII.

DEPUIS LA REMISE DES PAYS-BAS A L'AUTRICHE,  
JUSQU'A LA MORT DE L'EMPEREUR CHARLES VI.

1716-1740.

SOMMAIRE. — § I. Le prince Eugène de Savoie (1716). — Administration provisoire du comte de Königsegg. — § II. Le marquis de Prié (novembre 1716-1725). — Réclamation des états au sujet du traité de la Barrière. — Traité de la Haye. — Exécution de François Anneessens. — Établissement de la *Compagnie d'Ostende*. — Congrès de Cambrai. — Paix entre l'Autriche et l'Espagne. — Alliance offensive d'Herrenhausen. — Préliminaires de Paris. — Traité de Vienne. — Suppression de la compagnie d'Ostende. — *Pragmatique-Sanction*. —

Paix générale de Vienne. — Rappel du marquis de Prié. — Caractère de ce ministre. — § III L'archiduchesse Marie-Elisabeth (octobre 1725-août 1741). — Le comte de Daun administre par *interim*. — Arrivée de l'archiduchesse aux Pays-Bas. — Mort de Charles VI.

---

Arrêtons un instant nos regards sur la physionomie générale de l'Europe pour mieux apprécier la position particulière des Pays-Bas : en France, Philippe d'Orléans tient les rênes de la régence ; en Angleterre, Georges I<sup>er</sup>, premier prince de la maison de Hanovre, a succédé à la reine Anne ; en Espagne, Philippe V dépossédé par le traité d'Utrecht d'une portion de son riche patrimoine, et s'abandonnant aux volontés d'Elisabeth de Parme, et aux projets du cardinal Alberoni, n'en fera pas moins cause commune avec l'empereur contre la Hollande qu'il sait être sa plus implacable ennemie ; enfin la Prusse saura mettre à profit les circonstances et s'agrandir aux dépens de l'Autriche. Tous les moyens seront honnêtes pour réussir, on n'appellera à son secours le bon droit, que quand les armes ne seront plus assez fortes pour soutenir une mauvaise cause.

§ I. LE PRINCE EUGÈNE DE SAVOIE (1716). — L'empereur devait une récompense au prince Eugène de Savoie pour ses brillans faits d'armes dans les guerres précédentes, et sa victoire décisive à Ramillies : il le nomma gouverneur-général des

Pays-Bas autrichiens. Le prince accepta, mais il ne se rendit jamais dans son gouvernement, et le comte de Konigsegg qui avait été député par Charles VI pour traiter l'affaire de la Barrière, administra jusqu'à l'arrivée du marquis de Prié (fin de l'année 1716).

§ II. LE MARQUIS DE PRIÉ (novembre 1716-1725). — Hercule - Joseph - Louis - Turinetti, marquis de Prié, grand d'Espagne de première classe, chevalier de l'ordre de l'Annonciade et conseiller d'état de l'empereur, remplaça le duc de Savoie en qualité de ministre plénipotentiaire, par lettres patentes du 30 juin 1716, et fit son entrée à Bruxelles le 10 novembre suivant.

Il s'en fallait de beaucoup que la paix eût été favorable aux Pays-Bas depuis si long-temps ravagés par la guerre. — « Le traité de la Barrière répandit la plus vive consternation dans les provinces de la Belgique, parce qu'elles se voyaient pour ainsi dire assujetties aux Hollandais jaloux de leur prospérité et de leur commerce (1). » — Ces craintes étaient si bien fondées, qu'une députation solennelle des états envoyée à Vienne en 1716, fit prendre ses griefs en considération par l'empereur. Le marquis de Prié se rendit à la Haye dans le but de modifier ce que le

(1) M. De Nény, *Mém. Hist. et Pol. des Pays-Bas autrichiens*, tom. I, art. XXIII, pag. 153.



traité d'Anvers avait de trop désavantageux pour l'industrie des provinces et des villes qui servaient de barrière à la Hollande, et de nouvelles clauses furent arrêtées entre le marquis et les états-généraux (22 décembre 1718). Par l'art. 19 du traité d'Anvers, les Pays-Bas devaient payer aux Provinces-Unies un subside de 500,000 écus, faisant un million 250,000 florins de Hollande. Cette somme était répartie sur les subsides de Brabant et de Flandre jusqu'à concurrence de 640,000 florins, et les 610,000 florins restans, sur les revenus des pays rétrocédés par la France, savoir : Tournai, Ypres, Menin et Furnes avec leurs châtellemies et districts. L'exécution militaire était permise aux Provinces-Unies pour la levée de cet impôt sur toutes les villes, alors même que les états ne l'auraient pas consenti. Le traité de la Haye déterminait d'une manière moins despotique le prélèvement de ce subside, et exempta les villes de l'exécution militaire. L'art. 17 du traité d'Anvers concernant les limites fut considérablement restreint, et le droit d'inondation dans les polders avoisinant Anvers, supprimé (1). — Ce n'étaient là cependant que des palliatifs, et les besoins sans cesse renaissans d'une administration défectueuse étaient tels, que le marquis de Prié voulait toujours de l'ar-

(I) *Rapport du marquis de Prié à l'empereur. Voir ce rapport dans la Collection de documens inédits, de M. Gachard, tom. III, pag. 466 à 512.*

gent pour lui quand il n'en demandait pas pour les autres. Ainsi froissées dans leurs privilèges , épuisées dans leurs revenus , ruinées dans leur industrie , les provinces donnèrent des signes non équivoques de mécontentement. Les soulèvemens de Bruxelles et de Malines en 1718 appartiennent aux causes que nous venons de signaler. Quoiqu'il en soit, le marquis n'ayant pu malgré tous ses efforts obtenir le quadruple impôt du 20<sup>m</sup> qu'il sollicitait des nations , les doyens furent renouvelés et François Anneessens se trouva du nombre des élus. Le gouverneur réitéra ses demandes qui n'eurent pas un meilleur succès ; il eut recours à la violence , le peuple s'ameuta , pilla la maison du bourgmestre et du chancelier , et enfin, le 14 mars 1719 , les doyens des neuf nations furent arrêtés, enfermés à la *Steenpoort* et leur procès instruit. Le 19 septembre suivant, Anneessens convaincu d'avoir provoqué l'émeute et dirigé les rebelles , fut décapité sur la grande place. Sa dépouille recueillie par des bourgeois fut pieusement ensevelie dans l'église de la Chapelle sa paroisse, et des prêtres achetèrent à prix d'or du sable imprégné de son sang. François Anneessens était un de ces hommes du peuple, fortement organisé, passionné, fougueux, qui peut-être défendit mal une bonne cause , mais qui mourut avec courage , martyr de son dévouement aux franchises de sa ville.

Les discussions relatives au traité de la Barrière n'étaient point encore terminées , que de nouvelles difficultés s'élevèrent au sujet de l'établissement de

la *Compagnie d'Ostende* reconnue officiellement par un décret impérial du 19 décembre 1722, et dont l'existence remontait à l'année 1717. Le marquis de Prié n'avait pas peu contribué à la formation de cette entreprise qui devait, en s'ouvrant des débouchés aux Indes-Orientales, compenser ce qu'elle avait perdu à ne plus trafiquer avec l'Espagne. La Hollande voyant en cette compagnie une rivale dangereuse, excipa de certaines clauses du traité de Munster appuyé de l'art. 26 de celui d'Anvers, qui défendaient aux Pays-Bas les exportations aux Indes. L'Angleterre jalouse de la prospérité maritime des Provinces-Unies s'opposa avec d'autant plus de force à l'établissement de la compagnie d'Ostende, et la France fit cause commune avec ces deux puissances, le régent ayant défendu à tout sujet du roi de s'intéresser dans les opérations de la société ou de servir sur ses vaisseaux. La compagnie aurait eu, il n'en faut pas douter, les résultats les plus favorables pour l'industrie, si elle n'eût été réprouvée par la politique égoïste de l'Europe. En réponse à des pamphlets outrageans qui s'imprimaient en Hollande, le marquis de Prié fit publier avec le secret assentiment de la cour de Vienne, deux mémoires (novembre 1723, août 1724), composés par le conseiller fiscal de Nény. De son côté, l'empereur ne se laissa point intimider. Les états-généraux lui firent les offres les plus avantageuses pour l'amener à un désistement, il fut inébranlable, et la solution de cet important démêlé fut remise au congrès de Cambrai (25 jan-

vier 1724). Ce congrès avait été réuni pour régler les affaires générales du continent ; Charles VI y députa le comte de Windisgratz et le baron de Bentenrieder. Le congrès fut dissous au mois de juin 1725 par le rappel des ministres d'Espagne , Philippe V s'étant brouillé avec la France , à la suite du renvoi de l'infante Marie-Anne-Victoire destinée à Louis XV auquel le duc de Bourbon avait fait épouser, le 15 août de la même année, Marie, fille du ci-devant roi de Pologne , Stanislas Lecksinski. Le congrès de Cambrai n'avait rien résolu en ce qui concernait la compagnie d'Ostende, mais il accéléra la conclusion d'un traité de paix et d'alliance signée à Vienne entre l'Espagne et l'Autriche le 30 avril 1725, et celle d'un traité de commerce en date du 1<sup>er</sup> mai suivant, par lequel l'Espagne reconnut et approuva la création de la compagnie. Alors fut arrêtée dans un but contraire l'alliance de Herrenhausen (3 septembre 1725), entre la France, l'Angleterre et la Prusse ; le Danemarck et la Suède y entrèrent le 25 mai 1727. La guerre était imminente, Charles VI songea à la conjurer. On parla d'accommodement, de transactions, et des préliminaires furent rédigés à Paris entre l'Autriche et les alliés de Herrenhausen (31 mai 1727). Pour arriver plus promptement au but, l'empereur s'engagea à suspendre l'octroi de la compagnie pour un terme de sept ans, et enfin, après quelques intrigues et des jalousies de cour, Charles VI qu'entraînaient des intérêts personnels et des raisons de famille, signa la suppres-



sion de la compagnie d'Ostende qu'il avait maintenue quelques années auparavant en dépit des plus brillantes propositions , par l'art. 5 du traité de Vienne (16 mai 1731). La Hollande accéda à ce traité le 20 février 1732. Ainsi fut détruite l'ère de prospérité qui s'ouvrait pour les Pays-Bas ; ils furent sacrifiés à l'égoïsme de la Hollande et de la Grande Bretagne , et au désir qu'avait l'empereur de faire accepter par les puissances continentales sa *Pragmatique-Sanction*.

Disons ce que fut cette Pragmatique. La guerre de la succession d'Espagne avait instruit Charles VI. Dernier mâle de la maison de Habsbourg , il voulait éviter après sa mort , à l'empire des guerres désastreuses et à sa famille des embarras fâcheux , car il redoutait à juste titre le voisinage et l'ambition du roi de Prusse. Il résolut donc de régler de son vivant l'ordre de succession dans sa descendance et cet acte où le droit d'hérédité à la couronne impériale était établi et prévu dans tous les cas possibles, reçut le nom de Pragmatique : il fut publié à Vienne le 19 août 1713 , mais ce ne fut qu'en 1724 qu'après avoir souffert de grandes difficultés en Allemagne , il fut officiellement notifié à tous les pays de la monarchie autrichienne. On le publia à Bruxelles le 15 mai 1725. La paix de Vienne ne s'était conclue que sous la promesse qu'avaient faite les alliés de Herrenhausen de reconnaître la Pragmatique , cela n'empêcha pas Charles instruit des intentions du cardinal de Fleury qui voulait profiter de l'absence d'héritiers



mâles de la maison de Habsbourg pour soustraire une partie de l'Italie à la domination de l'Autriche, de poursuivre ses démarches auprès de la France qui s'engagea enfin par le traité de paix signé à Vienne le 31 décembre 1738, à garantir solennellement la Pragmatique-Sanction. (1).

Le récit de ces faits qui s'enchaînent et entre lesquels existent des relations plus ou moins intimes, nous a éloigné de certains détails intérieurs que nous allons reprendre.

Au milieu des discussions relatives à la compagnie d'Ostende, le marquis de Prié dont l'administration aux Pays-Bas avait été si orageuse, reçut ses lettres de rappel (commencement de 1725), et fut remplacé provisoirement par le comte de Daun jusqu'à l'arrivée de l'archiduchesse Marie-Élisabeth, sœur de l'empereur. La hauteur du marquis de Prié, ses mesures acerbes, lui avaient suscité un grand nombre d'ennemis. Après son départ, une junte s'assembla à Bruxelles et rédigea un exposé de griefs qui fut envoyé à la cour de Vienne. Le marquis avait préparé sa justification, sa mort arrivée le 12 septembre 1726, l'empêcha de la présenter lui-même et son fils se chargea de défendre sa mémoire. La tâche fut facile, car cette affaire

(1) Consulter Michelet, *Précis de l'Hist. Mod.*, Heeren, *Man. Hist.*, Muller, *Hist. Univ.*, Dewez, *Hist. Gén. de la Belg.*, pour les détails concernant la *Pragmatique-Sanction*.

qui avait fait si grand bruit pendant une année vint d'elle-même s'éteindre sur une tombe.

Le nom du marquis de Prié conserve en Belgique une célébrité bien triste, qui a certaines analogies avec celle du duc d'Albe; mais peut-être, ne veut-on pas assez faire la part des obstacles que ce gouverneur eut à surmonter et des difficultés de tous genres qu'il lui fallut résoudre. L'administration intérieure était dans le plus grand désordre : décomposée par Philippe V, recomposée par les puissances maritimes qui conservèrent la régence jusqu'à la remise des Pays-Bas, elle retomba dans le cahos à l'arrivée du comte de Königsegg qui se borna à faire connaître les abus à l'empereur; le marquis son successeur dut les redresser et à cet égard, il manquait de l'intelligence et de la grandeur de vues nécessaires. Pour commencer, il forma deux juntas, il y eut conflit d'attributions, embarras de finances, le gouverneur reconnut lui-même sa maladresse, en signala les déplorables conséquences à la cour de Vienne, mais ce ne fut qu'après son départ, que Charles VI rétablit par un diplôme donné à Neustadt le 19 septembre 1725, les trois conseils tels qu'ils existaient au temps du roi Charles II.

Il est incontestable toutefois que le marquis de Prié rendit de notables services aux Pays-Bas en réparant plusieurs graves erreurs du traité de la Barrière, et en travaillant avec conscience à la formation de la compagnie d'Ostende. Mais en même temps qu'il avait à lutter contre la politique extérieure, il dut

tenir tête aux orages multipliés du dedans. Entraîné par l'irrésistible puissance des événemens antérieurs, il lui fallut en subir les résultats. Les métiers se révoltèrent à Bruxelles, à Malines, à Anvers; épouvanté de ces émeutes sans cesse renaissantes, justes dans leurs causes, répréhensibles dans leurs actions, il fit trancher la tête d'Anneessens sur cette même place où étaient tombées celles de d'Egmont et de Horn, et après plus d'un siècle, le sang de l'obscur tourneur de chaise crie encore malédiction et vengeance contre le ministre puissant. Dans les souvenirs du peuple héritier toujours fidèle des sympathies de ses aïeux, le marquis de Prié est un bourreau; ceux qui analysent avec sang-froid les faits historiques, restitueront au marquis son véritable caractère, et ne verront en lui qu'un administrateur sans idées fixes, chargé d'une œuvre beaucoup au-dessus de ses moyens, et que l'excès du mal qu'il devait apaiser, entraîna souvent dans l'excès du remède.

§ III. L'ARCHIDUCHESSE MARIE-ÉLISABETH (octobre 1725-août 1741). — Une dépêche du 23 octobre 1724 avait prévenu le marquis de Prié du choix fait par l'empereur de l'archiduchesse Marie-Élisabeth pour gouvernante générale des Pays-Bas. Le comte de Daun fut nommé le 27 janvier 1725 gouverneur capitaine-général *ad intérim*; il vint à Bruxelles le 15 février de la même année, et administra jusqu'au mois d'octobre suivant, époque à laquelle l'archiduchesse fit son entrée

dans la capitale. Les discussions relatives à la compagnie d'Ostende et à la Pragmatique remplirent presque toutes les années de son gouvernement, et Charles IV s'occupait encore des soins de sa succession, lorsque la mort le surprit à Vienne (20 octobre 1740). La Pragmatique assura son héritage à sa fille Marie-Thérèse, au préjudice des filles de son frère Joseph I<sup>er</sup>.

---

---

## CHAPITRE XXIII.

MARIE-THÉRÈSE.

1740-1780.

SOMMAIRE. — Etat de l'Europe à la mort de Charles VI. — Mort de l'archiduchesse Marie-Elisabeth. — § IV. Le duc Charles-Alexandre de Lorraine (1741-juillet 1780). — Administrations provisoires du comte Frédéric de Harrach; — du comte de Konigzegg-Erps; — du comte de Kaunitz-Rittberg. — Première guerre de Silésie. — *Convention de Hanovre*. — François de Lorraine élu empereur. — Projet du maréchal de Belle-Isle de détruire la monarchie autrichienne. — Victoires du maréchal de Saxe aux Pays-Bas. — Invasion dans les Provinces-Unies. — Le stadhoud rat rétabli et rendu héréditaire. — Congrès d'Aix-la-Chapelle. — Traité de Paris. — Traité de Hubertsbourg qui termine la seconde guerre de Silésie. — Démembrement de la Pologne. — Mort du stadhouder Guillaume IV. — Minorité et avènement de Guillaume V. — Situation des Pays-Bas pendant le règne de l'impératrice. — Mort du prince Charles-Alexandre de Lorraine. — Mort de Marie-Thérèse.

---

La mort de Charles VI réalisa les malheurs que ce prince avait redoutés pendant sa vie et qu'il avait



tout fait pour prévenir. La Pragmatique-Sanction solennellement garantie par toutes les puissances , ne fut plus qu'un acte sans valeur que l'ambition des souverains se hâta de mépriser, aussitôt que la tombe se fut refermée sur la dépouille de l'empereur , et la jeune Marie-Thérèse errante , poursuivie par ses ennemis , abandonnée par ses courtisans , alla chercher un refuge au fond de la Hongrie et ranimer par sa présence et ses paroles de résignation sublime , des dévouemens prêts à s'éteindre. L'histoire moderne présente peu de caractères aussi remarquables que celui de Marie-Thérèse. En but aux persécutions les plus inouïes , victime des préventions les plus injustes , pendant un règne de quarante ans elle eut à soutenir des guerres contre tous les rois successivement , quand elle n'eut pas à repousser les deux tiers de l'Europe ligués contre elle. Elle vit l'héritage des Césars affaibli , partagé ; la puissance de ses voisins s'élever sur les débris de la sienne , et cependant , ses institutions fleurirent à l'intérieur et son administration bienfaisante fut l'âge d'or de la Belgique. — La conquête de la Silésie , la guerre pour la succession d'Autriche , celle de Sept-Ans et le partage de la Pologne , sont les principaux événemens qui agitèrent le règne de l'impératrice. Fleury et Walpole dont tous les soins durant les longues années de leurs ministères avaient constamment eu pour but de raffermir la tranquillité en Europe , n'étaient plus les hommes qui convenaient aux circonstances , vaincus par elles , ils quittèrent

la scène : alors la Belgique, les Provinces-Unies, l'Italie, l'Allemagne furent de nouveau ensanglantées.

L'archiduchesse Marie-Élisabeth était morte au château de Marimont la seconde année du règne de Marie-Thérèse (26 août 1741). L'administration de cette princesse ne fut signalée par aucun acte extraordinaire. Elle ne prenait au gouvernement qu'une part très-superficielle, occupée qu'elle était presque continuellement par ses exercices de dévotion.

§ IV. LE DUC CHARLES-ALEXANDRE DE LORRAINE. (1741-juillet 1780). — L'impératrice fit choix pour succéder à Marie-Élisabeth de Charles-Alexandre, douzième enfant de Léopold I<sup>er</sup> duc de Lorraine, né à Lunéville le 12 octobre 1712. Charles-Alexandre commandait alors les troupes de l'empire en Allemagne, et le comte Frédéric de Harrach, grand-maître de l'archiduchesse, eut l'administration provisoire. Rappelé sur sa demande au commencement de l'année 1743, il céda le portefeuille au comte de Königsegg-Erps qui eut le titre de ministre-plénipotentiaire, et gouverna jusqu'au mois de mars 1744. A cette époque, le duc Charles qui avait épousé à Vienne le 4 janvier précédent l'archiduchesse Marie-Anne adjointe par l'impératrice dans le gouvernement général des Pays-Bas, vint à Bruxelles et s'y fit reconnaître ainsi que son épouse qu'il laissa dans sa capitale pour retourner en Allemagne où l'appelaient les besoins de la guerre. Le 1<sup>er</sup> décembre de la même

année (1744), l'archiduchesse Marie-Anne mourut en couches à Bruxelles, et le comte de Kaunitz-Rittberg qu'elle avait chargé d'administrer pendant sa maladie, fut confirmé par la cour de Vienne au mois de février 1745 dans le gouvernement des Pays-Bas autrichiens. Sous la direction de ce ministre, la Belgique commença à respirer.

Cependant Marie-Thérèse qui avait été contrainte par la perte de la bataille de Molwitz (avril 1741), de laisser la Silésie à Frédéric, la lui abandonna après la mort de l'empereur Charles VII (20 janvier 1745), et le roi de Prusse auquel l'Angleterre par la *convention de Hanovre* (26 août 1745) garantissait sa conquête, consentit à élever sur le trône impérial François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse. François fut élu roi des Romains le 13 septembre 1745, empereur le 23<sup>e</sup> suivant sous le nom de François I<sup>er</sup>, et couronné le 4 octobre de la même année à Francfort.

Dans le même temps que Frédéric envahissait la Silésie, le maréchal de Belle-Isle et avec lui, une notable portion de la cour en France, avait conçu, contre l'aveu du cardinal de Fleury qu'indignait une semblable injustice, le projet de détruire la monarchie autrichienne et de partager les débris de la couronne impériale. Une alliance se forma entre les puissances qui se prétendaient déshéritées par la Pragmatique et la coalition plaça sur le trône impérial l'électeur de Bavière Charles-Albert, sous le nom de Charles VII (24 janvier 1742) le jour même que le

prudent Walpole abandonnait les affaires au lord Carteret. Le maréchal de Belle-Isle pressé de mettre lui-même son plan à exécution, alla se faire battre en Allemagne et en Bohême, tandis que le maréchal de Saxe devenu Français, se signalait par les plus brillans faits d'armes aux Pays-Bas, vainqueur à Fontenoy (11 mai 1745), à Raucoux (11 octobre 1746), à Laufeld (2 juillet 1747). En 1746 les Français prirent Bruxelles, Anvers, Mons, Charleroi, Namur, et envahirent avec une armée de cent-vingt mille hommes le territoire des Provinces-Unies.

A cette nouvelle, les états-généraux s'émurent; le péril était imminent, on se rappela les guerres de Louis XIV et l'on revint au stadhouderat. Guillaume IV fils posthume de Jean-Guillaume Frison, stadhouder des provinces de Frise, de Groningue et de Gueldre, fut élu stadhouder de Hollande (mai 1747), et bientôt après reconnu par toutes les autres provinces qui rendirent à l'unanimité la dignité héréditaire dans sa famille. L'invasion des Français dans le Brabant hollandais après la mort de Philippe V, la prise de Berg-op-Zoom (19 septembre 1747) et l'alliance entre l'Autriche et la Russie déterminèrent l'ouverture du congrès d'Aix-la-Chapelle (avril 1748). Le 30 du même mois, des préliminaires furent signés entre la France et les puissances maritimes; l'Autriche les accepta le 25 mai suivant. — « Le traité d'Aix-la-Chapelle renversa le projet insensé de l'anéantissement de la monarchie autrichienne. Elle perdit, il est vrai, la Silésie

et les duchés de Parme et de Plaisance, mais elle demeura au rang des premières puissances de l'Europe ; et la direction mieux entendue de ses affaires et de ses immenses ressources, lui donna bientôt après les moyens de se relever avec avantage (1). »

Toutes les guerres qui suivirent ne présentent aucun intérêt même indirect pour les Pays-Bas qui n'y participèrent autrement que par les subsides qu'ils durent fournir à la cour de Vienne. L'alliance conclue entre l'Autriche et la France pour mettre à exécution le projet du prince de Kaunitz de détruire la suprématie de la Prusse, fut aussi vaine que celle organisée par le maréchal de Belle-Isle contre la monarchie autrichienne : elle n'eut d'autre suite que des combats multipliés que compliqua la guerre de Sept-Ans et auxquels mirent un terme les traités de Paris entre la France, l'Angleterre et l'Espagne (10 février 1763), et de Hubertsbourg entre l'Autriche, la Prusse et la Saxe (15 du même mois). Par ce dernier traité, Marie-Thérèse renonça définitivement à la possession de la Silésie. Au milieu de ces guerres fut signé le *Pacte de Famille* entre toutes les branches de la maison de Bourbon (15 août 1761), et à leur suite, le démembrement de la Pologne qui répugnait à Marie-Thérèse, mais dans lequel elle fut entraînée par son fils Joseph II qu'elle venait d'associer à la dignité impériale, fut arrêté avec Catherine II et Frédéric le 26 septembre 1772.

(1) Heeren, *Man. Hist. du Système polit. des Etats de l'Europe*, tom. II, pag. 128.



Quoiqu'il en soit , le stadhouder Guillaume IV était mort le 22 octobre 1751 à l'âge de 40 ans ; la princesse douairière Anne , fille de Georges II roi d'Angleterre, prêta le même jour serment aux états-généraux en qualité de gouvernante et de tutrice du jeune prince mineur , son parent le duc Louis de Brunswick feld-maréchal lui fut adjoint dans la régence qu'il conserva seul après la mort de cette princesse (12 janvier 1759). Guillaume V sortit de tutelle en 1776. Le feld-maréchal lui fit épouser une princesse de Prusse sœur du prince héréditaire et nièce du grand Frédéric. Ce mariage engagea la famille et le pays du stadhouder dans de nouvelles relations.

Pendant la durée des guerres en Allemagne, en Bohême, en Alsace, en Italie et aux Pays-Bas, le duc de Lorraine général en chef de l'impératrice avait rarement été heureux. Vaincu par Frédéric à Friedberg (4 juin 1645) dans la première guerre de Silésie, et à Prague (6 mai 1757) pendant la guerre de Sept-Ans, quand il revint se fixer dans son gouvernement, il sembla étrange qu'un tel prince eût pu se familiariser avec les habitudes guerrières et que la vie des camps ne l'eût pas tué. Le duc de Lorraine vivait tranquille et solitaire, et comme l'archiduchesse Marie-Élisabeth, avait un confesseur de prédilection. L'uniformité de son caractère s'accordait parfaitement avec le système régénérateur de Marie-Thérèse. Le bonheur, le calme, la prospérité revinrent aux Pays-Bas sans émotions et sans

secousses. On se sentait doucement entraîné vers des habitudes de repos et de bien-être. On s'occupait peu des événemens du dehors, lorsqu'au-dedans on voyait fleurir les institutions les plus libérales, se relever l'industrie et les arts. Bruxelles dans les nouveaux édifices qui surgissaient de toutes parts, mêlait aux traditions féodales de l'Espagne, le confortable et le grandiose de la domination autrichienne. Tous les décrets émanés de la cour de Vienne tendaient à l'émancipation intellectuelle des Pays-Bas. Marie-Thérèse mitigeait l'influence religieuse beaucoup déchue d'ailleurs depuis la publication de la bulle *Dominus et redemptor noster* et la suppression de l'ordre des jésuites, par des réglemens empreints de la plus tolérante morale. La censure était restreinte et l'université de Louvain, l'objet d'un soin tout spécial. On élevait moins d'églises que de collèges, on songeait plus aux bibliothèques qu'aux séminaires. Vienne et Bruxelles, l'empire et les Pays-Bas unis par des intérêts semblables, s'entr'aidaient l'un l'autre, et à voir la paix si féconde pour Marie-Thérèse, on ne se serait jamais permis de croire que la guerre lui eût été aussi préjudiciable.

Ce qui distingue surtout le règne de cette grande impératrice, ce qui prouve de la plus incontestable manière sa haute perspicacité, c'est qu'elle se conserva l'affection de ses peuples en dépit des impôts qu'elle était contrainte de multiplier pour subvenir aux dépenses des guerres extérieures; c'est qu'elle sut accommoder les besoins de son administration avec

les anciens usages, qu'elle innova prudemment, et qu'aux Pays-Bas, les privilèges des métiers ne furent point sacrifiés aux intérêts de l'empire. On modifia le fonds sans toucher à la forme, les changemens furent progressifs, on ne fit pas violence au temps, on le laissa marcher, travailler et produire par sa propre force ; c'est là un des grands secrets de ceux qui gouvernent, secret que ne comprit point Joseph II.

Charles-Alexandre de Lorraine, observateur méthodique des volontés de Marie-Thérèse, en transmettait l'exécution à ses ministres le comte de Cobenzl et le prince de Stharemburg, hommes modérés qui ne froissaient point le peuple, qui lui apprenaient au contraire à trouver le joug léger, à chérir une princesse qu'ils n'avaient jamais vue, un prince qu'ils connaissaient à peine. Mais que faisait à la nation le plus ou le moins de popularité de ceux qui la gouvernaient ? Sans s'arrêter aux sommités, elle considérait les résultats de l'administration de Marie-Thérèse : heureuse de son union, riche de son industrie qui renaissait, fière de sa capitale qui redevenait opulente et belle, elle voulut en remerciant son prince, joindre un monument de plus à ses illustrations de pierre, et elle vota une statue au duc Charles. Pour ce trophée, on construisit une place sur les dépendances de l'ancien palais des ducs de Bourgogne, et la cérémonie de l'inauguration eut lieu avec une pompe extraordinaire le 17 janvier 1775. Le vandalisme politique a renversé la statue, mais il a épargné la place qui est encore aujourd'hui un des

plus beaux ornemens de la ville de Bruxelles.

Pour donner une juste idée du gouvernement de Marie-Thérèse , c'est une esquisse administrative qu'il faudrait faire , et ce n'est point ici le lieu (1). Nous nous bornerons à dire que la Belgique compte peu d'établissemens honorables, peu d'institutions utiles qui ne datent du règne glorieux de cette impératrice dont le nom reste invinciblement uni dans les traditions nationales à celui du duc Charles-Alexandre de Lorraine.

La mort de ce prince qui rendit le dernier soupir au château de Tervueren le 4 juillet 1780, fut un deuil pour les Pays-Bas qui pleurèrent bien davantage celle de Marie-Thérèse arrivée le 29 novembre de la même année , surtout , quand l'avènement de Joseph II et ses premiers actes leur eurent appris à connaître toute l'étendue de leur perte,

---

(1) Consulter dans le *Recueil de l'Académie des Sciences* le *Précis Hist. de l'admin. de Marie-Thérèse*, par M. Ch. Steur.

---

**CHAPITRE XXIV.****JOSEPH II.****1780-1789.**

**SOMMAIRE.** — Avénement de Joseph II. — § V. L'archiduchesse Marie-Christine et le duc Albert de Saxe-Teschen (août 1780-1787). Faiblesse et impéritie de ces gouverneurs. — Réformes introduites par Joseph II dans l'Église. — Traité de Versailles. — Changemens dans l'administration intérieure des Pays-Bas. — Rappel de l'archiduchesse et du duc Albert. — Gouvernement provisoire du comte de Murray. — § VI. Le comte de Trauttmansdorff (fin de l'année 1787). — Convocation des états de Brabant. — Bannissement de Vandernoot. — Nouvelle assemblée des états. — Ils refusent d'obéir aux volontés de l'empereur. — Révolution brabançonne.

---

Le caractère du fils de Marie-Thérèse n'a jamais été nettement défini. On doute si Joseph II fut un grand prince rempli d'idées trop larges pour pouvoir être exécutées de premier abord, ou si ce ne fut qu'un cerveau exalté qui, jetant le gant à la civilisation, défiant le progrès trop lent à son gré, se brisa contre des utopies dont il voulait à quelque prix que ce fût poursuivre la réalisation. On est au moins généralement convaincu que Joseph II prit à tâche de détruire ce que sa glorieuse mère avait mis quarante années à édifier, qu'il eut le malheur de considérer



le pouvoir à travers le prisme philosophique, et d'apporter dans l'administration intérieure les théories souvent inapplicables de la philanthropie. — « Véritable enfant du siècle, l'empereur Joseph en fut aussi l'un des plus fidèles représentans. Dévoré du désir de savoir, doué d'une activité infatigable, enclin à toutes les innovations, il se montra souvent sans respect pour les droits les plus légitimement établis (1). »

§ V. L'ARCHIDUCHESSE MARIE-CHRISTINE ET LE DUC ALBERT DE SAXE-TESCHEN (août 1780-1787). — Un mois environ après la mort du duc de Lorraine, Marie-Thérèse avait appelé au gouvernement des Pays-Bas (20 août 1780), l'archiduchesse Marie-Christine et son époux, le duc Albert de Saxe-Teschen : Joseph les confirma dans leur dignité par un diplôme du 21 janvier 1781. La conduite de ces gouverneurs présente les plus bizarres anomalies. Sans force pour empêcher le mal, sans énergie pour prévenir les difficultés, ils se placèrent volontairement dans la situation la plus équivoque, en demandant aux états des lettres de naturalisation (15 mai 1786), qui compliquèrent leurs embarras sans porter remède aux griefs. Il est difficile de prévoir où les aurait pu mener une semblable conduite et des actes de faiblesse aussi multipliés, si l'empereur qui jugeait l'archiduchesse et son époux trop incapables pour continuer

(1) Heeren, *Manuel Historique du système politique des États de l'Europe*, tom. II, pag. 166.

à tenir les rênes du gouvernement aux Pays-Bas, ne se fut servi d'un prétexte pour les rappeler à sa cour (1787).

Dans un voyage que Joseph II avait fait en Belgique, il avait été frappé de l'excentricité de l'administration, différente pour chaque province, spéciale pour chaque ville. L'influence religieuse qui s'étendait sur tout, veillait à tout et semblait le palladium des libertés nationales l'avait principalement alarmé. Ce fut aussi par le catholicisme qu'à toutes les époques on a vu si puissant dans les dix provinces, que Joseph commença ses réformes en dépit des conseils et des supplications de Pie VI qui avait fait dans ce but un voyage à Vienne en 1782. Les processions, kermesses, dédicaces furent supprimées; les couvens et les ordres religieux se virent contrains d'accepter des modifications à leurs règles. Un édit du 16 octobre 1786 fermant toutes les écoles épiscopales, décréta l'établissement d'un séminaire général à Louvain et d'un séminaire filial à Luxembourg. La fermentation se fit dès-lors sentir. Les évêques entrèrent secrètement dans la cause de la révolte qui s'organisait, le clergé mécontent ourdit de sourdes intrigues, le jésuite de Feller escarmoucha avec sa plume, et le cardinal Franckenberg, archevêque de Malines, tenta vainement dans le principe de jouer le rôle d'un conciliateur et d'être la clé de voute d'un tiers-parti, il finit par se ranger de l'avis de tout le monde en protestant contre l'édit du 16 octobre. — « Que voulait Joseph II ? Introduire la tolérance, ôter au clergé le pouvoir

temporel, le forcer à se rendre digne par ses lumières de ses hautes fonctions, enlever aux évêques la connaissance des différens relatifs au mariage et restaurer l'instruction publique. Ces desseins étaient louables, mais il y a une manière de faire mal le bien, et c'est précisément celle-là que Joseph eut l'air de préférer. (1). »

Au-dehors, l'empereur entretenait des correspondances avec toutes les cours de l'Allemagne pour les faire consentir à ses projets, peu soucieux d'observer les traités qui semblaient les mieux garantis. — « En 1781, il suspendit l'exécution du traité de la Barrière : plus tard, il demanda l'ouverture de l'Escaut et la cession de Maestricht et de douze autres places. Enfin, la médiation de la France amena la conclusion du traité de Versailles du 8 novembre 1785, en vertu duquel l'empereur d'Allemagne renonça à ses prétentions, à la condition qu'il lui serait payé une indemnité de dix millions de florins (2). »

Le 1<sup>er</sup> janvier 1786, Joseph renversa par deux diplômes donnés à Vienne, l'ordre établi avec tant de peine par Marie-Thérèse dans l'administration intérieure des Pays-Bas, qu'il ramena à l'état de perturbation où l'avait mise Philippe V, en cassant

(1) *Résumé de l'Histoire des Pays-Bas*, par le baron de Reiffenberg, 2<sup>me</sup> partie, pag. 106, 107.

(1) Heeren, *Manuel Historique du système politique des États de l'Europe*, tom. II, pag. 171.

les trois conseils collatéraux qu'il remplaça par un conseil de gouvernement et un conseil souverain. Le clergé alors mêla ses cris d'alarme à la grande voix de la nation s'opposant à la ruine de ses libertés. Dans les provinces et à Bruxelles surtout, des compagnies de *volontaires* furent formées, chaque section eut son drapeau et sa cocarde; le peuple fort de son droit voulut avoir tort, il pilla à Anvers et à Namur. Dans ces conjonctures, l'empereur manda à Vienne les gouverneurs et une députation des états. Les députés arrivèrent dans la capitale le 12 août 1787, et en repartirent vers les derniers jours du mois. Des concessions avaient été faites de part et d'autre, l'administration provisoire du comte de Murray depuis le départ de l'archiduchesse et de son époux avait tenté des voies de rapprochement, mais la *joyeuse entrée* et les prérogatives qu'elle renfermait n'en étaient pas moins sérieusement compromises.

§ VI. LE COMTE DE TRAUTTMANSDORF (fin de l'année 1787). — Ce nouveau gouverneur nommé au milieu de circonstances aussi graves, avait reçu de l'empereur des instructions précises, et le comte d'Alton fougueux et rude militaire qu'il avait sous ses ordres, ne contribua pas peu par ses mesures de rigueur à augmenter l'irritation générale. — Une des principales conditions du raccommodement entre l'empereur et les états, était le maintien des séminaires fondés par l'édit du 16 octobre. Le clergé s'y opposait de tout son pouvoir et il fut soutenu par les

états ; le comte d'Alton chargea le peuple à Anvers , et l'avocat Vandernoot dont la réputation commençait fut banni.

Cependant, l'époque de la convocation des états de Brabant pour le vote du subside était arrivée (21 novembre 1788) : le premier et le second état l'accordèrent, mais le tiers état mécontent de l'empereur interposa son *veto*. Joseph II répondit par des suppressions de privilèges ; il recourut aux grands moyens et les états furent convoqués pour le mois de mars de l'année suivante. Les affaires ne marchant point assez vite suivant ses désirs, l'empereur ordonna une nouvelle assemblée pour le mois de juin. L'état ecclésiastique et l'état noble devaient sanctionner l'abolition du tiers état-rebelle, consentir l'impôt à perpétuité, accepter sans homologation ni contrôle les édits de la cour de Vienne, et approuver d'avance l'institution d'un nouvel ordre judiciaire. Dans toutes les classes, l'exaspération était arrivée à son comble, et en dépit des troupes qui entouraient l'hôtel des états, des menaces de tous genres qui leur avaient été faites, des séductions sans nombre dont on les avaient entourés, les états refusèrent leur consentement à des illégalités aussi monstrueuses (18 juin 1789). Joseph II se vengea en supprimant et annullant les prérogatives de la province, la *joyeuse entrée* qui n'était plus depuis son avènement qu'un titre sans valeur, les états et le conseil de Brabant. Mais qu'importait au peuple le courroux



impérial ? Il devait bientôt reconquérir et étendre ses franchises : la révolution brabançonne était commencée.

FIN DU TOME SECOND.

**LIVRES A CONSULTER (1).**

---

**PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE. — Bossuet ; Voltaire ; Montesquieu ; Turgot ( second vol. des œuvres com-**

(1) Cette liste étant dressée pour les jeunes élèves de nos écoles, on a cru ne devoir y admettre parmi les ouvrages écrits en langues modernes que ceux qui ont été traduits en français.

**37 *bis.***

—  
plètes); Condorcet; Guizot et Cousin (Cours de 1828); Michelet (Introduction à l'Histoire universelle). — Vico, Science nouvelle; Herder, Idées; Kant, quelques opuscules; Lessing, Éducation du genre humain.

Secours; *Géographie*. Malte-Brun; Balbi; Piquet (Dictionnaire); Brué (Atlas). — *Géographie de la France*: D'Anville, Valois, d'Expilly, Bailleul, etc. — *Chronologie*. Art de vérifier les dates; Kruse, Atlas géographique et chronologique (trad. par Ansart et Lebas); Koch, Révolutions de l'Europe. — *Biographie*: Moreri (édition de 1759); Biographie universelle de Michaud. — *Glossaires*: Ducange, Laurière, Raynouard, Roquefort, etc.

**EUROPE : HISTOIRES GÉNÉRALES.** — Schœll; Desmichels, Histoire du moyen-Age, et Précis de l'Histoire du Moyen-Age; Hallam, l'Europe au moyen-âge; Heeren, Manuel de l'histoire moderne.

*Empire*: Schmidt, Pfeffel. — *Suisse*: Müller. — *Angleterre*: Hume, Lingard, Hallam, Augustin Thierry. — *Italie*: Sismondi, Giannone, Daru, Saint-Marc. — *Espagne*: Mariana, Ferreras, Conde; Sismondi (littérature). — *Empire Ottoman*: Ham-

—  
mer. — *Nord* : Abrégé de Lacombe. Ampère ( littérature et religion ). *Russie* : Levesque, Karamsin. — *Danemark* : Mallet.

**FRANCE.** — *Histoires générales* : Sismondi, Guizot ( Essais et Cours ), Aug. Thierry, Michelet. — *Abre-  
gés* : Hénault, Cayx et Poirson, Michelet.

**HISTOIRES SPÉCIALES.** — *Eglise* : Lecoinge. — *Droit* : Fleury, Bernardi, Hénrion de Paney. — *Littérature* : D. Rivet et ses continuateurs, Ville-  
main, Sismondi ( 1<sup>er</sup> volume des Littératures du midi  
de l'Europe ), Raynouard, Roquefort, etc. — *Art* :  
de Caumont, etc. — *Histoire de province et de villes.*  
Bretagne : D. Morice, Lobineau. Languedoc : D.  
Vaissette. Béarn : Marca, Oihenart. Provence : Pa-  
pon. Bourgogne : D. Plancher. Alsace : Schæpflin.  
Lorraine : D. Calmet. Paris : Félibien et Lobi-  
neau, etc.

**COLLECTIONS D'ÉCRIVAINS ORIGINAUX** : D. Bouquet,  
Scriptores rerum francicarum, jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle  
( en partie traduits par Guizot ). — Buchon et Dacier,  
Chroniques françaises ( XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles ). — Peti-  
tot, Collection de Mémoires, etc. ( du XIII<sup>e</sup> au  
XVII<sup>e</sup> siècle ). La plupart des Chroniques et Mémoi-

—  
res , auxquels nous renverrons plus bas , sont contenus dans cette grande collection et dans les deux précédentes.—Marten, *Thesaurus anecdotorum*, etc.—*Collections d'actes officiels*. Baluze , *Capitulaires des rois de la première et de la seconde race*. Recueil des ordonnances des rois de France de la troisième race, édité par Laurière , Secousse, etc.

**OUVRAGES PARTICULIERS AUX DIVERSES PÉRIODES DE L'HISTOIRE DE FRANCE : *Chapitre I et II*. Gaule celtique et romaine. — Strabon , César , Suétone , Tacite , *Historia augusta* , *Codex Theodosianus*. *Gallia christiana* ; Amédée Thierry.**

***Chapitre III*. Invasion des barbares. Mérovingiens. — Priscus , Procope , Jornandès , Sidonius Apollinaris. Gregorius Turonensis , Fredegarius , *Annales Metenses* , etc. Guizot , *Cours* , *Essais* ; Aug. Thierry , *Lettres*.**

***Chapitre IV, V, VI*. Carlovingiens. — S. Bonifacii *Epistolæ* , Eginhard , Poeta saxo , *Annales Fuldenses* , Monachus Sancti Galli , Theganus , Astronomus , Nithardus , Frodoardus , Hincmarus. Guizot , *Cours* , *Essais* ; Aug. Thierry , *Lettres*.**



—

**Chapitre VII.** Premiers Capétiens. — Raoul Glaber, Gerberti Epistolæ, Helgaldus, Ordericus Vitalis. Guizot, Thierry.

**Chapitre VIII.** — Bongars, Gesta Dei per Francos. Michaud, Histoire des Croisades, avec notes de Reinaud, Hammer, Histoire des Assassins. Gibbon, Guizot, Thierry.

**Chapitre IX et X.** De Louis VI à saint Louis. — Suger; Abælardi et sancti Bernardi opera; Rigordus; Villehardouin; Guillaume de Tyr; Pierre de Vaux-Sernay; Chronique languedocienne. Guizot; Thierry, Conquête de l'Angleterre, et Lettres.

**Chapitre XI.** Saint Louis. — Joinville; le Confesseur; Mathieu Paris; Guillaume de Nangis; Établissements. Guizot, Thierry.

**Chapitre XII.** De Philippe III à Philippe VI. — Chroniques de Saint-Denis; les continuateurs de Nangis; le Chanoine de Saint-Victor, Dupuy; Preuves du différend, Condamnation des Templiers, Mathieu de Westminster; Meyer et Oudegherst, Chroniques de Flandre. Consulter aussi la collection anglaise des *Acta publica*, de Rymer.

*Chapitre XIII et XIV. De Philippe VI à Louis XI.* — Froissart ; les continuateurs de Nangis ; Thomas Walsingham ; Anonyme de Saint-Denys ; Juvenal des Ursins ; le religieux de Saint-Denys ; Monstrelet ; Journal d'un bourgeois de Paris ; Le Laboureur , histoire de Charles VI ; Théodore et Denys Godefroy, Histoire de Charles VI et de Charles VII ; Secousse , Histoire de Charles-le-Mauvais ; Barante , Histoire des ducs de Bourgogne.

*Chapitres XV et XVI. De Louis XI à François I<sup>er</sup>.* — Comines ; Jean de Troyes ; Jean d'Auton ; Mémoires de la Trémoille ; Amelgard ; Burchard , *Diarium Alexandri VI* ; Belcarius ; Guiccardin ; Machiavel ; Théodore Godefroy, Histoire de Louis XII ; le Bibliophile Jacob , Histoire de Louis XII.

*Chapitres XVII, XVIII, XIX. De François I<sup>er</sup> à Louis XIII.* — Martin Dubellay ; Guillaume Champier ; les Gestes de Bayard ; Fleuranges ; Blaise de Montluc ; Sandoval ; La Place ; La Planchè ; La Popelinière. Mémoires de Vieilleville , Condé , Tavannes , l'Étoile , Lanoue , Marguerite de Valois , Miron , Palma Cayet , Sully , d'Aubigné ; Satire Ménippée. Bossuet , les variations. Giannone , Paul Jove ; Meteren , Ferreras , Davila , Bentivoglio. Mathieu ; de Thou. Robertson, Histoire de Charles V.

—

*Chapitres XX, XXI, XXII.* De Louis XIII à Louis XV. — Richelieu ; madame de Motteville ; le cardinal de Retz ; Saint-Simon , Dangeau. Voltaire , Lémontey , Forbonnais , etc.

*Chapitres XXIII.* Louis XV et Louis XVI. — Voltaire , Lémontey , Lacroix ; Frédéric (Œuvres du roi de Prusse) ; Chatam , Discours ; Franklin (Œuvres), etc.

—



# TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE DEUXIÈME VOLUME.

---

## PRÉCIS

DE L'HISTOIRE MODERNE.

---

### CHAPITRE XII. — GUERRE DE TRENTE ANS. 1618-1648.

Maximilien II, 1564-1576. — Rodolphe II, 1576-1612. — Mathias, empereur, 1612-1619. — Insurrection de la Bohême, commencement de la guerre de Trente ans. — *Période palatine*, 1619-1623. — Ferdinand II. — Guerre contre les protestans, Bohême, Palatinat, etc. — Triomphe de Ferdinand. — *Période danoise*, 1625-1629. — Ligue des états de Basse-Saxe. — Succès de Tilly et Waldstein. — Intervention du Danemarck et de la Suède. — *Période suédoise*, 1630-1635. — Gustave-Adolphe envahit l'Empire. — Bataille de Leipsick, 1631. — Invasion de la Bavière. — Bataille de Lutzen, mort de Gustave-Adolphe, 1632. — Assassinat de Waldstein, 1634. — Paix de Prague, 1635. — *Période française*, 1635-1648. — Ministère de Richelieu, etc. — Bataille des Dunes, 1640. — Bataille de Leipsick, 1642; de Fribourg, Norlingen, Lens, 1644-1645-1648, etc. — Traité de Westphalie, 1648. 5

### CHAPITRE XIII. — L'ORIENT ET LE NORD AU QUINZIÈME SIÈCLE.

#### § I. — TURQUIE, HONGRIE, 1566-1648.

Turquie. — Sélim II, 1566-74. — Bataille de Lépante 1571. — Décadence, guerre de Hongrie et de Perse, 1571-1623.



— Amurat IV. Invasion de la Perse, conquête de Candie, 1623-1649. — Hongrie, 1562-1647, guerre entre l'Autriche et la Porte. — Insurrections contre l'Autriche. 18

## § II. — POLOGNE, PRUSSE, RUSSIE.

Grandeur de la Pologne sous Sigismond I<sup>er</sup>, de la Russie sous Iwan IV. — Guerre de Livonie, 1558-1583. Guerres de la succession de Suède, 1593-1609; de la succession de Russie, 1598-1613. — Progrès de la Prusse, 1563-1666. — Troubles intérieurs de la Suède et du Danemark. Longues guerres. 20

## CHAPITRE XIV. — DÉCOUVERTES ET COLONIES MODERNES. — DÉCOUVERTES ET ÉTABLISSEMENTS DES PORTUGAIS DANS LES DEUX INDES. 1412-1582.

### § I. — DÉCOUVERTES ET COLONIES DES MODERNES. 27

### § II. — DÉCOUVERTES ET ÉTABLISSEMENTS DES PORTUGAIS.

L'infant don Henri encourage les navigateurs. — Découvertes de Madère, des Açores, du Congo, 1412-1484, du cap de Bonne-Espérance, 1486. — Voyage de Vasco de Gama, 1497-1498. — Découverte du Brésil, 1500. — Almêida et Albuquerque, 1505-1515. — Soumission de Ceylan, 1518. — Premières relations avec la Chine et le Japon, 1517-1542. — Décadence des colonies portugaises, — Ataïde et Jean de Castro, 1545-1572. — Domination des Espagnols, 1582. 29

## CHAPITRE XV. — DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE. — CONQUÊTES ET ÉTABLISSEMENTS DES ESPAGNOLS AUX QUINZIÈME ET SEIZIÈME SIÈCLES.

Christophe Colomb. — Découverte de l'Amérique, 12 octobre 1492. — Second voyage, 1493. — Troisième, 1498. —

Découverte de la mer du Sud, 1513. — Cortez, conquête du Mexique, 1518-1521. — Pizarre, conquête du Pérou 1524-1533. — Découvertes et établissemens divers, 1540-1567. 36

**CHAPITRE XVI. — DES LETTRES, DES ARTS ET DES SCIENCES DANS LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE. LÉON X ET FRANÇOIS I<sup>er</sup>.** 56

**CHAPITRE XVII. — TROUBLES DES COMMENCEMENS DU RÈGNE DE LOUIS XIII. — RICHELIEU. 1610-1643.**

Louis XIII. — Régence, Concini, Luynes, 1610-21. — Richelieu. — Siège de La Rochelle, 1627. — Guerre de Trente ans. Richelieu appuie les Suédois. — Guerre contre l'Espagne, 1636. — Conspiration de Cinq-Mars. — Mort de Richelieu et de Louis XIII, 1642-43. 62

## **PRÉCIS DE L'HISTOIRE MODERNE DE LA BELGIQUE.**

---

### **DEUXIÈME PÉRIODE, 1519-1633.**

---

**CHAPITRE VII. — CARACTÈRE RELIGIEUX DU RÈGNE DE CHARLES-QUINT, JUSQU'A LA PAIX DE CRESPIY. 1519-1544.**

**SOMMAIRE. — La Réforme. — Son point de contact avec les Pays-Bas. — Pourquoi le protestantisme s'est établi en Hollande à l'exclusion de la Belgique. — Martin Luther.**

— Erasme. — L'évêque d'Utrecht. — Jean de Leyde. — L'université de Louvain. L'inquisition en Flandre. — Diète de Nuremberg et publication de l'*Interim*. 75

## CHAPITRE VIII. — CARACTÈRE POLITIQUE DU RÈGNE DE CHARLES-QUINT JUSQU'À LA MORT DE FRANÇOIS I<sup>er</sup>. 1519-1547.

SOMMAIRE : — CHARLES-QUINT. Son éducation. — Sa prédilection pour les Flamands; plaintes des Espagnols à ce sujet. — Son élévation à l'Empire. — Causes de la rivalité avec la France. — Prétexe des hostilités. — Réunion du Tournaisis à la Flandre. — Première guerre avec François I<sup>er</sup>. — Ferdinand roi de Bohême. — Invasion de Soliman II en Allemagne. — Expédition d'Afrique. — Traité de Madrid. — Alliance de Cognac. — Deuxième guerre avec François I<sup>er</sup>. — Traité de Cambrai. — Ferdinand élu roi des Romains. — Marie sœur de Charles succède à Marguerite dans le gouvernement des Pays-Bas. — Guerres avec les Turcs et en Afrique. — Troisième guerre avec François I<sup>er</sup>. — Trêve de Nice. — Mort du duc de Gueldre. Les États nomment pour lui succéder le duc de Clèves. — Révolte des Gantois sévèrement punie. — Le duc de Clèves déclaré ennemi de l'empire. — Issue malheureuse des guerres d'Afrique. — Quatrième guerre avec François I<sup>er</sup>. — Brigandages de Martin Rossem. — Charles confie le gouvernement de l'Espagne à son fils Philippe et vient en Belgique. — Soumission du duc de Clèves après la prise de Duren. — Succès de l'empereur en France. — Paix de Crespy. — Mort de Henri VIII. — Mort de François I<sup>er</sup>. 97

## CHAPITRE IX. — LA BELGIQUE PENDANT LA DERNIÈRE PARTIE DU RÈGNE DE CHARLES-QUINT. 1544-1558.

SOMMAIRE. — Guerres en Allemagne contre la ligue de Smalcalde. — Maurice de Saxe s'allie avec la France. — Convention de Passau. — *Paix de religion*. — Philippe vient en Belgique. — Sa réception à Bruxelles. — L'inquisition

établie dans les Pays-Bas. — Mariage de Philippe avec la reine d'Angleterre. — L'empereur abdique à Bruxelles la souveraineté des Pays-Bas en faveur de son fils. — Trêve de Vaucelles. — Charles-Quint remet l'empire à son frère Ferdinand. — Sa mort. 130

## CHAPITRE X. — PHILIPPE II. — ÉPOQUE DE LA DOMINATION ESPAGNOLE. — PRÉLIMINAIRES. 1556-1559.

SOMMAIRE. — Changement dans le système politique de l'Europe. — Caractère de Philippe II. — Rupture de la trêve de Vaucelles. — Philippe se réconcilie avec le pape. — Siège de Saint-Quentin. — Bataille de Gravelines. — Congrès de Cercamp. — Paix de Cateau-Cambresis. 145

## CHAPITRE XI. — MARGUERITE DE PARME. — INFLUENCE DE GRANVELLE. 1559-1567.

SOMMAIRE. — Griefs de la noblesse contre Granvelle. — Établissement des nouveaux évêchés. — Lettres des chefs des mécontents à Philippe II. — Retraite du cardinal. — Rigueurs de l'inquisition. — *Compromis des nobles*. — Conférences de l'hôtel de Cullembourg. — *Gueuserie*. — Excès des diverses sectes religieuses dans les provinces. — Ambassade en Espagne. — Courroux du roi. — Guillaume-le-Taciturne, d'Egmont, de Horn, de Bréderode. — Conférences de Gand et de Termonde. — Inertie et division de la noblesse. — Arrivée en Belgique du duc d'Albe. — Rappel de Marguerite de Parme. 154

## CHAPITRE XII. — FERDINAND-ALVAREZ DE TOLÈDE DUC D'ALBE. — TYRANNIE. 1567-1573.

SOMMAIRE. — *Conseil des troubles*. — Arrestation des comtes d'Egmont et de Horn. — Edits sanguinaires. — *Gueux des bois*. — L'hôtel de Cullembourg rasé. — Guerres en Hollande. — Supplice des comtes d'Egmont

et de Horn. — Expédition dans la Frise. — Victoire de Gemminghen. — Création de nouveaux impôts. — Troubles qu'ils excitent en Belgique et en Hollande. — Prise de Briel. — *Gueux marins*. — Succès des confédérés sur terre et sur mer. — Bataille navale d'Enkuy-sen. — Rappel du duc d'Albe. 173

### CHAPITRE XIII. — DON LOUIS ZUNIGA DE REQUESSENS. — ADMINISTRATION MODÉRÉE. 1574-1576.

SOMMAIRE. — Troupes espagnoles. — Caractère de Requesens. — Prise de Middelbourg. — Amnistie. — Bataille de Mook. — Siège de Leyde. — Congrès de Bréda. — Succès des Espagnols. — Blocus de Ziriczee. — Mort de Requesens. 186

### CHAPITRE XIV. — GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CONSEIL-D'ÉTAT. — ANARCHIE. 1576-1577.

SOMMAIRE. — Fermens de discorde renfermés dans le conseil d'état. — Il est supplanté par les états-généraux. — Nouveaux excès des Espagnols. — Assemblée des états à Gand. — Pillage d'Anvers. — Arrivée de Don Juan aux Pays-Bas. — *Pacification de Gand*. — *Union de Bruxelles*. — *Edit perpétuel*. 192

### CHAPITRE XV. — DON JUAN D'AUTRICHE. — POLITIQUE ASTUCIEUSE. 1577-1578.

SOMMAIRE. — Inauguration de Don Juan. — Il s'empare du château de Namur. — Il intrigue pour se faire livrer la citadelle d'Anvers. — Démolition des forts dans les provinces belges. — Le prince d'Orange est nommé *Ruward*. — Don Juan se retire dans le Luxembourg. — *Gueuserie gantoise* sous la direction de Jean Hembyse et Rhyove. 198  
§ I. L'ARCHIDUC MATHIAS. — (Octobre 1577-août 1581.) — Don Juan est proscrit. — Alexandre Farnèse vient à son secours. — Bataille de Gembloux. — Mathias et le prince d'Orange transportent le siège du gouvernement à



- Anvers. — *Paix de religion*. — Succès d'Alexandre Farnèse. 202
- § II. INTRIGUES POUR FAIRE OBTENIR AU DUC D'ANJOU ET D'ALENÇON LA SOUVERAINETÉ DES PAYS-BAS (1578). — Continuation de la *gueuserie* à Gand. — Victoires du duc d'Alençon. — Bataille de Rymenant. — Mort de Don Juan. 205

## CHAPITRE XV *bis*. — ALEXANDRE FARNÈSE. — GOUVERNEMENT MILITAIRE. 1578-1592.

- SOMMAIRE. — UNION D'UTRECHT. — Soumission des provinces wallonnes et des *malcontents*. — Troubles au sujet de l'*Union*. — Députation envoyée au duc d'Anjou. — La tête du prince d'Orange est mise à prix. — Déclaration d'indépendance des Provinces-Unies. 209
- § I. FRANÇOIS DUC D'ANJOU ET D'ALENÇON (août 1581-juin 1583). — Sa politique. — Il part pour l'Angleterre. — Il est inauguré duc de Brabant. — Tentative d'assassinat sur la personne du prince d'Orange. — Entreprise du duc d'Anjou sur Anvers. — Son retour en France. — Assassinat du prince d'Orange. 213
- § II. LA SOUVERAINETÉ DES PROVINCES-UNIES OFFERTE A HENRI III (1583 - 1585). — Supplique de Hembyse. — Soumission de la *gueuserie* gantoise. — Le roi de France refuse l'offre des états. — Prise d'Anvers. 217
- § III. RICHARD DUDLEY COMTE DE LEICESTER, (août 1586-décembre 1587). — Traité des états avec la reine Elisabeth. — Leicester est investi de l'autorité souveraine. — Succès du comte de Mansfeld. — Arbitraire de Leicester. — Il est contraint de se retirer. 218
- § IV. MAURICE DE NASSAU (1588). — Six provinces le reconnaissent pour stadhouder. — Philippe II équipe la *flotte invincible*. — Dispersion de l'*Armada*. — Premier voyage d'Alexandre Farnèse en France. — Victoires du prince Maurice. — Second voyage du prince de Parme pour aller secourir la ligue. — Troisième voyage. — Il meurt en route. 220



douze ans. — § II. (Avril 1609.— Juillet 1621). — Guerre de la succession de Clèves. — Jacques I<sup>er</sup> rend aux états les forts engagés à la reine Élisabeth. — Querelles religieuses aux Provinces-Unies. — Les Arminiens et les Gomaristes. — Synode de Dordrecht. — Arrestation et supplice d'Olden-Barneveld. — Mort d'Albert. — § III. (1621-1633). — Dernières années du règne de Maurice. — Rappel de Spinola en Espagne. — Succès de Frédéric-Henri. — Mort de l'infante. — Résumé. 235

---

## PRÉCIS

### DE L'HISTOIRE MODERNE.

---

#### TROISIÈME PÉRIODE, 1648-1789.

##### PREMIÈRE PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE. — 1648-1715.

##### CHAPITRE XVIII. — TROUBLES SOUS MAZARIN. COMMENCEMENT DE COLBERT. LOUIS XIV. 1643-1661.

Administration de Mazarin. — Bataille de Rocroy, 1643. Victoires de Condé; traité de Westphalie, 1648. — La Fronde, 1648-53. — Traité des Pyrénées, 1659. — Louis XIV gouverne par lui-même, 1661. Administration de Colbert. 247

##### CHAPITRE XIX. — SUITE DU RÈGNE DE LOUIS XIV. 1661-1715.

Guerre d'Espagne. Conquête de la Flandre et de la Franche-Comté. Triple alliance contre la France. Traité d'Aix-la- 38.

Chapelle. 1667-1668. — Invasion des Provinces-Unies, 1672. Ligue contre la France, 1678-75. Victoires et mort de Turenne, 1674-75. Paix de Nimègue, 1678. — Révocation de l'édit de Nantes, 1685. — Louis XIV déclare la guerre à presque toute l'Europe, 1686. Guerre de la succession d'Angleterre, 1688. Luxembourg et Catinat. Paix de Ryswick, 1698. Guerre de la succession d'Espagne, 1698-1713. Ligue de l'Europe contre la France, 1701. Victoires des confédérés. Paix d'Utrecht et de Rastadt, 1712-13. Mort de Louis XIV, 1715. 261

## CHAPITRE XX. — DES LETTRES, DES SCIENCES ET DES ARTS, AU SIÈCLE DE LOUIS XIV. 300

### TROISIÈME PÉRIODE.

#### DEUXIÈME PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE. — 1715-1789.

#### CHAPITRE XXI. — DISSOLUTION DE LA MONARCHIE. 1715-1789.

LOUIS XV. — Régence du duc d'Orléans, 1715. — Ministère de Bourbon, 1723; de Fleury, 1726-1745. — Guerre de la succession d'Autriche, 1740. — Revers des Français. Victoires de Fontenoi et de Raucoux, 1745-46. — Paix d'Aix-la-Chapelle, 1748. — Guerre de Sept-Ans, 1756. — Pacte de famille, 1761. — Abolition des jésuites, 1764, et du Parlement, 1771. — Louis XVI, 1774. — Turgot. Necker. — Calonne; assemblée des Notables, 1787. — États-Généraux, 1789. 314

# PRÉCIS DE L'HISTOIRE MODERNE

## DE LA BELGIQUE.

---

### TROISIÈME PÉRIODE. 1633-1789.

#### PREMIÈRE PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE. 1633-1715.

---

#### CHAPITRE XVIII. — DEPUIS LA MORT DE L'INFANTE ISABELLE, JUSQU'AU TRAITÉ DE WESTPHALIE. 1633-1648.

SOMMAIRE. — Introduction. — § I. Don Ferdinand cardinal-infant (décembre 1634-novembre 1641). Administration provisoire du marquis d'Aytonna. — Réception du cardinal-infant à Anvers. — Richelieu traite avec les états-généraux pour une invasion dans les Pays-Bas. — Succès de Don Ferdinand. — Bataille navale des Dunes. — Mort du cardinal-infant. — § II. Don Francisco de Melo, comte d'Assumar (décembre 1641-décembre 1644). — Victoire d'Honnecourt. — Défaite de Rocroy. — Prise de Thionville. — § III. Don Juan d'Autriche (décembre 1643-1676). — Il ne peut se rendre aux Pays-Bas. — Le roi nomme des lieutenans-généraux pour administrer jusqu'à son arrivée. — § IV. Le marquis de Castel-Rodrigo et le général Piccolomini (avril 1644-1647). — Victoires du duc d'Orléans et du duc d'Enghien. — Prise de Dunkerque. — § V. L'archiduc Léopold-Guillaume (1647-1658). — Paix de Munster et d'Osnabruck. — Traité de Westphalie. 359



## CHAPITRE XIX. — DEPUIS LE TRAITÉ DE WEST-PHALIE, JUSQU'À LA GUERRE DE DÉVOLUTION. 1648-1667.

SOMMAIRE. — Succès de l'archiduc Léopold. — Il est vaincu à Lens. — Aidé du prince de Condé il prend Virton et fait lever le siège de Valenciennes. — Victoire des Dunes. — § VI. Le marquis de Caracena (novembre 1658-mars 1664). — Paix des Pyrénées. — Jean de Witt fait abolir le stadhouderat. — Il contribue à la fortune du prince d'Orange. — *Acte de Navigation*. — § VII. Le marquis de Castel-Rodrigo (mars 1664-août 1668). — Les limites des Pays-Bas et des Provinces-Unies sont arrêtées à Bruxelles. — Mort de Philippe IV. — Exil et mort de Don Juan d'Autriche. 370

## CHAPITRE XX. — DEPUIS LA GUERRE DE DÉVOLUTION JUSQU'AU TRAITÉ DE RYSWICK. 1667-1697.

SOMMAIRE. — Du droit de dévolution. — Conquête de la Flandre et de la Franche-Comté. — *Triple alliance*. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — § VIII. Don Iniga de Velasco (août 1668-août 1670). Caractère de ce gouverneur. — § IX. Don Juan Domingo de Luniga (août 1670-janvier 1675). — Louis XIV désunit la triple alliance. — Invasion en Hollande. — Rétablissement du stadhouderat. — Massacre des frères de Witt. — Prise de Maestricht. — L'Espagne déclare la guerre à la France. — Soumission de la Franche-Comté. — § X. Le duc de Villa-Hermosa (1675). — Victoires des Français. — Paix de Nimègue. — Bataille de Saint-Denis. — § XI. Alexandre Farnèse duc de Parme (1679-avril 1682). — *Chambres des réunions*. — § XII. Le marquis de Grana (avril 1682-juin 1685). — Trêve de 20 ans. — Révocation de l'édit de Nantes. — § XIII. Le marquis de Castagnaga (décembre 1685-mars 1692). — Ligue d'Augsbourg. — Guillaume III détrône Jacques II. — Campagne d'Allemagne. — Bataille de Walcourt, — de Fleurus. — Prise

de Mons, de Namur. — § XIV. Maximilien-Emmanuel (mars 1692-1712). — Steinkerke. — Nerwinde. — Les alliés reprennent Namur. — Bombardement de Bruxelles. — Catinat prend Ath. — Congrès et paix de Ryswick. 375

## CHAPITRE XXI. — DEPUIS LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE JUSQU'AU TRAITÉ DE LA BARRIÈRE. 1700-1715.

SOMMAIRE. — Succession d'Espagne. — Traité de partage. — Testament de Charles II. — L'électeur de Bavière remet les Pays-Bas aux troupes françaises. — *Grande alliance*. — Mort et Guillaume III. — Les états-généraux de Hollande reprennent les rênes du gouvernement. — L'Autriche déclare la guerre à la France. — Succès des alliés. — Batailles de Ramillies. — Conférences de la Haye. — Victoire de Malplaquet. — Conférences de Gertruidenberg. — Mort de Joseph I<sup>er</sup>. — Maximilien-Emmanuel, nommé par Philippe V, souverain des Pays-Bas. — Congrès d'Utrecht. — Paix d'Utrecht. — Traités de Rastadt et de Bade. — Traité de *la Barrière*. 386

## APPENDICE AU CHAPITRE XXI. — 1700-1716.

SOMMAIRE. — Lettre de la reine régente d'Espagne aux Etats de Brabant. — Nouvelle forme donnée au gouvernement par le roi Philippe V. — Le comte de Sinzendorff nommé gouverneur-général des Pays-Bas par Charles III. — Le comte Pierre de Goes succède au comte de Sinzendorff. — Convocation générale des états de Brabant après la victoire de Ramillies. — Charles III est reconnu légitime souverain des provinces. — L'administration intérieure est rétablie suivant les anciennes règles. — Don Francisco-Bernardo de Quiros ministre plénipotentiaire

des Pays-Bas. — Conflit entre le conseil d'état et la *conférence*. — Le conseil d'état est révoqué. — Les états de Brabant reconnaissent le nouveau conseil d'état. — Derniers actes de Philippe V aux Pays-Bas. — Cession définitive des Pays-Bas à l'Autriche. 393

## TROISIÈME PÉRIODE.

### DEUXIÈME PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE. 1716-1789.

#### CHAPITRE XXII. — DEPUIS LA REMISE DES PAYS-BAS A L'AUTRICHE, JUSQU'A LA MORT DE L'EMPEREUR CHARLES VI. 1716-1740.

SOMMAIRE. — § I. Le prince Eugène de Savoie (1716). — Administration provisoire du comte de Königsegg. — § II. Le marquis de Prié (novembre 1716-1725). — Réclamation des états au sujet du traité de la Barrière. — Traité de la Haye. — Exécution de François Anneessens. — Établissement de la *Compagnie d'Ostende*. — Congrès de Cambrai. — Paix entre l'Autriche et l'Espagne. — Alliance offensive d'Herrenhausen. — Préliminaires de Paris. — Traité de Vienne. — Suppression de la compagnie d'Ostende. — *Pragmatique-Sanction*. — Paix générale de Vienne. — Rappel du marquis de Prié. — Caractère de ce ministre. — § III. L'archiduchesse Marie-Elisabeth (octobre 1725-août 1741). — Le comte de Daun administre par *interim*. — Arrivée de l'archiduchesse aux Pays-Bas. — Mort de Charles VI. 400

## CHAPITRE XXIII.—MARIE-THÉRÈSE. 1740-1780.

**SOMMAIRE.** — Etat de l'Europe à la mort de Charles VI. — Mort de l'archiduchesse Marie-Elisabeth. — § IV. Le duc Charles-Alexandre de Lorraine (1741-juillet 1780). — Administrations provisoires du comte Frédéric de Harrach; — du comte de Konigzegg-Erps; — du comte de Kaunitz-Rittberg. — Première guerre de Silésie. — *Convention de Hanovre.* — François de Lorraine élu empereur. — Projet du maréchal de Belle-Isle de détruire la monarchie autrichienne. — Victoires du maréchal de Saxe aux Pays-Bas. — Invasion dans les Provinces-Unies. — Le stadhouderat rétabli et rendu héréditaire. — Congrès d'Aix-la-Chapelle. — Traité de Paris. — Traité de Hubertsbourg qui termine la seconde guerre de Silésie. — Dénouement de la Pologne. — Mort du stadhouder Guillaume IV. — Minorité et avènement de Guillaume V. — Situation des Pays-Bas pendant le règne de l'impératrice. — Mort du prince Charles-Alexandre de Lorraine. — Mort de Marie-Thérèse. 412

## CHAPITRE XXIV.—JOSEPH II. 1780-1789.

**SOMMAIRE.** — Avènement de Joseph II. — § V. L'archiduchesse Marie-Christine et le duc Albert de Saxe-Teschen (août 1780-1787). Faiblesse et imperitie de ces gouverneurs. — Réformes introduites par Joseph II dans l'Eglise. — Traité de Versailles. — Changements dans l'administration intérieure des Pays-Bas. — Rappel de l'archiduchesse et du duc Albert. — Gouvernement provisoire du comte de Murray. — § VI. Le comte de Trauttmansdorff. (fin de l'année 1787). — Convocation des états de Brabant. — Bannissement de Vandernoot. — Nouvelle assemblée des états. — Ils refusent d'obéir aux volontés de l'empereur. — Révolution brabançonne. 422

FIN DE LA TABLE.

2nd









